



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-08

Séances publiques
n^{os} 54, 55 et 56 p. 09-62

Questions au
Gouvernement p. 62-99

2023-2028

n° 23



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-06
Nouvelles lois	p. 07-08
Séances publiques	p. 09-62
54 ^e séance du mardi 17 décembre 2024	p. 09-17
55 ^e séance du mercredi 18 décembre 2024	p. 17-37
56 ^e séance du mercredi 18 décembre 2024	p. 37-62
Questions au Gouvernement	p. 62-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
13/02/2025

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



Première session plénière sous présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Europe

Dialogue et fractures sur la scène européenne et mondiale

L'hémicycle strasbourgeois du Conseil de l'Europe a accueilli du 27 au 31 janvier 2025 sa première session plénière sous présidence luxembourgeoise, ceci dans l'ombre mémorielle des 80 ans de la libération du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, M. Xavier Bettel, qui préside actuellement le Comité des Ministres, y a présenté ses priorités, tandis que le Premier ministre, M. Luc Frieden, s'est également adressé aux membres de l'Assemblée.

Les parlementaires se sont penchés sur les crises qui ébranlent le monde, de l'Ukraine à Gaza, en passant par le Bélarus et la Géorgie, ainsi que sur l'impératif d'un nouvel ordre international fondé sur le respect des règles. La protection de la profession d'avocat figurait également parmi les principaux sujets à l'ordre du jour.

La Chambre des Députés était représentée par les membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : M. Gusty Graas, Président de la délégation, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente, M. Yves Cruchten, membre effectif, ainsi que par M. Paul Galles, Mmes Stéphanie Weydert et Alexandra Schoos, membres suppléants.

La délégation géorgienne se retire de l'Assemblée

Au vu des récents développements et d'un recul préoccupant des principes démocratiques en Géorgie, sa délégation s'est vu contester ses pouvoirs dès l'ouverture de la session. Si l'Assemblée a finalement opté, par voie de résolution, pour une ratification des pouvoirs des représentants géorgiens, celle-ci s'accompagne néanmoins de restrictions significatives. Les membres se voient notamment privés de certaines prérogatives essentielles, dont le droit d'exercer la fonction de rapporteur.

Cette décision est assortie d'une clause de réexamen, lors de la prochaine session, conditionnée à des avancées démocratiques concrètes. Parmi les exigences figurent l'organisation d'élections parlementaires répondant aux standards internationaux et la libération sans délai de l'ensemble des prisonniers politiques d'ici avril.

En réaction à ce vote, la délégation géorgienne a annoncé son retrait des travaux de l'Assemblée. Cette décision est survenue peu après les déclarations du Premier ministre luxembourgeois en faveur du dialogue et d'échanges constructifs.

Le Président de la délégation luxembourgeoise, M. Gusty Graas, a qualifié de regrettable ce retrait.

« Le retrait de la délégation géorgienne des travaux de l'Assemblée constitue un revers pour les perspectives d'intégration européenne de la Géorgie, qui s'éloigne ainsi davantage des valeurs fondamentales défendues par le Conseil de l'Europe. » M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE

La crise humanitaire concernant les femmes, les enfants et les otages à Gaza

Face à l'escalade de la crise humanitaire à Gaza, l'Assemblée a multiplié les appels à l'action lors de sa



La délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE avec le Premier ministre, M. Luc Frieden

dernière session. Les parlementaires ont notamment exhorté toutes les parties à mettre en œuvre le cessez-le-feu en trois phases, condition sine qua non d'une paix durable. Une attention particulière a été portée à la situation de l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens, bloquée à ce moment-là par Israël : l'Assemblée a demandé la levée immédiate de ces restrictions et réclamé un accès sans entrave pour les organisations humanitaires et les médias.

Dans son intervention, M. Graas a souligné l'importance cruciale du nouvel accord de cessez-le-feu, obtenu grâce aux efforts diplomatiques de l'Égypte, du Qatar et des États-Unis. Face à un bilan humain catastrophique de plus de mille soldats israéliens morts et de dizaines de milliers de victimes palestiniennes, majoritairement des femmes et des enfants, le député luxembourgeois a insisté qu'il ne s'agit pas d'une « simple option diplomatique, mais d'une nécessité morale absolue ». L'accord prévoit notamment la libération des femmes et des personnes de moins de 19 ans tout comme le retrait progressif des troupes israéliennes, mais la mise en œuvre de l'accord reste difficile dans un contexte géopolitique tendu.

La convention pour la protection de la profession d'avocat

Les parlementaires ont exprimé un large soutien au projet de convention visant à protéger la profession

d'avocat. Insistant sur le rôle fondamental des avocats dans l'administration de la justice et la préservation de la confiance du public dans le droit, l'APCE a souligné l'importance d'une adoption à large échelle. Dans cette optique, il est prévu que la convention soit ouverte à l'adhésion de tout État, y compris ceux ne faisant pas partie du Conseil de l'Europe.

Mme Octavie Modert, députée luxembourgeoise, a pris la parole pour saluer cette avancée qu'elle considère comme « un pas de plus vers un espace juridique commun ». Elle a insisté sur la nécessité d'exclure toute possibilité pour les États d'émettre des réserves sur certaines dispositions du texte, mettant en garde contre le risque d'affaiblissement du dispositif. Un tel mécanisme pourrait « vider de substance » la convention, a-t-elle averti, plaidant pour une interdiction explicite de toute réserve. En guise de conclusion, Mme Modert a souligné que ce « nouvel instrument de droit universel à portée mondiale confirmera le rôle précurseur et protecteur des droits humains du Conseil de l'Europe ».

L'avis formulé par l'APCE a été transmis au Comité des Ministres, qui pourrait décider d'ouvrir la convention à la signature lors de sa prochaine réunion ministérielle.

Le modèle de la francophonie pour contrer l'unilatéralisme



M. Mars Di Bartolomeo lors de la présentation du budget de l'APF

Les membres du Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) se sont réunis à Càn Thòr, au Vietnam, les 23 et 24 janvier 2025, à l'invitation de la section vietnamienne. Au programme de leurs discussions : les défis politiques dans le monde francophone, le rôle de la francophonie face aux bouleversements de l'ordre mondial et l'élaboration d'un corpus législatif sur la budgétisation sensible au genre. L'ordre du jour comprenait également la présentation du projet de budget pour l'année 2025, une responsabilité confiée à M. Mars Di Bartolomeo, trésorier de l'APF.

La francophonie dans l'ordre mondial

Face aux bouleversements de l'ordre mondial, marqués par une multiplication des crises, des guerres et des visions unilatérales autoritaires, le rôle de la francophonie est revenu au cœur du débat politique. Le Délégué général, M. Bruno Fuchs, a ainsi appelé à une réinvention de ce modèle multilatéral, menacé par la montée des rapports de force et la déstabilisation

des institutions internationales comme l'ONU. « À travers une coopération renforcée avec la société civile, la francophonie se veut une école de dialogue, défendant un modèle au service des citoyens et résistant à la loi de la force », a-t-il constaté.

Lors de son intervention au cours du débat, M. Di Bartolomeo a rappelé que la francophonie, par essence multilatérale, transcende les frontières nationales et reflète un idéal universel. Il a souligné l'importance du devoir de mémoire, évoquant le Vietnam, marqué par des guerres impériales, mais devenu un exemple de résilience et de développement. Ce devoir, selon lui, « doit guider notre attitude face aux crises actuelles, notamment celles qui naissent de nos propres failles politiques et fragilisent la crédibilité des institutions démocratiques, ouvrant la voie aux populismes et aux extrémismes ».

Le député luxembourgeois a également mis en garde contre le risque que le multilatéralisme ne devienne la victime de l'égoïsme de dictateurs ou d'adeptes de dictatures. Alors que le monde renoue avec une dangereuse course aux armements, M. Di Bartolomeo a insisté sur la nécessité de défendre les principes démocratiques, la justice sociale et les libertés fondamentales, tout en assumant des responsabilités dans les conflits mondiaux. « Restons confiants et déterminés », a-t-il conclu, appelant à une réponse ferme et résolue face aux dérives autoritaires.

Les situations politiques fragiles

Cinq pays, à savoir la Syrie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et Haïti, sont actuellement suspendus des activités de l'APF. Une attention particulière sera accordée dans les mois à venir à la situation à Damas, marquée par un récent changement de régime. M. Christophe-André

Frassa, Président de la Commission politique, a rappelé que les mécanismes de vigilance démocratique, renouvelés en avril 2024 à Luxembourg, intègrent désormais un statut de transition. Ce nouveau cadre s'applique au Gabon, à la Guinée et au Tchad, qui ont manifesté leur volonté de respecter un calendrier de transition, engageant ainsi un dialogue avec les organes de l'Assemblée. La République centrafricaine reste toutefois sous surveillance en raison du report des élections locales à avril 2025, malgré l'adoption d'une nouvelle loi sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, saluée par M. Frassa. En guise de conclusion de son analyse, le Bureau de l'APF a décidé d'organiser une mission parlementaire à Luanda, Kinshasa et Kigali pour renforcer son accompagnement face à la crise persistante dans l'Est de la République démocratique du Congo.

Le budget 2025

En sa capacité de trésorier de l'APF, M. Di Bartolomeo a présenté un projet de budget pour le fonctionnement de l'Assemblée pour l'année 2025. Celui-ci suit une structure révisée pour en faciliter sa lisibilité. Il s'agit d'un budget innovant et moderne, projetant des dépenses et recettes saines et équilibrées. L'architecture budgétaire, entièrement repensée, distingue désormais les flux financiers des réserves de trésorerie, conformément aux standards comptables les plus exigeants.

Point notable de ce nouvel exercice : un investissement significatif dans la communication visant à amplifier le rayonnement des travaux de l'Assemblée, ainsi qu'un renforcement substantiel des moyens alloués à la diplomatie parlementaire, pilier essentiel du plan stratégique 2023-2030. Les comptes annuels 2024 seront validés lors de la 50^e session plénière, qui se tiendra dans la capitale française en juillet prochain.

Gedenkzeremonie beim Monument Kaddish



Am Kader vum Internationalen Holocaust-Gedenktag de 27. Januar hunn de Chamber-president Claude Wiseler an eng Rei Deputéiert un enger Gedenkzeremonie fir déi jiddesch Affer vum Nationalsozialismus zu Lëtzebuerg deelgeholl. D'Zeremonie huet beim Monument Kaddish um Boulevard Franklin Delano Roosevelt stattfont.

Les députés se souviennent de la Shoah et d'Auschwitz-Birkenau



Les députés se sont réunis en salle plénière pour participer à la campagne « We Remember ».

Le 27 janvier 2025 marque les 80 ans de la libération par l'Armée rouge du camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Les députés de tous les partis représentés à la Chambre des Députés ont souhaité commémorer cet événement historique en participant une nouvelle fois à la campagne mémorielle « We Remember ».

Plus d'un million de personnes ont trouvé la mort dans le camp d'Auschwitz-Birkenau érigé par l'Allemagne nazie lors de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit du plus grand complexe de cette nature mis en place sous le régime national-socialiste. La campagne « We Remember » a été lancée en 2017 par le Congrès juif mondial (CJM) en collaboration avec

l'Unesco, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, la culture et la communication. Cette initiative a pour but de préserver la mémoire de la Shoah, de lutter contre l'antisémitisme et toutes les formes de génocide, de haine et de xénophobie et de rappeler au monde les conséquences qui peuvent survenir si on laisse la haine se propager librement.

Réunion des Présidents de la COSAC à Varsovie

Lancement de la dimension parlementaire de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne



M. Laurent Zeimet, membre de la Délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, a représenté la Chambre des Députés.

Les Présidents de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) se sont réunis à Varsovie le 27 janvier 2025 pour marquer le début de la dimension parlementaire de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne, entamée le 1^{er} janvier 2025.

La Chambre des Députés était représentée par M. Laurent Zeimet, qui a remplacé M. Gusty Graas, Président de la Délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC.

Priorités de la présidence polonaise

Lors de la première session de la réunion, après avoir abordé des points de procédure et des questions diverses, M. Adam Szapka, Ministre des Affaires de l'Union européenne polonaise, a exposé les priorités de la présidence polonaise du Conseil. Ces priorités sont les suivantes : sécurité et défense, protection des personnes et des frontières, résistance à l'ingérence

étrangère et à la désinformation, garantie de la sécurité et de la liberté des affaires, transition énergétique, agriculture compétitive et résiliente et sécurité sanitaire.

Cette présentation a été suivie d'un débat animé entre les parlementaires, qui ont principalement souligné la nécessité pour l'Union européenne d'intensifier ses efforts dans plusieurs domaines clés : l'investissement dans la défense, le futur des relations avec les États-Unis ainsi que la préservation de l'État de droit et des valeurs démocratiques au sein de l'Union européenne.

La réponse budgétaire aux défis climatiques

La seconde session a été consacrée à une présentation de M. Janusz Lewandowski, Vice-Président de la Commission des budgets du Parlement européen, qui a abordé la question du financement européen face aux enjeux climatiques. L'orateur a mis l'accent sur les

mécanismes de financement innovants permettant de répondre aux répercussions économiques et environnementales du changement climatique.

Les parlementaires ont ensuite délibéré sur la manière dont le budget de l'Union européenne pourrait répondre plus efficacement aux défis posés par l'adaptation au changement climatique et par les efforts d'atténuation, afin de renforcer la résilience et la durabilité de l'UE face à cette crise mondiale.

Une présidence centrée sur la sécurité et la résilience

Cette conférence s'est inscrite ainsi directement dans les priorités de la présidence polonaise, centrées sur la sécurité européenne sous toutes ses formes : sécurité extérieure, sécurité intérieure, lutte contre les menaces informationnelles et sécurité énergétique, alimentaire et sanitaire.

Une présidence à tour de rôle

Chaque État membre exerce la présidence du Conseil de l'Union européenne pendant six mois à tour de rôle. Depuis le 1^{er} janvier 2025, ce rôle est assumé par la Pologne, qui a succédé à la Hongrie. Après six mois, le 1^{er} juillet 2025, la présidence reviendra au Danemark. Pendant sa présidence, le pays en question dirige les réunions du Conseil de l'Union européenne. Celui-ci réunit les ministres des États membres en fonction de leurs domaines de compétence. Il partage le pouvoir législatif et budgétaire avec le Parlement européen.

Cette présidence est également revêtue d'une dimension parlementaire, c'est-à-dire que le parlement national du pays assurant la présidence prend en charge l'organisation des cinq conférences interparlementaires européennes permanentes, dont fait partie la COSAC, et trois conférences sectorielles, avec la participation de membres des parlements nationaux des États membres de l'UE et du Parlement européen, ainsi que de membres des parlements des pays candidats à l'UE, d'observateurs et d'invités.

Ausstellung „Europa Expérience“



Dass Europa méi ass ewéi just e Kontinent, dat kann een an der neier interaktiver Ausstellung „Europa Expérience“ am Europaparlament um Kierchbierg vu ganz Noem erliewen.

De Chamberpresident Claude Wiseler (5. vu riets op der Foto) huet den 30. Januar 2025 zesumme mat der Presidentin vum Europaparlament Roberta Metsola (2. vu riets), dem Premierminister Luc Frieden (4. vu riets) an dem Ierfgroussherzog (3. vu riets) un der Aweigung vun dësem neie „Visitor Center“ deelgeholl.

Vältesëmzuch

D'Federatioun vun de Gäertner a Fleuriste war mam traditionelle Vëltesëmzuch an der Chamber. D'Verrieder vun der Federatioun hunn de Membere vum Bureau a vun der Presidentekonferenz Blummebouqueten iwwerrecht. Et war och d'Geleeënheet, fir iwwer d'Erausfuerverdrung vun dëse Beruffer ze schwätzen.



Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. Fadi Hajali, Ambassadeur du Liban



... S. E. Mme Christina Alexopoulou, Ambassadrice de la République hellénique



... Mme Geneviève Brisson, Déléguée générale du Québec à Bruxelles

L'Administration parlementaire recrute :

- un gestionnaire d'équipe Service Desk (m/f/d) pour les besoins du service technologies de l'information sous le statut du salarié de droit privé, titulaire d'un diplôme de niveau BAC+2 ou BAC+3 en informatique et disposant obligatoirement de 6 années d'expérience au moins dans une fonction et position similaires

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : https://www.chd.lu/fr/offres_emploi



Budget de l'État pour l'exercice 2025 et programmation financière pluriannuelle 2024-2028

8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant :

- 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
- 2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
- 3° la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement ;
- 4° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
- 5° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;
- 6° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
- 7° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;
- 8° le Code de la sécurité sociale ;
- 9° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;
- 10° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
- 11° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;
- 12° la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ;
- 13° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
- 14° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
- 15° la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;
- 16° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant :
 - 1° la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises ;
 - 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Le budget de l'État pour l'exercice 2025 est arrêté aux montants suivants :

– Recettes courantes	25.873.690.751 euros
– Recettes en capital	151.646.600 euros
– Recettes des opérations financières	2.750.403.700 euros
– Dépenses courantes	24.190.492.022 euros
– Dépenses en capital	3.417.909.266 euros
– Dépenses des opérations financières	1.649.274.960 euros

L'article 3, point 1 vise à réduire le taux de l'impôt forfaitaire de 10 à 7,5 pour cent lorsque le salaire horaire brut convenu du salarié intérimaire ne dépasse pas le montant de 25 euros.

L'article 4, point 1 fixe le pourcentage des biocarburants à incorporer dans l'essence et le gasoil routier mis à la consommation à 8,80 % (au lieu de 8,40 %) en vue du seuil pour le secteur des transports prévu dans le PNEC.

L'article 4, point 4 met en place un seuil minimal à respecter en vue de la fixation de l'accise minimale sur les produits du tabac à chauffer afin qu'ils ne soient pas commercialisés à des prix trop bas par rapport aux autres produits du tabac produits.

L'article 5 du projet de loi modifie la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement. Un nouveau paragraphe vise à réduire de moitié la base imposable des droits d'enregistrement et de transcription sur les acquisitions visées dans le chapitre 1^{er} de la loi du 22 mai 2024. Cette réduction de la base taxable sera applicable pour les acquisitions visées, documentées par un acte notarié passé entre le 1^{er} octobre 2024 et le 30 juin 2025. Le bénéfice de la réduction de la base imposable est soumis aux mêmes conditions que celles qui sont d'application pour l'octroi du crédit d'impôt location.

L'article 49 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 5.000.000.000 euros. Ce montant s'oriente au niveau anticipé des liquidités disponibles en 2025, au déficit

prévisible de l'Administration centrale, ainsi qu'au besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours de l'année 2025 (1.500.000.000 euros), tout en prévoyant une marge pour parer des situations imprévues.

Tel que recommandé par le Conseil d'État, l'autorisation est limitée dans le temps et ne couvre que des emprunts à émettre en 2025, tout emprunt devant être émis les années subséquentes requérant une autorisation distincte.

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

L'article 1^{er} du projet de loi fixe l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) à +0,0 % du PIB pour la période 2024 à 2028.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2024 à 2028 :

En % du PIB	2024	2025	2026	2027	2028
– Administration centrale	-1,7 %	-1,5 %	-1,2 %	-0,7 %	-0,7 %
– Administrations locales	0,0 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
– Administrations de sécurité sociale	1,1 %	0,8 %	0,5 %	0,2 %	0,0 %
– Administrations publiques :					
Solde nominal	-0,6 %	-0,6 %	-0,5 %	-0,3 %	-0,4 %
Solde structurel	0,7 %	0,2 %	0,3 %	0,2 %	-0,2 %

L'évolution du montant maximal des dépenses de l'Administration centrale se présente comme suit au titre de la période 2024 à 2028 :

	2024	2025	2026	2027	2028
En millions d'euros	29.527	30.858	32.228	33.359	35.146

Dépôt des projets de loi 8444 et 8445 par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 09/10/2024

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

12/07/2024 Désignation d'un rapporteur

11/10/2024 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et des accises

15/10/2024 Présentation du budget du département des Finances

05/11/2024 Échange de vues avec des représentants du Stater au sujet de la situation conjoncturelle et des dernières prévisions économiques

13/11/2024 Examen des dépenses concernant les volets Finances communales, Sécurité civile, Sécurité intérieure et Immigration

19/11/2024 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques

20/11/2024 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale des volets du budget relevant de sa compétence

26/11/2024 Examen d'une proposition d'amendement du groupe parlementaire LSAP

Présentation de l'avis de la Cour des comptes

29/11/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles

03/12/2024 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

10/12/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

21/10/2024 Présentation des volets relevant de la compétence du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président : M. Marc Lies) :

13/11/2024 Examen des dépenses concernant les volets Finances communales, Sécurité civile, Sécurité intérieure et Immigration

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

(Président : M. Jeff Boonen) :

07/11/2024 Présentation des volets du budget relevant de la compétence du Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Travaux de la Commission de la Culture

(Président : M. André Bauler) :

27/11/2024 Présentation des volets du budget relevant de la compétence du Ministre de la Culture

Travaux de la Commission de la Défense

(Président : M. Guy Arendt) :

04/11/2024 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Défense au sujet du budget de l'État pour l'année 2025

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

14/11/2024 Présentation par M. le Ministre de l'Économie des volets le concernant

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

05/11/2024 Présentation des volets Éducation, Enfance et Jeunesse

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

15/10/2024 Présentation des volets Recherche et Enseignement supérieur et Digitalisation

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

(Président : M. Paul Galles) :

04/12/2024 Présentation du volet du budget relevant de la compétence du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Travaux de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité

(Présidente : Mme Mandy Minella) :

04/11/2024 Présentation des volets Égalité des genres et Diversité

11/11/2024 Présentation des volets Famille, Solidarités, Vivre ensemble et Accueil

Travaux de la Commission de la Fonction publique

(Président : M. Maurice Bauer) :

28/11/2024 Examen des volets relatifs à la fonction publique

Travaux de la Commission des Institutions

(Président : M. Laurent Zeimet) :

11/11/2024 Examen du volet Institutions

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

24/10/2024 Examen du volet Justice

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. Gilles Baum) :

27/11/2024 Présentation des volets Logement et Aménagement du territoire

Travaux de la Commission des Médias et des Communications

(Président : M. Félix Eischen) :

05/11/2024 Présentation des volets Médias et Communications

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

08/11/2024 Échange de vues avec Mme la Ministre au sujet du budget de l'État pour l'année 2025 concernant les volets Mobilité et Travaux publics

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Président : M. Marc Spautz) :

20/11/2024 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission des Sports

(Président : M. Charles Weiler) :

27/11/2024 Présentation par M. le Ministre des Sports des volets du budget relevant de sa compétence

Travaux de la Commission du Travail

(Président : M. Marc Spautz) :

06/11/2024 Examen des volets relatifs au travail et à l'emploi

Vote en séance publique du projet de loi 8444 : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 558, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 8445 : 19/12/2024

Loi du 20 décembre 2024

Mémorial A : 2024, n° 560, page 1

Sommaire

<p>1. Ouverture de la séance publique M. Claude Wiseler, Président</p> <p>2. Ordre du jour M. Claude Wiseler, Président</p> <p>3. Communications M. Claude Wiseler, Président</p> <p>4. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant :</p> <p>1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;</p> <p>2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;</p> <p>3° la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement ;</p> <p>4° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;</p> <p>5° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;</p> <p>6° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;</p> <p>7° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;</p> <p>8° le Code de la sécurité sociale ;</p> <p>9° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;</p> <p>10° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;</p> <p>11° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;</p>	<p>p. 09</p> <p>p. 09</p> <p>p. 09</p>	<p>12° la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ;</p> <p>13° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;</p> <p>14° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;</p> <p>15° la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;</p> <p>16° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant :</p> <p>1° la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises ;</p> <p>2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises</p> <p>8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2024-2028</p> <p>Rapport de la Commission des Finances : Mme Corinne Cahen</p>	<p>p. 10</p>
---	--	--	--------------

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Stéphanie Obertin, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

D'Finanzkommissioun proposéiert en Zäitmodell „avec rapport et sans débat“ amplaz vun engem Modèle de base fir d'Projet-de-loie 8406, 8425 a 8427, déi op eisem Ordre du jour vun en Donneschden de Moie virgesi ginn.

Ass d'Chamber mat dëser Proposition averstanen?
(Assentiment)

Ass d'Chamber dann och mat dem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischstens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 17 décembre 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8467 – Projet de loi relatif à la gestion, la conservation, l'accès et la confidentialité des enregistrements des communications de fond et de l'environnement sonore sur les postes de travail des contrôleurs aériens

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 10/12/2024

8468 – Projet de loi instituant une aide à la construction de serres horticoles

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 10/12/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3470 – Demande de pétition publique : Dass de Projet vum Cannabis médical net agestallt gëtt respektiv dass e sou weidergefuert gëtt wei bis lo an dass de Patient weider de Choix huet zwëschen dem Ueleg an de Bléien

Dépôt : M. Jeff Schwickert, le 09/12/2024

3471 – Demande de pétition publique : Reconnaissance des jeunes adultes handicapés comme enfants à charge avec maintien des allocations familiales jusqu'à 26 ans

Dépôt : M. Cyril Perrichon, le 09/12/2024

3472 – Demande de pétition publique : La semaine de 4 jours

Dépôt : M. Haris Hodzic, le 10/12/2024

3473 – Demande de pétition publique : Pour une évaluation plus équitable : Offrir aux élèves la possibilité d'améliorer leurs notes par des tests ou dossiers supplémentaires

Dépôt : M. Aleks Jevdokimov, le 11/12/2024

3474 – Demande de pétition publique : Augmenter le nombre d'éducateurs dans les structures de garde pour les enfants de l'enseignement primaire

Dépôt : Mme Pascale Angèle Jeannine Heinesch, le 12/12/2024

3475 – Demande de pétition publique : Pas de perte de salaire, lorsque une entreprise demande un chômage économique

Dépôt : M. Sébastien Henquinet, le 12/12/2024

3476 – Demande de pétition publique : Herzchirurgie und interventionelle Kardiologie nicht nur im Zentrum des Landes

Dépôt : M. Charles Ries, le 13/12/2024

3477 – Demande de pétition publique : Autoversicherer sollten verpflichtet werden, dem Kunden im Schadensfall, erstens, die günstigste Schadensabwicklung aufzuzeigen und ihn, zweitens, automatisch darüber in Kenntnis zu setzen, zu wessen Lasten der Schaden geht (Bonus-Malus-System)

Dépôt : Mme Christiane Zügel-Jung, le 15/12/2024

3478 – Demande de pétition publique : Prolonger la phase « orange » des feux de signalisation pour augmenter la

sécurité routière et éviter des procès-verbaux aujourd'hui inévitables

Dépôt : M. Pit van Rijswijk, le 16/12/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant :

1^o la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

2^o la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

3^o la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement ;

4^o la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;

5^o la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

6^o la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

7^o la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;

8^o le Code de la sécurité sociale ;

9^o la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;

10^o la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;

11^o la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;

12^o la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ;

13^o la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

14^o la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;

15^o la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;

16^o la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État et abrogeant :

1^o la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises ;

2^o la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

Da komme mer elo zum Rapport vun der Finanzkommission iwwert de Projet de loi 8444 vum Staatsbudget fir d'Joer 2025 an iwwert de Projet de loi 8445 iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2024–2028. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dëse Projet-de-loien, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Villmoos merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Welt huet sech déi lescht puer Jore komplett verändert: Ugefaange mat enger weltwäiter Pandemie; et ass Krich an der Ukrain; et ass Krich am Noen Osten; mir hu verschäerft Handelskriecher; mir erliewen en Declin vun der Globaliséierung mat engem Revival vun den Extremisten an Europa an an den USA; et gëtt esou vill Instabilitéite wéi scho laang net méi; an onsen Nopeschlänner huet keng Regierung méi eng Majoritéit. D'Welt ass däischer ginn.

Mee mir liewen och an där Zäit, wou et de Mënschen esou gutt geet ewéi nach ni virdrun. Verschidde Krankheete si quasi ausradéiert. D'Kannerstierflechte weltwäit ass zanter dem Joer 2000 ëm 50 % zeréckgaangen. D'Alphabetiséierung ass esou héich ewéi nach ni, d'Zuel vun de Mënschen, déi net liesen a schreiw kënnen, geet ëmmer weider erof.

Mir liewen an engem Ëmbroch. Et ass revolutionär, wat an de leschten 20 Joer am Digitale geschitt ass. An et wäert revolutionär sinn, wat an den nächsten 20 Joer geschitt.

De Budget, deen d'Regierung der Chamber presentéiert huet, ass ambitiéis. An dat muss en och sinn, well d'Zäiten, an deene mer liewen, wéi gesot, erausfuendernd sinn.

Mir hunn den Ament och grouss gesellschaftlech Erausforderungen: den demografesche Wandel an eng Population, déi ëmmer méi al gëtt; d'Energie ass duerch de Krich an der Ukrain vill méi deier ginn; de Klimawandel ass eng Realitéit, och wann dat Thema vläicht e bësselchen an den Hannergrond geroode ass déi lescht Méint. Dee Klimawandel kréien ëmmer méi Mënschen op der Welt ze spieren, mat Naturkatastrophen, mat schlimmen Iwwerschwemmungen, mat enger Hëtzt am Summer, déi bal net auszehalen ass. Virun zwee Méint sinn nach Honnerte Mënschen a Südspuenie ronderëm Valencia ëm d'Liewe komm wéinst enorme Reemassen, wéi et se virdrun nach ni gouf.

Op där anerer Säit gesi mer, dass sech och nei Méiglechkeeten opmaachen, dass d'Welt méi digital gëtt, dass nei Outilen et ons erlaben, der Zukunft mat méi Zouversicht entgéintzekucken.

Grad all déi nei Entwécklungen an der Kënschtlecher Intelligenz kéinten ons hëllef, déi grouss Erausforderungen ze meeschteren. Mir wëllen all al ginn – mee gesond al! De Klimawandel an d'Äerderwärmung kënnen mer eventuell, dank der KI, fir d'éischt emol an de Grëff kréien, Mënscheliwe retten, well d'Systemer

Katastrophe virussoe kënnen, fir dann eventuell méi spët och besser dergéint virzegoen.

Mir kënnen an Zukunft wuel mat Mënsche kommunikéieren, mat deene mer bis elo net kommunikéieren konnten, sief et wéinst enger Behënnerung oder well mer einfach net déi nämmlecht Sprooch beherrschen.

Egal wéi eng Zeitung een den Ament opschléit, d'Theema Kënschtlech Intelligenz, kuerz KI, féllt d'Aktualitéit: Kënschtlech Intelligenz, Artificial Intelligence, Intelligence artificielle.

De Budgetsrapporter, dee sicht sech jo ëmmer een Thema eraus, dat e speziell behandelt a sengem Budgetsrapport. D'KI ass menger Meenung no déi grouss Erausforderung, an dofir hunn ech dat Thema méi genee ënnert d'Lupp geholl.

Déi Kënschtlech Intelligenz bréngt Hoffnung fir verschidde Secteuren. Déi Kënschtlech Intelligenz mécht och deelweis Angscht. Déi Kënschtlech Intelligenz kann enorm Chancen bréngen, grad fir Lëtzebuerg: Nischen. Lëtzebuerg war ëmmer da gutt a staark, wa mer op d'Qualitéit gesat hunn an net op d'Quantitéit. D'Nischen hunn nach ëmmer zum Erfolgsmodell vu Lëtzebuerg gehéiert.

Déi Kënschtlech Intelligenz ass eng Erausforderung fir d'Regierung, mee si ass och eng Opportunitéit fir ons. Fir ons alleguer. A fir d'Land. Déi Kënschtlech Intelligenz ass haut scho quasi net méi aus onsem Liewen ewechzedden. Mir sinn ons es just net ëmmer bewosst.

Här President, erlaabt mer, e ganz kuerzen Exkurs an d'Geschicht ze maachen, well d'KI selwer ass am Fong iwwerhaupt näischt esou Neits! ChatGPT huet mer verrod, dass schon am Joer 1950 e gewëssenen Alan Turing en Test virgestallt huet, e Konzept, fir ze kucken, ob d'Maschinen onst mënschlecht Denke kënnen nomaachen. En huet dat „Computing Machinery and Intelligence“ genannt. Den John McCarthy huet dunn e puer Joer méi spët, 1956, de Begrëff „Kënschtlech Intelligenz“ opgegraff an huet d'Dartmouth Conference organiséiert, déi am Fong consideréiert gëtt als Gebuertsstonn vun der moderner KI-Fuerschung. 1956 also!

Ech erspueren Iech elo all déi nächst Entwécklungen. Dat géng elo hei natierlech vill ze wäit féieren. Mee zanter den 2010er-Jore gëtt et e richtege Boom, wat d'KI betrëfft. Vill Donnéeën an de sougenannten „Deep Learning“ mat Bild- a Sproocherkennung hunn ons Systemer wéi Siri an Alexa an d'Haus bruecht.

Mat OpenAI, dat heescht dem ChatGPT oder och dem Google Gemini oder dem Copilot vu Microsoft, demokratiséiert déi Generative AI sech fir jiddereen. A se gëtt vu ganz, ganz ville Leit benotzt, vu Schüler iwwer Studenten a Profen bis hin zu Ingenieuren an Dokter. ChatGPT ass scho bal net méi ewechzedden, obwuel een immens oppasse muss, wat een do esou als Äntwerte kritt. Et muss ee se ëmmer kritesch iwwerlesen an hannerfroen.

D'KI wäert an noer Zukunft verschidden Aufgaben kënnen iwwerhuelen, an doranner leie Chancen. Fir all Einzelnen. An och fir d'Land. Doranner leie grouss Erausforderungen. An doranner leie Geforen. Fir all Einzelnen. An och eventuell fir d'Land.

Eng vun den Haaptgefore wier et, wa mer net géingen investéieren. Mir müssen d'KI elo fir ons notzen. A mir wäerte se notzen. Mir müssen d'KI als Chance gesinn, nei Nischen ze entwéckelen. Dat geschitt schon zum Deel. En ech wäert elo dorobber agoen. Wann et Opportunitéite gëtt, da muss mer se saiséieren. An do ass et dann essentiel, dass d'Regierung déi richteg Akzenter setzt, dass de Finanzminister de Portmonni dann opmécht, wann et wichteg ass ze investéieren.

D'Kënschtlech Intelligenz zitt sech duerch de ganze Budget. All Ministère gëtt an Zukunft domadder konfrontéiert. All Mënsch gëtt an Zukunft domadder konfrontéiert. Mathalen, matdecidéieren, matinvestéieren a wa méiglech à la pointe du progrès sinn, First Mover. An nees eng Kéier den Challenge ophuelen, eventuell e bësse méi séier ze si wéi anerer. Den Challenge ophuelen, ons kuerz Weeër ze benotzen. Den Challenge ophuelen, ons Multikulturalitéit ze benotze mam Wëssen, dat aus der ganzer Welt heihinnerkënn. Ons Oppenheet an ons Open-Mindedness als Atout asetzen an eng Regierung hunn, déi oppen ass fir nei Technologien, déi et versteet, zum richtegen Ament an déi richtig Instrumenter an an déi richtig Betriber a Leit ze investéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Alleréischt, wat ech am Juli dëst Joer gemaach hunn, wéi d'Kollegen aus der Finanzkommission mech als Budgetsrapporteur designéiert hunn: Ech sinn op ChatGPT gaangen. Ech hätt natierlech och Gemini oder Copilot kënne froen. Mee ech sinn dunn op ChatGPT gaangen an ech hunn do agetippt: „Schreif mer, wannechgelift, de Budgetsrapport fir de Budget 2025!“

(Interruption)

Dat war, wéi gesot, am Juli dëst Joer.

(Interruption)

Här Finanzminister, ChatGPT woust zu deem Moment wuel scho besser Bescheid ewéi Dir. ChatGPT huet mer zum Beispill mat grousser Selbstsicherheit matgedeelt – „Selbstsicherheit“, wann een dat esou ka soen –, dass d'Recetten ëm 4 % géifen an d'Luucht goen an dass a Saachen Depensen d'Education ëm 7 % géif an d'Luucht goen, d'Defense ëm 4 % an d'Depensé fir de Schinnereseau ëm 6 %. Dat kléngt alles net schlecht, mee esou ganz richtig ass et dann natierlech net.

Richtig ass, dass d'Recettë beim Zentralstaat d'nächst Joer souguer ëm 5,2 % klammen. An d'Enveloppe budgétaire fir den Educatiounsministère geet net ëm 7 %, mee ëm 8,2 % an d'Luucht a läit domat iwwregens bei 15 % vun de Gesamtausgabe vum Zentralstaat. An eis Verdeedegung stieche mer 13,5 % méi wéi nach dëst Joer an net 4 %. An de Budget vum Fonds du rail klëmmt ëm 9 % an net ëm 6 %.

Déi Kënschtlech Intelligenz huet mer am Juli carrement och scho gesot, wat Är Prioritéite wäere fir d'nächst Joer: „Transition énergétique“, „Transformation digitale“, „Réforme de la fiscalité: Simplification du système fiscal pour attirer les investissements et stimuler la croissance économique“, „Inclusion sociale“. Bon, Dir sot mer elo, dat si Generalitéiten, do ass näischt ganz Falsches derbäi, mee esou ganz richtig ass et jo dann, wéi gesot, awer net.

D'KI baséiert sech an deem Fall op Donnéeën a Previsiounen, déi am Internet fonnt ginn. A genee do ass ee grousser Punkt, wou mer zäitno vill mussen investéieren: a propper Donnéeën, an dat an all Beräich! Den Once-Only kann zum Beispill just da funktionéieren, wann d'Dokumenter, déi „only once“ erakommen, dann och déi richtig sinn. De Staat investéiert iwwregens 8,7 Milliounen an de Once-Only iwwert déi nächst véier Joer.

Kënschtlech-Intelligenz-Programmer kënnen nëmmen anstänneg Donnéeën auswäerten, op déi ee sech verlosse kann. An der Dermatologie zum Beispill, do bréngt et näischt, wann d'KI bei all Punkt op der Haut seet: „Maach dee mol léiwer ewech!“ Interessant gëtt et an deem Domän, wann d'KI Milliounen propper Donnéeën huet, unhand vun deenen de Programm da ka soen: „D'Warscheinlechkeet, dass dee Schéinheitsfleck eventuell e bësaartege Kriibis gëtt, déi ass esou

grouss“, well e sech ebe baséiert op d'Donnéeë vun 100.000 aneren.

D'Regierung muss an deem Beräich d'Centres de recherche ënnerstëtzen, gradwéi och déi Betriber, déi en sorte maachen, dass d'Date bei ons stockéiert sinn. Op d'Souveränitéit vun den Donnéeë kommen ech méi spéit nach eemol ze schwätzen.

Här President, Digitaliséierung a KI zéie sech, wéi gesot, duerch de ganze Budget, duerch all d'Ministèren an duerch all d'Domänen. An deem Sënn geet de Budget vum Digitaliséierungsministère d'nächst Joer ëm 7 % an d'Luucht op 272 Milliounen Euro.

Éier mer mat der KI schaffe kënnen, muss mer d'Digitaliséierung virubringen. Do spillt de CTIE am öffentliche Secteur eng immens grouss Roll. Fir d'nächst Joer kritt deen eng Enveloppe vun 175 Milliounen Euro, eng Hausse vu 6 % par rapport zu 2024. Iwwert déi nächst véier Joer gi 780 Milliounen un de CTIE.

Verschiede Saache mussen elo geschéien. De Santéministère huet zum Beispill 1,2 Milliounen virgesi fir de „Financement des activités visant à accompagner la digitalisation du système de santé“. Et ass an all de Patienten hirem Interêt, dass d'Computersysteme vun onse Spideeler endlech kompatibel sinn. De Patient misst dann net permanent an ëmmer nees déi selwecht Analysen op en Neits gemaach kréien an onse ganze Gesondheetsystem géing direkt e Stéck manner kaschten.

Wa mer vun Artificial Intelligence schwätzen, ass d'Santé sécher ee vun de Beräicher, wou mer am séierste muss reagéieren, well mer alleguer relativ séier kënnen dovunner profitéieren. Am Santéministère ass ee sech bewosst, dass mer fir d'éischt emol alles vum Pabeier mussen erofkréien op en digitale Support, an duerno mussen déi Donnéeën dann och strukturéiert ginn. Et sinn zweemol 15 Milliounen Euro virgesinn, fir dass déi Informatiksystemer vun de Spideeler endlech kompatibel ginn an dass se sécher sinn. Déi Kompatibilitéit muss elo eng absolutt Prioritéit sinn!

D'Regierung ass sech scho bewosst, dass Projete wéi Clinnova beim LIH an déi richtig Richtung ginn. Clinnova, dat si Chercheuren aus Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland an aus der Schwäiz, déi am Beräich vun der Präzisionsmedezinn mat Hëllef vu KI fuersche via d'Zesummeleë vun Donnéeën, d'Normalisatioun an d'Interoperabilitéit.

Mee och hei muss d'Politick zum richtegen Ament an déi richtig Instrumenter investéieren a si muss sech traumen, och méi waarm Eisen unzepaken, wéi zum Beispill d'Nomenclature. Wa mer esou Betriber wéi Linus, déi am Beräich vun enger fréier Detektioun vun Demenzerkrankungen ënnerwee sinn, hei op Lëtzebuerg wëlle kréien, da muss de Remboursement bei der CNS stëmmen.

Lëtzebuerg soll d'Entrée sinn zum EHDS, dem European Health Data Space. Dat kascht net vill, et géing ons awer vill bréngen: Nischen. Mir kënnen mat wéineg klengen Ännerungen e grousser Maart bäikréien. Dat wier net nëmme gutt fir de Santéberäich, mee och fir ons Economie. Am „Spiegel“ war am Oktober ze liesen, dass de globale Marché fir KI-Systemer am Gesondheetsberäich Experten no am Joer 2032 e Volume vu bal 500 Milliarden Dollar wäert hunn. An do muss Lëtzebuerg derbäi sinn – schonn haut.

Mir sollen net nëmmen dovunner schwätzen, dass mer diversifiéiere wëllen, mir mussen et och maachen. Kriibsvaccine mussen de Patienten hei zeguttkommen. Personaliséiert Medezinn muss fir jiddereen accessibel sinn.

D'KI-Systemer wäerten den Dokter iwwregens ni ersetzen, mee se ginn zu ganz, ganz nätzlechen

Assistenten. Beispiller dofir gëtt et der och haut scho vill, an der Mammografie zum Beispill, fir fréizäiteg en Tumeur ze erkennen, an der Dermatologie, an der Radiologie.

Här President, et gëtt haut scho quasi kee méi, deen net Kënschtlech Intelligenz benotzt. Mir sinn ons es, wéi gesot, net ëmmer bewosst. Vu Siri an Alexa hat ech ewell geschwat. Wann Ären Telefon Gesichter erkennt a klasséiert: Dat ass KI. Wann Ären GPS Tech genee seet, wéi Der sollt fueren, fir de Stau ze evitéieren: Dat ass och KI. Wann Der no engem Hotel an Tirol googelt a komescherweis duerno wochelaang op all Site, wou Der och nëmmen higitt, Hotellen an Tirol proposéiert kritt: Dat ass och KI.

Une voix | Nee, dat si Cookies.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Wann Är Smartauer Iech Är Gesondheetsdonnéeën, wéi de Sauerstoffgehalt am Blut, de Bols an esou weider, analyséiert an Iech seet, ob Der gutt geschloft hutt, unhand vu villen Donnéeën: Dat ass och KI. Mir benotzen d'KI also an onsem Alldag a sinn ons es, wéi gesot, dacks net bewosst.

Bei den Entreprises ass et enger Statistik vun Eurostat no esou, dass bal nëmmen déi grouss Betriber geziilt KI benotzen, nämlech 42 % vun hinnen. Déi sougenannte „Frontrunners“ sinn och hei nees virbäi. Bei de Betriber, déi tëschent 50 an 250 Salariéen hunn, läit den Undeel vun deenen, déi KI benotzen, nach bei 20 %. An déi Entreprises, déi tëschent 10 a 50 Salariéen hunn, do benotzen nach grad 12 % déi Kënschtlech Intelligenz.

Fir dass grad ons Betriber déi wichteg Etapp vun der digitaler Transitioun an dem Aféiere vun der Kënschtlecher Intelligenz net verpassen, huet d'Regierung Programmer an d'Liewe geruff wéi Fit 4 Digital – AI oder den SME Package AI.

Am Budget vum Wirtschaftsministère sinn 295.000 Euro virgesi fir d'Promotioun vum Esprit d'entreprise a fir d'Entwécklung vum Interessi fir déi nei Technologien. 140 Milliounen, soit eng Hausse vun 3,7 %, sinn am Budget vum Wirtschaftsministère fir d'nächst Joer virgesinn, fir de Spezialfond fir d'Promotioun vun der Recherche, der Entwécklung an der Innovatioun am Privatsecteur ze alimentéieren. E groussen Deel dovunner wäert vu LuxProvide a MeluXina benotzt ginn. D'Aidë fir d'Recherche an d'Innovatioun wäerte bei ronn 40 Milliounen Euro leien.

Bei Luxinnovation schwätzt ee vun engem Produktivitéitsproblem. D'KI kéint e Schlëssel sinn, fir deen ze léisen. Virun zwee Méint krute mer déi gutt Nouvelle, dass mer hei zu Lëtzebuerg e Quantecomputer kréien. Dat ass essentiel fir ons Betriber, fir ons Fuerscher a fir onst Land. D'Quantentechnologie erlaabt eng Encryptioun, déi net méi ka gehackt ginn. E Quantesprong deemno.

D'Entwécklung vun der Quantentechnologie muss mer weiderhin am A behalen, well an deem Beräich wäert et nach e risige Wandel ginn. Genee virun enger Woch, leschten Dënschdeg, ass annoncéiert ginn, dass Lëtzebuerg erausgesicht ginn ass, fir eng vun den éischte siwen AI Factories an der EU ze hosten. Dat ass de Beweis, dass Lëtzebuerg all déi néideg Capacitéiten huet an en Ecosystem, dee gutt vernetzt ass. An domat kënnen mer e Virreider ginn, wat d'KI ugeet.

D'EuroHPC-AI-Factory-Initiativ huet als Zil, e staarkt an interkonnektéiert Netzwierk vun AI Hubs ze schafen. Déi AI Hubs bidden den AI-Startuppen – Kleng- a Mëttelbetriber also, awer och de Fuerscher – eng global Ënnerstëtzung, vum Accès zu KI-optiméierten Héichleeschtungsrechnere, HPC, iwwer Formatiounen bis hin zu technescher Expertise.

D'Lëtzebuerger AI Factory soll d'Positioun vum Land als europäesche Leader am Beräich vun der KI stäerken. Domat kritt Lëtzebuerg en neien, KI-optiméierte Supercomputer, de MeluXina – AI, dee genee wéi de MeluXina-Supercomputer, deen et jo scho gëtt zu Bissen, vu LuxProvide soll bedriwwen ginn. Dës AI Factory wäert eis Kompetitivitéit, eis Innovatioun, eis Resilienz an eis Souveränitéit stäerken. Souveränitéit – Date-souveränitéit: Donnéeën, déi ons gehéieren an déi hei sinn an déi hei bleiwen. Fir dass dat alles ka funktionéieren, brauche mer propper Donnéeën a mir brauchen extrem vill Donnéeën. Mir brauchen en Accès op Metadaten.

Déi Quantesécherheitsinfrastruktur wäert ons als Standuert e Schlëselement ginn, wann et ëm héichsensibel Kommunikatioun geet, dat heescht, am Beräich vun de Satellitten a vun der Defense. A grad dofir ass et net vu Muttwëll, dass d'Regierung massiv doran investéiert, fir dass mer och weiderhin Nischen am Spaceberäich entwéckele kënnen. Nischen, déi en Dual Use hunn, dat heescht, déi zum Beispill souwuel am Militäresche wéi och am Beräich vum Ziville kënnen gebraucht ginn an esou onser Economie zeguttkommen an deemno och de Staatsbudget positiv beaflossen. Nischen, déi ons eppes bréngen, nämlech Sécherheet, Recherche, mee och Aarbechtsplazen an eebe Steiergelder.

D'Regierung investéiert haut scho vill an deem Beräich, och iwwer Luxinnovation. D'Fro ass: Wéi kréie mer verschidde Projete vun der Recherche an der Akademie zu engem fäerdege Produit? Wéi kënnen mer den Entreprisé konkret hëllefen? D'Politick muss asprangen, wann et ëm d'Iwwerbrécke geet, bis e fäerdege Produit do ass.

D'Presidentin vun der Europäescher Investmentbank, d'Nadia Calviño, war virun e puer Wochen hei an der Chamber a si huet ons vun den aacht Prioritéiten vun der BEI geschwat, wat d'Investissementen an d'Zukunft betrëfft. D'Prioritéit Nummer 2 ass Digitaliséierung an Innovatioun. Wat kënnen mer maachen, fir dass europäesch Startuppen och europäesch blieden, wa se net méi Startuppe sinn, fir ze verhënnere, dass en amerikaneschen Investisseur se dann opkeeft, fir dass se an Europa och wuesse kënnen?

D'Madamm Calviño sot, et géng zwee Problemer ginn an Europa. Deen een ass dee vun der Bürokratie, deen aneren dee vun der Fragmentéierung vum Finanzmarché an Europa. D'Amerikaner kéinte séier Milliarde mobiliséieren. Mir brauchen an der EU eng Kapitalmaartunioun.

Och vum SnT (ndlr: Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust) vun der Uni heescht et, et wier an Europa einfach ze schwéier, grouss Investissementen ze fannen. An do kéint bei ons dann d'BEI eng Roll spillen; d'BEI, mee och ons Regierung. Wann Institutiounen investéieren, dann encouragéiert dat wuel och privat Investisseuren.

D'Chambre de Commerce betount och an hirem Avis, dass et essentiel ass, de privaten an den öffentleche Finanzement weider auszebauen, fir de Verloscht vun innovativen Betriber ze verhënnere. De Standuert Lëtzebuerg muss attraktiv blieden.

An deem Kontext sollt een och driwwer nodenken, e Programm vu Stockoptions fir Startuppen unzebidden. Dat ass iwwregens och eng vu menge Rekommandatiounen. Ech wäert der nach e puer opzielen de Mëtten, mee awer net déi 103, déi Der am schrëftleche Rapport da kënn alleguer detailléiert nolieschen. Mat Programmer wéi deem vun de Stockoptions fir Startuppe kënnen mer nei Betriber op Lëtzebuerg unzéien. Dat wier positiv fir den Ekosystem an et géng nei Steierrecepté generéieren.

Wa mer net massiv an déi jonk Betriber, an d'Fuerschung an an d'KI investéieren, da verléiere mer déi ganz Recherche nees, an all déi Leit, déi immens kompetent sinn, plënnere dann nees an d'Ausland, well se do da méi gebuede kréien.

Mee och do nach eemol: Mir brauche propper Donnéeën! Dat heescht, dass ons Donnéeën müssen alignéiert sinn. D'Datebanke mussen permanent adaptéiert a gefleegt ginn. D'Datebasis muss propper si mat eenheetlechen Donnéeën, déi déi selwecht Unitéit hunn an déi anstänneg geréiert ginn.

Wat geschéie kann, wann d'Daten net propper sinn, déi Erfahrung hu se iwwregens an den USA gemaach. Eng 5 Milliarden Dollar goufen an d'IBM-Watson-Oncology-Initiativ gestach. Et gouf en Zougang op 300 Milliounen Leit, op 50 Milliounen Patienten, op 7.000 Employéen. Nom Hype war et awer séier eriwwe mat der Freed. Wéi soe se doriwwe? „Rubbish in, rubbish out.“ D'Donnéeën waren net propper, se waren onstrukturéiert, se waren net qualitëtskontrolléiert a finalement ware se dofir iwwerhaapt net ze gebrauchen.

An dofir nach eemol, fir nach eemol kuerz op d'Beräicher Santé an Economie zrëckzekommen: Mir hunn en enormt Potenzial an Europa, mat 450 Milliounen Versécherter. D'Gesondheitsdonnéeën müssen zesummebruecht ginn, fir dass dat alles openeepasst. Da ginn net nëmmen nei Medikamenter entwéckelt, mee déi, déi et scho gëtt, kënnen besser agesat ginn. D'Vermeide vu Krankheeten ass iwwregens nach méi wichteg wéi d'Heelung, an do gëtt et e risegroust Potenzial.

Ekonomiech ass dat e risegrouse Marché. A fir Lëtzebuerg ass et eng risegrouse Chance, och hei Nischen ze besetzen, an der Fuerschung, an der Behandlung vu Krankheeten an an der Wirtschaft. Do kënnen mer alleguer dervunner profitéieren. Dofir muss d'Regierung geziilt investéieren an ënnerstëtzen. Mir dierfen deen Zuch sécher net verpassen.

Dat selwecht gëllt fir d'Recherche an d'KI am Satellitberäich. Haut scho komme Satellitenoperateuren net derlaanscht, kënschtlech Intelligenz anzesetzen. Schon eleng, fir dass all déi Satellitten, déi heidriwwer ënnerwee sinn, net aneeknuppen. Starlink evitéiert dank dem Asaz vu KI-Programmer Dausende Kollisiounen d'Joer, andeems d'KI 80.000 Antikollisionsmanöveren duerchféiert.

All déi Satellitten, ënner aneren déi vun der SES, schécke Milliounen Donnéeën op d'Äerd, an déi müssen esou verschafft ginn, dass se séier ze gebrauche sinn. Déi Donnéeën gi vu KI-Programmer resuméiert. Se muss verschafft beim Client ukommen. Brut kann een domadder net vill ufänken.

D'KI gëtt dann zum Beispill och gebraucht, fir fréi ze erkennen, wann e Satellit e Problem huet, fir en dann eventuell nach rette respektiv flécken ze kënnen. De Satellitbusiness besteet iwwerdeems och ëmmer méi aus Äerd- a Space-Observatiounen, fir Debrisen, Satellitten, Stären, d'Äerd, Truppemanöveren, Autoen, Fliger, Schëffer, d'Natur ze kontrolléieren. Äerdobservatioun ass ee vun deene Voleten, do wäerte Milliarden Date generéiert ginn. Déi mussen stockéiert a verschafft ginn – vun enger KI. Si muss kombinéiert kënnen ginn, fir Informatiounen ze liwweren a prozesséierte Biller, déi scho verschafft sinn, an net am Réizoustand.

A wann ech vun Äerdobservatioun schwätzen, da sinn ech automatesch bei der Defense. D'Welt ass haut leider eng aner wéi nach viru 5, 6 Joer. Zënter bal 3 Joer ass Krich an der Ukrain. Am Noen Osten ass Krich, am Jemen a leider och op anere Plazen op der Welt. Onsen NATO-Budget wäert kontinuéierlech an d'Luucht goen. Bis 2028 klëmmt ons Contributioun op 1,66 %

vum RNB, bis 2030 dann op 2 % vum RNB. Do muss den Dual Use eent vun den Haaptstéchwierder sinn. Oder, wéi se am Defenseministère géinge soen: „Den Optrag ass kloer: Mir müssen e Retour national hunn.“

Wa mer vun Defense schwätzen, dann ass dat zwar och „Boots on the ground“, mee net nëmmen: Wat ass, wa KI a Waffesystemer benotzt gëtt? Wou sinn déi rout Linne fir Lëtzebuerg?

Rout D'Linnen op där enger Säit, Opportunitéiten op där anerer Säit: D'Lëtzebuerger Defense huet um Niveau vun der NATO dee sougenannten APSS, den Alliance-Persistent-Surveillance-from-Space-Programm, ënnerstëtzt. Do geet et drëms, Äerdobservatiounsdonnéeën ze fusionéieren. Am militäresche Beräich, do fält och LUXEOSys drënner. Doranner ginn d'nächst Joer 2 Milliounen Euro vum Fonds d'équipement militaire investéiert.

Lëtzebuerg huet de Lead an der NATO an deem Beräich. Mir kéinten do nach méi maachen. Eng global Äerdobservatiounsflott op d'Bee setzen zum Beispill, wou d'Lëtzebuerger Defense de Lead da kéint huelen. Defense, KI, Datafusion, dat muss alles opgebaut ginn. Domat kréie mer dann nei Entreprises an Talenter op Lëtzebuerg. An do kënnen mer da weider drop opbauen.

Nischen: Vill Leit wëssen et net, mee déi Lëtzebuerger Defense am Space ass international eng vun de Groussen. Mir hunn do e dominante Rôle. Elo muss mer kucken, dass de Lëtzebuerger Ekosystem méi interessant gëtt fir all d'Satellitenoperateuren. A wa mer vun Äerdobservatioun schwätzen, do kënnen mer dann, dank de Satellitten, och an der Klimapolitick eng Virreiderroll besetzen. Mir hunn an der Äerdobservatioun eng Industrie hei zu Lëtzebuerg, déi dat ka maachen.

D'KI-Programmer hëllefe beim Opschaffe vun all den Donnéeën. Esou kann d'KI zum Beispill eng Schlëselroll spillen, wann et drëms geet, d'Zareneffekter ze reduzéieren, andeems den Transport optimiséiert gëtt oder andeems méi nohalteg Léisunge kënnen fonnt ginn a ganz verschidde Beräicher, wéi zum Beispill Applikatiounen am Beräich vum Covoiturage, an der Gestiou vum Verkéier, fir Stauen ze verhënnere, an esou weider. D'Satellitbiller an d'Geolokalisatiounsdonnéeën gradewéi intelligent Miessunge vun der Energie kënnen en temps réell analyséiert ginn. D'KI kann och haut schon en Zwilling maache vun enger Stad, unhand vun deem een dann d'Zäreneffekter ka rechnen.

Duerch d'Äerdobservatiounen an d'Satellitbiller an deem séiere Reche vun der KI wäerten Naturkatastrophe kënnen anticipéiert ginn. An esou kënnen dann Dausende vu Mënscheliwe gerett ginn. Mënscheliwen: D'KI am Déngscht vu Mënscheliwen a vun der Santé, mee och vum Ëmweltberäich, kuerzfristeg, fir Mënscheliwen ze rette bei Naturkatastrophen, mëttel- a laangfristeg, fir Mënscheliwen doduerch ze retten, dass mer besser gesinn, wou mer usetze mussen, fir ons Stied ze dekarboniséieren. An deem Beräich gëtt et scho Betriber, déi unhand vu KI esou Donnéeën accessibel an uwendbar maachen.

Am Regierungsaccord steet, dass d'Entwécklung vun der Industrie 4.0, dat heescht enger digitaler an dekarboniséierter Industrie, eng Prioritéit ass. 154 Milliounen Euro fléissen an de Klimafong fir national Mesüre fir d'nächst Joer. Och hei kann d'KI eng Chance sinn, fir déi energieetesche Effikassitéit ze verbessere an esou ons Ziler, déi am PNEC stinn, ze errechen.

Ech wéilt hei vun engem Projet schwätzen, deen zu Lëtzebuerg vun Doktorande vum SnT vun der Uni.

Iu als Startup gegrënnt gouf viru siwe Joer an deem elo, dank der Ënnerstëtzung vun der Creos a vu Paul Wurth, zu enger ëmmer méi wictheger Entreprise gëtt. DataThings kann haut en Zilling, e sougenannten „Digital Twin“, maache vum Elektreschreseau vun enger ganzer Stad. Si soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Transition énergétique 5 bis 10 Joer Avance hunn, well mer schon all mat engem Smartmeter ekipéiert sinn am Grand-Duché.

Nodeems hiren digitalen Zwilling ganz gutt fonctiounéiert fir de Reseau vun der Creos, siche se elo aner Industrien, fir esou en Digital Twin ze maachen. Dat hëlleft zum Beispill, Tester ze maachen, déi dann net direkt um Reseau selwer mussen gemaach ginn. Mat där Technologie kéinten och de Staat an d'Gemengen effikass schaffen. Mir mussen ons just e bëssen an d'Zukunft an op nei Verwendungen projézieren kënnen.

KI bei DataThings heescht am Fong, dass se Machine-learning à grande échelle maachen ouni High-Performance-Computing. Dat kléngt elo vläicht komplizéiert, et ass um Enn vum Dag awer just eng Hëllef fir d'Betriber, fir d'Industrie an, wéi gesot, och eventuell fir Verwaltungen a Stied.

Haut scho weess den ILR, den Institut luxembourgeois de régulation, wéi d'Vebrauchspicke sinn. Fir dass ons Elektreschrechnung net ze héich gëtt, mussen mer oppassen, net all d'elektresch Geräter doheem mateneen unzemaachen. Et gëtt d'nächst Joer och weider Hëllef vum Staat fir Privatstéit, wat d'Energiekäschte betrëfft. De Staat wäert och weiderhin en Deel vun der Rechnung iwwerhuelen. Lëtzebuerg ass domat iwwregens dat eenzegt Land an der EU, dat nach e Präisdeckel huet. Dat soll ons awer net dovunner ofhalen, selwer och responsabel mat der Energie ëmzagoen.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Am Ëmweltberäich, der Biodiversitéit an dem Klima kéint d'KI och eng wictheg Roll spillen, wann et drëms geet, eng grouss Quantitéit vun Donnéeën ze sammelen an ze verschaffen. Dank der KI wäerte Wiederprognosen nach méi prezis ginn an da kënnen och zukünfteg Tendenzen virausgesot ginn, déi op historeschen Donnéeën opgebaut sinn.

Et gëtt och haut schon Applikatiounen, déi et erlaben, Geräischer a Biller ze enregistréieren, déi da vun de Chercheure méi einfach an effikass analyséiert a fusionéiert kënnen ginn. Déi Donnéeën kënnen awer och gebraucht ginn, fir d'Kanner an de Grand public ze sensibiliséieren iwwer den Impakt, deem de Klimawandel op d'Natur an op d'Biodiversitéit huet.

Apropos Kanner: Si si jo mol ganz sécher déi Allergesch, déi vun den neien Technologieën betraff wäerte sinn. Déi lescht Méint gouf et jo och gréisser Diskussiounen heibannen: Wéi vill Handy ass ze vill? Wat maachen d'Kanner iwwerhaupt mam Handy? Wou scrollen se? Wéi eng Appen gebrauchte se? Sécher ass: D'Kanner mussen kënnen domadder eens ginn. Si brauchen sougenannten „Digital Skills“. Dat wäert an Zukunft e Basiswësse sinn, dat jiddere muss hunn. Dofir huet de Bildungsministère en neit Fach am Lycée agefouert: All Jonken op 7^e, 6^e a 5^e huet eng Stonn d'Woch d'Fach Digital Sciences. Do gi Sujeten aus der digitaler Welt behandelt wéi Big Data, Cybersecurity, Internet a Kënschtlech Intelligenz.

Souwuel d'Kanner wéi och mir alleguer mussen an Zäite vu KI léieren, dat Richtegt vun Falsche kënnen ze ënnerscheeden. Eng Foto oder e Film muss haut net méi der Realitéit entsprechen. D'KI bréngt vill Fake. Et kann alles nogemaach ginn: Stëmme, Biller, Filmer, alles. Dat ass eng Risenerausfuorderung. Dat wësse se och beim Zentrum fir politesch Bildung. Et

wier dann eng Welt, wou ee kengem méi traue kéint, heescht et do. Wéi kritt een nach e Message vehiculéiert, deem d'Leit nach gleewen, och als Politick?

Mee dorop berout d'Demokratie, dass een och d'Vertrauen huet an d'Institutiounen. D'Leit solle kritischesch si mat deenen, déi an enger Entscheidungspositioun sinn. Mee se mussen Grondvertrauen hunn an d'Demokratie an an d'Institutiounen.

Fir d'Kanner an d'Léierpersonal besser ze begleeden, kritt all Regioun am Land elo e Poste fir en Institutier spëtzialiséiert en compétences numériques. Mat BEE SECURE zesumme gëtt awer och op d'Geforen higewisen. D'Stéchwierder hei sinn zum Beispill d'Roll vun de soziale Meedien an d'Bildschirmzäit.

Fir de Bildungsberäich sinn d'Challengë vun der KI enorm. Kann een domadder besser enseignéieren? A wa jo, wéi? A wann nee, wéi kréiche mer dann d'KI nees aus der Schoul eraus?

En anere Challenge ass deem, erauszufannen, wat de Schüler vu Kompetenzen muss hunn, fir mat der KI ze schaffen. A wéi soll d'KI am Unterrecht agesat ginn? Kënnen eventuell administrativ Tächte vu KI-Programmer iwwerholl ginn? Op d'Fro vum Dateschutz, déi hei och ganz wictheg ass, kommen ech méi spët nach eemol zeréck.

Eng vun den Haaptfroen a puncto Educatioun an Aarbecht ass: Wéi eng Kompetenzen brauch de Mënsch nach, fir dass en employabel ass? D'Notioun vun de Kompetenzen am 21. Joerhonnert si mënschlech Kompetenzen. Wéi kann ech kritischesch denken? Wéi kann ech feststellen, dass eppes och mat der Kënschtlecher Intelligenz net richteg leeft? Kreativitéit ass eppes, wat de Mënsch als Plus muss matbréngen.

D'Aarbechtswelt wäert sech natierlech veränneren. Si huet sech konstant verännert zanter der Industrialiséierung. Den Ament gëtt et zu Lëtzebuerg eng 515.000 Aarbechtsplazen. An enger Etüd, déi Google publizéiert huet, gëtt gemengt, dass 22 % vun den Aarbechtsplazen iwwerhaupt net wäerte betraff si vun der KI an dass 72 % vun den Aarbechtsplazen kéinte positiv affektéiert sinn duerch d'KI. Dat heescht, dass d'Leit selwer zum Beispill manner repetitiv Aarbechte mussen maachen. An da gëtt an där Etüd och gemengt, dass 6 % vun den Aarbechtsplazen géingen duerch KI ersat ginn. Allerdéngs muss een natierlech och bedenken, dass op der anerer Säit vill nei Aarbechtsplazen wäerte geschafte ginn.

Nei Beruffer entstinn. Dofir ass den Invest vun der Regierung an den Upskilling an an de Reskilling esou wictheg. Mir mussen ons permanent weiderbilden. Am Budget vum Fonds pour l'emploi si fir den Upskilling an an de Reskilling 41,7 Milliounen Euro fir 2025 virgesinn. D'KI evoluéiert esou séier, d'Salarié mussen sech permanent upassen. D'Regierung muss d'Weiderbildung massiv ënnerstëtzen. Fir dass d'Mënschen op hirer Aarbechtsplaz kënnen evoluéieren. Fir dass d'Leit och eng nei Aarbechtsplaz kënnen fannen. Fir dass mer Talenter och hei ausbilden.

D'Regierung huet déi lescht Jore jo scho massiv an d'Formatioun investéiert. Eleng beim Digital Learning Hub um Belval – dat ass e Formatiounszenter, dee spezialiséiert ass an der Informatik an an den neien Technologien – geet de Formatiounsbudget vu 750.000 Euro dëst Joer op 1,8 Milliounen d'nächst Joer an d'Luucht.

Dëst Joer huet de Bildungsministère de Projet Skillsbridges virgestallt. Mat deem Projet kënnen d'Salarié sech weiderbilden a punkto neien Technologien an a punkto neien Erausfuorderung vum der Aarbechtswelt. D'Skillsbridges sinn eng Äntwert op d'Penurie vu Leit a verschidde Secteuren, wéi zum Beispill an nohaltegen an innovativen Wirtschaftssectoren. Am Beräich

vun der Weiderbildung muss d'Regierung d'Betriber finanziell ënnerstëtzen, soss wäerten der vill et net packen. Déi Leidtragend wieren d'Salariéen.

Wann um Ufank vun der Industrialiséierung virun allem déi manuell Aarbechten a Gefor waren, sou sinn haut engersäits déi repetitiv Aarbechtsplazen concernéiert, déi reng administrativ Aarbechten eventuell, Rapporte schreiwen, Fichen ausfüllen, Steiererklärungen kontrolléieren an esou weider. Duerch KI-Programmer kéint en Deel vun der administrativer Charge automatiséiert ginn. An deem Sënn soll och de Once-Only d'Betriber entlaaschten. D'Paperasse wiere virun allem fir déi kleng a mittelstänneg Betriber net méi ze droen, schreift d'Chambre des Métiers an hirem Avis.

Op der anerer Säit kéinten awer och méi kreativ Aarbechtsplazen, wéi Grafiker, Journalisten oder Iwwersetzer, concernéiert sinn. Dës Beruffer wäerten net verschwannen. Se wäerte sech just veränneren, an net onbedéngt am negativen Sënn. Am Beräich vun de Meedie gëtt et mat der KI nach méi wictheg, dass d'Journalisten d'Vetraue vun hiren Nolauschterer a vun hire Lieser hunn. D'Journaliste sinn déi, déi kontrolléieren, ob eng Informatioun wierklech richteg ass. Dank der KI wäerte si sech och méi op Recherche kënnen konzentrieren.

A fir un nei Publicken ze kommen, déi net méi sou zeitungsaaffin sinn, mussen d'Meedie méi kreativ ginn, och op de sozialen Netzwerker. Contenu, dee vun oder mat Kënschtlecher Intelligenz generéiert gouf, muss kloer esou markéiert ginn. An d'Regierung muss dem Secteur vun der Press hëllef, Formatiounen ze organiséieren, andeems se déi néideg finanziell Moyenen zur Verfügung stellt. D'Regierung setzt dee Budget vun 185.000 op 210.000 Euro erop d'nächst Joer. Dat ass e Plus vu méi wéi 13 %.

D'KI kann also an Zukunft eventuell repetitiv an oninteressant Aarbechte maachen. Mee dat heescht net automatesch, dass mer manner schaffe wäerten. Am Géigendeel. Mir riskéieren, eng Aarbechtsverdichtung ze kréien. Ech erkläre dat kuerz: Fréier krut een alt emol e Bréif. Dann huet een dee gelies an dann huet een och drop geäntwert: Bréifpabeier geholl, geäntwert, dat an eng Enveloppe gestach, en Timber drop gepecht an an eng Bréifkëscht gehäit. Wéi vill Maile kritt Der haut pro Dag?

Une voix | Vill ze vill.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Zielt Der se iwwerhaupt nach? Kritt Der ëmmer op all déi Maile geäntwert? Dat ass dat, wat een „Arbeitsverdichtung“ – Aarbechtsverdichtung – nennt. Nei Technologieën bréngen dacks méi Aarbecht amplaz manner. An deem Sënn wäert d'Aarbechtsrecht och mussen mat evoluéieren. Wann d'Welt ännert, mussen d'Gesetzer mat änneren. Et geet natierlech ëm d'Recht op Offline. Et geet awer och ëm d'Flexibiliséierung: fir de Salarié, fir dass e sech besser organiséieren kann, mee och fir de Betrib – Stéchwuert: Nischen.

Fir Nischen ze fannen a se auszubauen, brauche mer Leit, „Talenter“, wéi ee se haut nennt. Talenter fënnt een net nëmmen am Ausland. Talenter fënnt een och hei. Talenter forméiert een. Talenter mussen gefördert ginn. Ech hunn zanter Juli eng 90 verschidde Acteuren aus de verschidde Beräicher gesinn. An eppes, wat ëmmer nees däitlech gouf, ass, dass d'Kompetenzen fannen eng vun den Haapterausfuorderungen ass. Mir brauchen Leit, déi spezialiséiert sinn am Data. Leit, déi Donnéeën propper verschaffen kënnen. An Talenter mussen et hei esou gutt hunn, dass se guer net drun denken, enzwousch aneschters hinzeplënnen. Do geet et sécher och, mee net nëmmen ëm d'Pai. Et geet ëm de Projet. Et geet ëm d'Evolutioun vum Projet a wéi de Salarié och evoluéieren kann.

Op der Uni héiert een, dass d'Course, fir déi beschten Experten ze kréien an der KI, immens schwéier ass. D'Offeren ausserhalb vun Europa wieren einfach vill méi attraktiv, wat d'Salaires uginge, a mir wieren einfach net flexibel genuch. Do derbäi kënt nach de Logementsproblem: Jonk Doktorande kéinten et sech einfach net leeschten, op Lëtzebuerg ze kommen.

An der Budgetpresentatioun huet de Finanzminister verschidde steierlech Moossnamen ugekënnegt: en attraktiven Expatregimm, eng Primm fir jonk Mataarbechter, eng Wunnprimm fir Jobstarters.

An de Logement wäert d'Regierung iwwerdeems vill investéieren: D'Ausgabe vum Spezialfond fir abordable Wunnraum klammen ëm 130 Milliounen Euro am Verglach mat dësem Joer, vun 331 Milliounen op 461 Milliounen Euro. Fir 2025 bis 2028 sinn am ganzen 2 Milliarden Euro virgesinn, déi an den abordable Wunnraum investéiert ginn.

De Staat plangt eng finanziell Bedeelegung u Wunnengsbauprojecte vum Fonds du Logement, vun der SNHBM a vu Gemengen an Héicht vun 218 Milliounen Euro fir d'nächst Joer.

Tëschent nächstem Joer an 2028 si 630 Milliounen virgesinn, fir Immobilien opzekafen, dorënner 480 Milliounen am Kader vum VEFA-Opkafprogramm. Fir d'Gemenge si weider Kreditter am Pacte Logement 2.0 vun 117 Milliounen Euro virgesinn.

An d'Frais d'enregistrement ginn halbéiert fir Immobilien, déi een tëschent dem 1. Oktober dëst Joer an dem 30. Juni d'nächst Joer keeft.

D'Regierung huet virun annerhalv Wochen decidéiert, verschidde Mesüren, wéi de Bëllegen Akt fir Investisseuren, de Quart-taux an den Amortissement accéléré, nach weiderlafen ze loosse. De Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei, de Gilles Baum, wäert muer nach emol am Detail dorobber agoen.

Déi stänneg Hausse vun de Wunnengspräisser an de leschte Joren an déi méi héich Zësen hunn och dozou gefouert, dass d'Bruttoverschëldung vun de Stéit an de leschten 20 Joer kontinuierlech geklommen ass a mëttlerweil en Niveau vun 180 % vum disponibelen Akommes vun de Stéit erreicht, wat am EU-Verglach extreem héich ass. Dorop mécht déi Lëtzeburger Zentralbank an hirem Avis opmierksam.

Här President, mir hu vum Finanzminister héieren, dass mer schon dëst Joer e positive Schéiereffekt um Niveau vun Zentralstaat hunn, mat enger Croissance vun 9,3 % a puncto Recetten an 8,6 % fir d'Depensen. Op dese positive Schéiereffekt mécht och d'Chambre de Commerce an hirem Avis opmierksam. Dank dem Finanzsecteur – a wann een éierlech ass, dann awer och wéinst den héijen Zësen – sinn d'Recetten dëst Joer méi geklommen ewéi erwaart. De Finanzminister rechent fir d'nächst Joer fir den Zentralstaat mat Einnahme vun 29,6 Milliarden Euro. Dat ass, wéi scho gesot, e Plus vu 5,2 %.

D'Cour des Comptes schreift an hirem Avis, mir missten ons Recetten diversifiéieren, well an Zukunft vläicht net méi ganz esou héich Recetten a verschiddene Beräicher wéi bei den Zigaretten oder beim Tabak garantéiert wieren. An deem Sënn ass et och wichtig, nei Nischen zu Lëtzebuerg auszubauen, fir dass mer nei Recettë generéieren kënnen.

Allerdéngs klammen och d'Depensen, zwar e bësse manner séier, mat engem Plus vu 4,5 %, awer op ëmmerhin 30,9 Milliarden Euro. 47 % dovunner sinn Transferts sociaux, vun deenen déi profitéieren, déi et am meeschte brauchen.

Dëst Joer soll den Defizit vum Zentralstaat bei minus 1,4 Milliarden Euro leien. Fir d'Joer 2025 geet den

Defizit am Zentralstaat erof, viraussichtlech op minus 1,29 Milliarden Euro. Dat si 500 Milliounen Euro manner wéi nach am Mäerz dëst Joer am Pluriannual ugekënnegt. Bis 2028 soll den Defizit vum Zentralstaat progressiv erofgoen, fir da bei minus 667 Milliounen Euro ze leien. D'Staatschuld wäert sech dëst Joer an och d'nächst Joer op 27,5 % vum PIB stabiliséieren. Duerno soll se progressiv erofgoen, fir dann 2028 bei 26 % ze leien. Eng komfortabel Situatioun also, well mer nach wäit vun den 30 % ewech sinn, déi d'Maastricht-Krittären eebe fuerderen. Déi ginn also kloer respektéiert.

Heizou muss een awer och soen, wéi de Staatsrot och a sengem Avis betount huet, dass d'Charge vun der Schuld an den nächste Jore wéinst den héijen Zësen wäert klammen. Fir genee ze sinn: vun 171,1 Milliounen Euro dëst Joer op 442,3 Milliounen Euro 2028, also eng Hausse vun 158,5 % bannent véier Joer. Et geet dem Staat do net anescht wéi de Privatstéit.

Méi héich wäert d'nächst Joer wuel och de Chômage-taux sinn. De Statec rechent mat enger Hausse vum Chômage op 6 %.

An hirem Avis zum Budget mengt d'Chambre des Salariés, dass een d'Kafkraaft muss erhéijen, fir dass d'Plazen am Bau, am Commerce an am Horeca erhale bleiwen. Och hei ass eent vun de Stéchwierder d'Weiterbildung, oder wéi een eeben op Neilëtzebuergesch seet: „Upskilling a Reskilling“.

Laut dem Statec geet d'Zuel vun den däitschen an de belsche Frontalieren erof. Just d'Zuel vun de Leit, déi aus Frankräich bei ons schaffe kommen, geet nach erof, awer vill méi lues wéi nach virduen.

D'Chambre des Salariés mengt an hirem Avis zum Budget allerdéngs, dass een, wann d'Staatsfinanzen esou zolidd sinn, da virun allem de Pouvoir d'achat misst stäerker. Si begréisst an deem Sënn, dass de Steuerbarème ugepasst gëtt, ass allerdéngs der Meenung, dass d'Regierung méi wäit misst goen. Där Meenung ass och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. De Resümee vun all den Aweise fannt Der natierlech a mengem schrëftleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op dëser Plaz kuerz op den neie Cadre de gouvernance vun der Europäescher Unioun agoen. Am Abrëll 2024 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun e legislativen Dispositif adoptéiert, deen de sougenannte „Cadre de gouvernance économique et budgétaire“ vun der EU reforméiert. D'Zil vun dëser Reform ass et, d'Defiziter an de Ratio vun der Verschëldung vun de Memberstaate progressiv, nohalteg an op eng wuesstemsfrëndlech Manéier ze reduzéieren a gläichzäitig déi nei Investitiouns- a Reformziler vun der EU ze berücksichtegen.

Déi bekannt Maastricht-Krittäre fir d'Staatschuld a fir den Deficit public bleiwe bestoen, mee de Suivi heivunner soll an Zukunft iwwert déi sougenannten „Trajectoire pluriannuelle“ vun den Dépenses primaires nettes gemaach ginn. Do huet all Land seng eege spezifesch Trajectoire. An dësem Kontext muss all Memberstaat en nationale Budgets- a Strukturplang à moyen terme – dat ass e PBS – fir eng Period vu véier bis fënnf Joer opstellen, deen dann de PSC, de Programme de stabilité et de croissance, an de PNR, de Programme national de réforme, ersetzt. De 15. Oktober huet Lëtzebuerg säin éischte PBS un déi europäesch Instanz geschéckt an all Joer soll am Abrëll en État d'avancement presentéiert ginn. Wichtig ass, dass Lëtzebuerg duerch dës Reform am europäesche Kader keen Objectif budgétaire à moyen terme, den OMT, méi gesat kritt.

Mir mussen awer och weiderhin de budgetären Erausfuerderunge vu Lëtzebuerg mëttel- a laangfristeg

Rechnung droen. Nieft den EU-Regelen a complementaire dozou huet awer d'Regierung am Koalitionsaccord virgesinn – wéi de Finanzminister et och schon ugekënnegt hat –, den nationale Budgetskader unzepassen, fir sech och weiderhin en nationalen OMT ze ginn.

De Conseil national des finances publiques huet a sengem Avis geschriwwen, dass een an deem Fall dann d'Methodologie vun der Rechnung vum OMT a Fonctioun vun den nationale Particularitéite kéint upassen. Zum Beispill kéinten da verschidden Investissementer an der Berechnung vum Solde structurel ausgeschloss ginn. De Budget 2025 ass esou opgestallt, dass d'Administrations publiques hiren OMT fir d'nächst Joer respektéieren.

Ech wëll dann hei och nach eng Kéier ënnersträichen, wéi wichtig et ass, dass mer och an Zukunft gesond Staatsfinanzen hunn. Dat ass essentiel, fir de sozialen Zesammenhalt an d'Stabilitéit vun onsem Land ze garantéieren. Eng gewësse Marge de manoeuvre ass fir eng kleng an oppen Economie wéi déi vu Lëtzebuerg essentiel, fir dass mer och an Zukunft op Schocken a Krisen, déi mer net virausgesinn hunn, séier a gutt kënnen reagéieren. A parallel dozou geet et drëms, onsen Triple-A ze halen. Et gëtt ëmmer manner Länner, déi dës héich Notation de crédit virweise kënnen. Den Triple-A heescht fir Lëtzebuerg, Prëten zu méi déiwen Tauxe kënnen ze maachen. An en heescht, dass mer attraktiv sinn, fir nei Investisseuren unzezéien.

Wat de Wuesstem ugeet, do sinn dem Statec seng Prognose besser wéi nach fir dëst Joer. De Statec rechent fir d'nächst Joer mat engem Wuesstem vun 2,7 %. Dëst Joer waren et nach 1,5 %.

Bei der Präisdeierecht gesi mer och ganz kloer eng positiv Entwécklung: 2023 hate mer eng Inflatoun vun 3,7 %, dëst Joer rechent de Statec mat 2,3 %. A fir d'nächst Joer ginn 2,6 % virausgesot vum Statec. Ech wëll hei just umierken: Wa mer den Energiepräisdeckel net deelweis bäibehale géifen, da léich, laut Statec, d'Inflatoun d'nächst Joer ëm 1 Prozentpunkt méi héich.

Um Niveau vun der Eurozon geet den Desinflatounsprozess virun. Dëst Joer gëtt mat enger Inflatoun vun 2,4 % gerechent, d'nächst Joer da mat 2,1 %.

Dat spigelt sech an der Zënspolitick vun der Europäescher Zentralbank erëm, déi nach lescht Woch de Leetzëns ëm e Véierelsprozentpunkt erofgesat huet. Dat ass déi véiert Baisse an dësem Joer.

Här President, fir Lëtzebuerg ass et eng Chance, anti-zyklesch kënnen ze reagéieren, andeems mer massiv an d'Zukunft investéieren. D'Regierung plangt tëschent nächstem Joer an 2028 eng Hausse vun den Investissementer vun an der Moyenne 5,6 %. Fir 2025 sinn Investitiounen an Héicht vu 4,6 % vum PIB virgesinn. An den duerchschnëttlechen Investitiounstaux pro Joer bis 2028 läit bei 4,5 % vum PIB. Oder aneschters gesot: D'Investissementer klamme vun 3,9 Milliarden Euro d'nächst Joer op 4,7 Milliarden Euro am Joer 2028.

D'Regierung investéiert an d'Infrastruktur, an d'Educatioun, d'Santé, d'Kultur, de Sport, d'Defense, d'Ëmwelt, d'Agrikultur, d'Mobilitéit, d'Energie an natierlech och an déi nei Technologien an an d'Kënschtlech Intelligenz. All Investissementer an d'Kënschtlech Intelligenz an all Beräich sinn Investissementer an d'Zukunft. Fir dass mer an der héchster Ligue mathale kënnen, muss mer allerdéngs nach e puer Schéppen zooléien.

En Investissement an d'Zukunft, dat heescht, och an ons Sécherheet ze investéieren. Dozou gehéiert och d'Cybersécherheet. Am Fréijoer, am Oktober an och virun ongeféier zwou Woche sinn d'Internetsitte vum Staat attackéiert ginn. Et gouf sougenannten

DDoS-Attacken. De Risk vu Cyberattaque hält konstant zou a se ginn ëmmer méi komplex. Dëst ënnersträcht, wéi wichteg et ass, dass mer och an Zukunft en nationale Scrubbingcenter weider ausbauen. E Scrubbingcenter, dat ass en Déngscht oder eng Arichtung, déi speziell entwéckelt gouf, fir schiedlechen Internetverkéier ze analyséieren, ze filteren an ze eliminéieren. Fir dee Scrubbingcenter si 5 Milliounen Euro am Budget fir d'nächst Joer virgesinn.

Zu der Cybersécherheet gehéiert och d'Investéieren an Instrumenter, déi et ons erlaben, souverän iwwer ons Daten ze verfügen – Stéckwuert: Datasouveränitéit. D'Regierung muss massiv weider an d'Datasouveränitéit investéieren, fir dass all déi Donnéeën net nëmmen op amerikanesche Serveure stockéiert ginn. Am Budget sinn dofir fir d'nächst Joer 29,4 Milliounen Euro virgesinn, géint eppes méi wéi 24 Milliounen dëst Joer.

Et ass och en Challenge, dass de ganzen Internettraffick net duerch d'Ausland muss lafen. Et ass ewell méiglech, den nationalen Internettraffick och just iwwer Lëtzebuerg lafen ze loossen an esou onofhängeg ze si vun anere Länner. Am Budget fir d'nächst Joer ass virgesinn, 3,8 Milliounen a LU-CIX ze investéieren. Fir dass den Internettraffick hei am Land bleift, an eeben net duerch d'Ausland muss lafen. Fir dass ons Donnéeën hei stockéiert sinn, fir dass déi Donnéeën, déi ons gehéieren, bei ons sinn, an net a friem Hänn kommen.

LuxConnect huet am Moment véier Datenzentere zu Beeteburg an zu Biissen. Dobäi kënn nach de Supercomputer MeluXina, dee privaten an öffentleche Clientë Rechecapacitéit zur Verfügung stellt. Zesumme mat Proximus huet LuxConnect eng Firma gegrënnt, déi eng souverän Cloud offréiert. Do kritt een dann eng Google-Technologie, déi engem awer selwer gehéiert. D'CSSF huet iwwerens virun zwou Wochen e Kontrakt ënnerschriwwen mat Clarence, där Lëtzeburger Cloud mat Google-Technologie.

Zanter zwee Joer geet d'Demande fir Späichercapacitéit massiv an d'Luucht. An do gëtt et elo zwou enorm Erausforderungen: Mir hunn zu Lëtzebuerg genuch Späichercapacitéit fir den aktuelle Besoin, mee wa mer an Zukunft wëlle mathale kënnen, da muss mer massiv weider heiranner investéieren. An déi héich Energiepräisser sinn e Problem, well d'Datenzentere enorm vill Energie brauchen.

Lëtzebuerg ass an deem Beräich hannendran. D'Regierung muss elo séier decidéieren: Ass et ons egal, dass de Maschinneraum vun der KI net zu Lëtzebuerg ass? An eventuell och net an Europa? Wa mer dat awer wëllen änneren, da muss mer Infrastrukture bauen. Wa mer wëlle kompetitiv sinn, da mussen och d'Präisser stëmmen. D'Datenzentere profitéieren net méi vun den Energiepräisser fir d'Industrie, dofir ass Lëtzebuerg an deem Beräich éischter manner attraktiv ginn.

Et geet hei och ëm d'Sécherheet. An et geet ëm d'Ofhängegkeet. Vu China. Vun Taiwan. Et geet och ëm d'Sécherheet vun den Donnéeën a vun den Informatiounen, mat deenen d'Servere gefiddert ginn. Do si mer nees bei de propperen Daten, bei Donnéeën, déi ee benotze kann – oder eeben net. Et geet och ëm ons privat Donnéeën. Et geet ëm d'Donnéeën vun onsem ganze Land.

Mir hunn haut keng Léisung, fir dat Ganzt bei ons kënnen ze maistréieren. Allerdéngs hu mer, wéi gesot, eng Léisung hei am Land, wat den Internettraffick ueget: Ronn 80 % vun nationalen Internettraffick lafen den Ament iwwer LU-CIX. Et muss e politesch Zil sinn, ze soen: „Mir mussen weider dorunner schaffen. Den Traffick, d'Wëssen an d'Souveränitéit vun den Donnéeën solle bei ons sinn.“

Den SMC, de Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique, an den Digitalisierungsministère, mee och den Ekonomiesministère an de Ministère vun der Recherche schaffen enk zesummen, fir eng Gesamtstrategie auszeschaffen, wat d'Kënschtlech Intelligenz ueget. Um SMC ass et och, den AI Act hei zu Lëtzebuerg a Musek ëmzesetzen.

First Mover – och beim AI Act? Loosst mech vläicht just e puer Wuert iwwer den AI Act soen. Ech hu Leit begéint, déi et als Chance gesinn, dass mer d'Kënschtlech Intelligenz direkt op legislativem oder reglementairem Plang begleeden, Europa wier do wäit vir. Anerer sinn der Meenung, dass mer ons domat selwer nees Barrieren setze géingen. Alles hänkt elo wuel dovunner of, wéi mer den AI Act bei ons applizéieren.

Ech géing der Regierung proposéieren, no bei deem ze bleiwen, wat Bréssel proposéiert, an net méi streng ze sinn. Da kann et eng Chance sinn. Den AI Act als Chance. Well et deen eenzege legislativen Text ass, deen der KI e Kader gëtt.

Eng Chance och fir de Kultursektor, well et geet ëm demokratesch a kulturell Enjeue vun onser Gesellschaft. Schonn haut schafft de Kultursektor mat Kënschtlecher Intelligenz. Ee Beispill ass eLuxemburgensia, eng Datebank vun der Nationalbibliothék, déi och mat ChatGPT zesummeschafft.

First Mover. Fir Vertrauen ze schafen. Mat Gesetzer, déi net verhënneren, mee déi encouragéieren a schützen. D'Droits d'auteurs mussen respektéiert ginn. Et muss kloer markéiert ginn, wat vu KI generéiert gouf a wat net. An d'Auteurs mussen och vun enger KI kloer genannt ginn, wann hire Repertoire genotzt gëtt. Et kann net sinn, dass eng KI hire Contenu gebraucht, ouni d'Auteurs mussen ze nennen.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Den AI Act ass awer net nëmmen essentiel, fir First Mover ze sinn. Mir mussen och sécherstellen, dass déi fundamental Rechter vun all eenzelnem Bierger respektéiert ginn. Dat huet och mat Dateschutz ze dinn.

Den AI Act ass op der Gestiou vun verschiddene Risike baséiert. Do gëtt et véier Kategorië vu Risk, déi definéiert goufen:

Déi éischt Kategorie, dat ass déi vun den AI-Systemer, déi verbuede wäerte sinn, zum Beispill de Social Scoring, wéi een dat aus China héiert, wou iwwerall Kamerae sinn. Wann Der da bei Rout iwwer d'Strooss gitt, da kritt Der zum Beispill verbueden, en Zuchticket ze kafen. Dat ass also déi Kategorie vun deem, wat Europa net wäert erlaben, wat total wäert verbuede sinn.

Da gëtt et eng zweet Kategorie, dat ass d'High-Risk-Categorie. Do sinn aacht Ënnerkategorien, zum Beispill Kreditter am Finanzberäich, Zougang zu Finanzemter, Gesondheet, Police, Justice, Educatioun – d'Beväertung vu Stärkten a Schwächte vun de Schüler –; d'Risiken hei leien all am Dateschutz.

Da gëtt et déi drëtt Kategorie, dat ass déi vun den normale Risiken, wou AI méi Avantagen huet, mee wou et nach e puer Risike gëtt.

An da gëtt et déi véiert Kategorie, dat ass déi Kategorie ouni Risk, wéi zum Beispill de Spellchecker, dee mer jo allegueren esou vill benotzen.

An engem anere Kapitel am AI Act geet et ëm eng reguléiert Sandbox. Instruktiounen kënnen kommen an austesten – net nëmmen technologesch, mee och an der Applikatioun –: Wou gëtt et Problemer vu Conformitéit a wou sinn d'Erausforderungen?

Et wäerten nei Budgetsmoyenen néideg sinn, fir dat alles ëmzesetzen. Et ass eng komplex Matière.

Beim AI Act, do si mer um Niveau vun der Compliance. Do läit den Däiwel am Detail: Wien decidéiert, a wéi enger Risikostuf een ass? Do wiere mer dann am Beräich vun der Eethik, an op dee kommen ech gläich ze schwätzen.

Mir wëlle jo eng sécher Welt. Mir wëllen eng responsabel Innovatioun. Mir wëllen, dass och kleng Betriber weiderkommen.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Mir wëllen Diversifikatioun. Mir wëllen nei Nische fannen. Mir wëllen d'Erhale vun de Grondrechter vun de Bierger.

Här President, léif alleguer, zu de Grondrechter gehéiert, dass ee weess, wat richtig a wat falsch ass. Zu de Grondrechter gehéiert, dass ons perséinlech Date protegéiert sinn. Dass ons Donnéeën ons gehéieren an dass mir ganz eleng doriwier kënnen bestëmmen, mat wem mer se wëllen deelen a mat wem net.

D'GDPR (ndlr: General Data Protection Regulation) gesäit zum Beispill vir, dass Betriber nëmmen Donnéeën dierfen ophuelen, wa mir onsen Accord ginn. Déi Date mussen transparent verschafft a sécher versuert ginn. Dateschutz ass essentiel, fir Vertrauen ze schafen an ze halen.

Eent vun de Grondrechter ass et och, opgekläert ze sinn, ze wëssen, ob eppes Wierklechkeet war oder ass oder ob et fake ass, vu Kënschtlecher Intelligenz kreéiert. Dofir muss mer och iwwer d'Eethik schwätzen. A mir mussen eethesch Froe seriö huelen an ons vu Spezialiste berode loossen.

D'Definitioun vun Eethik ass laut „Petit Robert“ oder „Larousse“: „Eethik ass den Ensemble vun de moralesche Prinzipien, déi Aktiounen a Jugementer vun enger Persoun oder engem Grupp vu Persounen begleeden an déi mat der Reflexioun iwwer Moral a Valeuren ze dinn hunn.“

Kann d'Kënschtlech Intelligenz iwwerhaapt eethesch korrekt sinn? Den nationalen Eethikrot schreift, geféierlech géif et ginn, wann ee Choixen u Maschinnen delegéiere géif. Als Beispill gëtt den Eethikrot dat vum Riichter: Wann d'KI seet, dass d'Probabilitéit, dass e Schëllegen nees réckfällig gëtt, bei 80 % léich, riskéiert e Riichter dann nach, senger Intuitioun a senger perséinlecher Erfahrung ze trauen, wann déi em soen, de Schëllegen hätt nach eng Chance verdéngt? En intelligente Riichter wier een, deen Douppen hätt, schreift den Eethikrot. D'KI kéint hei e ganz groussen Afloss huelen op dem Riichter seng definitiv Decisioun.

Et kéint een dat allerdéngs challengen: Kéint et net och sinn, dass eng performant Kënschtlech Intelligenz méi gerecht kéint si wéi e Riichter, dee vläicht e schlechten Dag huet oder homophob oder Rassist ass? Eleng doriwier kéint ech elo hei stonnelaang schwätzen.

Den Eethikrot nennt aner Beispiller, wéi eng KI kéint Afloss huelen op eng Decisioun: Gëtt de Kredit accordéiert? Gëtt de Kandidat engagéiert? Gëtt de Kranke behandelt – géint den Avis vun enger KI? Wann d'mënschlech Decisioun sech duerchsetzt an duerno falsch huet an d'KI richtig, wat geschicht dann?

Den nationalen Eethikrot schreift, dass, och wann d'KI „intelligent“ heescht, se awer net intelligent wier am mënschleche Sënn vum Wuert. Trotzdeem schreift d'CNE, dass d'KI e richtige Paradigmewissel alaude géif an dass se onst Liewen an ons Gesellschaft massiv wäert veränneren. A mir wëssen haut natierlech nach net, wat muer oder wat an engem Joer ass. Wat do kënn, dat kenne mer jo haut nach guer net.

Allerdéngs wieren a ville Beräicher, vun deenen ech virdrun et geschwat hunn, keng gréisser eethesch Problemer ze erwaarden. D'CNE geet virun allem op d'Artificial-general-Intelligence an d'Generative AI

an. Et géif den Ament kee formelle System vu moraleschem Denken, deen eng KI kéint ervirbréngen, mat enger richteger moralescher Kompetenz.

De Mënsch muss elo fir d'éischt emol gefuereert ginn, seng eege Moral ze kennen. Déi meeschte Leit hu keng kloer moralesch Positioun. Dat ass och schwierig fir d'Eethikkomiteeën. D'Orientierungslosegkeet vum Mënsch gëtt méi grouss. Dat ass keen neie Phenomeen, e gëtt elo just nach acceleréiert. Virun 100 Joer, do huet zum Beispill kee sech d'Fro gestallt vun der In-vitro-Fertilisatioun. Dat konnt nach kee sech virstellen. Haut schwätze mer doriwwer.

Den nationalen Eethikrot mécht a senger Konklusioun drop opmierksam, dass d'KI biaiséiert ass, also net objektiv, well d'Informatiounen, mat deene se eebe gefiddert gëtt, selten neutral sinn. D'KI wier staark gefiltert, kanaliséiert, virgefaasst an an eng Richtung gedriwwen. Dofir ass d'Gefor vun automatescher, heiansdo indirekter Diskriminatioun besonnesch grouss.

D'CNE seet, mer misste géint all Form vun algorithmesche Biais kämpfen, dat, andeems een d'Algorithmen an déi Richtung matgestalt. D'KI misst widerentwéckelt ginn, fir dass se der Mënschheit, der Allgemengheet an der Biodiversitéit déngt. Allerdéngs misste weider Sécherheitsmechanismen agefouert ginn, mengt den nationalen Eethikrot, wat jo da mam AI Act och wäert geschéien.

Ech invitéieren Iech an dësem Kontext, den Avis vun der CNE ze liesen, dee ganz detailléiert op déi verschidde Beräicher ageet.

Ons Uni schafft iwwregens och op dese Sujeten. Et gëtt vill recherchéiert. Et geet hei och ëm geopolitisch Froen, wou et bis hin zu Manipulatioun vu Walsystemer geet, an deemno och ëm d'Existenz vun onser Demokratie.

D'KI huet, wéi gesot, kee Verstand a keng Moral. A se huet kee Jugement. A se ka keen eethesche Choix treffen a Grenzsituatiounen. Just fir Iech awer ze soen, wéi wäit dat alles ka goen: D'Stanford University huet eng Etüd gemaach mat biomeetresche Fotoen – deene langweilige Passfotoen. D'KI sollt erausfannen unhand vun deene Fotoen, wien homosexuell a wien heterosexuell ass. D'KI louch bei de Männer bei 81 % richtig, a bei de Frae bei 74 %.

D'Eethik spillt iwwregens och an der Fleeg eng wichteg Roll. Dofir hat ech als Familljeministesch d'Eethikkommissioun fir Froen, déi sech a Strukture fir eeler Leit stellen, agefouert.

D'Regierung muss sech mat der Evolutioun an deem Beräich och weider ausereesetzen. De Roboter, deen héiert op engem Niveau, op deem de Mënsch iwwerhaapt net héiere kann. Huelst d'Beispill vun engem autistesche Kand. Et freet eng éischte Kéier seng Mamm: „Wéi geet et der haut?“ An d'Mamm äntwert: „Gutt.“ Da freet d'Kand eng zweete Kéier, eng zéngte Kéier, eng honnertste Kéier: „Wéi geet et der haut?“ D'Mamm ass iergendwann op d'mannst e bësse generf. De Roboter net, deem ass et egal. Hien ass net gestresst. Dee kann och 1.000-mol op déi nämmlecht Fro äntworten. E kann och seng Stëmm ëm 0,01 % méi lues maache wéi dem Kand seng, zum Beispill, an dat wierkt da berouegend op d'Kand. E kann och Gas ginn, fir d'Kand op Touren ze bréngen. Dat selwecht gëllt iwwregens fir Leit, déi eng Demenz hunn. Och an dese Beräicher muss d'Regierung genee kucken, wat geschitt, an zum richtige Moment an déi richteg Outilen investéieren.

Eethik ass natierlech keng Science exacte, anescht wéi d'Finanzen. A grad am Finanzsektor kann d'Kënschlech Intelligenz ganz nützlich ginn, wann et zum Beispill drëms geet, Terrorismus a Blanchiment unhand vu verschiddene Mustere ze erkennen. Et

gëtt geschat, dass all Joer an der EU tëschent 117 an 210 Milliarden Euro wäissgewäsch ginn. Déi Sue ginn also laanscht d'Steieren. Wa mer ons Systemer an déi Reegelen, déi et scho gëtt, méi effikass kënnen maachen dank der KI, fir géint de Blanchiment virzegoen, da profitéiert de Staat dovunner, an also all Einzelne vun ons.

Mee opgepasst: Mer dāerfen net ze vill reglementéieren! Den Challenge ass deen, dass mer weiderhin eng attraktiv Bankeplaz bleiwen. Dofir muss mer flexibel sinn, wat ons Legislatioun ugeet. D'Servicer vun de Banke wäerte sech nämlech och veränneren.

Ech hu vill vun Nische geschwat. An ech sot et schonn: De Finanzsektor ass a bleift awer deen allerwichtigste Beräich fir Lëtzebuerg. Am alternative Fongebereich ass den Zouwuess immens grouss zu Lëtzebuerg. D'Chambre de Commerce huet hir Zefriddenheet iwwert d'Ofschaffung vun der Abonnementstax fir aktiv geréiert ETFen ausgedréckt. Dës Mesür kéint de Finanzsektor zu Lëtzebuerg nach méi attraktiv maachen, besonnesch fir Investisseuren an d'Fongenindustrie.

Et ass e Schrëtt, deen d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg als Finanzplaz stäerkt an d'Innovatioun am Sektor encouragéiert. Lëtzebuerg huet eng weltwäit Kreditivitéit, wat de Finanzsektor betrëfft. An dofir sollen dee Finanzsektor an d'Finanzplaz och ëmmer den Ausgangspunkt sinn, wann et ëm weider Entwécklung geet, sief dat am Sustainable Development, am Space oder am Deeptech. Eis Expertis, déi weltwäit unerkannt ass, kann den Ënnerschied maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn am Ufank vu menger Ried haut gesot, dass et net kann ee Budgetsposte gi fir alles, wat Kënschlech Intelligenz ass. Déi Investissementer zéie sech duerch de ganze Budget. All Ministère an all Minister wäert domadder konfrontéiert sinn.

Interdisziplinaritéit ass e wichteg Stéchwuert. D'Welt huet keng separat Megatrends, mee Intersektiounen. Dat heescht, dass verschidde Spezialisten zesummeschaffen an Zukunft an dass souwuel ons Kanner wéi och mir selwer breet opgestallt mussen sinn.

Op der Uni Lëtzebuerg schaffen zum Beispill Historiker a Wëssenschaftler zesummen, fir unhand vun historieschen Donnéeën den Impakt vun Ëmweltverännerungen op d'Gesondheet vun der Populatioun iwwer e laangen Zäitraum ze analyséieren.

Ech si bal um Schluss vu mengem Rapport ukomm. Loosst mech awer nach op e puer vu mengem Recommendationen un d'Regierung agoen. Ech wäert, wéi gesot, net déi 103 opzielen. Mee ech wollt der awer nach e puer ervirhiewen, vun deenen ech bis elo nach weider net geschwat hunn an déi awer fir d'Bierger wichteg sinn.

D'Chatbots bei der Verwaltung mussen zäitno kommen, fir séier Äntwerten op rekurrent Froen ze kréien. Si wäerten iwwregens d'Beamten net ersetzen, si wäerte se héchstens entlaaschten.

Fir dass den Once-Only ka geschéien, mussen déi eenzel Ministère d'Donnéeën ennereneen deele kënnen, well d'Donnéeë bleiwen ëmmer an de jeeweilige Ministère. Do muss legiferéiert ginn.

D'Regierung muss alles drusetzen, en Ëmfeld ze schafen, fir Talenter unzeziehen an hei ze halen. Donieft mussen d'Formatiounen weiderhin ëmmer ugepasst gi par rapport zu deem, wat um Aarbechtsmarché gefrot gëtt.

Fir déi Kanner, déi Léierschwierigkeeten hunn, kéint d'KI eng Léisung sinn, fir si ze ennerstëtzen. Innovativ Solutiounen sollen onbedéngt vun der Regierung encouragéiert ginn.

Dat selwecht gëllt fir déi multikulturell Kommunikatioun. Leit, déi Asyl ufroen an ons Sproochen nach net beherrschen, kënnen dank KI-Programmer Formulairé verstoen an ausfüllen.

Da muss d'Regierung onbedéngt d'Inclusion numérique ennerstëtzen. D'KI kann eng richteg Chance si fir déi Leit, déi vläicht mam Internet net esou gutt eens ginn. D'KI ka méi intuitiv benotzt ginn. Domat kënnen déi manner connectéiert Mënsche sech och nees besser debrouilléieren a sinn net méi vun der digitaler Welt ausgeschloss. Eng richteg Chance!

Dat selwecht gëllt fir de Kampf géint d'Isolatioun. Och an deem Beräich kann d'KI eng Risechance sinn.

Fir engersäits den Tourismus ze férdere, anerersäits d'Kultur nach méi accessibel ze maachen, mee awer och fir eng Immersioun fir Studenten, zum Beispill Medezinnstudenten, ze organiséieren, kéint d'Regierung sech iwwerleeën, en DeepSpace ze bauen. Dat ass e Sall, wou een antauche kann an d'Kultur oder eeben zum Beispill an en Operatiounssall.

An der Santé hunn ech scho villes opgezielt, wat séier misst geschéien, wéi zum Beispill d'Nomenclature opzemaachen, fir nei Behandlungen an d'Spideeler ze interkonnéktéieren.

Dat franséisch Spréchwuert „Mieux vaut prévenir que guérir“ seet et gutt: Mir mussen méi an d'Preventioun investéieren. Fir dass mer gesond liewen, soll d'Regierung ons encouragéieren, Gesondheetsappen ze benotzen an dank der KI dann ons eege Gesondheet besser ze iwwerwaachen a méi gesond ze liewen.

Dank der KI wäert et ëmmer méi méiglech sinn, eng personaliséiert Medezinn ze proposéieren. D'Regierung muss dat ennerstëtzen a férdere, fir dass mer, wa mer da krank sinn a behandelt mussen ginn, dann esou wéineg wéi méiglech Niewewirkungen hunn an esou séier wéi méiglech nees gesond ginn. Jiddere muss sech déi beschte Medezinn leeschte kënnen.

Am Beräich vun de FinTech muss d'Innovatioun encouragéiert gi gradewéi d'Collaboratioun tëschent dem öffentlechen an dem private Sektor. Natierlech muss d'Cybersécherheet groussgeschriwwen ginn, well als internationale Finanzhub si mer besonnesch vulnerabel, wat d'Cyberattacken ugeet.

D'Regierung muss eethesch Kadere setzen, zum Beispill am Beräich vun der Äerobservatioun. Essentiell ass, dass d'Regierung derfir suergt, dass all Contenu, dee mathëllef vu KI gemaach gouf, och esou gekennzeichnet ass. Ech proposéieren, eng Maison de l'éthique et de l'intégrité ze schafen, déi d'Regierung an och d'Chamber begleede kann an der Transitioun.

De Kampf géint all Form vun Diskriminatioun a Biais en dāerf a kengem Beräich vergiess ginn. D'KI ass ëmmer nëmme esou schlau wéi d'Donnéeën, op déi se sech berëfft.

D'Regierung muss och oppassen, dass mer net ze streng reglementéieren, fir d'Innovatioun net ze bremmen. Onse legislative Kader an ons Prozedure mussen méi flexibel a méi séier ginn, well d'Technologien eebe séier evoluéieren. Do mussen ons Gesetzter mathale kënnen. An da muss natierlech d'Regierung och kucken, wou Nische kënnen geschafe ginn an alle méigleche Beräicher.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass absolut normal, dass een Angscht huet virun neien Technologien. Mir froen ons, ob mer nach nokommen, ob mer verstinn, wat geschitt.

Wéi den Zuch kouw, goung et de Mënschen och ze séier. Déi Vitess vun Zuch par rapport zu der Pāerdskutsch, dat ware se net gewinnt. Dat hu se net verstanen. Dat, wat mer elo erliewen, ass e bëssen domat ze vergläichen: Mir sinn déi Vitess net gewinnt.

Wéi ech am Juli ugefaangen hunn, un dësem Rapport ze schaffen, hat ech, soe mer mol, op d'mannst Respekt virun der Kënschtlecher Intelligenz. Mee a fuer et à mesure vun de Gespréicher sinn ech ëmmer méi zouversichtlech ginn. Et gëtt sécher Geforen, op déi mer mussen oppassen. Et gëtt sécher Erausforderungen, déi mer als Land mussen ugoen. Mee et gëtt och Chancen, Chancen och fir déi méi Schwaach ënner ons.

Erlaabt mer nach, e perséinlecht Wuert hei ze soen: Dacks, ze dacks, héiert een, dass d'Jugend vun haut näischt daache géif, dass fréier alles besser gewiescht wier. Dat huet jo anscheinend de Sokrates scho gesot. Meng Erfahrung ass eng aner. Déi Jonk haut hunn e risegrousst Wëssen. Si mussen permanent mat neien Technologien eens ginn. Si erklären dacks hiren Eltere genesou vill, wann net souguer méi, wéi ëmgedréint.

Op menger Rees duerch d'Kënschtlecher Intelligenz déi lescht Méint gouf ech begleet vum Ifeta Sabotic.

Hatt ass ganz jonk, et koum d'lescht Joer frësch vun der Uni. Seng Assiduitéit, seng Intelligenz, sai Wëssen, säin Duuscht no méi Wëssen, sai Fläiss a sai Professionalismus hu mech immens beandrockt. Merci dem Ifeta Sabotic fir d'Assistenz, d'Kollegialitéit a fir déi immens grouss Hëllef bei der Redaktioun vum schrëftleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Merci och dem Jeffrey Drui, dem Anne Glesener, dem Christine Fixmer, dem Sara Agostini gradewéi och all meng Kolllegen aus der DP-Fraktioun. E grouse Merci un all d'Memberen aus der Finanzkommissioun, speziell un d'Caroline Guezennec fir d'Assistenz an déi professionell Begleitung.

Ech wier domat um Enn vu mengem mëndleche Rapport. Am schrëftleche Rapport fannt Der, wéi gesot, nach vill méi Detailer, all d'Zuelen, d'Recommandatiounen an de Resümmee vun all den Avisen.

Dat allerlescht Wuert ginn ech awer ChatGPT. Ech hu gefrot, wat e gutt Schlusswuert kéint sinn. Hei ass d'Äntwert: „D'Zukunft vun der Kënschtlecher Intelligenz läit an onsen Hänn – loosst ons se verantwortungsvoll gestalten, fir Innovatioun a Mënschlechkeet ze vereenen.“

Et huet mega Spaass gemaach. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Budgetrapportrice, der Madamm Corinne Cahen.

Muer de Moien héiere mer den Exposé vum Finanzminister Gilles Roth iwwert dës zwee Projeten. An domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

D'Chamber kënn muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 15.15 heures.)

55^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 17
M. Claude Wiseler, Président
- 2. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]** p. 17
8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)
Exposé : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
- 3. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]** p. 21
8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)
Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. André Bauler, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Mars Di Bartolomeo et M. Franz Fayot) | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Georges Mischo, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

Wéi scho gëschter ugekënnegt, héiere mer de Moien den Exposé vum Här Finanzminister Gilles Roth

iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2025. An da ginn ech direkt dem Här Finanzminister d'Wuert. Här Roth, Här Minister.

Exposé

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här Président, Dir Dammen an Dir Hären an – eng Kéier ass net d'Courtume – och Exzellenzen, a souguer eng Schoulklass, déi mam Direkter vun der IGF hei an der Chamber ass.

„Kurs op muer. Ee Muer fir Jiddwereen.“ Dat ass eisen Usproch un dës Budget fir 2025. Dat ass an eisen Aen och d'Wierklechkeet vun deem éischte Budget, deem d'Handschrëft vun dëser Koalitioun dréit.

Fir d'éischt awer der Madamm Rapportrice Corinne Cahen e grouse Merci fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dir behandelt eng vun de grouse Froen vun eiser Zäit, nämlech déi vun der

Kënschtlecher Intelligenz. De Sujet passt. Wa mir Kurs op muer huelen, ass dat och e Kurs a Richtung Kënschtlecher Intelligenz, an eisen Aen op e KI-Muer fir jiddwereen, wou de Mënsch Meeschter bleibt iwwert d'Maschinn, ouni Technikleewegkeet an ouni Terminator-Pessimismus. Mir mussen eis just iwwert déi eethesch Risikoen – an Dir hutt et gëschter ënnerstrach – kloer sinn an déi néideg Leitplanke setzen. Dat seet jo och d'Madamm Cahen an hirem Rapport.

Da bitt d'KI eis vill Chancen, eis d'Liewe méi einfach an eis Wirtschaft méi wettbewerbsfäeg a virun allem och méi zukunftsfaeg ze maachen. Vill vun dëse Méiglechkeete gräift dësen engagierten a perséinleche Rapport och op. An ech komme gläich nach konkreet op d'KI am Alldag ze schwätzen.

Här Président, dës Budget steet fir eng nohalteg a sozial Finanzpolitick fir a mat de Leit, eng Finanzpolitick vun a fir déi breet Mëtt, vum sozialen Zesummenhalt an dem soziale Fridden, vun engem nohaltege Wuesstum, dee bei de Leit ukënn, mat méi Netto vum Brutto fir jiddwereen. Dat weist den Entlaschtungs-Pak, deem Dir hei mat enger grousser Majoritéit d'lescht Woch zesumme gestëmmt hutt. Eng Finanzpolitick, déi liwwert, Wuelstand a Wuelbefannen, Zukunft an Zesummenhalt, an engem Staat als Dëngschtleeschter fir d'Leit.

Dat sinn eis politesch Ziler, och am Sënn vum éischte Joresbilan an der Verantwortung, Verantwortung fir Stabilitéit fir Land a fir Leit, mat eiser bierger- a betriebsnoer Finanzpolitick, fir Stabilitéit duerch soziale Fridden heiheim, en Triple-A an en Triple-S, eng Stabilitéit, déi och finanzpolitesch Ursachen huet. Sozial Finanzpolitick lount sech eethesch an och ekonomesch.

Op d'mannst genausou vill lount sech och de Sozialdialog. Duerfir hu mir dës Deeg zu Senneng dat europäesch Semester mat alle Sozialpartner beschwat. Duerfir hunn ech mech nom Protestpiquet a Saache Frontaliere mat de Gewerkschafte gesinn.

An och an Zukunft, Dir Dammen an Dir Hären, hale mir konsequent um Sozialdialog fest. Just esou funktionéiert de Modell Lëtzebuerg. Sozialpolitick ass och Standuertpolitick Lëtzebuerg an ëmgedréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt net jiddwereen heibanne mat dësem Budget averstanen ass, ass Deel vum Zesummespill tëschent Opposition a Majoritéit. Merci der Chamber fir dës konstruktiv an demokratéisch Debatt.

(Interruption)

E Merci awer och un d'Berufskummere fir hir Analysen an Ureegungen. Villes kënnen mir och deelen, manches manner. An dat ass och normal. Wat mir allegueren deele kënnen, ass, datt eis d'KI allegueren eppes ugeet. Vill vun eis schaffen haut scho mat ChatGPT a Co, an der Schoul, op der Aarbecht, an der Fräizäit an och beim Staat.

Dës Regierung schafft duerfir aktiv un enger neier KI-Strategie. Déi lescht ass vun 2019. Zanterhier ass awer viles op deem Plang geschitt. Mir wëllen och hei Kurs halen a Richtung Innovatioun, net just fir déi Happy Few, mee och Innovatioun fir jiddwereen.

D'Wierklechkeet vu muer berout op eise Weichstellung vun haut. Duerfir mussen mir an der Innovationslokomotiv setzen. Mir dierfen den Zuch vun der Innovatioun net verpassen.

Finanzpolitick, Dir Dammen an Dir Hären, ass och Innovationspolitick. Eis Finanzplaz muss och eng féierend Roll op der KI-Plaz hunn. Si ass dat haut schonns deelweis a muer nach vill méi, zum Beispill bei der Bekämpfung vun der Geldwäsch oder bei de Geschäftsbeziungen op Distanz, konkret via Chats. Nei Berufsbiller entstinn, nei Aktivitéiten, nei Wäertschöpfung, nei Chancen, an déi wëllen, jo, déi mussen mer ganz einfach notzen.

Eis Talentunzückkraaft muss hei och mathalen an duerfir eis Schoul och, gradewéi eis Gesetzer. Stéchwuert: Blockchain 4.0, muer e Sujet hei an der Chamber. Mat Pionéiergeeschtaf schafe mir hei en neie Sécherheetskader.

Anert Beispill: d'HSBC Orion-Plattform fir d'Emissioun vun digitale Verméigenswäerter. Dat kléngt eigentlech no Sciencefiction, ass awer real.

Oder den éischten UCITS-Fong, deen op d'Blockchain zrëckgräift. D'Kontrollkommissioun, eis CSSF, huet hei am Oktober schonns Gréng Luucht derfir ginn. Dat alles geet just mat de richtegen Ureizer a mat finanziellen Direkthëllef fir eis Betriber. Ufanga des Joers huet d'BGL BNP Paribas hiren éischte KI-Projekt mat Ënnerstëtzung vum Staat lancéiert.

Och steierlech, Dir Dammen an Dir Hären, ënnerstëtze mir d'KI mat enger neier Bonifikatioun, déi zanter dësem Joer a Kraaft ass. All dat ass néideg, fir global iwwerhaupt kënnen matzehalen. Ech si jo an der Lescht nawell vill gereest, dacks op Finanzmissioun, awer mat konkrete Resultater fir eist Land a seng Leit. Zum Beispill mat neie Bezuelserver fir den EU-Hub zu Lëtzebuerg. 35 Lizenze si vun der CSSF schonns do ginn. Fir den Zukunftszuch hei net ze verpassen, mussen mir eis Ustengunge verduebelen, jo, souguer verdreifachen. Mir dierfen net drop waarden, dass d'Zukunft bei eis kënn. Mir müssen hir entgéintgoe mat där typesch Lëtzebuergescher Kombinatioun aus Pionéiergeeschtaf a virun allem gesondem Mënscheverstand.

Här President, mir brauchen dës Stärkt grad elo, well mir liewen an oniwerrsiichtlechen Zäiten. Eis Welt dréit all Dag méi séier. Villes, wat gëschter nach sécher geschéngt huet, ass et haut net méi. Och déi global Onsécherheete ginn éischter méi grouss wéi méi kleng. Déi global Polykrisen och.

Et si virun allem d'Konflikter, déi de Leit Suerge maachen, virop de russeschen Ugrëffskrich op d'Ukrain, awer och den Noen Osten. Dobäi kommen nach

aner geostrateegesch Spannungen. A wéi eng genee Konsequenzen d'Victoire vum President-elect Trump huet, bleift och onkloer.

Kloer bleift fir eis, datt déi transatlantesch Wäerteralianz d'Réckgrat vun eiser Aussen- a Sécherheetspolitick bleift. Kloer ass awer och, dass déi global Loft méi rau wäert blösen, och fir eis heiheim, fir besser wéi anerer ze sinn. Europa muss sech beweegen. An dat wësse mir spéitstens zanter dem Draghi-Rapport. Europa an och Lëtzebuerg mussen méi wettbewerbsfäeg ginn, net mat méi Protektionismus, mee mat enger Notzung vun eise globale Chancen an engem faire Multilateralismus. D'Rechnung riskéiert soss fir jiddweree méi deier ze ginn. Och dofir brauche mir eng handlungsfäeg Europäesch Union a Stabilitéit, och an eisen Nopeschlänner, déi am Moment net – leider net! – ginn ass, an dat net ouni Impakt op Lëtzebuerg.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi geopolitesch Grousswiederlag dréckt och op d'Weltkonjunktur. Weltwäit, esou den internationale Wäerungsfong, hält sech de Wuesstum och 2025 bei 3,2 %. D'Wirtschaftsprognose fir Amerika goufen no uewe revidéiert, bei de groussen europäesche Länner no ënnen. Net erstaunlech, dass d'EU-Kommissioun de Wuesstum vun der EU fir 2025 souguer liicht no ënnen korrigéiert huet, vu plus 1,6 % op plus 1,5 %. Och an der Eurozon soll de Wuesstum fir 2025 liicht manner héich leien, wéi nach am Fréijoer uegell: just nach 1,3 % amplaz 1,4 %.

Fir Lëtzebuerg bleiwen d'Zuele laut EU stabel: plus 2,3 % Wuesstum fir 2025. Liicht manner optimisteschesch, wéi de Statec oder den FMI nach beim Budgetsdepot – plus 2,7 % – fir 2025 ageschat haten. Ufanga des Joers si mer nach vu plus 3 % Wuesstum fir 2025 ausgaangen.

Dat gesot, leie mir wäit iwwert dem Niveau vun 2023 an och iwwert dem Duerchschnëtt vun der EU an der Eurozon. Iergendeppes mussen mer also schonns net esou schlecht maachen.

Laut EU-Kommissioun ass eise makroekonomeschen Zenario am Aklang mat hiren eegene Projektiounen. Eis Zentralbank schwätzt vu liicht optimisteschen Zuelen an ech deelen dës virsiichtegen Optimismus.

D'Inflatioun ass weider réckleefeg, op EU-Niveau an an der Eurozon gradewéi bei eis zu Lëtzebuerg. Douduerch gi weider Zënssbaisse, loosse mer et soen, warscheinlech. D'Zentralbanke kucken d'Wirtschaftsdaten opmierksam. Den Emploi kéint 2025 erëm zouleeën, plus 1,6 % laut EU-Kommissioun, entgéint plus 1,5 % vum Statec am September.

De Chômage soll sech ëm 6 % apendelen, plus 5,9 laut FMI. D'Zentralbank schwätzt hei vun engem konjunkturellen Zyklus. A mir brauchen zu Lëtzebuerg e staarken Aarbechtsmaart fir eeben e staarkt Lëtzebuerg. Duerfir ass et wichteg, eise Skillsgap, dat heescht eis Kompetenzdefizit, méi kleng ze maachen. An 42 Milliounen Euro, Dir Dammen an Dir Hären, vum Beschäftigungsfong ginn an d'Formatioun.

Här President, grad an onsécheren Zäite mussen mir Kurs halen an heiheim eis Hausaufgabe maachen. An dat maache mir. Grad elo mussen mir weider an den Opschwung vun eisem Land a seng Leit investéieren an heiheim fir méi Kafkraaft suergen, fir Klengverdénger an déi breet Mëtt, fir eise sozialen Zesummenhalt a soziale Fridden.

Grad elo mussen mir méi investéieren an d'Nohaltegkeet, an de Klimaschutz an an déi energieeteschech an digital Transition, fir eise Standuert Lëtzebuerg ze stäerken an d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land am Sënn vun enger nohalteger a virun allem sozialer Finanzpolitick fir d'Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Kurs op muer“ heescht, kloer Ziler mat engem kloer Bléck uepelen. Dat ass keng Navigation à vue. An et ass och kee blannen Optimismus. Mir loosse eis net beieren an halen e realistesch a virun allem faktebaséiert Kurs op muer. Mat Mooss a Mëtt, awer ni mat Mëttelmooss, well et geet zwar just liicht, mee et geet biergop.

No engem geschaten Defizit am Zentralstaat fir 2024 vun 1,9 Milliarden Euro am Fréijoer elo nach „just“, ënner Gänseféischercher, 1,4 Milliarden Euro. An et ass net auszuschléissen, dass sech d'Situatioun am Zentralstaat nach verbessert. Esou sinn d'Einnamen op den 30. November 2024 op ee Joer gekuckt ëm ronn 2,9 Milliarden Euro gewuess, plus 12,6 %. Dës positiv Entwécklung hält deemno un.

E Plus vu 612 Milliounen Euro oder 31,3 % bei der Kierperschaftssteier. E Plus vu 500 Milliounen Euro oder plus 9,3 % bei der Lounsteier, trotz Inflationenberengung vum Steuerbarème. An och e Plus vun 220 Milliounen Euro oder 31,4 % bei der Kapitalsteier.

Bei den Ausgaben awer och e Plus vun 2,1 Milliard respektiv 9 %. Deemno weiderhin op den 30. Dezember e positive Schiéiereffekt.

E Solde am Zentralstaat op den 30. November vu plus nach ëmmer 147 Milliounen Euro, plus 754 Milliounen Euro méi op ee Joer gekuckt. Méiglech, an ech paken Holz un, en Defizit fir 2024 vu manner wéi 500 Milliounen beim eigentleche Staat, jo eventuell souguer e positive Solde am Gesamtstaat.

Nach ass et ze fréi, fir definitiv Schlëss ze zéien, mee definitiv Aussoe maachen ech dozou am éischten Hallefjoer 2025. An dobäi krute mer am Fréijoer an am Oktober nach vun der Opposition gesot, eis Zuele wieren blannen Optimismus. D'Recetté wieren iwwerschat, d'Rechnung kéint net opgoen, keng Virsiicht beim Opstelle vum Staatsbudget, mir wieren ze vill optimisteschesch bei der Akommessteier, ze vill optimisteschesch bei der Kierperschaftssteier, an d'Ausgaben hätte mir ënnerschat.

D'Fro vum Schrödinger senger Kaz gouf gestallt, ob déi elo lieweg oder dout wier. Abee, ech kann Tech soen, déi Kaz respektiv dee roude Léiw ass esou lieweg wéi scho laang net méi.

(Hilarité)

An déi Verbesserungen, Dir Dammen an Dir Hären, déi loosse sech och erklären. De Budget gëtt jo opgestallt op Basis vun Aschätzung vum de verschiddene Ministèren iwwert d'Ausgaben a vun de makroekonomesche Virgabe vum Statec an de Schätzung vum de Steierverwaltung fir d'Einnamen.

Firwat gesäit dat lafend Joer also däitlech besser aus wéi ageschat? Mir kommen eigentlech vu wäit hier.

Viru gutt engem Joer krute mir nach zu Senneng e ganz pessimisteschech Finanzbild vum Staat gezechent. Och mir hunn eis, muss ech soen, selwer Froe gestallt. Mee et wier weineg verantwortlech vun eis gewiescht, dëst beim Opstelle vum dem Budget einfach ausser Uecht ze loosse. Kurs halen heescht och, ëmmer op dat Beschte ze hoffen, mee gläichzäiteg awer op dat Schlémmst virbereet ze sinn.

Geplangten Ausgabe sinn net all realiséiert ginn, besonnesch gréisser Investissementer. Zum Beispill si gréisser Liwwerunge vu Material bei der Arméi oder bei der Eisebunn méi spéit komm wéi geplangt. Oder bei de Rekrutementen, wou de Staat net onbedéngt all nei Plaz esou besat kritt huet, wéi ee sech dat vläicht am Ufank virgestallt hat.

Här President, ech kommen elo op eis Einnamen, déi eigentlech gutt lafen. Eis Lounsteier geet onerwaart

gutt, trotz moderater Croissance bei der Beschäftigung, dem Emploi. Dat weist, dass mir en aneren Emploi, eng aner Beschäftigung schafen, wou de Verdéngscht vläicht méi héich ass wéi ageschat.

Besonnenesch bei der Kierperschaftssteuer goufen 2023 an 2024 zolidd Solden aus de vergaangene Joren agezunn. Verschidde grouss Entrepreneuren hunn aussergewöhnlech Gewënner gemaach, déi elo besteiert goufen. Och fir dat nächst Joer gouf eng realistesch Aschätzung gemaach.

Op Recettèsäit en Entlaaschtungs-Pak, dee ronn 500 Milliounen Euro manner Einnamen erabréngt – eng virsiichteg Aschätzung laut nationalem Finanzrot. Plausibel Zuele bei der Persounebesteuerung, wéi d'Zentralbank eis bescheinegt. En Onsécherheitsfacteur bleift den Impakt vun der Mindestbesteuerung vu 15 % op de Gewënner vun de Betriber.

Fir d'éischt awer nach eemol e Wuert zu den Eckdate vum Budget. Fir 2025 en Defizit am Zentralstaat vu minus 1,29 Milliarden Euro, 500 Milliounen Euro besser wéi am Pluriannuel 2024. D'Defiziter am Zentralstaat leien iwwert déi ganz Period ennert dem Niveau vum Pluriannuel 2024.

Den Iwwerschoss am Gemengesecteur leet bis 2028 zou a läit da bei iwwer 230 Milliounen Euro.

Dogéint ass awer den Iwwerschoss, an dat ass speziell, an der Sécurité sociale weider réckleefeg, trotz enger lichter Verbesserung dést Joer duerch de Fonds de compensation, fir déizäit e manner dynameschen Emploi wéi uegoll a méi Ofgäng an d'Pensioun. D'Verbetterung am Zentralstaat kritt dést eigentlech net opgefaangen.

Zur Recettèsäit. Op der Recettèsäit a Prozenter e Plus vu 5,2 % am Zentralstaat, e Plus vun 1,5 Milliarden Euro am Verglach zu 2024. Dat trotz Entlaaschtungs-Pak, wou de Steierausfall, wéi virduf gesot, op iwwer 530 Milliounen Euro geschat gouf.

Wou also kënnst dee Plus dann hier? Majo, duerch ënner anerem Méieinnamen an der TVA an den Akzisen an duerch Méieinnamen iwwert d'Taxe d'abonnement. Eis Politik vum Opschwong mécht sech also duerchaus bemierkbar. An dat bestätegen eis och déi onofhängeg Ratingagencen. Fitch Ratings an DBRS soen, dass d'Wuesstumszuele fir 2024 och op méi private Konsum zrëckzeféiere sinn. Méi Netto vum Brutto, Dir Dammen an Dir Hären, bréngt duerno net just méi Kafkraaft, mee och méi Wuesstum.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An och déi rezent Resultater am Finanzsecteur si positiv. Laut der CSSF louch d'Resultat vun eise Banken, viru Steieren a Provisiounen, no deenen éischten dräi Trimestere bei 7,5 Milliarden Euro, e Plus vu bal 15 %. Mat 5.665 – ech soen nach eng Kéier – Milliarden Euro Avoiren erreicht eis Fongezplaz den historesch zweethöchsten Niveau. A mir wëllen och hei weider wuessen, grad bei alternativen Investmentfongen. Mir wëllen och d'Wuesstumspotenzial vun de cotéierte Fongen, de sougenannten aktiv geréierten ETFen, zu eise Gonschten notzen. Duerfir d'Befreiung, déi d'lescht Woch beschloss ginn ass, vun der Taxe d'abonnement fir eeben des ETFen.

Zu den Ausgaben.

Dann eis Ausgaben am Zentralstaat: e moderate Wuesstum vu 4,5 % oder plus 1,3 Milliarden Euro fir 2025, ënnert der historescher Moyenne vu 6,7 % a wäit ënnert dem Niveau vun 2023 vu plus 11 %. Manner Ausgaben duerch manner staark Progressioun bei de Fonctionnementskäschten, trotz héijem Invest vu 4,6 % vum Bruttoinlandsprodukt, iwwert déi ganz Period am Duerchschnitt e Plus vu 4,5 %,

däitlech méi wéi an der Period vun 2014 bis 2022. An des Innovatiounen spigelen och d'Prioritéite vun deser Regierung zrëck. An ech kommen duerno nach kuerz dorobber zrëck.

Här President, eng ambitionéiert Budgetspolitick ass och eng responsabel Budgetspolitick mat enger klorer Trajectoire bis 2023 (veuillez lire: 2027), 26,7 % Schold laut Pluriannuel an net 32,4 %, wéi zu Senneng nach fir 2027 geschat. Eng Trajectoire, déi no ënne weist, eng kloer Strategie fir d'Entwécklung vun de Staatsfinanzen. Schonn dést Joer wäerte mir de positive Schéiereffekt errechen, an dat soll och esou weidergoe mat enger Trendwenn och bei den Defiziter.

Ech hat et am Oktober och scho gesot: am Joer 2025 net 3,1 Milliarden Defizit, wéi virausgesot, mee just nach 1,29 Milliarden Euro a vläicht esouguer manner, an dat trotz Steiererlichterungen, dat trotz engem héijen Invest an dat trotz héije Sozialausgaben.

An de Joren 2024 bis 2027 an der Moyenne ronn 2 Milliarde manner Schold pro Joer, wéi nach virun engem Joer zu Senneng virausgesot, an dat ouni de sozialen Zesummenhalt an d'Schéier téschent Aarm a Räich aus den Aen ze verléieren. Och un dësem Schéiereffekt schaffe mer.

Déi nohalteg a sozial Finanzpolitick, dat ass eis Strategie och am Sënn vun den nächste Generatiounen. Manner Defizit bedeit manner Schold, och manner Scholdzënsen. Och Bréissel weist sech zefridde mat der mëttelfristeger Finanzplanung vun eise Staatsfinanzen. D'EU-Kommissioun schwätzt vun enger kredibeler Budgettrajectoire. An dat suert och fir Vertrauen op de Finanzmäert. An et ass och wichteg fir den Erhalt vun eise Triple-A, ouni deen et keen Triple-S gëtt. Wichteg och, fir eis relativ gënschteg ze refinanzéieren, an dat an engem méi héijen Zënsëmfeld. An dat seet jo och de Rechnungshaff.

A mir wëllen eis och fir d'Zukunft en nationalen OMT ginn, also e Kader, deen och méi déi laangfristeg Ausgabe betruucht, ouni awer eis de Spillraum fir Zukunftsinvestitiounen ze huelen. Den nationale Finanzrot, den CNFP, schléit hei eng nuancéiert Approche vir, déi eise Spezifitéiten och Rechnung dréit. Genee dat ass dee richtegen Usaz fir eist Land, gekoppelt un eng méi zilorientéiert Budgetspolitick mat enger Gestion par objectifs.

Här President, duerfir passe mir och eis Budgetgesetzter un. An deem Kader begréissen ech ausdrécklech och déi rezent LSAP-Initiativ, fir de PIB du bien-être mat an d'Budgetstexter opzehuelen. Mir mussen Mënsch a Budget ganzheetlech kucken. Wuelstand a Wuelbefanne gi just zesummen. Dat huet jo och virdrun den Här Cruchten op deser Plaz gesot an och d'Madamm Martine Hansen an enger anerer Funktioun. An ech wëll, an ech huelen dat Engagement, d'Chamber nach am éischte Semester vum nächste Joer hei mat abannen.

Ech géif mir wënschen, dass mir hei e Kompromëss géife fannen, well e Budgetgesetzter vun der neier Generatioun sollt iwwert d'Majoritéit vun haut eraus guttgeheescht ginn. An ech hoffen hei op eng gutt a konstruktiv Zesummenaarbecht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetspolitick ass awer virun allem konkret Politick, keng Floskelen a keng Sloganen.

(Hilarité)

Dovu kënnen d'Leit sech näischt kafen. Duerfir och konkret Entlaaschtungen, konkret Entlaaschtunge vun deser Majoritéit fir d'Leit.

E steierbefreite Mindestloun vum 1. Januar 2025 un, och an der Steierklass 1 eng Première. Ronn 77

Euro konkret de Mount méi netto an der Täscher, och duerch d'Hausse vum Mindestloun ëm 2,6 % op den 1. Januar 2025.

Alengerzéier, Madamm Tanson, bis zu engem Bruttoakommes vun 52.400 Euro bezuelen 2025 keng Steiere méi. Eng konkret Entlaaschtung vun 3.502 Euro, Madamm Tanson, méi an der Täscher am Verglach zu 2023 fir e Bruttoloun vu 50.000 Euro.

(Interruption)

3.782, jo Dir hutt et gutt héieren, Madamm, ...

(Hilarité)

... 3.782 Euro oder 31,4 % manner Steiere fir Alengerzéier mat engem Steierkredit an engem Loun vu ronn 75.000 Euro.

2.793 Euro oder 14,6 %, fir et konkret ze soen, manner Steiere fir eng Famill mat zwee Kanner an der Steierklass 2 an engem Bruttoloun vun 125.000 Euro. 1.314 Euro, fir et konkret ze soen, oder minus 8,9 % Steiere fir e Single mat engem Bruttoakommes vu 75.000 Euro. Och si goufen d'lescht Woch net vergiess.

2.883 Euro oder 40,7 % manner Steiere bei enger Bruttopenσιoun – och si goufen net vergiess – vu 50.000 Euro an der Steierklass 1a. Duerch d'Barèmesuppassung och konkret Steiererlichterunge fir REVIS-Empfänger a Leit mat engem schwéieren Handicap.

Eng Hausse vun 10 % vun der Deierungszoulag. All Mount, an de Familljeminister sëtzt doiwuer, ronn 200 Euro weider fir e Stot vun zwou Persoune bis zu engem Bruttoakommes vu 4.605 Euro. 200 Euro de Mount netto méi. All Mount ronn 300 Euro weider fir e Stot vu véier Persoune bis zu engem Bruttoakommes vu 5.692 Euro. Net schlecht. All Mount 165 Euro weider fir e Stot vun enger Persoun bis zu engem Bruttoakommes vun 2.710 Euro. 90 Euro weider fir REVIS-Empfänger oder Leit mat engem Akommes fir Persoune mat engem schwéierem Handicap duerch d'Perennisiatioun vun dem Équivalent crédit d'impôt.

Erweiterung vun der Energieprimm bis zu engem Revenu vu 25 % iwwert der Akommesgrenz fir d'Deierungszoulag. Doduerch 600 – ech soen et nach eng Kéier: 600! – amplatz 200 Euro fir en Ee-Persoun-Stot bis zu engem Bruttoakommes vun 3.388 Euro. 750 amplatz 250 Euro fir e Stot vun zwou Persoune bis zu engem Bruttoakommes vu 5.082 Euro. An 1.050 Euro amplatz 350 Euro fir e Stot vu véier Persoune bis zu engem maximale Bruttoakommes vun ëmmerhi 7.115 Euro.

Dës Koalitioun liwwert.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also eng Verdräifachung fir all déi, déi des Primm elo schonns kréien. Doniewent eng Erweiterung vun der Primm op e Revenu vu bis zu 30 % iwwert der Akommesgrenz fir d'Deierungszoulag. Dat Ganzt mat enger progressiver an deemno och sozialer Komponent am Montant. Deemno 300 Euro fir en Ee-Persoun-Stot an engem maximale Bruttoakommes vun 3.523 Euro. 375 Euro fir e Stot vun zwou Persoune mat engem maximale Bruttoakommes vu 5.285 Euro. A 525 Euro méi de Mount fir e Stot vu véier Persoune mat engem maximale Bruttoakommes vun awer ëmmerhi 7.399 Euro. D'Leit wäerten dat schonns substanzuell spieren. Doriwwer eraus eng automatesch Steuerungszoulag an Energieprimm fir Leit mat enger Allocation d'inclusion. Kuerz gesot: konkret Politick fir déi méi schwaach.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | 33 % méi Ofsetzbarkeit vu Scholdzënsen fir Eegenheimkeefe:

16.000 Euro am plaz 12.000 Euro fir eng Famill mat véier Kanner, e steierlechen Nettogewënn vun deemno – zousätzlech zu deenen aneren Ennerstëtzen – 1.830 Euro netto pro Joer. Halbierung vun den Enregistrementsfraise bis den 30. Juni 2025 – also keng Enregistrementskäschte fir en Eegenheemkeefer an der Koppel bis zu engem Kafpräis vun 2,2 Milliounen Euro. D'Leit brauche sech also manner ze verschëlden. Keng Enregistrementskäschte fir den Investisseur bis zu engem Kafpräis vu ronn 570.000 Euro. Also: Et gëtt och elo erëm méi gebaut. Eng Verdueblung vun der Loyerssubventioun fir d'Kanner vu 40 op 80 Euro. Bis zu 1.000 Euro de Mount kann e Privatpatron als Wunnprimm fir déi Jonk ënnert 30 Joer ginn an dovunner si 25 % steierfräi. Mir vergiessen also och eis Locatairen an déi Jonk net.

An dës Lëscht léisst sech eigentlech, Dir Dammen an Dir Hären, belibeg weiderféieren. Mee ech hunn déi konkreet Zuelen hei bewosst genannt, dass d'Leit och emol eng Kéier dobasse matkréien, wat dann hei alles ënnerholl gëtt an dëser Finanz- a Sozialpolitik. Dat ass d'Politick vun dëser Regierung a fir dës Koalitioun heescht dat konkreet Entlaaschtung fir d'Leit. An dat heescht och konkreet Kurs op e Muer fir jiddwereen halen.

Här President, dëse Budget liwwert konkreet Äntwerte fir muer, fir méi Wunnengsbau virop abordabel, fir e méi staarke Sozialstaat a manner Aarmut, fir méi Mobilitéit, besser Infrastrukturen, méi Klima- an Ëmweltschutz zesumme mat dem nationalen Energie- a Klimaplang, fir méi Kompetitivitéit an e méi performante Staat mam Fokus op dat Digitaal, fir méi Sécherheet fir de Bierger heiheim an och an der Welt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wunnengsbau. Jo, de Wunnengsbau bleift eng vun eisen Haaptprioritéite fir muer. Lues awer sécher wierkt eise Logementspak fir méi Schwong um Bau. Och hei gesi mir Opschwong, an net mir eleng, och d'Chambre immobilière, déi jo kéint kloen, fir um nächsten Horizont... Och de Konstruktionssecteur selwer weist sech am drëtten Trimester erëm méi zouversiichtlech. Genee dofir hu mir déi temporär Moosnamen elo verlängert, fir grad elo méi Opschwong fir d'Reprise ze liwweren. Eng Reprise, déi schonns, wéi ech gesot hunn, ze erkennen ass, zum Beispill bei de Banken. Och am Neibau, bei de VEFAen, wäerte mir dësen Opschwong gesinn. Och dofir war et wichteg, nach emol nozeleeën, virop op d'Aarbechtsplazen am Bau ze stäipen a Faillitten – wäitgeendst hoffen ech och – am éischte Semester d'nächst Joer ze evitéieren. Ech ginn awer duerfir keng Garantie. A wann duerch déi nei Baumossnamen erëm de Bau unzitt, zéien och d'Beschäftegung a mëttelfristeg d'Einnamen no.

Et bleift richteg, datt wann et dem Bau gutt geet, da geet et och dem Lëtzeburger Land gutt. Den Zougang zu enger Wunneng ass net nëmmen eng Fro vum eegene Portmonni, et ass och d'Fro vun der Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg. Laut Zuele vun der Handelskummer missten all Joer tëschent 6.000 a 7.500 Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Gutt 3.000 konnten déi leschten 20 Joer – an do ass jiddwereen dru responsabel – am Duerchschnëtt gebaut ginn, also knapps d'Hallschent. E chronesch Defizit a mir mussen hei, a mir wëlle virun allem, géigesteieren. Nach ni huet eng Regierung duerfir méi an den abordable Wunnengsbau investéiert, wéi dës Regierung et sech virgeholl huet. 461 Milliounen Euro eleng am Budget 2025: eng Hausse vun 130 Milliounen Euro am Verglach zum leschte Joer 2024. Ronn 24 % fir Projete vun dem Fonds du logement. Gutt 11 % vun där Enveloppe fléisse jeeeweils un d'SNHBM an un de Gemengesecteur. An nach emol gutt 10 % un aner Acteuren.

An och de VEFA-Opkafprogramm geet säi Wee. Op de 16. Dezember – also op e Méindeg – goufen an deem Kader 228 Wunnenge fir e Gesamtchiffer vun 138 Milliounen Euro kaaft. Fir weider 168 Wunnengen ass schonns e Reservatiounsvertrag an der Maach fir e Gesamtmontant vun nach eng Kéier 114 Milliounen Euro. Mam Logementspak vum Januar 2024 huet dës Regierung, wéi gesot, éischt Jalone gesat, fir souwuel den Eegenheemkeefer wéi och de Locatairen ënnert d'Äerm ze gräifen. Op den 30. November – also viru gutt 14 Deeg – hunn 9.777 Persounen de Bëllegen Akt ugefrot fir e Gesamtmontant vun 33,3 Milliounen Euro. De Steierkredit fir Locatiounswunnengen dogéint, Stand 30. November, just 192 Persounen. An awer eng quasi Verdueblung am Verglach zu Enn September 2024: deemools just 109 Leit an haut, wéi gesot, 192. Hei hu mir eis also schonns verbessert, well am véierten Trimester vun dësem Joer huet de Verkaf vu Wunnengen nawell zolidd erëm ugezunn, duebel esou vill wéi am drëtten Trimester. D'Moosname wirken also, mee et geet nach net duer an duerfir gëtt och verlängert, fir dem duussen Opschwong e weideren Opdriff ze ginn. An och hei heescht et Kurs a Richtung Opschwong ze halen.

De gesamten zäitbegrenzte steierleche Logementspak gëtt duerfir, wéi gesot, ëm sechs Méint verlängert. Déi entspreche Texter stinn de Moie parallel zu dëser Sitzung op der Dagesuerdnung vum Regierungsrat, fir dass se dann och kënne réckwierkend agefouert a weidergefouert ginn. Dat betrëfft déi eenzel Steierkreditter, geneesou wéi de sougenannte Quart du taux global oder d'Plus-value-Besteuerung an och d'Aussetze vun der Plus-value-Besteuerung bei engem Invest an eng sozial respektiv ökologesch héichwäerteg Wunneng, an nieft der Halbierung vun den Enregistrementskäschten. D'Zil ass also kloer: Terraine mobiliséieren, de Baumotor erëm ukierpen an d'Leit an der Aarbecht halen. Am Moment houscht de Baumotor nach e bëssen. Duerfir ass elo de Moment, geziilt a virsichteg Gas ze ginn, fir genuch Kraaft ze hunn, fir eis Economie och ganz kënne matzezéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu scho vun Triple-A a vun Triple-S geschwat. Ouni staark Wirtschaft och kee staarke Sozialstaat an ëmgedréint, an unni béides kee staark Lëtzebuerg. Dofir hale mir och an Zukunft Kurs op e staarke Sozialstaat. Nobäi all zweeten Euro si Sozialtransferten. Konkreet sinn dat 47 % vum Budget oder 14,3 Milliarden Euro. Mir wëllen dës Sozialausgaben héich hale fir e staarke Kader fir sozial méi schwach Leit, mat enger verbesserter Deierungszoulag, enger erweiterter Energieprimm an och mat sozialer Staffelung. Awer och administrativ: duerfir méi finanziell Ennerstëtzung vun den Offices sociaux duerch de Staat, mat 25 Milliounen Euro fir 2025. Mat weideren Entlaaschtunge fir kleng a mëttel Akommissen. Ech erënneren un den Entlaaschtungspak an Héicht vu 535 Milliounen Euro. All dës Moosnamen si wichteg fir eise sozialen Zesummenhalt an de Kampf géint d'Aarmut. Dat géllt och fir Chèques-services accueil, déi eleng den Aarmutsrisiko bei de Kanner, laut Statec, ëm 4 % – dat ass erstaunlech – no ënnen drécken. De Käschtepunkt dofir, muss een och soen, 804 Milliounen Euro geschat fir 2025.

Mir wëllen awer weider an d'Zukunft vun eise Kanner investéieren, iwwert d'Zukunftskess mat ronn enger Milliard Euro: enger Milliard Euro fir d'Kannergeld, 33 Milliounen Euro eleng fir d'Rentree scolaire. Och an der Schoul mat Investitiounen an Héicht vun 130 Milliounen Euro. 276 Milliounen am Joer 2028 an engem Gesamt-Educationsbudget – gëschter ass et schonn ugeklong – vu 4,4 Milliarden Euro oder iwwer 14 % vum gesamte Budget vum Lëtzeburger Staat. An iwwert de Museksunterrecht: Jo, och dee schléit mat 64 Milliounen Euro fir de Staat eleng zu Buch.

Här President, zu dem Zesummenhalt zu Lëtzebuerg – kuerz – zielen och de Sport an d'Kultur. De Sport kritt dee Stellwäert, deen e verdéngt huet, mat enger Erhéijung bei de lafende Käschte vun 41,1 Millioun op 66,5 Milliounen Euro, also eng Croissance vun 62 % zanter 2023. Domadder stärke mir d'Sportstrukture substanzuell am Interessi vu Veräiner a Verbänn an och vun eiser Gesondheet. Dobäi kënnt eng Subsidiereform vun iwwer 14 Milliounen Euro. Mat enger Dotatioun vun 135 Milliounen Euro am Fennefforesplang bleift den Invest an d'Sportsinfrastrukturen och héich.

D'Kultur, Dir Dammen an Dir Hären, kritt hirersäits och Opdriff mat dësem Budget. Virun allem gëtt eise kulturelle Patrimoine opgewäert. D'Ausgabe vum Fong fir eisen architektonesche Patrimoine klammen op ronn 37 Milliounen Euro pro Joer.

Här President, Kurs op muer halen heescht och de Klima- an Ëmweltschutz positiv begleeden. Klima- a Finanzpolitik mussen zesummeduecht ginn. Béides ass och Standuertpolitik Lëtzebuerg. An dat erreche mir mam neie Klima- an Energieplang, dem PNEC. 1,3 Milliarden Euro sinn am Zäitraum 2025 bis 2028 dofir virgesinn. Eleng fir de Klimabonus Mobilitéit sinn et ronn 200 Milliounen Euro iwwert déi nächste véier Joer. Mir mussen och weider Efforte maachen am Bërräich vun den erneierbaren Energieën, an dat souwuel bei der Sonn wéi dem Wand. Bis 2028 sollen 179 Milliounen Euro an erneierbar Energie fléissen, 642 Milliounen 2025 insgesamt an d'Ëmwelt, an de Klima, an den Energie- a Waasserfong.

Mir investéieren och zolidd an eis Mobilitéit: 687 Milliounen Euro 2025 an de Fonds du rail, 687 Milliounen Euro. Bis 2028 bal 3 Milliarden Euro. Investitiounen och an de Stroossebau vu ronn 490 Milliounen Euro, bis 2028 2,5 Milliarden. An Investitiounen – elo kucken déi Stater an déi an de Gemenge ronderëmmer – an den Ausbau vum Tram bis 2028 420 Milliounen Euro. Lëtzebuerg wüsst an eis Infrastrukturen mussen duerfir och wuessen.

Ausgaben iwwert de Fonds d'investissement public administratif fir Verwaltungsgebaier: 32 Milliounen Euro. Militäresch Aarrichtungen 32, d'Police an d'Justiz 15,5. A bei de sozialen a sanitären Aarrichtunge si virop Foyere fir Kanner a Spideeler gradewéi och d'Thermalbad zu Mondorf, d'Fleegeheim zu Käerjeng an d'Gebailechkeete fir den Accueil vu Flüchtlingen. Fir Schoulgebaier si ronn 106 Milliounen Euro d'nächst Joer virgesinn.

Här President, am Entlaaschtungspak sinn och steierlech Ureizer fir méi Kompetitivitéit, doduerch eng manner héich Kierschaftssteier vu minus 1 %. Domat leie mir nach ëmmer liicht iwwert de OECD-Moyenne. Déi aktiv geréiert ETF-Fonge bezuele keng Taxe d'abonnement méi.

Méi Hëllefe fir Betriber kommen och vum Wirtschaftsministère. Och Waasserstoffprojete gi finanziell ënnerstëtzt. Mir investéieren do 110 Milliounen Euro iwwert déi nächst zéng Joer. An de Staat muss sech och Mëttele ginn, fir de Ball vun den ekonomeschen Acteuren opzefänken. An duerfir brauche mir e staarken effentlechen Déngscht. A mir sichen als Staat – ech ënnersträichen et – mir sichen als Staat 1.500 nei Talerter. A laut eise Chiffere stinn nach ronn 1.000 Plazen op. Duerfir géllt et och, verstärkt an d'Digitalisatioun ze investéieren. Den Technologie- an Informatiounszenter kritt duerfir och méi Suen. An anere Wieder: Mir schaffen en engem modernen, performanten an digitale Staat.

Här President, 3.100 Leit bei der Police, 7.200 Leit bei der Rettungsdéngschter, dorënner natierlech vill Fräiwëlleger, gottseidank, a 460 Leit bei der Douane. Si suergen am Alldag fir méi Sécherheet. Dës Sécherheet

wëlle mir och an Zukunft stärken. De Finanzéierungsmodus fir de CGDIS gëtt duerfir hei iwwerschafft. D'Police kann all Joer ëm 200 Stagiairë rekrutéieren. Dëst bleift och net ouni Impakt zum Beispill op d'Formation, den Ekipement, d'Kleeder, d'Munitioun.

Och wäert en neie Logistikzenter zu Konter entstoën. Käschtepunkt dofir: 70 Milliounen Euro. Och de Reklassement vu ronn 400 Polizisten, deen decidéiert gouf, stäerkt de Corps; e Käschtepunkt hei vun 42,5 Milliounen Euro, zeréckgerechent op d'Joren 2018 bis 2023. A mir kucken och, eis Douanesverwaltung weider no vir ze bréngen.

Här President, fir méi Rechtssécherheet suergt virun allem awer och eis Justiz. Hir Kreditter klammen duerfir ëm ronn 10 Milliounen Euro. Eis Verdedungsausgaben, eppes, wat vill diskutéiert gëtt de Moment, ginn d'nächst Joer nach emol an d'Luucht. Fridde gëtt et nun emol net zum Nulltariff. Eng éischt Upassung vun der Trajectoire gouf mam Budget 2024 aktéiert. Éischt Hausse: vun 0,77 % Bruttoinlandsprodukt gi mer op 0,83 % am Joer 2024. Dat si ronn 697 Milliounen Euro d'Joer, dovunner 69,5 Milliounen Euro als Hëllef eleng fir d'Ukrain. Mam Budget 2025 gëtt den Effort de défense nach emol ugepasst. 792 Milliounen Euro, oder plus 94 Milliounen Euro méi wéi dëst Joer. An doriwwer eraus nach emol 80 Milliounen Euro d'nächst Joer zousätzlech fir d'Ukrain: Gutt investéiert Sue fir de Friden an Europa.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Virgësch, virun 80 Joer, de 16. Dezember 1944, ass d'Ardenneoffensiv ugaangen: eng vun den däischterste Stonne vum Zweete Weltkrich. Awer mir Lëtzebuurger hunn de Mutt an d'Hoffnung deemools net opginn. Eis Elteren, eis Grousselteren, déi souzen zwar an de Kellere, zu Wolz an op villen anere Plazen am Land, awer hir Moral war et deemools net, ganz am Géigendeel. De Charakter vun engem Mënsch an och vun enger Natioun weist sech grad a Krisenzäiten. Bei aller Gravitéit sinn eis Erausforderunge vun haut net mat deene vun deemools ze vergläichen. E Grond méi, eis un eisen Elteren a Grousselteren e Beispill ze huelen. Gradewéi si packen och mir d'Erausforderunge vu muer, well mir eis op eis Stärkte besënnen, wa mir eis den Erausforderunge stellen an aus den Erausforderungen nei Chancé maachen, wa mir zesummen an d'Zukunft vertrauen an zesummen dës Zukunft siche ginn, net blann oder naiv, mee mat Entschlossenheet a Motivatioun, mat der fester Iwwerzeugung, datt dat Beschit fir eist Land a seng Leit net hannert, mee virun allem virun eis ass. Dat heescht Kurs op muer halen, mat neiem Mutt a faktebaséierter Zouversicht.

Dëse Muer ass nach net geschriwwen. Mir schreiwen en haut an hei, andeems mir eis mat dësem Budget déi néideg Moyene ginn. Zesumme mat Vertrauen op muer a Verantwortung fir jiddwereen. E Muer fir jiddweree geet just mat engem Matenee vun haut. An ech invitéieren Tech, dësem Budget Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools dem Här Finanzminister Gilles Roth.

3. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och der Schoulklass 4.2 vu Mondorf häerzlech wëllkomm hei an der Chamber.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert elo meng Budgetrieder hei virdroen. An déi ass awer net mat ChatGPT geschriwwen ginn, mee ech hu se nach op eng eeler ...

(Hilarité)

... Aart a Weis geschriwwen. An dofir sinn ech och bei de Chiffere vum drëtten Trimester heiansdo ... De Finanzminister huet eis a sengen exzellenten Duerstellungen elo déi allermeiste Chiffere ginn. Dofir geet et bei menge Beispiller nach op dat vum drëtten Trimester, wat mer och an der Finanzkommissioun haten.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'alleréischte der Budgetsrapportrice, dem Corinne Cahen, villmools Merci soe fir hire Rapport, deen de Sujet vun der Kënschtlecher Intelligenz an de Mëttelpunkt gestallt hat. Ech wëll hir felicitéieren fir eng grëndlech Analys an och d'Ausschaffe vun net manner wéi 103 Recommandatiounen, wat ee mat der KI ka maachen. Dowéinst ass d'Politick gefuerdert, fir am Sënn vum Bierger ze handelen. An dësem Punkt si mir eis mat der Rapportrice eens: De Mënsch muss am Mëttelpunkt stoen an och am Mëttelpunkt bliwen.

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Digitaliséierung och beim Staat resolutt virunzedreien. An dat ass och gutt esou. An et ass och wichteg, dass dat ëmgesat gëtt. Dëst maache mir, ënner anerem, iwwert de Once-Only an iwwert déi Hellewull vu Proposen, fir déi Prozeduren ze vereinfachen, beim Bau, awer net nëmmen do, och doriwwer eraus.

D'KI spillt do eng Schlüsselroll a punkto Chatbots an E-Mail-bots. Dëst erlaabt eis, séier an effikass op d'Froen anzegoen. D'Méiglechkeet muss awer erhale bliwen, dass d'Leit och nach kënnen mat engem Beamten oder engem Mënsch déi aner Säit vum Telefon schwätzen, an net: „Dréckt wannechgelift d'Dräi, fir déi nächst dréckt wannechgelift d'Veier“, mee dass och de Mënsch d'Méiglechkeet huet, nach mat engem anere kënnen ze schwätzen.

(Interruption)

De Staat däerf sech net hannert der Maschinn verstoppen, mee muss weider accessibel bleiwe fir all seng Biergerinnen a Bierger.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'KI wäert e groussen Impakt hunn op den Aarbechtsmaart. An do musse mer oppassen, dass keen op der Streck bleift. Dowéinst spillt d'Weiderbildung eng zentral Roll a muss weider gefërdert ginn. Mir mussen d'Leit op d'KI schoulen an och ëmschoulen, falls si a Sparte schaffen, déi deemnächst kéinte vun der KI iwwerholl ginn, wat awer minimal wäert sinn, well se wäert am Contraire am Total méi Aarbechtsplaze schafen, wéi der wäerte verschwannen. Mee och do wëlle mir warnen, dass de Mënsch nach ëmmer muss duerch de gesunde Mënscheverstand am Mëttelpunkt stoen. An et kann net sinn, well d'KI wäert net fäeg sinn, selbstänneg ze denken, mee déi muss och ëmmer gefiddert ginn.

De Bon sens, deen all Mënsch muss matbréngen, ass ganz wichteg, wann ee KI benotzt, an dat gëllt souwuel am Privatlieue wéi och am Berufsliewen. A fir

et e bësse flappseg ze soen, sou wéi mir dat heiansdo am Minett all maachen: Bei aller Kënschtlecher Intelligenz muss awer nach ëmmer och d'mënschlecht Gehier ageschalt bliwen.

M. André Bauler (DP) | Très bien, Här Spautz!

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, d'KI ass och an eise Schoulen ukomm a wäert ni fortgoen, egal wat mir mengen, verbidden ze mussen. Dofir plädéieren mir fir en oppenen Émgang mat der KI an der Educatioun, mat geschoultem Léierpersonal. Esou bréngen mir et fäerdeg, eise Kanner de richtegen Émgang mat der KI bäizebréngen, wéi si d'KI notzen, wéi hiert Wëssen ze erweideren ass, awer och, där Maschinn net blann ze vertrauen, wa se engem eppes seet. Et gëtt jo och ganz vill Leit, déi bei den Dokter Google ginn. Heiansdo wier et besser, se géife bei den Dokter goen. Dat géif méi hëllef, wéi wa se op dem Dokter Google alles nosichen, wat se eventuell kéinten hunn.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapportrice ass awer grad do och op d'Potenzial vun der KI am Gesondheetswiesenen agaan. Och mir erkennen dëst Potenzial. An ech wëll just all déi Kolleegen drun erënneren, déi mat d'Chance haten, wéi mer op den Anniversaire ware vun der Fondation Cancer, wou och ënnerstrach ginn ass mat konkreete Beispiller, wat do alles méiglech ass, wa KI mat zum Asaz kënn a wa Maschinne mat zum Asaz kommen, souwuel an der Preventioun wéi och an der Diagnostik, mee och duerno an der Behandlung.

D'KI hëllef och bei der Cybersécherheet a mir sollen alles drusetzen, fir d'Donnéen an d'Demarché vun eise Leit, eisem Staat, eise Betriber an och de Privatleit ze schützen. Lëtzebuerg huet d'Potenzial, zum Hub fir Cybersécherheet a fir KI ze ginn, an dat solle mer och maachen. D'Infrastrukture sinn do, d'Kompetenze si ginn an och eng Rei Betriber hunn de Wee op Lëtzebuerg fonnt.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Kolleegin Diane Adehm, déi herno och nach wäert zum Budget schwätzen, hat och schon an hirem Rapport op verschidde Punkte vun der KI higewisen, an dat beweist, dass dës Majoritéit op enger Wellelängt ass, dass dat indirekt och eng Kontinuitéit ass, vu datt d'Madamm Cahen awer hei d'KI u sech an de Mëttelpunkt gestallt huet, zu deem, wat d'Madamm Diane Adehm och schon an hirem Budgetsrapport gesot huet.

D'Regierung schafft mat Nodrock um Ausbau vun dëser Kompetenznische fir eist Land, fir et a punkto Zukunftstechnologien ze positionéieren. A genee déi Politik ënnerstëtze mir als CSV-Fraktioun: Asaz fir d'Zukunft vun eisem Land mam Mënsch am Mëttelpunkt.

Dir Dammen an Hären, Léif Frënn, ech wëll awer dann och zum Budget kommen, dem Budget als Kärstéck. Fir d'alleréischte wëll ech Merci soen de Beruffsschamberen, den Institutiounen, der Zentralbank, dem Conseil national des finances publiques an allegueren deenen Institutiounen, déi mer gesinn hunn an der Budgetkommissioun.

Ech wëll der Presidentin vun der Budgetkommissioun an alle Membere Merci soe fir déi interessant Diskussiounen, déi mer an der Finanzkommissioun konnte féieren. Och wa mer net allkéiers zu deene selwechte Schlussfolgerunge komm sinn, sou war et awer flott, deen Austausch ze hunn, souwuel mat den Institutiounen wéi och ënnereneen. An dat huet och mat derzou bäigedroen, dass een déi eng oder déi aner Saach bäigeléiert huet, sech confirméiert gespiert huet, an awer där Meenung ass, dass ee verschidde Saache misst änneren.

D'Entwécklung vun eise Staatsfinanzen, an dat an engem schwierere wirtschaftlechen Ëmfeld: 2023 huet d'Wirtschaft méi Lues gedréint a virun allem huet Europa ënner enger Energiekris gelidden, wat Suitte si vun dem Ukrain-Krich.

No den éischte sechs Méint 2024 ass et och duerno erëm besser gelaf. An dat drëtt Trimester 2024 war d'Aktivitéit an der Eurozon méi héich wéi virausgesot. Mee an der EU gëtt et och grouss Ënnerscheeder: Déi spuenesch Economie entwéckelt sech ganz dynamesch, während déi däitsch Wirtschaft, a virun allem d'Industrie an Däitschland, a virun allem do de Stol an d'Automobilindustrie, den Houscht, fir net ze soen, eng Longenentzündung huet.

Dat internationaalt Ëmfeld gesäit Stand haut net roseg aus. Do sinn engersäits de Krich an der Ukrain an de Konflikt am Noen Osten, wou a béide Fäll keen Enn ofzegesinn ass, an anersäits déi politesch Lag an eisen Nopeschlänner, notament a Frankräich, wou et de véierte Premier ass an engem Joer, an Däitschland, wou eng Koalitioun zesummegebrach ass a wou Nei-wale sinn. Dat sinn eis wichtegst Handelspartner an et ass net gutt, wann an deene Länner, mat deene mer dee meeschten Handel hunn, Onstabilitéit ass.

An eist drëtt Nopeschland, mee déi sinn dat scho méi laang gewinnt, eis belsch Kollegegen, déi hu scho säit bal 200 Deeg keng funktionsfäeg Regierung, se sinn awer nach wäit ewech, si ware schon eng Kéier iwwer 365 komm, dofir ... Mee déi hu sech scho méi laang, Här Clement, doru gewinnt, och emol ouni Regierung kënnen ze fonctionéieren. Mee dat beweist, wéi onsécher d'Ëmfeld ass, souwuel dat politescht wéi och dat wirtschaftlecht.

Zulescht muss een awer och net vergiessen, dass international ëmmer méi protektionistesche Tendenzen opkommen. An dat ass schwiereg fir esou eng kleng Economie, wéi Lëtzebuerg se dach awer duerstellt. Mee et ass grad den internationale Kontext, deen natierlech en Impakt op Lëtzebuerg huet. Ech wëll drun erënneren, dass mir 2023 eng Rezessioun haten, wou d'Wirtschaft ëm 1,1 % geschrumpft ass.

Fir 2024 tabléiert de Stateg op eng Erhuelung mat enger Croissance vun 1,5 % a fir 2025 geet e vun engem Wuesstum vun 2,7 % aus. Déi Zuele klénge gutt, mee ech wëll awer eppes ënnersträichen: D'Croissance läit nach ëmmer ënner der Moyenne, déi mer ëmmer haten, vun 3 %.

Méi eng Lues Croissance heescht och eng manner héich Création d'emplois. Just e puer Zuelen dozou: 2023 plus 2,2 %, 2024 plus 0,9 % an 2025 plus 1,5 %. Och hei leie mir e gudden Krack ënner där laangfristeger Moyenne vun 3,1 %, déi mer hei zu Lëtzebuerg gewinnt waren.

Virun allem de Bausecteur, deen an der Kris ass, bleift e Suergkand, dëst wéinst den Aarbechtsplazen, déi um Spill stinn, awer wéinst der Logementsproblematik, déi duerch d'Baukris leider net méi kleng wäert ginn.

No enger staarker Hausse tëscht 2023 an 2024 soll de Chômagetaux sech 2025 op 6 % stabiliséieren, mee 6 % sinn nach ëmmer 6 % ze vill, wann ee vu Chômage a Beschäftegung schwätzt.

D'Präisdeierecht schéngt no e puer Joer vun der héijer Inflation, bedéngt duerch d'Energiekris, maîtresiert. Déi liicht Augmentatioun 2025 ass op Verännerunge bei de Präisdeckelen zrëckzeféieren. Ech komme méi spéit nach dorobber zrëck.

D'grousst Bild vun de Staatsfinanzen: am grouss Ganzen eng positiv Entwécklung. Ech konzentréiere mech do op d'Betruechtungsweis vun der EU, de sougenannte SEC. Dat gëtt engem eng méi breet a

komplett Vue vun der internationaler Betruechtungsweis. Ech wëll an Erënnerung ruffen, dass d'Administration publique de Staat au sens large duerstellt. Si begräift d'Administration centrale, also den Zentralstaat, d'Administrations locales, hei sinn eis Gemenge gemengt, an d'Sécurité sociale an.

Ech wollt op där Plaz just déi Haapttendenz kommentéieren an net an den Detail goen, engersäits, fir mech net an engem Zuelen-Dschungel ze verléieren, an anersäits, fir Tech och net mat engem Zuelen-Tsunami ze langweilen.

D'Administration publique: Bei der Administration publique klëmmt den Defizit liicht vu 464 Milliounen Euro op 563 Milliounen Euro 2025, woubäi 2026 erëm mat enger Verbesserung vum Solde gerechent gëtt. Eng Evolutioun bei der Administration publique ze kucken, ass awer just en Deel vun der Realitéit, well si verschleiert oft verschidden Tendenzen op deenen dräi Elementer, aus deene si besteet. Esou erklären d'Baissë vum Iwwerschoss bei der Sécurité sociale dee méi héijen Defizit um globalen Niveau bei der Administration publique. An da wäert ech elo zu deenen dräi benannte Komponente kommen.

Bei der Administration centrale, also dem Zentralstaat, wäert d'Situatioun sech liicht verbesseren. Fir 2025 tabléiert de Finanzministère Recettë vun 29.570 Milliounen Euro, deem géintiwwer stinn Dépensë vun 30.858 Milliounen Euro. D'Recettë klamme mat 5,2 % méi séier wéi d'Dépenses, déi hirersäits ëm 4,5 % steigen.

Doraus ergëtt sech 2025 e positive Schéiereffekt, well d'Progressioun vun de Recetten eebe méi héich ass wéi d'Progressioun vun den Dépenses. Logescherweis geet doduerch den Defizit erof, vun 1,4 Milliarden 2024 op 1,3 Milliarden 2025. Doraus ergëtt sech eng Verbesserung vum Solde an der Gréisstenuerdnung vun 133 Milliounen Euro. En plus wier dann den Defizit am Joer 2025 500 Milliounen Euro méi niddreg wéi nach am März dëst Joer virausgesot gouf.

D'Administrations locales: Bei den Administrations locales, also de Gemengen, gëtt och mat klenger Verbesserung gerechent. Hei soll den Iwwerschoss vun 20 op 68 Milliounen eropgoen zwëschen 2024 an 2025.

Ech wëll awer do ënnersträichen, dass wann een elo Budgete liest vun deene leschte Wochen, déi een an der Zeitung ka kucken, an et liest een do déi Zuel vun den Emprunten, déi op deenen eenzele Gemenge gemaach ginn – ech wëll déi Gemeng, wou ech d'Chance hunn, och Verantwortung ze droen, net eraushuelen, och mir hu vill Emprunte gemaach –, ee sech dann awer bewusst muss sinn, wann een déi Emprunten all zesummerechent, dass do och eng Kéier d'Diskusioun wäert kommen an dass ee sech do och muss bewusst si bei der Verschëldung vun der Gemeng, dass do och déi eng oder déi aner Zill wäert op d'Gemengen drécken.

Mee ech kommen elo méi spéit nach drop zrëck, och wat den Avis vum Syvicol zum Budget ueget.

Da bei der Sécurité sociale: Bei der Sécurité sociale gëtt et en traditionellen Iwwerschoss. Traditionell sinn hei d'Recetten, déi aus de Cotisations sociales bestinn, méi héich wéi d'Ausgaben, d'Ausgaben, déi sech aus verschiddene Prestatiounen an de Fonctionnements-käschten zesummesetzen.

Eppes fällt awer op: Den Iwwerschoss gëtt ëmmer méi kleng. 2023 war et 1 Milliard 173 Milliounen, 2024 nach 937 Milliounen an 2025 nach 657 Milliounen Euro. Wann een dat kuckt iwwer dräi Joer, ass dat e Minus vu ronn 516 Milliounen Euro.

De Problem ass, dass dës Tendenz sech wäert fortsetzen. Esou gëtt 2028 mat engem Defizit gerechent, well d'Dépenses da méi héich wäerte si wéi d'Einnahmen.

Dat ass nach eng Kéier vun all deenen Institutiounen, vun deenen ech virdu geschwat hunn, ënnerstrach gi bei der Presentatioun an der Finanzkommissioun.

Hannert dese plakegen Zuele verstoppt sech awer e strukturelle Changeement an eng haart Realitéit: d'Création d'emploi, déi méi niddreg ass wéi déi historesch Moyenne, an eng Populatioun, déi, an dat ass eng erfreesch Nouvelle, ëmmer méi al gëtt. Awer dat bedeit natierlech och, dass do ëmmer zousätzlech Käschten op eis zoukommen. Sief dat an der Altersversuergung, sief dat an dem Gesondheitswiesen, wat och gutt ass. Mee et dierf een och déi Käschten net aus den Ae verléieren.

Mat der Folleg, dass d'Zuel vun de beruffleche Aktive manner dynamesch klëmmt, während d'Zuel vun de Pensionéierte méi staark an d'Luucht geet, woubäi dee leschtgenannte Grupp eng Populatioun ass, déi altersbedéngt och op verschidden aner Soinen an Uspréch muss virbereet ginn.

Wat wëll ech heimat soen? Ech wëll kloer maachen, dass de finanziellen Drock op eis Sécurité sociale, e Pilier vun eise Lëtzebuerger Sozialmodell, wäert zouhuelen. An dës Tendenz mécht sech breet, ob mer dat wëllen oder net. Dofir dierf mer net d'Hänn an de Schouss leeën, mee mer mussen handelen a mir mussen kucken, dass d'Recettë méi an d'Luucht ginn.

D'Dette publique: Wat d'Staatsschuld ueget, esou stabiliséiert déi sech bei 27,5 % par rapport zum PIB. A si stabiliséiert sech trotz héijen Investitiounen an trotz dem Entlaaschtungs-Pak, deen d'Kafkraaft vun de Bierger stärkt. En plus geet d'Dette op 26 % erof, wa mer d'Previsioun fir 2028 kucken.

Dofir mussen mir awer och weider kucken, dass d'Kafkraaft vun de Leit erhale bleift. A mir mussen kucken, dass den Defizit och net ze grouss gëtt. An de Finanzminister hat Recht, wéi en d'Presentatioun vu senger Budgetsried gemaach a gesot huet: „Och bei der Staatsschuld läit de Kurs richteg, well eis Staatsschuld wäert zrëckgoen.“

Ech wollt awer déi finanzpolitesch Partie vu menger Ried ofschléisse mat enger Partie kritesche Reflexiounen. Wann d'Steierrecettë staark geklomm sinn, huet dat zum Deel mat Facteuren ze dinn, déi kéinten – wéi sot de Fransous? – non recurrent sinn.

Ech ginn zwee Beispiller: d'Andreiwéi vun de Steierscholden aus vergaangenen Exercien an d'exceptionell héich Benefisser bei verschiddene Betriber, mee – de Finanzminister huet et virun nach eng Kéier ënnerstrach gehat – wou een awer net weess, ob dat sech nach eng Kéier wäert widerhuelen.

Dat soll een am Kapp behalen, obschonn ech mer sécher sinn, dass den Här Roth dat och op sengem Radar huet.

An ech hat et och schon ugedeit: Den Iwwerschoss vun der Sécurité sociale geet strukturell zrëck. Dat huet en negativen Impakt bei der Krankekeess, de Pensionsregimenter an alleguerten deenen anere Keesen, déi an der Sécurité sociale sinn. Mee do wäert ech méi spéit nach eng Kéier e bësse méi an den Detail drop zrëckkommen.

An da sinn ech der Meenung, datt et bei der Gouvernance vun der Budgetpolitik nach Loft no uewe gëtt. Esou huet de Staatsrot jo och a sengem Avis zum Staatsbudget de sougenannte Cavalier budgétaire relevéiert. A einfache Wierder ausgedréckt: De voluminéise Budgetsprojéit gëtt benotzt, fir verschidde Mesüeren dranzepaken, déi een och an engem separate Projéit de loi hätt kënnen presentéieren.

An ech wëll do nach eng Kéier drun erënneren, ech hunn et och scho souwuel an der Finanzkommissioun

wéi an der Fonction-publiques-Kommissioun gesot: Ech fannen et net gutt, dass d'Integratioun vum Service national de la sécurité dans la fonction publique an d'Inspection du travail et des mines iwwert de Budget geschitt. An dat huet och de Staatsrot ënnerstrach.

An ech géif do de Finanzminister opfuere, dat an Zukunft bei senger Budgeten net méi ze maachen an dass, wann dat esou eng Envergure huet, een dat dann och an engem separate Projet mécht an net dat iwwert d'Budgetgesetz mécht. Dat war net esou üblich hei am Land a mir sollen och erëm do dann zu der aler Traditioun zréckkommen. An ech sinn och dovun iwwerzeugt, dass de Finanzminister dat wäert maachen.

Meng Konklusiounen zu der Entwécklung vun der Finance publique: Déi aktuell Lag vun de Staatsfinanzen ass gutt. Beim Zentralstaat hu mer e positive Schéiereffekt, den Defizit geet zréck, d'Dette publique stabiliséiert sech bei 27,5 % vum PIB, d'finanziell Lag huet sech verbessert, den Defizit ass manner grouss wéi virdu geschat, an dëst trotz dem Entlaaschtungs-Pak an Héicht vu 535 Milliounen Euro, wouvu 421 Milliounen Euro fir d'Bierger sinn an dat anert fir héich Investitiounen.

Mir mussen eis awer an Zukunft nei opstellen am Interêt vun eise Bierger an de Leit, déi hei schaffen. A wat d'Gouvernance vum Staatsbudget ugeet, gétt et och nach e gewëssent Verbesserungspotenzial.

D'Wichtigkeet vum Budgetgesetz: Et gétt ëmmer gesot, de Budget wier dat wichtegst Gesetz vum Joer, an dat stëmmt. Firwat? Mee well et sech ëm d'Staatsfinanzen handelt a mir brauchen déi Finanzen, fir all déi Politicke kënnen ze maachen, déi mer wëllen, dat am Interêt vun eiser Economie an am Interêt vun eise Bierger.

Et geet also haaptsächlech hei och dann deelweis ëm Zuelen. Awer wat bei de Budgetsdiskussioun meeschtens vergiess gétt: Hannert den Zuelen, hannert den Euro sti Leit, sti Mënschen. Dofir warnen ech virdu, d'Staatsfinanzen aus enger renger Kontabelsvue ze kucken, well mir maache Politick fir d'Leit an net fir d'Comptabilitéit.

An ech mengen, dass de Finanzminister senger Budgetsried net fir näischt den Titel ginn huet „Kurs op muer. E Muer fir jiddereen“, wou ech em fir den Titel eleng scho wëll felicitéieren, well et e positiven Impakt huet.

An de roude Fuedem, deen de Finanzminister a senger Budgetsried genannt huet, kann ech nëmmen ënnerschreiwen. Ech zitieren: „E Budget als Ausdruck vun enger nohalteger sozialer Finanzpolitik. Mam Mënsch am Zentrum. Dëse Budget ass en Invest an d'Leit. E stäerkt eis Kafkraaft mat Entlaaschtung fir Klengverdenger an déi breet Métt. Dëse Budget stäerkt eise sozialen Zesammenhalt an eise soziale Fridde mat enger resolutter Bekämpfung vun der Aarmut. Dëse Budget stäerkt eis Nohaltegkeet mat gezielten Investier an e Klimaschutz, deen d'Leit mathält. Dëse Budget stäerkt de Standuert Lëtzebuerg. Dëse Budget stäerkt eis Zukunftsfähgkeet mat vill Mobilitéit, gudden Schoulen, gudden Spideeler, digitaler Innovatioun mat Kurs och a Richtung KI.“ Dat waren d'Wierder vum Finanzminister bei der Presentatioun vum Budget.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Fir mech perséinlech ass d'Zil vun der Politick, esou wéi ech se gesinn, dass de Bierger hei am Land kann en dezent Liewe féieren, an dat och an engem ordentlechen Ëmfeld.

D'Sozial- an d'Ëmweltpolitik mussen a solle finanzéiert ginn. An dofir brauch een och eng staark Wirtschaft.

Dofir ass dat hei e Budget vun der Nohaltegkeet, vun der Economie, vum Sozialen a vun der Ëmwelt.

Lëtzebuerg muss wettbewerbsfähig sinn a bleiwen. Jo, et ass wichteg, d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, fir eise Sozialmodell ze erhalen a punktuell ze verbessern, do wou et néideg ass. Jo, Lëtzebuerg soll a muss attraktiv sinn a bleiwe fir déi auslännesch Main-d'oeuvre. An hei geet et esouwuel ëm d'Ausländer, déi op Lëtzebuerg wunne kommen, wéi och ëm d'Frontaliären.

Ech wëll awer betounen, dass et bei der sougenannter Talentattraction fir mech zumindest net nëmmen ëm héich talentéiert Leit notament aus dem Finanzberäich dierf goen. Och d'Handwierk, de Commerce, d'Industrie an den Horeca brauche gutt qualifizéiert Leit, genauso wéi de Sozialsektor an de Santéberäich, well do hu mer grad am Covid gesinn, wat dat géif bedeiten, wa mer eis auslännesch Matbierger net hätten, well da wier eise gesamte Gesondheessystem zesummegefall. An ech hat mer jo och erlaabt, fir do ufanks d'nächst Joer eng Debatt heiriwwer ze féieren, fir dass mer et och fäerdigbréngen, déi Secteure méi interessant ze maachen, fir dass mer déi Leit fannen, déi mer brauchen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Fir déi néideg Main-d'oeuvre unnezéien, mussen mir also als Standuert attraktiv bleiwen. Aus dësem Grond brauch een eng kompetitiv Economie, och Investier an d'effentlech Infrastrukturen. Dat erkläert och, firwat dës Investitiounen esou héich gehale ginn.

Lëtzebuerg brauch gutt Transportinfrastrukturen, sief et d'Strooss, d'Eisebunn, den Tram oder de Flughafen, an e gudden effentlechen Transport. Lëtzebuerg brauch modern Schoulgebäier a Spideeler. Lëtzebuerg brauch Aktivitéitszonen, wou d'Entreprisë sech kënnen implanteren a wou se net am administrativen Dschungel ënnerginn. Iwwerdeems kommen déi Investitiounen och dem Lëtzeburger Handwierk zegutt, an dat zu enger Zäit, wou de Bausektor – wéi mer heibanen jo alleguerten wëssen – konjunkturrell Problemer huet.

An héich effentlech Investitiounen sinn also och e Konjunkturënnerstëtzungsprogramm fir de Bau. An do gétt ëmmer erëm ënnerstrach – an do sollte mer alleguerten eng Kéier driwwer nodenken –, dass een Deel vun de Problemer am Bau och ass, well zwou Walen an deem selwechte Joer waren. D'Gemengen hu méi lues gemaach, de Staat huet déi lues gemaach, well Waljore waren, an doduerch huet et och e bësse méi laang gedauert, fir erëm unzekommen. Och dat gétt ëmmer erëm ënnerstrach an do sollte mir all zesammen driwwer nodenken, fir dass mer dat och aneschtens vläicht gestalt kréien, well de Staat huet jo d'Méiglechkeet, dat och e bëssen ze geréieren doduerch, wéini seng Chantieren op de Programm kommen oder net.

Och wa vill Leit dat net wëllen oder net méi kënnen héieren: Och de Steiersystem ass e Krittär, firwat Entreprisë sech zu Lëtzebuerg nidderloossen oder hir Aktivitéit hei am Land ausbauen. Och an all dëse Punkten ass d'Regierung aktiv a wäert hir Efforten an déi Richtung weiderféieren.

E grouse Chantier, deen d'Regierung an Ugrëff geholl huet, ass dee vun der Simplification administrative.

Une voix | O!

M. Marc Spautz (CSV) | D'Bürokratie huet en negativen Impakt op e puer Niveauen: Si verlängert den Decisionsprozess heiansdo enorm, si bënnit vill Ressourcen bei Staat, Gemengen, Betriber a Bierger, Ressourcen, déi méi intelligent a méi produktiv kéinten agesat ginn. Deen héijen Opwand, gemooss an Zäit, an Humanressourcen an an der Bürokratie, kascht d'Gesellschaft vill Geld.

De Wunnengsbau mat sengem Millefeuille administratif ass heifer a Paradebeispill mat senger sëllege Rapporten, Avisen, Etüden a Pläng, déi verlaangt ginn an déi vill Recoursméglechkeete ginn, déi heiansdo all Projet ëmmer méi laang erauszéien – wat net gutt ass, weeder fir d'Realisatioun vum Projet nach fir déi Leit, déi wëllen investéieren, ze encouragéieren, nach eng Kéier esou eppes unzagoen.

Och déi Facteuren droen derzou bäi, dass mer beim Logement verschidde Saache méi deier maachen. Mee ech hunn et gesot: D'Regierung ass amgang, drun ze schaffen mat hirem Pak „Méi a méi séier bauen“. An dat ass och gutt esou an dat ass och richtig.

D'Wirtschaft ass kee Selbstzweck. D'Wirtschaft muss dozou dengen, d'Liewensqualitéit vun de Bierger ze erhalen an ze verbessern. Dofir huet d'Kompetitivitéit vun der Economie och zwee aner wichteg Aspekter, nämlech dat Soziaalt an d'Ëmwelt. Mat deenen zwee Aspekter sinn zwee Ziler verbonden: déi materiell Ofsécherung vun Bierger an e Liewen an enger propperer Ëmwelt an d'Erhale vun dëser Ëmwelt.

Den Triple-S: Héich sozial Standarden, och dat ass e Wettbewerbsfaktor, och dat mécht de Standuert Lëtzebuerg attraktiv. Op där anerer Säit brauche mir eng staark Wirtschaft, fir eis am Sozialen dat ze leeschten, wat mir eis leeschte kënnen. Fir et vereinfacht ze soen: Den Triple-A ass wichteg, fir den Triple-S ze finanzéieren.

„De Kuch muss gebak ginn, ier e ka verdeelt ginn“, huet meng Bom ëmmer gesot, an dat ass och an der Politick an an der Wirtschaft esou. An deem Kontext wollt ech nach eng Kéier rappeléieren, dass 47 % vun eise Budget, dat heescht bal d'Hallschent, sozial Transferte sinn. Mäi Punkt ass: Et gétt eng Wiesselwirkung tëschent enger staarker Economie an engem staarker Sozialmodell. Déi zwee sollen net géinteneen ausgespillt ginn, mee solle mateneen fonctionéieren.

Kafkraaft erhalen a stäerken: Eng vun de Prioritéiten vun der Regierung ass d'Stärkung vun der Kafkraaft. Am Kader vum Entlaaschtungs-Pak ginn eng ganz Partie vu Mesüeren ëmgesat, déi d'Kafkraaft vun de Bierger erhalen a stäerken.

Déi éischt Mesür betrëfft praktesch alleguerten d'Leit. Et gétt den 1. Januar 2025 eng weider Upassung vun der Steiertabell un den Index, an zwar eng Berengung ëm 2,5 Indextranchen. Domadder si 6,5 vun deenen 8 Indextranchen ausgeglach.

Et gétt awer och eppes gemaach fir eng Grupp Leit, déi dat iwwert déi lescht Joren zu Recht ëmmer erëm gefuerdert hunn: Et handelt sech ëm d'Leit aus der Steierklass 1a. Hei gétt de Montant vu steierbefreien Tranchë vu 24.876 op 26.460 Euro duerch d'Inflationsberengung eropgesat. Doriwwer eraus gétt d'Berechnungsformel vum Tarif an der Steierklass 1a ugepasst, wat eng zousätzlech Entlaaschtung mat sech bréngt.

Da gesäit den Entlaaschtungs-Pak nach eng Moossnam fir d'Elengerzéier vir: Et gétt eng Erhéijung vum Steierkredit, dem Crédit d'impôt monoparental, dee vun 2.505 op 3.504 Euro an d'Luucht gesat gétt, dat heescht 999 Euro.

Wann een de cumuléierten Effekt vun deene Moossname kuckt, déi ech elo an deene leschte Minutten erkläert hunn, dann entlaaschte mir d'Leit an der Steierklass 1a ëm vill Suen.

(Interruption)

Zwee Beispiller vun der Entlaaschtung ..., mee nee, ech loossen dat sinn, well dat hat de Finanzminister scho virdu selwer gemaach, a seng Zuelen, déi sinn honnertprozenteg richtig!

(Hilarité)

Meng Konkusiounen zum Thema Stärkung vun der Kafkraaft: D'Regierung hält, wat se versprach huet, si liwwert of, fir d'Bierger ze entlaaschten. Stéchwuert: méi Netto vum Brutto. Et ass kee logeschen Adjustement, wéi Verschiddener schreien, mee et sinn Upassungen, déi der Politick vun dëser Majoritéit entsprechen. Hei sinn et d'Leit an der Steierklass 1a, déi jorelaang drop gewaart hunn, déi elo endlech entlaascht ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

M. Marc Spautz (CSV) | D'Aarmutsbekämpfung ass eng absolutt Prioritéit an ech wollt hei den Ënnerschied zwëschen Sozialaalt a Sozialhëllef kloerstellen. Dat ass eng ganz grouss Differenz, well et sinn oft Leit, déi mengen, wa mer soen: „47 % ginn an dat Sozialaalt“, datt déi 47 % an d'Sozialhëllef géife goen. Dat eent ass, fir eis Systemer ofzesécheren – dat geet u bei Kannergeld, Krankegeld, Pensiounen –, an dat anert ass, fir déi Vulnerabelst an déi Schwächst vun eiser Gesellschaft ze ënnerstëtzen. An och do ass et wichteg, dass mer Akzenter setzen, wat dës Regierung och gemaach huet.

D'Allocation de vie chère geet ëm 10 % erop, méi Leit kommen an de Genoss dovunner. Dat ass e Plus vu 5,5 Milliounen. An dobäi muss gesot ginn, an hei sätze jo ganz vill Gemengevertrieder: Déi eng verduebelen dat, et gëtt der, déi verdreifachen dat, soudass et net bei deene 5,5 Milliounen bleift, mee dass do och nach vill méi wäert ausgeschott ginn. An dat ass och gutt esou, well et ass och wichteg, dass mer deene Leit hëllef.

Bei den Energieprimen, wou 2023 29.000 Stéit dovunner profitéiert hunn, geet och de Montant erop. Et gëtt Leit, déi kommen an de Genoss dovunner. Fir all déi Leit, déi bis elo dovou profitéieren konnten, gëtt d'Primm verdreifacht. Dat si 16,3 Milliounen Euro, an d'Leit mat engem de Revenu, dee 25 % iwwert der Akommesgrenz fir d'Allocation de vie chère steet, déi kréien nach eng Kéier de volle Montant.

Doriwwer eraus gëtt d'Primm erweidert mat engem degressive Montant op Leit mat engem Revenu, dee bis zu 30 % iwwert der Akommesgrenz fir d'AVC läit. Dat ass d'Allocation de vie chère, dat ass elo net den Häerzinfarkt.

(Hilarité)

Konkreet heescht dat: E Persounenhaushalt ka bis zu 600 Euro Energieprim kréien.

Fir de Rescht brauch ech net op d'Beispiller anzegoen. De Finanzminister huet dat virdrun exzellent hei duergestallt!

(Interruptions et hilarité)

D'Empfänger vun der Allocation d'inclusion kréien automatesch d'Allocation de vie chère an d'Energieprim. Dat si 6,2 Milliounen Euro.

Den Equivalent crédit d'impôt gëtt definitiv bäibehale fir Leit, déi de REVIS oder de Revenu fir schwéier handikapéiert Persounen, den RPGH, kréien. Dat mécht 16,8 Milliounen aus.

Ech hat virdu gesot: Fir d'Monoparentallen, also déi mat der Steierklass 1a, déi oft besonnesch vum Aarmutsrisiko betroff sinn, ass et éischtens d'Upassung vun der Steiertabell, d'Upassung vun der Berechnungsformel an d'Erhéijung vum Steierkredit. Och dat sinn dräi Moosnamen, déi ee muss ënnersträichen.

Da gëtt den netqualifizéierte Mindestloun fir all Steierklasse steierfräi.

Wat d'Alters- a Fleegeheimer ugeet, do gëtt d'Hëllef fir d'Energieméikäscht bis Enn 2025 verlängert.

De Präisdeckel beim Stroum, och wann en adaptéiert gëtt, gëtt bäibehalen. Dat kascht de Staat ëmmerhin 141 Milliounen Euro (veuillez lire: 171 Milliounen Euro).

Et gëtt méi Kreditter fir d'Sensibiliséierung vun de Bierger mam Zil, si ze informéieren doriwwer, wat et vun Hëllefem iwwerhaupt gëtt, well mir jo och do festgestallt hunn, dass oft bei den Hëllefem d'Leit net wëssen, op wat se Urecht hunn.

An et soll e Guichet social agefouert ginn als Ulaaf a Kompetenzstell fir d'Sozialhëllef, fir dass och do nëmme méi op enger Plaz brauch eng Demande gemaach ze ginn, an een net iwwerall muss higoen.

D'Dotatiounen fir de Fonds national de solidarité ginn ëm 64 Milliounen erop an de Budget vum Office national d'accueil, dem ONA, klëmmt ëm 11 %. Nieft de Mesüeren, déi ech hei erwänt hunn, wäert och de Plang 2025 fir d'Aarmutsbekämpfung vun der Regierung virgeluecht ginn.

Eng LSAP-Motioun vum 24. Abrëll 2024 huet d'Regierung invitéiert, de Mindestloun ëm 100 Euro netto ze erhéijen. D'Regierung huet elo no engem Joer de Mindestloun ëm 47 Euro netto opgebessert. Si huet also weider véier Joer Zäit, fir déi 23 Euro (veuillez lire: 53 Euro) dann och nach ze bréngen. An ech kann Iech garantéieren: Et wäert keng véier Joer daueren, bis dat dann och erreecht ass.

Et ass och an där Motioun geschwat gi vun der Exonération fiscale vum Mindestloun. Dat huet d'Regierung gemaach.

An de Crédit d'impôt monoparental soll eropgesat ginn. Och dat mécht d'Regierung. Dofir eng Remark, fir dat eng Kéier ze rappeléieren.

(Interruptions diverses)

An ech wëll awer just drun erënnere: An de leschten zéng Joer ass den Aarmutsrisiko geklomm. Vill vun deene Politiker, déi dëser Majoritéit elo virwerfen, et wier net genuch geschitt fir d'Aarmut an deene leschten 368 Deeg, déi haten zéng Joer Zäit, ...

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... fir do eppes ze maachen. Och dat misst een awer eng Kéier rappeléieren. Dës Majoritéit huet elo agéiert.

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Wou ware se dann do?

M. Marc Spautz (CSV) | Meng Konkusioun zur Aarmutsbekämpfung ass: Déi Regierung mécht vill am Kampf géint d'Aarmut an huet e ganzen Arsenal vu Mesüeren – déi hunn ech jo och opgezielt. Mir maache ganz kloer eng Politick, déi deenen zeguttkënn, déi et am meeschte brauchen, séier, effizient a virun allem onbürokratesch.

Dës Regierung wäert och an deenen nächste Jore weider Mesüeren huere an der Aarmutsbekämpfung. Den Narrativ vun enger liberaler Politick mat kalem Häerz, dee Verschiddener esou gäre wëlle strécken, ass duerch dës Fakte widerluecht. Vill vun deene Politiker, déi dat haut behaupten, hate virdrun och d'Méiglechkeet, eppes ze änneren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Eng weider Prioritéit ass fir eis d'Lutte géint d'Logementskris. E wichtige Punkt am Kampf géint d'Aarmut ass de Logement. Well Dir wësst alleguerten, dass wann ee schon esou vill muss ausgi fir ze wunnen, sief et, fir Schold ze bezuelen oder fir Loyer ze bezuelen, da bleift manner Rescht. An dat stellt ee virun allem fest, wann een dat

vergläicht mat dem Ausland. Dofir ass et och wichteg, dass do eppes gemaach gëtt!

D'Präisser vum Logement sinn zu Lëtzebuerg tendenziell staark an d'Luucht gaangen. An de leschte Jore koum dunn och nach d'Hausse vun den Hypothéikenzënsen derbäi. Dat huet et fir vill Leit onméiglech gemaach, sech den Dram vun enger eegener Wunneng ze erfüllen. Och hei ass d'Regierung aktiv gi mat enger ganzer Serie vu Mesüeren.

D'Ausgabe vum Spezialfond fir abordabele Wunnraum klammen ëm 130 Milliounen Euro par rapport zu 2024, vun 331 Millioun op 461. A fir d'Period 2025 bis 2028 sinn insgesamt 2 Milliarden Euro virgesinn. D'finanziell Bedelegung un de Wunnengsbauprojekte vum Fonds du logement, vun der SNHBM a vun de Gemenge beleeft sech op 218 Milliounen Euro 2025 a wäert och op 1 Milliard fir den Zäitraum 2025 bis 2028 an d'Luucht goen.

De Staat wäert och Immobilien opkafen. Dofir si ronn 630 Milliounen fir d'Period 2025 bis 2028 virgesinn, dorënner 480 Milliounen Euro am Kader vun dem sougenannte VEFA-Opkafprogramm. Bis Ufank September konnte Projekte vun 152 Wunnengen ënnerschriwwen ginn. 13 Dossiere fir ongeféier 414 Logementer waren zu deem Zäitpunkt nach an der Evaluatioun a fir d'Gemenge stinn am Kader vum Pacte Logement 2.0 117 Milliounen Euro bereet.

Retroaktiv op den 1. Oktober bis den 30. Juni 2025 bezuelen d'Leit just nach d'Hallschent vun den Enregistreméikäschtchen, déi ufalen. Dës Reegel gëllt fir Eegenheimkeefen an den Investisseur. Dës Mesüre kommen also de Leit zegutt an net de Promoteuren.

Déi individuell Wunnbäihëllef goufen am Kader vum Logementspak reforméiert, soudass méi Leit dovou kënnen profitéieren. D'Zil war et, dass och hei méi Leit an de Genoss dovou kommen. Dës Mesüre kommen also de Leit zegutt an net de Promoteuren.

Den Entlaaschtungs-Pak gesäit vir, dass d'Bierger méi Scholdzënsen ofsetze kënnen beim Kaf vun enger bestoender Wunneng oder am Fall vun Iwwerbréckungskreditter.

Den 12. Dezember huet d'Europäesch Zentralbank eng weider Kéier – fir d'véiert dëst Joer – un der Zënschrauf gedréit. An zwar ass de Leetzëns ëm weider 0,25 % erfogsat ginn. An ech ruffe vun dëser Plaz aus d'Banken op, dës Baisse esou séier wéi méiglech hire Clientë weiderzeginn an domadder och méiglech ze maachen, dass nach méi Leit kënnen op hir Hypothéikereditter zrëckgräife respektiv dass och méi Leit manner müssen zrëckbezuelen an net un deenen Zënsen erstécken. Och dat géif sécher hëllef, méi abordabel ze ginn, fir dass d'Leit sech kënnen am bordabele Wunnraum eppes uschaffen. An och dat géif Schwong an de Logementsmarché bréngen.

Déi ugekënnegt Mesüre si gutt, ginn awer menger Meenung no nach net duer. Ech mengen, et misst een och de Gemenge méi Incentivé ginn, fir Logement abordabel ze realiséieren. Sou huet de Syvicol, d'Gewerkschaft vun de Gemengemammen a -pappen, a sengem Avis zum Staatsbudget verschiddé Propose gemaach, déi een op d'mannst soll mat an déi Iwwerleeungen eranhuelen, déi do lafen: dass de Logement social soll op d'mannst verduebelt ginn insgesamt an d'Plaffong vun den Aidë solle suppriméiert oder zumindest no uewen adaptéiert ginn. Duerch de Plafonnement ginn Tauxen affichéiert an Aiden, déi an der Praxis oft guer net erreecht ginn. D'Gemenge sollen och net weider diskriminéiert ginn, wat d'Rémunération du capital investit ugeet. Dat – nach eng Kéier als Rappel – ass dat, wat de Syvicol, d'Gewerkschaft vun de Gemengen, ënnerstrach huet a sengem Avis zum Budget.

Ech weess, dass de Logementsminister un enger Reform vum Gesetz iwwert de Logement abordable schafft, an ech wier fro, wann en Deel vun deene Pisten, déi do genant gi sinn, géife mat an dee Programm opgeholl ginn.

Meng Konklusionen zur Logementsproblematik: D'Regierung hëllef de Leit, sech eng Wunneng ze leeschten, andeems d'Offer vum abordable Wunraum méi grouss gemaach gëtt, virun allem deen an effentlecher Hand, méi Bierger méi Hëllef wäerte kréien a manner Käschten hunn. Am Fokus hei steet also kloer de Bierger an net, wéi ëmmer erëm behaupt gëtt, de Promoteur.

D'Mesure sollen awer och de Bausecteur erëm ukuerbelen, och fir ze verhënnern, dass d'Baubetriber a Schwieeregkeete kommen. An d'Banke sollen hir Responsabilitéit iwwerhuelen an d'Zënsbaissé séier weiderginn un d'Clienten.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | An der Familljepolitick ass d'Fundament vun enger Gesellschaft. Och d'Famillje léisst d'Regierung net am Ree stoen. E grousst Thema ass d'Betreiung vun eise Kanner, virun allem fir Elteren, déi allen zwee schaffen. De Staat ënnerstëtzt hei iwwert de Chèque-service accueil mat 804 Milliounen Euro, dat ass e Plus vun 88 Milliounen, duerch d'Participatioun un de private Betreuungsstrukture mat 612 Milliounen Euro, dat ass e Plus vun 8,1 %.

Nieft de steierlechen Entlaaschtunge gräift d'Zukunftkeess der Famill mat iwwer 1,5 Milliarden Euro ënnert d'Äerm: ronn 1 Milliard Euro Kannergeld, 422 Milliounen fir de Congé parental, 33 Milliounen fir d'Allocation de rentrée scolaire a ronn 14 Milliounen fir d'Allocation de naissance.

An dann: Sécherheet. Zu engem gudden Zesummeliewe gehéiert och d'Sécherheet. Et spiert een aus Diskussiounen, Presseartikelen a Reportagen eraus, dass d'Sécherheetsgefill bei der Bevëlkerung zréckgaangen ass. An ech schwätze bewusst hei vum Gefill.

D'Regierung ass aktiv ginn an ergräift konkreet Moosnamen. Zwou Gemengen haten e Pilotprojet gemaach mat der Police locale – dat waren d'Gemeng Esch an d'Stad Lëtzebuerg – an do si positiv Réckmeldunge komm. Ech stellen elo fest, dass aner Gemenge mat anerer politescher Couleur wéi Esch an d'Stad Lëtzebuerg elo op eemol an der Rei stinn an de Fanger gehuewen hunn, fir dat och ze kréien. Dat ass fir eis de Beweis, dass dat, wat déi schwaarz-blo Koalitioun do gemaach huet, jo net kann esou falsch sinn. Wann op eemol och alleguerten déi aner de Fanger an d'Lucht setzen, fir et ze kréien, da war dat dee richtege Wee. An ech mengen, dass de Policeminister, de Léon Gloden, do dann dee richtege Wee fonnt huet, wann der elo op eemol esou vill an der Rei stinn, déi de Fanger an d'Lucht hiewen, fir dat och ze kréien.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, eppes, wat mir ganz besonnesch um Häerz läit, an dat wësst Der alleguer, dat ass de Sozialdialog. An déi, déi mech kennen, déi wëssen, wat dat fir mech bedeit. Ech si 40 Joer an deem Domän aktiv. Ech hu gehollef, vill Kollektivverträg ze maachen. A wann ee vill Kollektivverträg mécht, bleift och deen een oder anere Sozialplang net aus an och op där enger oder aner Plaz kënn et dann zu Betribschléissungen.

Ech war och bei e sëllegen Tripartitt-Gesprächer dobäi, gradewéi bei Diskussiounen am Comité permanent du travail et de l'emploi. En huet déizäit zwar nach aneschtens geheescht, wéi et ugaangen ass. En

ass elo eréischt virun och scho bal 20 Joer op deen „travail et emploi“ komm.

An och wa gestridde gouf, wat jo logesch ass, well d'Interesse vun de Patronen a Salariéen net ëmmer déi selwecht kënnen sinn, hu mir meeschtens eng Solutioun am géigesäitege Respekt fonnt. 80 % vun de Saache si meeschtens zesummen decidéiert ginn a bei deenen aneren 20 % war et uschléissend d'Parlament, dat seng Decisioun geholl huet. Et ass ëmmer am Respekt matenee geschwat ginn an et ass och ëmmer am Respekt matenee gestridde ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, firwat ass de Sozialdialog esou wichteg? Mee ganz einfach, well en derzou bäidréit, de soziale Fridden an domadder och déi sozial Kohäsioun ze erhalen. Och dat ass e Kompetitivitéitsfaktor fir eist Land.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | A Leit, déi Industriezonen an hire Gemengen hunn, déi wëssen, dass oft Betriber op Lëtzebuerg komm sinn, well et bei eis sécher war, dass net all Méideg oder all Freideg gestreikt gëtt, well se sécher waren, dass do geschafft gëtt. Och dat war e Standuervirdeel, virun allem an der Industrie an an der veraarבעhtender Industrie.

Lëtzebuerg brauch e strukturéierte Sozialdialog mat national representative Gewerkschaften. D'Zil war a misst et och an Zukunft sinn, iwwert de Sozialdialog Kompromësser ze fannen tëscht de Sozialpartner. Ech wëll drun erënneren, dass mir eis souguer an Zäite vu schwéierste Krisen am Endeffekt ëmmer eens gi sinn an och déi Jalone gesat hunn, déi néideg waren. Ech denken un d'Stolindustrie, ech denken un d'Rettung vun zwou gréissere Banken hei am Lëtzebuerg Land. An dofir wäert ech mech mat alle Mëttelen derfir setzen, perséinlech op alle Fall, dass dat hei zu Lëtzebuerg esou bleift.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Maacht dat och um Rousegärtchen, wannech gelift.

M. Marc Spautz (CSV) | Den Accord salarial an der Fonction publique. Erlaabt mir, och nach e Wuert zu der Fonction publique ze soen. Den 1. Januar fänken d'Verhandlungen un an der Fonction publique fir en neie Gehälteraccord. Et muss een awer wëssen, dass verschidde Saachen aus dem Gehälteraccord vun 2022 nach net ëmgesat sinn. An do denken ech virun allem un d'Harmoniséierung vun deenen ënneschte Karriären. An ech mengen, dass et wichteg wier, an ech géif do och en Appell maachen un déi héich Kierperschaft, hiren Avis ze liwweren, dass dat och endlech an d'Rei bruecht gëtt. Well et ass net gutt, wann een dräi Joer muss waarden, wann en Accord fonnt ginn ass – vun der viregter Regierung, ech wëll dat ënnersträichen – mat de Gewerkschaften, dee bis elo nach net konnt ëmgesat ginn, ënner anerem och, well déi héich Kierperschaft hiren Avis nach net dozou ofginn huet. Ech mengen, dass et wichteg a gutt wier, wann deen esou séier wéi méiglech a Kraaft géif trieden, ier d'Verhandlung fir deen neien Accord salarial esou richteg ukommen.

An ech wëll do ënnersträichen an deenen zwee Ministere felicitéieren, dem Minister vun der Fonction publique an dem Minister vum Interieur, dass déi gesot hunn, dass si och fir dee Problem zwëschent Staat a Gemenge wäerten zesummen eng Léisung sichen, fir dass dat net méi esou laang dauert, bis deen Accord, dee fonnt ginn ass beim Staat, dann och an de Gemenge kann ëmgesat ginn. An duerfir kann ech deenen zwee Ministeren nëmme felicitéieren an ech sinn da gespaant, wéi mer dat hikiréien, fir dee Knuet opzeléisen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | D'Aarbechtsorganisatioun moderniséieren ass wichteg, awer net egal wéi. D'Welt huet sech an de leschte Jore staark verännert. D'Uspréng vun der Arbechtsorganisatioun maachen do keng Ausnam. Wien huet viru Covid vum Teletravail geschwat hei zu Lëtzebuerg? Bal keen. Wien huet virun zwanzeg Joer iwwer Work-Life-Balance geschwat? Keen.

Jo, ech sinn och der Meenung, dass een d'Aarbechtszäitorganisatioun soll a muss moderniséieren, awer net egal wéi. D'Patrone verlaange méi Flexibilitéit. Ech kann dat verstoen. D'Salariéë wëllen eng besser Work-Life-Balance. Dat verstinn ech ganz gutt. Ech verlaangen dat och fir d'Deputéiert, mee do komme mer nach eng aner Kéier drop zréck, Här President.

(Hilarité)

Et geet wéi esou oft drëms, Kompetenzen ze sichen an ze fannen. Meng Meenung ass déi, dass dat hei en Dossier ass, wou et nach Loft no uewe gëtt. D'Kollektivvertragsgesetz, Sonndesaarbecht, Fermetureszäiten am Handel, Congés spéciaux, all des Dossiere mussen während deenen nächste Méint diskutéiert ginn. An ech wëll nach eng Kéier Merci soe fir déi Motiounen a Resolutiounen, déi déi lescht Woche säit dem 21. November komm sinn.

An ech freeë mech elo schonn op den 8. Januar an den 29. Januar, wou mer an der Kommissioun aktiv wäerten doriwier diskutéieren, fir am Interessi vun alle Salariéen a vun alle Patronen den Avantage ze maachen, an dass mer et do fäerdegbréngen, e kohärente System auszeschaffe mam Zil, Léisungen ze fannen, déi um Terrain d'Strooss halen, souwuel fir déi Leit, déi do schaffen, wéi och fir d'Betriber.

An all dese sensibelen Dossiere wäert a muss d'Parlament der Regierung op d'Fanger kucken. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass eng vun den Haaptmissiounen vun engem Parlament déi ass, d'Aarbecht vun der Regierung ze kontrolléieren. Dëst ass e Fundament vun eiser Demokratie. Mee ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Regierung an d'Parlament zesummen déi beschte Léisung fannen am Interêt vum Land, dat heescht am Interêt vun de Beschäftegten an am Interêt vun de Betriber.

D'Gesondheetswiese stäerken: Zum Soziale gehéiert sonner Zweifel och e gutt Gesondheetswiesen, an dat souwuel, wat d'Quantitéit vun den Déngschtleeschungen ugeet, déi offréiert ginn, wéi och d'Qualitéit vun deenen Déngschtleeschungen. An zu engem gudden Gesondheetswiese gehéiert och eng zolidd a stabil Finanziéierung. Am Kloertext heescht dat fir mech, dass mir héich Leeschtungen erhalen an de Finanzement dovunner ausbauen a garantéieren müssen.

De Staat investéiert vill Geld a medezinnesch Infrastrukture wéi Spideeler an an aner medezinnesch Déngschtleeschungen, déi de Bierger zeguttkommen. Dofir muss d'Gesondheetskeess op finanziell staarke Bee stoen. Och dat muss an den nächste Méint diskutéiert ginn.

Mir brauchen och eng Ännerung an der Nomenclature an an den Tariffer. An et muss och garantéiert bleiwen, dass déi Infrastrukturen, déi mer hunn, och kënnen benotzt ginn. Et ass net logesch, dass Operatiounssäll a Maschinnen net kënnen bedéngt ginn, well kee Personal do ass. Do muss mer zesummen eng Léisung fannen, fir dass mer dat Personal fannen, fir dass et net derzou kënn, dass Open net kënnen voll besat gi respektiv aner Maschinnen an den Déngschtleeschungsberäicher vun de Spideeler net kënnen bedéngt ginn, well dat néidegt Personal net do ass.

De Pensionsregimm ofsécheren: E weidere Pilier vun eisem Sozialmodell ass den öffentliche Rentenregimm, de sougenannten éischte Pilier. Op deser Plaz begreisse mer fir d'éischt – et ass zwar net eise Meritt, mee et ass d'Entwécklung vun de Léin –, dass d'Pensiounen den 1. Januar 2025 ëm 1,6 % ugepasst ginn.

(Interruption)

D'Regierung ass iwwerzeugt, dass eng verantwortlech Politick eng nohalteg Politick ass, déi och iwwer eng Legislaturperiod erausgeet. De Premier an d'Ministesch vun der Sécurité sociale hunn e Prozess vun zwou Phasen ugekënnegt. Déi eng, do goug et drëm, den État des lieux ze maache mat der Zivilgesellschaft, mat enger breet ugeluechter Consultation, wou jidderee seng Iddie konnt abréngen. An elo geet et drëm, méiglech Léisungen ze fannen op Basis vun dese Consultatiounen.

Ech wëll drun erënneren, dass mer am Ufank vu Februar geschwat hunn, mee dass et elo geheescht huet, mir sollen et e Mount no hanne verréckelen, fir dass fir d'éischt an där zoustänneger Kommissioun kann driwwer geschwat ginn. An dee Message, dee komm ass vun all de Kolleegen, ass och deementspreechend un d'Regierung weidergaangen, sou dass dat wäert am Ufank vum Joer stattfannen, mee dass dat dann e Mount no hanne geréckelt gëtt, fir dass déi zoustänneg Kommissioun vun der Sécurité sociale sech am Virfeld kann domat beschäftegen, ier dann den Débat de consultation heibanne soll stattfannen.

Wat d'Pensionskarriären ugeet, esou muss ee wëssen, dass hei zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch d'Studien, déi eng Leit méi fréi, déi aner Leit méi späit op den Aarbechtsmaart kommen. An ech wëll och eng kéier drun erënneren, dass a Lëtzebuerg déi meeschte Leit mat 60 respektiv 61 Joer an d'Pension ginn, awer de Pensionsalter hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer 65 Joer ass. Esou steet et nach ëmmer am Gesetz, an dat anert, mat 57, mat 60, do sinn allkéiers aner Konditiounen dru gebonnen.

De Finanzement vun dem Lëtzeburger Pensionsregimm ass aktuell ofhängeg vun engem permanent héije Wuesstum. Den Här Di Bartolomeo schwätzt ëmmer vun 2012, ech ginn dann nach méi wäit zrëck. Deemoos, bei där Reform nach virdrun, ass festgehale ginn, mir bräichten e Wuesstum – dat war beim Carlo Wagner – vu 4 % pro Joer, fir dass de System kéint finanziert bliewen.

(Interruption)

Mir wëssen awer och säit enger Partie Joren, dass et Nieweneffekter gëtt, well mer mussen wëssen, dass wann den Emploi ëmmer méi an d'Luucht geet, dat Stauen op eise Stroossen, Problemer beim Accès zu abandablem Wunnraum an d'Ofhängegkeet vun der Grenzregion mat sech bréngt.

Dernieft hu mer en demografesche Problem, deen ëmmer méi staark Auswierkung wäert hunn, nidreg Gebuerteraten op där enger Säit an op där anerer Säit eng Bevëlkerung, déi ëmmer méi al gëtt.

Här President, schreift den Här Di Bartolomeo op, fir och nach ze schwätzen, ...

(Interruption)

... da brauch en net ëmmer e Message weiderzeginn. Merci.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass richtig. Dir hutt et e bësse gär, Här Spautz, mee ech soen dem Här Di Bartolomeo, e soll Iech awer elo schwätze loosse.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | An d'Wuert ass elo eleng fir Iech.

(Interruption)

M. Marc Spautz (CSV) | Merci. Duerch d'Babyboomer, déi no an no an d'Pension ginn, klëmmt d'Zuel vun de Pensionéierte staark, während d'Zuel vun den Aktiven u Schwong verléiert. Et brauch een net den Nobelpräis an der Ekonomie kritt ze hu fir ze mierken, dass dat laangfristeg net kann opgoen. Wat d'Ofsécherung vun de Pensionsregimmer ugeet, brauche mir net wäit an d'Zukunft ze kucken, well an e puer Joer schonns d'Depensé méi héich wäerte si wéi d'Recetten. Dofir ass et wichteg, dass mer un der Schrauf vun de Recetten dréien.

Jo, et si Reserven do an – dat wëll ech awer ënnersträichen – dat sinn déi vun der privater Pensionskeess: Dat ass de sougenannte Fonds de compensation. Déi sinn héich. Mee dat sinn net d'Sue vum Staat. Dat sinn d'Sue vun den Assuréeen aus dem Privatsecteur, ...

(Interruption)

... déi do dran abezuelt hunn, hir 8 %, déi 8 % vum Patron an natierlech och déi 8 % vum Staat.

An et sinn ëmmer esou vill Leit, déi iwwert déi Reserve schwätzen, mee do sinn awer och ganz vill Leit, déi vergiessen, weem seng Reserven et sinn! An dofir ass et fir mech ganz wichteg, dat eng kéier ze ënnersträichen.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Marc Spautz (CSV) | D'Finalitéit ... Gelfit? Jo, Här Haagen, Dir hat et och schon eng kéier an Ärer Qualitéit als Minister ënnerstrach. D'Finalitéit vum Fond ass, déi Pensionsversprechen ...

(Interruption et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir provoziert.

M. André Bauler (DP) | E bësse méi Seriositéit am Debat, wannechgelift!

M. Claude Wiseler, Président | Dir sidd net esou brav. Dir loosst elo den Här Spautz schwätzen.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | D'Reserve gehéieren net dem Staat, mee deene Leit, déi während Joren a Joerzënge geschafft an hir Sozialbäitrag abezuelt hunn. D'Finalitéit vum Fond ass, déi Pensionsversprechen mathëllefen anzuléisen, déi de Leit gemaach goufen, wéi se hir Karriär ugefaangen hunn. Dëst zum État des lieux.

An domadder ass et och kloer, dass ee bei deene Leit, déi dat versprach kritt hunn an déi elo an der Pension si respektiv kuerz virdu stinn, och näischt därfer änneren an dass dat muss bestoe bliewen.

Mee an där zweeter Phas vun der Pensionsdebat, déi jo da wäert follge mat deem Debat, deen ech virdrun ugekënnegt hunn, do mussen dann och déi eenzel Leit hir Iddien op den Dësch leeën. Bis elo ass et eréisch eng Partei, déi dat gemaach huet. An all déi aner Parteien mussen dann heibannen am Parlament nozéien.

Une voix | Här Spautz, ech si ganz virwëtzig op d'Propose vun der CSV.

M. Marc Spautz (CSV) | Meng Konklusioun zu där Pensionsdebat: ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir sidd net eleng!

M. Marc Spautz (CSV) | D'Politick vum Weider-esou ass keng Optioun.

(Interruption)

D'Politick vum Weider-esou kéint een och definéieren als: Après moi le déluge! Déi, déi fir de Status quo plädéieren, setzen déi finanziell Ofsécherung vu künfte Generatiounen op d'Spill.

Et muss een d'Recetten an d'Luucht setzen. Dat kann ee mat e puer Moosname maachen. An do muss mer och zesummen dru schaffen. An ech sinn dervun iwwerzeugt, dass mer mat e bësse guddem Wëllen a bëssen Asaz och do zesumme wäerte Léisunge fannen.

Klima an Energie: Och eng propper Ëmwelt gehéiert zu der Kompetitivitéit. Mir wäerte keng auslännesch Main-d'oeuvre unzéien, wann et sech net gutt zu Lëtzebuerg lieue léisst. Am Interêt vun eis alleguerte steet d'Regierung zu den ambitiése Klimaziler, zu deenen eist Land sech verpflichtet huet: D'Reduzierung vun den Treibhausgase vu 55 % bis 2030, d'Energieeffektivitéit soll ëm 42 % verbessert gi bis 2030 an d'Part vun den Énergies renouvelables soll bis 2030 op 37 % gesteigert ginn. Dat ass, wéi gesot, d'Zil.

Ee vun de Moyenen, fir dohinner ze kommen, ass de PNEC. Dese Plang ass d'Roadmap, fir déi virdu genannte Klimaziler ze errechen. An ech sinn dervun iwwerzeugt, dass mer dat och zesumme wäerte fäerdegbréngen.

D'Aidë fir d'Fotovoltaikanlagen: D'Aidë fir PV-Anlage waren zu Lëtzebuerg immens generéis. Déi Aidë sinn adaptéiert ginn, mee bleiwe mat enger Subventionierung vu 50 % ganz héich. Mir brauchen domadder de Verglach mat den Nopeschlänner net ze scheien. Et muss een och rappeléieren, datt déi meesch Gemengen hei am Land nach eng kéier eng kommunal Aide op dat dropleeën, wat de Staat scho bezilt.

Wat de Bierger ganz vill wäert hëllef, ass de Prefinanzement, deen d'Regierung wëllt aféieren. Duerch dese System, och Tiers payant genannt, dee mer virdu soss nëmme an der Krankekeess haten, mussen d'Leit déi Aiden net méi aus eegener Täsch virstrecken, fir duerno déi Hëlfelefen ermëzkréien, mee dat kann direkt gemaach ginn.

De Präisdeckel an der Léicht vum Stroumpreis, e grouse Sujet an der Aktualitéit: D'Regierung huet d'Decision geholl, de Präisdeckel um Stroum ze verlängeren, mee d'Hausse vun de Präisser wäert op 30 % begrenzt ginn. Ech wëll awer soen, dass et nach just dräi Länner sinn an der Europäescher Unioun, déi dat maachen, well et ass ofgemaach gewiescht, dass dat ab 2025 net méi géif lafen. A Lëtzebuerg ass eent vun deenen dräi.

Fir mech ass déi Decision awer gerechtfäerdigt, an dat aus e puer Ursachen. Et ass normal, dass de Staat jiddwerengem – an d'Betoung läit um Wuert „jiddwerengem“ – en Deel vun der Stroumrechnung bezilt. Lëtzebuerg ass praktesch nach dat eenzeg Land, wat dat huet.

De Präisdeckel geet erof, mee bleibt erhalen, contrairement zu deem, wat de Conseil vun der EU Lëtzebuerg recommandéiert huet. D'Reduktioun vum Präisdeckel gëtt sozial ofgefiedert mat enger ganzer Partie vu Primmen, wou éischens de Montant erhéicht gëtt an zweetens méi Leit an de Genoss vun deene Primme wäerte kommen.

Finalemment ginn ech ze bedenken, dass de Präisdeckel, trotz Adaptation, nach e Käschtepunkt vun 141 Milliounen Euro (veuillez lire: 171 Milliounen Euro) huet, wat also beweist, dass net näischt geschitt.

Eng ugekënnegt nei Tariffstruktur beim Stroum, déi ab dem 1. Januar 2025 applikabel wier, huet fir vill Onrou gesuergt. Ab dem Stéichdatum ass de Stroumpreis net méi fir jiddwieren dee selwechten, mee hänt vum eegene Konsumverhalen of.

De Client kritt de Referenzwäert gerechent, baséiert op säi Konsum vun de leschten zwielef Méint. Just fir déi Zäiten, wou de Client mat sengem Verbrauch säi Referenzwäert iwwerschreit, muss hie méi bezuelen. Et gëtt gesot, dass fir 93 % vun de Stéit sech näischt wäert änneren. An do sinn ech der Meenung, dass mer müssen zesummen no sechs Méint e Bilan zéien, wou mer dru sinn, a gegebenefalls kucken, wat do nach ze maachen ass.

D'Primme fir Elektroautoen: Fir de Poste de promotion des véhicules routiers à zéro ou à faibles émissions de CO₂ sinn 2025 bal 54 Milliounen virgesinn. 2023 waren dat nach 40 Milliounen. Jo, et stëmmt, d'Primme fir d'Elektroautoe sinn adaptéiert ginn, si si sozial méi selektiv ginn. Oder fënnt een et heibannen normal, dass de Staat Elektro-Luxus-SUVe mat Steiergelder géif subventionéieren?

Meng Konklusiounen zum Environnement: Dës Regierung steet zum Ëmweltschutz. Et gëtt konsequent fir erneierbar Energien investéiert. D'Elektromobilitéit gëtt weider ënnerstëtzt. D'Hëllef an deem Beräich gi sozial méi selektiv, ewech vun der Géisskanepolitik. Och beim Energiepräisdeckel mécht dës Regierung e Phasing-out, dee sozial ofgedieft gëtt.

Fazit: Dës Majoritéit mécht Neel mat Käpp! Si mécht eng Politik fir d'Gesellschaft. Anerer schwätzen driwwer, si mécht et. Si erhéicht d'Kafkraaft vun der Populatioun, méi Netto vum Brutto, grad fir déi méi breet Métt. Si erhéicht d'Ënnerstëtzung vun deene Vulnerabelsten an eiser Gesellschaft. D'Aarmutsbekämpfung ass eng vun de grouse Prioritéiten. Si beméit sech, de Wunnengsmaart erëm un d'Lafen ze kréien a méi abordabel Wunnengen op de Marché ze bréngen.

Si mécht alles, fir déi ekologesch Transitioun hinze kréien. Si agéiert net nëmmen am „Hier und Jetzt“. Am Interêt vun deene Jonken an deenen zukünftige Generatiounen ass dës Regierung beméit, eis sozial Systemer laangfristeg ofzesécheren. D'Regierung stäerkt d'Wirtschaft, fir eise Lëtzebuurger Sozialmodell kënnen ze finanzéieren.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Sozialdialog. De Sozialdialog war a bleift hir wichteg fir de soziale Fridden, fir déi sozial Kohäsion a jo, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land. Ech wäert mech perséinlech d'fir asetzen, dass dat esou bleift, Här Engel.

(Interruption)

Am Sozialdialog geet et drëms, Kompromësser ze fannen am gesonden Equiliber. Kompromësser hunn et eeben esou u sech, dass keng Säit 100 % zefridden ass. Mir sinn ëmmer gutt domat gefuer an ech wëll, dass dat esou bleift.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, d'CSV gëtt d'Zoustëmmung zu deem Budget a seet dem Finanzminister Merci, dass en nogelachttert huet, wat d'Parlament ze soen huet.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn domadder fir dese Moment fäerdeg a soe merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Spautz. Den Här Fayot wëllt Iech eng Fro stellen, Här Spautz. Dir sidd sécher domat d'accord. Ok, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci villmools, Här Président. Jo, ech wollt den Här Spautz net ënnerbrieche während senger Ried. Ech wollt em eng Fro stellen zu sengen Aussoen iwwert de Logement.

Dir hutt e puermol gesot, Här Spautz, dass déi Mesüeren, déi geholl goufen elo vun der Regierung,

Subsiden, Steiermesüeren, net géifen de Promoteuren zeguttkommen, mee dass déi géifen de Leit zeguttkommen, déi no Wunnenge sichen. An ech wollt Iech froen, ob Der Kenntnis geholl hutt vun den Aussoe vum Här Reinesch an der Finanzkommissioun, wéi mer den Avis vun der Zentralbank diskutéiert hunn.

Den Här Reinesch sot zu deene Mesüeren, déi u sech d'Demande sinn, d'Steiermesüeren, d'Subsiden, dat, wat Der elo gemaach hutt, fir d'éischt emol op enger temporärer Base ze maachen, dat wier ok. Mee e sot awer och, datt wann Der dat verlängert, dat dann ëmmer eppes ass, wat en fin de compte agepräist gëtt a wat derzou bäidréit, dass d'Wunnengen erëm eng Kéier méi deier ginn.

En huet gesot: „Dat ass eng antikompetitiv an och eng antisozial Politik.“ An ech wollt Iech froen, ob Der dovun Kenntnis geholl hutt, well dat jo am Fong diametralemat opposéiert ass zu deem, wat Dir elo just gesot hutt, dass dat net de Promoteuren zeguttkennt, a wat Der vun deenen Aussoen do haalt.

Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | Här Fayot, ech souz an där Sitzung just vis-à-vis vun Iech, wann Der Iech nach ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech weess dat.

M. Marc Spautz (CSV) | Dann ass et gutt, da sinn ech berouegt.

De Punkt ass: Dee Moment ass nach net geschwat gi vu Verlängerungen, wéi mer den Här Reinesch gesinn hunn. Déi Geschicht betreffend d'Verlängerungen, déi elo komm sinn, dat war deemools de 5., nee Niklosdag, de 6. Dezember ..., dass déi Verlängerung géife kommen, well soss wiere se jo ausgelaf. An d'Regierung huet dat gemaach. Wa se dat virdrun éischer ugekënnegt hätt, dann hätt Der Recht mat Är Remark. An dofir ass et elo en dernière minute nach eng Kéier fir sechs Méint verlängert ginn, fir dass dat net geschitt, wat Dir elo gesot hutt a wou och den Här Reinesch drop opmierksam gemaach huet. Mee ech wëll awer betounen: Den Här Reinesch war virdrun an der Finanzkommissioun, ier d'Regierung deen do Beschloss geholl huet.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Spautz. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Président. Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, unzefänke mat engem ganz grouse Merci u meng Fraktiounskolleegin, déi honorebel Madamm Corinne Cahen, fir hiren immense Fläiss, hiren Asaz an Zäit, a virun allem d'Passioun, déi si an d'Arbecht vum Budgetsrapport investéiert huet.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Theema vun der Kënschtlecher Intelligenz wäert eis och an Zukunft weider begleeden. D'Theema vun der Kënschtlecher Intelligenz wäert d'Zukunft matgestalten. An och deng Arbecht, léift Corinne, wäert an de kommende Méint a Joren, mat dengen 103 Recommandatiounen, nach oft fir Informatiounen erausgezunn a gelies ginn. Däers sinn ech iwwerzeegt.

Budgetsrapporter ze sinn, dat ass eng Eier, déi engem am politesche Liewen normalerweis nëmmen eng Kéier zoustee, an awer sinn ech och iwwerzeegt, Corinne, dass deng méi wéi 90 Entreeven, déi s de mat de verschiddenen Acteuren has, an Erënnerung bleiwe wäerten. Dofir nach eng Kéier bravo, Corinne, fir deng Arbecht.

Merci awer och dem Här Roth, eise ganz äerdege Finanzminister, deen hei säin éischte komplette Budget presentéiert huet. Den Här Roth huet eng propper Finanzsituatioun virfonnt an iwwerholl, op där sech fir d'Land a fir d'Liewe vun de Leit hei am Land ze verbessern. Den Entlaaschtungs-Pak mat 16 steierleche Mesüeren, déi mer elo kuerz gestëmmt hunn, bréngen de spierbare Plus an de Portmonni vun eise Bierger. Mat dese Moosname garantéiere mer, dass besonnesch déi méi vulnerabel Gruppen an eiser Gesellschaft weider konkret Ënnerstëtzung kréien.

De Budget fir d'Joer 2025 ass e Budget, dee sech den aktuellen Defien hei am Land stellt a Lëtzebuerg op d'Zukunft virbereet. Et ass e Budget, dee Lëtzebuerg e weideren Opschwung gëtt. Déi wirtschaftlech Realitéiten hunn d'Liewensbedingunge vu ville Familljen déi lescht Joren erschwéiert. Duerfir gesäit de Budget nei Mesüre vir, fir d'Liewe vun de Leit hei am Land ze verbessern. Den Entlaaschtungs-Pak mat 16 steierleche Mesüeren, déi mer elo kuerz gestëmmt hunn, bréngen de spierbare Plus an de Portmonni vun eise Bierger. Mat dese Moosname garantéiere mer, dass besonnesch déi méi vulnerabel Gruppen an eiser Gesellschaft weider konkret Ënnerstëtzung kréien.

D'Zukunft vun eisem Land hänkt awer och vu strateegeschen Investitiounen of. Dofir leet de Budget 2025 eng grouss Prioritéit op d'Mobilitéit a modern Infrastrukturen, Investitiounen an den Tram, an d'Stroossennetz, an d'Zuchverbindungen an an eng Mobilitéit, déi méi nohalteg a méi performant gëtt. Am Beräich vum Klima a vun der Energietransitioun ginn dëst Joer 2,7 Milliarde mobiliséiert, fir d'Ziler aus dem PNEC, dem Plan national intégré en matière d'énergie et de climat ze erreechen, dat mat engem Fokus op erneierbar Energien an op Innovatioun an deem Beräich. Dofir brauch Lëtzebuerg e staarkt wirtschaftlech Fundament a gläichzäitig mussen d'Grundlage fir déi sozial Kohäsion gestärkt ginn.

D'Reduktioun vun der Kierperschaftssteuer ëm ee Prozentpunkt wäert d'Attraktivitéit vum Land fir d'Entreprisé weider héich halen, Aarbechtsplaze sécheren an nei Aarbechtsplaze schafen. Primmen a Steierkreditter fir Jonker, Frontaliere maache Lëtzebuerg méi kompetitiv um Aarbechtsmarché. Stéchwuert: Régime d'impatrié. Stéchwuert: Prime participative. Stéchwuert: Prime pour jeunes salariés.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen aus eiser Zäit vu Polykrisen net richtig eraus. Déi Polykrisen hu sech am Joer 2023 mat engem Wuesstem an der Eurozon vu just 0,4 % moer geféllt. Dëst Joer, sou weisen d'Prognose vun der Europäescher Kommissioun, soll d'Eurozon och just ëm 0,8 % wuessen an d'nächst Joer ëm 1,3 %. Déi ugekënnegt 1,5 % fir Lëtzebuerg: Do si mer och nach net sécher, ob mer déi dëst Joer wierklech erreechen. Dëst sinn, am Verglach mat de Jore virun de Krisen, keng gutt Zuelen. D'Tendenz weist awer mat engem klengen Hoffnungsschimmer liicht no uewen. Ëmsou méi dréngend brauch et déi staark Visioun fir eist Land. Eis Staatsschold soll sech op 27,5 % vum PIB stabiliséieren, 26 % Staatsschold bis Enn 2028. An dat gëtt eis dee berüümte Sputt, vun deem heibannen nawell gär geschwat gëtt. Dat gëtt eis dee berüümte Sputt, fir antizyklisch kënnen ze investéieren. D'Dependé vum Zentralstat wuesse mat deem Budget op 30,9 Milliarden Euro mat deesen Investissementer, déi mir hei zu Lëtzebuerg fir Lëtzebuerg maachen. Mir rechne mat Recetté vun 29,3 Milliarden. Domat geet den Defizit beim Zentralstat erof a kënn bei ronn 1,3 Milliarden un, eng Differenz vun enger hallwer Milliard, wann een de Budget pluriannuel ufanks des Jores kuckt. An dat obwuel mir d'Investissementer ganz héich halen: 4,6 % vum PIB ginn investéiert a bis 2028 sollen et an der Moyenne 4,5 % sinn.

Dës Regierung ass ugetrueden, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stäerken. An dat mécht se. Dese Budget ass Ausdrock vun enger nohalteger Finanzpolitik, enger Politik, déi all Mënsch mathält an den Akzent leet, fir dass mer den Zesammenhalt an eiser Gesellschaft

stärken. D'DP-Fraktioun ass frou, dass mer déi progressiv Sozialpolitik, déi mer mat eise Partner vun der LSAP a vun deene Gréngen an deene leschte Jore gemaach hunn, net nëmme weidergefuert gëtt, mee och ausgebaut gëtt. An ech wëll ganz kloer soen: Och an deene leschten zéng Joer ass ganz vill zu Lëtzebuerg fir d'Aarmutsbekämpfung gemaach ginn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dat, wat mer hei maachen, ass keng Politik vum décken Hummer oder vum roude Stéft, wéi gesot gi war. Et ass och keng Mogelpackung an et ass sécher keng Politik vum kalen Häerz. Dozou wäert ech elo geschwé kommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, gesellschaftlechen Zesammenhalt ass keng Selbstverständlechkeet an erlaabt mer kuerz op déi international geopolitisch Lag anzogoen, well och dës huet eppes mat eisem Budget ze dinn an och dës huet en direkten Impakt op déi ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg. Mir stinn als Land net nëmme virun enger Klimakris, mee mir stinn och viru ville geopolitische Krisen. D'Situatioun am Noen Osten an an der Ukrain schéngt sech net ze berouegen. Mir wëssen och net, op wat fir eng politesch Situatioun a Syrie mer eis mussen astellen. Déisäit vum grouse Pool an Amerika wäert den 20. Januar en neie President vereedegt ginn, deen eis Europäer ganz konkret mat Importtaxen drot. Hannert senger weiderer militärescher Ënnerstützung, wéi mer se bis haut gewinnt waren, steet och e grousst Fragezeichen.

Mee mir müssen net esou wäit siche goe fir ze gesinn, dass mer an enger Zäit liewen, wou villes onsécher ass. D'Regierung an Däitschland ass ausernegebrach. D'Koalitionspartner konnte sech net op e gemeinsame Wee fir d'Zukunft eenegen. Wann déi ekonomesch Situatioun schwéier gëtt, da kënn et och oft beim Opstelle vum Budget zu Problemer. Neiwale sollen elo den 23. Februar kloerheet bréngen. An awer heescht dat, dass mer déi nächst Zäit eis net wierklech kënnen op e staark opgestallten Noper verlooosen. Et wär wichteg fir eis an et wär wichteg fir d'Europäesch Union, wann de Motor Däitschland erëm géif usprangen an aner Länner géif matrappen. Ufanks des Mounts huet de franséische Premierminister missen no engem Vertrauensvott demissionéieren. Och dëst ass no engem Budgetvorschlag geschitt, mat deem d'Parlament net d'accord war.

Wann et an de Länner ronderëm eis dës Onroue gëtt, sou bleiwe mir heiheem awer gréisstendeels dovunner verschount. An dës Stabilitéit ass dat, wat Lëtzebuerg ausmécht, a mir kënnen se nëmme schätzen. Dëst, Här President, ass awer keen Zoufall. D'Demokratesch Partei huet an deenen zwou Legislature virdrun, wéi och an dëser, ëmmer derfir gesuergt, Lëtzebuerg virunzibréngen, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen an de sozialen Zesammenhalt hei am Land ze stärken.

Une voix | Richteg!

Une autre voix | Très bien!

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP) | Wa mir haut kënnen déi Investissementen an d'Infrastrukturen, an d'Defense an an d'Energie maachen, majo, da war et, well d'DP an deene Jore virdrun ëmmer gekuckt huet, dass mir als Land finanziell gutt dostinn, mat engem finanzielle Polster, deen eis bei Krisen an Nouffäll et erlaabt huet, schnell a cibléiert ze reagieren. Jo, de Pierre Gramegna an d'Yuriko Backes hu mat enger virsiichteger, awer nohalteger Finanzpolitik de Grondstee geluecht, op deem mir haut zu Lëtzebuerg kënnen schaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Wa mir haut kënnen deenen Äermsten an der Gesellschaft weider mat dësem Budget ënnert d'Äerm gräifen, majo, dann ass et, well fir d'DP de sozialen Zesammenhalt nach ëmmer eng Prioritéit war. Wa mir eis et haut kënnen erliven, mat ettleche Mesüeren de Logementssecteur ze relancieren, ma dann ass et, well d'Demokratesch Partei ëmmer gekuckt huet, d'Staatsverschuldung niddreg ze halen, fir eebe grad dann, wann et néideg ass, op Steierrecetten ze verzichten an esou e Secteur erëm op d'Been ze bréngen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ville Leit zu Lëtzebuerg geet et gutt. Mee et gëtt och vill Leit zu Lëtzebuerg, deenen et net esou gutt geet, deenen et trotz Aarbecht schwéierfällt, déi zwee Enner um Enn vum Mount beieneen ze bréngen. Stéchwuert: Working Poor. De Logement ass fir dës Leit oft dee gréisste Problem an e Facteur, deen den Aarmutsrisiko steigert. Jo, Logement an Aarmut gi leider Hand an Hand. An et ass d'Flicht vun der Politik, grad deene Leit, déi et méi schwéier hunn, ze hëllefen.

Loosst mech de Punkt vum Logement méi prezis erklären. D'Entwécklung vun de leschte Joren hunn eis gewisen, wéi sensibel dese Secteur vun der Konstruktioun op extern Facteur reagiert, besonnesch op d'Ännerunge vun den Zënssätz, déi d'Finanzierung vun de Wunnenge weesentlech beaflossen.

Mir wëssen alleguer, dass eise Konstruktiounssecteur an der Kris ass. Dëst sinn Aarbechtsplazen an der Konstruktioun selwer, mee och ganz vill Aarbechtsplazen, déi drunhänken. Et sinn d'Architekten, et sinn d'Usträicher, et sinn d'Daachdecker, et sinn d'Plätterchersleeër, et sinn d'Gipser, et sinn d'Leit, déi Kiche verkafen, an d'Lëscht geet weider.

Och wann d'Präisser liicht erofgaange sinn, sou hunn an deene leschte Joren awer héich Zënse et besonnesch schwéier gemaach fir jonk Leit, sech den Dram vum eegenen Haus ze erfüllen. Dofir hat d'Regierung d'lescht Joer scho reagiert, séier reagiert. Duerch de Bëllegen Akt kréien d'Leit, déi sech eng Éischtwunneng wëlle kafen, elo 40.000 Euro, an dat sinn 20.000 Euro méi, wéi dat normal de Fall war. An Investisseure kréien och 20.000 Euro.

Och um Taux d'amortissement accéléré hu mer geschrauft a mir hunn en erëm op 6 % op sechs Joer gesat, fir ze hëllefen, d'Vente en l'état futur d'achèvement, d'VEFA, erëm unzekuerbelen. D'Frais d'enregistrement sinn halbéiert gi vu 7 op 3,5 %, e weesentlechen Impakt op de Präis vun der Wunneng fir Leit, déi sech den Dram vum Eegehem wëllen erfüllen.

Och de Quart-taux op der Plus-value ass ugepasst ginn. A mir sinn elo just gewuer ginn, dass dës Mesüeren am Budget 2025 virgesi sinn, an déi solle verlängert gi bis den 1. Juli. Ech mengen, dat ass eng ganz gutt Saach fir allegueren d'Leit, déi dobaussen um Logementmarché eppes sichen.

Mir beschränken eis awer net nëmme drop, Investissementen unzekuerbelen, mee eng wichteg Komponent an der DP-Politik ass, dass de Staat als Acteur méi agebonne gëtt, grad fir deene Leit en uerdentlechen Dag iwwert dem Kapp ze bidden, déi keen esou en décke Portmonni hunn.

De Ministère vum Här Claude Meisch, a senger Focntioun also fir de Staat, schafft aktiv mat de Bauhären zesammen, fir abordable Wunnraum ze schafen. Zesumme mat der SNHBM kann de Staat duerch de Bailleur social 20 Joer laang Privatterrain mobiliséieren an esou dorobber méi abordable Wunnraum schafen – dat an Héicht vun 218 Milliounen Euro.

D'Ausgabe fir de Spezialfong Abordable Wunnraum belafe sech op eng hallef Milliard, bis 2028 sinn et 2

Milliarden. 461 Milliounen si virgesinn, fir VEFAen opzekafen, an d'Gemenge kréien och duerch de Pacte Logement nach emol 117 Milliounen.

E puer Zuelen, déi den Här Meisch mer geliwert huet a punkto VEFA, déi Zuele bezéie sech op den 2. Dezember: 269 Unitéite sinn dëst Joer opkaf gi fir 165 Milliounen. 180 Unitéite sinn ënner Contrat de réservation fir 115 Milliounen. An 198 Unitéite ginn am Moment analysiert. Déi Zuele variéieren ganz liicht mat den Zuele vum Här Finanzminister, well hie sech op d'Zuele vum 16. Dezember bezitt an ech mech op den 2.

Fir d'Locataire ze entlaaschten, ass och eppes gemaach ginn: De Bailleur an de Locataire deele sech an Zukunft d'Frais d'agence. E maximale Montant vun der Garantie locative geet vun dräi op zwee Méint erof. An de Loyer kann net méi wéi 5 % vum investierte Kapital sinn an och just all zwee Joer ëm maximal 10 % eropgoen. Dëst si Mesüeren, déi den Investissement an de Logement solle relancieren, mee och de Leit hëllefen, déi op der Sich no enger Wunneng sinn.

2025 wäerte mer eis hei an der Chamber mat der Reform vum Logement abordable befaassen. Et geet drëm, méi, méi séier, an op der richteger Plaz ze bauen. Dat heescht no bei den Aarbechtsplazen an no beim effentlechen Transport. An dofir wäert och de Plan sectoriel „Logement“ an dese Besprechungen eng méi grous Roll spillen.

Nom Réckgang vun de Logementspräisser gesi mer elo éischt Zeeche vun enger – ech géif soen – liichter, zaarter Erholung. Am zweete Quartal 2024 sinn d'Logementspräisser hei am Land ëm 1 % geklommen, wat dem Trend aus der Eurozon, plus 1,8 %, an Däitschland, plus 1,3 %, entsprécht.

Mir freeën eis natierlech net, wann de Logement méi deier gëtt. Mee, datt erëm Schwong an den Immobiliemarché kënn, ass e gutt Zeeche fir d'Lëtzebuerg Wirtschaft. Et ass e gutt Zeeche fir all déi Aarbechtsplazen, déi um Logement drunhänken an et ass e gutt Zeechen, wann de Staat erëm méi Recetten erakritt, mat deenen en herno erëm déi néideg Investissementen an de Logement hei zu Lëtzebuerg kann tätegen.

Här President, wann ech „Logement“ soen, da muss ech och nach eng Kéier „Aarmut“ soen, oder „Aarmutsgrenz“, well héich Loyerer derzou bäidroen, dass vill vun der Kafkraaft verluer geet. Och hei bréngt d'Demokratesch Partei neie Schwong mat: D'Subvention Loyer geet pro Kand vu 40 Euro op 80 Euro erop, also duebel esou vill, wéi dat de Fall war.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | An och wann den Här Finanzminister virdu ganz vill an exzellent Beispiller ginn huet, kommen ech net derlaanscht, der awer och e puer ze ginn. E Beispill vun der Subvention Loyer, dat awer ganz interessant ass: Eng Famill mat zwee Kanner an engem Akommes vu 70.000 Euro ka 440 Euro um Loyer bäikréien. Leider – leider! – froen awer nëmme 20 % vun deene Leit, déi kéinten an de Genoss kommen, déi Subvention Loyer och un. An do muss mer am Joer 2025 ganz grous Efforte maachen. Ech wëll soen, dass déi Subvention Loyer, dat Beispill, dat ech Iech elo ginn hunn, degressiv erofgeet bis zu engem Akommes vun 100.000 Euro.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech war laang genuch Schoulmeeschter an ech sinn och laang genuch an der Gemeng aktiv, fir ze wëssen, dass d'Aarmut vill Gesichter huet. Et sinn d'Kanner, déi an engem ganz haarden Émfeld opwuessen. Et si Senioren, déi isoliert sinn. Stéchwuert: Altersarmut. An et sinn d'Famillen, déi trotz voller Wochenaarbecht mat hirem Akommes net iwwert d'Ronne kommen.

Den Entlaaschtungs-Pak, deen am Budget integréiert ass, an net méi spéit wéi d'lescht Woch gestëmmt ginn ass, ass net nëmmen eng Reaktioun op d'Präiserhéijung duerch d'Inflatioun, mee et ass eng kloer Noriicht un d'Bierger, dass mer keen am Ree stoe loosse.

No véier Upassunge vun der Tabell vum Barème dëst Joer gëtt de Barème ufanks d'nächst Joer nach emol ëm 2,5 Indextranché gehuewen, wat d'Steierlaascht vun de Stéit weesentlech reduzéiere wäert.

Fir de Staat sinn et allerdéngs 300 Milliounen mander Recetten, mee et bedeit méi Netto vum Brutto fir d'Stéit hei am Land. Et sinn op zwee Joer gekuckt an der Moyenne 16 % mander Steieren, a meng Noriedner wäerte sécher drop agoen, dass den Energiepräisdeckel ewechgefall ass a beim Stroum op 30 % erofgeet.

Och d'Upassung vun der Steierklass 1a gëtt hei gemaach, fir elengerzéiend Leit steierlech ze entlaaschten. De Steierkredit fir Elengerzéiend souwéi de maximale Betrag fir Steierbefreiung ginn ugepasst. Hei verzicht de Staat all Joer op 75 Milliounen Euro.

Och hei e Beispill: Kommt, mir huelen en Elengerzéiende mat 50.000 Euro brutto. Deen huet d'lescht Joer 2.888 Euro Steiere bezuelt. Mam erhéichte Steierkredit muss déi Persoun d'nächst Joer guer keng Steiere méi bezuelen a kritt esouguer nach 614 Euro méi eraus.

Eng Famill mat zwee Kanner an der Steierklass 2, e Bruttojoresakommes vu 75.000 Euro, bezilt am Joer 2025 4.024 Euro Steieren. Dat sinn der 694 mander wéi dat Joer virdrun. Eng selwecht Famill mat engem Bruttogehalt vun 125.000 Euro bezilt d'nächst Joer 16.358 Euro Steieren. Dat sinn der 2.793 mander wéi 2023. An och e Celibataire, dee bis zu 75.900 Euro brutto am Joer verdéngt, bezilt d'nächst Joer 748 Euro mander Steieren. Et ass also ganz kloer mat dësem Entlaaschtungs-Pak méi Netto vum Brutto!

9 % vum Budget ginn un de Familljeministère vum Minister Max Hahn. Mat den zugewisenen 2,6 Milliounen Euro (veuillez lire: 2,6 Milliarden Euro) kann den DP-Familljeministère déi Leeschtunge liwweren, déi sou wichteg si fir eis Gesellschaft. Méi wéi d'Hallschent, genau 58 %, fléissen a Sozialleeschtungen, e Montant vun annerhallwer Milliard. 500 Milliounen fléissen an de Fonds national de solidarité, den FNS, vun deem d'Hallschent an de REVIS geet. Fir de Moment profitéieren 10.400 Leit vum REVIS an et gëtt sech erwaart, dass der d'nächst Joer 500 derbäikommen.

Dofir sinn och 17 Milliounen am Budget virgesinn, fir d'Mesüren aus der Tripartitt ronderëm de REVIS an d'Akomes fir schwéierbehënnert Leit ëmzesetzen. De Crédit d'impôt geet vu 84 op 90 Euro erop an e gëtt perenniséiert, dat heescht dass d'Leit sécher sinn, dass se déi 90 Euro an Zukunft all Mount kënnen matarechnen.

D'Ekippen aus den 30 Offices sociaux hei am Land gi weider verstärkt. 23 nei Assistant-sociale ginn agestallt, fir d'Gemengen ze ënnerstëtzen, fir de Leit an enger prekärer Situatioun ze hëllefen an och eppes fir si um Wunnengsmaart ze fannen.

D'Mëttel vun der Wanteraktioun ginn d'nächst Joer ëm 11 % an d'Luucht. A gläichzäiteg sinn iwwer 6 Milliounen virgesi fir Hëllefe fir déi Organisatiounen, déi de Leit hëllefen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn.

Mir wëllen do nobesseren, wou et am meeschte gebraucht gëtt. An dofir gëtt ab dem 1. Januar och de Mindestloun an der Steierklass 1 steierfräi. Den onqualifizéierte Mindestloun klëmmt ëm 2,6 % op 2.638 Euro.

Den Challenge bei der Aarmutsbekämpfung ass awer dat, dass d'Aiden oft net do ukommen, wou se gebraucht ginn. Ze oft muss een déi selwecht Dokumenter erareechnen. Ze oft ass d'Offer onkloer, oniwiersichtlech. Verschidden Aidë gi bis zu 80 % net beusprocht. Mir féieren elo mat engem Investissement vun 2 Milliounen Euro de Guichet social unique an, wou d'Leit just eng Kéier mussen hir Donnéeën eraginn an da kloer berode ginn, fir wat fir eng Aidë si a Fro kommen. Eng eenzeg Ulafstell, de Once-Only, bréngt neie Schwong och an de soziale Secteur.

D'Madamm Stéphanie Obertin huet d'Gesetz zum Once-Only déposéiert. An doriwwer freeë mir eis als DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Geplangt ass och en nationalen Aktionsplang zur Aarmutsbekämpfung, wou de Familljeministère zum Beispill eng automatesch Ausbezuung vun den Allocatiounen uviséiert. Ab dem 1. Januar geet och d'Allocation de vie chère ëm 10 % an d'Luucht. E Stot mat véier Leit an engem Maximum vu 5.692 Euro brutto kritt dann am Joer 3.182 Euro ausbezuelt amplaz bis elo 2.891. Och déi Primm soll iwwert de Guichet social unique automatesch ausbezuelt ginn. Gradewéi d'Energieprimme fir déi Leit, déi eng Allocation d'inclusion kréien, och soll automatesch ausbezuelt ginn.

Vill Iddien, déi, wann ech mech richteg erënneren, bei der DP 2023 am Walprogramm stoungen.

Och hei e Beispill zur Energieprimm, déi jo verdräifacht gëtt: E Stot mat véier Leit a maximal 7.100 Euro brutto kann 1.050 Euro ufroen. Am Moment sinn et der just 350.

Här President, Kolleginnen a Kollegeen, beim Kampf géint d'Aarmut kennt een och séier bei d'Energie. Den Ugrëffskrich op d'Ukrain mat enger rapid steigender Inflatioun huet eis Energieofhängegkeet an de leschte Jore méi wéi kloer dokumentéiert.

D'Demokratesch Partei huet ëmmer drop gehalen, de Betriber an de Bierger an der Energiefro zur Säit ze stoen. Ofgesi vum Stroumpreis hunn d'Energiepreisser sech op de Marchéen zum gréissten Deel erëm kënnen berouegen. Dofir si mir zu Lëtzebuerg mat dat eenzeg Land, dat och d'nächst Joer nach en Energiepräisdeckel um Stroum huet. Mir intervenéieren hei als Staat daitlech méi wéi aner Länner.

Kolleginnen a Kollegeen, dese Phasing-out vum Energiepräisdeckel kascht de Staat net näischt. 171 Milliounen sinn dofir am Projet de loi virgesinn. Mir als Demokratesch Partei gesinn doranner gutt investéiert Suen, déi an der breeder Gesellschaft fir finanziell Entlaaschtung suergen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Déi sozial schwaach Stéit ginn nach méi staark ënnerstëtzt, wéi et d'lescht Joer de Fall war. Eng erhéichten Energieprimm fir e méi breede Krees u Beneficiairen an en erhéichte Crédit d'impôt énergie hëllefen de Leit, hir Stroumrechnungen ze bezuelen.

D'Energieprimm gëtt, wéi ech gesot hunn, verdräifacht. Si klëmmt vun 200 op 600 respektiv vu 400 op 1.200 Euro am Joer. An dat bis zu 30 % iwwert dem Plaffong vun der Allocation de vie chère. Eng prezis a sozial gesteiert Mesür, well se jo degressiv gräift.

Déi sozial Struktur gi bei der Energiepräisdeierecht och ënnerstëtzt, an zwar mat 6,6 Milliounen Euro am Budget, dat och hei, fir d'Käschte vum Stroum, souwäit et geet, ze deckelen, ze neutraliséieren. D'Altersheemer ginn domadder incitéiert, hir Präisser stabil ze halen.

Fir d'DP soll keen op d'Notze vun de Basisgidder wéi dem Stroum verzichten. Jo, d'Demokratesch Partei steet fir Kompetitivitéit, si steet fir de Standuert Lëtzebuerg. Den Triple-A ass wichteg, mee och, dass et de Leit, déi hei liewen, gutt geet, gradewéi eis Demokratie an eise sozialen Zesummenhalt. All dëst si liberal Valeuren. An all dës liberal Valeure probéiere mir mat der Gestaltung vun dësem Budget héichzehalen.

Kolleginnen a Kollegeen, Aarmutsbekämpfung fänkt an de Schoulen un. An dofir begréisst d'DP-Fraktioun ausdrécklech, dass och de Budget vum Här Meisch an der Éducation nationale ëm 8 % eropgeet, dat, fir a ganz divers Felder ze investéieren – ech huelen der just e puer eraus –: an d'Digitalisatioun, an d'Aarbecht mat de Kanner, déi et méi schwéier hunn, ze léieren. Chancëgläichheet ass ons wichteg. Och Investissementer an déi international Schoulen a geschwënn och d'Alphabetisatioun op Franséisch droen zur Chancëgläichheet bäi, droen zur Reussite an der Schoul bäi an droen och laangfristeg zur Aarmutsbekämpfung bäi, och wann anerer heibannen dat anescht gesinn.

Ech widderhuelen nach eng Kéier, och de Chèque-service accueil mat 804 Milliounen entlaascht daitlech de Portmonni vun de Famillje mat Kanner.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Här President, ech kommen zrëck zu eise Wäerter, zu eise Valeuren, déi leider keen Acquis sinn. An enger Zäit vu wuessender internationaler Onsécherheet, wou d'Fundamenter vun dem multilaterale System a Fro gestallt ginn, wou d'internationalt Recht mat Féiss getréppelt gëtt, sinn d'Stabilitéit an d'Sécherheet vu Lëtzebuerg a vu senge Partnerlänner eng absolutt Prioritéit. Déi russesch Aggressioun géint d'Ukrain huet eis all un d'Realitéit erënnert, dass Fridden a Sécherheet keng Selbstverständlechkeet sinn.

Lëtzebuerg als ee vun de Grënnungsmembere vun de Vereenten Natiounen, Grënnungsmember vun der NATO, Grënnungsmember vun der Europäescher Unioun dréit aktiv derzou bäi, déi euro-atlantesch Verdeedegung ze stäerken. Um NATO-Sommet zu Washington am Juli 2021 huet Lëtzebuerg, representéiert duerch d'Madamm Backes, wéi am Koalitionsaccord festgehale versprach, seng Investissementer bis 2030 op 2 % vum RNB, vum Revenu national brut eropzeschrauwen. Bis 2028 solle mer op 1,66 % klammen. Ech weess an ech kann och verstoen, dass net all Mënsch heibannen déi Meenung deelt. Mir als Demokratesch Partei stinn awer hei voll hannendrun.

Ech hat d'Chance, zesumme mat der honorabeler Deputéierter Nancy Kemp-Arendt a mam honorabelen Deputéierten, mengem Kolleeg Georges Engel, op enger Missioun vun der NATO déi fréier Buergermeeschtesch vun Athen kennenzeléieren, déi och déi éischt Ausseministesche war, d'Madamm Theodora Bakogianni. A si huet eis an hirem Exposé eppes gesot, dat bei mir hänke bliwwen ass. An zwar huet se gesot: „The cost of readiness is much lower than the price of not being prepared.“ Dëst Zitat ëmschreift, mengen ech, ganz gutt d'Situatioun, an där sech d'NATO-Länner am Moment befannen.

A spéitstens säit der Visitt vun der Delegatioun vum US-Kongress, déi mer de leschte Weekend empfangen hunn – an eng Rei Kollegeen, déi heibanne sinn, waren do derbäi –, wësse mer, dass mer eise Verpflichtungen elo séier nokomme mussen an déi 2 % mussen upeilen. Hire Message heibannen an der Chamber war op alle Fall méi wéi kloer.

Fir dëst Zil ze errechen, prioriséiert de Budget 2025 weider Investitiounen an d'Capacitéit vun der Arméi

mat modernem Ekipement an neie strateegesche Projeten am Beräich Cybersecurity, am Spaceseクター an awer och an der medezinnescher Ënnerstëtzung.

Och droe mir mat dësem Budget zu Synergie mat anere Secteure bäi. Déi geplangt Projete solle positiv wirtschaftlech a sozial Effekter op Lëtzebuerg selwer hunn. Et géllt, net mat der Géisskan iwwert d'Land ze fueren an an d'Näischt ze investéieren. Nee, d'Verdeedegungsministesch Yuriko Backes huet och hei eng positiv Entwécklung vum Land kloer am Viséier.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | A wann ech soen, dass eng kärliberal Valeur Demokratie ass, ma da muss mer och solidaresch si mat Länner, déi fir hir Wærter, fir europäesch Wærter, fir eis Wærter attackéiert ginn. D'Solidaritéit mat der Ukrain ass fir eis evident a mir als Demokratesch Partei sti weiderhi fest hannert dem ukrainesche Vollek.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Budget 2025 bréngt och an der Defense en neien Opschwung mat 80 weidere Milliounen fir d'militäresch Ënnerstëtzung fir d'Ukrain, well mir der Meenung sinn, dass Fräiheet an Demokratie muss verdeedegt ginn, dass Fräiheet an Demokratie e Präis hunn. Als Deel vun der EU a vun der NATO setzt sech Lëtzebuerg fir eng verstärkte Verdeedegungs-kooperatioun tëscht de Memberstaaten an, fir eng kollektiv Sécherheetspolitick, déi eis all schützt. D'Investitiounen an eis Verdeedegung sinn net nëmmen en Deel vum internationalen Engagement, se sinn och en Invest an d'Sécherheet an an d'Stabilitéit vun de Lëtzebuerg Bierger. Mat dësem Budget dréit Lëtzebuerg säin Deel zu enger méi sécherer a méi stabiller Welt bäi, während et seng eege Capacitéiten an der Verdeedegungskraaft zukunftsorientéiert op all Niveau stäerkt. Mir muss mat der Zäit goen, an nei Technoligien investéieren an innovativ bleiwen.

Här President, innovativ bleiwen: Ech kommen zur Innovation. D'Innovation bréngt och ëmmer e groussen Ëmschwung mat sech a mir liewe grad, mir si grad voll dran. An enger Welt, déi ëmmer méi vun der Digitaliséierung an och vun der Kënschtlecher Intelligenz gepräägt ass, huet Lëtzebuerg säi Rôle als Innovatiounszenter a Standuert fir digital Transformatioun fest am Bléck. De Budget 2025 ënnersträicht dëse Fokus, andeems e substanzuell an d'Digitaliséierung investéiert. De Budget vum Digitaliséierungsministère geet ëm 7 % an d'Luucht fir 272 Milliounen Euro ze erreechen. „Innovative Initiatives“, déi aus dem Digital Lëtzebuerg ervirgaangen ass, ass e Kärstéck vun eiser Strategie. Fir jiddweree mat op de Wee vun der Digitalisatioun ze huelen, si geziilt Formatiounsprogrammer virgessinn. Och brauche mer e legale Kader, deen Innovationen a Sécherheet net nëmme kombinéiert, mee och garantéiert.

Dëse Budget garantéiert, dass dës Mesüeren net nëmmen abstrakt Konzepter bleiwen, mee konkret Aktiounen ausléisen, déi positiv Auswierkungen op eis Bierger an op eis Entrepen hunn. Eng ëffentlech Verwaltung, déi méi séier a méi effizient schafft, ass och e Facteur vun Attraktivitéit fir de Standuert Lëtzebuerg. An do wäert d'Kënschtlech Intelligenz eis mat Sécherheet och hëllefriich sinn. D'Strategie „Gouvernance électronique 2021–2025“ gouf entwéckelt, fir den Iwwergang zu engem modernen, digitale Staat ze erméiglechen. An zesumme mat der DP-Ministesch fir d'Digitalisatioun, dem Stéphanie Obertin, gétt dat och dëst Joer ëmgesat.

Eng DP-Iddi, fir MyGuichet progressiv zum zentralen digitale Portal fir d'Bierger an d'Entrepen ze maachen, gétt ausgebaut. Prinzippe wéi „once only“, „digital by default“ oder Interoperabilitéit garantéieren,

dass d'Servicer net nëmmen notzerfrëndlech, mee och sécher a fair sinn. Eleng fir de Once-Only huele mer dëst Joer nach eng Kéier 8,7 Milliounen an de Grapp. Dëst stellt sécher, dass all d'Bierger Zougang zu qualitativ héichwäerteg Servicer kréien, onofhängeg vun der individueller digitaler Kompetenz. Och hei kënnen mir erëm d'Bréck schloen zum Logement. D'Moderniséierung vun de Systemer, fir d'Logements-aiden unzefroen, interconnectéiert mat Plattformen wéi MyGuichet erlaabt eng effizient an transparent Ënnerstëtzung fir jiddereen.

Kolleeginnen a Kolleegen, meng Interventioun wär net komplett, wann ech net awer och d'Santé géif beliichten, well eng gutt Gesondheet ass onbezuelbar. Fir e gudd Gesondheetssystem muss ee vill Suen an de Grapp huelen. Ganzer 5,8 Milliounen (veuillez lire: 5,8 Milliarden) Euro kaschten d'Santé an d'Sécurité sociale d'nächst Joer de Lëtzeburger Staat. Modern Infrastrukturen, Digitalisatioun, attraktiv Gesondheitsberuffer si wichteg Bestanddeeler, fir vun engem qualitativ héichwäerteg Gesondheetssystem ze profitéieren, a gehéieren natierlech och 2025 zu de Prioritéiten vun der Demokratescher Partei.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | De Santésbudget zeechent sech aus duerch héich Investissementer an déi nei Spidolinfrastrukturen an d'Virundreiwe vun der Digitalisatioun. Besonnesch wichteg ass awer och, dass genuch Budget fir aner Sujete virgessinn ass, zum Beispill d'Santé mentale, d'Preventioun an och d'Schoulmedezinn. Et ass wichteg, dass nom Budget hei och konkret politesch Aktiounen nokommen. Preventioun muss den Haaptpilier vun eisem Gesondheetssystem ginn. D'Sensibiliséierungscampagnen eleng ginn do net duer. Reegelméisseg Gesondheitsbilanzen an eng Revalorisatioun vun de Kannerdokteren an de Generalisten hire Karrière gehéieren dozou. An dat steet och esou am Koalitiounsaccord.

A während ech natierlech begréissen, dass d'Cours de premiers secours en santé mentale weider solle gefouert ginn, d'äerfe mer net vergiessen, dass den Accès zur psychescher Hëllef fir vill Leit, virop Jonker, nach ëmmer ganz schwiegeg ass. Eng Revalorisatioun vum Beruff vun Psychiater, awer och eng besser regional Offer mussen do séier ugepaakt ginn.

D'Démographie médicale, Stéchuert: Rapport Lair. Mir mussen eis deen ëmmer erëm virun Ae féieren, fir genuch Infirmieren, Infirmiären, Aide-soignants auszubilden an hinnen och eng attraktiv Offer kënnen ze bidden, éischtens emol, fir Stagen ze maachen, an zweetens emol herno am Beruff. Dat géllt awer och fir déi Dokterinnen, déi hir Ausbildung am Ausland maachen. A mir wëssen, dass e ganz groussen Deel vun deenen herno net méi heem kënnen. Mir mussen derfir suergen, och deenen Dokterinnen en attraktiiv Angebot hei zu Lëtzebuerg ze maachen. Mir mussen an deem dote Punkt géigesteieren an nei attraktiv Impulser schafen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat der Madamm Bofferding gesot, si kéint ëm hallwer Zwielef schwätzen, dat geet esou richtig gutt eraus haut.

Mat der neier Regierung krute mer als Demokratesch Partei och en neit Mandat. Dofir ass dëst e Budget, dee mat Wäitsicht a mat Verantwortung ausgeschafft gouf. E setzt déi richteg Prioritéiten fir d'Bierger hei am Land, fir d'Zukunft vum Land an e garantéiert Stabilitéit an de Finanzen. D'DP-Fraktioun ass der Meenung, dass mir mat der Hëllef vun dësem Budget net nëmmen déi Sozialpolitik duerch déi sëllege Mesüeren, déi ech genannt hunn, kënnen weider garantéieren, mee dass mer eist Land och prett a fit maache fir d'Zukunft. Dëst ass e Budget vu Lëtzebuerg, deen

dem Land Schwung gétt, an e Budget, fir eist Land an eis Gesellschaft méi gerecht, méi fair a méi nohalteg ze gestalten.

Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, et wäert Iech net iwwerraschen, wann ech Iech elo soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Budget wäert stëmmen.

(Interruptions diverses)

An et wäert Iech nach manner iwwerraschen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass mä Fraktiounskolleeg, den André Bauler, a senger Interventioun allegueren déi Beräicher wäert beliichten, op déi ech elo net agaange sinn.

Ech soen Iech Merci, fir d'Noluschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen (DP) | Richtig gutt!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Här Baum. An déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, et ass un Iech.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Här President, léif allegueren, och ech wëll mat engem Merci ufänke fir jiddereen, deen um Budget matgeschafft huet. Och wann een inhaltlech net ëmmer alles deelt, esou wësse mir och, dass ganz vill Zäit an Energie dragestach gétt. Dat verdéngt Unerkennung och vun der Opposition. E Merci och un d'Madamm Rapportrice fir hiren ausféierlechen Exposé iwwert d'KI gëschter. Ech hu mer duerno Gedanke gemaach, ob ech och soll nach méi detailléiert op d'Theema agoen, well et ass e wichteg Theema, dat och Opmierksamkeet verdéngt huet. An den Här Polidori wäert nach haut d'Demande maache fir eng Interpellatioun, wou mer dann nach eng Kéier richteg Zäit hunn, eis mam Theema aussernezesetzen, well sech awer nach eng Rëtsch Froe stellen. Mee esou ass et de Moment, dat eeben nach eng Kéier intensiv unzegoen. Ech wäert mech eeben elo a menger Interventioun méi op de Budget konzentréieren. Ëmmerhin ass et jo awer dat Gesetz, wou mer no den Debatte sollen driwwer ofstëmmen.

De Budget ass net fir näischt dat wichtegst Gesetz vum Joer. De Budget ass méi wéi just nëmmen d'Opléschung vun Zuelen, vu Vergläicher, vu Previsiounen, vu Budgetartikelen, déi e bësse geréckelt ginn. D'Finanzpolitik ass virun allem och Gestaltungspolitik. E Minister, deen am Budget keng Moyenen huet, dee ka wéineg ëmsetzen. De Budget ass och en Ausdrock vun deem, wat eng Regierung wëlles huet, ëmzesetzen.

Et ass de Budget, wou abseits vun de Sonnesriede kloer gétt, wou d'Rees soll higoen, wéi eng Projete finanziéiert ginn, wou politesch Akzenter solle gesat ginn. An am Budget gesäit ee virun allem och, wéi ambitiéis eng Regierung ass, wat se sech eebe virgëtt, fir kënnen ëmzesetzen.

An do ass awer och meng kleng Kritik um Exposé vun der Madamm Cahen gëschter, well an dësem Budget, Madamm Cahen, liese mer eebe justement net eraus, wou Der gëschter vun der grousser KI-Strategie geschwat hutt, well déi 6 % méi Budget fir den CTIE sinn net den Ausdrock vum Wëllen, fir esou eng Strategie mat Liewen ze féllen. Mee ëmsou méi freeë mer eis dann elo, dass d'Aarbechten an där zoustänneger Kommissioun dann endlech wäerte richteg lassgoen an dass all déi Sujete vun der Madamm Obertin wäerten do gepusht an opgeschafft ginn. A bis dohinner bewäerte mer eeben net den Exposé, mee eeben dat, wat am Budget drasteet.

An deen ass dofir och esou interessant, well et den éischten Entwurf ass, deen ënnert dem Lead vun der CSV-DP-Regierung ausgeschafft gouf. An do muss ech soen, do war ech e bësse paff, Här Roth, beim Depot vum Budget, an ech zitieren Iech: „Dëse Budget ass och Ausdrock vun enger responsabeler, vun enger nohalteger Finanzpolitik. Duerfir keen negative Schiereffekt wéi an deene lescht Joren, nee e positive Schiereffekt, vläicht schonn dëst Joer, sécher am Joer 2025.“ Wann een dat esou héiert, da géif ee mengen, dat wär elo effektiv Äre Verdéngscht. Dobäi sinn awer déi Recetten elo net massiv geklomm, well Der deemtspriechend politesch Mesüre geholl hutt. Nee, den CSV-Fraktionspresident huet scho selwer ugedeit, dass déi Recettë geklomm sinn aus dem einfache Grund, well e puer Entrepreneuren, déi während der Pandemie vill verdéngt hunn, elo d'Steieren aus deene Jore bezuelt hunn. Et sinn also reng ekonomesch Plus-waalen aus deene Joren, déi mer elo am Budget erëmfannen. An natierlech – dat wëll ech och ënnersträichen – ass et gutt, dass mer déi ronn 700 Milliounen elo an d'Keess eragespullt kréien. Mee – an dat wëll ech wierklech nach eng kéier preziséieren – dat ass net op politesch Mesüeren zréckzeféieren, och wann dës Regierung sech dat gären op de Fändel schreift.

Mee wat awer wierklech interessant ass, dat ass d'Fro hannendrunner: Wat geschitt dann elo mat deene Recetten? Wou sollen déi Suen dann elo investéiert ginn? Dofir kucke mer eis emol un, wat Äre Handschrëft an deem Budget dréit. Schliisslech soll d'Regierung un deem gemooss ginn, wat se wëlles huet, ëmzesetzen, respektiv wat se dann och schlussendlech ëmsetzt. An ech wäert a menger Ried och elo net all Ressort opzielen, op all eenzelne Punkt do agoen, mee haaptsächlech déi erauspicken, mat deene mir manner averstane sinn.

En éischte Constat ass deen, dass d'Ambitiounen, fir eppes ze gestalten, an der Tendenz éischter zréckgefuert ginn. Villes, dat mer hei fannen, ass d'Verwalte vum Bestoenden. An ech hunn et virdrunner scho gesot: Verwalten ass net gestalten. Eng reng Verwaltungsvue geet net duer, fir Lëtzebuerg op d'Erausfuertung vu muer an iwwermuer ze preparéieren. Grad beim Opstelle vun engem Budget huet een eng Responsabilitéit, net nëmme fir dat kommend Joer, mee virun allem och, fir déi nächst Generatiounen ze preparéieren. Déi zwou viregt Regierungen hu versicht, op en anere Wirtschaftsmodell hinzeschaffen. Et war e Bewosstsinn do, dat mer eise Modell stéckweis upasse mussen. Och d'CSV, wéi se an der Opposition war, huet nach deen do Gedanke gedeelt. Villes konnt een natierlech dovunner kritiséieren. Ech mengen, dat ass ëmmer, wann een nei Pisten opzeechent, dass een déi diskutéiert. Mee zumindest souf dru geschafft an et goufen d'Pisten opgezeechent. Mir gesinn, dass déi Aarbechten awer elo verluer ginn, ouni datt alternativ Zukunftsmodeller amplaz kéimen. Dir maacht eng Navigation à vue, ouni ze wëssen, wou et higeet.

An deem Budget gëtt et keen Szenario, wéi eis Wirtschaft sech weiderentwéckele soll. Mir kënnen eis awer net op eisen Acquisen ausrouen, well alles ass am Wandel. Dat internationalt Steierëmfeld, zum Beispill, vun deem eis Finanzplaz ofhänkt, huet sech an deene leschten 10, 15 Joer dramatesch geännert. D'Dekarbonisatioun an den Erhalt vun eiser Ëmwelt bestëmmen ëmmer méi déi ekonomesch Aktivitéiten, mee och déi demografesch Evolutioun, d'Migratiounsfliess, d'Autonomie vun Europa an d'Kärellementer vun eiser Ekonomik. Iwwerall do sti mer virun enormen Erausfuertungen. All Land muss do kucken, wéi seng kompetitiv Avantagen a Schwächte sinn. Och mir sinn do keng Ausnam.

An den Aarbechte vu „Luxembourg Strategie“, virdu Rifkin-Etüd oder och „Luxembourg in Transition“, goufen iwwert déi lescht Joren, wéi ech scho gesot hunn, interessant Pisten ausgeschafft. Dozou zielt de Fokus op gréng Technologien – Cleantech –, nohaltegt a moduläert Bauen oder och d'Energietransitioun bis 2050. Bref, den Detail kennt Der gären nokucken an deenen Aarbechten, déi virléien. Et wär wierklech e Versäumnis – an dat ass mäi Punkt –, wann déi Aarbechten einfach géifen am Tirang landen an net méi dovunner géif profitéiert ginn. Lëtzebuerg dierf net erëm an en Dornröscheschlof verfallen, wou d'Konsequenze vum Wuesstum verwalt, mee keng Zukunft gestalt gëtt. Oder fir et an Äre Wieder, Här Roth, auszudrécken: Dir huet Kurs op muer, mee et felt de Kurs op iwwermuer!

Här President, déi feelend Gestaltungsambitioun gesi mir och ganz kloer an anere Beräicher wéi beim Problemerkand Nummer 1, der Logementspolitik. Dobäi ass de Logement zentral fir esou vill Beräicher vun eiser Politik: d'Aarmutsbekämpfung, d'Demografie, d'Talentattraction, d'Wirtschaft. Feelend Ambitiounen kann u sech kee sech méi leeschten. D'Simplification administrative ass als Äntwert och ganz wonnerbar. Och mir ënnerstëtzen Iech doranner. Mee et geet awer net duer. D'Problemer ginn net un der Wuerzel ugepak. D'Logementskris vergeet net, well elo d'Gülttegkeet vun de Baugeneemegunge vun engem op zwee Joer eropgesat ginn.

D'Regierung huet virun zwou Wochen nach eng kéier Mesüeren am Logement annonciéiert, déi elo sollte verlängert ginn, wou nach eng kéier de Finanzminister virdrunner drop agaangen ass. Et ass schonn e bëssen erstaunlech, dass déi Mesüeren zéng Deeg virun Vott vum Budget komm sinn. Et ass jo net, wéi wann déi Mesüeren näischt géife kaschten. Mir fannen et e bësse speziell, dass dat elo vum Timing net grad esou opgeet. A virun allem fannen ech et och ganz speziell, well de Finanzminister bei der Presentatioun vum Budget nach selwer gesot huet, dass déi Mesüeren, déi jo grad de Bau sollen ukuerbelen, eigentlech net géifen esou gräifen. Mee elo gi se verlängert. Eng Logik, déi ech net esou ganz kann novollzéien. D'Verlängerung vun dese Mesüre weist och, dass Der de Logementsproblem net wierklech, spréich strukturell, wëllt ugoen. Dir setzt léiwer iwwerall e bësse bäi: Zum Beispill geet de Bëllegen Akt ëm 10.000 Euro an d'Luucht. Dat kascht de Staat ronn 40 Milliounen. Dir erhéicht d'Ofsetzbarkeit vun de Scholdzënsen um Immobilierepët ëm een Drëttel. An hei verzicht de Staat op weider 45 Milliounen. Dat si ganz vill Milliounen, déi Der ausgitt, wou Der net genau wësst, wat herno den Impact ass respektiv ob se och herno deen Effekt bréngen, deen Der Iech eigentlech heimat gitt.

Den Här Fayot huet virdrunner, wéi den Här Spautz d'Fro gestallt huet, schonn op den Avis vun der BCL higewisen, wou si ganz kloer soen – an ech mengen, si bezéie sech net nëmme op déi temporär Logementsmesüeren –, dass déi Politik, déi am Moment bedriwwen gëtt, antikompetitiv an antisozial ass an dass se sécherlech net dozou bäidréit, dass de Logement nach méi abordabel gëtt. An dofir brauche mer jo grad am Logement e Paradigmewiessel, dee mer an der leschter Regierung schonn ugefaangen haten, wou de Staat eebe méi an de Marché agräift a wou de Staat – an ech mengen dat ass déi grouss Differenz – och selwer Acteur gëtt.

Mir hunn d'Handbrems gezunn, andeems mer massiv an den abordabele Wunnengsbau an an d'Locatioun investéiert hunn. A mir hu Mesüeren géint d'Spekulatioun a géint de Leerstand op den Instanzewege geschéckt. Ech ka mech ganz gutt drun erënneren, wéi mer fënnef Joer laang vun der CSV hei gejoet gi sinn. Et

géif net schnell genuch goen, et misst alles méi séier viruoen. Ech stellen trotzdem elo fest, dass ee Joer, wou d'CSV am Amt ass an och déi Ministère besetzt ... An et ass net, Här Spautz, wéi Der mer ëmmer wëllt reprochéieren, dass d'Reform vun der Grondsteuer a Mobiliséierungssteuer just virun de Walen deposéiert gi wär. Nee, well den Avis vum Staatsrot läit scho ganz laang vir a wéi gesot, et ass ee Joer vergaangen, wou weeder den Avis vum Staatsrot nach d'Amendementen an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert gi sinn. Entweder ass et absolutt keng Prioritéit méi fir dës Majoritéit oder si stellt awer fest, dass et net esou evident ass, wierklech fundamental Gesetzer nei ze schreiwen. Well et ass richteg: Eng Grondsteuer nei opzestellen ass weesentlech méi komplizéiert wéi Baugeneemegungen ze verlängeren.

Här President, wa schonns bei deem Dossier, der Suerg Nummer eent hei am Land, d'Ambitiounen feelen a wirtschaftlech Projektionen, déi iwwert eng reng Verwaltung vu kuerz- a mëttelfristege Mesüeren sollen erausgoen, an Tirang verschwannen, da kann eis dat fir d'Zukunft net positiv stëmmen. An ech mengen, dat ass dee gréisste Manktem vun dëser Regierung: dass se op haut a muer fokusséiert ass, op d'Produktivitéit, op d'Kompetitivitéit, mee net weess oder net wëlles huet ze wëssen, wou mer an 10, 20, 30 Joer wëllen higoe respektiv wéi mer an deene kommende Jore wëlle liewen.

Mir fannen dëst och eng beschränkte Vue, well – an dat muss ech Iech awer soen – Der an Ärer Approche trotzdem konsequent sidd. Fir d'Firma Lëtzebuerg produktiv ze halen, géllt Business First. An dës Firma sinn d'Rechter vun de Salariéeren net déi éischt Suerg. Ech mengen, dat huet den Aarbechtsminister, deen och hei ass, méi wéi eemol bewisen. Stéchwuert: de Kollektivcongé gëtt a Fro gestallt. E Projet fir d'Sonndesaarbeitsverlängerung gëtt deposéiert, ouni dass en Avantage fir d'Salarié virgesäit. D'Gewerkschafte gi virun de Kapp gestouss, well d'Kollektivvertrag ouni si verhandelt oder ëmdefinéiert solle ginn. De Business First, wéi ech gesot hunn, do ass d'Regierung ganz konsequent.

De Business First gesäit een och ganz gutt am Logement. Äre Mesüre solle Schwong an de private Marché bréngen. Gläichzäitig investéiert Der manner wéi am Pluriannuel 2024 bis 2027 virgesinn an de Spezialfong fir den abordabele Logement. Dofir, och wann Der sot, dass Der d'Montanten eropsetzt, dass der pro Joer bäikommen, ass et trotzdem weesentlech manner wéi am Pluriannuel. Do misst een och vläicht e bësse méi éierlech sinn, wann ee seet, dass ee méi wëllt investéieren. Mee dofir si mir jo do, fir dat ganz genau ze kucken an ze vergläichen.

Dat selwecht géllt och fir d'Enregistmentskäschten, déi elo halbéiert ginn. Do stellt sech d'Fro: Wiem hëlleft dat dann am Endeffekt? Fir d'Éischtkeefe gëtt et jo de Bëllegen Akt. Och dat ass virdrunner schonn erkläert ginn. Falls eng Koppel zum Beispill en Apart wëllt kafen, dann hëlleft de gemeinsame Bëllegen Akt normalerweis, d'Enregistmentskäschten ze decken. A grad Éischtkeefe spieren awer vum dëser Mesür, déi Der elo wëlles hutt, net direkt eppes. Wien awer virun allem dovunner wäert profitéieren – an dräimol duert Der roden –, dat sinn d'Investisseuren. Si kréien hei erëm Zéngtausenden Euro geschenkt, fir dass se sech déi zweet, drëtt oder véiert Wunneng kënnen leeschten.

Fir d'LSAP ass awer ganz kloer: Fir eis ass d'Wunnen en Doheem a kee Finanzproduit!

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Business First, dat selwecht Bild gesi mer och bei der Betriffssteuer. Bon,

mir haten déi d'lescht Woch beim Entlaaschtungs-Pak jo schonn diskutiert. Hei och de Verweis op d'Cour des comptes, déi jo elo net am Verdacht steet, politesch Avisen auszuschaffen. Si weisen drop hin, dass et keng faktesch Legitimation fir des Steuerbaisse gëtt, keng Garantie, dass doduerch effektiv méi Steuerrecetten erakommen. Heibäi handelt et sech ëm eng reng politesch Decisioun, an dat huet den Här Roth jo och selwer an der Kommissioun zouginn.

Schlussendlech ass Äre Business First Ausdrock vun enger wirtschaftsliberaler Ideologie. Nëmme, d'Ideologie, datt déi onsiichtbar Hand alles um fräie Marché reegelt, ben, déi Ideologie ass passé. Trickle-down economics, dat heescht dass déi Räich nach méi räich ginn an doduerch och déi Kleng eppes dovunner kréien, déi Rechnung ass nach ni opgaangen. Dat war ëmmer schonns d'Erhalen an den Ausbau vu Privileegie vun enger absolutter Minoritéit, och op Käschte vun der Mëttelschicht, déi virgespillt kritt, si dierft matspillen, mee a Wierklechkeet bei d'Lisa Lorette gelooss gëtt. Dat hunn eis sëllege Länner op der Welt bewisen. An ech versti wierklech net, wou mer jo grad gesinn, dass Ären Länner genau de Géigendeel vun deene Modeller maachen a vun deene Modeller wëllen ewechkommen, dass mir dann elo do wäerten eis Zukunft weider drop opbauen.

D'Regierung seet, all dat wär, fir duerno kënnen ëmzeverdeelen. A stolz gëtt dann op déi 47 % vun Budget verweisen, déi a Sozialleeschunge fléissen. D'Erhale vun eise Sozialleeschungen, déi mer als LSAP iwwert d'Jore jo mat opgebaut hunn, ben, dat ass fir eis genausou wichteg wéi fir Iech. Nach muss een éierlech soen, an et muss een och éierlech unerkennen, dass déi Leeschungen net duerginn, fir d'Aarmut hei am Land ze bekämpfen. A virun allem sinn déi 47 % keen Ausdrock vum Wëlle vun dëser Regierung, d'Aarmutsbekämpfung zu hirer éischter Prioritéit ze maachen.

Et ass wouer, dass d'Ausgaben eropginn. Allerdéngs ass dëst bis op eenzel Ausnamen op mechanesch Ursaachen zréckzeféieren. D'Ausgabe wuesse virun allem doduerch, dass d'Bevëlkerung zouhëlt an d'Zuel vun de potenzielle Beneficiairen och zouhëlt. Méi Ausgabe bedeiten also am Endeffekt fir den Einzelnen net Verbesserungen, net weider gutt Leeschungen. Am Endeffekt ass et just de Status quo, dass déi Leit kënnen vun deenen Aidë profitéieren. A grad am Kampf géint d'Aarmut geet e Weider-esou net duer. An och déi Mesüeren, déi d'Regierung geholl huet, sinn nawell keen Ausdrock vun enger Politick, där hir éischt Prioritéit d'Aarmutsbekämpfung ass.

Ech sot ganz am Ufank, dass de Budget d'Wourecht seet, abseits vun alle Sonndesrieden. Néieren weist sech dat besser wéi hei. Dofir hu mer eis d'Méi gemaach, mol e kleng Verglach ze maachen, e Verglach vun deenen Hëllef am Sozialen, déi dës Regierung elo wëllt ausginn, mat de Mesüre fir d'Investisseuren.

36 Milliounen méi fir d'Allocation de vie chère, mee 100 Milliounen Déchet fiscal bei der Betriebssteuer. D'Energieprimm soll 16 Milliounen kaschten, de Bëllegen Akt fir d'Investisseure kascht 40 Milliounen. D'Steiererlichterunge fir d'Monoparentalle maache 7 Milliounen Déchet fiscal aus an eleng d'Halbéierung vun den Enregistrementskäschten awer en Déchet fiscal vun 100 Milliounen.

Dir mierkt also, Grimmele fir déi Aarm, Stécker Kuch fir déi finanziell Staark. Et gesäit een, dës Regierung huet wierklech ganz kloer Präferenzen, wem se da schlussendlech wëllt ënnert d'Äerm gräifen.

Bei esou engem dach awer éischter – wéi soll ech soen? – dënne Resultat mussen mer eis dann nach unhéieren, dass de Premierminister mengt, dass an

deene leschte Joren net genuch iwwer Kannerarmut hei zu Lëtzebuerg geschwat gi wär. Eréischt seng Regierung hätt dat zum Thema gemaach, well, an ech zitieren, dat de Ministeren, déi selwer och Eltere wieren, um Häerz géif leien. Majo dann.

Éischters fannen ech et eng Risefrechheet, dat esou ze soen. Och virdu gouf et Elteren an der Regierung an och déi hu sech fir Kannerarmut agesat. An dovun ofgesi muss een och net en Elterendeel sinn, fir sech hei kënnen aktiv anzusetzen.

Une voix | Très juste!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Zweetens stëmmt et och net, datt hei näischt geschitt wär, Här Spautz. Just e kleng Reminder: Mam REVIS gouf d'Ennerstüttung fir d'Kanner, a ganz besonnesch fir d'Kanner vun Elengerzéiden, erhéicht. Ech war deemools Deputéiert an hu mech dofir agesat – iwwregens als jonk Fra ouni Kanner –, fir dass op dësem Punkt sollt nogebessert ginn. Chèque-service, gratis Transport, Kannerbetreuung, gratis Mëttegiessen, gratis Schoulbicher am Secondaire, bref, wann ech sollt eng Mesür vergiess hunn ..., ech mengen, d'Madamm Cahen, d'Rapportrice, ka gären ergänzen. Ech mengen, si war jo awer ganz aktiv als Familljeministesche.

(Interruption)

An ech ka mir net virstellen, dass déi aktuell Regierung hire Majoritéitsdeputéierten hir Aarbecht elo géif aneschtens bewäerten.

Bei eis gouf de Mindestloun ëm 100 Euro netto an d'Luucht gesat, eppes, wat dës Regierung schonn zweemol bei de Motioune verweigert huet. Ech hunn awer dem Här Spautz ganz gutt nogelauschert, dee gesot huet, et géif nach eppes kommen. Mir sinn da mol ganz gespaant, wat dann elo nach wäert an deenen nächste Méint op eis duerkommen.

Här President, ursprénglech wollte mer eigentlech zu dësem Thema eng Motioune maache mat der Iddi fir en nationalen Aktiounsplang, op dee mer jo nach ëmmer ganz gespaant waarden, mee wou eeben d'Majoritéit eis Motioune déi leschte Kéier scho refuséiert huet, wéi mer nëmme gefrot hunn, Pisten eventuell, wann et méiglech wär, an Erwägung ze zéien. Wéi se déi scho refuséiert huet, bon, dunn hu mer eis elo d'Méi net gemaach a waarden dann awer seenlechst op dee Plang, dee mer dann endlech sollen eng Kéier presentéiert kréien.

Hei stellt sech natierlech d'Fro, wat dann elo an deen Aktiounsplang géint d'Aarmut soll drakommen. Well dat, wat mer bis elo gesinn hunn, léisst eis net hoffen. Dir bekämpft d'Aarmut nach ëmmer, wéi wann et e konjunkturelle Problem wär, an net, wéi wann et e strukturelle wär. Dir setzt einfach op e puer Posten d'Suen erop an Der stellt Iech heihinner a sot: „Voilà, mir maachen eppes, dat war et elo.“ Natierlech ass et gutt, dass déi Leit och méi finanziell Moyene kréien. Natierlech ass et gutt, wann och hire Portmonni gefëllt gëtt. Mee déi hei Leit brauchen och Perspektiven, Perspektiven, fir en nohaltege Wee aus der Aarmut ze kréien.

An ech gesinn, dass den Här Familljeminister hei ass. Wann Der nach Inspiratioun braucht, wat an Ären Aktiounsplang soll kommen, do halen ech et da ganz mat der Rapportrice vu gëschter respektiv mat Ärer Virgängerin: Frot einfach emol ChatGPT, wat ee ka vu wirksame Mesüeren zur Aarmutsbekämpfung maachen. Mir hunn et iwwregens gemaach, mir hunn et getest an, o Wunder, dat éischt, wat mer liese konnten, ass: De Mindestloun misst iwwert dem Aarmutsrisiko leien!

Also, wann d'KI dat scho seet, ganz léif Regierung, op wat waart Der nach?

Här President, ech kommen nach eemol op déi ekonomesch Zuelen aus dem Budget zréck an domat och nach emol op de Wuesstemsmodell.

(Interruption)

De Wuesstem ass esou eng Saach, déi sech grad an enger klenger Economie wéi Lëtzebuerg net esou einfach steiere léisst.

Den Här Finanzminister huet et esou erkläert: „Um Schëff ass et och nëmme esou laang schéin, wéi d'Wiederprevisiounen och gutt sinn.“ Jo, ech mengen, do si mer eis eens. Et kann een zwar hoffen, dass all Dag d'Sonn schéngt, mee warscheinlech ass dat scho manner.

Schonns beim Budget 2024 hunn ech drop higewisen, dass Äre Budget eng riskant Wett op d'Zukunft ass. An dësen onsécheren Zäiten huet et eis net responsabel erschéngt, de Wuesstum als Allheilmittel vun eise Staatsfinanzen ze gesinn. Elo, kee Joer méi spéit, mussen mer feststellen, dass Der mat dësem Budgetsprojert schonns éischt Korrekturen no ënne maache musst.

Fir 2024 waren eigentlech 1,5 % Wuesstum virgesinn, mee et schéngt éischter onwarscheinlech, dass dësen och esou antrëtt. Dem Conseil national des finances publiques no brauch et nach iwwert dat drëtt a véiert Trimester ewech an der Moyenne eng Croissance vun 2,9 %, fir nach op déi 1,5 % Wuesstum ze kommen. A grad aus der Industrie, wéi Dir och selwer gesot hutt, Här Minister, an aus der Konstruktionskoumen am drëtten Trimester éischter negativ Signaler.

Och d'Croissance vum PIB soll 2025 nëmme nach bei 2,7 % an net méi bei 3 % leien. Déi international Acteure gesinn déi wirtschaftlech Entwécklung an de kommende Jore liicht méi pessimistesche. Hire Berechnungen no wäert sech de PIB à moyen terme bei 2 % apendelen. Dir gesitt also, Är Wett aus dem Mäerz, an dat ass nach keng néng Méint hier, riskéiert elo schonn, net méi opzegoen.

Firwat eng reng Wuesstumslogik ouni laangfristeg Visioun awer zousätzlech problematesch ass, gesäit een och ganz gutt unhand vun de Chômagezuelen. Bon, ech brauch net méi drop anzegoen, well de Minister se virdrunner schonn zitéiert huet. Wichteg ass just ze wëssen: De Chômage geet weider an d'Luucht an den Emploi entwéckelt sech méi schlecht wéi erwaart.

Wat ass d'Konsequenz dovunner? An hei verweisen ech op den Avis vum Statsrot, dee ganz kloer seet, dass dës schwache Beschäftigungswuesstum en negativen Afloss op d'Konten vun der Sozialversicherung huet. An och dofir brauch et eng Iddi fir den Iwwermuer an eiser Economie, fir eis Economie esou opzebauen, dass se nohaltege an zukunftstauglech ass.

Här President, fir d'Zukunft ze gestalten, brauch een och Spillraum a sengem Budget. An domat kommen ech zum OMT, dem Objectif à moyen terme. Dësen ass, wéi an der Finanzkommissioun festgestallt, just nach eng Écriture comptable. An all Regierung soll sech selwer Oplage ginn, wéi si d'Investier par rapport zu der éffentlecher Schold gesäit. Vu datt mer vum Finanzminister an där leschter Zäit elo net méi esou vill dozou héieren haten, hat ech jo scho bal gemengt, Dir hätt op eis gelauschert an Dir wäert elo mat eis op enger Linn, dass déi 30 % Schold keng absolutt Grenz wären. Mir hunn ëmmer deen Dogma vun deenen 30 % refuséiert a refuséieren en och weiderhin.

Ech huelen zur Kenntnis, dass Der dann elo am Endeffekt awer wäert legiferéieren a mir waarden da gespaant dorobber, wou Der genau wëllt usetzen.

Positiv – dat wëll ech awer och ganz éierlech soen – huelen ech Är Ausso vu virdrunner zur Kenntnis, dass Der Iech eisen Iddien, fir de PIBien-être weider auszebaue respektiv och am Gesetz ze integréieren, wëllt unhuelen. An hei begrësse mer dat natierlech a soen Iech och direkt, dass mer Iech hei ganz konstruktiv zur Säit wäerte stoen.

Well, Här Minister, et ass sécher net de Moment, fir mat den Investissementer ze spueren. 4,6 % vun der Wirtschaftskraft sollen am Joer 2025 den Investissementer zeguttkommen. Mir begrëssen, dass elo hei nach méi virgesinn ass wéi beim leschte Budget, dat heescht dass Dir bereet sidd, hei nach méi ze investéieren. Mir gesinn awer och, dass déi indirekt Investissementer awer elo ëm 3,3 % par rapport zu 2024 sollen erofgoen. An och d'Consommation intermédiaire soll manner staark wuesse wéi nach an deene leschte Joren, ëm 3,2 % fir 2025 par rapport zu 8 % fir 2023 a 2024.

Mir hoffen, dass doraus elo net en neien Trend gëtt, well mir brauchen nämlech déi indirekt Investissementer an eise Betriber an och d'Fonctionnements-käschte vun eisem Staat. Hei däerf net gespuert ginn. Mir brauchen eng ganz staark Fonction publique, déi och déi néideg Moyene kritt, fir hir Aarbecht beschteméiglech, virun allem am Déngscht vun de Leit, kënnen auszuféieren.

An à propos Fonction publique: Do kann ech mech nëmmen dem Här Spautz ungeschlëssen. Wann iwwert d'Budgetgesetz aner Gesetzer ofgeännert ginn, da soll et dobäi prioritär ëm d'Finanze goen. Eng Verwaltungstechnesch Reform wéi déi vun de Sécherheets-servicer vun der Fonction publique an der ITM gehéiert net an e Budget. Déi gehéiert an e eegestännege Gesetzesentwurf vum Minister vun der Fonction publique, e Gesetzesentwurf, deen donieft och déi Fro vun de Mobbingsprozeduren – wat e Risenthema ass –, déi elo net beäntwert gëtt, deementspriedend ka behandelen.

De Finanzminister huet virdrunner gesot, de Sozialdialog géif nach ëmmer héichgehale ginn. Ben, d'CGFP wousst näischt vun deemem Move, dass dëst esou an d'Gesetz erakënn. Si huet ganz kloer gesot, dass se net consultéiert gouf an dass se net wousst, dass Dir elo déi Reform géift hei am Budget maachen.

Dofir, héichhalen ass eppes, wat Der eis ëmmer esou sot. De Problem ass just, dass mer et un Ärem Handeln net och esou gesinn. An Dir hutt en Joker an Äre Reien, den Här Spautz. Ech mengen, alles, wat de Sozialdialog betrëfft, alles, wat am Interêt vun de Leit, déi schaffen, vun de Beschäftegten, soll verbessert gi respektiv wat vu Reforme soll kommen: Gräift do einfach op Ären Joker zréck. Domadder wär eis vill Misär am Land erspuert.

(*Interruption*)

Här President, d'Finanze vun engem Land sinn natierlech vu villem ofhängeg. Eis Finanze sinn awer net just nëmmen ofhängeg, si si süchteg, süchteg no Tubak. Wann näischt méi geet, da ginn d'Akzisen op den Zigaretten einfach eropgesat, fir esou Recetten ze generéieren. Dës ginn d'nächst Joer ëm 5,5 % an d'Luucht op 1,2 Milliarde Gesamtrechten.

De Finanzminister seet dozou: „Dat wäert zousätzlech Recettë schafen.“ Zitat: „Positive Schéiereffekt.“ Jo, esou kann een natierlech virgoen. D'Mesür zielt just nëmmen drop, an ech mengen, esou éierlech soll ee sinn, dass eebe méi an d'Keess gespult gëtt. Hei si mer erëm beim Verwalten amplaz Gestalten. Hei geet et net ëm gesondheetlech Aspekter, well wär Iech dat wichteg, dann hätt Der d'Akzisen op e Maximum gehuewen. Laut WHO brauch et nämlech eng Hausse vun 10 % vum Präis vun Tubaksprodukten, fir dass

eng Baisse vun der Consommation a Länner mat Wuelstand antrëtt.

An eisen Nopeschlänner – wéi och an Europa – gëtt iwwert eng Génération sans tabac diskutéiert. A mir fuerderen d'Regierung op, sech doriwier nach méi Gedanken ze maachen, fir datt et an Zukunft net méi zur Normalitéit gehéiert, datt eng Persoun fëmmt, mee dass et eng Ausnam ass, datt mer deenen, déi haut fëmmen a muer wëllen ophalen, hëllef an dass déi Jonk dervunner ofgehele ginn, iwwerhaapt unzufänken. Well de Käschtepunkt vum Tubak, an dat ass de sprangende Punkt – sief dat fir den Einzelnen oder fir eis insgesamt als Gesellschaft –, wäert ëmmer méi héich si wéi déi Recetten, déi elo kuerzfristeg erakommen.

Här President, amplaz op albewäerte Mëttele wéi Tubaksakzisen ze setzen, brauche mer nei Weeër an nei Recetten. Mat dëser Fuerderung no neie Recette sti mer och net eleng do. Dëst huet och d'Cour des comptes kritiséiert. Et feelt e Plang B, falls den Tubak an déi fossill Brennstoffe net méi als Geldquell dëngen.

De Finanzminister sot d'lescht Joer beim Budget: „Ech hu keng Glaskugel, ech weess net, wat an der Welt geschitt.“ Ben, keen huet eng Glaskugel, mee eng responsabel Finanzpolitik muss sech awer selwer Moyene ginn, fir op extreem Schocken, op Krise kënnen ze reagéieren. Dat ass d'Kärstéck vun der Resilienz!

Grad d'Pandemie, de Krich an der Ukrain, d'Verschäerfung vun de geopolitische Spannungen, d'Erausforderungen am Klimawandel hunn eis jo awer gewisen, wéi wichteg et ass, dass mer eis eeben esou opstellen, dass mer op extern Schocke kënnen reagéieren, grad, wéi ech scho virdrunner gesot hunn, fir esou eng kleng, oppen Ekonomie wéi Lëtzebuerg.

Mir mussen dofir iwwer e méi grouse fiskalen Handlungsspillraum verfüge wéi eng grouss a manner ufälleg Ekonomie. Natierlech Ressourcë stinn net endlos zur Verfügung. Lëtzebuerg stéisst esou lues awer sécher un dës Grenzen, sief dat beim Landverbrauch, bei der Knappheet vun den Terrainen oder och beim Energieverbrauch.

Aner Ressourcë wéi d'Waasser riskéieren, mam Klimawandel méi knapp ze ginn, och wann dat elo schwéier virstellbar ass, well et bei eis esou oft reent. Klima- an Naturschutz sinn e weesentlechen Aspekt, wann et drëms geet, net just eis Liewenskonditiounen, mee och zukünfteg Entwécklungschancë fir eis Ekonomie ze erhalen.

Déi Prioritéit fënnt sech am Budget net esou erëm. D'Enveloppe vum Ëmweltministère geet ëm 15 % erof. Vu dass déi entsprechend Spezialfonge vun der viregter Regierung gutt gefëllt goufen, ass dat am Endeffekt net de gréisste Problem, mee villméi déi mangelnd Ambitioun vun der Regierung an deemem Beräich. Et bleift d'Gefill, dass den Naturschutz sech ënneruerdne muss, ënneruerdnen dem Logement, der Landwirtschaft oder kuerzfristegen ekonomeschen Interessen. Virun allem soll en eppes: net nerven!

Här President, mir mussen déi Resilienz an eis Staatsfinanzen erakréien. Business ass usual geet net duer, fir d'Erausforderungen ze meeschteren, virun déi eis de Klimawandel stellt, wéi Katastropheschutz, Héichwaasserschutz, Renaturéierung vu Gewässer, manner Versiegelung. E Bekenntnis zum PNEC ass sécher gutt, mee d'Annoncen an d'Mesüre vun der Regierung suerge fir Zweifel, dass si et och wierklech esicht mengt. Och wann et am Moment, global gesinn, wéineg positiv Signaler gëtt, sou sollt dëst Lëtzebuerg net dorunner hënnere, méi ambitiéis an deemem

Beräich ze sinn. Mir sinn an enger Epoch, an där et elo gëllt, déi richteg Entscheedungen ze treffen. Wéi gi mer konsequent mat der Klimakris ëm? Wéi eng Investitioune wëlle mer tätigen, fir eeben déi sozial an energieatesch Transition hinzekeréien?

Et brauch virun allem Wäitsicht. Et brauch e Plang. Et brauch Méiglechkeeten, eise Fortschritt am Budget och besser kënnen ze moossen. An op dee Volet wäert den Här Fayot a senger Interventioun nach méi detailléiert agoen. An da kann och – an dat versprechen ech Iech – d'Majoritéit herno weisen, ob se dann dem Finanzminister gutt nogelauschert huet, dee jo de PIBien-être och gäre wëll héichhalen. Hei ka se dat da beweisen, fir direkt Neel mat Käpp ze maachen.

Voilà, dëst zu eise Reflexiounen zum Budget. Ech resüméieren: Eis feelt ganz kloer de Kurs op iwwermuer. De Muer geet net duer. Mir mussen och wëssen, wéi mer eis fir déi nächst Joren am Sënn vun den nächste Generatiounen opstellen. Mir stelle fest, dass dese Budget keng kloer Äntwerten op déi vill Erausforderunge gëtt, déi sech eis nach weiderhi wäerte stellen.

Fir et mam Roude Léiw ze huelen, Här Roth: Äre Roude Léiw schéngt net wierklech de roude Fueдем fest am Grëff ze hunn. An dofir – an ech mengen, dat wäert Iech elo wierklech batter enttäuschen – wäerte mer dese Budget net matstëmmen.

Plusieurs voix | O!

D'autres voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci, Madamm Bofferding. An da géing ech dem Här Fred Keup als leschem Riedner vun haut de Moien d'Wuert ginn. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, merci, Här President, och datt ech haut de Moien nach drukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech kann och do weiderfueren, wou d'Madamm Bofferding opgehale huet: Och mir stëmmen dese Budget haut net mat.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Éischtens ass kee richteg Zil hei ze erkennen, wou d'Regierung hiwëll. Et gëtt kee wierkleche Plang, keen Zil, wou eist Land histeiert.

Et ass och, zweetens, e Manktem u Courage feststellen, well eigentlech ass et plus/minus awer an der Kontinuitéit an et ass dat selwecht wéi dat, wat virdu schonn do war. De versprachene Wiessel ass net do.

An, drëttens, hu mer erëm eng Kéier eng Situatioun och mat viraussichtlech héijen Defiziter. Och dat fanne mer net seriö. D'Ausgabe sinn ze héich a se féieren zu ze vill Scholden. An dat ass schlecht fir eist Land.

Fir et emol esou ze soen: Dobauss weess keen esou richteg, firwat dës Regierung elo genau steet an awéifern si sech vun där vu virdrun differenziéiert. Wann een d'Leit freet: „Wat ass dann de grouse Projet vun dëser Regierung?“, da weess keen dorop ze äntwerten. Dat ass eng Feststellung.

Här President, wann een e Budget opstellt, da mécht een dat jo och, fir gewëssen Ziler ze erreche fir eist Land. An do muss ee sech da froen hei: Wéi ee Lëtzebuerg wëlle mir an Zukunft hunn, an 10, 20 Joer? 2050 steet virun der Dier, wéi ee Land wëll dës Regierung an Zukunft?

Wann ee Politik mécht, da muss een ee Projet hunn, un deen ee gleeft, un deem ee schafft, an da kann een d'Leit och matrappen. Dee Projet gëtt et hei net, oder op d'mannst huet nach kee vill dovun héieren.

Et ass natierlech och méi einfach, sech net mat laangfristegen Iwwerleeungen ze beschäftegen a vu Joer zu Joer ze kucken an ze hoffen, dass et iergendwéi opgeet a genuch Leit zu Hirem kommen. Dat ass méi einfach.

Et ass och net alles schlecht an der Praxis an och net bei deem, wat dëst Joer geschitt ass. Dat muss ech och soen. Mir hu vill Projeten hei ënnerstëtzt, well se an déi richteg Richtung ginn. An och déi ganz Entlaaschtungen, déi elo gestëmmt gi sinn, fanne mir natierlech och de richteg Wee.

An ech kommen och net heihinner, fir alles ze zerrappen, wat dës Regierung mécht a wat an dësem Budget steet. Ech kommen heihin, fir en Ausbléck ze ginn op dat, wat eis erwaart, wa mir esou weidermaachen.

Vu dass Dir dat net maacht, musse mir dat alt maachen als ADR, well d'Leit wëlle gesinn, wou d'Rees higeet vun eisem Land, mëttelfristeg an och laangfristeg.

Mir gesinn am Budget: Et ginn alt Saachen an d'Luucht. Dacks ass dat awer och ganz einfach duerch d'Inflatioun ze erklären, déi déi lescht Jore jo och héich war. Dat muss een och wëssen. Et ass jo eng logesch Konsequenz dovunner. D'Regierung gëtt dann och net nëmmen un den Zuele gemooss, déi mir hei am Budget presentéiert kruten, mee eng Regierung gëtt bewäert un deem, wat duerno erauskënnt, um Resultat, an dat spëitstens no fënnf Joer, also 2028.

An et ass, wéi an der Schoul: Um Enn vum Joer kritt Dir vun eis Är Zensur. An déi Zensur, déi Bewäertung wäert d'ADR maachen an da moosse mir, ob dës Regierung gutt geschafft huet oder schlecht geschafft huet. Mir wäerten dës Bewäertung unhand vu kloren Evaluationskrittäre maachen, déi sech objektiv moosse loosse.

Ganz kloer unhand vu Statistike wäerte mir da moossen, wéi d'Kafkraaft sech entwéckelt huet. Geet se erof, dann ass d'Regierung am Echec. Mir bewäerten d'Energiepräisser no fënnf Joer. Gi se weider erop, dann ass d'Regierung am Echec. Mir bewäerten, ob d'Kriminalitéit zeréckgeet. Bleift se esou héich, dann ass d'Regierung am Echec.

Mir bewäerten, ob d'Verkéiserssituatioun sech verbessert. Sti mir a fënnf Joer nach weider am Stau, dann ass d'Politick vun der Regierung een Echec. Mir wäerte gesinn, wéi d'Situatioun an de Klinicken ass, an den Urgencen. Wa sech d'Situatioun net verbessert, dann ass d'Regierung am Echec. Mir wäerte gesinn, wéi eis Scholde sech entwéckelen. Maache mer nach weider esou héich Scholden, ëmmer méi, dann ass d'Regierung am Echec.

Mir wäerte gesinn, ob weider esou vill Natur zerstéiert a verbaut gëtt. Ass dat de Fall, dann ass d'Regierung am Echec. Mir wäerte gesinn, ob d'Aarmut eropgaangen ass no fënnf Joer oder erofgaangen ass. Geet d'Aarmut net zeréck, dann ass d'Regierung am Echec. Mir wäerte gesinn, ob nach ëmmer Lëtzebuurger mussen an d'Ausland plënnere, well si an hirem Land keng Wunneng fannen. Ass dat de Fall, dann ass d'Regierung am Echec.

A mir wäerten natierlech och kucken, ob erëm méi Lëtzebuergesch geschwat gëtt oder manner. Wann et manner ass a weider zeréckgeet, dann ass d'Regierung am Echec.

A mir wäerte gesinn, wéi d'Stellung vun der Famill an der Gesellschaft wäert sinn. Wann d'Famill an hirer Roll an der Gesellschaft weider zeréckgedrängt gëtt, dann ass d'Regierung am Echec.

Eist Zil ass, dass d'Liewensqualitéit erëm eropgeet. Ass dat net de Fall, dann huet d'Regierung versot.

(Interruption)

Als ADR si mer iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg vill méi kann ewéi dat, wat déi lescht Jore bruecht ginn ass. Mir kéinte vill méi wäit sinn als e Land, dat esou vill Moyenen huet. Do kéinte mir dat maachen.

Elo hutt Dir nach véier Joer Zäit an da gesi mer Äre Bilan, mat all deene Punkten, déi ech grad opgelécht hunn, an nach ville weider. An dorobber wäert och d'Vollek Iech als Regierung bewäerten.

A wa mir elo am Lycée wieren, da wiere mer elo, no engem Joer Legislaturperiod, esou ongeféier an engem Schouljoer no Allerhellegen an da géife mir Iech als Schüler roden: Leet mol eng Schëpp bäi, well soss gëtt et enk. Dir kënt vläicht een oder zwee Fächer kompenséieren, mee keng fënnf oder sechs!

Dir als Regierung sidd an der Verantwortung. Dat ass Äre Choix gewiescht. Dat ass dat, wat Der wëllt. Dat ass sécherlech ganz flott. A mir sinn déi, déi kontrolléieren, déi Iech bewäerten. An dat ass och ganz flott.

(Brouhaha)

Här President, kucke mer emol, wéi Lëtzebuerg sech entwéckelt huet iwwert déi lescht Joerzénge. Et ass ëmmer erëm wichtig, dat awer ze widderhuelen. An ech kommen do mat där Geschicht vu virun 30, 40 Joer: Do konnt sech en Aarbechter en Haus leeschten, en Haus mat Gaart. Net e Studio an enger wäisser Këscht! En Haus mat Gaart!

E konnt sech en Haus leeschte fir seng Famill, an oft huet seng Fra emol net misse schaffe goen. E konnt sech en Auto leeschten an an d'Vakanz fueren. Dat ass et ginn! Dat hunn ech gesinn, dat hunn déi meescht hei gesinn a materlieft. Dat ass haut onméiglech!

Deemools konnt ee moies um 7.30 Auer fortueren an an 20 Minutte moies zum Beispill vu Käerjeng aus an der Stad sinn. Dat ass haut net méi méiglech. Fiers de um 7.00 Auer, bass du eng Stonn am Stau.

An der KannerKlinik, an iwwerhaupt an der Klinik, huet jiddweree Lëtzebuergesch geschwat. Et huet och gutt fonctionéiert, genausou wéi an de Geschäfte a beim Staat souwisou.

Kriminalitéit ass et ginn, awer net wéi haut. Iwwerfall an Abréck ware rar, Alarmanlagen huet een net gebraucht. Haut seet d'Police op hirer Internetsäit: „Lassen Sie sich begleiten, wenn Sie abends oder nachts unterwegs sind, und verringern Sie so das Risiko eines Überfalls.“ Dat steet haut bei police.lu op der Internetsäit am Joer 2024.

Kriminalitéit a Gewalt si staark eropgaangen, dat beweisen d'Zuelen. A weider natierlech ass och den Zesammenhalt an der Gesellschaft net méi deen, deen e war. Et ass viles méi individuell ginn, et ass viles méi anonym ginn. A fir et kloer an däitlech ze soen: Et war net alles besser, mee et war viles besser!

A wat wëllt Der haut engem Jonken zielen, dee schaffe wëll goen, deen eng Famill wëll grënnen, dee Kanner wëll kréien, en Haus wëll kafen, en Auto? Wat wëllt Der deem soen? E soll waarden, bis e 40 Joer huet an da kucke mer – vläicht!

Ech soen Iech et riicht eraus: Et ass ganz haart fir déi Jonk hautzudaags. Ganz haart! Fir déi Jonk, déi grad ufänke mat schaffen, a fir jonk Familjen. An dat ass, mengen ech, en zentrale Punkt, deen eis hei net dierf kal loosse.

Mir mussen an der Politick derfir surgen, dass fir déi Jonk dat Normalst vun Liewen, eng Aarbecht ze hunn, eng Famill ze grënnen an en Haus ze hutt, muss erëm méiglech sinn. Dat muss mer deene Jonke bidden. Dat si mer hinne schëlleg! Aarbecht, Haus, Famill: déi normalste Saachen! Dat ass dat, wat mer als Politick alleguete mussen ënnerstëtzen.

An da schwätzen ech emol net vun der Perspektiv vun hirer Pensioun a vun all deem anere Misär, an deem dat Hamsterrad Bevölkerungswuesstem, an deem mir eis befannen, eis nach wäert hiféieren. Wéi soll dat funktionéieren? Wat fir eng Méiglechkeeten, wat fir eng Zukunft bidde mir haut eise jonke Leit hei am Land? Néideg wier och eng grondleeënd Analys, och eebe grad vun der Altersversuergung. Well wa mer esou weidermaachen, da geet dat alles op d'Käschte vun den zukünfte Generatiounen. An domadder muss Schluss sinn!

Sécher, eis Renten, jo, déi si bis an d'Joer 2040 ongeféier ofgesécher. Mee duerno si se dat net méi. A wéi wëlle mer d'Finanzéierung sécherstellen? Wëlle mer ëmmer weider wuessen, ëmmer weider Aarbechtskräften an d'Land eranhuelen, fir eisen demografeschen Defizit op sozialem Plang ofzedecken? Sollen eng Kéier eng Millioun Leit oder nach méi zu Lëtzebuerg wunnen? Sollen eng Kéier 400.000 Frontalieren hei schaffen? Ass dat, wann et iwwerhaupt machbar wär, wierklech wünschenswäert? A wat géif dat bedeite fir eis Liewensqualitéit?

D'Fro vum Bevölkerungszouwuess vu Lëtzebuerg: Dat ass dat zentraalt Thema hei zu Lëtzebuerg. Well d'Haaptursach vu bal all eise Problemer läit an deem massive Bevölkerungszouwuess. An d'Kollegen hei virdrun hunn et jo och schon ugeschnitten. Dat ass de Problem. 1990 hate mir hei ronn 180.000 Aarbechtsplazen. Am Joer 2010 waren et der 360.000. Also eng Verdueblung an 20 Joer. Zéng Joer méi spëit, 2020, hu mer der 475.000. An haut si mer iwwer 500.000. Bannent zéng Joer goufen also 115.000 zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf, also 11.500 zousätzlech Aarbechtskräfte pro Joer. Dës Steigerung trotz der globaler Finanzkris 2007 an trotz der Covid-Pandemie ass dach awer beandrockend!

Mee wou fënt d'Wirtschaft déi nei Aarbechtskräften an iwwerzeegt se, op Lëtzebuerg ze kommen an hei ze schaffen? Eis Jugend an och eis laangfristeg Aarbechtslos gi jo guer net duer, fir déi Nofro ze decken. Eng ganz einfach Rechnung: All Joer kommen ongeféier 6.500 jonk Leit, Lëtzebuurger an Ausländer, déi zu Lëtzebuerg opgewuess sinn, vun der Schoul op den Aarbechtsmaart. Et feelen also all Joer Minimum 5.000 zousätzlech Aarbechtskräften, just fir déi neigeschafene 11.500 Plazen ze besetzen. De Bedarf no auslänneschen Aarbechtskräften ass natierlech vill méi héich, well och d'Aarbechtskräften, déi all Joer an d'Pensioun ginn, ersat musse ginn. An dat waren déi lescht Joren all Joer bal 8.000 Persounen. Während zéng Joer goufen also all Joer am Duerchschnitt 11.500 plus 8.000, dat ass 19.500, Aarbechtsplaze fräi hei am Land. Do stoungen hei aus dem Land 6.500 Jonker zur Verfügung. Dat heescht d'Lëtzebuurger Wirtschaft brauch also pro Joer genau gesinn – 19.500 minus 6.500 – 13.000 zousätzlech Aarbechtskräften aus dem Ausland. Dës 13.000 pro Joer sinn dann entweder Grenzgänger oder Leit, déi wéinst enger Aarbechtsplaz op Lëtzebuerg wunne kommen. Dat ass fir e Land wéi Lëtzebuerg op laang Zäit eng gigantesch Zuel!

An de leschten 30 Joer ass d'Zuel vun de Grenzgänger dann och schrecklech an d'Luucht gaangen. Am Joer 1980 – dat war e schéint Joer – hate mer just 12.000 Frontalieren, 1995 waren et der 50.000, 2009 150.000 an haut si mer op 230.000, dat heescht d'Zuel vun de Frontalieren ass an de leschte Jore pro Joer ëm 5.500 eropgaangen. Zesummegefaasst goufen also all Joer 19.500 Aarbechtsplaze besat, dovunner 13.000 aus dem Ausland, dorënner 5.500 duerch Frontalieren a 7.500 duerch d'Immigratioun. Doduerch wiisst dann d'Bevölkerung zu Lëtzebuerg och pro Joer ronn ëm 12.000, 13.000 Persounen.

Wann een also dat bedenkt, da kann ee sech froen, wéi mir also do wëllen nach derduerchkommen, wéi mer wëllen do nach hannendru kommen a wéi mer wëllen d'Land nach iergendwéi ..., net méi prett maachen, mee dee Retard opheulen, dee mer an all där Zäit ugeheeft hunn, fir deene Leit och dat ze bidden, wat se am Fong hei verdéngen.

All déi Problemer si scho laang bekannt an ech wëll Iech hei zwou Persounen hei aus der Chamber zitieren. Fir d'Éischt den honorablen Deputéierte Michel Wolter, deen 2008 Follgendes hei sot: „Kohäsion an Integratioun hunn och eng territorial Dimension. Déi hu mer zwar méi spéit entdeckt, duerfir ass se net manner relevant. Eisen Territoire ass begrenzt an d'Land zitt ëmmer méi Leit un. Mir hunn elo bal eng hallef Millioun Awunner an iwwer 140.000 Frontalieren. (...) D'Zouam vun der Zuel vun Frontalieren iwwerbitt konsequent déi héchste Prognosen, déi am IVL-Konzept 2004 presentéiert goufen. Dat stellt eis viru Mobilitéitserausforderungen, wéi mer se nach ni kann hunn, well mer mussen wëssen, dass dës Evolutioun net ophält.“ An déi Mobilitéitserfarunge kënnen mir haut, 16 Joer duerno. Déi gesi mir all Dag: wéi sech a Lëtzebuerg beweegt gëtt oder wéi sech besser gesot net beweegt gëtt am Land, an d'Land eran, moies, an aus dem Land eraus – alles steet.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Den Här Biltgen huet dann 1998 hei gesot ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Jo, ech ginn dat vill noliesen. Ech zitieren dat: „Duerch d'Schafe vun ëmmer neien Aarbechtsplaz klëmmt d'Zuel vun de Frontalieren. Dat bréngt Drock. Drock op d'Gehälter, well d'Frontalieren aacht bis 10 % méi bëlleg schaffen, wéi de Statec dat a senger leschter Nott schreift“, deemools, „Drock op eist Stroossenetz, dat ëmmer méi iwwerfëllt gëtt, Drock op eis zukünfteg d'Pensiounsfinanzlag, well d'Frontalieren haut cotisieren, fir muer eng Pensioun heemgeschéckt ze kréien.“ Dat war 1998 an dat war, mengen ech, schon e bësse méi éierlech wéi dat, wat mer haut iwwerall héieren, an och méi wäitbléckend. Dat sinn nämlech d'Problemer, déi mer hunn. An deemools konnt sech, mengen ech, keen hei am Land virstellen, wéi dramatesch d'Situatioun effektiv um Beispill vum Stroosseverkéier eng Kéier géif ginn, esou wéi se haut ass.

Ech kéint nach aner Riedner vu fréier zitieren. Et war och ee Mann hei, dee vum 700.000-Awunner-Staat geschwat huet. Dat war och eng konkret Warnung. D'Problemer ware bewusst. Wann also haut ee mengt, mir bräichten eng Erhéijung op 300.000 Frontalieren eng Kéier, da kann ech just soen, dee lieft net an där Realitéit oder en huet et nach ëmmer net verstanen. Ech soen op jiddwer Fall: Nach weider Frontalieren op eng Zuel vun 300.000 ass fir eist Land absolut net wünschenswäert.

Dat, wat mir erliewen, ass wéi e Fluch: e Fluch vun engem Turbowuesstum. An dee massive Bevëlkerungszouwuess huet eis an eng Wuesstemsfal bruecht. D'Problemer ginn ëmmer méi grouss: héich Wunnenspräisser, Verbauung, Zersiidlung, Stau, Verloscht vun der Identitéit, Zerstiierung vun der Natur, Infrastrukturmangel, Personalmangel beim Staat, Aarmut an e Pensiounsproblem, oder wéi nennt Der dat gären, wa mer eng Kéier an Zukunft mussen 200.000 Pensiounen an d'Ausland iwwerweisen a mir wëssen, dass een 2,5 Persounen brauch, déi schaffen a cotisieren, fir eng Pensioun ze bezuelen. Dee Moment wäert näischt méi fonctionieren!

Am Joer 1990 ware ronn op d'Landfläch 5 % vun eiser Fläch am Land bebaut. 1990 5 %, haut sinn et 15 %.

Maache mir esou weider, sinn et a 15 Joer 20 %. Oder wëllt Der d'Leit allegueren a Bëtonstierm zesummeperven? Da spuere mer vläicht Fläch. Mee ech mengen net, dass dat gutt ass, well dat geet op d'Käschte vun der Liewensqualität. An elo kënn Der hei kommen a soen: „Jo, mee de Bevëlkerungszouwuess huet eis räich gemaach. Dee Wuesstum mécht eis räich.“ Da kann ech deem äntwerten: Hei am Land hu mer 20 % Leit, déi liewen an der Aarmut oder un der Aarmutsgrenz. Dann zielt deenen dat emol. Oder deenen, déi ënnert dem Konkurrenzdrock um Wunnensmarché hu missen d'Land verlossen, fir an d'Ausland wunnen ze goen. Oder deenen, déi duerch den Drock vun de Frontalieren manner verdéngen, wéi den Här Biltgen gesot hat.

Fazit ass: Trotz dem Wuesstum hu mir immens vill Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen oder knapp driwwer. Dat heescht déi, déi behaupten, de Wuesstum géif eis räich maachen, soen op jiddwer Fall op d'mannst net déi ganz Wourecht. Vill Leit sinn trotz Wuesstum aarm!

Wat kann ee maachen? D'Konsequenze vum Bevëlkerungszouwuess éierlech ugoen. Den Haaptproblem, firwat mer keen Neistart kréien, ass eng Verharmlosung vun den negative Konsequenzen. Déi negativ Konsequenzen an d'Ursaache ginn ëmmer schéigeschwat. An ech kann Iech dat un zwee Beispiller hei soen. Éischt Beispill: Da gëtt esou gesot, d'Infrastrukturproblemer kéinten einfach duerch méi Bauprojekte geléist ginn. Dat geet net. Mir si sou wäit hannendran. Mir kréien dat net opgeholl, zemoos wann et esou weidergeet. Da gëtt gesot: „D'Explosioun vun den Immobiliepräisser ass d'Schold vun de Spekulanten an de Grondbesëtzer, déi net verkafe wëllen.“ Nee, dat ass net de Grond! D'Immobiliepräisser entstinn duerch eng ganz héich Nofro. A mir hunn héich Immobiliepräisser wéinst enger héijer Immigratioun. Dat ass de Grond. A mir mussen dat net verniddechen. Mir mussen der Realitéit an d'Ae kucken.

Dann, wat kann een nach maachen? Et muss een eng kloer Haltung zu deem Turbowuesstum hunn. An d'Politik an all d'Acteuren, an eigentlech allegueren d'Leit, mussen sech dergéint ausschwätzen a fir e qualitative Wuesstem kämpfen an op déi negativ Konsequenzen opmierksam maachen. Nëmme sou hu mir als Gesellschaft e kloert gemeinsaamt Zil a kënnen Lösung fir aus der Wuesstemsfal eraus diskutieren. Duerch dës Haltung erhéicht sech och d'Bereitschaft vun den Awunner fir e méi luese Wuesstum, deen eventuell och kuerzfristeg Verloschter matbréngt, well se da wëssen, dass d'Alternativ, also d'Netlassloosse vum Turbowuesstum, nach méi schlëmm Konsequenze wäert hunn.

Drëtte Punkt, an dat ass eng Feststellung, déi mer elo schon erliewen: De massiven Zouwuess bremst vum selwen. Ganz natierlech. Mir mussen eis bewusst sinn, dass den Turbowuesstum ëmmer iergendwann u seng Grenze stéisst. Schlussendlech ass en Job zu Lëtzebuerg haut, wéinst den negative Konsequenze vum Wuesstum, net méi esou attraktiv wéi virun zéng Joer. D'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg wäert duerch de staarke Bevëlkerungszouwuess weider ofhuelen, soudatt ëmmer manner Leit op Lëtzebuerg komme wëlle fir ze schaffen. Dës natierlech Wuesstumsbrems sollte mir notzen, fir de besteeënden Infrastrukturmangel opzefänken an net erëm an neien Zouwuess ze investieren.

(Interruption par M. Georges Engel)

Also éier mir massiv investieren an neie bëllege Wunnensbau fir nei Leit aus dem Ausland, sollte mir mol kucken, dass eis Leit hei ënnerkommen an dass

mir déi Defiziter, déi iwwert déi leschte Joren entstane sinn, hei mol kënnen opschaffen.

M. Dan Hardy (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An de véierte Punkt, an do sprangen ech e bëssen op d'Innovatiounslokomotiv vum Här Minister op: Et ass ganz wichteg, dass mer hei weider gutt wirtschaften, eng gutt Nischepolitik maachen, mat vill Innovatioun. Mir mussen esou wäit wéi méiglech un eiser Souveränitéit festhalen. Eng richtig aggressiv Nischepolitik, wéi mer se gemaach hunn, geet haut net méi. Mee déi Nischen, déi mer nach hunn, déi mussen mer bäibehalen an och kucken, fir neier ze fannen. Lëtzebuerg muss sech och u fréieren Erfolgsmodellern inspirieren, wéi zum Beispill déi vum Mediebetrieb RTL oder vum Satellitbedriewer SES. Hei gouf gutt an innovativ Nischepolitik gemaach, andeems d'Stäerke vun engem klengen Land ausgenutzt goufen: kuerz Entscheidungsweeër, ugepasste Gesetzer a Reglementer.

Lëtzebuerg huet eng bedeitend Finanzplaz mat vill Kompetenz. Am Beräich vun der Digitaliséierung – KI – gëtt et vill Potenzial, d'Produktivitéit zu Lëtzebuerg ze steigern, ouni dowéinst op vill Immigratioun oder Frontalieren zeréck mussen ze gräifen. Dëst ass de Wee mat enger gudder zukunftsorientierter Innovatiounspolitik fir e staarke Wirtschaftswuesstum ouni massive Bevëlkerungswuesstum. Dat muss d'Zil sinn. Ech wëll och hei – well heiansdo gëtt ee jo falsch verstanen – kloer soen, dass d'ADR elo net ass fir hei de Bevëlkerungswuesstum strikt ze stoppen. Dat ass net eist Zil.

Plusieurs voix | A!

M. Fred Keup (ADR) | Mir brauchen natierlech fir eis Finanzplaz, fir eis Wirtschaft, héichqualifizéiert Aarbechtskräften. Et geet eis drëms, e geréierbaren ...

M. Georges Engel (LSAP) | Mir brauche Wuesstum a kee Wuesstum.

M. Fred Keup (ADR) | ... Bevëlkerungszouwuess ze kréien, fir aus dem onkontrolléierte Bevëlkerungswuesstum e méi kontrolléierten ze maachen, deen eist Land stemme kann, verantwortungsbewusst a mam Gedanken un d'Zukunft vun eise Kanner.

An deem Kontext – an dat ass dach awer schued – en Thema, dat hei ni richtig zur Sprooch kënn, well vläicht net jiddweree sech dorun erun traut: e Wuert zum Thema Migratioun. Vu dass keen dat mécht, maache mir dat dann als ADR. Mir hunn zwou Zorte vun Immigratioun. Engersäits dat, wat hei oft geschwat gëtt, déi sougenannten Talenter oder Fachkräften, déi een unzitt. Dat ass dann, seet een an der Wëssenschaft, Aarbechtsmigratioun. An dann hutt Der natierlech och nach eng aner Migratioun, an dat ass déi, déi an Europa déi lescht Joren immens zougeholl huet. Déi ass éischer – net komplett, mee éischer – onqualifizéiert, an dat ass déi sougenannten Asilmigratioun. A mir kennen d'Etüden an Europa zu de finanzielle Repercussiounen op de Staat duerch d'Migratioun. Déi gëtt et net zu Lëtzebuerg, mee déi gëtt et an Däitschland, an Holland, an anere Länner. A wat fir en Afloss huet déi Immigratioun op déi effentlech Finanzen, op de Budget? An allgemeng kann een et esou resumieren: Stand haut, an ouni Ännerung vun der aktueller Politik, ass d'Immigratioun a Westeuropa am grouse Ganzen eng negativgeschäft fir d'Budgeten. A si ass ganz deier. De Punkt ass: d'Repercussiounen op de Budget vum Staat hänken eebe ganz staark vun der Aart vun der Immigratioun of. Duerfir kann een dat och net alles an den Dëppe geheien. Konkreet Beispill: Hutt Der e sougenannt Talent, wat aus Westeuropa, aus Amerika kënn, dann ass dat ganz kloer en däitleche Plus fir d'Staatskeesen ënnert dem Stréch. Hutt Der awer en Asilmigrant, deen heihinner kënn, bréngt dat ënnert

dem Duerchschnëtt bis zum Schluss en däitleche Minus an d'Staatskeesen. Dat muss een ...

(Interruption)

Jo, dat ass eng aner Geschicht, mee mir schwätzen hei iwwert de Budget, net iwwert d'Valeur vum Mënsch. Ech soe just hei, wat fir en Afloss et huet op de Budget. Fir dat anert ...

(Interruption)

... kann ech eng Klamer opmaachen: Mir stinn natierlech zum Asyl a mir sinn natierlech gäre bereet, Leit hei opzehuelen an ze hëllefen. Dorëms geet et net, wann ech hei iwwert déi Zuele schwätzen.

M. Georges Engel (LSAP) | Mee Dir sot ëmmer dat eent an dat anert.

M. Fred Keup (ADR) | Eeben net. Dir vermëscht alles, well Der ëmmer pauschal vun der Immigratioun schwätzt. Ech soen hei ganz kloer: Et gëtt déi eng an et gëtt déi aner. An ech héiere jo och ëmmer erëm, dass vun Talenter geschwat gëtt. Et ass also dat, wat ee wëllt. Mee ech kommen nach dorobber.

Et stëmmt also net, dass Immigratioun eis Sozialsystemer géif stabiliséieren, wéi dat gesot gëtt, mee si belaauscht se laangfristeg. Dat muss kloer sinn. An ech soen dat och hei kloer, well da verstitt Der, firwat déi meeschte Länner op der Welt haut bal alleguer eng ganz selektiv Immigratioun bedriewen. Eng selektiv Immigratioun, wou se soen: „Mir huelen Talenter a mir huelen net déi, déi eis méi kaschten.“ A mir soe ganz kloer, dass een, deen op Lëtzebuerg wëll immigréieren, dee muss seng eegen Existenz kënnen ofsécheren. Mir wëlle ganz kloer keng Awanderung an d'Sozialsystemer, wéi dat iwwerengs bal all déi aner Länner an Europa soen. An domadder sti mir eebe grad haut an der politescher Mëtt an Europa, well déi meeschte Länner an Europa genee dat doten, wat ech elo grad gesot hunn, och soen a wëlle maachen. Dir braucht net wäit kucken ze goen: An den Nopeschlänner an dorüwer eraus, iwwerall ass dat doten den Discours, deen haut ass. An et wäert och esou ëmgesat ginn. Dat wäert Der gesinn.

(Interruption)

Mir brauchen also eng nei couragéiert an zukunftsorientéiert Immigratiouns- an Asylpolitik zu Lëtzebuerg an an Europa. Et kritt nëmmen nach Schutz, wie wierklech Schutz brauch. Mee dee kritt och de Schutz, soulaang en e brauch, wéi dat virgesinn ass. An da spueren mir och do ganz vill Suen. An ech wëll Iech eng Zuel hei am Budget nennen. Et si virdrun e puer Zuele genannt ginn, déi hei awer net. Déi ass awer wierklech considerabel. Ech wëll et einfach emol esou stoe loosse. Am Budget stinn 72 Milliounen – 72 Milliounen! – fir Sécherheidsdëngschter an den Asylheemer, an de Flüchtlingheemer. 72 Milliounen eleng d'Sécherheidsdëngschter, wat déi 2025 wäerte kaschten. Ech fannen dat schonn zimlech dramatesch. Do kann ee sech awer Froe stellen.

Weider, nächste Punkt kuerz: den Defizit. Mir hunn 1 Milliard Defizit trotz Wuesstem. Dat gesäit esou aus, wéi wann dat kéint esou weidergoen. Mee et ass sech awer och kee sou sécher. Ech verstinn dat och, well et sinn eng ganz Partie Parametere, do hu mir net dee gréissten Afloss drop, notamment déi allgemeng weltwäit Steuer vu 15%. A mir wëssen net genee, wéi de Budget wäert an den nächste Joren evoluéieren. Et ass awer am Moment eng Tatsaach, dass mer méi Scholden hunn, dass mer méi Zënsen hunn, dass mer sollen oppassen, dass mer net vu Joer zu Joer ëmmer mat Defiziter plangen.

An ech erënneren och hei d'Chamber an d'Regierung drun, dass eng Motioun hei gestëmmt gi war vun de

Regierungsparteien, fir an dëser Legislaturperiod eng Steuerreform ze maachen. Eng Steuerreform, déi manner Steiere bedeite soll fir „les revenus modestes“ a fir „les classes moyennes“, wat esou vill heescht wéi eng Steuerreform mat manner Steiere fir quasi jiddwereen hei am Land, ech soen emol 90%. An do sinn ech awer mol gespaant – dat géif mech jo freeën, mee ech si gespaant –, wéi Der dat wëllt hikeréien, wann Der elo schonn alljoers mat engem Defizit plangt. Da géif ech gär gesinn, wéi déi Motioun soll ëmgesat ginn. Mee wann et méiglech ass, si mer natierlech gären do derbäi.

E wichtige Punkt hei, mengen ech, deen och oft vergiess gëtt, ass net d'Aarmut am Allgemengen – do schwätze mer hei vill driwwer –, mee d'Situatioun eeben och vun de Kanner a vun de Familljen hei zu Lëtzebuerg. A wann een déi Entwécklung allgemeng kuckt, wéi mer dat haut gesinn, da muss ee feststellen, dass mer ëmmer méi Kannerarmut hunn, dass d'Familljen ëmmer méi Problemer gesinn. A si missten eigentlech am Zentrum vun eisen Entscheedunge stoen, wou se awer net stinn. D'Famill ass leider haut net méi esou wichtig, wéi se fréier war. De Stelwäert huet ofgeholl, an dat ass net gutt. De Wäert vun der Famill a vun de Kanner ass net méi deen, deen e war.

Dat geet op d'Käschte vun de Kanner, wann iwwerhaapt nach Kanner do sinn. Zu Lëtzebuerg läit d'Zuel vu Kanner pro Fra bei 1,25. Dat ass den niddregsten Taux, dee mer jee hei haten. A vill Jonker zécken, Familljen ze grënnen, oder si hu keng Méiglechkeeten, well hinnen déi finanziell Moyenen dozou feelen. An déi, déi der kréien, falen dann zu engem Deel an d'Aarmut. An ech wëll hei soen, dass et eng Wiel gëtt. Eng Wiel téschent der aktueller Politik – haaptsächlech nach vun der anerer Regierung, vu fréier – an enger Politik, fir déi d'ADR steet, déi fir d'Familljen a fir d'Kanner ass an déi an den Zentrum setzt.

An ech ginn Iech hei ee Punkt ze bedenken: Mir sinn als ADR fir e méi héicht Kannergeld. E Kand vun 18 Joer, dat op Deuxième ass, dat an d'Schoul geet, kascht eng Famill pro Mount 800 Euro. Dat ass eng Etüd vum Statec. 800 Euro „pour vivre de façon décente chez leurs parents“, steet do – ouni d'Wunnengskäschte mat anzerechnen! Kannergeld gëtt et, wann ech mech net ieren, fir ee vun 18 Joer, 380 Euro. Et feelen also 420 Euro. Wou sollen déi dann hierkommen? Ass dat d'Famill wäertschätzen? Nee!

Mir wëlle ganz kloer eng Politik, wou d'Kanner keng finanziell Belaaschtung si fir d'Familljen.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | E Punkt – do kann ee soen, et ass en Detail, mee et ass mir awer wichtig –, do geet et ëm den Horeca-Secteur, deen am Moment viru ganz grouse Schwieregkeete steet. Déi si ganz verschidden, mee eng ass déi heiten, an dat ass, dass d'Präisser ëmmer méi schnell an d'Luucht ginn.

2014 ass decidéiert ginn, dass d'TVA a Caféen a Restauranten op Wäin a Béier vun 3% op 17% eropgesat soll ginn. Vun 3% op 17%! An Zäiten, wou Caféen ausstierwen a Restauranten et ëmmer méi schwéier hunn, wou d'Leit sech och net méi treffen, d'Zesummesinn an der Gemeinschaft ëmmer méi verschwënnt, wou souguer Gemenge mat 6.000, 7.000 Awunner net een eenzege Bistro méi hunn, wou d'Gemeng da muss asprangen – wat gutt ass! –, fir dann e Gemengegebai ze verlounen!

Ech géif soen, do muss een eppes maachen: d'TVA erofsetzen. Se war jo niddreg. Firwat dat net erëm maachen? Dat muss doch méiglech sinn! Et kéint de Caféen zegutt, et kéint der Wirtschaft zegutt, et kéint de Clienten zegutt an et si jo och Produkter aus Lëtzebuerg. Et géif eis alleguer zeguttkommen.

An ech ginn Iech hei e Beispill, wéi vill d'Saache méi deier gi sinn. 2002 huet an engem Café, wou ech dann deemools war, e Gedréns 42 Frang kascht.

(Interruptions)

Jo, et ass deemools ëmgerechent gi vun 42 Frang an do huet de Wiert dorausser 1,02 Euro gemaach. Dat ass richtig, 1,02 Euro de Mini. Inflationenberengegt – dat kann ee jo rechnen, et rechent een d'Inflation, do gëtt et um Internet esou Rechner fir Lëtzebuerg – misst de Präis haut bei 1,69 Euro leien. E Mini oder eng Cola: 1,69 Euro an deem Café. D'Realitéit ass awer: De Präis läit an deem Café bei 3,50 Euro an de Wiert, dee kéint net méi iwwert d'Ronnen. Wat ass do geschitt?

(Interruption)

Dat ass eng Inflation ... Nee, dat ass eng dramatesch Situatioun. A bei anere Produiten ass et och esou. Ech ginn Iech eng Mëtsch, e Croissant huet 1992 25 Frang kascht, dat missten dann haut 1,21 Euro sinn, wann een d'Inflation materechent. Et sinn awer 2,20 Euro. Wat ass do geschitt?

Dat heescht, mir gesinn hei, dass verschidde Produkter, déi awer vun de Leit all Dag oder oft konsuméiert ginn, vill méi staark an d'Luucht gaange sinn, wéi d'Inflation eis dat ausseet. An dat ass och e verstoppte Kafkraaftverloscht, dee ganz vill Leit haut spieren.

Da kann een am Budget och spueren. Mir soen ëmmer, mir froen eis: „Kënnen mer eis erlaben, an Zäite vu Scholde wäit iwwert dat, wat international Konventionen soen, erauszegoen?“ Mir schwätzen zum Beispill vun den 0,7% vum Bruttonationalakkomes fir d'Entwécklungshëllef. Mir schwätzen och vun aneren Instrumenter, wou mer oft méi ginn, wéi mer eigentlech missten, woubäi all déi aner Länner normalerweis vill, vill manner ginn. Dat heescht mir wieren och mat deem, wat virgesinn ass, schonn immens gutt. Mir kéinten, wéi ech gesot hunn, och bei der Immigratiounspolitik vill spueren. Mir kéinten och – dat sinn natierlech Klenggekeeten, kann ee soen – bei verschiddene Publicitéitscampagnë vu verschiddene Ministèren, wou Leit andauernd Broschüren heemgeschéckt kréien, immens spueren. Mir kéinten och eis Kontributionen bei internationalen Institutionen mol iwwerdenken, dass se mussen novollzéibar sinn.

(Interruption)

Mir kéinten eis Subventionen fir international Klimafongen, wou oft kee richtig weess, wou déi Suen hinkommen, och mol eng Kéier iwwerdenken. An dann 2% Militärausgaben, 2,6 Milliarde fir nei gepanzert Ween fir e belsch-Lëtzebuurger Bataillon, deen ni hei an der Chamber diskutéiert an decidéiert ginn ass.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Wann Der schonn op 2% Militärausgabe wëllt eropkommen – dat ass iwwer 1 Milliard Euro d'Joer –, da kuckt wéinstens, dass déi Suen am Land bleiwen an eis Zaldoten och.

Wann Der wëllt a Waffen investéieren – an dat geet elo e bësse méi wäit –, da sträicht och déi ESG-Krittären am Pensiounsfong, well wou ass d'Logik, wann Der sot: „Op där enger Säit gi mer gäre Waffe kafen, an zwar massiv“, an op där anerer Säit soe mer, de Pensiounsfong dierft wéinst den ESG-Krittären emol net an Airbus investéieren, well Airbus Motore baut fir Düsenjäger, déi jo kéinten an engem Krich agesat ginn? D'Amerikaner hu sech op jidde Fall schéi gewonnert d'leschte Weekend, wéi se dat héieren hunn.

Nächste Punkt nach: Einnamen. Mir brauchen Einnamen. Et ass ugeschwat ginn hei: Tubak a Bensinn an Diesel. Tubak: iwwer 1 Milliard. Bensinn an Diesel: 1 Milliard. Tanktourismus, Tubaktourismus ... Ech wëll

just soen: Een, dee gär dorop verzicht, dee muss heihikommen an de Leit erklären, wou en dann déi Sue kompenséiere wëll.

Mir stinn op jidde Fall dozou, dass déi Suen erakommen. A mir stinn och dozou, dass warscheinlech nach vill méi laang hei am Land an och ronderëm Verbrennungsmotore wäerte fueren, wéi vill Leit mengen.

(Interruption par M. Sven Clement)

Nach e Wuert zur Energie. Mir hunn an Europa wirtschaftlech ganz schwéier Zäiten, well d'Energie immens deier ginn ass. Mir kenne verschidde Grënn, mee an Däitschland ass et ganz kloer och scho virum Ukrain-Krich ugaangen. An dat kënt doduerch, well do eng ganz Partie gréng ideologesch Feelentscheedunge getraff gi sinn. A mat der grénger Energiewend sinn an Däitschland d'Stroumpräisser explodéiert. De Stroum ass deier an net méi ganz sécher.

Mir verbrauchen zu Lëtzebuerg pro Joer am Gesamtenergieverbrauch ronn 50 Terawattstunden Energie a mir produzéiere selwer 1 % dovunner mat Solar- a Wandproduktioun – 1 %! –, a wann Dunkelflaute ass, da sinn dat 0 %. Dat ass e Fakt. Dat heescht de Leit hei esou virzemaachen, wéi wa mir hei an eisem Land d'Energieversuergung iergendwéi mat Wand- a Solarenergie kéinte sécheren, dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet. Dat geet zu engem minimalen Deel.

(Interruption)

Technesch net méiglech, do braucht Der aner Quellen.

Wa mer scho beim Thema sinn: Mir wëlle keng ideologesch Energiepolitick, mir wëllen eng realistesch Energiepolitick a mir wëllen och keng ideologesch Oplagen. Zum Beispill: D'Lofftaart muss vum 1. Januar un 2 % sougenannten nohaltege Kerosin tanken an a reegelméisseg Ofstänn gëtt dat dann ëmmer méi héich. D'Cargolux huet vun enger existenzieller Bedroung fir déi europäesch Lofftaart geschwat. Majo!

An da kënt dann elo deen neien Nohaltegkeetsrapport fir gréisser Betriber. Och do gëtt et dann ëmmer méi deier, ëmmer méi komplizéiert. D'CO₂-Steier klëmmt weider a weider a belaascht d'Leit an d'Wirtschaft vu Joer zu Joer méi. Ëmmer méi Oplage fir Betriber, ëmmer méi Strofen.

Fir nei Haiser gëtt et och ëmmer méi Oplagen. Gëschter hunn ech interessanterweis gelies am „Wort“, do huet een eppes Guddes gesot: „Wann Der wëllt Energie spueren a Wunnraum hunn, da loosst emol déi al Haiser stoen a haalt op ofzerappen!“ Dat ass och emol vläicht e Punkt, deen ee muss eng Kéier a Consideratioun zéien.

Allgemeng brauche mir an där ganzer ideologescher Diskussioun eng Korrektur. An amplaz vun Transformationsplanwirtschaft brauche mir fräi Technologieoppenheet. Amplaz Ideologie brauche mer Realitéitsënn. Et gëtt vill ze maachen. Ech wënschen der Regierung op jidde Fall vill Courage. Si huet d'Verantwortung fir d'Zukunft an hiren Hänn. A loosst net zou – an dat mengen ech elo esou, wéi ech et soen –, dass hei esou Entwécklung stattfanne wéi an eisem Nopeschland Däitschland oder bei anere Beispiller!

Här President, Kurs op muer! Kurs op muer, jo! Ech hunn am Ufank vu groussen Erausforderunge geschwat, déi eist Land kennt: Villes leeft schif zu Lëtzebuerg. Vill Leit hu Problemer. Et geet de Lëtzebuurger net méi esou gutt wéi fréier. Mee eis Zukunft ass net geschriwwen. Wa mir Lëtzebuurger ëmdenken an eis Chancen notzen, dann ass et mir ëm eis Zukunft net baang!

Lëtzebuerg ka méi, wéi et déi leschte Jore bruecht huet. Lëtzebuerg verdéngt méi wéi dat, wat et déi leschte Jore krut. Mir mussen d'Chancen notzen. Genee dat muss d'Politick endlech maachen: Chancen notzen! Genee dat géif d'ADR maachen. Net just op eng besser Zukunft waarden, mee dës Zukunft aktiv siche goen, och mat faktebasierter Zouversicht fir Lëtzebuerg a seng Leit, fir d'Zukunft ze stäerken. Méi Geld an der Täscher, grad fir déi breet Mëtt.

Trotz allen Ongewëssheete wëll d'ADR, dass et biergop geet. An duerfir brauche mir e Budget, dee Kurs hält, Kurs a Richtung Opschwung a Wirtschaftswuesstum, Kurs ewech vum Milliounenawunnerstaat, Kurs zu engem rasonabele moderate Bevëlkerungszuwues, Kurs zu enger kontrolléierter a qualitativer Immigratioun, Kurs op Integriatioun, op eis Sprooch, op d'Erhale vun eiser Kultur, Kurs op e Schoulsystem, deen net trennt, mee verbënnt an dat erhält, wat eisen Erfolleg ausmécht, Kurs a Richtung Wuelstand, Aarmutsbekämpfung a Gerechtegkeet, Kurs a Richtung Famill a Kanner stäerken an – jo! – méi Kanner kréien an och Kurs op e méi héicht Kannergeld, Kurs op e Lëtzebuerg, wou eis Jonk kënne wunnen, wou se kënnen eng Famill grënnen, Kurs a Richtung vun engem gudden Gesondheetssystem, Kurs a Richtung Natur schützen zu Lëtzebuerg, Kurs an d'Richtung, dass mir zu Lëtzebuerg net dat onsécherst Land sinn, mee dat sécherst Land an Europa ginn, Kurs a Richtung Liewensqualität a fräi Mobilitéit, Kurs a Richtung kuerz Weeër, kuerz Zäit an der Mobilitéit mam Auto an och mam Verbrennerauto, Kurs a Richtung Bensinn an Diesel an Heizung a Masutt zu bëllege Präisser fir eis all a fir jiddereen e sécheren, bëllege Stroum, Kurs a Richtung Digitalisierung a Kënschtlech Intelligenz, Kurs a Richtung nohalteg Finanzen, Kurs a Richtung Vertrauen.

Kurs op muer an iwwermuer, e Muer fir jiddereen an en Iwwermuer fir jiddereen an en Iwweriwweriwwermuer fir jiddereen, fir Lëtzebuerg. Dofir steet d'ADR!

Ech soen Iech Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Kurs op 1900!

Une voix | Elo Kurs op de Mëttesdësch!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

An domat si mer um Enn vun der Sëtzung vun haut de Moien ukomm. Mir fueren haut de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider.

(La séance publique est levée à 12.42 heures.)

56^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président

2. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

Discussion générale (suite) : Mme Sam Tanson (interventions de M. Gilles Roth, Ministre des Finances, Mme Diane Adehm, M. Mars Di Bartolomeo, M. André Bauler et M. Fred Keup) (dépôt des motions 1 et 2) | M. Sven Clement (interventions de M. André Bauler et M. Mars Di Bartolomeo) | M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum) | Mme Diane Adehm | M. André Bauler (interventions de M. Laurent Mosar et M. Mars Di Bartolomeo) | M. Franz Fayot (dépôt de la motion 3)

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Marc Baum, Mme Sam Tanson, Mme Taina Bofferding et M. Fred Keup) | M. David Wagner (parole après ministre) (intervention de M. Marc Baum) | M. le Ministre Gilles Roth | Mme

p.38

Sam Tanson (parole après ministre) (interventions de M. Sven Clement et M. le Ministre Gilles Roth) | M. le Ministre Gilles Roth (interventions de M. Marc Baum et Mme Sam Tanson) | M. Franz Fayot (parole après ministre) (interventions de M. le Ministre Gilles Roth) | M. le Ministre Gilles Roth

Motion 1 : Mme Diane Adehm | Mme Taina Bofferding | M. David Wagner | M. Sven Clement | Mme Sam Tanson

Vote sur la motion 1 (rejetée)

Motion 2 : Mme Carole Hartmann | Mme Stéphanie Weydert | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | M. Sven Clement | M. David Wagner | Mme Sam Tanson (interventions de M. Fred Keup)

Vote sur la motion 2 (rejetée) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

Renvoi de la motion 3 à la Conférence des Présidents

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, M. Georges Mischo, M. Eric Thill, Ministres

p. 38

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. 8444 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 [...]

8445 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028 (suite)

D'Chamber fiert de Mëtte mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2025 weider. Et hu sech scho fir de Mëtten nach ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här David Wagner, d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler an den Här Franz Fayot. An d'Wuert huet elo déi éischt Riednerin vun de Mëtten, déi honorabel Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci, Här President. Ech hunn dem Finanzminister och eppes matbruecht.

(Mme Sam Tanson dépose une pomme sur le pupitre.)

Här President, Dir Dammen an Hären, merci fir d'éischt emol der Rapportrice fir hiren interessante Rapport iwwer e Sujet, deen eis sécherlech alleguerte ganz vill betrëfft an dee sech lues a lues an eis Gesellschaft aschläicht an deem mer ganz bestëmmt och musse Reegelen, ganz kloer Reegele ginn. Dat schéngt mer eng Prioritéit ze sinn, zemools am Niveau vun den eethesche Standarden. Duerfir merci, dass Der Iech domat ausenanergesat hutt.

Eng Zuel awer ass mer an d'A gestach an Ärem Rapport, déi Der ernimmt: D'KI kéint d'Méiglechkeet ginn, relativ kuerzfristeg d'Produktivitéit vu Lëtzebuerg ze steigern, ëm 9 % ass déi Zuel, déi Der zitëiert. An dat ass eng Zuel, déi mer, denken ech, sollten am Kapp behalen, wa mer och iwwer méiglech Finanzéierungsquelle vum Pensiounssystem nodenken.

A mir kréien deemnächst, mir hunn et nach de Moien héieren, d'Geleeeënheet – e bësse méi spët wéi ugeholl, mee mir kréien d'Geleeeënheet –, iwwert dee System ze debattéieren. Mee eppes huet mech scho frappéiert an der Differenz am Discours an am Agéiere vun dëser Regierung – oder loosse mer soen der CSV – an zwee Dossieren, déi enk matenee verbonne sinn: de Pensiounssystem an d'Staatsfinanzen.

Bei de Pensioune kuckt Der op 2070 a warnt, dass mer elo mussen handelen – mir hunn et de Moien och nach eng Kéier héieren –, well soss déi nächst Generatioun géing mat eidelen Hänn dosto. Beim Staatsbudget ass d'Visioun e bëssen eng aner oder de Patient vläicht e bësse méi kuerzsichtig. Do schéngt et méi drëm ze goen, einfach „manner“ ze maachen, heescht, manner Recetten erakréien, andeem massiv d'Steieren erofgesat ginn, an awer och manner an d'Zukunft vum Land investéieren. Do ass de Bléck op déi Jonk, op d'Generatiounegerechtkeet verschwonnen.

Dëse Widdersproch téscht Wäitsicht verlaangen an anescht handelen, dee fënn en och bei Iech selwer erëm, Här Minister, téschent deem, wat Der déi lescht Joren hei als Oppositionschef gesot hutt, an deem, wat Der haut als Finanzminister maacht. Dat hei ass jo, wéi Der selwer sot, den éischte Budget, deen esou richtig Är Handschrëft dréit. An eigentlech, wann een

Är sëllege Rieden déi lescht Joren hei zum Budget gelauschtert huet oder nogelies huet, dann hätt jo eppes misse ganz prominent an dësem Budget ze fanne sinn, an dofir hunn ech en och haut matbruecht: den Apel fir den Duuscht. Eh ben, ech muss Iech enttäuschen, ech hunn en net fonnt, an och déi sëllege Commentateure vun Ärem Budget hunn e batter vermësst. Den Apel fir den Duuscht schéngt Iech definitiv aus der Täscht gefall ze sinn um Wee vun der Chamber an d'Jofferegässel.

An dat ass och ee vu véier groussen Ënnerscheeder téscht deem, wat Dir maacht, an deem, wat mir géinge maachen: Dir setzt nämlech nëmmen d'Recetteméiglechkeeten erof, leet näischt op d'Säit an zeechent net op, wou nei Recettë kënnen derbäikommen. Et ass eng Politick vum „Manner“, an dësem Fall: manner Reserven, manner Recetten.

Wisou ass et esou wichteg, ons Staatsfinanzen ofzesécheren? Et ass schonn a ville Rieden heibannen an dobaussen ugeklongen: Mir liewen an engem ganz onstabelen internationale Kontext. An ech muss Iech soen, vill vun de Constaten, déi Der gemaach hutt beim Depot vum Budget, si Constaten, déi mer absolut deelen. Dir hutt geschwat vun ëmmer nach donkele Konjunkturwolleken, vu grousser politescher Ongewëssheet a ville grouse Länner, vun enger Klimakris, déi net ofhëlt, vu Kricher, der Digitaliséierung a wirtschaftlecher Transformatioun an der Wichtegkeet vun der Sozialpolitick.

An eebe well mer eigentlech an der Essenz déi selwecht grouss Defien an der Welt erkenne wéi Dir, fält eis ëmsou méi an d'Aen, dass dëse Budget kee Budget ass, deen Äntwerten op déi Erausforderunge liwwert. An och wann een Iech de Moien erëm nogelauschtert huet, zeechent Dir op där enger Säit dat dote Bild vun der Weltlag, wéi se ass, an op där anerer Säit dat schéint rosarout Lëtzebuerg, an deem mer liewen. Dir hat Är Ried am Oktober mam Kompass dekoréiert, dee mir nach déi Woch virdrun op enger Pressekonferenz vermësst haten, mee ausser baussen drop hu mer de Kompass net erëmfonnt. Dofir war déi Ried beim Depot dach symptomatesch, well Der do phaseweis eigentlech just – an dofir hunn ech de Moie gelaacht, wéi Der sot, Dir géingt keng Floskelpolitick maachen –, genau wéi och de Moien, relativ vill Floskelen uneneegereit hutt. E Beispill, Dir hutt wuertwärtlech gesot: „Eis Finanzpolitick ass Alldagspolitick fir d'Leit. En inklusiivt Lëtzebuerg heescht: e Land, an deem jiddereen derzougheiert.“

Fir eis ass dat, wéi gesot, symptomatesch fir eng Regierungspolitick, déi a ville Beräicher Konsequenz vermësse léisst, ausser et geet ëm Steiererlichterungen oder – bis elo och nëmmen an der Ukënnegung, an Dir wäert doudsécher heiru gemooss ginn – administrativ Vereinfachung. An, esou fair muss ee sinn, mat e puer Ausnamen – an dat hunn ech d'lescht Woch och hei duerfir ënnerstrach –, déi geziilt do ënnerstëtzen, wou et wichteg ass, wéi zum Beispill de steierfräie Mindestloun, d'Erofsetze vun der Besteuerung an der Steierklass 1a oder och nach de Crédit d'impôt barème. Dat si gutt Mesürene, déi mer och do wéinst ënnerstëtzt hunn.

Mee doriwwer eraus gëtt virun allem ofgewart, lavéiert, mat Testballone geschafft an dann nees zrëckeruddert. Dat weist sech och budgetär, zum Beispill bei dem Hickhack ëm d'Transitiounsprimmen, ëm den Energiepräisdeckel, ëm d'Logementsmesürene – alles Saachen, wou spët decidéiert gëtt, well ee kee kloer Plang huet oder sech net traue an de betraffene Leit am Endeffekt domat op d'Nerve geet, well se net wëssen, wou se finanziell wäerten dru sinn an e puer Wochen, Beispill – ech kommen nach dozou –: d'Netzkäschten.

An och wat déi pluriannuel Finanzementer ugeet, ass dëse Budget alles anescht wéi staark. Do feelen am Pluriannuel plazeweis vill Milliounen am Verglach zum leschte Pluriannuel, wéi zum Beispill bei den Infrastrukturen. A wann dem Statec seng Previsiounen weider no ënne rutschen, da riskéieren déi vill Milliounen, ganz séier zu extreem ville Milliounen ze ginn.

Dobäi kënn ons Schold, déi laut der Cour des comptes net reequilibréiert gëtt, an déi feelend Reserven, eppes, wat beonrouegt a woumat Dir als Deputéierten Iech och ëmmer beschäftegt hutt. Insgesamt stellt de Rechnungshaff Iech keng ganz gutt Zensur aus. An ech hu mech gefrot, oui elo wëlle Comptoirspsychologie ze maachen, ob se net eigentlech, mat all deenen Discoursen, déi Der hei gefouert hutt, vun Iech eng aner Politick erwaart haten an do wéinst e bëssen enttäuscht sinn.

Dir sot hei am Dezember 2020: „Jo, an do ass et verpasst ginn, an ech huelen et nach eng Kéier, den Apel fir den Duuscht op d'Säit ze leeën, well et woussst een, dass déi Recetten do vun de Steieren [...] net rekurrent géife weider an d'Luucht goen. An amplaz den Apel fir den Duuscht ze huelen, amplaz en Deel op d'Säit ze setzen, fir a méi schlechten Zäite Scholden eventuell ofzedecken, wat ass geschitt? Et ass eng Halligalli-Politick gemaach ginn, gratis hei a gratis do!“

(Brouhaha)

„Jo, den Tun krut eppes, de Pier krut eppes an de Misch huet och eppes missen an der Dräierkoalitioun kréien.“

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Wie sot dat? Ech?

Mme Diane Adehm (CSV) | An der Dräierkoalitioun?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Majo, Dir musst no-lauschteren, Madamm Adehm. Ech hunn Äre Finanzminister zitëiert.

Et ass scho bemierkenswäert, wéi Dir elo hei op Äre eegen Aart a Weis eng „Halligalli-Politick“ bedreift, wat och ëmmer d'Definitioun dovunner ass. Bei Iech gëtt d'Géisskan ganz breet gestreet. An et kënn nach dobäi, dass et absolut net chiffriert ass, wat dee ganze „Manner“ kascht, deen Der an d'Weeër geleet hutt.

2 Milliarden Déchet fiscal ginn eleng am Pluriannuel op de Konto vum Entlaaschtungspak, dee mer déi lescht Woch hei diskutéiert hunn. Der Zentralbank no kann d'Baisse vun der Betrëbsbesteuerung ëm 1 % bis zu 600 Milliounen a véier Joer kaschten. Wéi wëll d'Regierung dat géigefinanzéieren? Mat nach méi Tubakverkaaf? Dat wieren dann zousätzlech knapp 3 Milliarden Zigaretten, déi mer iwwer véier Joer verkafe missten. Dat ka jo keen hoffen. D'Realitéit ass: Dës Regierung huet kee Plang, wéi se dat finanzéiere soll.

Här Minister, ech hu mech an de leschte Woche méi wéi eng Kéier gefrot, wéi Dir géingt hei an der Opposition oprieden, wann en aner Minister esou eng Budgetpolitick géing bedreiwé wéi déi, déi Dir hei maacht: eng Politick, déi weider Scholde mécht, déi keng Erspuerner mécht an d'Recettë vum Staat dobäi erfesetzt. Ech sinn zur Konklusioun komm, dass dee Finanzminister kee schéine Moment dee Moment hätt.

An ech muss soen, wéi ech och de Moien nogelauschtert hunn, war ech och e bëssen erstaunt an ech wonnere mech, dass Är Koalitiounskollege vun der DP net awer e bësse méi rose sinn, well Der ëmmer erëm hir Finanzpolitick awer nach weider duerstellt, wéi wann déi net seriö gewiescht wier.

(Interruption)

Mee wéi ech dem Gedanken nach e bëssen nogaange sinn, sinn ech dunn awer zur Konklusioun komm, dass

et u sech absolutt net erstaunlech ass. Dir hutt et jo och an Är Landgemeng, wéi Der ëmmer sot, fäerdegbruecht, déi héchste Schold unzehéfen, déi eng Gemeng hei am Land ugesammelt huet. Erstaunlech ass just, dat Der hei op dëser Plaz an där Roll, an där ech elo sinn, e ganz aneren Discours gefouert hutt.

A jo, mir sinn effektiv och net fir eng Austeritéitspolitick. Mee mir sinn awer och net fir eng Politick, déi muer nei Problemer schafft, andeem se ganz kuerzfristeg Léisunge sicht. D'Cour des comptes schreift an hirem Avis dat, wat mer all wëssen: dass mer an enger oppener Ekonomie sinn an extreem ofhängeg si vun den Evoluitionen am Ausland.

D'Cour erënnert an deem Kontext un hiren Avis fir de Budget 2021, an deem se gefrot hat, dass no der Kris – well dat gött ëmmer e bësse vergiess an all deem, wat een esou hei héiert, do ware mer nämlech matzen dran an der Kris – misst gekuckt ginn, wéi een de Budget nees kéint an den Equiliber bréngen. An Avis, deem Dir en long et en large zitëiert hat 2020 an Är Ried. Esou villes vun deem, wat Dir deemools gesot hutt, kéint ech Iech elo haut och hei soen. Wat mech dobäi stéiert, ass déi Vehemenz, mat där Der deemools eppes agefuert hutt, wat Der haut, wou Der jo kéint, net maacht. Well wéi schreift d'Cour des comptes? „Or, le présent projet de budget ne fait pas état d'une quelconque stratégie de rééquilibrage budgétaire à court et/ou moyen terme.“ An och de Conseil national des finances publiques freet sech, wéi e Potenzial un „accroissement de ses moyens“ de Staat nach hätt am Fall vun zukünftigen ekonomeschen a politesche Schocken.

De Bléck op eng méi laang Dauer oder och d'Previsibilitéit vum Budget gött och net méi einfach doduerch gemaach, dass d'Estimatioun vun de Recettë fir all Budget nach ëmmer e Bléck an d'Glaskugel ass. Dat dierft jo eigentlech duerch d'Digitaliséierung vun den Deklaratiounen net sinn, grad bei der Schätzung vun de Solden. Mir hoffen, dass e besseren Echange vun Donnéeën tëscht de Verwaltungen an Institutionen do geschwë Remedur schafft, a proposéieren awer en attendant nach eppes aneres, ech kommen nach drop.

D'Recettë sinn also, wéi schon esou dacks, wéi duerch e Wonner zolidd an d'Luucht gaangen am Verglach zu de Previsiounen. Haaptsächlech zwee Elementer suergen derfir, dass d'Recettë méi héich ausfalen. An esou leed et mer och deet, dass ze soen, dass huet näischt mat der Politick vun der CSV/DP-Regierung vun deem leschte Joer ze dinn. Do brauch ee just d'Zuelen ze kucken, anescht wéi dass vläicht hei de Moien duergestallt gouf. Dat eent sinn déi enorm Benefisser, déi d'Banke gemaach hu wéinst den héijen Zënse. Dat anert sinn – onerwaart? – Solden, déi erakoume vun engem groussen Transporteur, deem an der Covidzäit ganz gutt geschafft huet. Déi méi héich Recettë ginn also net op en Opschwung zréck, nee, si baséieren haaptsächlech dorop, dass d'Leit vill méi un Zënse hu misse bezuele fir hir Kreditter op hiren Haiser an Apartementer.

Fir där net esou geneeër Planung vun de Recetten entgéintzewierken, déi jo virun allem wéinst ënnerschatene Solden esou ongenee ass, fanne mir eng Propos vum Romain Bausch vum Conseil national des finances publiques, déi en an der Kommissioun gemaach hat, extreem sympathesch. An ech deposéieren och eng Motioun an deem Sënn.

Motion 1

« relative à la réalisation d'une épargne en faveur du bien-être des générations futures »

La Chambre des Députés,
considérant

– que les recettes de l'Administration centrale pour 2024 ont été sous-estimées d'environ un milliard d'euros dans le projet de budget 2024 par rapport au compte prévisionnel et que le taux de variation par rapport à 2023 se trouve nettement au-dessous de la moyenne historique ;

– que le Conseil national des finances publiques estime qu'une sous-estimation des prévisions de recettes de l'Administration centrale est probable aussi pour l'exercice 2025, sachant que le taux de variation estimé (5,2 %) figure en-dessous de la moyenne historique (6,4 %) ;

– l'existence du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg (FSIL) créé en 2014 et ayant comme mission la réalisation d'une épargne dont les revenus pourront être utilisés pour contribuer au bien-être des générations futures ;

– que l'alimentation budgétaire annuelle du FSIL s'élève actuellement à 50 millions d'euros aux prix de 2015, ajusté pour tenir compte des variations de l'indice des prix à la consommation, correspondant prévisionnellement à 63,5 millions d'euros en 2025 ;

– que selon la loi du 19 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du paquet d'avenir – première partie, le Gouvernement peut décider au plus tôt vingt ans après la date de constitution du Fonds, ou lorsque les avoirs du Fonds dépassent 1.000 millions d'euros, d'affecter au budget de l'État au maximum 50 pour cent des revenus dégagés par les avoirs du Fonds au cours de l'exercice précédent ;

– qu'au 31 décembre 2023, le FSIL faisait état d'un actif d'environ 600 millions d'euros et qu'en 2023, la performance du fonds s'élevait à environ 10 % en 2023 ;

– qu'une alimentation supplémentaire du FSIL permettrait de générer des revenus nettement supérieurs capables de contribuer au financement d'investissements importants dans l'avenir et de constituer un axe supplémentaire de recettes budgétaires notamment en temps de crise,

invite le Gouvernement

– à canaliser à l'avenir au moins partiellement les recettes budgétaires supplémentaires en cas de sous-estimation des recettes vers une alimentation supplémentaire du FSIL afin de réaliser une véritable épargne dont les revenus pourront être utilisés pour contribuer au bien-être des générations futures.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | De Romain Bausch proposéiert, dass déi Recetten, mat deenen een net gerechent hat, an e Fong ugeluecht ginn, als Apel fir den Duuscht. Mir hu jo esou e Fong scho mam Fonds souverain intergénérationnel, a mir plädéieren derfir, dass déi Recetten, déi en sus kommen, ganz einfach op d'Säit geluecht ginn. Dat hätt an onsen Aen zwee Effekter: Et géng ee sech vläicht Méi ginn, d'Solden esou genee wéi méiglech an de Budget anzuschreien, an dann hätte mer méi e realistesch Budgets-projet, iwwer dee mer hei géingen diskutéieren. A wann effektiv onerwaart zousätzlech Recetten erakéimen, déi da wierklech onerwaart wieren, da géng een déi Suen, mat deenen ee jo eigentlech net gerechent hat, kënnen op d'Säit leeën.

Et kënt bei de Recetten nach eng aner Inconnue derbäi: déi vun der Mindeststeuer op d'Entreprises, déi mer virun engem Joer hei gestëmmt hunn. Weeder de Budget nach d'Steierverwaltung konnten eis Opschluss doriwwer ginn, ob doduerch elo méi oder manner Suen erakommen. Wat vun Experte virun allem bedauert gouf, dass ass, dass net wéinstens duerch verschidden Hypothese probéiert gött, méi genee ze chiffréieren, wat d'Resultat dovu ka sinn,

mat zum Beispill alternativen Zenarien, esou wéi mer dat och am Covid gesinn hunn.

Deen zweete groussen Ënnerscheid tëscht Iech an ons ass deen, dass Der a wichtegen Zukunftsfroen den Invest erofschrauft. Dir maacht dass engersäits am Pluriannuel vum Logement an anersäits am Pluriannuel vum Klima- an Ëmweltfong.

Ier ech an den Detail ginn, wollt ech awer nach ervirsträchen, dass och am Budget an an Är Ried keen een neie grouse Projet eraushéieren hunn, sech also hei confirméiert, dass Dir d'Regierung vum „Manner“ sidd, an dësem Fall: manner Investitiounen an déi kommend Generatiounen.

Am Laf vun de Kommissiounssätzungen huet ee souguer eraushéieren, dass déi puer Saachen, déi am Koalitionsaccord virgesi waren, wéi zum Beispill e Militärspidol, vum Dësch sinn. An der Mobilitéit gött weiderhin dem François Bausch säi PNM ëmgesat. A punkto Tram wäert an dëser Legislaturperiod och näischt Neies entstoen. Et wäerte just 2,5 nei Kilometer gebaut ginn, déi schon decidéiert waren, an dat och op enger onkomplizierter Streck um Kierchberg, géintiwier 16,4 Kilometer iwwer déi zéng Joer virdrun. Och dass féint een an den Zuelen erëm: Den Invest an den Tram geet déi nächst dräi Joer ëm 30 Milliounen Euro am Verglach zu deem viregte Pluriannuel erof. Idem bei den internationalen Zuchstrecken, beim Fonds des routes a souguer engem vun Äre Projets phares, dem Ausbau vun der N7 op véier Spueren. Och do héiert een näischt méi. Am Géigendeel, duerch déi Studien, déi amgaange sinn, verzögert sech den aktuelle Projet, esou wéi e virgesi war, an och dass gesäit een am Pluriannuel. D'Ambitioun vun dëser Regierung ass bis ewell beim Weiderdenke vun den Infrastrukturen zu Lëtzebuerg net ze erkennen.

Dat selwecht göllt fir den Ausbau am abordabele Wunnensbau. Är Prioritéit beim Logement läit ganz kloer beim Stäerke vun der Demande – bis elo mat määssegem Succès. Dir hutt e ganze Pak hei stëmme gelooss mat engem Desequibler en faveur vun den Investisseuren a Multiproprietären. Jo, mir wëllen och, dass de Bausecteur bestoe bleift, an déi vill Fail-litten an dësem Secteur dëst Joer, déi maachen eis extreem Suergen. Mir sinn awer der Meenung, et wier méi sénnvoll gewiescht, iwwer eng Steigerung vun de Marchés publics, eng Acceleratioun vum VEFA-Opkafprogramm an eng Acceleratioun vum Bau vun den öffentleche Wunnengen ze fueren, wéi doriwwer, Scho-Proprietäre mat steierleche Moosnamen ze ënnerstëtzen, fir vill weider Wunnengen ze kafen, déi se duerno kënnen deier verlounen.

Mir fannen et gutt, dass Der den Enregistrement fir Persounen, déi en Eegenheem kafen, erofsetzt. Mir kéinten eis déi Mesür souguer dauerhaft virstellen, gebonnen u Konditiounen, mee mir verstinn net, dass Der dat och fir d'Investisseure maacht, déi als eenzeg Konditioun duerno hunn, d'Immobilie zwee Joer ze halen. Et ass net gebonnen u soss Bedéngungen, zum Beispill par rapport zum Loyer, dee gefrot gött.

Déi Politick, déi Der do maacht, ass och, contrairement zu deem, wat Der de Moie gesot hutt, net faktebaséiert. Et gött einfach an de Raum gestallt, Är Moosnamen hätte gewierkt, och wann d'Zuelen eng aner Sprooch schwätzen. Dat war nach an engem Artikel am „Tageblatt“ e Méinde ganz däitlech ze liesen. Dobäi kënt nach, dass Der se absolutt net am Budget chiffréiert hutt, weeder déi Baisse vum Enregistrement nach d'Verlängerung vun de Logementsmesüren. Mir hoffe jiddwerfalls, dass et no dëser Verlängerung endlech gedoen ass domat. Bis dohi wäerte sech d'Zënse jo och esou stabiliséiert hunn, dass de Marché nees unzitt. An da kënt Der soen:

„Gesitt Der, et wierkt!“ Et kéint ee bal mengen, Dir géingt se elo verlängeren, bis dann endlech Beweegung an de Marché kennt an Der dann herno kënt soen, et wär duerch Äre Meritt.

A grad déi schiedlechst vun dese Mesüren, den Amortissement accéléré, déi gëtt och weidergefuehert, eppes, wou mer laang dru geschafft hunn, fir et endlech ofzefiederden, eppes, wat Dir deemools och begréisst hat. Ech zitieren: „Zum Amortissement bei de Mietwunnengen: Do soen ech Iech riichteraus, do hate mer ënnerschiddlech Diskussiounen bei eis an der Partei! [...] Jo, dat ass 2002 ënner enger schwaarz-bloer Koalitioun agefouert ginn. Mee et ass mat Recht de Moien drop higewise ginn, dass natierlech déi Plusvaluen 2002 net an deem Mooss um Marché immobilier waren, wéi dat haut ass. An duerfir, dass soen ech Iech riichteraus, Här Finanzminister, begréisst mer, dass Der dese Regimm do ofstuift“. Wann een dat esou liest, dann ass dat haut alles nach ëmmer richteg. An et gëtt fir ons kee Grund, déi Mesür ze verlängeren. Et huet een also d’Gefill, wéi esou dacks bei Iech an der Partei, dass des Kéier déi aner Stëmme sech duerchgesat hunn.

Och den SPV (ndlr: Special Purpose Vehicle), deen Der jo mat virgestallt hutt, also dat Instrument, wat soll de Promoteuren eng Garantie ginn, wa se net genuch vun hiren Appartemen verkaf hunn, gëtt quasi net genotzt, wat de Gaston Reinesch dozou verleet huet, an der Kommissioun ze soen, den Drock wier wuel net héich genuch bei de Promoteuren. De Logementsminister huet hei viru Kuerzem an der Chamber gesot, dass et mol Zäit wier, dass och bei de VEFAen d’Promoteure missten eppes um Niveau vun de Präisser maachen. Bei den Haiser am Bestand sinn d’Präisser zolidd erofgaangen, ganz einfach well d’Leit hu mussen oder wëlle verkafen, mee et schéngt de grouss Promoteuren am Land nach ëmmer gutt genuch ze goen, vu dass trotz Flaute bei den Neibauten d’Präisser nëmme kuerzfristeg erofgoungen, fir elo erëm eropzougoen. Ouni Drock ginn déi Präisser nëmme an eng Richtung, nämlech an d’Luucht. An d’Regierung ass leider net gewëllt, Drock op d’Promoteuren ze maachen.

Déi mëttlerweil falend Zänsen, zesumme mat den décke Steiervirdeeler vun deser Regierung fir Investisseuren a Spekulant an ëmmer méi grouss sozial Ongerechtegkeeten, dat ass „rocket fuel“ fir den nächste Spekulationsboom am Immobilier. Kommt, mir steiere matzäit géint a kucke prioritär, dass Jonker an Eegenotzer sech Immobilie leeschte kënnen. A kommt, mir widderhuelen net déi Feeler, déi an der Vergaangenheet gemaach goufen, wou all kënschtlech Spekulationsdemande gutt war, fir de Marché unzefeieren an d’Präisser weider an d’Luucht ze driewen!

Mir sinn dowéinst der Meenung, dass et un der Zäit wier, mol déi Texter ëmzesetzen, déi d’Multipropriétaires an d’Flicht huelen, déi net bauen oder déi eng Wunneng hunn a se eidel stoe loosse. Well och dass en extreem wichtegt Element am Wunnengsbau: Mir hunn extreem vill Potenzial, wat eidel steet, wat net genotzt gëtt. Et wier gutt, wa mer géingen alles drusetzen, dat mol ze mobiliséieren. Beim État de la nation hat de Premier d’Amendement zur Mobilisierungstax bis Enn des Joers ugekënnegt. Ech hu bis elo nach net matkrut, dass des deposiert gi wieren. Mir erwaarden ons, dass Der dat ëmsetzt, wat Der hei versprach hutt, och zum Beispill e seriösen Deckel bei de Loyalpräisser, déi kontinuierlech klammen.

Mir vermessen, dass des Regierung net mat där selwechter Energie, wéi se de Multipropriétaires ënnert d’Äerm gräift, derfir suergt, dass méi bezuelbare Wunnraum op de Marché kennt. Dass gesäit een och beim Pluriannuel vum Logement abordable. Dee klëmmt net, esou wéi et nach am Budget vun 2024

geplangt war, iwwert déi nächst Joren. Au contraire, an och dass gëtt quasi an all Avis relevéiert: E geet erof am Verglach zum Pluriannuel, dee viru sechs Méint hei gestëmmt gouf. De Pluriannuel 2024 huet fir 2025 Depensé vu 633 Milliounen am Fonds spécial pour le logement abordable virgesinn, iwwerdeems der elo nach 461 drastinn. An déi ganz Trajectoire am Pluriannuel bleift bedeiend manner dynamesch. Dass sinn iwwert déi nächst dräi Joer 500 Milliounen manner fir de Logement abordable!

D’Salariatskummer werft Iech eng gewësse Kreativitéit, voire eng Tromperie vir bei Ären Annoncen am Oktober a si bescheinegt Iech, dass Der effektiv hei e signifikante Richtungswissel ageschloen hätt, nämlech deen, dass déi zukünfteg Investitiounen vum Staat an den abordable Wunnengsbau erofgeschrafft ginn. D’Salariatskummer – a mir deelen déi Aschätzung – seet, dass esou eng Revisioun no ënnen absolut inkohärent an onverständlech ass vu de Besoin an abordablem Wunnraum.

Här Minister, mir sinn der Meenung, dass ass de falsche Wee an e ganz schlecht Zeeche fir de Wunnraum zu Lëtzebuerg. Et geet net duer, de Promoteuren et esou einfach wéi méiglech ze maachen, Wunnengen ze schafen, se mussen och bezuelbar si fir déi Leit, déi eng Wunneng brauchen. Mir brauche Wunnenge fir Leit, déi am Land wëllen en Daach iwwert dem Kapp hunn, net fir Leit, déi wëllen e Spekulationsobjekt kafen.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dass selwecht gëllt weiderhi fir d’Ausspilleren tëscht Ëmwelt a Baukris. All Elementer, all Sondagen an Etüden, weisen et: ...

(Mme Sam Tanson ouvre une bouteille d’eau.)

Ech géing och an den Apel bässen, mee da läit en net méi do.

(Interruption)

Et ass net de Schutz vun onser Natur, dee mécht, dass mer net genuch Wunnengen um Maart hunn. Et sinn eng sëlleg aner Hürden, alle virop d’Gemeengeprozeduren, déi eng Brems duerstellen. Mee wat mécht des Regierung? Se presentéiert e Risepak mat 100 Mesüren, fir de Bau ze acceleréieren. An haut, op den Dag sechs Méint duerno, wat ass bis elo do passéiert? Grad hei huet elo exklusiv den Ëmweltminister geliiwert, mat engem Pak, un deem de Mouvement écologique zum Beispill kee gutt Hoer léisst an dee riskéiert, d’Begréngung an onse Stied an Dierfer auszehielegen. Wéi ass et mat all deenen aneren, vill méi pertinente Baustellen? Op wat gëtt do gewaart? Mir wiere frou, wann d’Prioritéiten net op Augenwischerei géinge geluecht ginn, mee op dat, wou de Schong wierklech dréckt.

Mee dass Ëmwelt a Klima keng Prioritéit vun deser Regierung sinn, dass gesäit een och bei den Zuelen aus dem Budget. Beim Ëmwelt- a Klimafong stellt d’Chambre des Saliariés fest, dass déi viregt Pluriannuelle méi ambitiéis waren. Ganz besonnesch soulevéiert d’Salariatskummer, dass de Budget fir déi national Mesüren tëschent 2025 an 2028 stagnéiert, eppes, wat si inakzeptabel fënn, wann een d’Urgence vun der Klimakris kuckt an d’Dringlechkeet vun der Dekarbonisierung an der Mobilitéit an am Wunnen.

Mee grad hei huet des Regierung de Leit e Stréch duerch d’Rechnung gemaach. Dass gesäit een unhand vun direkt e puer Beispiller. Dir hutt zwar wuel elo decidéiert, dass den Niveau vun der steierlecher Ofsetzbarkeit bei den elektresche Leasingsautoen héich bleift. Mir fannen dat gutt, mee wéi ass et mat all deene Leit, déi kee Leasingsauto vun hirem Patron kënnen kréien? Eh ben, fir déi gëtt et elo manner Primm. Mir verstü wierklech net Är Logik. Genee déi

Argumenter, déi Dir elo virbruecht hutt, fir d’Avantagen op den elektresche Leasingsautoen ze verlängeren, nämlech dass mer bei den Immatrikulationen net do sinn, wou mer wëllte sinn, dass ass jo dat, wat mer Iech and gesot hu bei de Primme fir d’Privatleit. Wisou alt nees nëmme déi ënnerstëtzen, déi vum Patron eppes ugebuede kréien a wou hannendrun och eng zimlech haart Lobby vun de Leasingsfirmen ass? Oder ass et eng Fro vum zoustännege Minister?

Mir bedauern déi Onkohärenz an der Virgoensweis hei extreem a mir froen op en Neits, dass Der dat iwwerdenkt an d’Primme fir d’Privatleit och nach zwee Joer um selwechten Niveau haalt, geneesou wéi Der et elo bei de Leasingsautoen maacht. Mir erwaarden ons, dass Der dann op d’mannst, vu dass Der dat anert net wäert maachen, de Leasing social, eng vun de Mesüren aus dem Klima- an Ëmweltplang, elo zügeg ëmsetzt, fir dass jiddweree sech en Elektroauto ka leeschten.

An dann dass anert Suergkand: d’Onofhängeggi vun de fossillen Energie beim Heizen. D’Ëmklammen op d’Wärmepompe gëtt elo direkt e puermol schikanéiert. Op där enger Säit mussen d’Leit elo d’Wärmepompe extern kontrolléieren loosse, mee virun allem gëtt et ab dem 1. Januar fir all déi Leit, déi den Ëmsting scho gemaach hunn, definitiv méi deier. Fir d’éischt emol, well jiddweree fir d’Energie wäert mussen méi bezuelen. Obwuel virun allem d’Elektreschpräisser nach ee Joer sécher wäerten héich bliewen, gëtt den Deckel um Elektresch ëm d’Hallschent erofgeschrafft. Et ass dass falscht Signal zum falsche Moment.

D’Elektreschpräisser sollen ab 2026 erofgoen. Et ass wichteg, dass mer d’Ëmklamme fir d’Privatleit esou einfach wéi méiglech maachen an déi belounen, déi de Schratt gemaach hunn, an net ëmgekéiert. Zemoos well d’Regierung jo och der Meenung ass, dass och op laang Dauer keng weider ënnerstëtzend Mesüren néideg sinn, fir eeben déi Transition am Wunnengsbau hinze kréien an do manner Emissiounen hinze kréien. Genee dowéinst misst d’Regierung eigentlech alles maachen, fir de Leit net Angscht ze maachen, ëmzeklammen.

Stand haut wësse vill Leit nach net, wat se genee mussen ab dem 1. Januar maachen, fir esou mann wéi méiglech ze bezuelen. An ech wënschen och jiddwerengem bonne Chance, dee probéiert, dass fir sech selwer erauszefannen. Verstitt mech net falsch, et ass gutt ze steieren, wéini ee soll consomméieren, fir dass de Reseau et packt. D’Fro ass, ob deen ageschloene Wee wierklech dee richtegen ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nuets kachen.

(Hilarité)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | O, ech mengen, Här Di Bartolomeo, um Kachen eleng wäert et net scheitern.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

An dee Chaos, mat deem dass hei gemaach ginn ass, mat enger feelder Kommunikatioun, dee gëtt dass falscht Signal. Et kennt nach derbäi, dass eng ganz Partie Geräter – an do schwätzen ech elo net vun der Kachmaschinn, mee eischter vun der Wärmepompe a vum Elektroauto – hir elektresch Consumatioun net drosselen oder steiere kënnen.

A wat mécht den zoustännege Minister? E verstoppt sech hannert dem ILR. Dobäi, wann een dem Vertrieeder vum ILR gutt nogelasschert huet virun e puer Deeg um 100,7, da kommt een eraushéieren, dass hir Decisioun net un e geneeën Datum gebonnen ass. Hei ass en Dossier einfach lafe gelooss ginn an net seriö geholl ginn.

Wisou ass dann hei net proaktiv vun der Regierung kommunizéiert ginn? Dir kommunizéiert dach soss esou gär iwver Mesüren. Ass et just, well dat hei de Bierger eppes kascht? Dir loosst d'Leit jiddwerfalls einfach am Ree stoen.

Ech sinn awer ganz frou, de Moien dem Marc Spautz nogelasschtert ze hunn, dee fonnt huet, mir sollten a sechs Méint eng Evaluatioun maache vun där neier Struktur. An ech deposéieren dann eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuere, dat och ze maachen.

Motion 2

«Impact de la nouvelle structure tarifaire des prix de l'électricité»

La Chambre des Députés,
considérant

– la directive (UE) 2019/944 relative aux règles communes pour le marché de l'électricité, qui met l'accent sur la protection des consommateurs, notamment les plus vulnérables, et qui autorise les États membres à adopter des mesures visant à garantir des prix électriques abordables et équitables ;

– l'augmentation des factures d'électricité des ménages, en raison de la réduction du plafonnement étatique des prix de l'électricité ;

– l'introduction d'une nouvelle structure des tarifs d'utilisation du réseau à partir de 2025 payée par les ménages ;

– le plan de développement du réseau national, estimant à 300 millions d'euros les investissements nécessaires pour le réseau de transport sur la période 2024-2034, afin de répondre aux besoins futurs, y compris l'intégration accrue des installations de production décentralisées utilisant des sources d'énergie renouvelables, le déploiement de solutions de stockage et l'électrification des transports ;

– que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables pour favoriser l'électrification, les technologies durables, ainsi que la compétitivité des entreprises et de l'industrie ;

– que la transition énergétique requiert une flexibilité accrue à tous les niveaux du système énergétique ;

– l'impact direct et indirect de l'augmentation des prix de l'énergie sur l'inflation et le pouvoir d'achat des citoyens ;

– notre motion parlementaire n° 4436 du 4 décembre 2024 au sujet du prix de l'électricité pour les ménages renvoyée devant la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme,

invite le Gouvernement

– à procéder à une évaluation de l'impact de la nouvelle structure tarifaire des prix de l'électricité sur les factures des ménages et sur l'avancement de la transition énergétique après six mois en 2025, et envisager les ajustements nécessaires pour réagir en cas de développement ou tendance négative.

(s.) Sam Tanson, Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech fannen et och fatal, wa gesot gëtt: „Elo ass et nach net esou schlëmm, well et hu jo nach net esou vill Leit eng Wärmepompe an en Elektroauto.“ Grad déi Leit hei ze bestrofen, déi als Éischt mat op dee Wee gaange si fort vun de fossilen Energien, ass fir eis definitiv de falsche Wee. An och elo ze soen: „Mee et bleift awer nach méi bëlle, en Elektroauto ze hunn esou am alldeegleche Gebrauch“, dat ass dach awer relativ zynesch, well beim Invest an déi méi deier Technologien ass dat dote jo awer alles matagerechent ginn. A schliisslech sot Der

de Leit: „Majo, mee wann Der elo nach Solarzellen derbäi installéiert, da geet d'Rechnung nees op.“ A wat hutt Der gemaach? D'Aidë fir d'Solarzelle si gekierzt ginn, eier d'Leit woussten, dass dat hei géing op se duerkommen. Loscht maachen op klimafreundlecht Liewe geet anesch!

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mir sinn hei absolut net mat Iech d'accord. Mir fannen och, dass d'Regierung sech an dësem Dossier hirer Verantwortung entzunn huet. Duerch all déi Haussen am Elektresch, déi hei derbäikommen, huet Der de Leit, oder ville Leit, nees eppes aus der Täsch eraus, wat Der hinnen duerch d'Upassung vun der Steiertabell ginn hutt. Dat ass definitiv och eng finanziell Mogelpackung, en „Nettoklau“. D'Chambre des Salariés huet an hirem Avis virgerechent, dass et um Enn bei engem mëttleren Revenu just fir Leit aus der Steierklass 1a mat all deenen dote Mesüre wierklech „méi Netto vum Brutto“ gëtt.

Den drëtte groussen Ënnerscheid ass, dass Der onst Land weider méi ofhängeg vum Tubak maacht.

Dëst Joer si 50 % méi Zigarette verkaf gi wéi 2019 a 70 % méi Tubak. Dat ass enorm! An dat an Zäiten, an deenen aner Länner, gradewéi d'EU-Kommissioun, vu „générations sans tabac“ schwätzen. Jo ...

(Mme Sam Tanson tousse et boit de l'eau.)

Et kënnt net vum Fëmmen.

(Hilarité)

Jo, Dir setzt d'Accisen dat nächst Joer nach eemol ëm 5,5 % erop. Ech hunn Iech och dofir felicitéiert no der Presentatioun vum Budget. Mee d'Erniichterung war och relativ grouss, wéi mer duerno an der Kommissioun erkläert kruten, dass genau gerechent gi wier an dass d'Accisë wierklech och nëmme géinge genau esou vill an d'Luucht goen, dass jo nëmme de Konkurrenzeffekt an den Attraktiounseffekt bei den Nopeschlänner net géinge verluer goen.

Wéi schreift et d'Cour des comptes? Et feelt eng kohärent an integréiert Approche beim Kampf géint den Tubak. Och de Fait, dass et aktuell a scho säit 2020 keen Antitubaksplang gëtt, ënnersträicht dëst.

A jo, Här Minister, dat ass net just Är Verantwortung. Och déi viiregt Regierung hätt do scho missen aktiv géigesteieren.

(Interruption)

Et ass net, wéi wann dat net vun e puer Leit gefuerdert gi wier. An ech ka mech do ganz gutt an de Spiegel kucken. Mee dat eleng soll keng Excuse sinn, fir et elo net ze maachen, virun allem au vu vun der Dynamik an den anere Länner an och vun der EU-Kommissioun, déi ons à terme kéint de Krunn vun den Accisen zoudréien. A wann ee gesäit, wéi wichteg d'Recettë vun den Tubaksaccisë bis 2029 wäerte ginn, mat estiméierte bal 2 Milliarden, dann ass et un der Zäit, driwwer nozedenken, méi ferm géigenzesteieren an déi Recetten a Relatioun ze setze mat, wéi d'Cour des comptes et schreift, de „medezinneschen a soziale Käschten“, déi vum Tubak geschaf ginn.

Ech erënnere och an deem Kontext drun, dass Dir selwer – an ech mengen, et ass elo déi lescht Kéier, dass ech Iech wäert zitëieren –, wéi Der nach an der Oppositioun waart, eng Aktualitéitsstonn zu dësem Sujet virun zwee Joer hei ugefrot hutt. Dir stoungt deemools hei net mat engem Apel, mee mat engem Pak Zigarette virun Äre Kolleeginnen a Kolleegen a sot: „De Lëtzebuurger Staat, dee kasséiert [...] 800 Milliounen Euro.“ Dat ass elo zwee Joer hier, 800 Milliounen Euro. Elo si mer an de Previsiounen ganz

geschwë bei 2 Milliarden. „800 Milliounen Euro un Tubaksteier [...]“. An et kommen dozou nach eng Kéier 220 Milliounen Euro TVA, also insgesamt iwver 1 Milliard oder ronn 1.500 Euro pro Awunner u Steiere just vum Tubak. Jo, Dir Dammen an Dir Härren, dat ass am Verglach zu deenen anere Budgetposten eigentlech carrement verréckt“, hutt Dir deemools erkläert an dës Recettë mat anere verglach.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Wie sot dat?

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | En huet jo awer e Mea culpa gemaach.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir hat ... Ech weess, Här Roth, de Problem ass, Dir hutt wierklech extreem vill gesot zu all deene Sujeten, déi Der elo selwer musst traitéieren. Dat ass eeben e bëssen ... Dat féiert dann heiansdo zu esou Situatiounen wéi där heiter.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mee wësst Der, contrairement zu Iech stinn ech derzou.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | O, ech stinn och zu allem, wat ech gemaach hunn, Här Roth.

(Exclamations)

Dir hat och fënnef Froen un d'Regierung gestallt, déi ech Iech eigentlech hei zrëck stelle kéint. Ech hu mech dowéinst gefrot, ob Der mëttlerweil eng Äntwert op Är eege Froen hutt, well och wann een dat do nach eng Kéier alles noliest, weess een net richtig, wou Der hiwollt mat där Aktualitéitsstonn. Mee ech zitëieren Iech: „Et gëtt ëmmer vun engem gewollte Lenkungseffekt geschwat um Niveau vum Spritt, fir den Tanktourismus anzedämmen. Duerfir ass meng Fro: Ass dëse Lenkungseffekt net gesicht oder net gewollt um Niveau vun dem Tubak? Wa kee Lenkungseffekt gesicht sollt ginn, firwat ass dat dann esou? Drëtt Fro: Sollt den Differential tëschent Lëtzebuerg an den Nopeschlänner erofgesat gi wéi beim Tanktourismus? Véiert Fro: Wëll d'Regierung de Verkaf vum Tubak an Zigarette fir de perséinleche Bedarf besser encadréieren? A fënneft a lescht Fro“, an dat ass och eng ganz pertinent: „Wann den Direkter vun Enregistrement vu méiglechem Schmuggel a méiglecher Geldwäscherei schwätzt, gëtt dat dann och den zoustännegen Autoritéite matgedeelt? A wa jo, wiwvill där Fäll goufen et der? A wa jo, a wiwvill vun deene Fäll si Sanktiounen duerch Geriichter gesprach ginn?“

Mir fannen et onresponsabel, op d'Käschte vun der Gesondheet vun de Mënschen an andeems mer d'Gesondheetspolitik heiheim an déi vun onsen Nopeschlänner ënnergruewe also nees ze riskéieren, an de Schmarotzereck ze kommen. An déi Rechnung, déi geet och net wierklech op. De soziale Käschtepunkt vum Tabagismus gëtt a Frankräich op 156 Milliarde geschat. Dat sinn 2.300 Euro netto pro Joer pro Awunner. Eng Pi-mol-Daume-Rechnung – dat passt jo e bëssen an de Kader hei – ergëtt da fir Lëtzebuerg e soziale Käschtepunkt vun iwver 1,5 Milliarden. Do kréie mer da mat den Tubaksaccisen esou just genuch eran, fir de Käschtepunkt vun onsem eegenen Tabagismus ze finanzéieren.

A wa mer scho bei den indirekte Steiere sinn: Et gesäit een och, dass Géigesteieren hëllef kann an dass ee sech ka lues a lues onofhängeg maache vu Recetten, déi net nohalte sinn. D'CO₂-Steier – an ech zitëieren nach eemol d'Cour des comptes – ass effikass, fir d'CO₂-Emissiounen erofzesetzen. Dat gesäit een dorun, dass d'Recetten um Carburant erfrogin, de Gasoil ëm ganzer 40 % zënter 2019 an de Bensinn stagnéiert iwwert déi nächst Joren. Et gesäit een also, dass déi Kombi aus CO₂-Steier mat sozialer Offiederung an Aidë bei den Elektroautoen hëllef, fir den Ausstieg ze schaffen. A wéi schreift d'Cour des

comptes? „La taxe CO₂ doit être considérée non pas comme une contrainte mais comme un investissement dans un avenir durable.“ Dat seet ons national Cour des comptes, net iergende gränge Veräin.

An ech ennersträichen hei gären nach eemol och den Avis vun Rechnungshaff, dee Pisten opzeechent, wéi mer ons Steierrecettë kënnen diversifiéieren iwwert déi nächst Joren. Mir erwaarden ons, datt och heiriwwer nogeduecht gëtt, net nëmmen doriwwer, wéi mer d'Recettë kënnen erofsetzen.

Éier ech zum Schluss kommen, wollt ech awer nach eng positiv Nott erabréngen. Wat mer gutt a richteg fannen, dat ass déi ennerschiddlech geziilt Ennerstëtzung vun den enneschten Akommeskategorien an d'Entlaaschtunge fir d'Leit aus der Steierklass 1a. Dat ass wichteg. Mir wëssen alleguer heibannen, datt grad elengerzéiend Famille méi e groussen Aarmutsrisiko hunn. Mir halen Iech dat zegutt. Mee dat, wat bis elo gemaach gouf, geet nach net duer. A jo, Dir sidd eréischt ee Joer am Amt, et kann een net alles maachen, mee den zoustännege Minister ass vläicht awer schonn e bësse méi laang an der Regierung. Dowéinst hoffe mer, datt de Plang géint d'Aarmutsbekämpfung, dee jo schonn e puermol ugekënnegt gouf an och eng prominent Plaz am État de la nation, deem éischte vum Premierminister, krut, geschwé kënt.

Mee eng Zuel irritéiert mech, déi hei iergendwéi esou mantrahaft widderholl gëtt. Dat sinn déi faméis 47 %, déi am Budget fir Soziales ausgi ginn. Bon, dat soll de sozialen Touch vun där Regierung ennersträichen. Wann een de Budget vun 2019 kuckt, do waren et 48 %. Dofir, ech weess net, wéi prominent een dat soll an de Raum stellen. Mee virun allem heescht déi Zuel iwwerhaapt näischt. Et kann een och soen: „100 % vum Budget“, ech hoffen emol, „gi fir d'Allgemengheet ausginn.“

(Interruptions)

De véierte groussen Ennerscheid – an dat betrëfft elo méi d'global Politick vun der Regierung – ass d'Aart a Weis, wéi Der Politick maacht an op wien Der lauscht, wat en Impakt kann hunn op ons Economie an onst Zesummeliewen.

Et gouf sielen eng Regierung, déi bannent esou kuerzer Zäit esou vill Acteuren aus der Zivilgesellschaft géint sech opbruecht huet. Den Aarbechtsminister probéiert, d'Gewerkschaften ze erniddregen, den Ëmweltminister trëtt arrogant op géintwärt dem Mouvement écologique a bënnt se net an, de Kooperatiounsminister stéisst mat senger Annonce betreffend d'Sensibiliséierungsarbecht vun den ONGen e ganze Secteur virun de Kapp, vun der Caritas schwätze mer léiwer guer net. Mir schwätzen och léiwer net méi vum Heescheverbuert. Och dee war keng Glanzstonn fir d'Mënscherechter, idem den neie Platzverweis. An elo kaum ass a Syrien den Assad gestierzt ginn, kréien d'syresch Flüchtlingen, déi zum Deel scho ganz laang op eng Äntwert waarden, gesot, elo géngen hir Demandé mol net traitéiert ginn, obwuel an hirem Heemechtsland alles aneres wéi Fridden an Demokratie herrscht an een och schonn déi éischt Echoe vun Aschränkunge vun de Fraerichter aus dem Land héiert.

Mir hoffe jiddwerfalls, datt déi Couacken aus de vergaangene Méint net weiderginn an datt zum Beispill och de Sozialdialog hei am Land net elo eng staark riets Kéier hält. Mir schwätze gär vun onsem friddlechen, stabile Kader, deen en Attraktivitéitsfacteur ass. Deen hu mer och an onse Betriber.

An ech gesinn elo, den Här Keup sëtzt hei. Wann ech em virdund de Moien nogelauschert hu mat der Attraktivitéit vu Lëtzebuerg an eise Betriber, wou Der dann déi Zuelen opgeléicht hutt vun der Immigration zu Lëtzebuerg, do hunn ech mech gefrot ... Ech

gesinn Iech d'lescht Woch hei stoen, wéi Der gejubelt hutt, wéi mer d'Betriebsbesteuerung ëm 1 % erofgesat hunn, fir méi kompetitiv ze sinn, wéi mer Primme fir d'Impatrié gestëmmt hunn. Dat huet Der hei alles bejubelt. An haut kommt Der heihin an Dir rechent eis vir, dass déi Immigration problematesch wier. Jo, ech weess, Dir maacht den Ennerscheid tëscht sougenannter „gudder“ Immigration ...

M. Fred Keup (ADR) | Genau, genau!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... a „schlechter“ Immigration, mee ech muss Iech soen, Här Keup: Dat, wat Der de Moie gesot hutt, huet mech wierklech schockéiert, ...

M. Fred Keup (ADR) | O, mee Dir sidd e bësse sensibel.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Genau!

... well de Mënschen e Käschtpunkt ...

M. Fred Keup (ADR) | Nee, iwwerhaapt net!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... op d'A ze drécken, fir ze soen: „Dat eent si Gudder, well déi bréngen eis eppes eran, dat anert si Schlechter“, an dat e puer Deeg, nodeem mer hei Zeremonien haten, wou mer deene Leit geduecht hunn, ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat huet näischt domat ze dinn!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... déi fir eis gekämpft hunn, wou een drun denkt, dass virun 80 Joer Leit hei aus dese Géigenden an aner Länner gezu sinn, hu missen zéien. Déi haten och näischt, fir do ze iwwerliewen! Wa mir hei just dono kucken ...

M. Fred Keup (ADR) | Dat stëmmt net, wat Der zielt!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... ob déi Leit, déi heihinner kommen, kënnen selwer fir sech suergen, ob déi eis finanziell eppes bréngen, wa mir esou géingen iwwerleeën, da kéinte mer éischstens de Buttek zoumaachen an zweetens wiere mer an totaler Kontradiktion mat deem, wouvu vill Lëtzebuerger, vill Europäer profitéiert hunn am Zweete Weltkrich, wou se verfollegt gi sinn, well se déi falsch Relioun haten.

Dat, wat Dir gesot hutt, dat ass net, wéi Der selwer behaapt, dass Der elo ukomm wäert an der politescher Mëtt hei an Europa. Dat, wat Dir gesot hutt de Moien, dat war soss näischt wéi mënscheveruechtend!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Dat, wat Der ... Nee, nee, nee, dat, wat ech sot, dat ass dat, wat an Europa iwwerall gesot gëtt vun alle Parteien mëtterweil!

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Zréck zu de Betriber.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Tanson, Dir hutt eleng d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, jo, Här President, merci.

Den Attraktivitéitsfacteur – de Marc Spautz hat et och schonn de Moie gesot – vun onse Betriber ass net just eng Fro vun niddrege Steierrecetten, et ass net just eng Fro vun administrativer Vereinfachung, et ass och déi vun soziale Fridden, dee mer hei an eisem Land hunn. An dee soziale Fridden, deen hu mer, well mer bis elo och de Gewerkschaften hir Roll seriö geholl hunn a well mer och net vergiess hunn, firwat et Gewerkschaften iwwerhaapt hei am Land gëtt. Déi si jo net do, fir d'Patronen ze emmerdéieren. Si sinn do, fir d'Interëte vun de schaffende Leit ze verteidigen, deene Leit, déi majoritär Är an ons all Wieler sinn, deene Leit, déi d'Bierger hei aus diesem Land sinn. Dofir si Gewerkschaften do. Et gëtt kee gräifbare Grund, dat a Fro ze stellen.

Natierlech hunn d'Decideure léiwer, wa se unni Widerstand einfach kënnen decidéieren. Da „geet et méi séier“, wéi de Premier Luc Frieden géing soen. Mee d'Problemer, déi een doduerch schaaft, datt een déi Decisiounen net mat deenen diskutéiert, déi direkt dovunner betraff sinn oder déi eng richteg Expertis hunn, déi riskéieren, datt een duerno vill méi laang domat amgaangen ass, Feeler ze korrigéieren, wéi wann een direkt déi richteg Decisioun geholl hätt. An d'Onstabilitéiten, déi domat verbonne sinn, déi kann dach eigentlech keng Partei aus der Mëtt wëllen.

Als Fazit, Dir Dammen an Dir Hären, komme mir zur Konklusion, datt dese Budget an d'Politick dohanert eigentlech schwaach sinn. Schwaach am Sënn, datt virun allem mat Steiererlichterunge Politick gemaach gëtt an doriwwer eraus permanent just den Ofbau vu Prozeduren als Léisung fir all d'Problemer genannt gëtt. Et ass also virun allem mol eng „Politick vum Manner“.

Wann dese Budget e Kompass ass, wéi de Cover et jo soll weisen, dann ass et e Kompass a ville Beräicher unni kloren Norden, unni staarken an transparente Commitment zu der Richtung, an déi ee wierklech wëll goen. Dat steet am Widdersproch mat deem Constat vun deenen enormen Erausforderungen, deen Der selwer zeechent. An et féiert och dozou, datt dese Budget eigentlech e bësse schwéier ze betitelen ass, schwéier ze faassen. Dat, well déi budgetär Zäite jo eigentlech – oder eventuell nach – net esou schlecht sinn, mat regulären an och e puer ausseruerdentleche Recetten, déi an d'Gewiicht falen. Et mussen also keng haart Aschnëtter gemaach ginn, an duerfir bleift de roude Bic am Pluriannuel an e geet net bis eriwuer an de Budget vum nächste Joer.

Mee och bei de positive Signaler gi wéineg kloer Choix gemaach an der nach manner assuméiert. Do bleift virun allem de Mantra vum „Méi Netto vum Brutto“. Ech hu gesinn, deen ass mëtterweil souguer vum Finanzministère iwwerholl ginn. Mee dat ass jo par définition eng Approche mat der Géisskan. Spezifesch a couragéis Antworten, déi an enger inhaltlecher a gréisstentechnescher Relatioun stinn zu de selwer beschriwwene Problemer, déi vermësse mer.

Ech bleiwen dofir dobäi, datt dese Budget een ass, dee riskéiert, zulaaschte vun der Jugend ze goen.

Well mir der Meinung sinn, datt mer onst Land an ons Staatsfinanzen elo scho mussen ofsécheren an net dierfen ofwaarden, bis et ze spéit ass.

Well mer fundamental iwwerzeegt sinn, datt a wichtege Zukunftsfrage wéi dem Logement, dem Klima an dem Ëmweltfong den Invest och an den nächste Jore muss héich bleiwen.

Well mer eise Staatsbudget vun der Ofhängegkeet vum Tubak mussen heelen.

Well mer eis net drop kënnen verlossen, datt der Regierung hiert Trickle-down-Pokerspill bei de Recettë laangfristeg wäert opgoen.

Well mer eis eng geziilt a léisungsorientéiert Politick wënschen amplaz just en ondifferenzierte Mantra vum „Manner“.

An dese Budget riskéiert, e Budget vum Réckschritt ze sinn, e Budget, deen op d'Käschte vun de kommende Generatione wäert goen. Aus all deene Grënn kënnen mer – ech wäert Iech net iwwerraschen – als Gréng dese Budget net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

D'autres voix | Oo!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächste Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, waren déi lescht Budgete vum Cover hier neutral gehal, esou ass dat beim Budget fir d'Joer net de Fall. De Kompass vum Cover fällt direkt an d'A. E Bild, dat vill verspricht: Mat engem Kompass soll schliesslech d'Richtung festgeluecht ginn. E positiivt Symbol. Et kéint een dowéinst dervun ausgehen, datt och den Inhalt positiv ass.

Leider gesi mir Piraten dee positiven Inhalt net direkt. An en Zyniker géif elo direkt soen, et wier jo d'Roll vun der Opposition, fir ëmmer alles schlecht ze fannen.

(Interruption par M. Fernand Etgen)

Här Etgen, ech mengen, Dir braucht en neie Brëll. Dir kënnt gären eng Kéier kucken.

(Interruption par M. Fernand Etgen)

Et ass awer méi wéi dat. Well mir bekloen eis net einfach, nëmme fir eis ze bekloen. Et geet hei ëm den Inhalt.

Wat bei der Budgetpresentatioun ganz séier opgefall war, war déi üblech grouss Rhetorik, zum Beispill de „positive Schéiereffekt“, fir nëmme een ze zitéieren. Mir ginn also zwar nach ëmmer méi aus, wéi mer u Recetten erakréien, mee d'Dependé klamme manner schnell, manner séier. Jo, d'Resultat ass awer weiderhin, datt mer en Defizitt hunn. Et ass also net esou, datt de positive Schéiereffekt op eemol zu Erspuernesser wäert féieren.

An da seet de Minister de Moien, datt méi Recetten elo zu manner Scholde géife féieren. Och dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass eng Hallefwourecht. Jo, mir maache warscheinlech manner Scholde wéi am leschte Budget geduecht. Mee mir maachen nach ëmmer Scholden. Och nei Scholden! Et ass also e rhetoresche Knëff hei genotzt ginn, fir et dobaussen esou ze verkafen, wéi wann d'Finanzen am Grëff wäeren, an a Wierklechkeet gi mer nach ëmmer méi aus, wéi mer eranhuelen.

An da gëtt geschwat vum „Kurs op muer. Ee Muer fir jiddereen“. Dat ass dee roude Fuedem, dee sech duerch de ganze Budgetsprojert soll zéien, fir mat engem „Triple-A an och Triple-S“ quasi zesummegefaasst ze ginn. Kuerz gesot, et kléngt alles ganz gutt. Ëmsou méi enttäuschend ass dann awer de konkreeten Inhalt. Villverspriedend Begrëffer ze nennen, bedeit nämlech net automatesch eng positiv Entwécklung fir eist Land. Wou ass also de Kompass vun dëser Regierung fir d'Zukunft vun eisem Land?

Vläicht läit dat dann och un eisem Premier a senger Business-Approche. Hien ass de CEO a Lëtzebuerg ass einfach just e grouss Betrib. Fir eis Piraten ass dat de falschen Usaz. Et gëtt gutt Grënn, e Land net wéi e Business ze féieren, och wann d'Iddi op den éischte Bléck attraktiv kléngt. Béd hu Leit ze geréieren, Ressourcen ze verdeelen, a béd brauche Féierung fir ze gedeien, mee den Usaz ass awer falsch, well et dann awer ganz verschidde Saache sinn.

D'Zil vun engem Land ass Wuelstand fir seng Biergerinnen a Bierger an net de Profitt. An engem Business ass d'Zil kloer: de Profitt maximiséieren. Eng Firma, déi 1 Milliard Euro spuert, ka méi héich Dividenden ausschëdden, an de Wuessstum investéieren oder de Wäert fir d'Aktionären erhéijen. E Land huet awer ganz aner Prioritéiten. Fir e Land bedeit 1 Milliard Euro spueren net e bessert Endergebnis, e bessere Bilan, mee d'Méiglechkeet – jo, d'Méiglechkeet –, d'Liewensqualität vu senger Biergerinnen a Bierger ze verbessern.

Déi Milliard kéint genotzt ginn, fir öffentlech Infrastrukturen, d'Gesondheitsversuergung auszebauen

oder Bildungsprogrammer ze finanzéieren. De Profitt vun engem Land gëtt um Wuelstand, Confort a Wuelbefanne vu senger Leit gemooss, net u Budgetsiwwehensschëss oder reduzierten Ausgaben. Finanziell Gewënner dierfen net iwwert d'Mënsche gestallt ginn.

Wann et engem an engem Betrib net gefält – dat soll virkommen –, da kann ee sech eng nei Aarbecht sichen. Et aktualiséiert ee säi CV, et kann ee sech op anere Plaze mellen an innerhalb vun e puer Wochen oder Méint, jee no Kompetenzen, kann ee sech an enger besserer Situatioun erëmfannen.

E Land ze verloossen op där anerer Säit, jo, e Land ze verloossen, ass net esou einfach wéi d'Demissioun op enger Aarbecht. Et ass eng Entscheidung, déi eng ganz Existenz net nëmme a Fro stellt, mee entwuerzelt – wuertwärtlech. Et ass e Risiko mat déifgräifende Konsequenzen, dee sech vill Leit net kënnen leeschten.

Dës haart Realitéit ënnerträcht also och d'Verantwortung vun der Regierung vun engem Land, Fairness, Inklusioun a Wuelbefannen iwwer profitorientéiert Gewënner ze stellen. Anescht wéi Employéë kënnen d'Biergerinnen an d'Bierger net einfach d'Land wiesselen, wa se mat hirer Féierung net averstane sinn.

Ech sot et: E Business existéiert, fir sengen Aktionären ze déngen, während e Land existéiert, fir senger Leit ze déngen. An dat ass en Ënnerscheid. Gi béd nämlech gläich behandelt, riskéiere mer, de Fong vun eiser Gesellschaft fir eng kuerzfristeg Effizienzsteigerung ze afferen. D'Féierung vun engem Land dréit sech eeben net ëm Profitmargen. Et geet drëm, eng Natioun ze schafen, wou all Biergerinnen a Bierger gutt kënnen liewen an net just iwwerliewen.

Den Erfolleg vun engem Land gëtt u senger Fäegkeet gemooss, seng Leit eropzebréngen, net um Ausgläiche vu Budgeten oder dem Reduzéiere vu Käschten. Mee genau do si mer am Moment ukomm, well schonn haut mussen vill Leit de Schrëtt aus Lëtzebuerg erausmaachen, sech entwuerzelen. Si fannen hei am Land kee bezuelbare Logement méi oder keng Aarbecht. Si fille sech vun der Lëtzeburger Regierung an dem Lëtzeburger Staat am Stach gelooss a ginn iwwert d'Grenzen an eis Nopeschlänner wunnen. Kilo-meterlaang Stauen op eise Stroosse si just eng vun de visibele Konsequenzen. A fir dës Entwécklung ëmzedréien, bräicht et Strategië fir d'Zukunft. Déi fanne mer awer net hei am Budget. Huet eis Regierung also éiere kee Kompass oder ass dësen eventuell futti?

Wat wäeren dann eis Proposen? Ma als Alleréischent eng grouss Steuerreform, déi scho vill éischter hätt misse gemaach gi respektiv zumindest elo scho misst op de Schinne stoen an net ëmmer erëm annonciéiert ginn, mee a Wierklechkeet nach ëmmer net ugefaange gouf. Kuerzfristeg – jo, dat ginn ech zou, an dat begrëisse mer – ginn e puer Upassunge gemaach, sou wéi d'Steierklass 1a, déi entlaascht gëtt. Eng Mesür, déi absolutt ze begrëissen ass. Et sinn nämlech besonnesch d'Monoparentallen, déi hei am Land dem gréissten Aarmutsrisiko ausgesat sinn, mee net nëmme.

Déi, déi an deene leschte Joren elo éischter net der Aarmut ausgesat waren, zumindest net wann ee sektoriwwergräifend kuckt, dat waren awer eis Betriber, virun allem och wann een d'Resultater vun der Betriebsbesteuerung, also der Kierperschaftsteuer, vun deene leschte Wochen a Méint elo gekuckt huet. An trotzdem, d'Betriebsbesteuerung geet ëm 1 % erf. Doduerch gi sech da positiv Effekter op eis Ekonomie erhofft an nei Betriber sollen an d'Land gelackelt ginn. Konkreet Impaktanalysen, déi ee sech do kéint erwaarden, fir déi Entscheidung ze justifiéieren, déi

ginn et net. Et gëtt och hei, änlech wéi dat scho bei Virriedner ugeklongen ass, op d'Bauchgeföll gesat. D'Regierung wéisst dann och net, wéi eng Entrepreneuren no enger Steuerreduktioun op Lëtzebuerg komme kéinten a wéi vill Personal se eventuell beschäftege wäerte kéinten. Et ass alles esou e Flou. Et gëtt mol eppes gemaach, well et gouf jo versprach, datt mer d'Betriber entlaaschte wëllen. Ob dat awer elo dee richtige Wee ass, dat ass Bauchgeföll.

Eis ursprénglech Fro bleift: Huet d'Regierung dann elo e Kompass oder ass dësse verluer gaang? Mir huelen eng Mesür a verfuere duerno nom Prinzipp vum „Augen zu und durch“. Kleng, eenzel Projekte gi grouss a prominent an d'Vitriinn gestallt. Vun enger laangfristeger Strategie, iwwert déi mer nach virun zwou Wochen hei diskutéiert hunn, ass net vill ze gesinn. Mat esou enger Salamitaktik riskéiere mer net nëmme laangfristeg d'Stabilitéit vun eise Staatsfinanzen, mee och eise Wirtschaftsstanduert.

(Interruption et hilarité)

Dir mierkt, ech hunn haut eng ganz Rëtsch rhetoresch Begrëffer, déi un d'Essen denke loossen. Dat läit vläicht drun, datt d'Mëttespaus da ganz kuerz war fir déi, déi hir Ried nach hu misse unpassen op Basis vun deenen Zuelen, déi mer eréischt de Moie gewuer goufen.

(Interruptions)

Wat mer awer bräichten, wäere konkret Strategien, wéi eng Betriber mer op Lëtzebuerg wëlle kréien a wéi mer eis „Wirtschaft“ wëllen opstellen.

M. André Bauler (DP) | „Wirtschaft“, mat kuerzem „i“, Här Clement.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Fir eis Ekonomie, Här Bauler, eis Recetten an domat eise Sozialstaat ofzesécheren, ...

M. André Bauler (DP) | Mat engem kuerzen „i“, Här Clement. Dat anert ass e Café.

M. Sven Clement (Piraten) | ... brauche mer eng richtig Strategie, well och d'OECD-Mindestbesteuerung – an doriwuer d'äerfe mer jo muer nach eng Kéier diskutéieren – wäert zu enger Erausfuereung fir Lëtzebuerg ginn.

Mir kënnen net weider blann op de weidere Wuessstem vun eisem Finanzsektor hoffe respektiv eis op d'Recetten aus dem Tanktourismus an de Verkaf vun Zigarette verloossen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Vergiesst den Alkohol net!

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, och dat hu mer haut schonn e puermol héieren, datt d'Tubakssteuer ëm 5,5 % erhéicht gëtt. Mat esou enger kuerzfristeger Moosnam soll also elo eis Zukunft ofgeséichert ginn. Ech erënnere mech, datt ech eng Kéier hei op der Tribün stoung zu engem anere Budgetsprojert ze schwätzen an ech hat gesot: „Déi dote Mesüre loosse een e bëssen drun denken, als géife mer de Budget ënner de Slogan #FemmeFirDeBudget stellen.“ Ech hoffen, datt et net esou wäit kënt, well et bleift net nëmme d'Fro, wéi laang eis Nopeschlänner dat Spill vum grouss ugeluechten Zigaretteschmuggel do matspillen. Et ass och keng laangfristeg Léisung. Den Här Roth huet dat als Deputéierte selwer dacks genuch kritiséiert, fir et elo als Finanzminister jo selwer ze maachen.

Fir de Rescht gëtt sech wéi ëmmer op de Finanzsektor verlooss, de Bifdeck. Vun enger diversifizierter Wirtschaft wäit a breet nach ëmmer keng Spuer. Also nach eng Kéier d'Fro: Wou ass dee Kompass? Oder ass e futti?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | En huet den Norde verluer.

M. Sven Clement (Piraten) | Eng vun de gréisste Suergen, déi vill Leit, mat deenen ee schwätzt, hunn, ass a bleift – an och do keng Surprise – de Logement. Vill Leit kënnen sech keng eege Wunneng leeschten. A wann ee sech d'Präisser ukuckt, verwonnert dat net.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här President, de Vizepräsident Di Bartolomeo ass awer e bëssen haart grad.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Vizepräsident weess dat och an e muss elo oppassen, den Här Clement schwätzen ze loossen, wannechgelift.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Jo ...

M. Sven Clement (Piraten) | Här Di Bartolomeo, wann ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Clement, elo setzt Dir Iech duerch an Dir lauschtert net méi, wat e seet.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Di Bartolomeo, ech fannen et dach e bësse grav, datt Iech, wann een hei iwwer Logement schwätzt, näischt Besseres afält, wéi Witzer ze rappen.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift elo keng Zweegesprécher hei. Här Clement, sot dat, wat Der ze soen hutt. An, Här Di Bartolomeo, loosst den Här Clement schwätzen, wannechgelift.

M. Sven Clement (Piraten) | Vill Leit kënnen sech keng eege Wunneng leeschten. A wann ee sech d'Präisser ukuckt, verwonnert dat net. De gréissten Deel vun de Wunnengen hei zu Lëtzebuerg gehéiere Multipropriétaires. Iwwert d'Jore gouf de Logement dem fréie Marché iwwerlooss an de Staat huet sech net an der Verantwortung gesinn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Haut lafe mer dem Problem hannendrun. Mee ob mer him wierklech hannendrunlafen oder ob mer éischer hannendruschlächen: Ech hunn d'Tendenz ze gleewen, datt mer éischer hannendruschlächen, well och mat deem Budget wäert sech déi Coursepoursuite do net änneren. Et gi grouss Montanten an Zuele genannt, mee wann ee kuckt, wéi vill mat deene grouss Montanten da beweegt gëtt, da sinn et Drëpsen op e gliddege Steen. An ech si gespaant, wéi vill vun dese Budgetposten um Enn, wéi esou dacks an der Vergaangenheet, einfach net investéiert ginn. De Logementsproblem bleift, genau wéi de Status quo an déi déck Benefisser vun de grouss Promoteuren.

Et misst nach méi bei de VEFAen ugesat ginn, an dat natierlech, ouni datt grouss Promoteuren hir déck Benefisser direkt aus der Staatskeess garantéiert kréien. Dovu géifen zukünfteg Generatiounen wierklech profitéieren an de Logementsproblem besser geléist ginn. An déi Richtung misst et goen. D'Regierung huet beim Logement de Kompass zwar an der Hand, e schéngt allerdéngs net ganz déi richteg Richtung unzeweisen.

Freet een – fir et mat de Wieder vun der Budgetsrapportrice ze soen – ChatGPT, wou een hei zu Lëtzebuerg wunne kann, wann een da just de gesetzleche Mindestloun verdéngt, da sinn d'Virschléi vum Algorithmus follgend: Et kéint een an enger Wunnengemeinschaft wunnen, eng Sozialwunneng fannen – an do schéngt ChatGPT net ganz ze wëssen, datt et där

wierklech just eng Handvoll hei zu Lëtzebuerg gëtt – oder d'Subvention loyer ufroen. Dat ass eng konkreet Propos. D'Alternativ wär, bei Famill oder Frënn ze wunnen oder an en Nopeschland ze plënnern. Dat heescht, souguer den Algorithmus huet erkannt, datt et net wierklech Léisunge fir Leit mam gesetzleche Mindestloun hei zu Lëtzebuerg gëtt – keng grouss-aarteg Perspektiven also!

Grouss annoncéiert – an dat ass e bëssen de Kontrast dozou – gouf vum Finanzminister de sougenannten „Triple-S“, e Sozialstaat, wou kee vergiess géif ginn. Grouss Annoncé wéi de Prinzipp vum Once-Only oder d'automatescht Ausbezuere bei Aiden oder Allocatione goufe gemaach. Wéi vill dann awer wierklech elo am Portmonni vun de Leit ukënn, dat muss d'Zukunft eis weisen, well bis elo ass et haaptsächlech en Effet d'annonce.

An d'Vergaangenheet huet dacks genuch bewisen, datt vill Mesüre bei de Leit eeben net ukommen. An der Vergaangenheet hate mer 40 % vun de méigleche Beneficiairë vun der Allocation de vie chère, déi des net ugefrot hunn. Bei der Subvention de loyer waren et souguer 80 %. Aacht vun zéng Leit, déi se zegutt gehat hätten, hu se net ugefrot, entweeder well se näischt dovunner woussten oder well et ze komplizéiert war.

Da verwonnert et net, wann d'Regierung sech u sech d'Aarmutsbekämpfung grouss op de Fändel schreift. Mee d'Ideologie vun der Regierung, déi ass offensichtlech eng aner, nämlech: duerch Aarbecht aus der Aarmutsfal. Datt d'Aarbecht zu Lëtzebuerg awer net géint Aarmut schützt, huet aleng d'Beispill vu virdu vum Logement gewisen, mee och d'Stéchwuert Working Poor gëtt kompetent vun der Regierung ignoréiert. Mat deenen hei Moosname gëtt an eisen Ae probéiert, dat Schlimmst duerch selektiv Hëllefsmoosnamen ze vermeiden. De Grondproblem, d'Wuerzel vum Problem, gëtt awer net ugepaakt, geschweige da geléist.

Datt tëscht Annonce a Realitéit en Ënnerscheid ass, dat weisen eis och d'Budgetszuelen. Déi leschte Joren – an dat ass net nëmme dem aktuelle Finanzminister sai Budget gewiescht – goufen iwwer 4 Milliarden un direkten Hëlfelefen a Form vu Solidaritéitspäck, Energiedëscher a sou weider annoncéiert, mee wann een da wierklech nokuckt, wat dovunner ausbezuelte gouf, ausgi gouf, bei de Leit ukoum, da sinn dat iwwer 30 % manner. Et goufen also 1,2 Milliarden Euro un Hëlfelefen annoncéiert, fir kënnen eng Kommunikatioun ronderëm ze maachen, eng Pressekonferenz, en Tweet – a nee, dat heescht méttlerweil e Post – a Weideres, fir se duerno net ausbezuelen. Se goufen net ausbezuelte a se wäerten och warscheinlech ni ausbezuelte ginn. An och dat erkläert vläicht, wou déi liicht besser Situatioun dann hierkënn, déi eis haut de Moie presentéiert gouf.

Vu datt de Rapport zum Budget ënnert dem Zeechen AI stoung, hunn ech deem dann och gëschter mat ganz vill Interêt nogelauschtert, mee bei verschiddene Punkte konnt ech just de Kapp rëselen oder mer verwonnert d'Ae reiwen.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Bei der Digitalisatioun si mer u sech beschtefalls am Mëttelfeld, Här Baum. Zum Beispill an der Educatioun, déi Tech jo awer bekannt ass, wou déi rezentste Studie weisen, datt mer mat Ach und Krach iwwert d'Moyenne vun eise Peers erauskommen.

An der Santé hänke mer hannendrun. Mir schwätzen hei am Budget dovunner, datt 2025 endlech déi verschidde Spidolsprogrammer mateneen interoperabel solle sinn. De Paiement immédiat direct ass och nach längst net bei all Dokter hei am Land installéiert. Och dat wäert bei där heiter Vitess nach daueren. A

mir notze momentan Milliounen vu Steiergelder just dofir, hei emol grouss Retarden opzehuelen. Wär hei éischer gehandelt ginn, kéinte mer des Suen haut an der Santé zum Beispill fir d'CNS nutzen, amplatz datt mer iwwert de Staatsbudget Aspuerung bei verschiddene Gesondheetsleeschunge wéi de Laboanalysen duerchdrécken – ouni Dialog! –, déi herno zu enger méi schlechter Qualitéit vun de Servicier fir d'Patientinnen an d'Patiente kéinte féieren.

Natierlech ass et net falsch ze probéieren, op d'„Innovatiounslokomotiv“ vum „Zukunftszuch“, fir zwee Wieder aus dem Rapport ze zitéieren, ze sprangen. Mee iert mer vun der Weltpéit dreemen, wär et emol gutt, eise Biergerinnen a Bierger e längst iwwerfällige Mindeststandard ze bidden.

Bei der Justiz si mer am Moment souguer ganz wäit hannendrun. Laut dem EU Justice Scoreboard huet Lëtzebuerg deen am mannsten digitaliséierte Justizsystem an Europa – eng fatzeg Datz! Vun de Geforen duerch eng KI, déi e Riichter a senger Entscheidung beaflosst, guer net ze schwätzen, well dofir misst eng KI do mol zum Azaz kënnen kommen, wat bei engem reng pabeierbaséierten Dossier net méiglech ass.

Och bei der Wiirtschaft gëtt hei vun de Méiglechkeeten, déi ...

(Hilarité)

Pardon, ech hunn elo selwer missen un den Här Bauler denken.

Och an der Economie gëtt vun de Méiglechkeete fir d'KI geschwat a mir stellen den neie Quantecomputer an d'Vitriinn. An an dem nammlechten Otemzuch vun deem neie Quantecomputer, vum neie KI-Computer, gëtt da vill iwwert d'Stockéiere vun Date geschwat. Vill Date missten hei am Land, a wann net hei, dann awer wéinstens an Europa, stockéiert ginn.

Dat géif bedeiten, datt Lëtzebuerg misst massiv Datenzentere bauen. Datenzentere bedeiten awer vill Bëton, wéineg Valeur ajoutée, also wéineg Suen, déi erakommen, wéineg laangfristeg Aarbechtsplazen, well och mat der KI ginn déi Aarbechtsplaze ganz séier ewechautomatiséiert, an en héije Stromverbrauch. Datenzentere generéiere quasi keng Recetten a vill Personal gëtt eeben net gebraucht.

A grad bei der Energie kann ee sech dann awer eng ganz Rëtsch Froe stellen. D'Rapportrice huet dovu geschwat, datt den ILR mat der Hëllef vun der KI vill méi prezis kéint d'Peaken am Stromverbrauch moossen an analyséieren. Domat kéint d'Stroumnetz besser ausgelaaucht ginn. Mir kéinten dat quasi Minutt fir Minutt, Stonn fir Stonn gesinn.

Am Kader vum Gesetz vun de Strompräisdeckelen huet dat awer nach anescht ausgesinn. Mir haten do d'Fro gestallt, firwat een dann net kéint d'Leit incitéieren, wann d'Vebrauchskurv niddreg ass, dann hire Strom ze benotzen. An do krute mer gesot: „Nee, mir setzen en normale Seuil. A wien driwwer ass, dee bezillt eeben, och wann dee Verbrauch net ka kondenséiert ginn.“ Anscheinend geet et awer laut der Rapportrice. Wat stëmmt dann elo? Kënnen mer et, kënnen mer et net? Am Moment widderspréichlech Aussoen.

Ech hu mer dann awer och d'Fro gestallt, wéi vill zousätzlech Solarpannoe mer missten installéieren, fir de Strom fir all des Datenzentere nohalte ze produzéieren. Do wäert et och net duergoen, d'Pannoen trotz manner finanziellen Aiden elo virzefinanzéieren. An dat ass e bëssen esou de Fue dem och hei erëm: Déi Ëmweltpolitick, déi net nervt, nervt elo virun allem déi Leit, déi sech déi lescht Joren engagéiert hunn, fir eppes am Beräich Klima ze maachen. Dat heescht, vläicht wollt Der einfach soen: „Kommt, mir nerven elo mol déi aner!“

Eng weider Nisch, nieft der Santé an den Daten, wou Lëtzebuerg sech bei der KI sollt vir etabléieren, wär laut der Rapportrice d'Ärdobservatioun. D'KI kéint eis virun Naturkatastrophe warnen, soudass duerch rechtzäitig Evakuatioune Mënscheliwe kéinte gerett ginn. Mir perséinlech wär den Usaz u sech léiwier, mir géifen direkt méi am Kampf géint de Klimawandel maachen an net just Schéirechnerei am Budget. Da géife manner Naturkatastrophen op eis zoukommen, virun där eng KI eis misst warnen.

D'Approche géint de Klimawandel geet am Moment net duer. A wann ech kucken, wat an de Budgete bis 2028 do gär mat agerechent gëtt, dann ass de Wëlle bei der Regierung anscheinend och net allze grouss. Fir laangfristeg wichteg Mesüree bleift a Wirklecheet um Enn relativ wéineg iwwreg. Mee – an ech sot et schon – de Klimaschutz soll jo, ganz am Sënn vun engem gudde CEO, och net nerven oder zumindest dann déi aner nerven an net sech selwer.

De Budget an d'Ried zur KI stëmmen eis op jidde Fall net sonnerlech optimistesches, wat eng gudd iwwerluecht a grouss ugeluecht Zukunftsstrategie fir eist Land ugeet. Dat hänkt dann awer och vläicht mat deem deels falsche Verständnis vun der KI zesammen. D'Beispill vun der Rapportrice mat dem Hotel an Tirol ass keng KI gewiescht, mee dat ware sogenannte Cookies. Dat huet mat der KI esou wéineg ze di wéi mat dem Krümelmonster aus der Sesamstraße.

Als Besëtzerin vun engem Geschäft misst d'Rapportrice jo awer wëssen, datt, wann een haut e Puer Schong keeft, et kee Sënn mécht, deem nammlechte Client duerno 90 Deeg weider Pub fir déi nammlechte Schong an där nammlechte Faarf ze weisen, wann de Client se scho kaf huet. A genau dat Beispill huet se gëschter zitëiert, fir vun der Kënschtlecher Intelligenz ze schwätzen. Ech schwätzen am Beräich vun esou Pubbe meeschtens vu mënschlecher Dommheit.

Änlech falsch ass dann och d'Beispill mat der Aarbechtsverdichtung duerch nei Technologien. Villes, wat fréier u Kommunikatioun per Post verschéckt gouf, jo, dat gëtt haut per E-Mail gemaach. Et huet sech also a ville Fäll just d'Form geännert, ausser zum Deel beim Staat. Do besteet d'Aarbechtsverdichtung dann haut wirklech nach doranner, datt een haut net méi nëmmen d'Kommunikatioun per Brëif kritt, mee datt ee se och zousätzlech per E-Mail kritt, soudatt een zweemol mam nammlechten Dossier ka beschäftegt sinn.

Jo, de Kompass um Budget weist no Norden, no vir, soll vermëttelen, datt et net nëmmen e Plang, mee elo och endlech e Kompass fir dës Regierung gëtt. Mee um Enn vum Dag ass et e Budget, deen de groussen Erausforderungen, deenen eis Biergerinnen a Bierger all Dag entgéintkucken, net gerecht gëtt.

Falsch Akzenter beim Logement, d'Schéier tëscht Aarm a Räich geet weider ausernee a mir sanéieren eise Budget mat der Sucht. Doriwier kënnen weeder sogenannte „positiv Schéiereffekter“ oder „manner Schold wéi geduecht“ oder aner rhetoresch Tricker ewechtäuschen. An och d'KI wäert dës Problemer net magesch léisen. An dowéinst, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ouni Erstaunen, kënnen mer de Budget och net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Oo!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här Präsident. Ech wollt och nach der Madamm Rapportrice

trotzdem Merci soen – si ass zwar elo net do –, no deems ech och gëschter relativ sec an de Meedie war, wat hire Rapport ugeet, well ech der Meening war, datt ze vill iwwer KI geschwat gouf an net genuch iwwer Budget. Et gouf elo och e bëssen iwwer KI geschwat. Et ass ëmmerhin awer ..., well si huet sech awer Méi ginn.

(Exclamations)

Ob si Recht huet oder net, kann ech net aschätzen, well ech en ...

(Interruption)

Jo, mee dach, si huet sech Méi ginn. Mee ech kann dat net novollzéien. Mee ech mengen, et wier net oninteressant, wa mer en Débat d'orientation doriwier kéinte féieren. Ech hunn héieren, den Här Polidori wëll eng Interpellatioun féieren, mee en Débat d'orientation wär interessant, well dann häss de och e Bericht.

(Interruption par M. Sven Clement)

Wéi?

(Interruptions)

Jo, nee, mee dës Kéier e richtegen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Clement, den Här Wagner huet elo d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Dës Kéier e richtegen. An do kéinte vläicht och den Här Polidori an d'Madamm Cahen, Président/Rapporteur, sech dat opdeelen. Vlächicht ass dat méi interessant.

Bon, mee elo genuch mat de schéine Wieder.

(Exclamations et interruption)

No engem Joer ... Jo, elo geet et lass!

(Interruption par la présidence)

Jo, well no engem Joer, Här Präsident, no engem Joer Regierung an anhand och vun deem heite Rapport stelle mir fest, datt mer ganz eendeiteg Brochlinne mat dëser Regierung hunn.

Mir wëllen als Lénk, datt d'Hausse vun de sozialen Onglächheete gestoppt an ëmgekëiert gëtt. Dëse Budget, zumools wann een nach d'Steiermesüree vun der leschter Woch mat a Betruucht zitt, wäert genau de Géigendeel maachen.

Mir wëllen, datt de Logementsproblem endlech ferm ugepaakt gëtt, an zwar am Interêt vun deenen, déi am meeschten drënner leiden. Deen heite Budget setzt nees komplett op de Maart a wëll virun allem d'Profitter vun de groussen Promoteuren erhéien.

Mir sti fir d'Onofhängegkeet vum Carbone a fir Wäitsicht, fir eng propper a bëlleg Energie. Dat sinn alles Saachen, déi een decidéiere muss a wou ee sech och muss déi néideg Mëttel ginn, fir déi Ziler ze errechen.

De Lëtzebuerg Staat huet d'Mëttel, fir d'Liewensqualität vun haut ze verbesseren a fir eist Land op déi grouss Erausforderunge vun der Zukunft virzubeereeden. Do geet Gepiddels net duer! Do brauch een e Plang, deen d'CSV eng Kéier hat a fale gelooss huet.

De Budget ass ee vun den Haaptmëttel, fir esou e Plang op d'Been ze stellen. E gëtt opgestallt opgrond vun deem, wat richtig ass fir déi grouss Majoritéit vun de schaffende Leit, vun der Jugend, déi sech bilt a forméiert, a vun deem, wat fir d'Ëmwelt an de Klima wichteg ass.

An déi finanziell Mëttel, déi dofir néideg sinn, falls se net do sinn, wat bei dësem Budget emol net de Fall misst sinn, majo, déi muss een dann opbauen. Geld

muss dann eran, Recettë muss geschaf ginn, awer op eng gerecht Aart a Weis.

Mee dat alles, dat gesi mir net. D'Regierung affichéiert zwar riseg Gesamtzomme bei den Investitiounen, mee wann een dann an den Detail kucke geet, dann entpuppt sech dat gréisstendeels als Etiketteschwindel. Nee, dëse Budget ass kee Spuerbudget, dat kann een net behaupten, a mir begréissen dat och. Mee wann een de Pluriannuel kuckt, da mierkt ee scho ganz däitlech, wéi u verschiddene Stellschrauwe gedréit gëtt, fir bei den Investitiounen ze spueren. Virun allem awer ass offensichtlech, datt d'Regierung säit dem Fréijoer an entscheidende Beräicher d'Moyenen zrëckgefuert huet an elo manner wëll investéiere wéi nach viru sechs Méint. Ech wäert duerno nach drop zrëckkommen.

An do kritt een awer och e bëssen e Gefill vun Déjà-vu, well dat erënnert staark un eng CSV-Politick aus dem Ufank vun den 2000er-Joren, wou alles op Wirtschaftswuesstum an nach méi Wirtschaftswuesstum gesat gouf, mat massive Steiersenkunge fir d'Betriber, Gefällegkeete fir d'Finanzplaz a Walgeschenker fir d'Leit.

„Walgeschenker“ soen ech ëmsou méi bewosst, well wann ech mer awer och deen een oder deen anere Clip vum Finanzministère ukucken, dann hunn ech den Androck, datt do d'Leit drun erënnert ginn, datt d'CSV – net de Finanzministère, d'CSV! – hiert Wuert gehalten huet. Ech mengen, eng Kéier misste mer driwwer schwätzen. Ech mengen, den Här Goergen huet dozou eng Question parlementaire gestallt. Et wär vlächicht och eng Diskussioun fir an der Commission de l'Exécution budgétaire.

An dann hannendru sinn awer an deene Joren ëmmer d'Investitioune vernoléisseg ginn: an der Mobilitéit, am Logement, beim Klimaschutz, bei de Schoulen a bei de Spideeler. Ech wëll déi viereg Regierung net a Schutz huelen; si huet net alles richtig gemaach, mee si huet awer missen dofir opkommen. Bon, mam Resultat, datt mer op eemol vir bäi an hanne widder ware bei den Infrastrukturen a bis haut dee Réckstand nach net opgeholl kruten.

Donieft – an dat ass och eng Konsequenz vun där Politick – sinn d'Onglächheiten an eiser Gesellschaft staark geklomm. Wéi deemools ass d'Politick vun haut dorobber ausgeriicht, mol fir d'éischt déi ieweschte sozial Klassen ze zerwéieren. Fir déi puer Glécklech soll d'Party weidergoen, an dat zitt sech wéi e roude Fue dem duerch all déi Initiativen, déi bis elo geholl goufen. An dat zitt sech och wéi e roude Fue dem duerch dëse Budget. A well dës Regierung deene Räiche permanent Steiergeschenker mécht, gëtt d'Zukunft vun der Jugend a vun de schaffende Leit geopfert, well dann d'Sue feele fir déi ganz grouss Investissementer am Logement oder an der Klimakris.

Do stellt sech dann d'Fro: Ginn déi Aarm méi räich, wann déi Räich méi räich ginn? Bestëmmt net! Dat ass nach ni esou iergendwéi geschitt an do drëpft och näscht erof. Dat, wat bei dëser Regierung op déi méi aarm Klassen erofdrëpft, dat si virun allem Almosen.

Jo, wa soss näscht méi kënn a wa soss näscht méi geet, da muss een Hëllef schafen. Déi kënnen engem schon d'Existenz retten oder zumindest verbesseren. Mee déi heite Regierung, déi bretzt sech domadder, datt si als eenzeg nach d'Energieprimm hätt an esou weider an datt mer esou vill Hëlfe hätt.

D'lescht Woch hat nach eng Kéier de Marc Baum beim Gesetz zur Adaptatioun vum Mindestloun drun erënnert, datt Lëtzebuerg deen héchsten Taux – nach viru Bulgarien! – vun aarm schaffende Leit huet. Dat

heescht a Wierklechkeet, bretzt Iech net, well Dir wésst et ganz genau: Ouni all déi Transferten, déi erkämpft goufen, an ouni all déi verschidde Primmen, déi ee brauch, kënnst een hei zu Lëtzebuerg net iwwert d'Ronnen!

Dat heescht, dat ass de strikte Minimum syndical. Well firwat muss mer dat alles maachen? Mee well d'Regierung näischt ënnerhält, well d'Promoteure weiderhin hir komplett delirant Loyere wëlle kréien a well anerersäits d'Patronen e ganz déiwen, ënnert der Aarmutsgrenz stoende Mindestloun wëll bezuelen. Dofir hu mer Primmen.

Här President, wann een eng éierlech Analys mécht vun der sozialer Situatioun, da réckelt zwangsleefeg d'Verdeelungsfro an de Mëttelpunkt: Wie schafft de Räichtum a wéi gëtt de Räichtum ënnert de Leit opgedeelt? An déi Verdeelungsfro, déi fäert dës Regierung wéi den Däiwel d'Wäiwaasser, well d'Party muss weidergoe fir déi puer Räich. D'Yachten oder d'Porsche mussen amortiséiert ginn.

Här President, et ass och schwéier, eng seriö Debatt ze féieren, zumools wann ee mat Zuele konfrontéiert ass, déi permanent schwanken. Souguer déi grouss finanzpolitesch Instanzen am Land – d'Cour des comptes, de CNFP, d'Zentralbank – kënnen déi Zuelen deelweis just nach schwéier novollzéien a kommen an hiren Analysen och op ganz ënnerschiddlech Konklusiounen.

Virun engem Joer huet de Comité économique et financier a senger Nott virausgesot, datt mer 2024 en Defizit vun 3,2 Milliarde wäerten hunn. Am Mäerz huet den Här Finanzminister e Budget presentéiert, wou e virausgesot huet, datt mer 2024 en Defizit vun 1,9 Milliarde wäerten hunn. Am Oktober huet den Här Roth deen heite Budget presentéiert an huet doranner fir 2024 den Defizit op 1,4 Milliarden no ënne revidéiert. A wa mer d'nächst Joer d'Konten zoumaachen, wäert wum Defizit beim Gesamtstaat warscheinlech nach 1 Milliard iwwregbleiwen.

(Interruption)

Dat alles, obwuel d'Konjunktur sech net verbessert huet, obwuel dës Regierung massiv Steuerbaissen a wéineg Aspuerungen decidéiert huet an obwuel se de Militärbudget massiv an d'Luucht gesat huet.

Och d'Baisse vum Betrëbssteiersaz vu 17 op 16 %, déi jo d'lescht Woch am Entlaaschtungspak gestëmmt gouf, gouf am Juli vun der Regierung mat engem Déchet fiscal vu 70 Milliounen Euro pro Joer chiffriert. Am Oktober beim Budgetsdepot kascht se d'nächst Joer op eemol just nach 56 Milliounen, an dat, obwuel aner Acteure wéi zum Beispill d'Zentralbank de Käschtepunkt op 200 Milliounen pro Joer chiffrieren.

Ech verstinn, datt een als Finanzminister mol éischer virsichteg ass a senge Prognosen, mee et kéint ee bal mengen, d'Regierung wéilt de Staat bewosst „aarmrechnen“, an dat och, fir datt keen op d'Iddi kéint kommen, Demanden ze maachen, a fir datt d'Regierung sech kann duerno op de Fändel schreiwen, wéinst hirer Aarbecht wier schlussendlech alles net esou schlëmm komm wéi virausgesot.

Här President, d'Covidpandemie an d'Energiekris haten exceptionnel Mesüeren néideg gemaach, déi d'Staatsfinanzen aussergewéinlech belaaucht hunn. Mee et muss een awer ganz generell feststellen, datt mer relativ gutt do derduerchkomm sinn, mat enger dach ganz begrenzter Hausse vun der Schold, wann ee mol d'Ausmooss vun deene Krisen och kuckt, enger Staatsschold, déi iwwregens am internationale Verglach ganz niddreg an och maîtresiert ass, zumools wann een d'Relatioun kuckt tëscht den Zënszuelungen an de Gesamtrecetten. D'Chambre

des Salariés huet souguer ausgerechent, datt déi finanziell Avoire vum Staat 2,5-mol méi héich si wéi eis Schold.

Virun allem muss een awer feststellen, datt eis Recettë sech an deene Krisejore gutt gehalen hunn an nees vill méi schnell klamme wéi virausgesot. Laut virleefegen Zuelen, déi, wéi gesot, mat Pincetten ze huele sinn, hu mer vun 2023 op 2024 eng Steigerung vun de Recettë beim Zentralstaat vu méi wéi 11 %, dat virun allem opgrond vun der Hausse vun der TVA an der Lounsteuer, dat heescht bei deem Deel vun de Steieren, dee vun de schaffende Leit an de Pensionnairé bezuelt gëtt. Fir 2025 geet dann d'Regierung vun enger Steigerung vu 4,5 % aus, woubäi déi Schätzung nees zimmlech konservativ schéngt an déi Steigerung jo natierlech vill méi héich wär, wann d'Regierung keng massiv Steiersenkungen decidéiert hätt.

An da steet jo och nach déi grouss Inconnue am Raum, nämlech d'Auswierkung vum der neier Mindestbesteuerung vun de Multinationale vu 15 %, wou mer muer och nach e Projet de loi wäerte stëmmen. Verschidden Institutiounen am Ausland soen dem Lëtzebuurger Staat do zousätzlech Recetten an Héicht vun Honnerte Milliounen Euro viraus. Hei zu Lëtzebuerg ignoréiert den Här Finanzminister dës nei Steuer net just a sengem Budget, mee huet och op Nofro vu gläich e puer Deputéierte keng eenzeg substanzuell Ausso dozou gemaach.

Här President, fir eis als Lénk stinn zwee politesch Theeme stänneg am Mëttelpunkt: éischters déi sozial Entwécklung, wou notament d'Kafkraaft, de Logement an d'Aarbechtspolitik eng grouss Roll spillen, an zweetens déi ekologesch Fro, dat heescht virun allem den Erhalt vun eisen natierleche Grondlagen an d'Energietransitioun. Et ass un deenen Theemen, wou mir d'Regierungsarbeit an de Budget moossen. An do muss ee leider soen, datt d'Zensur nach méi schlecht ausfällt wéi bei der viregter Regierung.

Déi heite Regierung huet sech de Kampf géint d'Aarmut op de Fändel geschriwwen. Si huet och schon eng ganz Rei Initiative geholl, wéi d'Eropsetze vun der Allocation de vie chère, der Energieprimm a vun de Loyerssubventiounen oder och déi steierlech Entlaaschtung vun de Monoparentallen. Och hei am Budget gesäit een an deem Beräich keng Verschlechterung an eng ganz Rei Poste vum Familljeministère si souguer an d'Luucht gesat ginn.

Här President, d'Leit wëllen awer keng Almosen. Si wëllen e korrekte Salaire fir hir Aarbecht an e korrekten Daach iwwert dem Kapp fir e korrekte Präis. An normalerweis misst dat geschéien, ouni datt de Staat agräift. An dofir sti fir eis als Lénk an alleréischer Linn d'Lounpolitik, de Logement, d'Steiergerechtheet an d'Sécurité sociale am Mëttelpunkt. Et ass an deene Beräicher, wou sech déi sozial Fro och entscheet. A wann een an deene Beräicher eng kontraproduktiv Politik mécht, sou wéi dës Regierung, dann hëlleft et och net vill, hannendrunner mat Subsidien nozebesseren.

Eng gutt bezuelten Aarbecht mat gudden Aarbechtskonditiounen ass déi beschte Garantie géint Aarmut. Andeems d'Regierung d'Gewerkschaften attackéiert an eesäiteg Fuerderunge vum Patronat iwwerhält, bremst se d'Lounentwécklung an de Fortschritt an der Aarbechtspolitik. De Mindestloun läit ënnert der Aarmutsgrenz, n'en déplaise dem Aarbechtsminister, deen d'lescht Kéier eng komesch Ausso gemaach huet d'ailleurs, datt säi Ministère anscheinend déi 60 %-Reegel bei der Aarmutsgrenz guer net méi wéilt betruuchten. Bon, soit. Mee de politesche Refus, eng strukturell Erhéijung unzegoen, heescht, déi ënnescht Akommesklassen op éiweg zur Aarmut ze verdamen.

Eise Steiersystem ass ongerecht, well d'Progressioun bei der ënneschter Mëttelschicht ze grouss ass, well de Spëtzesteiersaz ze niddreg ass, well de Barème net un d'Inflatioun gekoppelt ass a well Kapitalrevenue just ganz niddreg besteiert ginn. Dat schafft sozial Ongläichheeten, an déi fiskal Mesüre vun CSV an DP verschäerfen dat och nach.

D'Familleprestatioune an d'Seuile fir déi eenzel Abattementer si scho säit ville Jore net méi ugepasst ginn. Dat bewierkt e schlächende Kafkraaftverloscht, dee virun allem déi ënnescht Klassen trëfft.

D'Altersaarmut ass um Klammen, zemoos well d'Mindestpensiounen ze niddreg sinn. A bei allem, wat mer an der Pensiounsdebatt – an där komescher Pensiounsdebatt – bis elo héieren an net héieren hunn, wäert et do éischer an déi falsch Richtung goen.

Amplaz d'Obdachlosegkeet als soziale Phenomeen ze bekämpfen, ginn déi Obdachlos als Persoune stigmatiséiert a mat repressive Mëttelen drangsaléiert.

Här President, Pandemie, Liwwerengpäss, Energiepräisser an duerno déi héich Zënsen hunn an de leschte Jore derzou gefouert, datt déi privat Konstruktioen ofgebremst gouf. Dat, wat allgemeng als „Baukris“ bezechent gëtt, ass fir e Land, dat e strukturelle Manktem u Logement huet, natierlech problematesch, an do wär et dach an eisen Aen evident gewiescht, als Staat eng antizyklesch Politik ze maachen an d'Demande ze stäipen.

Ech muss awer och soen: Et ass e bësse komesch – ausser ech hätt falsch verstanen, Här President –, mee laut dem Här Roth si mer quasi aus där Baukris eraus. De Spriecher vun der DP, den Här Baum, huet gesot, mir wäeren u sech awer nach dran. An elo, haut de Moien, liesen ech awer en Artikel am „Lëtzebuurger Wort“, wou de Spriecher vun der gréisster – ech mengen, et ass déi gréisst – Zementfabrick hei zu Lëtzebuerg seet – haut de Moien am „Wort!“ –: „Die Maßnahmen, um die Baukonjunktur in Luxemburg wieder flott zu machen, greifen bislang nicht. Und es sieht auch nicht so aus, als würde sich das die nächsten zwölf Monate ändern“. Dat seet de gréissten Zementproduzent hei am Land.

D'Baukris hätt ee kënnen zu enger grousser Chance maachen, wann de Staat sech d'Moyene ginn hätt, souwuel finanziell wéi och reglementaresch, fir an dëser Zäit massiv Bauoptrag ze ginn, fäerdeg Wunnengen a VEFAen opzekafen. An doduerch hätt ee kënnen dee ganze Secteur um Rullen halen a virun allem a relativ kuerzer Zäit d'Unzuel vun den öffentleche Mietwunnengen entscheidend erhéien. An dee méi grouse Prozentsaz un öffentleche Mietwunnengen hätt dem Staat dann och e méi groussen Hiewel ginn, fir berouegend op d'Loyershaussen anzewierken. Mee dat huet déi viregt Regierung ..., mee dat ass u sech elo verschlof ginn.

Wann een déi effektiv Depensé vum Fonds spécial fir den abordable Wunraum kuckt, da gesäit een, datt se an der Period vun 2020 bis 2023 méi oder manner stagnéieren, nämlech tëscht 170 an 180 Milliounen pro Joer. Wann een d'Inflatioun da mat eranhëlt, bedeit dat souguer e Réckgang iwwert déi Period. De Staat huet der Baukris also net entgéintgewierkt an huet déi Chance net genotzt. En huet sech am Géigendeel un d'Entwécklung vum private Marché ugepasst a seng Aktivitéit ofgebremst.

Aus de Rapporte vum Fong geet schwaarz op wäiss ervir, datt haut de Prozentsaz vun abordable Wunnengen pro Joer 100 Awunner souguer lichter méi niddreg ass wéi zu deem Zäitpunkt, wou de Fong gegrént gouf. Dat, wat gemaach gouf, ass also mol net duergaangen, fir stabil ze bleiwe géigeniwwer vum demografesche Wuesstem. Et gesäit een och, dass mol

net een Drëttel vun deem gebaut gouf, wat ee sech als Zilsetzung gesat hat.

Elo kéint ee jo och hoffen, déi nei Regierung géif aus deene Feeler léieren a si hätt e Plang, fir méi séier mam Bau vun effentleche Wunnenge virunzkommen. Mee dat ass net de Fall. Wann ee sech all d'Parameetere ukuckt, Steiermesürene inklusiv, da kann een aus deem Budget souguer erausliesen, datt dës Regierung de Stellewäert vum effentleche Wunnengsbau zrückschrauwe wëll. Déi geplangten Depensen am Logementsfong, déi am Pluriannuel stinn, kléngen op den éischte Bléck ganz spektakulär. An den Här Finanzminister huet jo och an der Chamber ganz stolz deklaréiert, d'Regierung géif an de fënnef Joer vun 2024 bis 2028 insgesamt ronn 2 Milliarden an den abordable Logement investéieren. Mee wann een dann d'Dépenses ajustées kuckt – déi solle jo erëmginn, wat an der Realitéit wierklech och émsatzbar ass –, da bleiwe vun deenen 2 Milliarde just nach 1,3 Milliarden iwwreg. Dat entsprécht iwwregens och deem, wat d'Regierung wëlles huet, iwwerhaapt an de Fong anzespisen. Mee och vun deene méi realistesch Dépenses ajustées goufen an der Vergaangenheet just ronn 70 % tatsächlech émgesat. Wann d'Regierung also déi effentlech Bautätegkeet net weesentlech beschleunegt – a bis elo weist näischt dorobber hin –, da wäerte vun deene grouss ugekënnegten 2 Milliarden um Enn just nach 900 Milliounen un Investitiounen iwwregbleiwen. Dat ass de Leit Sand an d'Ae gestreet!

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Nach vill méi wéi déi Regierung virdu setzen CSV an DP op de private Marché. An dat gesäit een och dorunner, datt se tëschent Abrëll an Oktober hir Ambitioun an der Logementspolitik radikal no ënne revidéiert huet. Am Pluriannuel vum Abrëll huet se ugekënnegt, iwwert d'Period 2024 bis 2027 am Ganzen 2,4 Milliarden aus dem Budget an de Fong ze ginn. Am aktuelle Pluriannuel vum Oktober huet si déi Zomm dann och op 1,8 Milliarden no ënne revidéiert, dat heescht e Minus vu 600 Milliounen. Et géif ee bal mengen, de Logementsproblem hätt sech dann och iwwert de Summer a Loft opgeléist.

Dobäi kéint och nach, datt d'Regierung wëlles huet, e steigenden Deel vun Fong a VEFAen ze investéieren. D'Ausgabe fir d'VEFAe sinn och den Haaptgrond, firwat déi geplangten Depensen am Fonds spécial iwwerhaapt klammen, während zum Beispill d'Aides à la pierre stagnéieren. Ass den Opkauf vun de VEFAen elo d'Haaptstrategie vun der Regierung? Well dat géif jo bedeuten, datt et elo an d'Richtung vun engem schlächendenden Outsourcing vun der effentlecher Wunnengspolitik u privat Promoteure geet.

Fir eis ass kloer: D'Regierung stellt sech schützend virun déi grouss Promoteuren a Proprietären an hëlt domadder de Misär vun ëmmer méi Leit a Kaf. D'Profitter an d'Renditte sollen nees sprudelen. D'Party soll weidergoe fir déi Happy Few. Dofir wëll d'Regierung natierlech och kee Loyerdeckel an ënnerhëlt och soss näischt, fir Loyerhaussen iergendwäit ze bremsen. An dofir si mer elo an enger Situatioun, wou Zéngtausende vu Leit den hallwe Mount schaffe ginn, just fir d'Rent vun hirem Vermierter ze bezuelen.

A well ëmmer méi Leit existenziell Schwieregkeeten hunn, déi horrend Loyerer ze bezuelen, fillt d'Regierung sech gezwongen, Bähëlfelefen ze ginn. Dat heescht, se akzeptéiert a subventionéiert déi héich Loyerer, déi um Privatmarché gefuerdert ginn, an iwwerweist eigentlech indirekt – an dat soe mer zënter Joren – de Proprietären een Deel vun den iwwerdeierte Loyerer op hire Kont. Dat ass a Wierklechkeet déi Subventionspolitik vun der Regierung! D'lescht

Joer waren dat 23 Milliounen Euro u Loyerssubventionen, déi de Staat indirekt de Proprietären zoukomme gelooss huet, a fir dës Joer sinn 30 Milliounen virgesinn. Déi Zomm soll elo laut Pluriannuel op 50 Milliounen eropgoen.

Dorausser schlësse mer virun allem, datt d'Regierung keng Absicht huet, iergendwann op d'Loyershaussen anzewierken. War d'Subventioun de Loyer nach 2015 a 2016 geduecht als eng Iwwergangsléisung, bis de Logementsmarché am Grëff ass – wat natierlech net geschitt ass –, ass se elo zu engem Mëttel ginn, fir eng seriö Logementspolitik ze verschleefen.

A laut dem Observatoire de l'habitat hëlt just ee Véierel vun de Locataire, déi d'Loyerssubventioun zegutt hunn, se och tatsächlech an Usproch. Dat hat och den Här Gilles Baum bemängelt. Vlächit misst en och senger Partei dat soen, well bekanntlech sëtzt se an der Regierung an da kéint se vlächit eppes dogéint maachen. Géif also jiddereen déi Subventioun do ufroen, da misst de Staat aktuell warscheinlech 120 Milliounen pro Joer op den Dësch leeën, fir d'Loyerer ze subventionéieren. Wann dat esou weidergeet, da wäerte mer an e puer Joer méi Suen an d'Loyerssubventiounen stiechen, wéi de Fong iwwerhaapt an d'Schafung vun abordablem Wunnraum investéiert.

Wat mer brauchen, ass eng massiv Stärkung vun den effentleche Bauträger, mat enger effentlecher Baufirma, déi exklusiv fir déi effentlech Hand baut. Mir brauchen nei Outilen, fir Terrainen ze mobiliséieren a fir eng weider Konzentratioun vu Bauland ze verhënnern. D'Gemenge mussen obligéiert ginn, méi ze bauen, a mussen dofir och natierlech déi néideg personell a finanziell Mëttele kréien. A mir brauchen och endlech e funktionéierende Loyersdeckel, fir datt mer dem Här Roth säi berüümte Schéieren-effekt hei kréien, nämlech datt d'Salairé méi séier klamme wéi d'Loyerer.

A kommt, mir si mol ee Moment éierlech: Ouni déi stänneg Perfusioun duerch d'effentlech Hand – vun de Steierzueler – géif dee ganze Logementsmodell, esou wéi en elo besteet, a privaten Hänn, zesummebriechen. Dee géif guer net funktionéieren. D'Verteedeger vum fräie Maart solle mer eng Kéier hei schwaarz op wäiss beweisen, erklären, ouni mat der Wimper ze zucken, datt de Logementsmarché ouni Hëllef vum Papa Staat funktionéiere kann. Ech mengen, ech riskéieren do, ganz laang ze waarden. Ech waarde schonn e puer Joerzénge dorobber, well d'Äntwert funktionéiert net.

An dofir soe mir: Amplaz mat deene Milliounen de Promoteuren hir total iwwerdeiert Wunnenge mat de Sue vun de Steierzueler, also och vun de Locataire a vun de kleng Keefe, ze subventionéieren, hätte mer besser, déi Suen direkt an eng national Wunnengsbaugesellschaft ze investéieren. Ech weess, et gëtt der, déi maachen de Geck doriwwer. Am Stater Gemengerot gouf erëm: „DDR, DDR!“, e bëssen dümmlech geruff, mee Äre Modell, deen ass gescheitert. An ech mengen, do, wou et effentlech ass, ass et bis elo net gescheitert. Gitt mer e Beispill, hautzudaags nach. Well wa mer och esou eng effentlech Bautepolitik hätten, da wéissten och d'Steierzueler weinstens, datt hir Suen net a Yachte vu Promoteuren, mee a Wunnengen, déi normal Mënsche sech kënne leeschten, investéiert ginn. Dat ass op jiddwer Fall eng vun den éischte Mesürene, déi mir als Léink géifen huelen.

Här President, et gëtt esou viles ze soen. Ech hunn nach e bësse méi wéi eng Minutt. Ech géif nach gären e bëssen eppes zum Klima soen, mee ech mengen, ech kommen net méi dozou. Mee ech mengen, do mussen mer awer och soen, datt déi zukünfteg Generatiounen geopfert ginn, wa mer gesinn, wat fir eng

Stagnatioun u sech stattfënt. Kënschlech Intelligenz, wéi gesot, kann interessant sinn. Mee wat elo geschitt: Iwwerschwemmungen, mir wëssen, a Spuenen ... Hei – an iwwerall op der Welt – wäerte mer et och leider mat ganz graven Naturkatastrophen ze dinn hunn, déi mënschlech bedéngt sinn. Do muss ee virsueren an dofir muss ee vill investéieren. Et muss ee vill investéieren, fir propper Energie ze hunn, natierlech, a fir eis Klimaziler ze erreechen, mee anerersäits och elo, vu datt mer se jo weltwäit net erreecht kréien a well mer d'Konsequenze schonn ze spiere kréien, mussen mer investéieren, fir resilient ze ginn. Net just an Arméi, a Panzeren an ech weess net wat. Resilienz heescht och, datt d'Bevëlkerung muss beschützt gi vis-à-vis vun engem Klimawandel, well dee kéint sécher, zu 100 %. Dat ass eng sécher Gefor op jiddwer Fall.

Här President, et wäert Iech net wonnere: Den Här Roth huet gesot, dës Regierung géif agéieren, mee si schwätzt awer och ganz vill. Si schwätzt vill vun de Pensiounen, ouni ze soen, wat se wëllt maachen, d'ailleurs, wat respektlos ass vis-à-vis vun der Bevëlkerung. Si schwätzt vill a ganz domm vun de Gewerkschaften a vum Salariat a vum Aarbechtsrecht.

(Exclamations)

Si seet, et geet dem Land besser, obwuel d'Aarmut klëmmt. Mir haten nach ni eng Regierung, déi esou vill mat Slogane geschafft huet, mat alternative Fakten, mat Geflunkers, wéi dës Regierung.

(Exclamations)

Et gouf vill de Geck gemaach mat Nopeschlänner, déi instabil Regierungen hunn. Jo, dat stëmmt och. Si hunn instabil Regierungen. Mee déi heite Regierung ass knapps ee Joer am Amt a si stolperv vun engem Problem an deen aneren. Mir si scho sou wäit, datt dës Regierung schonn e puer Méint, nodeems se ugetrueden ass, eng Spezialkommissioun um Bockel huet.

(Exclamations)

An deemno wéi kéint et eng aner Form vu Kommissioun ginn. A mir wëssen, wat dat fir d'CSV a fir e Premier vun der CSV meeschtens bedeit.

(Exclamations)

Dat heescht, bretzt Iech net ze vill!

Här President, ech hunn nach ni e Budget matgestëmmt. Mir hunn als déi Léink ëmmer mat engem Fanger op de Bouton „Nee“ gedréckt. Dës Kéier wäerte mer mat zwee Fangeren op de Bouton „Nee“ drécken.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Léink) | Dat si véier Stëmmen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, Léif Kolléeginnen a Kolléegen, als Éischt wëll ech der Budgetrapportrice emol felicitéiere fir hiren exzellenten an äusserst interessante Budgetsrapport. Als Virgängerin an dëser Roll weess ech ganz genee, wéi vill Aarbecht et ass, wéi vill Zäit dropgeet. Do zielt een net a Stonnen, net an Deeg. Do gi Wochen drop an et huet een nach ëmmer d'Gefill, et wier een net ganz fäerdeg. Duerfir Felicitatiounen nach eng Kéier vu menger Säit och fir Iech als Budgetrapportrice.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Wat interessant ass, dat ass, dass Dir als Budgetrapportrice u sech mat Ärem

Sujet Kënschtlech Intelligenz do ugefaangen hutt, wou ech d'lescht Joer mat mengem Budgetsrapport opgehalen hat. Ech hat zwar Theeme behandelt, déi e bësse méi technologesch waren, well ech iwwert d'Place financière geschwat hunn, mee déi Theemen, déi ech behandelt hunn, verknäppe sech awer och ganz gutt mat dem Theema vun der Kënschtlecher Intelligenz, well se u sech eng Viraussetzung si respektiv eng direkt Verbindung mat der Kënschtlecher Intelligenz hunn.

Här President, ech wéilt awer mat e puer Statistiken ufänken. De Fonds monétaire international huet jo fir d'Joer 2023 bei 174 Länner nogekuckt, inwiefern se prett si fir Kënschtlech Intelligenz. Déi gutt Noriicht ass, dass Lëtzebuerg sech hei op enger exzellenter 11. Plaz am Gesamtklassement plazéiert. Bei allem, wat d'Eethik am Beräich vun der KI ugeet, ass Lëtzebuerg esouguer op der 2. Plaz. Bei den Infrastrukture si mer op der 5. Plaz. Bei der Politik vun mënschleche Kapital an der Aarbechtspolitik si mer op der 10. Plaz. Wat awer d'Innovation an d'Intégration économique ugeet, do si mir nëmmen op der 27. Plaz. Hei besteet also nach ganz vill Handlungsbedarf.

D'Regierung huet an hirem Koalitionsaccord festgehalten, e Schwéierpunkt op d'KI ze leeën an der Fuerschungspolitik. Ausserdeem soll de legale Kader vun den ëffentleche Fuerschungszentren iwwerschaaft ginn an hir Zesummenaarbecht verbessert ginn. Dëse Mount goufen och d'Verwaltungsreit vun den dräi Fuerschungszentren erneiert, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit. Mir sinn also gespaant, wat sech an der ëffentlecher Fuerschung hei am Land iwwert déi nächst Jore wäert veränneren.

D'Regierung schafft och weider un der digitaler Inklusion fir all eis Bierger. Dëst ass eng weesentlech Viraussetzung fir den Erfolleg vun engem digitale Lëtzebuerg mat enger staarker KI-Plattform.

Här President, ech wéilt och kuerz op verschidde Ministèren ze schwätze kommen, wou een elo net onbedéngt un Digitaliséierung oder souguer KI denkt, mee wou awer grad dës Volet an Zukunft ëmmer méi wichteg gëtt. Ech denken do zum Beispill un den Ëmwelt-, Klima- a Biodiversitéitsministère. Ech denken awer och un eis Landwirtschaft an un eis Wäibau. Och hei spillt d'Digitaliséierung eng wichteg Roll am Alldag.

An dobäi denken ech net nëmmen un d'Digitaliséierung vun de Prozeduren. Ganz konkret denken ech do zum Beispill un Melkroboter, déi méttlerweil schonn op de meeschte Bauerenhäff zum Asaz kommen. Hei gi ganz vill a wichteg Donnéeën iwwer all eenzelt Déier gesammelt.

Ech denken awer och un d'Satelliten, déi ënner anerem och Donnéeën iwwert d'Wieder sammeln. Laut Experte kann d'KI hëllefen, extreem Wiederphenomeener, déi mam Klimawandel méi heefeg wäerte ginn, méi genee virauszesoen. Dëst wäert eis erlaben, eis an Zukunft besser op dës Phenomeener virzubereeden. Dës Informatiounen si ganz wichteg fir d'Bauern am Allgemenge respektiv d'Uebst- an d'Geméisbaueren, awer och fir eis Wënzer.

Ech denken awer och un „intelligent“ Maschinnen, déi Planzen erkennen an hëllefen, de Planzeschutzmëttelasaz ze reduzéieren.

An ech denken un d'KI am Energieberäich. Si kann hëllefen, d'Produktioun vun erneierbaren Energie besser ze steieren an och de Stroumreseau optimal ze plangen.

Här President, e weidere Ministère, bei deem d'KI scho méi laang ukomm ass, ass den Inneministère. D'Digitaliséierung vum Ministère a vun de Gemenge

wäert weider iwwert d'Plattform eMint lafen. Zënter 2022 ginn déi éischt Konzepter vu KI am Inneministère benotzt. Algorithmen hëllefen hei bei der Kontroll vun Budgetsartikelen vun de Gemengen. Et geet ganz einfach drëms, administrativ Virgäng ze vereinfachen.

Den 21. März vun dësem Joer gouf den Inneministère fir seng innovativ Testversioun mat dem „Certificate of Good Practice“ vum European Public Sector Award ausgezechent, engem Zertifikat, op deem den Inneminister zu Recht äusserst stolz ass.

Iwwert déi nächst Jore schafft de Ministère drun, souwuel legislativ wéi och organisationell e Kader fir d'KI am Echange mat de Gemengen ze schafen. D'Approbatioune vu Gemengendecisiounen oder Subside fir Gemengeninfrastrukture wäerte mat der KI méi séier kënnen traitéiert ginn an duerfir och fir eng Simplification administrative suergen. Eis Buergermeeschteren heibannen an och dobausse wäert dës Punkt freeën.

Och um Niveau vun de Gemenge gëtt schonn deelweis KI benotzt. Déi sougenannte Smart Cities oder op Lëtzebuergesch d'Intelligent Stied suergen derfir, dass zum Beispill an engem ëffentleche Park d'Luuchten zum richtege Moment un oder aus sinn oder dass d'Waassersprenkler richtege agesat ginn. Dëst ass, fir Verschwendung ze verhënneren an de Bierger optimal Systemer zur Verfügung ze stellen. Och bei verschiddene Waassersyndikater gëtt haut schonn d'KI benotzt, fir Waasserfuitten ze entdecken.

Här President, och bei der bannenzeger Sécherheet ass KI en Theema. Eng modern Police brauch nämlech net nëmme genuch Personal oder adequat Infrastrukturen, si brauch och e modernt Ekipement. An zu dësem modernen Ekipement gehéiert d'Digitaliséierung. D'KI kann d'Police aktiv ënnerstëtzen an hëllefen, vill méi zäiteffizient ze schaffen. Hei gëtt evaluéiert, a wéi enge Beräicher d'KI fir d'Police ka vun Notze sinn. Dëst ka bei der Bilderkennung bei der Sich no Täter de Fall sinn oder bei der Auswärtung vu gréisseren Fotodateien.

Aktuell ass och schonn eng limitéiert Unzuel u käschteflichtige KI-Lizenzen am Beräich Iwwersetzung an Nummereschëldererkennung am Asaz. Dës KI kann op de Polizisten hirem Dénkschthandy installéiert ginn. Am Resümee kann d'KI dem Polizist seng Aarbecht am Alldag vereinfacht ginn, an dëst esouwuel bei redaktionellen Aarbechte wéi och bei der Auswärtung vun Daten. Mee – an ech soen e grouse Mee – d'Sécherheet an d'Fiabilitéit an d'Protektioun vun den Donnéeën mussen eng absolutt Prioritéit sinn.

A last but not least kënn och beim CGDIS d'KI zum Asaz. Hei ass eng séier an effikass Prise en charge vun de Besoinen vun de Bierger essentiell. Am Beräich vun den Aarbechten um Einsatzleitsystem gëtt dofir och analyséiert, inwiefern d'KI den 112 bei der Prise en charge begleeden an entlaaschte kann.

Och am Beräich vun der Aide à la décision wäert d'KI iwwert déi nächst Jore verstärkt agesat ginn, zum Beispill um Niveau vun der Noutfallversuergung vu Patienten.

Schlussendlech lafen och Projeten, fir Telefonater op den 112 ze iwwersetzen, fir eiser ëmmer méi polyglotter Bevëlkerung Rechnung ze droen an esou méi eng séier Prise en charge ze errechen.

Här President, ech kommen awer elo zréck op mäin eegene Budgetsrapport, esou wéi ech et am Ufank uegekënnegt hat. Wéi ech fir mäin Budgetsrapport d'Piste fir d'Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft opgezechent hunn, war ech selwer zur Konkusioun komm, dass eist Land d'Potenzial huet, fir en Hub fir

KI a Machine Learning ze ginn. Als Viraussetzung hat ech d'Rechecapacitéit genannt duerch de sougenannten High Performance Computing, dee mir duerch de MeluXina an d'Uni.lu hei am Land hunn.

Et freet mech, dass mir eis Kräften an deem Secteur bündelen a mat der Plattform supercomputing.lu de Betriber, besonnesch awer de PMEen, an de Fuerscher den Accès op déi Rechecapacitéit erliichter. Och bitt Luxinnovation eng Hëllef u fir d'Betriber, déi wëllen op dës Capacitéit fir Innovatiounszwecker zréckgräfen, an och déi néideg Begleitung ass hei virgesinn.

Eng aner Viraussetzung, fir en Exzellenzzentrum fir Supercomputing a KI ze ginn, ass d'Cybersécherheet. D'Cyberkriminalitéit ass eng Bedroung fir Privatpersounen, Firmaen a fir eist Land am Allgemengen. Als Land mussen mir eis dogéint verteidegen, an déi rezent Cyberattacken op d'Servere vun der Regierung hu bewisen, dass dës Gefor reell ass. Feindlech Acteuren, déi oft am Optrag vun anere Länner agéieren, sinn eng Realitéit. An dowéinst mussen mir nach vill, vill besser ginn an der Cybersécherheet.

Och do gouf an der Vergaangenheet scho vill Viraarbecht geleescht mam House of Cybersecurity, an dës Regierung wëll och do weider agéieren, och fir Kleng- a Mëttelbetriber besser ze sensibiliséieren an ze schützen. D'Schafung vum House of Cybersecurity ass do e wichtige Schrëtt. De Premierminister an déi delegéiert Ministesch fir Konnektivitéit a Merdie si sech däers bewosst an hu sech am Kader vun der Visitt vun dësem Kompetenzzentrum virun engem Mount och fir méi e wichtige Rôle vun dësem Haus fir Cybersécherheet staark gemaach.

Déi nei Oplag vun der National Strategy on Cybersecurity ass an der Maach a wäert deem och Rechnung droen. Doranner hu mir vollst Vertrauen an eise Premierminister an an eis delegéiert Ministesch fir Konnektivitéit a Meedien.

A wa mir scho bei der delegéierter Ministesch sinn: An hirer Fonctioun als Justizministesch dreift si konsequent d'Moderniséierung an d'Digitaliséierung vun der Justiz weider. Dozou gehéiert och den elektronischen Austausch tëschent de verschiddene Justizautoritéiten.

Här President, den Hub fir KI ass och amgaangen, hei ze entsto. No der Firma Pony.ai, mat där eis Regierung eng Letter of Intent ënnerschriwwen huet, hu mir déi nächst exzellente Nouvelle virun e puer Deeg kritt. D'Budgetsrapportrice hat et och geschéit schonn ugeschwat gehat: Mam Konsortium MeluXina-AI huet eist Land nämlech den Zouschlag kritt, fir eng vun de siwe sougenannten AI Factories an Europa ze bilden. Domadder ënnersträiche mir eis Virreiderroll an der EU, esouwuel am Supercomputing wéi och an der KI. D'Capacitéit vum Euro High Performance Computing, dem Netzwierk vu Supercomputeren, wäert mat dëser KI-Fabrik verduebelt ginn.

Här President, d'KI wäert och e groussen Impakt op den Aarbechtsmaart hunn. An eis ass et wichteg, dass grad hei keen op der Streck bleift. Laut enger rezenter Etüd vun Eurostat hunn nëmme 60 % vun de Leit tëschent 16 a 74 Joer hei zu Lëtzebuerg genügend numereesch Kompetenzen. Och wa mir, wéi ugangs gesot, op enger gudder 10. Plaz vun 174 Länner sinn, wat d'Aarbechtspolitik um Niveau vun der KI ugeet, esou däerfe mir eis net op dës Lorberen ausrouen.

D'Weiterbildung vun de Mënsche spillt eng zentral Roll a muss weider gefërdert ginn. Dës Regierung investéiert an d'Formation continue, an de sougenannte Reskilling an Upskilling. D'Arbeitnehmer müssen op déi technologesch Verännerunge virbereet ginn, an dëst net nëmme fir d'KI, och fir d'Besoinen vun eiser

Wirtschaft. Den Aarbechtsminister, zesumme mat der ADEM, schafft mat Nodrock, fir dësen Upskilling a Reskilling konsequent virunzedeiwen, an dëse Budget gëtt hinnen déi néideg Moyenen. D'KI wäert an Zukunft och hëllef, déi zukünfteg Besoinen um Aarbechtsmaart fréizäiteg ze erkennen.

Här President, d'Rapportrice ass och op den enorme Potenzial vun der KI am Gesondheitswiesen agaan. Och mir erkennen dëst Potenzial a sinn der Meinung, de Staat soll sech déi néideg Moyene ginn, fir d'KI an der Medezinn ze verbreedden, dëst besonnesch an der Preventioun an am Diagnostic. D'Gesondheitsministesch wäert derfir suergen, dass eis zukünfteg Spideeler den Entwécklung vun der KI Rechnung droen.

Hei sief nach eng Kéier drop higewisen, dass am Budget fir d'nächst Joer follgend Ausgabe virgesi sinn: fir den Neibau vum CHL 43,5 Milliounen, fir de CHEM-Südspidol 10 Milliounen, fir d'Urgences Nordspidol 8 Milliounen a 7,9 Milliounen fir eng national Strategie fir eSanté. An et kommen nach eng Kéier 156 Milliounen Euro fir de Fonds hospitalier derbäi.

Här President, erlaabt mer och, op en anere Secteur anzegoen, deen ëmmer méi wichteg gëtt, an zwar d'Defense. D'Regierung huet sech am Koalitiounsaccord engagéiert, bis 2028 1 % vum PIB an d'Defense ze investéieren a méttelfristeg op 2 % vum RNB ze kommen. Dësen Engagement huet dës Regierung nach an d'Luucht gesat, fir schonn am Joer 2030 2 % vum RNB ze errechen.

De leschte Weekend ware Membere vum US-Kongress zu Lëtzebuerg a mir hate länger an äusserst interessant Gespréicher mat hinnen. Hir Haaptforderung u Lëtzebuerg war, eisen Effort de défense eropzesetzen an nach méi séier op déi 2 % vum RNB ze kommen.

Mam Krich an der Ukrain, dee leider keen Enn kritt, an dem Retour vum Donald Trump am Wäissen Haus komme mir als Europäesch Unioun net derlaanscht, eis Gedanken iwwer eis gemeinsam Verdeedegung ze maachen an och opzerüsten.

Den Invest an d'Infrastruktur vun der Arméi, dee mir scho gestëmmt hunn, a besonnesch den neie Fierpark, deen de gréissten Invest an der Geschicht vun der Arméi duerstelt, ware richteg a wichteg Schrëtt.

Här President, mir wënschen eis, dass mir an Zukunft bei Investitiounen fir eis Verdeedegung och e Wee fannen, fir eis Wirtschaft mat ze ënnerstëtzen. Dofir muss mir eng Defenseindustrie opbauen a stärke. Dobäi solle mir eis op eis Kompetenze beruffen, sief et an der Telekommunikatioun, an der Weltraumtechnologie an an der Cyberdefense, fir der eng Rei opzezielen.

Mir sollen eis Industriebetribler encouragéieren an ënnerstëtzen, fir an der Wäertekette vun der Defenseindustrie eng wichteg Roll ze spillen. E puer Betribler si scho present, an dorop solle mir opbauen. D'Direction de la défense huet zesumme mat Luxinnovation déi bestoend Betribler an enger Publikatioun repertoriéiert, an dat begrësse mir. Domadder ass genee gewosst, wou d'Rees kann higoen a punkto Industriepolitik fir d'Defense.

Ausserdeem huet d'Defenseministesch sech engagéiert, wa si an Zukunft de finanzielle Bilan vun hire groussen Investitiounsprojeten an der Budgetskontrollkommission virstellt, och de Return-on-Invest op eis Lëtzebuerg Wirtschaft ze chiffriieren – natierlech just do, wou et och méiglech ass, alles ze chiffriieren.

Mir wëllen dofir, dass, wann eise Staat an Zukunft Milliounen a Milliarden an d'Defense investéiert, en ëmmer méi groussen Deel vun deem Geld an eis

Wirtschaft investéiert gëtt an domat eisem Land an de Leit, déi hei wunnen a schaffen, zeguttkennt.

Här President, a mengem Rapport hat ech och de Schwéierpunkt op Spacedefense geluecht an do, niewent LUXEOSys a GovSat, och d'Roll vun der SES ënnerstrach. Et ass ze bedauern, dass d'SES hei Plazen ofbaut, an et ass ze bezweifelen, ob eng Auslagerung an Indie wäert hëllefbräich sinn, fir mat Defensekontrakter virunzekommen. Dëst kéint virun allem bei Defensekontrakter mat den USA zu Schwieeregkeete féieren. Dofir mäin Appell un de Staat als Aktionär, fir d'SES op deem richteg Kurs ze behalen, well si ass a bleift e wichtegen nationalen Acteur.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, a mengem Rapport hat ech och ënnerstrach, wéi e Bäitrag eis Finanzplaz zu eisem Wuelstand an zu der Gesondheet vun eise Staatsfinanze bäidréit. Eis Banken- a Fongepiaz huet dëst Joer exzellent Resultater gehat an d'Projektiounen fir d'Recettë goufe wäit iwwertraff. Dat erlaabt et dëser Regierung, d'Leit substanzuell ze entlaaschten an och de Betribler eng Steiererliichterung ze ginn, wéi mir et mam Entlaaschtungspak déi lescht Woch gestëmmt hunn.

Mir ginn eiser Finanzplaz och de legale Kader, dee si brauch, andeems mir zäitno déi relevant EU-Reglementatiounen ëmsetzen a punkto Blockchain an Daisy-chains. D'Ëmsetzung vun der Reglementatioun iwwert d'Kryptoaktiva kënn am neie Joer no. Mir hunn hei d'Ambitioun, First Mover ze sinn an och déi Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze bréngen, mat deem adequate Schutz fir d'Investisseuren. Eis Finanzplaz entwéckelt sech weider a mir dreiwen dës Entwécklung konsequent virun.

Mir profitéieren awer och vun eiser Finanzplaz, fir Gelder ze drainéieren, fir an aner wichteg Beräicher vun eiser Wirtschaft ze investéieren. Esou goufen am Fréijoer dëst Joer 19,4 Milliounen Euro vun esouwuel öffentleche Betribler wéi och vu privaten Investisseuren an dat zweet Kompartiment vum Digital Tech Fund gestach. Dës 19,4 Milliounen Euro ginn a Firmen investéiert, déi manner al si wéi siwe Joer an déi digital Produkter oder Servicer entwéckelen. Esou stellen ech mir eng konkret Zesummenaarbecht tëschent de verschiddene Secteuren hei zu Lëtzebuerg vir.

Här President, eis Finanzplaz, eise Supercomputing an eise künftege KI-Hub brauchen Talenter. Duerfir ënnersträichen ech nach eng Kéier d'Wichtigkeet vum Entlaaschtungspak, an deem mir d'Prime participative erhéien an domat Ureizer schafen, fir konkret Talentattraction ze maachen. En anert Stéchwuert ass hei de Régime d'impatriés. Dëse Punkt aus dem Koalitiounsaccord hu mir bannent dem éischte Joer ëmgesat.

An deen anere Volet, deen och maassgeeblech zu der Talentattraction an der Talentretention bäidréit, ass de Logement: Wunnraum schafe fir déi Leit, déi hei sinn, an déi Leit, déi wëllen a müssen op Lëtzebuerg kommen. Mam Paquet Logement a mam Paquet „Méi a méi séier bauen“ hu mir direkt Mesüre geholl, fir kuerz-, méttel- a laangfristeg am Wunnengsbau virunzekommen.

D'Mesüeren aus dem Paquet Logement haten e spierbaren Impakt an der Vente vu Bestandswunnengen. Am VEFA-Beräich war den Impakt manner grouss, an dowéinst ginn dee méi generéise Bëllegen Akt fir Eegenheim an de Bëllegen Akt fir de Locatif esouwéi den héijen Amortissement accéléré an déi méi nidreg Besteuerung vun der Plus-value bis de Juli 2025 verlängert. Mat den Zënsen, déi virausiichtlech weider wäerte falen, erwaarde mir eis, de Wunnengsbau nees unzekuerbelen.

Net onwichtig Punkten an der Attraktioun vun Talenter op Lëtzebuerg sinn och de Sport an d'Kultur. Déi Leit, déi op Lëtzebuerg schaffe kommen, hüten och gären eng gutt Offer fir hir Fräizäit, sief et op kulturellem Plang, sief et op sportlechem Plang. Esouwuel de Sportminister wéi och de Kulturminister schaffen aktiv heirunner.

Här President, dës Regierung schafft mat Nodrock um Ausbau vu Kompetenznische fir eist Land, fir et a punkto Zukunftstechnologien optimal ze positionéieren. Dës Regierung schafft, fir d'Leit an d'Betribler ze entlaaschten, am Kader vun enger verstänneger Finanzpolitik, Stéchwuert nach eng Kéier Entlaaschtungspak. Dës Regierung bréngt nei Talenter an nei Betribler op Lëtzebuerg. A genee déi Politick ënnerstëtze mir als CSV-Fraktioun. Am Asaz fir d'Zukunft vun eisem Land, mam Mënsch am Méttelpunkt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Jo, d'Diskussioun iwwert de Staatsbudget, dat ass traditionell am Joer dee Moment, wou mer no vir kucken, wou d'Politik no vir kuckt, wou se hir finanziell Prioritéite festleet a gestalteresch wëll sinn. All ministeriell Departement huet konkret Projeten, déi drop waarden, ëmgesat ze ginn an d'Land, wéi dat ëmmer esou schéin heescht, no vir ze bréngen. A mat dësem Budget soll genee dat gemaach ginn.

D'Aarbechte ronderëm de Budgetsprojert sinn d'Gelleeënheet, wou een e Kassensturz mécht a wou een an d'Zukunft kuckt. Wou steet eist Land finanziell a wirtschaftlech? Wat fir Infrastrukture musse moderniséiert, jo, ausgebaut ginn? Wéi entwéckele sech déi sozial Depensen? Gëtt et dofir e generéise budgetäre Spillraum oder fuere mer finanziell gekuckt op der Felg?

Wann ee sech bewusst gëtt, wat eis nach alles op internationalem Plang erwaart, dann heescht et, sech de Sputt ze verschafen, fir de budgetären Exigenzen, déi domadder verbonne sinn, Rechnung ze droen. Eलग schonn, an dat ass och schonn éinescht gesot ginn, d'Investitiounen an d'Verdeedegung, déi sech lues a lues a Milliardenhéicht entwéckelen, fir dann 2030 2 % vum nationale Bruttoakomes auszemaachen, jo, déi strapazéieren d'Staatskeese gewalt a si feelen natierlech fir aner wichteg Projeten, sief et an der Gesondheet, am öffentlechen Transport oder am Schoulwiesen. Mee mir hu keng Wiel. Mir sinn drop ugewisen, eis Bevëlkerung an eist Land viru Krich a Gewalt ze schützen.

Den Nationale Rot fir déi öffentlech Finanzen – deem ech ëmmer ganz gären nolauschteren, well et wierklech en neutraalt Gremium ass; e Gremium, dat ënner dem Pierre Gramegna deemools instituéiert gouf –, dës Rot huet a sengem Avis drop higewisen, datt den Defizit manner staark ausfällt wéi gefaart. D'Recettë goufen ënnerschat, oder et stoungen a stinn der nach aus. D'Depensë sollen och manner séier wuessen.

De President vun dësem Rot huet sech och gefrot, firwat een net och nach eemol soll eng Aart Fong uleeën, fir iwwer eng laangfristeg Mouk ze verfügen. Hei kéint een zum Beispill de Modell vum Kompensatiounsfong envisagéieren, dem Kompensatiounsfong oder Pensionsfong, dee jo aktiv an diversifiéiert geréiert gëtt beziéungsweis investéiert.

De President vum CNFP huet och betount, datt een d'Suen net fir egal wat soll ausginn, nëmme well ee

mengt, et misst ee se ausginn. Ciblériert Ausgabe sinn hei ugesot. Et muss een d'Suen eeben do ausginn, wou se am meeschte gebraucht ginn a wou se och eis Wirtschaft un d'Rulle bréngen. An de Romain Bausch huet och betount, datt, wann eng Wirtschaft weider wuesse soll, een dann och dofir d'Viraussetzung misst schafen. Mee fir datt eis Ekonomie wuessen a sech weiderentwéckele kann, brauche mer virun allem eng ganz Rei Spezialisten, net nëmmen op der Finanzplaz, mee op diverse Plazen, Spezialisten, déi gutt Iddien an d'Land bréngen.

D'Beruffer, déi der ADEM no ënner engem grouss Mangel u Fachkräfte leiden, gi vum Personal an der Fleeg iwwer eeben de Finanzsecteur bis eriwwer op alles, wat mat der Informatik ze dinn huet. Mir fanne net déi richteg Leit mat de gewünschte Profiller, déi bereet sinn, bei eis ze schaffen, well d'Konkurrenz ronderëm eis an Europa an doriwwer eraus, jo, déi Konkurrenz schléift net.

Laut dem Global Talent Competitiveness Index klaséiert sech Lëtzebuerg 2023 op 11. Positioun, mee wat de Piliere „Attraction de talents“ ugeet, do si mir fir dat drétt Joer hannereneen un der Spëtzt vum Klassement. Mee Talenter, ech hunn et virunner gesot, gi mëttlerweil iwwerall um Globus gesicht, ob an Europa oder ausserhalb vum den europäesche Grenzen. D'Konkurrenz ass hei séier grouss.

Virun zwo Wochen hat den Haut comité pour l'attraction, la rétention et le développement de talents, presidéiert vum Wirtschaftsminister Lex Delles, seng zweet Reunioun. Et si verschidde Pisten an Iddien diskutéiert gi fir d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Destinatioun fir ze schaffen an de liewen. D'Madame Adehm huet jo virunner vu Kultur, Sport an domadder och vu Fräizäit geschwat. Dat ass och en Element vun Attraktivitéit, jo, fir Lëtzebuerg op där internationaler Bühn ze promovéieren.

Kuerz gesot: Wa mer nei Talenter op Lëtzebuerg unzéie wëllen, da brauche mer eeben en attraktive Kader aus sens large du terme. Wien op Lëtzebuerg wëllt kommen, fir zum Beispill hei an der Industrie oder am Finanzwiesen ze schaffen an ze innovéieren, deen hätt gäre méi Netto bei eis wéi bei sech doheim. An den Entlaaschtungspak, dee mer déi lescht Woch gestëmmt hunn, schafft genau dat: e moderniséierten Expatrieregimm oder och eng Primm fir jonk Mataarbechter, fir nëmmen déi ze erwänen. Dës Moosname sollen déi néideg Dynamik an d'Weeër leeden.

A wa mir vun Talenter schwätzen, déi mir hei zu Lëtzebuerg brauchen, da sinn dat net just héich qualifizéiert Informatiker. Mir brauchen och a grad Handwierker, déi eis Wirtschaft um Lafen halen an zu eisem Wuelstand bäidroen. D'Handwierk gétt dacks vergiess als dreiwend Kraaft, jo, als Réckgrat vun eiser Wirtschaft.

A wie virun enger décker Woch d'Billen gesinn huet vu Paräis, aus Notre-Dame, wéi d'Kathedral nees opgaangen ass, dee konnt sech e Bild maahe vun deem, wat d'Handwierk an eiser Zäit alles kapabel ass ze leeschten, a Frankräich, an Däitschland, mee och bei eis heime. Et si jo och Lëtzeburger Spezialisten, déi un där Restauratioun deelgeholl hunn, an aus där Sicht kann een nëmmen eng ganz grouss Bewonnerung hu fir dat, wat do souwuel vum Handwierk wéi vum Konschthandwierk gelescht gouf.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler (DP) | An deem Kontext dierfe mer eng weider Zuel net aus den Ae verléieren, se ass virunner genannt ginn: 230.000. Jo, dat ass nämlech d'Unzuel vu Grenzgänger, déi all Dag de Wee bis an eist Land op sech huelen, fir hei ze schaffen an owes nees heemzefueren. Dat muss ee sech virun Ae féieren. Dat ass effektiv ongeféier all zweete Salarié.

Mee mir müssen eis froen, ob dëst och an Zukunft esou bleift. Hunn eis Noperen nach en Interêt, all Dag esou laang ënnerwee ze si fir op hir Aarbecht? Lount et sech fir si, all Dag esou laang am Stau ze stoen? Denke mer nëmmen un eis franséisch Kollegen, déi all Dag eriwwerkommen.

Déi lescht Tendenz weisen, datt manner vun eisen däitschen a belschen Noperen op Lëtzebuerg komme wëllen. Wat eis franséisch Noperen ugeet, esou klëmmt d'Unzuel vu Grenzgänger de Moment nach, awer méi lues. Ech denken, kee vun eis wëllt sech ausmolen, wat eng Kéier geschitt, wa si sech et aneschtens géifen iwwerleeën. An dowéinst muss mer hinnen e passende Kader ubidden. An do spille verschidde Elementer eng essenziell Roll, wéi beispillsweis och d'Entwécklung vun de Léin.

Mee d'Sue sinn net alles. D'Steiere sinn och net alles. Och verschidde aner Elementer spillen eng wichteg Roll, wa mer vun Attraktivitéit schwätzen. Denke mer un d'Infrastrukturen am Allgemengen, un d'Landesplanung, un de Gesondheetssystem. An – et ass och gesot gi vun engem vu menge Virriedner – denke mer un de soziale Fridde an un déi sozial Sécherheet, awer besonnesch och un de Logement an un den Transport, souwuel op eise Stroosse wéi op de Schinnen. D'Konkurrenz mécht sech nämlech ëmmer méi op net pekuniärem Plang, op infrastrukturellem Plang. An dës Tatsaach dierfe een net ënnerschätzen.

An den Trafick ass dat Éischt, dat mer an de Kapp kënn. Et ass quasi egal, vu wou ee kënn, egal wéi fréi ee lassiert, et geet bal ni duer, fir net an de Stau ze geroden. Et dierfe eis net wonneren, wann e Grenzgänger sech da seet: „Jo, da schaffen ech léiwer dräi Deeg am Teletravail zu Metz a fueren dann zwoemol d'Woch mam TGV op Paräis.“ Mir müssen also gutt Aarbechtsbedéngunge schafen. Gutt Aarbechtsbedéngungen heescht och méi Souplesse, wat d'Organisatioun vun der Aarbecht ugeet.

Den Teletravail, fir op dee kuerz ze schwätzen ze kommen, bitt de Leit och eng gewësse Souplesse. An do huet déi lescht Regierung och bilateral Accorde mat den Nopeschlänner ausgeschafft, fir d'Unzuel vun den Deeg, déi d'Frontaliere pro Joer am Homeoffice zegutt hunn, déi ware jo ganz ënnerschiddlech, op 34 Deeg eropzesetzen – an deene méigleche Fäll – an ze harmoniséieren.

Mee et gétt och aner Léisungen: Mir müssen déi sougenannt Coworkingspacen no un der Grenz, virun allem no un der Grenz, weider ausbauen, fir d'Aarbechtsweeër do, wou et méiglech ass, fir déi Leit, wou et geet – et léisst sech och net iwwerall maahe –, ze verkieren. Dat kéim besonnesch der Liewensqualitéit vun eeben eisen auslännesche Matbierger zegutt.

Stéchwuert Liewensqualitéit: All Investissementer an d'Infrastruktur, an den abordable Wunnraum an an d'Mobilitéit, sief dat de Bus, den Zuch oder de Stroosseverkéier, si vu Virdeel fir allegueren d'Leit, souwuel fir d'Grenzgänger wéi fir déi Leit, déi hei am Land wunnen.

Fir meng Fraktioun, fir d'Demokratesch Partei, huet dësen Challenge eng grouss Bedeutung. Mir hunn och deen Challenge erkannt. An an deem Sënn begrëisse mer, dass eis Mobilitéitsministesch, d'Yuriko Backes, Neel mat Käpp mécht: Iwwert déi nächst véier Joer, tëscht 2025 an 2028, ginn 2 Milliarden Euro an den ëffentlechen Transport investéiert, an dat quescht duerch d'Land.

D'Dependé fir de Fonds du rail klamme vu 670 Milliounen Euro am Joer 2025 op 776 Milliounen am Joer 2028, eng Hausse vu 16 %. Dëst ëmfaasst, fir e puer Beispiller ze ginn – den Här Graas ass elo leider net heibannen –, de Reamenagement vun der Gare

vu Beetebuerg wéi och vu verschidde Park&Ridë wéi beispillsweis zu Élwen, Investitiounen an d'Gare vu Clierf oder och de Pôle d'échange multimodal zu Ettelbréck.

Den Tramsreseau soll erweidert ginn. An dofir ginn iwwert déi nächst véier Joer ronn 420 Milliounen Euro investéiert. Mir investéieren och an nei Zich, fir genau ze sinn: 222 Milliounen Euro am Joer 2025. Bis 2026 soll d'Unzuel u Sëtzpazen ëm 46 % an d'Luucht goen. Mir müssen eis dem demografesche Wandel upassen an et de Leit erlaben, komfortabel an eisem Land vun A op B ze kommen.

Vun 2032 u wäert den Tram eng éischte Kéier och vun der Areler Strooss aus fueren an domat den neie Centre hospitalier de Luxembourg an d'Stäreplaz verbannen. 550 Meter vun dëser Linn wäerten ënnerierdesch verlafen. Dëst erlaabt et, dräi Joer méi fréi wéi geplangt dës Verbindung ze desservéieren, well duerch dësen ënnerierdesche Verlaf manner Emprisé muss gemaach ginn.

D'Areler Strooss wäert fir den Individualverkéier opbleiwen an et soll eng bidirektionell Vëlospist kommen, déi kloer vum Autosverkéier getrennt ass. De Bau vum Tram soll de Verkéier esou mann wéi méiglech impaktéieren. D'Finanzéierungsgesetz wäert Enn nächst Joer deposéiert ginn. Vum März nächst Joer u soll ee kënnen mam Tram och bis op de Fluchhafen fuere kënnen.

D'Demokratesch Partei wëll kee Verkéiersmëttel géint dat anert ausspillen. A mir wëssen, datt verschidde Leit, zemoos am ländleche Raum, net op den Auto verzichte kënnen. Dowéinst gétt de Fonds des routes am Joer 2025 mat 365 Milliounen alimentéiert. D'DP setzt sech natierlech och konsequent a fir d'Iddi vun der Mobilité douce mam Tram, Vélo, an ouni dobäi d'Autosfuerer ze diskriminéieren.

Loosst eis nach eng Kéier zrëckkommen op d'Staatsfinanzen: Bei de Recettë muss mer weider virsiichteg bleiwen. Viru Kuerzem huet en nach en Auteur an enger Zeitung, an engem Periodique, deen den Numm „fonction publique“ dréit, vun engem méigleche Geldseege geschwat. Et gouf vun engem „Geldtsunami“ geschwat – an der Press wuelgemierkt –, eng ganz gewoten Erwaardung. Do goung rieds vun tëscht 5 a 15 Milliarden, déi géifen akasséiert ginn duerch déi nei weltwäit Mindeststeuer op de Revenue vun de Multinationellen.

Dir, Här Minister, Dir sidd do vill méi virsiichteg wéi den Auteur an der „fonction publique“, well Dir hutt souwuel dem David Wagner wéi dem Här Goldschmidt a menger Wéinegkeet geschriwwen, datt et immens schwéier wier, opgrond vu verschidde Variablen, déi ee berücksichtege misst, en Impakt vun dëser Mindeststeuer virauszesoen.

Den Här Romain Bausch huet an der Kommissioun estiméiert, datt mer eis éischer an enger positiver Zon beweuge kéinten; dat awer ënnert der Berücksichtigung, datt kee Betrib fortgeet, datt se also en Interesse hunn an en Interesse behalen, hei zu Lëtzebuerg, op eisem Standuert, ze bleiwen. An domat wiere mer nees – domat kann de Krees sech schléissen –, beim Thema vun der Attraktivitéit, am breede Sënn vum Wuert.

Léif alleguer, et gétt sécherlech eng Rei Liichtblécker fir déi nächst zwee bis dräi Joer. D'Inflatioun schéngt sech an engem akzeptable Kader ze beweegen. Den Defizit am Zentralstat bleift, mee e fält manner staark aus; dat och, well eng Rei Solde bei der Steierverwaltung ausstinn, déi kee esou richteg um Radar hat oder konnt hunn, a well Dausende komplizéiert Steierdossieren drop waarden, ofgeschloss ze ginn.

Suerge mécht engem awer de Chômage, virun allem an der Alterskategorie – wouriwwer ech och e bëssen iwwerrascht war – tëscht 30 a 40 Joer, an do besonnesch bei deene Jonken, déi Héichschulstudien absolviéiert hunn. De schwaache Beschäftigungswuesstum wäert och en negativen Afloss op d'Konte vun der Sozialversécherung hunn. Däers muss ee sech natierlech bewosst sinn.

De Romain Bausch huet a sengem Rapport betount, datt den nominale Solde vun den öffentlechen Administratiounen negativ iwwert déi ganz Period ass. Och wann d'Krittäre vu Maastricht wäerte weider respektéiert ginn – also, datt den Defizit soll ënner den 3 % vum PIB bleiwen –, da géifen d'Iwwerschëss aus der Vergaangenheet bis ewell net méi erreecht ginn. Eng Ënnerbewäertung vun de Solde bleift awer warscheinlech.

Den Nationale Finanzrot huet sech awer och gefrot, wat fir ee Potenzial dem Staat nach am Fall vun neien onerwaarte geopoliteschen a wirtschaftleche Schocke bleift. Gleeft een dem CNFP, sou leien déi valoriséiert Aktivae beim Staat 2023 bei ongeféier 37 % vum PIB. An d'Schold war 2023 bei 25,5 % vum PIB. Nëmmen 10 % si flësseg, wa mer se wierklech all bräichten. Dat sinn d'Bedeelungen un ArcelorMittal an un der BNP Paribas souwéi bei der SES. Fir d'Joer 2024 an d'Joer 2025 läit d'Schold bei ronn 27,5 % vum PIB.

Datt een ëmmer nees mat Iwwerraschung reche muss, dat steet ausser Zweifel. Dat seet och de Staatsrot a sengem Avis, wann een en d'Schold denkt. En erënnert drun, datt eng steigend nominal Verschëldung zu steigende Scholdzëns féiert – däers war ee sech och an der fréierer Regierung bewosst –, wann een d'Refinanzéierung vun de Scholde berücksichtegt, seet de Staatsrot, déi an de Jore vun der Null- oder Negativzënsfinanzéierung opgeholl goufen. Tatsächlech steigen d'Zënsen, also wuelligemierkt d'Scholdzëns fir d'Staatsverschuldung, wann een de Budget kuckt, vu ronn 119 Milliounen Euro 2023 op viraussichtlech iwwer 238 Milliounen am Joer 2025, a bis op iwwer 442 Milliounen am Joer 2028, wann een dann dem Budget pluriannuel gleewe kann.

A grad dofir gesäit de Staatsrot et als absolutt noutwendeg un – a mir ralliéieren eis do –, Moosnamen ze ergräifen, fir ze verhënneren, datt d'Staatschold ausaart, a gläichzäiteg fir genuch Handlungsspillraum, also e sougenannte „Puffer“, fir d'Bewältigung vun eeben onerwaarten, onvermeidbare Kisen ze suergen.

Virun allem misst opgepasst ginn, datt eist Land iwwer eng genügend Investitiounscapaciteit verfüügt, fir eeben déi strukturell Erausforderungen finanzéieren ze kënnen an domat och den Triple-A ze sécheren. Dee Spillraum ass noutwendeg, fir eeben op all méiglech Imprevuen, jo, Krisen ze reagéieren. An där Krisen hate mer jo mengerwäreg genuch an de leschte véier Joren, wat derzou gefouert huet, datt déi deemoleg Regierung hir Steierreform huet missen op Äis leeën – virleefeg.

Eng militäresch Interventioun an der Strooss vu Formosa géing duer, fir eng nei Wirtschaftskris auszeléisen. A wien hätt Chrëschttag 2021 ënnert dem Beemchen dru geduecht, datt Enn Februar 2022 d'Welt op eemol eng aner géif ginn? Den Ukrain-Krich huet vill Misär iwwert déi betraffe Leit bruecht, vill Mënscheliwe kascht a spierbar wirtschaftlech Konsequenze mat sech bruecht, denke mer nëmmen un d'Inflatioun, déi mer verzeechne konnten, an un déi zäitweilig Ressourcéknappheet.

Mir sinn als kleng a séier oppen – ech betounen: séier oppen! – Ekonomie immens verletzlech. Dat ass keng nei Erkenntnis. Mir verfügen iwwer eng riseg – par

rapport zu eiser Taille, eiser geografescher Gréisst – Finanzindustrie am Verglach mat anere Länner, vun där mer wierklech staark ofhängeg sinn. En externe Schock géing duergoen, fir eis aus der Bunn ze geheien.

An der Pandemie hate mer Gléck, well d'Finanzindustrie grad duerch d'Digitaliséierung weider fonctionéiere konnt. Dat muss awer beim nächste Schock – wéi en och ëmmer kéint ausgesinn, an ech hoffen, datt mer där kee wäerte kréien – net esou goen. Dat kéint och aneschtens ausgesinn. Dofir muss mer weider derfir suergen, datt des Plaz – d'Plaz vu Lëtzebuerg, eise Standuert – international attraktiv bleift. Mir sinn, wéi schonn ugeschwat, op auslännesch Spezialisten ugewisen. An déi komme weeder wéinst eise schéine Gesichter, wéinst eise Gromperekichelcher oder eiser Bouneschlupp nach wéinst eisem wonnerbare Wieder, datt mir hei zu Lëtzebuerg bekanntlech kennen.

Wéi mir scho gëschter héieren hunn duerch d'Madamm Cahen – där ech nach eng Kéier wëll felicitéiere fir hire groussen Effort am Beräich vun der Recherche iwwer all d'Opportunitéiten am Kontext vun der Kënschtlecher Intelligenz –, wäert effektiv dat do Thema, nämlech dat vun der Intelligence artificielle, eng grouss Erausforderung fir den Aarbechtsmarché duerstellen. Och wann déi lescht Studie weisen, datt des Entwécklung net zu engem staarke Verloscht un Aarbechtsplaze féiere wäert, wäerte wuel dach awer verschidde Profiller verschwannen. An dofir wäerten awer och anerer entwéckelt ginn, zum Beispill an der Datenanalys oder an der Cybersécherheet.

Mee virun allem wäert sech eng grouss Unzuel vu verschiddene Beruffer transforméieren an och upasse mussen. Mee ech mengen, dat gehéiert zur Aarbechtswelt, datt ee permanent u Weiderbildungen deelhëlt a sech muss adaptéieren. An natierlech gewannen déi Kompetenzen, déi de Mënsch huet an déi keng KI ersetze kann, ëmmer méi u Wichtigkeet. Fest steet awer och, datt et zu Ëmschoulunge komme muss, zu engem Up- a Reskilling, well d'Mënschen, déi op der Finanzplaz, an der Industrie, am Handwierk, am Gesondheitswiesen an op anere Plaze schaffen, soss net mat dëser dach awer rasanter Entwécklung mathale kënnen.

Et ass och essenziell, datt mer déi interdisziplinär Approche an dësem Beräich net aus den Ae verléieren. Haut geet en zolidd Fachwëssen an de Finanzen net méi duer. Mir wëssen an der Finanzkommissioun, wéi technesch dat Wëssen heiansdo ka sinn. An och den Här Minister a sengen Exposéen ass frou, wann e säin Exposé nach completéiert ka kréien duerch eeben d'Spezialisten, well mer heiansdo schrecklech an den Detail mussen goen. Mee et brauch och, nieft deem do Finanzwëssen, eng technologesch an informatesch Ausbildung, fir d'Metieren an der Finanzindustrie ze beherrschen a Produkter ze schafen, déi eng héich Wäertschöpfung erméiglechen.

Duerch d'Entwécklung vun den neien Technologie ginn och immens vill nei Méiglechkeeten am Finanzsecteur geschaf. Dat geet vun der Automatisatioun vu verschiddenen administrativen Tächen, bis zu der Verbesserung vum Riskmodelleng an der Entwécklung vun Instrumenter, déi et erlaben, Geldwäscherei an Terrorismusfinanzéierung méi séier ze erkennen. Den Här Finanzminister huet dat nach rezent hei op dëser Tribün gesot am Kontext vun där Question élargie, déi ech iwwert d'Finanzplaz an Aarbechtswelt gestallt hat.

Jo, d'KI kann also och eng Léisung representéieren, fir d'Compliance zu de Regulatiounen ze kontrolléieren oder och fir déi bekanntlech zäitintensiv Prozeduren ze vereinfachen. Mir müssen ëmmer no vir kucken an antizipéieren, wat op eis kann duerkommen, fir datt

mer eis matzäiten dorop virbereede kënnen. Well elo hu mir d'Kënschtlech Intelligenz, mee et soll ee virun allem d'Konvergenz vu verschiddenen Technologien am A behalen, wéi beispillsweis d'KI an d'Blockchain – ech denken och un de Quantecomputer; „Quantumcomputing“, wéi dat esou schéin an der Fachsprooch heescht –, well dëst wäert en neie Moment fir d'Finanzproduiten duerstellen.

Wat der Finanzindustrie besonnesch guttdeet, dat ass allméiglech Form vun Innovatioun. Ech hu virdrunner vun héijer Wäertschöpfung geschwat. Wann eis dat geléngt, eng héich Valeur ajoutée ze schafen, da muss et eis net baang sinn op der Finanzplaz. Awer: Dat setzt viraus, datt een innovéiert, datt een ëmmer nees nei Piste sicht. An dofir brauch een och ëmmer nei Talenter, déi sech kenger Innovatioun verschléissen.

Här President, léif alleguer, ech hunn et gesot: Nei Finanztechnologie sinn eng Chance fir Lëtzebuerg, besonnesch d'Blockchaintechnologie, vun där ech perséinlech net allze vill verstinn, mee anerer awer dofir émsou méi. Dës Technologie bitt vill Méiglechkeeten a si huet zanter Joren eng fest Plaz am Finanzwiesen an op der Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg. Mat de Blockchaingesetzer I, II an III huet d'Demokratesch Partei schonn an de leschte Jore fir dës nei Technologie e Kader – e rechtliche Kader – geschaf fir eng konsequent innovativ Entwécklung am Banken- a Finanzsecteur.

An als DP erkenne mer ganz kloer de Besoin vun enger staarker, kloer reguléierter an zukunftsorientéierter Finanzplaz, mat där mir als Land och international konkurrenzfäeg an interessant bleiwen. An dofir setze mer och weider op d'Stärkung vun dëser Plaz a schaffen drun, fir se och mathëllef vun der technologescher Innovatioun fit fir d'Zukunft ze maachen. Mir sollen also d'Entwécklungen bei der Digitaliséierung kloer am Bléck behalen an drop uechten, keng Chance versträchen ze loosseren.

All Innovatioun biergt awer och e Bedarf u Reglementatioun, u rasonabler Reglementatioun – ech soen dat hei ënnert dem Contrôle vum Här Mosar, deen do op deem Punkt besonnesch sensibel ass –, e Bedarf un engem juristesche Kader. E legale Kader soll net nëmme juristesche Sécherheet fir d'Acteure schafen, mee eeben och duerch Transparenz a Vertrauen d'Attraktivitéit an d'Kompetitivitéit vun eiser Finanzplaz stäerken.

A mam Projet, dee mer muer wäerte stëmmen – de Projet de loi 8425 –, mat der Aféierung also vun engem Agent de contrôle am Kader vun de sougenannten „titres immatériels“, maache mer e wichtige Schratt, fir dass am Finanzsecteur méi einfach op DL-Technologie zeréckgegraff ka ginn.

Als DP-Fraktioun wësse mer, dass et entscheidend ass, d'Gesetzgebung konstant un déi neisten Entwécklungen unzepassen, fir dass Lëtzebuerg sech och an Zukunft als Finanzsecteur op héchstem Niveau kann auszezeichnen. Fir dat ze errechen, soll Lëtzebuerg och als Referenz fir d'Notzung vun DL-Technologien eng féierend Positioun – souzesoen eng Positioun als Pionéier, wéi dat och am Exposé des motifs vun deem Gesetz steet – anhuelen.

Mir haten dat jo scho Métt vun den 80er-Joren – ech mengen, den Här Minister hat dat och de Moien a sengem Exposé gesot –, wéi mer déi éischt UCITS-Direktiv transposéiert hunn, a wéi mer et op Basis vun där rapider Ëmsetzung fäerdegbruecht hunn, am Laf vun de Joerzénge eng vun deene gréisste Fongenindustrien op der Welt opzebauen, déi mer haut op eiser Plaz wierklech net méi kéinten ewechdenken. Hei huet sech deemools eng Kompetenznisch opgedoen, a mat dem

Projet, de mer muer wäerte stëmmen, wäert eng weider Kompetenznisch derbäikommen.

Jo, fir eise Wuelstand héichzehalen, ass d'Kompetitivitéit essentiell. An an deem Sënn ënnersträicht och d'Handelskummer an hirem Avis, datt eis Betriber méi produktiv musse ginn, fir dass mer méi kompetitiv kënnen bliewen. 2020 huet sech Lëtzebuerg nach op der 15. Plaz klasséiert, wat de World Competitiveness Index vum IMD, also dem International Institute for Management Development, ugeet. An 2024 si mer nëmme nach op der 23. Plaz.

An deem Sënn kann déi Kënschtlech Intelligenz eng enorm Chance duerstellen. Mee dofir mussen eis Betriber déi nei Technologie esou séier wéi méiglech unnuelen an ëmsetzen. Well wa mir op deem Plang excelléieren, da kënnen mer och do reusséieren an e Kompetenz- beziéungsweis, wann ech och vun deem Projet 8425 schwätzen, e Vertrauensvirsprong op aner Finanzzentren opbauen. Dann hu mer d'Nues vir – an an engem staark ëmkämpften Ëmfeld ass dat en entscheidende Virdeel.

D'KI huet en enormt Potenzial dofir, dass mer kompetitiv bliewen oder vläicht nach méi kompetitiv kënnen ginn an eis Wirtschaft virun allem weider diversifizéieren. Mee, wéi scho gesot, déi infrastrukturell Problemer musse mer och ugoen. An dat ass iwwregens e Prozess, ech mengen, dat ass net eleng en Effort, deen dës Regierung mécht, mee déi zwou an, jo, déi dräi, véier Regierunge virunner hunn och dorobber e groussen Akzent geluecht – besonnesch déi zwou lescht Regierunge –, an ech mengen, dat ass vun alle Säiten och gedroe ginn.

Op dëser Plaz muss ech awer nach soen, dass déi vieregte Regierung och scho vill geleescht huet, wat zum Beispill d'Infrastrukturen an d'Schoulen oder den öffentliche Transport ugeet. Gambia 1, wéi ëmmer gesot gouf, a Gambia 2 hunn do fir eng Relance, jo, fir e Renouveau gesuergt.

Jo, eng virsichteg Finanzpolitik ënnert de Finanzministere Gramegna a Backes huet et erméiglecht, d'Investissementer héichzehalen, och wa se aus ënnerschiddlechen Ursache vläicht net ëmmer alleguer konnten an deem Mooss ëmgesat ginn, net nëmme wéinst der Pandemie, mee och wéinst anere Constraints, wéi zum Beispill dem Mangel u Spezialisten, u Fachkräften.

Dann ass mer nach eppes agefall: Wéi ech déi Ried hei geschriwwen hunn, wollt ech de Finanzminister nach froen, wou de Projet vun enger „Loi Rau reloaded“ drun ass. Et gëtt jo eng Gesetzespropositioun vun Iech, Här Roth, a vum estiméierte Kollege, Här Mosar. Et ass eigentlech schued, datt den Här Mosar ...

(Interruptions)

... haut net schwätze konnt, well ech hätt nach kënnen bäiléieren. Op jidde Fall ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Stëppelt mech net, Här Bauler!

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | Op jidde Fall, Dir hat jo Abatementer virgeschloen, fir d'Leit bis zu 5.000 Euro steierlech ze entlaaschten, wa si a Betriber investéieren, virun allem a Lëtzebuurger Betriber, Start-uppen, déi hirersäits an déi verschidden Transitiounen, an deene mer eis nun eeben net zënter gësch an haut beweegen, investéieren an déi Leit an deene Betriber och an deem Sënn ënnerstëtzen.

An et wier wierklech gutt, wann dës Fuerderungen esou séier wéi méiglech ..., oder dës Proposition de loi Roth/Mosar beziéungsweis awer och de Projet de loi, dee schon an der Regierung existéiert huet,

wann ee wierklech do kéint Neel mat Käpp maachen, wann e kéint ëmgesat ginn, wa méiglech fir de Budget 2026, well mer domadder wierklech eisen innovativ Mëttelstand an déi domadder verbonnen Aarbechtsplazen, nei Aarbechtsplazen, och stäipe kënnen.

Den Här Mosar hat souguer gemengt, et misst een eventuell iwwert déi 5.000 Euro goen, fir e bësse méi kënnen ofzeschreiwen. A mir wiere frou, wa wierklech do eppes kéint geschéien an dee vun Iech ugeregte Projet Stullgang kréich, pardon, mat Liewen erfëllt kéint ginn.

Da gëtt et och Zäit, eng Rei Abatementer no uewen unzepassen, fir d'Stéit, jo, d'Privatpersounen ze entlaaschten. 2017 war et zu enger Rei Upassung komm, mee déi gongen net immens wäit. Dat muss een éierlech zouginn, dat muss een zougestoen. A wéi d'Pandemie an den Ukrain-Krich komm sinn, do goufe se ausgebremst an d'Steierreform huet missen ausgesat ginn, well et eebe riskéiert huet, knapp Keesen ze ginn. Fir 2026 misste vläicht awer eng Rei Abatementer nogekuckt ginn, Steierreform hin oder hier. Si missten ugepasst ginn, eleng scho wann een un d'Inflatioun vun de leschte Joren denkt.

Ech kommen zum Schluss. Wa mer weider e staarke Sozialstaat wëlle behalen, wa mer wëlle verhënnere, datt et zu Defiziter an der sozialer Sécherheet kënn, wa mer weider en zolitte Pensioussystem wëlle garantéieren, wa mer verhënnere wëllen, datt d'öffentlech Verschëldung wiisst, wa mer de Leit hir Kafkraaft wëllen erhalen, jo, ausbauen, da komme mer net derlaanscht, e Kader ze erhalen an ze erschafen, deen d'Wirtschaft belief an diversifizéiert, dee Spezialisten diverser Natur unzitt, nei Aarbechtsplaze schafft an Innovatioun belount, well nëmme si féiert letztlech zu enger méi héijer Wäertschëpfung.

Mat senger Steierpolitik a senger Infrastrukturpolitik kann de Staat Akzente setzen, déi zukunftsweisend sinn an eis dee finanzielle Spillraum erlaben, ouni dee mer net kënnen op onerwaarte Krise reagéieren. A wa mer och ganz éierlech mat eis sinn, da muss ee soen – déi lescht zwou Regierunge hunn dat missen esou duerchzéien an hunn dat och gewisen, an ech denken, bei dëser ass et d'selwecht –: De Staat huet eigentlech an eiser Ekonomie u Poids gewonnen, net nëmme, well e villfach budgetär a finanziell muss intervenéieren, mee well en infrastrukturell muss handelen – ech hunn et virunner just gesot: Steiere si wichteg, mee Steiere sinn net alles – a well de Staat och virun allem muss Kadere schafen, fir datt d'Wirtschaft sech kann entwéckelen a fir datt d'Leit kënnen schaffen.

Ech hu mol, wéi ech e bëssen Zäit hat, hei am Parlament un Laptop verschidden Avisé vum Conseil économique et social duerchgelies. An ech hu gesinn, dass de Conseil économique et social am Avis vun 2023 och nach eng Kéier op déi Roll vum Staat agaangen ass. En huet betount, dass de Staat duerch déi lescht Krise gezwonge war, d'Depensen eropzeschrauwen, fir dat Schlëmmst ze verhënnere, mee dëst kann ee sech nëmme erlaben, jo, wann een déi finanziell Marge huet oder, anescht gesot, wann een eng gewësse Capacitéit huet, sech ze verschëlden.

Ech zitieren nach séier de CES: „Face à la multiplication des crises et de développements inhabituels, et face à des défis structurels qui attendent le pays dans le long terme [...], la question de la capacité financière de l'État devient de plus en plus un sujet stratégique comme tampon pour les crises futures.“ E gewëssene budgetäre Spillraum ass also wichteg a mir brauchen deen och a grad fir d'Steierreform, déi geplangt ass.

Léif alleguer, déi beschte Sozialpolitik ass déi, déi op enger gesonder Wirtschaftspolitik fousst, enger Wirtschaft, déi sech ëmmer nees nei erfënn an déi d'Leit an d'Betriber schafft léisst, sou, wéi et fir si am beschten ass. An dofir brauche mer e staarke Staat, deen do agräift, wou déi privat Initiativ net nokënn oder wou se defaillant ass; e staarke Staat, deen iwwer déi néideg finanziell Mëttel verfüegt fir ze investéieren; an e staarke Staat, deen d'Wirtschaft am Krisefall stabiliséiert an all Effort vun Innovatioun ënnerstëtz, souwuel budgetär wéi steierlech an infrastrukturell. Well nëmme esou bereede mer d'Land op d'Zukunft vir.

Dat gesot, soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, dierf ech dem Här Bauler eng Fro stellen?

M. Claude Wiseler, Président | Wann den Här Bauler d'accord ass, Här Di Bartolomeo, datt Der him eng Fro stellt, dann ...

M. André Bauler (DP) | Ech hunn et scho gespuert, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ech kann et net loossen. Här Bauler, kënn Dir Iech nach un eng Zäit erënneren, wou Är Partei ganz staark fir e schlanke Staat agetruden ass? Ech begreissen ausdrécklech Äert Bekenntnis zu engem staarke Staat. Mee kënn Dir Iech dorun erënneren?

M. André Bauler (DP) | Ech ka mech u ganz villes erënneren. Ech si selwer Auteur vun engem Buch iwwert d'Lëtzebuurger Wirtschaftsgeschicht am 19. an 20. Joerhonnert. An do hunn ech grad d'Analys vum Staat gemaach. Staat a Privatwirtschaft si complémentaire. Et schléisst keen deen aneren aus. Ee brauch deen aneren, fir zesammen an eng gutt Zukunft ze goen. Merci, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. An ech soen: Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir den nächste Riedner. Dat ass den Här Franz Fayot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat ass de Beweis fir d'Evolutionstheorie!

M. Claude Wiseler, Président | Här Fayot, Dir eleng hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Film „Groundhog Day“ erwächt dem Bill Murray säi Personnage all Dag an enger klenger amerikanescher Stad, wou e muss e Reportage maachen iwwer e Murmeldéier, wat d'Wieder virusseet fir de Rescht vum Joer – e Kultfilm. Wann Der en net gesinn hutt, da recommandéieren ech Iech e fir Chrëschttag.

(Hilarité)

Dem Här Keup seng Ried a virun him dem Här Gibéryen seng Rieden alljoers zum Budget hu mech ëmmer ërinnert un de „Groundhog Day“, well Joer fir Joer si se heihinnerkomm a si hunn déi selwecht Ried gehalen. Alljoers héiere mer eng Kritik um Turbowesenstem an eng Nostalgie fir eng gutt al Zäit, wou mer manner Ausländer, manner Trafick an och méi glécklech Familjen haten. An d'Léisung wier, wéi duerch en Zauberstaf, de Wuesstem ze bremsen. An da si mer beim PIB.

Mee a Realitéit ass dat e falschen Debat, well de PIB-Wuesstem kann een net bremsen – et wëll een en och net onbedéngt bremsen –, mee et kann een e gestalten duerch déi Aktivitéiten, mat deenen een am Land Sue verdéngt. Dat kënnen nohalteg Aktivitéite sinn, dat kënnen och manner nohalteger sinn – mir

hunn iwwert den Tubak-, Alkohol- a Bensinnverkap geschwat –, si kënnen d'Ëmwelt an d'Wuelbefanne vun de Mënsche respektéieren oder och net. An da si mer natierlech bei der Wirtschaftspolitik.

Wat awer kloer ass, dat ass, dass de PIB-Wuesstem keng Politik u sech ass an och net vill ausseet iwwert déi Politick, déi gemaach gëtt. Et sief dann, e gëtt op eemol zum Selbstzweck, wat leider – bei dëser Regierung muss een et leider soen; an d'Taina Bofferding ass a senger Ried am Detail dorobber agaang –, e bëssen de Fall ass.

Här President, ech géif gär am Kader vun dëser kuerzer Interventioun eng Motioun fir d'LSAP erabrénge, déi d'Afféiere vun Indicateure vum PIBien-ètre am Budget proposéiert. Mir haten och schonn am Abrëll dëst Joer esou eng Motioun erabruucht, déi verworf gouf, an ech hoffen, Här President, dass se dann dëst Joer ugeholl gëtt, well den Här Minister eng Ouverture gemaach huet a well ech och net wëlles hunn, mäin eegene „Groundhog Day“ hei unzefänken an alljoers mat där selwechter Motioun ze kommen.

Här Finanzminister, Dir hutt eng Ouverture gemaach an der Kommissioun vum 26. November, effektiv dës Reform unzego bis am Fréijoer d'nächst Joer. Dir hutt dat haut nach eng Kéier an Är Ried widderholl an ech wëll dat och wierklech ausdrécklech begrëissen. Dat war, nodeems ech an der Finanzkommissioun fir d'LSAP en Amendement erabruucht hat zum Budgetgesetz, méi spezifesch zum Gesetz vun 1999 iwwert d'Comptabilité nationale, fir justement dräi Indicateuren als eng Aart Projet pilote an d'Budgetsaison eranzubringen.

Dat waren: en Indicateur iwwert d'Feinpartikelen an der Loft, en Indicateur iwwert den Aarmutsrisiko an en Indicateur iwwert d'Wunnengsarmut, dat heescht den Endettement vun de Leit par rapport zu hirer Wunneng. Alles Indicateuren, déi dowéinst erausgewielt goufen, well se am Fong liicht ze moosse sinn a well se och schonn erfaasst gi vun der nationaler Statistik a sech dofir am Fong gutt prétéieren, fir elo scho relativ einfach an e Budget mat integréiert ze ginn an dann och au fur et à mesure vun der Exécution budgétaire kënnen gemooss ze ginn, fir ze kucken, wéi mer an där Politick do virukommen.

Et ass also och ganz kloer eng Iddi vu Budgetisation par objectifs dobäi, also ze kucken, datt en Objektiv, en Indicateur an d'Occurrence, mat Budgetsposte verbundene gëtt, domadder also och kënnen konkret politesch Ziler gemooss ginn. Et ass keng nei Iddi, mee et ass eng Revolutioun an der Aart a Weis, wéi een e Budget opstellt an duerno och exekutéiert. Keng nei Iddi: Ech nenne just d'LOLF vum Kolleeg Roger Negri, déi virun x Joer deposéiert gouf, souzesoen eng kooperativesch Revolutioun vun engem fréiere Finanzminister, deen och eppes ganz Ähnlech am Sënn hat. Awer keng vun deenen Initiativen ass bis dato realiséiert ginn, och net usazweis.

Här President, de PIBien-ètre eescht huelen, dat heescht, och aner politesch Objektiv wéi déi reng produktivistesch vum PIB ze kucken. An do muss ee sech dann Indicateure ginn a Moyenen, fir se ze moossen. Dat eent ass léiert mat deem aneren.

Här President, nach eng Kéier: Dir wësst, dass ech net ee sinn, dee mat Kritik un dëser Regierung spuert. An dofir soen ech ganz éierlech, dass ech Är Ouverture, Här Finanzminister, appreciéieren. Dir hutt hei wierklech d'Geleeënheet, eng ganz nei Approche an der Budgetiséierung hei am Land ze lancéieren an, jo, domat och e bëssen an d'Geschicht anzegoen als Finanzminister.

Ech weess, dass Der dat am Regierungsprogramm stoen hutt, déi Iddi vun der Budgetisation par objectifs. Dir hutt och d'OECD mandatéiert, dorobber ze schaffen. A mir haten och schonn an der Chamber d'Geleeënheet, an enger Jointe zwëschent der Finanzkommissioun an der Budgetkontrollkommissioun en Echange zu deem Thema mat der OECD ze hunn. An dat geet jo och elo Ufank nächst Joer weider mat deem Rapport, deen dozou erauskënnt, an dann eeben Ären Aarbechten zu der Implementatioun an eis national Budgetpolitik.

De Risiko fir de PIBien-ètre ass, dass sech eng gewisse Lassitude hei breetmécht, well wéi esou oft, wann ee laang iwwer eppes diskutéiert, awer näischt geschitt, ginn d'Leit es op eemol midd. An dofir ass et och dréngend, dass elo hei eppes geschitt, och wann et am Ufank just e puer Schrëtt sinn, e puer Indicateuren, déi mer asetzen.

Dir wësst och, dass aner Länner an Organisatiounen scho säit längerer Zäit mat dësem Instrument schaffen. Neuseeland ass e Beispill, mee Finnländ mécht dat och, awer och aner Länner wéi Frankräich an Italien a vill anerer souwéi och international Organisatiounen schaffen dorobber an hunn där Initiativen och scho geholl.

Dir gitt awer och, Här Minister, wann Der dat maacht, op e couragéierte Wee, well wann ee seriö ufänkt, Politicken och unhand vun Indicateuren ze moossen an ze evaluéieren, da kënn et heiansdo zu Konklusiven, déi engem vläicht net ëmmer onbedéngt gefalen. An domadder muss een dann och liewen an domadder muss ee schaffen an da gegebenefalls d'Richtung änneren, wann een net do ukënnt, wou ee gäre wier.

Här President, mir wëssen, dass de PIB e ganz onperfekten Indicateur ass, e ganz onkompletten. Dat hu schonn deemools seng Createuren – den Ekonomist Simon Kuznets an anerer – gesot, déi do virdu gewarnt hunn, just de PIB ze kucken, fir d'Politick an och d'Finanzpolitik vun engem Land ze determinéieren. Et ass och en Indicateur, deen net méi den Enjeu vun eiser Zäit entsprécht, net de sozialen, net de mënschlechen an och net den ekologeschen. Mee trotzdem ass en zentral an der Weltökonomie.

D'Entwécklungseconomistin Esther Duflou huet en eng Kéier „d'Olympesch Spiller vun de Länner“ genannt, deen awer näischt ausseet iwwert d'Qualitéit vun der Politick, déi do gemaach gëtt. Et kann een en och mat engem Tacho op engem Auto u sech vergläichen: Et geet drëm, esou schnell wéi méiglech ze fueren, ouni sech Gedanken ze maachen, wéi ee fiert, wien een iwwerrennt an a wat fir engem Zoustand een ukënnt.

Eise Luxembourg Index of Well-being, dee vum Statec gemooss gëtt, weist scho säit Joren en Decouplage tëschent dem Wuelbefanne vun de Leit an dem PIB-Wuesstem. An, Här Minister, Dir schwätzt jo gäre vum Schéiereffekt. Abee, hei gëtt et e ganz zolitten negative Schéiereffekt!

Här President, mir hunn am Fong hei d'Geleeënheet, zesammen, trotz all eisen Differenzen zur Ausrichtung vun der Finanz- a Steierpolitik an och der Wirtschaftspolitik – an Taina Bofferding ass a senger Ried dorobber agaang –, eppes ze maachen, wat de Bléck ännert op d'Aart a Weis, wéi mer Politick maachen. An dat ass eigentlech de sprangende Punkt vun dëser Initiativ: e méi rengen, präzise Bléck op d'Beräicher ze werfen, déi eis all wichteg sinn, d'Aarmut, d'Ëmwelt, d'Gesondheet – och déi mental Gesondheet –, d'Bildung a manches méi, an domat och vläicht am politeschen Debat heiansdo méi no un d'Léisung vun de Problemer ze kommen, eng méi differenziéiert Diskussioun ze kréien iwwert d'Bänken eraus.

Här President, Politick ass eng komplex Saach an et soll ee sech ëmmer hiddé virun de Leit mat den einfache Léisungen zu komplizéierte Froen, ...

Une voix | Ganz richtig!

M. Franz Fayot (LSAP) | ... déi zum Beispill soen: „Wann a fënnef Joer méi Kriminalitéit ass, da sidd der am Echec“, mat enger kaum verstoppter Suggestioun, ouni et awer jee zouzeginn, dass dat wuel vläicht eppes ze dinn hätt mat deene villen Ausländer oder mat de Migranten, déi mer hei am Land hunn, woubäi d'Grënn vun der Onsicherheit an der Kriminalitéit sou vill méi komplex sinn. An ech kéint dat selwecht soe bei bal all Beräich, deen de Moien opgezielt ginn ass vum Sprecher vun der ADR.

Wat wichteg a richtig ass, dat ass, dass mer eis vläicht méi Méi musse ginn, fir de richtigen Diagnostic ze maachen, wann et Problemer gëtt. An do – dovun si mir iwwerzeegt – hëlleft eis de Bléck op d'Indicateure vum PIBien-ètre.

Här President, ech géif dann och heimadder déi Motioun deposéieren, déi ech elo beschriwwen hunn.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– constatant que le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur insuffisant pour mesurer la qualité de vie et le bien-être de la population ;

– considérant les engagements pris dans l'accord de coalition, visant à développer des outils de mesure plus performants pour évaluer le bien-être des citoyens, et d'avancer dans la budgétisation par objectifs en coopération avec l'OCDE ;

– considérant le découplage perceptible entre la progression du PIB et celui du „Luxembourg Well-Being Index“ (LWI) mesuré par l'institut national des statistiques (STATEC) en dernier lieu dans le rapport « N° 01 03/2024 – Analyses : PIBien-être 2023 », qui souligne aussi l'importance d'orienter les politiques publiques vers des objectifs concrets de bien-être social, économique et environnemental ;

– saluant l'engagement du ministre des Finances, affirmé lors de la réunion de la Commission des Finances du 26 novembre 2024, d'agir en faveur de l'intégration d'indicateurs du PIBien-être dans le cadre de la procédure budgétaire en 2025, engagement répété lors de sa déclaration sur le budget 2025 le 18 décembre 2024,

invite le Gouvernement à

– présenter un projet pilote visant à intégrer dans le cadre de l'élaboration et du suivi de l'exécution du budget certains indicateurs figurant au tableau de bord du rapport du PIBien-être ;

– privilégier dans un premier temps des indicateurs facilement mesurables et fiables à des postes budgétaires, tels que, de manière non limitative, le taux de risque de pauvreté avant transferts sociaux, le taux de surcharge des coûts de logement, ou encore l'exposition aux particules fines ;

– joindre aux projets de budget une annexe explicative comprenant :

- les valeurs des indicateurs retenus pour l'année en cours et les trois exercices précédents,
- une liste exhaustive de tous les articles budgétaires susceptibles d'influencer ces indicateurs ;

– assurer que chaque projet de budget présente les liens de corrélation entre les articles budgétaires énumérés et les évolutions des indicateurs mentionnés.

(s.) Franz Fayot, Taina Bofferding, Georges Engel, Claude Haagen, Paulette Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot, och fir Är Kontributioun. Dann hu mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss an da géing ech dem Finanzminister d'Wuert ginn.

Ech wollt nach dozou soen: Well mer elo gutt an der Zäit sinn, mengen ech, datt mer nom Finanzminister senger Ried déi dräi Motiounen vläicht kënnen uschwätzen, déi bis elo erakomm sinn, an doriwwer ofstëmme, wann Der domat d'accord sidd.

(Assentiment)

Très bien.

Här Finanzminister, d'Wuert ass fir Iech.

(Brouhaha)

Une voix | „Gilles allein zu Hause“?

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

(Hilarité)

De Gilles ass awer e bësse midd, mee dat geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt Iech villmools Merci soe fir déi konstruktiv, wann och heiansdo kritesch Budgetsdebatten, déi mer iwwer déi leschten aacht Stonnen heibannen haten. Ech wéll och meng Äntwert folgendermoosse strukturéieren, dass ech op déi generell Theemen, déi ugeschwat goufen, e bëssen aginn, an duerno wéilt ech am Telegrammstil op déi eenzel Intervenanten an och op déi legitim Froen, déi se gestallt hunn, äntwerten.

Dës Regierung, Dir Dammen an Dir Hären, ass ugetrueden no de Walen am Oktober 2023 an enger Majoritéit, déi de Wieler esou decidéiert huet, wéi se haut eeben ass, a mat dem Motto „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“. Dat ass eng Politick fir de Mënsch, mat dem Mënsch am Mëttelpunkt, an dat ass och de Kompass, deen dës Regierungspolitik dréit.

An dem Regierungsprogramm, deen de Premierminister Luc Frieden viru 14 Méint virgedroen huet, do huet en eng Zukunftsvision vum Land beschriwwen. An där Zukunftsvision vum Land waren zwee oder dräi Haaptpunkten:

Éischtens: d'Kafkraaft vun de Biergerinnen a Bierger dobaussen ze stäerken – méi Netto vum Brutto.

Den zweete Punkt war awer och ganz kloer deen, offen ze soen: „Dës Regierung steet zu enger kompetitiver Wirtschaft. Si steet zu enger attraktiver Finanzplaz.“ A firwat hu mer dat gesot? Net jiddweree géing sech iwwerhaupt trauen, dat ze soen. Mee dës Regierung huet dat gesot, well mer mat deene Suen, déi iwwer eng kompetitiv Wirtschaft, iwwer eng attraktiv Finanzplaz generéiert ginn, d'Sozialausgaben – an et ass haut des Éftere gesot ginn; ob elo 47 % oder virdrun 48 %, mee ech géing soen, d'Hallschent vun den Ausgabe vum Budget si Sozialausgaben –, op engem héijen Niveau kënnen weiderféieren, souguer nach ausbauen, a well mer déi néideg Investissementer kënnen maachen, fir, gradewéi et an dem Motto vun der Regierungserklärung steet, Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze stäerken, fir dass mer déi och kënnen weiderféieren.

Dat ass also e Budget vum Zesummeliwen, dem Zesummeliwe vum de Lëtzebuurger, vun de Leit, déi hei wunnen a schaffen, engem Zesummeliwen och mat eisen auslännesche Matbierger an deene Matbierger, déi all Dag aus der Groussregioun a vun anerwärts hei op Lëtzebuerg kommen. Dat sinn och d'Frontalieren. Ech wéll dat eng kéier ganz kloer ënnersträichen,

well ouni d'Frontalieren – et war net nëmme an der Pandemie, mee och elo – géif déi Wirtschaft zu Lëtzebuerg net dréinen. An dat ass virun allem och eng Politick fir all d'Generatiounen: fir déi Jonk, fir déi Eeler, déi manner Jonk an all déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen a schaffen. An et ass virun allem och kee Budget, deen haut dës Regierungspolitik soll mat ëmsetzen, deen e Budget vun der Schwarzmolerei wier.

Duerfir ginn ech op en éischte Punkt an: Dat ass deen, dass et e Budget mat manner Ambitioun, mat Navigation à vue an eng Wett op d'Zukunft wier. Nee, dat ass kee Budget dovunner. Ech hu gesot: „Méi Netto vum Brutto.“ Mir hunn als Regierung am éischte Joer op deem Punkt, dee mer eis op de Fändel geschriwwen hunn, ganz kloer geliwwert. Mir hu geliwwert, dass d'Leit méi Kafkraaft kréien. Ab dem 1. Januar wäerte se dat mierken.

Ech kommen net méi op déi Zuelen zeréck, déi d'lescht Woch genannt goufen an déi haut genannt goufe vu verschidde Säiten. An ech sinn och ganz houfreg dorobber, dass mer e Sujet do ugaange sinn: Éischtens, dass de Mindestloun steierfräi ass ab dem dem 1. Januar 2025, an zweetens, dass mer déi, déi am meeschten, an dat deet mer besonnesch déck, vun der Aarmut concernéiert sinn – dat sinn alengerzéiend Persounen, 41, 42 % – iwwerduerschneittlech ab dem 1. Januar, an ech mengen, dat gött och net a Fro gestallt, wäerten entlaaschten. Dat ass ganz kloer e Konzept vun enger finanzpolitescher Responsabilitéit, mee och vun enger sozialer Responsabilitéit, déi dës Koalitioun sech och wéllt op de Fändel schreiwen.

A mir sinn eis net ëmmer eens, Här Wagner, mee ech ginn Iech Recht, dass Der zwou Saachen ugeschwat hutt, an zwar, dass och d'Regierung – an absënns – muss eng kéier Faarf bekennen, wéi et soll da mat dem Pensiounssystem virgoen. An d'Sozialministesch an d'Ministesch vun der Sécurité sociale, d'Madamm Deprez, huet sech jo och do engagéiert, dass se dat an absebarer Zäit mécht.

An den zweete Punkt, Här Wagner, do ginn ech Iech och Recht: De Sozialdialog gehéiert zur sozialer Kohäsion hei am Land an dee muss mer héichhalen, och wann ee sech inhaltlech net bei allem eens ass. Mee et ass och d'Aart a Weis, wéi eng Regierung – wéi anerer – mat de Sozialpartner zesumme kommunizéiert, déi wichteg ass. Ech wéll dat ausdrécklech ënnersträichen an dat muss a soll och d'Erausfuederung an d'Absicht vun all Regierung sinn! Dat wéll ech ganz kloer op dëser Tribün soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir wäert e gudden Aarbechtsminister!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech sinn elo Finanzminister.

(Interruption)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nei Perspektiven!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dann, zu den nei Perspektiven, Här Baum, dozou zielt och den Invest. An do sinn ech net esou ganz d'accord mat deem, wat d'Madamm Tanson gesot huet, mir géifen elo einfach den Invest eroffueren. Dat ass net de Fall! Den Invest gött dem Budget 2025 no op 4,6 % vun dem Bruttoinlandsprodukt eropgefueer.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Wann ee kuckt: Fréier Regierungen zwëschent 2014 an 2022 – an ech maache keng Vergaangenehtsbewältigung, ech soen dat just, ech maache just eng

faktebaséiert Diskussioun, well Der mech frot, vu wat et dann ofhänkt, par rapport zu wat ee kuckt –, maja, déi hunn 3,8 % an der Moyenne investéiert. Also leien déi 4,6 % vum Bruttoinlandsprodukt awer relativ héich.

Ech ginn Iech och net Recht ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Ech ginn Iech och net Recht, Madamm Tanson, wann Der sot, et wier net eng ambitiéis Politick um Niveau vun dem Logement. Dat fannen ech och net. Ech fannen, dass et eng éierlech Politick ass beim Invest an de Logement, sief dat fir de Logement abordable, sief dat och um Niveau vun de VEFA-Acquisitiounen. An den nei Wunnungsbauminister, den Här Meisch, mécht do feederfürend eng ganz respektabel an eng ganz gutt Aarbecht.

Ech kann Iech awer och soen, dass ech dat besser fannen, wéi den Här Meisch do erugeet, dass en net einfach ambitiéis Chifferen an de Raum stellt, wéi dat mol Eenzeler vu senge Virgänger gemaach hunn. Well ech fannen et net ganz gutt, dass mer zum Beispill ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

... an de Pluriannuellen – Zahlen lügen nicht! – Depensen hate fir 2023, also wou dës Regierung net verantwortlech war, wou een da gesot huet: „Mir investéieren 317 Milliounen Euro an de Logement“, a wann een dann herno kuckt, wann d'Joer fäerdeg ass, da sinn 183 Milliounen Euro investéiert ginn. Dat fannen ech dann eng manner gutt Approche.

Ech fannen et och net richtig, wann een enger neier Regierung virwerft, si wier net ambitiéis a si géif elo de Klima, an alles, wat sech mat dem Klima beweegt, elo net méi consideréieren. Ech wéll just eng kéier e puer Chifferen nennen. Beispill Klimafong: 2013 bis 2024 – do war déi nei Regierung net verantwortlech –, do waren 1,67 Milliarden Euro geplangt. Dovunner sinn ausginn: 980 Milliounen, also nëmme 55 %. Duerfir fannen ech et awer e bësse speziell, wann een hei enger neier Regierung seet, si hätt keng Investmentpolitik, déi se géif an där selwechter Ambitioun viruféiere wéi Virgängerregierungen.

Ech kann och weiderfuere mat dem Fonds du rail. Pluriannuel fréier: 637 Milliounen. Neie Pluriannuel fir 2025: 687 Milliounen, also 50 Milliounen méi.

Et ass och kritizéiert ginn, wéi et bei Luxtram wier. Also, ënnert där fréierer Regierung fir Luxtram 2025 geplangt: 95 Milliounen Euro. Fir 2025 am Budget vun dëser Koalitioun geplangt: 112 Milliounen Euro.

Da kann ech och net dermat d'accord sinn, dass een hei seet, hei géif een am Logement Geschenker un d'Promoteure maachen. De Logement ass an enger dramatescher Situatioun zënter engem gudden Joer. Do spillen eng ganz Rei vu Facteuren. Et spillen natierlech déi héich Zënsen. Et spillt och d'Kafkraaft vun de Leit, déi gottseidank elo an d'Luucht gesat gouf, zwar op engem méi bescheidenen Niveau, mee se gouf an d'Luucht gesat.

A firwat hu mer déi Moosname geholl, wéi de Quart du taux global? Firwat hu mer den Amortissement accéléré? An ech stinn zu deem, wat ech an der Vergaangeneht gesot hunn. Firwat hu mer d'Scholdzëns fir Eegenheemkeefen an d'Luucht gesat? Firwat hu mer e Bëllegen Akt och fir Investisseuren an dem Mietwunnungsbau a bei de VEFAen? Firwat hu mer dat agefouert? Mee fir dass mer ganz kloer kuerzfristeg d'Demande stimuléieren, fir dass iwwerhaupt dee Park, deen do ass, dee Park, dee potenziell ka gebaut ginn op Basis vu Baugeneemegungen, déi virleien, kann héichgezu ginn. A wann deen héichgezu

ka ginn, mee da bleiwen och déi Constructeuren, dat heescht, d'Entreprises de construction bis zu dem Plätterchersleeër, bis zu dem Usträicher an dem Kicheverkeefer, weider an dem Marché dran.

Dat war déi Ursach, firwat mer gesot hunn, dass mer kucken, op eng limitéiert Zäit déi Moosnamen, déi d'Demande sollen ukierpen, néierzeschreiwen. An et ass och net e Pilotage à vue, dass op eemol de 15. – oder et war den 11., 12. Dezember – an der Regierung decidéiert gouf: „Ma elo ginn déi Moosnamen nach eng Kéier sechs Méint virugefouert.“ Nee, mir hu genau dee Moment ofgewart. Mir hunn dee Moment ofgewart, wou eigentlech déi forte Demande war, déi iwwert déi leschte Méint komm ass.

An dat ënnersträicht och d'Chambre immobilière. Déi kéint jo éischter kräische kommen. Mee déi schreift dat effentlech, och haut nach. Si seet: „Ab deem Moment kënnt der bei engem Notär net méi bis den 31. Dezember 2024 aktéieren duerch eng Rei vun Ufuerderungen.“ Well wann Der e Prêt bei eng Bank siche gitt, brauch dat dann natierlech do 14 Deeg. Dat heescht, fir alleguerten déi, déi sech eigentlech no dem 11. Dezember sollten decidéiert hunn, elo nach en Appartement oder eng Wunneng kafen ze goen, ass dat reng technesch gesi schwierig. Et sief dann, d'Leit huelen d'Suen einfach vun hirem Festkonto ewech – an ech mengen, dat sinn awer elo net déi Allerheefegst.

Da gëtt gesot, dat hei wier keng responsabel Finanzpolitik. Ech wëll just soen, dass de Géigendeel de Fall ass! Mir sinn ugetrueden, dass mer gesot hunn: „Mir kucken, dass mer d'Trajectoire vum Defizit vun den effentleche Finanzen eroffueren!“ Mir kucken, dass mer d'Schold vun den effentleche Finanzen, contrairement zu deem, wat nach zu Senneng gesot gouf, ofbremsen.

A souguer d'Ratingsagencen – ob dat elo Fitch ass oder DBRS, déi ech de Moie genannt hunn – hunn alleguerten déi Efforten, déi mer iwwert dat lescht Joer um Niveau vun der Finanz- a Budgetpolitik vun dem Lëtzebuurger Staat gemaach hunn, ausdrécklech ënnerstrach. A mir stinn derzou, mir wëllen deen Triple-A! Dat ass net, well mer Prozentfetschiste wieren an d'Schold ënner 30 % wëllen halen. Mee dat huet ganz einfach domadder ze dinn, dass mer dat brauchen, fir déi ambitiéis Investitiounspolitik an och d'Politick am Interessi vu méi Stärkung vun der Kafkraaft vun de Leit kënnen weiderzeféieren.

Da gëtt gesot oder geschriwwen, dee „Méi Brutto vun Netto“ vun der Regierung, dat wier eng Mogelpackung, well elo géife jo d'Energiepräisser an d'Luucht goen. Also, ech wëll dofir soen: Hei kann een net Äppel mat Biere vergläichen!

(Interruption)

Nee, et kann een net Äppel mat Biere vergläichen. De Staat ass net responsabel fir d'Energiepräisser! Déi ënnerleien engem fräien ...

(Interruption)

A sou? D'Energiepräisser sinn net reguléiert Präisser, déi ënnerleien also och de Reegele vun dem Marché, wéi a wéini an zu wat fir engem Präis een esou eppes vläicht an der Vergaangenheet akaaft huet.

Den zweete Punkt ass awer deen, dass mir zu Lëtzebuerg eent vun dräi Länner an der Europäescher Union sinn, déi iwwerhaupt nach esou en Energiepräisdeckel fir 2025 hunn. A wann Der déi Dokumenter vun der Europäescher Kommissioun gelies hutt, do si mer ausdrécklech kritizéiert ginn. Ech sinn nach e Méindeg virun enger Woch am Eurogrupp do-wéinsten kritizéiert ginn. Well eise Budgetsplang ass

an der Linn mat deem, wat och d'Europäesch Kommissioun vun eis verlaangt, ...

(Brouhaha)

... mee si schreiwen dran, an dat kënnt Der noliesen, dass mer natierlech eng Virgab hunn, nämlech, dass déi Energiepräisdeckele géingen zrëckgefuert ginn, dass dat net géing goen, dass een déi fir 2025 weider géing bäibehalen. Et ass awer eng deliberéiert politesch Decisioun, dat op den 30 % ze maachen. Dat ass dat, wat ech zu deem Punkt wëll soen.

Duerfir, d'Präisdeierecht ass eppes, wat sech un der Indexéierung vun de Gehälter muss bemierkbar maachen. Mir hëllef de Bierger. An ech hunn de Moien déi Chiffere vun dem Max Hahn, dem Familljeminister, genannt. Mir hëllef de Bierger an de Biergerinne mat enger Verdräifachung vun der Energieprimm, och mat enger Verdräifachung vun deene Primmen, déi ausbezuelt ginn an dem Kontext vun der Allocation de vie chère. Wéi den Här Spautz de Moie gesot huet: Et wier zwar net den AVC, also den Häerzinfarkt, mee et wier d'Präisdeierechtzoulag, déi de Staat an zousätzlech och nach d'Gemenge ginn. An ech mengen, mat deene Chifferen, déi genannt goufen, ass dat relativ grousszügig, wéi mer de Leit do ënner d'Äerm gräifen.

Dann hunn ech vun der Madamm Tanson indirekt héieren, et wier net d'Zäit fir Steiererlichterungen. Si géif zwar eenzel Moosname begrëssen, mee et géif keen Apel fir den Dauscht do zrëckbehale ginn.

Dir hutt een derbäi, deen ass bestëmmt gutt säfteg, deen do.

(Hilarité)

Mee fir Iech awer och e puer säfteg Zuelen, awer nëmme faktebaséiert, ze nennen: Wa mir jo déi Inflationberengung vun der Steiertabell maachen, op wat fir eng Steiertabell gi mer dann zrëck? Ma op eng, déi ech ëmmer ënnerstëtzt hunn, nämlech déi, déi 2017 vu Blo-Rout-Gréng ab dem 1. Januar agefouert gi war, wou ënne versicht gouf, d'Leit ze entlaaschten, a wou een uewen da relativ schnell – leider – bis op déi 42 % Spëtzsteuersatz komm ass. A genau dat wëlle mer jo mat där Inflationberengung maachen.

Ech wëll Iech awer eng Kéier soen: De Moien hunn ech gesot – ech paken Holz un –, ech kéint mer virstellen, dass den Defizit an dem eigentleche Staat, dem Zentralstaat, dierft ënner 500 Milliounen Euro um Enn vun deemem Joer leien. Soll ech Iech mol soen, wat den Defizit war, wéi déi Steierreform war? Wou Der elo sot, dat hei wier keen Apel fir den Dauscht, a wat der och ...

(Interruption)

Dat ass awer Är Approche!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat ass Är Approche!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, et ass Är Approche, déi ech och respektéieren, déi Der scho gesot hutt, wéi mer déi éischte Kéier d'Steiertabell am Januar dëst Joer ëm véier Indextranchen indexéiert hunn.

De Budgetsdefizit um Niveau vun dem Zentralstaat 2017, wéi vill mengt Der, dass dee gewiescht wier? Dee war bei 983 Milliounen Euro, also 1,7 %. De Budgetsdefizit vun dem Zentralstaat an dem Budgetsprojekt 2018 war bei 890 Milliounen, 1,5 %. Dat heescht, mir sinn haut an enger Situatioun – an ech paken Holz un –, wou de Budgetsdefizit net nëmmen an absoluten Zuelen, mee virun allem och a Prozenter vun dem PIB däitlech méi niddreg ass, wéi en deemools war. Deemools wart Dir d'accord, dass mer d'Steiertabell ugepasst hunn, dass mer de Leit méi

Kafkraaft ginn hunn, an haut schéngt et duerfir méi Problemer ze ginn.

Ech soen Iech just am Numm vun dëser Regierung: Dës Regierung steet zu hirem Versprechen, de Biergerinnen a Bierger méi Kafkraaft ze ginn. Dës Regierung steet derzou, de Leit méi Netto vun dem Brutto ze ginn. An dës Regierung wëll net Steiererhéijunge maachen. Wann anerer dat wëllen, da solle se dat och kloer op dëser Tribün hei soen!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Mir wëlle mat dëser Upassung vun der Steiertabell virun allem eppes errechen: dass mer der kaler Progressioun entgéintwierken. Dir gesitt et an Däitschland, och a Frankräich, wou d'Regierungen eigentlech schonn net méi do sinn, wou ee versicht, speziell deem Problem vun där kaler Progressioun, dat heescht, där schlächender Erhéijung vun der Besteuerung, ouni dass een et de Leit am Virfeld effentlech seet, entgéintwierken. Mir maachen dat hei an aller Transparenz. An duerfir hu mer gesot: Mir kucken, an der Rumm vun de budgetäre Méiglechkeeten d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen. Dat hu mer mat sechs an enger hallwer vun aacht Tranchen elo gemaach.

Da gëtt gesot: „Mee da profitéiert nëmme deen Décken. Oder déi, déi méi verdéngen.“ Dat ass net richtig! Souguer d'Chambre des Salariés seet, dass do eng aner Approche ze huelen ass. Éischtens, well nämlech a Prozenter virun allem déi mat niddrege Gehälter dervu profitéieren. An zweetens, an dat ass jo och gutt, mir hu jo net e lineäre Steiertariff, mee mir hunn e Steiertariff, dee progressiv ass. Dat heescht, wat ee méi verdéngt, wat een a méi héich Tranché kënnt, wou och de marginale Steiersatz méi héich ass. Dat war vläicht e bëssen technesch, mee ech mengen, déi Leit, déi heibanne setzen, déi wëssen dat alleguerten.

An ech sinn houfreg dodrop, an ech soen dat nach eng Kéier, dass mer net 7 Milliounen Euro, Madamm Tanson, mee 70 Milliounen Euro – genau sinn et 75 Milliounen Euro – net als Budgetsausfall, mee als mander Budgetsrecetten derfir ausginn, fir genau de Leit aus der Steuerklasse 1a entgéintzekommen. Et sinn net 7 Milliounen, et si 75 Milliounen. Also, de Montant ass pro Joer iwwer zéngmol méi héich wéi deen, deen Dir de Moie genannt hutt.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn dee Montant net genannt!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dach!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech hunn extra opgepasst. Mee deen ass Iech da vläicht erausgerutscht. Mee soit. Et si 75 Milliounen Euro. Mir diskutéieren elo hei net, wie wat gesot huet.

Den drëtten Punkt, deen ech och wëll ...

(Interruption)

Jo. Den drëtten Punkt, deen ech wëll maachen, dat ass deen, wéi wann elo de Budget géif iwwert den Tubak sanéiert ginn. Jo, also dës Regierung erhéicht d'Azisen um Tubak ëm 5,5 %, nodeems mer d'lescht Joer schonn eng Hausse hatten, also fir dëst Joer, a se ëm 2,7 % an d'Luucht gesat hunn. A mir leien domat wäit iwwert dem Duerchschnëtt, dee sech applizéiert huet an de successiven Haussen, déi an der Period zwëschen 2013 an 2023 gemaach goufen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech op eenzel Punkten, déi vun eenzelne Sprichter opgeworf goufen, am Telegrammstil agoen.

Éischtens zu de Steierrecetten: Den Här Spautz huet de Moie gesot, déi wieren net recurrent, dat heescht,

déi géifen net ëmmer esou weider kommen. Jo, dat ass genau, firwat ech gesot hunn, mir missten Holz upaken. Déi Steierrecettë sinn op multiple Plazen, sief et bei de Betriber, sief et bei de Leit, relativ gutt iwwert déi leschte Méint an d'Luucht gaangen. Ech kann Iech, dat soen ech Iech ganz éierlech, mat dem Concours vun all deene Verwaltungen, déi eis zur Verfügung stinn, ech wëll dat an aller Transparenz maachen, eréischt a véier bis sechs Méint, dat heescht am Juni dat nächst Joer, méi definitiv soen, ob dat weider esou gelaf ass oder ob ech do eenzel Abréich bemierkt hunn.

Ech huelen och ganz kloer, an ech diskutéieren dat net, de Cavalier budgétaire un, d'Sécurité dans la fonction publique bei der ITM anzeglidderen, esou wéi dat ass. Well dat steet an dem Budgetsgesetz, dass dat e Cavalier budgétaire ass, dat heescht, dass d'Budgetsgesetz net déi richteg Plaz ass. Ech huelen dat ganz einfach un. Dat ass esou. Dir hutt Recht, wann Der dat mentionéiert, an ech contestéieren dat net.

(Interruption et hilarité)

Dann huet den Här Spautz gesot ... Wat soll ech da soen?

(Interruption)

Den Här Spautz ... Also, nee, ech kann elo net ... Et häert ee vläicht geduecht, dass, wann een dat géif an d'Budgetsgesetz draschreiwien, vun enger anerer héijer Kierperschaft vläicht do eng Opposition formelle géing kommen. Déi ass awer an dësem Fall exceptionnel net komm. Punkt.

Dann zu den Talenter. Den Här Spautz huet Recht: Talenter sinn net nëmmen déi Leit, déi héich qualifizéiert Leit, déi mer op der Finanzplaz brauchen. Mir brauchen der och an dem medezinesche Beräich, mir brauchen der och am Handwiersberäich. A gleeft mer, mir hunn do laang gerechent an dem Finanzministère, a mir si frou, dass mer en fin de compte eng Léisung fonnt hu mat deem Steierkredit vu 700 Euro fir d'Frontalieren, wou mer kuerzfristeg dee Steierausfall, deen déi hunn – net bedéngt duerch eng Besteuerung zu Lëtzebuerg, mee bedéngt duerch eng nei Besteuerung an Däitschland –, mat deem Steierkredit awer zu engem groussen Deel fir 80 % vun de Frontaliere kënnen ausgläichen. An do sinn ech och ganz houfreg drop.

Dann nach zu der LSAP-Motioun iwwert d'Eropsetze vun Netto-Mindestloun: Do war gefrot ginn de 24. Abréil 2024 – ech mengen, dat hat den Här Spautz gesot –, ëm 100 Euro eropzagoen. Ech wëll soen, dass mat der Erhéijung vum Mindestloun, déi d'Chamber, mengen ech, unanime gestëmmt huet, vun 2,6 % plus der Steierentlaaschtung, déi mer maache fir Mindestlounbezéier an der Steierklass 1a, de Mindestloun netto ëm 77 Euro d'nächst Joer, also ab dem 1. Januar, an d'Luucht geet.

Da soen ech dem Här Gilles Baum villmoos Merci, dass en och nach eng Kéier ënnerstrach huet, dass mer natierlech déi Stärkung vum der Kafkraaft vun de Leit an och d'Erofsetze vun der Betriebssteuer, déi mer awer brauchen aus Kompetitivitéitsgrënn, nëmme kënnen bewerkstellige, well mer haut eeben och trotzdeem eng relativ niddreg Staatsschuld hunn.

Zu der Madamm Bofferding hirer „Navigation à vue“, do war ech drop agaangen, ech firwat déi Logementsmesüreen zéng Deeg virum Enn vum Joer geholl ginn: fir net dem Marché scho fréizäitig d'Signal ze ginn: „Ma Dir hutt nach gutt Zäit, fir kënnen eppes ze kafen!“

Zur Reform vun der Grondsteuer: Ech wëll ganz kloer soen, dass souwuel d'Leit aus der Steierverwaltung

wéi och aus dem Inneministère ganz äifreg dodru schaffen, un deenen awer villen Opposition-formellen, déi de Staatsrot gemaach huet par rapport zu dem Projet de loi vun der fréierer Regierung, fir deen och an deem Geescht ëmzesetzen, praktesch ëmzesetzen. A wa mech net alles täuscht, da wäerten am Januar, Februar d'nächst Joer déi Moosname prezieséiert an och der Chamber presentéiert ginn.

D'Madamm Bofferding huet de Moien eppes ganz richtig gesot ...

(Interruption)

Jo, jo. Wéi se sech ...

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat notéieren ech!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nee, nee. Wéi se sech ausgeschwat huet fir déi Moosnamen, déi d'Monoparentalle betreffen. An ech wëll ganz kloer soen: Et ass net de Familljestand vun engem Minister oder vun engem Deputéierten, dee seet, ob ee richtig oder falsch läit, wat sozialpolitesch Akzenter sinn! Dat mécht jiddweree mat sengem eegene Gewëssen aus, e mécht et mat sengem politesche Gewëssen aus, mee et ass net, well een eng Famill huet oder well ee getrennt ass, dass een net habilitéiert wier, zu deem engen oder deem aneren ze schwätzen. An dat halen ech virum allem der Fraktionspresidentin vun der gréisster Partei vun der Opposition hei zegutt.

(Interruption)

Da wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen: Mir maache keng Wett op d'Zukunft, mee mir gestalten d'Zukunft! An duerfir wëlle mer och, dass de Budgetsdefizit weiderhin ënner der Grenz vun deenen 30 % wäert bleiwen. Dat ass keen Dogma, mir si keng Prozentfetschisten, mee ech weess, dass d'Loft iwwert den 30 % dënn gëtt.

Ech soen awer eppes ganz kloer, an dat geet e bëssen an d'Richtung vun deem, wat den Här Fayot gesot huet: Mir brauche permanent deen néidege Puffer, fir kënnen op Imprevuen ze reagéieren. Dat kënnen geopolitesch Imprevue sinn, dat kënnen och Imprevue sinn un Ufuederungen, déi mer un de Lëtzebuurger Sozialsystem hunn, dat kënnen zum Beispill och Imprevue sinn um Niveau vun deem, wat mat de Militärausgabe geschitt.

Süchteg no Tubak si mer net, mee ech soen nach eng Kéier ganz kloer ...

(Interruption)

Ech fëmmen net! Ech soen nach eng Kéier ganz kloer: Ech weess net, wéi de Staat – wien och ëmmer op dëser Plaz als Finanzminister steet – einfach kéint soen, op déi Milliard oder mëttlerweil méi, déi vun der Tubakindustrie als Akzisen all Joer kënnt, kéinte mer einfach verzichten. Ech soen dat nach eng Kéier, ech widerhuelen et nach eng Kéier, ech soen dat an aller Éierlechkeet. An déi, déi soen, et misst een um Niveau vun den Akzise spillen, déi sollen dann och heihinnerkommen a soen, bis op wat fir e Präis se den Tubak mat den Akzisen an d'Luucht wëlle setzen! Ech mengen, d'intellektuell Éierlechkeet, déi verlaangt dat dann och.

Da wollt ech nach agoen op de „Fluch vun engem Turbowuesstem“.

(Interruption)

Mir sinn do verschiddener Meinung. Ech akzeptéieren Är Meinung, mee ech gesinn och eis. Eist Land kann net fonctionéieren nëmme mat deene Leit, déi mer zu Lëtzebuerg Stand haut hei hunn. Dann dréint eis Wirtschaft net méi. De Staat wäert mol längerfristeg a mëttelfristeg net méi dréinen. Mir brauchen

also Frontalieren. D'Pandemie huet et gewisen, mee mir brauchen d'Frontalieren och all Dag am Alldag, fir dass d'Wirtschaft dréint. A mir brauchen och Leit, déi doriwwer eraus nach op Lëtzebuerg kommen.

Ech verrieden net d'Positioun, dass mer kee Wuesstem zu Lëtzebuerg oder manner Wuesstem zu Lëtzebuerg sollten hunn. Dat gétt et och iwwregens a kengem internationale Forum. An et si jo eng ganz Rei Leit hei, den Här Clement an anerer, déi op Washington bei d'Weltbank ginn, déi bei den IMF ginn.

(Brouhaha)

Jo, jo. An do héiere se dann ëmmer aus ganz beruffenem Mond, dass ee Wuesstem muss hunn.

M. Fred Keup (ADR) | Ma da si mer eis jo eens!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dass ee Wuesstem muss hunn! Wuesstem brauch een zu Lëtzebuerg, Wuesstem brauch een an Europa. Duerfir komme jo alleguerten déi Rapporten, Draghi, Letta an anerer, fir dass mer méi Kompetitivitéit hunn, well mer Wuesstem brauchen.

(Interruption par M. André Bauler)

An et brauch Wuesstem weltwäit an den Ekonomien. A mir brauchen och Wuesstem an deenen äermste vun deenen aarme Länner. An duerfir gétt et jo déi Programmer vun dem FMI, vun der Weltbank a vun anere multilateralen Organisatiounen, fir genau dat do ze ënnerstëtzen.

Da wollt ech nach kuerz zu der Geschicht vun dem Amortissement accéléré am Kontext vum Wunnengsbau kommen. Ech soe ganz kloer: Jo, den Amortissement accéléré ass eng Iwwerbevurdelegung vun engem, dee just investéiert! Et sinn déi 6 %, déi e während enger Rei vu Jore kann hunn. An duerfir ass en och zäitlech limitéiert. Dat war déi Fro, déi d'Madamm Tanson de Moien opgeworf huet. An ech stinn och zu deem, wat ech fréier als Oppositionsdeputéierte gesot hunn. An duerfir hunn ech nach eng Kéier gesot: Mir brauchen dat elo, fir d'Demande kuerzfristeg unzekierpen, mee duerno wäert déi Moosnam do selbstverständlech zrëckgefuert ginn.

Zu den Elektroautoen: Jo, et ass richtig, dass den Impact vun dem Avantage en nature vun den Elektroautoe wäert niddreg bleiwen an net eropgefuert ginn, wéi et bei enger fréierer Regierung war. Dee gétt ëm zwee Joer verlängert, fir och de Marché vun den Elektroautoen, a besonnesch an dem Leasingsberäich, weider ze ënnerstëtzen.

Mir maachen duerfir och keng Politick vun der Géisskan, wéi dat haut de Moien ugeklongen ass, mee mir maachen eng Politik vu geziilte Moosnamen um Niveau vun der Steiererlichterung, um Niveau vun den Investitiounen a vun de geziilten Hëllefem, déi déi eenzel Bierger och zu nohaltegen Zwecker sollte kréien.

Den David Wagner huet nach de Mëtten d'Saach vun der diversifiéierter Economie ënnerstrach an opgeworf. Jo, mir brauchen eng méi diversifiéiert Economie, déi net méi eleng op dem Finanzsecteur baséiert. De Finanzsecteur muss mer weiderhi stäerken, dat ass, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „d'Mëllechkou“ vun eisem Staat. Dat heescht: 75 % vun der Kierperschaftssteuer, déi d'Betriber bezuelen, kommen nun emol vun dem Finanzsecteur.

Mee ech ginn Iech ganz Recht: Mir mussen kucken, dass mer aner Wirtschaftszweiger kréien, dat ka vum Digitale sinn, dat ka vun der grénger Technologie sinn, mee dat mussen och Industriebetriber sinn. An duerfir gesinn ech et net als falsch un, dass dës Regierung och um Niveau vun den Ëmweltge-neemegunge kuckt, dass mer dat e bësse méi einfach duerchréien. Well wa mer wëllen nei Betriber

op Lëtzebuerg huelen, jo, da sinn dat virun allem déi Prozeduren, déi musse vereinfacht ginn. Well wa Leit sech decidéieren, ob se aus Amerika, aus Japan oder aus aneren Ecker vun der Welt, aus anere Regione vun der Welt kommen, dann hätten déi gären och vun engem klengen Land an enger kuerzer Zäit eng kloer Decisioun, an dat kann net haut esou eng Decisioun sinn a muer ass se erëm aneschtens.

Déi grouss Steierreform, déi den Här Clement mentionéiert huet: Jo, et sinn awer eng 16 Moosnamen, déi elo virgeholl ginn. Domat hält d'Reform vun de Steieren net op, Här Clement. An ech ginn Iech – an ech soen dat nach eng Kéier virun der Chamber – hei d'Wuert: Ee grouse Projet, deen usteet, dee jo Partie intégrante vun dem Koalitionsaccord a vun dem Regierungsprogramm ass, dat ass dee vun enger eenheetlecher Steierklass. An ech wäert an aller Transparenz ..., well ech gesi jo, dass dat vun all Mënsch gefuerdert gëtt, da kucke mer och, dass mer mat deem techneschen Knowhow, dee mir hunn, déi Saache liwweren. An da wëll ech, dass mer am Konsens mat der gesamter Chamber, wann dat méiglech ass, do e Projet ficeléieren, deen dann och déi legislativ Prozedur, esou wéi et virgesinn ass, 2026 soll passéieren.

D'Madamm Adehm huet vun de Militärausgabe geschwat no der Visitt vun eenzele Kongressleit a Senateuren, déi am Kontext vun der 80-Joer-Feier vun der Rundstedt-Offensiv zu Lëtzebuerg waren. Jo, ech weess, mir mussen do gegebenefalls e Puffer am Budget halen, well wa mer do musse méi schnell eropfuere, huet dat e seriösen Impakt op de Budget.

Dat, wat ech mer géing wënschen, dat ass net onbedéngt, de Retour ze hunn. De Retour ze hunn, ass ëmmer gutt, mee mir kréien net de Retour, well mir net eng Waffenindustrie hunn, eng Munitionsindustrie, wéi dat an anere gréisseren europäesche Länner ass. Mee ech wier frou, wa mer wierklech op breeder Linn déi Ausgaben, déi mer maachen, dann och am Kontext vun de Militärausgabe gradewéi bei anere Länner och als solch géifen ugerechent kréien. Dat ass mäi Wunsch. An ech hoffen, dass mer dat och do an engem Konsens mat der Chamber kënnen a wëlle maachen.

Nach zu dem Här Bauler. Den Här Bauler war op zwee Punkten agaang. Dat war d'Mindestbesteuerung: Ech kann Iech och no intensiver Récksprooch mat der Steierverwaltung net soen, wat fir e reellen Impakt dat op eis Steierrecetten an Zukunft huet. Ech kann Iech dat net soen. Ech hu weeder déi Donnéeën nach hunn ech déi Berechnungen. An ech mengen, dass een dat och net kann einfach arithmetesch soen: „Ma déi do hunn elo esou vill bezuelt a wa se elo vun“, ech weess net, „12 % oder 13 % op 15 % eropginn, dann ass dat esou vill méi“, well grouss multinationale Gruppen – dat sinn der hei, déi iwwer 750 Milliounen Euro Chiffre d'affaires hunn – natierlech och déi steierlech Gestaltungsméiglechkeet hunn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee weltwäit, fir dann eventuell hir Benefisser esou hin- an hierzeféieren, wéi dat an hirem Interessi ass. An ech weess net, ob dat ëmmer am Interessi ass.

Op jidde Fall, mat aller Virleift fir all Gewerkschaften, mee einfach pauschal ze soen – ech hunn dat dann och gelies an esou enger Zeitung, déi dann eemol de Mount an d'Haiser kënnt –: „Mee dat ass eng Aubaine, déi bréngt zeg Milliarden Euro eran!“, also do sinn ech trotzdem méi virsiichteg an ech géing einfach soen: Schéi wier et – mee ech sinn net esou iwwerzeugt, ob dat wierklech de Fall ass.

D'Loi Rau vun 1984: Jo, mir schaffen dodrun an ech gesinn eigentlech als Zäitrumm dat éischt Semester

dat nächst Joer. Ech soen Iech och ganz kloer, dass, wann een op europäeschem Plang schwätzt vu Kompetitivitéit, wann ee schwätzt vun Draghi-Rapport a Letta-Rapport, da musse jo déi Méiglechkeete fir de Champ d'application, also d'Uwendungsgebitt vun engem System, wou een eng steierlech Begënschtigung kritt, wann ech als Privatpersoun an en Investmentfond oder eng SICAV investéieren, jo och méi breet ginn. An ech gesinn do och besonnesch Potenzial, Här Bauler, um Niveau vun de Startuppen.

D'Madamm Cahen huet gëscht eng Moosnam vun de Startuppen opgeléicht, dat waren déi sougenannte Stockoptions. Also, ech hu fënnf Joer laang géint Stockoptions plädéiert, well dee System, wéi en 2009, 2010 an 2011 agefouert ginn ass – iwwergens iwwer Steiercircularéi vun dem Direkter –, total pervertéiert war. An da waren et net nëmmen déi Leit, déi a Risikokapital investéiert hunn oder sech an enger Gesellschaft engagéiert hunn, déi eng ongewëss Zukunft haten, mee herno huet all Mënsch dovu profitéiert. An dat war e System vun enger Defiskalitatioun fir d'Startuppen.

Wéi Der sot, bei de Startuppen, do kann et riicht ausgoen. Et kann awer och schifgoen, wann d'Iddi net fonctionéiert. Do sinn ech méi oppen. Op jidde Fall, dat, wat ech nach eng Kéier hei am Numm vun der Regierung och wollt soen: Ze mengen, dass mer elo géifen iwwer dee Wee vu Stockoptions bei de Startuppen erëm eng generell Legislatioun maachen, fir Stockoptions an der Economie ze maachen – do sinn ech ganz kloer: Dat wäert net geschéien! Dat ass och net nëmmen eng Fro vu Steierausgaben, mee et ass virun allem eng Fro vu Steiergerechtegkeet.

An dann e leschte Punkt, dat ass de PIB vun dem Bien-être. Ech soen do nach eng Kéier dat, wat ech de Moie gesot hunn. Här Fayot, Dir hutt e richtege Punkt gemaach. Dat ass och jo schonns fréier ugeschwat ginn, och d'Gestion par objectifs. Ech sinn duerchaus oppen an ech stinn derzou, dass ech deem wëll an enger Upassung vun eiser Budgetgesetzgebung Rechnung droen.

Ob Der elo Är Motioun wëllt zur Ofstëmmung komme loosson, do huet d'Regierung näischt domat ze dinn. Dir sidd éischte Pouvoir. Ech kéint mir awer och virstellen, wann esou eppes an enger Finanzkommissioun wär: Ech ginn Iech mäin Engagement. Da musst Der mech u menge Wieder moossen.

Duerfir, zum Ofschloss wëll ech nach eng Kéier soen: Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „Kurs op muer. E Muer fir jiddereen“, dat ass net nëmmen eng Verflüchtung, mee dat ass de Programm vun dëser Regierung, mat massiven Investier fir d'Leit, fir d'Land a fir d'Betriben an e séchert an e staarkt Land, a virun allem an e staarken Zesummenhalt an dësem Land, fir de Wuelstand, awer och d'Wuelbefanne vun de Leit, e Muer fir jiddereen, well dee geet a mengen an an eisen Ae just mat engem Matenee vu jiddwengem hei zu Lëtzebuerg.

An ech hoffen, dass de Budget rutscht. An da géif ech Iech och soen: Ech wënschen Iech schéi Feierdeeg an e gudde Rutsch an d'nächst Joer!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech gesinn, et gëtt Froen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Et sinn elo dräi Leit, déi gefrot hunn. Ech huele se, mengen ech, der Reiefolleg no, wéi se sech gemellt hunn. Deen Éischte war den David Wagner, duerno d'Sam Tanson an duerno de Franz Fayot. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. D'Budgetsdebatte mam Här Roth, mir haten der zwar net vill, awer e puer, déi sinn awer ëmmer interessant, well e sech ëmmer politesch auseruesetzt mat deem, wat d'Deputéiert soen, och vun der Oppositioun. An dat ass awer och ëmmer ze begrëissen.

En huet eis och erausgefuerdert. Den Här Finanzminister huet eis erausgefuerdert, ze soen, ob mer och ... Wien ass hei der Meenung, dass d'Steiere sollen eropgoen? Den Här Finanzminister, deen de Steiersystem besser versteet wéi ech, weess ganz genau, dass dat e bëssen eng plakativ Ausso ass, well natierlech gëtt et Barëmen an et ass jo net jiddereen, deen d'selwecht Steiere bezilt.

Mir bei déi Lénk si ganz kloer der Meenung – an ech hoffen, mir wäerten deemnächst driwwer diskutéieren –, dass nei Paliere misste geschafe ginn, fir dass mer erëm op dee selwechten Niveau komme wéi an den 90er-Joren, dat heescht, dass fir déi, déi méi verdéngen, de Spëtzsteiersaz soll eropgoen op 50 %, 52 %, voire 56 %, wéi dat schonn eng Kéier war. Dat betrëfft Leit, déi iwwer 200.000 Euro d'Joer verdéngen.

(Brouhaha)

Anerersäits si mer awer och der Meenung, dass d'Leit an de Mëttelschichten oder de méi klengen Mëttelschichten manner solle bezuelen, well déi gi warscheinlech ze vill besteiert. A mir sinn och fir nei Palieren, fir dat ze glätten.

Dat heescht, ass d'Regierung, ass d'CSV, ass d'DP genaousou wéi déi Lénk der Meenung, dass déi, déi méi verdéngen, méi solle besteiert ginn an déi, déi manner verdéngen, manner solle besteiert ginn?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat ass eng gutt Fro!

(Hilarité)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An ech ginn Iech och eng ganz einfach Äntwert: De System ass elo schonn esou gestalt mat engem progressiven Taux, dat heescht, wann ech méi verdéngen, kommen ech a méi héich Steiertranchen, wou sech méi héich Prozentsätz applizéieren, fir dat vereinfacht ze soen, bis zu 42 %. An da si mer mat deenen 42 % jo net fäerdeg.

Et muss ee jo awer och nach soen, dass mer nach ëmmer eng Solidaritéitssteuer vun 9 % hu fir déi Leit. Dat sinn dann ..., also, et muss een 9 mat 0,42 multiplizéieren, dat heescht, do kommen nach eng Kéier iwwer 3,6 %, 3,7 % derbäi, da si mer scho bei iwwer 45 %.

A wann Der dann nach generell kuckt, quittedass dat keng Steuer ass, mee da kënnt d'cotisation assurance dépendance nach derbäi, déi net plafonéiert ass.

(Interruption)

Do bezuelt Der 0,6 % op de gesamte Montant vun Ärem versteierbare Revenu, ouni dass en och am Privatsecteur plafonéiert ass.

An de Regierungsprogramm gëtt eigentlech do eng kloer Äntwert. D'Progressivitéit, déi hale mer bäi. Eng Erhéijung vun de Spëtzsteiersätz, dozou kënnt et net. A mir féieren och keng Verméigenskennt bei de Privatpersounen erëm an.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et war e kloert Wuert. Mee och hei, vu dass ech Iech haut schonn esou vill zitíiert hunn, Här Minister, hat Der mol zu anere Momenter aner Positiounen a waart och der Meenung, notamment hei bei enger Steierdebatte,

dass een de Spätzesteiersaz nach kéint e bëssen an d'Luucht setzen, an ...

Une voix | O!

Plusieurs voix | A!

M. Sven Clement (Piraten) | Här Roth! „Zwei Seelen wohnen, ach! in meiner Brust“!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | O, dat ass, mengen ech, nach keng zwee Joer hier.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

An dat war jo am Fong och d'Propos virdrun. Dir hutt mer virdrun gesot, Dir géift meng Visioun net deelen. Dat heescht, am Fong deelt Der Är eege Visioun net vu virun net allze laanger Zäit, wat dann de faméisen Apel fir den Dusch ubelaangt.

Ech wollt op e puer Saachen eng Kéier kuerz agoen, an ech wollt mech awer och deem uschléissen, wat den David Wagner elo gesot hutt, well Der Iech wierklech d'Méi gemaach hutt, am Detail op déi Saachen ze äntwerten, déi ech virdu gesot hunn.

Vläicht eng Kéier zu den Investitiounen. Dat ass jo e bëssen dat Gespills hei. Et hänkt jo ëmmer dervun of, wat ee mat wat vergläicht. An ech denken, Dir hutt mer gutt nogelauschert, ausser zu deem Punkt vun de 7 Milliounen. Ech hunn dat elo nach eng Kéier gekuckt, dat steet net a menger Ried an ech hunn dat och net gesot.

Mee Dir hutt mer gutt nogelauschert an ech hunn net den Invest verglach mat dem Invest, dee mir gemaach hätten. Ech hunn den Invest verglach – an et ass och dee Verglach, dee gemaach gëtt an den Avisen, notament vun der Chambre des Salariés, mee net nëmmen – par rapport zu Ärem eegene Pluriannuel, deen dëst Joer scho gestëmmt ginn ass. Dat heescht, déi Zuelen, déi erofgeschrauft gi sinn, déi sinn erofgeschrauft gi par rapport zu deem, wat Der selwer virgesinn hutt.

A fir vläicht fortzekomme vun deem budgetäre Gespills, wat am Fong den Haaptreproche ass, deen elo am Raum steet, dat ass deen, dass keng Projeten do sinn. Et ass näischt, wat ugekënnegt ass, et ass näischt, wat sech auszeechent, wat sech iergendwéi ofzeechent. Et ass jo am Fong dat, wou Der herno och wäert dru gemooss ginn. Duerfir, Dir hutt elo nach véier Joer, da gesi mer, wat dann herno wäert derbäi erauskommen.

Ech wollt nach zum Logement kuerz eppes soen. Dir sot dauernd, Dir wéilt just d'Demande kuerzfristeg stimuléieren. Dir hat mer selwer an der Kommissioun gesot, dat misst limitéiert sinn. Elo si mer da scho bei engem Joer, wann et herno fäerdeg ass. Meng Fro ass: D'Zuele vun de VEFAen, hutt Der déi dann?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Kënnst Der eis déi vläicht liwweren? Wou si mer dann elo dru mat de VEFAen? Ginn déi wierklech an d'Luucht? Ech hat am Detail den Artikel vum Här Wiltgen e Méinden am „Tageblatt“ gelies, deen am Fong bei Iech, mengen ech, nogefrot huet. An do ass erauskomm, si géifen net an d'Luucht goen.

An dann nach ee Punkt, fir dann nach eng Kéier bei mäin Apel hei zrëckzekommen: Dir hutt elo gesot, deemools, wéi d'Steiertabell déi leschte Kéier wierklech iwwerschafft ginn ass, wier et dem Staat en gros, fir et dann einfach auszedrücken, méi schlecht wéi haut gaangen. Éischtens hunn ech mech virun allem, och déi lescht Woch an och haut, wat der Baisse u Recetté beschäftegt, déi Der duerch d'Baisse vun der Betrëbssteuer provozéiert, wou jo guer net virauszege-sinn ass, wou mer hikommen.

Zweetens ass awer e wichtegen Ënnerscheid – an Dir sot mer selwer, mir sollten net Äppel mat Biere vergläichen –: D'Situatioun 2018 an 2019 war awer definitiv eng aner wéi déi Situatioun, an där mer hei sinn. An dat ass jo d'Essenz vun deem, wat ech haut gesot hunn, an ech mengen, ech war net dat Eenzegt: Mir liewen a ganz onstabelen Zäiten! Mir wëssen net, wéi et weidergeet. Dir hutt selwer elo vun deene potenziellen 3 % Defense geschwat, déi op eis duerkommen. An dat ass am Fong dat, wat mer vermessen: dass an Zäiten, wou mer net wëssen, wou et higeet, fir den Apel fir den Dusch gesuergt gëtt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dat waren elo esou vill Froen, datt den Här Minister sech se huet missen opschreiwen, fir se all kënnen ze beäntworten. Här Minister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci. Also, ech kommen dann zu den Investissementer. Et si jo eng ganz Rei Leit hei, déi hei och Gemengeverantwortung iwwerhuelen. An Dir wësst alleguerten, wann Investissementer gemaach ginn an Infrastrukturen, dann ass et net, dass Der op de Knäppchen dréckt a sot: „Mir bauen elo dat an dat“, an da fänke mer dat nächst Joer u mat bauen.

An et ass grad aus deem Grond, Dir Dammen an Dir Hären, firwat dës Regierung gesot huet: Wann et eng politesch Decisioun ass, eng Schoul ze bauen, eng aner ëffentlech Infrastruktur ze bauen, déi dréngend néideg ass, souwuel um Niveau vun de Gemenge wéi och um Niveau vun dem Staat, da musse mer déi Prozeduren acceleréieren, fir dass déi Prüfungen, déi musse gemaach ginn op Basis vun den Avant-projete vun den Architekten, am Zesummespill mat den Administratiounen, méi séier kënnen virgoen, fir dass et och méi séier ka geneemegt ginn. Well dat ass genau de Punkt: dass mer ëmmer Retarden hunn, souwuel um Niveau vun de Gemenge wéi och um Niveau vum Staat.

Zwëschent deene Suen, déi ageschriwwen sinn um Niveau vun den Investissementer an deem, wat herno reell realiséiert gëtt, ass et beim Staat historesch gesinn esou – ech mengen, ech hunn déi Zuel am Kapp –, datt ronn 70 % vun dem Normalen, wat investéiert sollt ginn, de facto realiséiert gëtt. An ech mengen, et wier awer och richtig aus der Siicht vum Finanzminister, an dat hu mer och gekuckt an de Bilateralle mat deenen eenzelne Fachministeren, ze soen: Et huet kee Sënn, dass mer einfach pluriannuell Programmer hunn, wou mer Milliounen, fir net ze soen, Honnerte Milliounen, un Investissementer draschreiw fir Projeten, déi nach net räif sinn, fir dass se kënnen an d'Prozedur goen. Dat heescht, mir musse kucken, dass mer an den Aschätzungen eng méi realistesch Approche hunn, déi sech méi mat der Realitéit deckt.

Dat ass am Sënn vun enger méi transparenter Budgetsprozedur. An dat ass dat, wat ech och wëll. Dat heescht net, dass manner realiséiert gëtt, mee dat heescht ...

(Interruption)

Dat kuckt Der dann. Mee dat heescht, dass déi Approche do muss stëmmen.

Jo, et ass richtig, mäin Häerz, dat schléit lénks, Äert och, an ...

(Hilarité et interruptions)

Dat ass esou! De Punkt ass deen: Jo, wéi ech nach do souz, do war et mol ëmmer eng Propos, ze soen, et wier nach Sputt, fir mam Spätzesteiersaz nach e bëssen an d'Luucht ze goen. Mee ech hu mech als Finanzminister un e Programm ze halen, an do halen ech mech drun. An dee gesäit net eng Erhéijung vum Spätzesteiersaz vir. Et ass wéi an enger Koppel, do

muss een negociéieren. An hei ass een och an enger Koalitioun, ...

(Brouhaha)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dat ass also wierklech kee gudd Programm!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | ... wou ee muss negociéieren.

An da komme mer zu der Betrëbsbesteuerung. Zur Betrëbsbesteuerung wëll ech eppes ganz kloer soen, an duerfir deelen ech och déi Approche net, déi de Rechnungshaff gemaach huet. Ech respektéiere jiddwerengem seng Meenung. Ob dat elo Comptoirsgesprécher sollte sinn, dat kommentéieren ech net. Ech hunn dozou meng Meenung.

(Interruption)

Ech hu se eng Kéier ugedeit, mee ech hu se net gesot. Ech konnt dat net.

Ech soen awer eppes Fundamentales, Madamm Tanson, an dat ass meng Iwwerzeugung, an dat wëssen och d'Zuelen, déi kënnst Der nokucke goen, iwwert d'Evolutioun vun de Steuerrecetté vun der Kierperschaftssteuer, dat heescht, déi d'Betriber bezuelt hunn: Allkéiers dann, wann d'Betrëbsbesteuerung erofgefuer ginn ass – an déi ass jo net an engem Coup erofgefuer ginn, mee déi ass progressiv erofgefuer ginn –, war da mol eng Kéier eng manner grouss Steuerung, mee et war awer mat Sécherheet keen Ausfall, dee geschitt ass, wann d'Betrëbsbesteuerung erofgefuer ginn ass.

A wa mer op dem Niveau vun der Kompetitivitéit kucken: Mir hu jo elo eng Betrëbsbesteuerung, déi de Staat erofsetzt, mee zousätzlech kënnst awer nach d'Gemengesteier drop, dat heescht d'Gewerbsteuer, zugonschte vun der Stad Lëtzebuerg a villen aneren, déi och indirekt dervu profitéieren, ...

(Interruptions)

... an da leie mer an der Moyenne vun der OCDE nach licht driwwer. An et ass dat, wat ech wëll soen. Duerfir brauche mer dat. Net nëmmen, fir de Betriber Kaddoen ze maachen. Mir brauchen dat, fir dass d'Betriber heibleiwen, fir dass d'Betriber och weider investéieren. An da si kuerz- a virun allem laangfristeg déi Steiereinname geséichert. Dat ass dat, wat ech do wëll soen. Et muss een also déi Upassung dynamesch a laangfristeg kucken.

An dann, wat nach d'Zuelen ...

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Gelif?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | D'VEFAen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'VEFA-Zuelen. Ech hunn déi leider elo net. Ech hunn d'Zuelen, mee ech hu se net bei mir am Detail. Déi lescht Zuelen, ech soen dat ganz kloer, déi mer vun dem Enregistrement hunn, wéi ech se am Kapp hunn, vun de leschten zwee Méint, dat heescht den November an den Dezember, virun allem do, wou ugekënnegt gouf, dass den Enregistrementstaux géing op der Hallschent nach gezu ginn, do sinn déi VEFAen awer staark an d'Luucht gaangen. Déi hu sech vun deem enge Mount op deen anere carrement verduebelt. Déi hu sech carrement verduebelt! Ech hat och Gesprécher mat der Chambre des Notaires – bon, dat huet natierlech och domat ze di gehat, dass d'Leit geduecht hunn, dass d'Moosname géingen um Enn vum Joer auslafen –, déi och soen, dass et do unzitt.

Een, deen dat selwecht confirméiert, ass d'Chambre immobilière, dat heescht, déi Leit, déi awer am Secteur schaffen. An et ass och confirméiert duerch déi verstärkt Demandé vu Prête bei deene Banken, déi

traditionell an deem Marché operativ sinn. Dat sinn déi Banken, wou och indirekt de Staat eng Participatioun dran huet.

(Interruption)

Wann Der déi Zuele liest, déi, mengen ech, haut och an engem digitale Medium vun der Chambre immobilière stinn – ech hunn dat de Moien nach séier gekuckt, déi hunn e Communiqué oder iergendeppes gemaach –, si schreift ...

(Interruption)

Dach, Dir musst kucken. Also, ech kann elo net hei ... Eng digital Plattform, déi mat „P“ wéi „Paper“ ugeet ...

(Hilarité)

... an déi mat „Duerjerneen“ ophält, jo, déi hunn e Communiqué, mengen ech, vun der Chambre immobilière, déi awer eng llicht aner Meinung huet, fir et da mol virsiichteg auszudrécken.

Ech engagéiere mech awer, Här President, dass ech déi Zuelen, déi mir vum Enregistrement hunn, der Finanzkommissioun esou schnell wéi méiglech ënnerbreeden.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien. Merci, Här Finanzminister. Dann hu mer nach eng lescht Fro vum Här Fayot. An da komme mer zu de Motiounen. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Cruchten och nach.

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech géif gären dem Här Minister Merci soe fir seng detailléiert Äntwerten an dass e sech effektiv deem Debat hei stellt op déi Aart a Weis, wéi en dat mécht.

Ech wollt reagieren op dat, wat Der gesot hutt zu der Madamm Tanson hirem „Apel fir den Duuscht“, wou Der gesot hutt, dass et Iech mat deenen Inflationen, déi Der gemaach hutt, am Fong drëm géif goen, haaptsächlech déi Leit ënnen an de Revenusklassen ze entlaaschten. An Dir hutt d'Comparisoun gemaach mat der Reform vun 2017.

Dir wësst awer, dass mer 2017, contrairement zu deem, wat Dir gemaach hutt, vill méi differenziert virgaange sinn a ganz vill mat Crédit-d'impôt geschafft hunn. Wat mer Iech am Fong reprochéiert hu bei där Inflationen, ass, dass dat am Fong on-differenziert duerch de ganze Barème geet an do proportionell déi héich Revenue méi staark profitéiere vun där Entlaaschtung wéi déi niddreg Revenuen. Dat heescht, déi Comparisoun, déi Der do maacht, ass an deem Sënn net ganz richteg.

Zweete Punkt, beim „Méi Netto vum Brutto“ bei den Energiepräisser: Et ass richteg, dass Der d'Energiepräisser net kontrolléiert. Déi gi vum Maart fixéiert. Dir kontrolléiert awer wuel d'Netzpräisser. An ech mengen, dat ass jo justement de Reproche, dee gemaach gëtt: Den ILR reglementéiert dat, mee et ass eng politesch Impulsioun derhannert, dass effektiv do éischdens déi falsch Signaler gesent ginn zu enger Zäit, wou d'Leit am Fong encouragéiert ginn, sech ze elektrifizieren an hire Stot ze elektrifizieren, an doduerch Präisserhéijungen op se zoukommen, déi se am Fong net konnten erausliesen aus dem politesche Kontext.

An dann e leschte Punkt zu de Geschenker fir d'Promoteuren. Ech hunn am Fong de Moien do schon eppes gesot, zum Marc Spautz. Mir hunn do eng fundamental aner Meinung derzou. Ech sinn der Meinung, de Problem, dee mer um Logementsmarché hunn an och am Bau haten, dat waren déi ze vill héich Präisser bei deene VEFAen. An ech mengen, de Fait,

dass Är Mesüeren net esou gegruff hunn, wéi Der Iech dat vläicht erwaart hutt, huet ze di mat dem Fait, dass déi Präisser net erofgaange sinn an dass d'Promoteuren ëmmer nach un hire Margë gehaangen hunn. An do sinn ech der Meinung, dass déi Mesüeren, déi Dir gemaach hutt, haaptsächlech déi Margen opgefaangen an agepräist hunn, wat och dat ass, wat den Här Reinesch a senger Interventioun sot an der Finanzkommissioun.

An dann e lescht Wuert, da brauch ech dat net méi ze soen, zu der Motioun, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Ok.

(Hilarité)

M. Franz Fayot (LSAP) | Zum PIBien-être: Ech halen do net mordikus op déi Motioun. Ech hunn dat vläicht par déformation professionnelle gemaach, fir dat festzezurren an engem Text, mee Dir gitt effektiv do sur pièce jugéiert. Dir hutt jo gesot, Dir géift dat maache fir am Mee d'nächst Joer.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo.

M. Franz Fayot (LSAP) | A mir kucken dann effektiv, dass Der dat och esou maacht, wéi mer dat an deem Amendement u sech ugeduecht haten.

M. Claude Wiseler, Président | Hunn ech elo richteg verstanen, Här Fayot, datt Der déi Motioun zréckzitt?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dir kënnt se och ...

M. Franz Fayot (LSAP) | Ech gesinn erëm eng Kéier d'Tentatioun vum Superfetatoire hei an der Chamber ...

(Hilarité)

... par rapport zu där Motioun bei de Leit, bei de Kolléege vun der Majoritéit. An nach eng Kéier, Dir hutt Iech do engagéiert, wat ech appreciieren. Dat kann een natierlech op eng méi oder manner contraignant Aart a Weis maachen. An da wäerte mer kucken, ob dat, wat Der da presentéiert, konform ass zu deem Amendement, deen ech presentéiert hat.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ok.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien. Dat waren elo am Fong keng Froen, Här Fayot, mee, Här Minister, wann Der wëllt, kënnt Der e Kommentar maachen.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Jo, ech maachen dat ganz, ganz séier. Dir hutt gesinn, Här Fayot, ech ginn Iech Recht. Bei där Steuerreform vun 2017, ech soen dat hei haut et fort, hunn ech déi Benetzung vun de méi cibléierte Steierkreditter fir ënner anerem déi Leit an deene méi niddrege Kategorië vun Akommen ausdrécklech begréisst. An ech fannen dat eng gutt Technik. A wéi Der gesinn hutt, hu mer iwwert dat leschte Joer versicht, och iwwert de Wee vu Steierkreditter geziilt de Leit do méi entgëintzkommen. Ee Beispill ass de Crédit d'impôt barème, dee mer geholl hunn.

Ech wëll awer och ganz kloer soen: De Fait, dass d'Leit, virun allem d'Alengerzéier mat Kanner à charge, bis zu 3.800 Euro manner Steieren dat nächst Joer bezuelen, kënnt net nëmme duerch d'Upassung vum Barème, mee kënnt och, well mer de CIM, dat ass de Crédit d'impôt monoparental, weider an d'Luucht gesat hunn, fir genau op deem Wee cibléiert ze handelen.

An zum PIB du bien-être: Ech hunn Iech mäi Wuert ginn, dass mer kucken, dat ëmzesetzen. Dir jugéiert mech herno u mengen Akten. A sollt dat net esou wäit goen, wéi Dir Iech dat virstellt, ech mengen, dann ass et en demokratesche Prozess, dass Der nach ëmmer kënnt, le moment venu, eng Kéier dee

selwechten Amendement virbréngen an da muss ee sech och deem an engem politeschen Debat stellen.

An d'Verlängerung vun de Moosnamen, dat ass eppes, wou mer versichen, de Leit vun engem Secteur elo entgëintzkommen. Ech kann net alles op der Chambertribün soen, ech hoffe just, ech soen dat ganz éierlech, dass mer déi éischt véier bis sechs Méint dat nächst Joer an dem Bausecteur iwwerstinn – net unbeschadet, ech mengen, dat geschitt net, mee dass mer net allze vill Téitsche kréien. Well ech hunn eng Kéier gesot: De Bau ass eppes, wou se jo net alleguerete mateneeschaffen. Fir d'éischt gëtt den Aushub gemaach, an dann, no 18 Méint, kommen aner Corpsde-métieren. Dir wësst, déi lescht zwee Joer ass et net esou gutt gaangen, an ech hoffen, dass dat, am Interesse vum Land, iwwerstane gëtt.

Ech kann Iech just soen, Här Fayot, mat deene Gespréicher, déi ech hat am Ministère, dass ech gesot krut, an dat gëtt jo och no baussen ëffentlech vehiculéiert, dass awer eng Reduktioun vun de Präisser iwwert déi leschte Méint bis zu engem zweestellige Prozentberäich gemaach gouf. Ech sinn net Promoteur. Ech sinn och net Entrepreneur. Mee et ass awer dat, wat mir de façon concertée gesot gëtt. An ech muss deene Chiffere kënne fiéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci, Här Finanzminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deemem Projet ofgeschloss.

Motions

An dann hu mer nach Motiounen hei leien, déi ech awer nach gären den Owend, wéi mer dat virdrun ofgemaach haten, géing zur Debatt stellen. Dann hu mer muer och méi Zäit, fir duerch e relativ chargéierte Programm ze goen.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Tanson. Madamm Tanson, wëllt Dir nach eng Kéier kuerz eppes driwwer soen?

(Négation)

Wie wëllt heizou Stellung huelen? D'Madamm Adehm, jo, d'Madamm Bofferding duerno. Madamm Adehm.

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun gekuckt. Mir sinn der Meinung, soulaang de Budget defizitär ass, solle mir keng zousätzlech Suen an iergendee Fonds souverain ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir misst méi haart schwätzen!

Mme Diane Adehm (CSV) | A, entschëllegt. Mir hunn d'Motioun gekuckt a mir sinn der Meinung, soulaang de Budget defizitär ass, solle mer elo keng zousätzlech Suen an de Fonds souverain intergénérationnel erastiechen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm. Da war et d'Madamm Bofferding, déi d'Wuert gefrot hat.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Ech deelen déi Impressioun elo net esou, well mer hunn effektiv dee Fong, deen Zukunftsfong. Et ass jo e bëssen d'Spuerbéichs vun der Regierung, justement fir ze investéiere fir déi kommend Generatiounen. An dat Zil gëtt mat där Motioun hei genau sou erreecht: dass eeben d'Recetté solle fir déi kommend Generatiounen dee Moment ugeluecht ginn.

Ech ka mech erënneren, dass d'CSV deemools, wéi de Fonds eebe kreéiert gouf, nach gesot huet, dass dee Staatsfong nëmme Sënn maache géif, wann – ech hat et nämlech nach extra nogekuckt – aus dem Iwwerschoss de Budget dee Moment géif gespeist ginn.

Also, dofir gesinn ech elo hei net de Problem, fir dat dote kënne matzestëmmen. Mir wäerten dat op alle Fall matzestëmmen.

Just vläicht eng Remark prinzipiell zu de Previsiounen: Ech mengen, et wär gutt, wann déi an Zukunft souwäit et eebe geet, vläicht e bëssen – wéi soll ech soen? – méi genau wäeren, fir dass dat eis och bei deenen Debatten, déi mer féieren, kéint hëllefen. Well allkéiers, egal wien am Endeffekt an der Regierung sëtzt, gëtt ëmmer mat Previsiounen ... Ech denken och un déi Note au formateur, déi zesumme gestallt gëtt fir déi nei Regierung. Do hu mer et ëmmer mat Previsiounen ze dinn, déi net ganz genau sinn, wou mer dann net emol ee Joer méi spéit musse revidéieren.

Ech mengen, dat wär och eng Aufgab, déi ee sech nach sollt an Zukunft virhuelen, eeben ze kucken, dass mer och méi Genaugkeet an déi Chifferen do erakréien, fir dass mer eeben och déi Debatten awer méi seriö dee Moment kënne féieren, och am Sënn vun der Transparenz.

Voilà, dëst gesot, wäerte mer déi dote Motioun matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, mir wäerte leider déi Motioun net matzestëmmen, well ... Jo, de Fonds souverain intergénérationnel, dat huet den Här Gramegna och deemools agefouert. Mir ware scho ganz, ganz kritesch par rapport zu deem Fonds souverain, well e bëssen aneschters d'ailleurs och wéi beim Kompensationsfong ass et jo esou, dass awer déi Suen a Fongen investéiert ginn, déi och op der Bourse gehandelt ginn, wou een och schwéier Afloss kann dorobber hunn.

D'ailleurs, deemools ... Also, et misst een nokucken, wéi et elo ass. Dat weess ech och net. Mee et gouf och an d'Pétrolindustrie zum Beispill investéiert. Bon, hautzudaags weess ech net, inwiefern dat alles propper ass. Mee et ass immens schwéier. D'ailleurs, dat huet den Här Gramegna ëmmer a sengen Äntwerten op eis Froe gesot: dass een dat net esou richtig kéint kontrolléieren.

Duerno ... Anerersäits, ganz dovunner ofgesinn, souguer wann et propper ass ... Wat heescht „propper“? Also, et gëtt weiderhin och a Multinationallen investéiert et cetera, et cetera. Also, mir sinn der Meenung, dass ee misst fir d'éischt emol direkt investéieren. Mir brauchen déi Suen. Mir mussen direkt investéieren an net an dee Fong do investéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. D'Madamm Adehm huet u sech eppes ganz Wichtiges a Richtiges gesot, nämlech dass mer, och wa mer méi Recettë maachen, weiderhin en Defizit hunn, an deementspriedend déi Motioun eis hei u sech invi-téiert, mat Scholden ze spueren. Sou.

Dat mécht nëmmen an enger Hypothees Sënn – an dat wäert de Grond sinn, firwat mer eis enthalen, well dat net onbedéngt sécher ass, virun allem, wéi se aus dem FSIL herno erëm géifen erauskommen –: Wann een eng Arbitrageopportunitéit géif benotzen a seet: „Ma, eisen Invest generéiert méi Revenu duerch d'Zësen, duerch de Rendement, wéi eis d'Schold, déi mer doduerch mussen ophuelen, kascht“, dat heescht, dass mer u sech e positiivt Geschäft géife maachen.

Vu dass mer awer dofir keng Garantie hunn, kënne mer eis bei där Motioun hei net derfir ausschwätzen. Mir wäerten eis dofir enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Ech gesinn zu deser Motioun keng weider Wuertmeldungen. Wëllt d'Auteure nach d'Wuert huelen? Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, just ganz kuerz. Also, déi Diskussioun, fir déi, déi net dobäi waren, déi ass opkomm mam Här Bausch, deen do war, fir den Avis vum Conseil national des finances publiques virzestellen, am Kader vum Avis. An do hate mer eng ganz Diskussioun doriwier, wéi d'Madamm Bofferding och elo grad richtig gesot huet, wéi een da kéint besser aschätzen, wéi eng Recetten erakommen.

An do hunn ech en du gefrot, mee wat hien dann als Iddi hätt, nieft eeben deene Saachen, déi mer erëm gesot ginn, fir och e besseren Echange ze hu vun Informatiounen. Dunn huet en eebe fonnt, dat dote wär e gudd Wee. An ech muss em wierklech Recht ginn. Ech hätt och nach ke Problem, wann ee géing soen: „Dann encadréiert een dat e bëssen.“

Ech fannen et e bësse schued, dass dat elo einfach ofgekanzelt gëtt, well et fir eis wierklech an déi richtig Richtung gaange wär. Mee mir sinn der Meenung, et wär essentiel, dass mer eis géingen, virun allem och fir déi zukünfteg Generatiounen, dee faméisen Apel fir den Dusch, deen ech dann elo haut fir d'lescht ernimmt hunn, wäerten halen. Ech gesinn, dass dat net onbedéngt erwünscht ass. Ech bedauern dat.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär dann d'Diskussioun iwwert des Motioun ofgeschloss.

Da géinge mer d'Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 16 Jo-Stëmmen, 42 Nee-Stëmmen, 2 Abstentiuonen. Dës Motioun ass also mat 42 Nee-Stëmmen géint 16 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen rejetéiert.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Foyot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Stéphanie Weydert), Marc Spautz, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vun der Madamm Tanson. Gëtt et dozou Wuertmeldungen? D'Madamm Hartmann, d'Madamm Weydert, d'Madamm Bofferding. Madamm Hartmann, da fänkt Dir un.

Mme Carole Hartmann (DP) | Jo, villmools merci, Här President. Déi Motioun hei, déi freet, dass d'Regierung soll eng Evaluatioun maache vun der Structure tarifaire, wat d'Stroumpräisser ugeet. E Sujet, dee mer jo och schonn hei diskutéiert hunn, wéi mer d'Weiderféiere respektiv d'Finanzéierung vum Stroumpräisdeckel hei diskutéiert hunn.

Et gëtt awer en Ënnerscheid an deenen zwou Motiounen. Dir referéiert Iech hei op déi eng Motioun, wou Der am Fong och schonn eng Evaluatioun gefrot hutt vun deem Energiepräisdeckel. An hei frot Der awer d'Evaluatioun eigentlech méi prezis fir d'Structure tarifaire.

Dat si fir mech zwou verschidden Demanden, well an där éischer Demande, déi mer jo och an d'Kommissioun verweisen hunn, do schwätze mer explizit vun der Limitatioun op 30 % Augmentatioun vun der Elektrizitéit. An do ass eng Decisioun vun der Regierung, d'Stroumpräisser eeben ze limitéieren. A mir hunn hei an der Chamber eigentlech de Financement vun deem Stroumpräisdeckel festgehalen.

D'Structure tarifaire ass eng Tariffstruktur, déi vum ILR als onofhängegem Gremium festgeluecht gouf. A mir hate jo eng länger an eng ganz interessant Kommissiounssitzung, wou mer, mengen ech, och vum ILR dee ganze Prozedere laang erkläert kritt hunn, wéi et zu där Structure tarifaire komm ass, déi da vun deem onofhängege Regulateur, och op Propos ebe vun deenen eenzelne Gestionnairen, opgestallt ginn ass, an dass do u sech de Minister och gesot huet: „Ech gräifen do och net an an déi Proposen, déi ech vun deem onofhängege Regulateur kréien.“

Duerfir géif ech hei nach eng Kéier op d'Onofhängegkeet vun dem ILR hiweisen a géif dowéinst och proposéieren, dass mer déi Motioun hei net géifen unhuelen, well mer eeben als Chamber, an d'selwecht wéi d'Regierung och, net sollten an déi Aarbecht vun dem ILR als Regulateur, wat hei d'Elektrizitéit ugeet, agräifen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Weydert.

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Jo, ech mengen, d'Madamm Hartmann huet scho wichteg Saache gesot. Hei ass en neie System vun enger dynamescher Tariffstruktur an enger optiméierter Notzung vun den Infrastrukturen a vum Netz, deen den 1. Januar wäert a Kraaft trieden. Mir hunn net méi spéit wéi virun 14 Deeg den ILR an der Ekonomieskommissioun gehat, wou dat wierklech en long diskutéiert gouf an och erkläert gouf, wéi déi Tariffer do zustane kommen, wéi dee ganze Prozess dovunner ass.

An dann déi Motioun, déi de 4. Dezember dra war, do hunn ech gelies, dass mer do gesot hunn, mir géifen „analyser les différents instruments tarifaires et interventions réglementaires nécessaires pour garantir un prix d'électricité abordable et compétitif pour les ménages“. Dat ass fir mech eigentlech dat selwecht, wat elo hei gefrot gëtt, wou mer soen: „Mir maachen eng Evaluatioun dovun.“ An dowéinst ass dat hei fir eis en double Emploi. An dowéinst soe mir och, dass mer déi Motioun hei net wäerte matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Et ass richtig, wéi d'Madamm Hartmann op déi Differenzen hei higewisen huet. Ech mengen och, dass d'Madamm Tanson sech däers bewosst war. Mee wat hei jo just gefrot gëtt, ass, dass eng Evaluatioun dovunner soll gemaach ginn – net vun der Decisioun, déi d'Politick geholl huet, mee eeben hei iwwert d'Struktur vum Tarif, déi vum ILR eeben zesummegestallt gëtt.

An hei geet et jo just drëm, ze kucken, wéi een Impakt dat elo huet fir déi Menagen, well mer jo wëssen, dass am Januar de Stroum fir jiddereen hei am Land an d'Luucht wäert goen. Dofir hu mer jo och d'Gesetz virun zwou Wochen net matgestëmmt. An ech mengen, et ass awer wichtig, ze kucken, wéi dat sech elo weider entwéckelt.

An da kënt jo eréischt d'Politick an d'Spill, fir geebenefalls nach eng Kéier un den Deckel ze goen oder soss eng Mesür ze huelen. Et geet jo just drëms, einfach ze kucken, wéi d'Menagen eeben elo där neier Hausse vun de Stroumpräisser ausgeliiwert sinn, an ze kucken – ech mengen, mir schwätze jo haut vun der responsabeler Politick, déi mer wëllen huelen –, ob mer eventuell do mussen de Menagen ënnert d'Äerm gräifen.

Dofir, mengen ech, ass déi Differenz hei scho ganz kloer. Et ass dat, wat domadder gemengt ass, an dat wäerte mer och domadder ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, dat, wat gesot ginn ass, ass richtig. Et ass menger Meinung no awer och ganz schwéier, no sechs Méint eng Etüd ze maachen oder en Impakt ze moossen iwwert den Avancement de la transition énergétique opgrond vun där neier Structure tarifaire. Ech weess guer net, wéi een dat géif maachen, ob dat iwwerhaupt méiglech ass, well dat hänt jo vun esou vill Parametere of, wéi schnell dann Är Transition énergétique weidergeet.

A bei de Consideranten, do ass och ee Punkt vläicht méi déifgräifend, deen awer an d'A fällt. Dat ass den Tirt 5: „que la transition énergétique nécessite des prix d'électricité abordables“. Also, mengem Verständnis no ass d'Transition énergétique eppes, wat immens deier ass an also automatesch och héich Energiepräisser mat sech bréngt.

(Interruptions)

Wéi kann dann déi Transition énergétique méiglech si mat niddrege Präisser? Dat bäisst sech jo. Also, a mengen Ae geet dat net. Wann een eng Transition énergétique mécht, ginn d'Präisser eebe méi héich. Voilà!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Als Éischt emol, ech mengen, wien nach ëmmer net den Elektrizitéitsmaart verstanen huet a weess, dass erneierbar Energien zu engem groussen Deel déi bëllegsten Energië sinn, déi ee ka kafen am Verglach mat allen aneren Energiequellen, deen huet net nëmmen an der Economie net opgepasst, mee en huet sech och einfach hannert iergendengem Stee verstoppt a wëll d'Realitéit net gesinn.

(Interruption par Mme Sam Tanson et hilarité)

A genau dowéinst ass et bei dëser Motioun hei och, mengen ech, wichtig a richtig, dass mer se unhuelen, well se eeben erméiglecht, vum Bauchgefill

fortzekommen, wat den Impakt dovunner ass, an zu Fakten ze kommen an op Basis vu Fakten dann och eng Entscheedung kënnen ze huelen, ob dann elo dat, wat mer fäerten – wat haaptsächlech d'Oppositioun fäert, Här Roth –, antrëtt oder ob dat, wat d'Majoritéit am Moment seet, dass dat kee gréisseren Impakt wäert hunn, da wäert anrieden. Ech mengen, dass et hei herno drëm geet, an d'Këscht ze kucken an ze wëssen, erauszefannen, ob dem Schrödinger seng Kaz da lo lieft oder net.

An ech mengen, wéi kann een dat moossen? Dat ass och ganz einfach ze moossen: Gi méi Wärmepompe verkat wéi virdrun oder ginn der manner verkat? Do gëtt et jo Vergläichsperioden. Gi méi Elektroautoen oder Hybride verkat oder ginn erëm méi Verbrenner verkat? Alles dat si ganz kloer Fakten, déi ee kéint innerhalb vun deenen nächste sechs Méint eng Kéier kucken. Deementspriedend wéisst een dann och, ob de PNEC nach agehale gëtt oder net.

Dowéinst ass dat heiten eng Motioun, déi een u sech matstëmme muss.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Motioun absolutt matdroen. Ech mengen, d'Madamm Bofferding huet jo och e groussen Deel vun der Argumentatioun ginn. Et ass jo erkläert ginn, dass d'Präisser festgesat gi vum ILR, nodeems den ILR sech och an enger éischer Phas mat de Gestionnairen ofgeschwat huet.

An duerno, dat krute mer jo och erkläert vum Energie-minister, dem Här Delles, däréi de Minister trotzdeem nach agräifen. En huet säin Accord ginn. Ok, dat ass e politesche Choix. En dierf awer agräifen, andeems en dat awer begrënt. Voilà. Mee en huet dorobber verzicht.

A mir gesinn: Esou eng Evaluatioun géif jo justement och engem Minister hëllef, fir kënnen ze begrënnen respektiv net ze begrënnen – dat ass him iwwerlooss –, mee datt en zum Beispill awer och schwaarz op wäiss eng Begrënnung hätt, fir ze soen: „Hei nee, ech opposéiere mech zu där neier Tarifikioun“, oder: „Ech opposéiere mech net.“ Dat heescht, dass ass en Hëllefsmittel, fir dat ze maachen. An da gesi mer och justement an der Transition, maja, déi Leit, déi hiren Elektroauto owes wëllen oplueden et cetera, inwiefern dat gehollef huet oder och net.

An ech wollt ganz kuerz och nach soen: Et ass net, well den Invest deier kascht, fir eng Transition énergétique ze maachen, fir méi propper Energien ze hunn, dass duerno d'Energie méi deier gëtt. Nee, se gëtt méi bëlleg! Mee den Invest ... Fir d'Éischt muss en investéieren, jo! Mee duerno profitéiere mer all dovunner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An da kritt d'Auteurs nach eng Kéier d'Wuert. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, déi Motiounsdiskussiounen, dat sinn ëmmer plus ou moins déi spannendst Momenter, déi mer heibannen hunn, ...

(Interruptions et hilarité)

... well ech sinn awer elo relativ paff iwwert de Verlauf vun där Diskussioun. Firwat hunn ech déi Motioun deposéiert de Mëtten?

Une voix | A!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hunn Iech dat virdu gesot, jo! Mee dat ass, well den Här Spautz, de Chef vun där gréisster Partei heibannen, an och, mengen ech, bal ëmmer en Deel vun der Majoritéit,

genau dat proposéiert huet de Moien a senger Ried, wat ech elo hei a meng Motioun geschriwwen hunn. Dat heescht, dass mer no sechs Méint sollten eng Evaluatioun genau heivunner maachen, Madamm Hartmann, ...

(Interruption)

... net vun de Präisser, net just vun dem Deckel op den Energiepräisser.

An do, Här Roth, ech hunn dat elo virdrun net och nach prezisiéiert, mee: Mir maachen esou oft Saachen, wou mer kritiséiert ginn op europäeschem Niveau – den Deckel um Elektresch, ech mengen, do wier et elo wierklech net drop ukomm. Klamer zou.

Mee wat elo dat heiten ubelaangt: Wat hätte mer gär? Mir hätte gär – an ech ginn dem Här Spautz absolutt Recht, dass dat wierklech wichtig wär –, dass mer kucken, ob dat, wat elo decidéiert ginn ass a wat awer wierklech holterdiepolter elo hei ëngesat gëtt, och dat gewënschten Zil erreecht.

(Interruption)

An dass d'Regierung dat net wëll wëssen oder dass mir ass Chamber soen: „Mir wëllen dat net wëssen, den ILR soll dat kucken“, ...

(Hilarité)

... well si hunn dat jo elo wierklech magistral hei gemeeschtert, fannen ech wierklech ganz erstaunlech!

An da kënt nach eppes derbäi: D'Regierung ass och vertrueden an Aarbechtsgruppen um Niveau vum ILR. Dat heescht, et ass jo guer net esou, wéi wann d'Regierung guer näischt do dermat ze dinn hätt. Och wann de Minister am Moment am léifsten hätt, en hätt näischt dermat ze dinn, sou huet en eppes dermat ze dinn!

An net wëllen ze wëssen, ob – wann een d'Leit méi bezuelen deet mat Tariffer, déi en plus esou ausgefouert sinn, dass et net schrecklech vill méi rentabel ass, wann een an den ieweschte Kategorien ass, effektiv an der Nuecht ze lueden an esou weider an esou fort – een dee Lenkungseffekt och erreecht – an dat kann een och no sechs Méint scho kucken, Här Keup, an do kann een nach ganz aner Saache kucken –, dat verstinn ech wierklech net!

An dann, Här Keup: Jo, ech weess, dass si sou Sujeten, déi interesséieren Iech null!

M. Fred Keup (ADR) | Dach, dach! Ganz vill, ganz vill! *(Brouhaha)*

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Eppes, wat Iech awer wierklech misst interesséieren, ...

(Interruption et hilarité)

... an ech gesinn, ...

(Interruption par M. Sven Clement et brouhaha général)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... an ech gesinn och, Här Keup, nach alt erëm eng Kéier e Risenënerscheed tëschent Iech an ons: Mir hätte gär, dass d'Elektreschpräisser fir d'Leit méi niddreg ginn. Dir gesitt dat anescht. Dont acte.

M. Fred Keup (ADR) | Gréng gëtt deier!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Domat wär d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschlossen a mer géingen zum Vott vun der Motioun kommen.

(Brouhaha)

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschlossen.



D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 20, Nee-Stëmmen: 40, Abstentiuon: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Octavie Modert), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz (par Mme Stéphanie Weydert), Charles Weiler (par Mme Nathalie

Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An de soziale Fligel ass schonn erëm eng Kéier gestutzt ginn!

Une voix | O!

Motion 3

M. Claude Wiseler, Président | Wann ech elo richteg verstanen hunn, da brauche mer net iwwert déi drëtt Motioun ze schwätzen, well den Här Fayot dem Här Minister op deem Punkt – just op deem Punkt – emol

traut. A bei grousser Souci de prévention vum Superfetatoire géinge mer dann haut net iwwert dës Motioun ofstëmmen. Da géing se net zum Vott kommen. Hunn ech dat esou richteg verstanen?

(Assentiment)

Den Här Fayot wénkt Jo. Tipptopp.

(La motion 3 de M. Franz Fayot est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

Da si mer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, um Schluss vun eiser Diskussioun vun haut ukomm. De Staatsbudget fir d'Joer 2025 an d'Programmation financière pluriannuelle 2024-2028 stelle mer muer de Moien zum Vott, dat, nodeems de Projet de loi 8403 iwwert de Compte général vum Exercice 2023 diskutéiert a gestëmmt gouf.

Domat si mer um Enn vun deser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass muer de Moien um 9.00 Auer.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.09 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Contrats VEFA	1259	Paulette Lenert, Franz Fayot	63	Espaces de verdure et de plantations	1306	Joëlle Welfring	73
Bénéficiaires de protection internationale dans les structures de l'Office national d'accueil	1263	Claire Delcourt	63	Biotopes et couvert boisé	1307	Joëlle Welfring	73
Régime d'aides « Klimabonus Mobilité »	1271	Liz Braz	64	Ambiance de travail à l'administration communale de Contern	1308	Djuna Bernard, Meris Sehovic	74
Portail myguichet.lu	1278	Marc Goergen	64	Enquête de la CSSF dans l'affaire Caritas	1310	Laurent Mosar	74
Remboursement par la CNS	1279	Laurent Mosar	64	Procédure d'arbitrage investisseur-État	1312	Sven Clement	74
Fusion de la Nordstad	1282	Meris Sehovic	65	Évaluation de lois dans le domaine de la finance	1313	Sven Clement	75
Paquet de mesures dans le domaine de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants	1283	Paulette Lenert, Dan Biancalana	65	Nouvelle ambassade et bureau de coopération au Proche-Orient	1314	Liz Braz	75
Soumissions publiques	1289	Sven Clement	67	Propos du pape concernant l'avortement	1315	Taina Bofferding, Paulette Lenert	75
Exportation de déchets plastiques vers des pays non membres de l'OCDE	1293	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	67	Ventes de terrains communaux sur le marché privé	1316	Dan Biancalana	75
Boues des stations d'épuration	1294	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	68	Plurinationalité	1317	Fred Keup	76
Groupe d'intervention pénitentiaire « European Judicial Organised Crime Network »	1295	Dan Biancalana	68	Plan d'action national « Prostitution »	1318	Mars Di Bartolomeo	76
« European Judicial Organised Crime Network »	1296	Dan Biancalana	69	Hôpital de Wiltz	1319	André Bauler, Gilles Baum	77
Institut de formation pénitentiaire	1297	Dan Biancalana	69	Personnes disparues	1320	André Bauler, Luc Emering	78
Leçons tirées de l'épidémie de fièvre catarrhale	1298	Joëlle Welfring	70	Utilisation d'antibiotiques	1322	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	78
Aménagements raisonnables des salles de classe	1299	Francine Closener	71	Campagne anti-littering concernant les sachets de nicotine	1323	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	79
Accessibilité au brevet de technicien supérieur pour les personnes en situation de handicap	1300	Francine Closener	71	Responsabilité des huissiers de justice lors de l'accomplissement de leurs missions	1324	Dan Hardy	79
Élèves à besoins spécifiques	1301	Francine Closener	72	Vide-greniers privés	1325	Tom Weidig	79
Cadeau officiel offert au Pape François	1302	Liz Braz	72	Organisation des cycles de gardes de pharmacies luxembourgeoises	1326	Mars Di Bartolomeo, Liz Braz	79
Archives de l'Administration du cadastre	1303	Franz Fayot	72	Demande pour un titre de séjour d'un artiste iranien	1328	Taina Bofferding	80
Mesures de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg	1304	Liz Braz	73				

Port de l'écharpe tricolore	1329	Gusty Graas, Guy Arendt	80	Procédure simplifiée pour déclarer le personnel travaillant dans les ménages à la sécurité sociale	1349	Mars Di Bartolomeo	89
Projet d'élargissement de l'autoroute A4	1330	Marc Goergen	80	Système du bonus-malus en matière d'accidents du travail	1350	Mars Di Bartolomeo	89
Plateforme govjobs.lu	1331	Marc Goergen	81	Réforme des règles de transfert dans le football	1351	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	90
Charte européenne des langues régionales ou minoritaires	1332	Fred Keup, Tom Weidig	81	Prévention des mariages forcés	1352	Sven Clement	90
Virus de Marburg	1333	Françoise Kemp	82	Demandeurs d'asile victimes de mariages forcés	1353	Sven Clement	91
Simplification administrative dans le cadre d'une allocation spéciale pour enfant vivant avec un handicap	1334	Laurent Mosar	82	Nombre de cas de mariages forcés au Luxembourg	1354	Sven Clement	91
Nouilles instantanées coréennes	1335	Françoise Kemp	82	Prise en charge des élèves à besoins spécifiques	1356	Francine Closener	92
Police locale	1336	Dan Biancalana	83	Journée de commémoration nationale	1357	Marc Goergen	93
Outrage à agent	1337	Dan Biancalana	84	Suites données à l'actualisation de la liste rouge des oiseaux nicheurs au Luxembourg	1358	Joëlle Welfring	93
Primes aux policiers	1338	Dan Biancalana	84	Droits de visite pour parents sous surveillance	1359	Dan Hardy	94
Apprentissage des langues dans le cadre du pacte citoyen	1339	Joëlle Welfring, Djuna Bernard	84	Délais d'attente pour examens IRM	1360	Mars Di Bartolomeo	95
Plans de délocalisation de SES vers l'Inde	1340	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	85	COP29 à Baku	1361	Sven Clement	96
Intervention du Ministère de la Culture auprès des autorités de l'immigration	1341	Djuna Bernard	85	Gestion locative sociale dans le cadre de l'affaire Caritas	1362	Sven Clement	96
Fuite scolaire	1342	Paul Galles	86	Date d'expiration de médicaments	1363	Sven Clement	97
Protection contre le « phishing » et le « spoofing »	1343	Liz Braz, Ben Polidori	86	Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille	1364	Dan Hardy	97
Lutte contre la cybercriminalité	1344	Liz Braz, Ben Polidori	86	Nouvelle découverte archéologique à Mamer	1365	Francine Closener	97
Indemnisations et subventions liées au loup	1345	Joëlle Welfring	87	Transport de détenus	1366	Dan Biancalana	97
Égalité des genres dans le sport	1346	Taina Bofferding	88	Congé d'allaitement	1367	Ben Polidori	98
Intégration de la littérature luxembourgeoise dans les programmes scolaires	1347	Tom Weidig, Alexandra Schoos	88	Mesures de sécurité dans les écoles	1369	Barbara Agostino, Mandy Minella	98
Rapport sur les impacts néfastes de la production d'acier pour les droits humains et l'environnement	1348	Franz Fayot	89	Consuls honoraires	1370	Mars Di Bartolomeo	98
				Mesures de sécurité dans les écoles	1371	Liz Braz, Francine Closener	99

Contrats VEFA | Question 1259 (01/10/2024) de Mme Paulette Lenert | M. Franz Fayot (LSAP)

Dans le contexte du ralentissement de l'activité sur le marché immobilier dans son ensemble au cours des deux dernières années, un certain nombre d'entreprises de promotion et de construction ont connu des difficultés financières. Certaines de ces affaires ont été relayées par la presse, à l'instar de la faillite et de la série de litiges impliquant le constructeur immobilier Cenaro, du cas de Qbic ou encore la faillite de Greenfinch. On entend également de manière régulière que des acheteurs de contrats VEFA (vente en l'état futur d'achèvement) sont confrontés à des situations d'inexécution de leurs contrats, à savoir des appartements inachevés ou construits de manière défectueuse.

Afin de mieux cerner les répercussions du contentieux en la matière ainsi que d'évaluer les besoins d'adaptation réglementaires dans l'intérêt des consommateurs et du marché, nous souhaitons avoir des réponses aux questions suivantes de la part de Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de vendeurs de produits VEFA ont fait faillite ou ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou autre mesure d'insolvabilité au cours des dix dernières années ?

2) Combien de promoteurs immobiliers ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou autre mesure d'insolvabilité au cours des dix dernières années ?

3) Combien d'entreprises de construction ont fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou autre mesure d'insolvabilité au cours des dix dernières années ?

4) Combien d'actions civiles ou pénales liées à une exécution tardive, fautive ou frauduleuse dans le contexte des projets VEFA ont été intentées au cours des dix dernières années ?

5) Combien de ces affaires sont à cette date encore pendantes ?

Réponse (05/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) à 3) Il n'est pas possible d'isoler les données statistiques pour vendeurs de produits VEFA, promoteurs immobiliers et entreprises de construction. En effet, les statistiques réalisées englobent l'agrégat « Construction », qui contient les divisions NACE 41-43, dans lequel sont regroupés les promoteurs, entreprises de construction/génie civil et autres firmes plus spécialisées de la construction/génie civil.

Au cours des dix dernières années (2014-2024 [3^e trimestre]), le nombre de faillites de l'agrégat « Construction » s'élève à 1.399.

Au cours des six dernières années (2018-2024 [3^e trimestre]), le nombre de liquidations judiciaires de l'agrégat « Construction » s'élève à 124. Les données entre 2014 et 2017 ne sont pas disponibles.

ad 4) et 5) Les données statistiques demandées ne sont pas enregistrées.

Bénéficiaires de protection internationale dans les structures de l'Office national d'accueil | Question 1263 (01/10/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)

Il a été rapporté que de nombreux bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) continuent de résider dans des structures d'hébergement faute de solutions de logement adéquates. Dans ce contexte, plusieurs préoccupations ont été soulevées concernant la durée de séjour prolongée dans ces structures, l'évolution des expulsions et les coûts croissants pour les BPI en matière de loyer. De plus, la fermeture prévue de la structure d'hébergement à Eich a suscité des inquiétudes quant au relogement de ses résidents.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Combien de bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) résident actuellement dans des structures d'hébergement gérées par l'Office national d'accueil (ONA) ?

2) Serait-il possible de fournir des statistiques détaillant la durée de résidence des BPI dans ces structures, selon les tranches suivantes : moins de 6 mois, entre 6 et 12 mois, entre 12 et 24 mois, et plus de 24 mois ?

3) Quelle a été l'évolution du nombre d'expulsions des BPI des structures d'hébergement au cours des trois dernières années ? Serait-il possible de détailler les motifs des expulsions, en particulier en lien avec le dépassement des périodes de résidence prévues dans les contrats d'occupation ?

4) Comment les loyers ou indemnités d'occupation payés par les BPI ont-ils évolué au cours des cinq dernières années ? Des augmentations ont-elles été appliquées et, si oui, quelles en ont été les raisons ?

5) Quelles mesures concrètes le ministère envisage-t-il pour garantir un soutien efficace aux BPI dans leur recherche de logement, notamment à l'approche de la fermeture de l'hébergement à Eich ?

6) Comment le ministère répond-il aux critiques concernant les contrats d'occupation imposés par l'ONA aux BPI, en particulier en ce qui concerne l'augmentation progressive des indemnités d'occupation et l'absence de garanties procédurales usuelles comme c'est le cas selon la législation bail à loyer ?

7) Le ministère prévoit-il des mesures alternatives pour les BPI qui ne pourront pas quitter les centres d'accueil avant la fermeture de l'hébergement à Eich, notamment en termes de logement temporaire ou d'accès aux aides financières au logement ?

Réponse (13/11/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) En date du 30 septembre 2024, 2.197 bénéficiaires de protection internationale (BPI) ont été hébergés dans les structures d'hébergement du réseau de l'Office national de l'accueil (ONA).

ad 2) Le tableau[†] ci-dessous présente les données concernant la durée de résidence des BPI au sein des structures ONA, calculée à partir de la date de notification de leur statut de BPI.

ad 3) La très grande majorité des BPI quitte les structures de l'ONA après avoir trouvé un logement en privé ou auprès d'un bailleur social. L'ONA envoie des mises en demeure, dont des demandes en déguerpissement, dans l'ordre chronologique des obtentions des statuts depuis 2016.

Concernant les déguerpissements :

- 2021 : pas de déguerpissement enregistré
- 2022 : 3 déguerpissements
- 2023 : 4 déguerpissements
- 2024 : 3 déguerpissements

ad 4) Depuis 2021, la méthode de calcul des indemnités d'occupation, qui prend en compte le revenu du ménage ainsi que sa composition, n'a pas changé.

ad 5) Tout d'abord il convient de rappeler que les personnes bénéficiant d'une protection internationale disposent de tous les droits sociaux d'un citoyen luxembourgeois. Ainsi, les BPI ont accès au marché du travail et aux différents prestations sociales, dont l'accès à un logement social ou abordable, au même titre que tout autre résident. L'ONA, quant à lui, offre un encadrement social ciblé dans le cadre duquel les BPI sont informés de leurs droits et orientés vers les services compétents, tels que l'Office social ou l'ONIS.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil a conventionné le service LSKO de la Croix-Rouge luxembourgeoise, Centre luxembourgeois pour l'intégration et la cohésion sociale, qui vise à encadrer et soutenir les BPI dans leurs démarches ainsi que leur autonomisation.

En ce qui concerne la fermeture d'une structure d'hébergement, depuis 2020 il existe une procédure intraministérielle qui reprend les différentes actions et

étapes à respecter, définit les champs de compétence de chaque partenaire impliqué dans la prise en charge des BPI et établit des délais précis pour les différentes actions. À noter que la procédure prévoit un délai d'au moins huit mois avant la fermeture d'une structure pour en informer les résidents et leur donner la possibilité d'organiser un relogement.

Dans le contexte de la structure d'hébergement à Eich, un groupe de travail réunissant la Division solidarité du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, l'Office social, l'ONIS, la Croix-Rouge ainsi que l'ONA, a tenu plusieurs réunions pour échanger concrètement sur les différents délais, les dossiers sociaux ainsi que sur l'avancement des relogements.

ad 6) Comme évoqué à la question 4, la méthode de calcul des indemnités d'occupation n'a pas changé depuis 2021. Le montant des indemnités est fixé dans l'engagement unilatéral, qui ne prévoit aucune augmentation progressive automatique.

ad 7) Il est renvoyé à la réponse à la question 5.

Régime d'aides « Klimabonus Mobilité » | Question 1271 (02/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Le régime d'aides « Klimabonus Mobilité » qui avait été prolongé par le Gouvernement de trois mois en juin est venu à échéance le 30 septembre 2024. Selon le nouveau régime d'aides qui sera d'application à partir du 1^{er} octobre 2024, les primes pour véhicules automoteurs à zéro ou à faibles émissions de CO₂ seront réduites, tandis que les primes pour les vélos et cycles à pédalage assisté seront réservées aux personnes faisant partie d'un ménage bénéficiant de l'allocation de vie chère ou de la prime énergie au moment de l'achat du vélo ou du cycle à pédalage assisté.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité comment les demandes de primes « Klimabonus Mobilité » ont évolué au cours des six mois passés. Quel est le nombre des demandes par mois entre le 1^{er} avril 2024 et le 30 septembre 2024 pour l'achat d'un véhicule automoteur, un vélo ou un cycle à pédalage assisté ?

Réponse (05/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Le tableau et le graphique[†] ci-dessous montrent l'évolution du nombre de demandes introduites au cours des six derniers mois pour les véhicules automoteurs 100 % électriques, les vélos et les cycles à pédalage assisté.

Portail myguichet.lu | Question 1278 (03/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei ville Firme weess de Konsument, wat en insgesamt iwwer ee Joer fir Produkter a Servicer ausgin huet. Souguer a Verwaltungen, wéi der Pensionskeess, kritt de Versécherter all Joer ee Relevé wou hien nokucke kann, wat hien abezuelt huet. Bei der Steierverwaltung kritt een ee Steuerbeleg um Enn vum Joer. myguichet.lu bitt aktuell d'Funktionen un, dass ee verschidde Relevé kann nokucken, esou zum Beispill, wéi vill Loyerssubventionen ee kritt huet oder wéi vill vu sengem Steierkredit „Bëllegen Akt“ genotzt gouf.

„Staatlech Déngschtleeschunge méi no beim Bierger“, esou heescht et am Pressecommuniqué vun der Digitalisierungsministesch vum 1. Oktober. Fir dem Bierger d'Steiere méi nozebréngen a se méi verständlech,

gräifbar an transparent ze maachen, wier et eng interessant Iddi, dass een eng Iwwersiicht hätt, wéi vill Akommessteuer a Sozialversécherungsbeitrag een a senger Karriär bezuelt huet a wéi vill Allocatione vum Staat een an der Vergaangenheet ausbezuelt krut, zum Beispill beim Chômage, den Allocations familiales, d'Subvention de loyer etc.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. Wäerten an deene Jore weider Relevéen op myguichet.lu ze kréie sinn? Falls jo, wéi eng wäerten dat sinn?

2. Wéi steet d'Regierung zu der Iddi vun enger Iwwersiicht op myguichet.lu, wou de Bierger op ee Bléck informéiert gëtt, wéi vill Steieren hie bezuelt huet a wéi vill Suen hie vum Staat kritt huet?

3. Wier esou eng Iwwersiicht kuerzfristeg ze realiséieren an, falls nee, wat misst dofir gemaach ginn a vu wéi enge Ministèren?

Réponse (06/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

Den honorablen Deputéierte bezitt sech a senger parlamentarescher Fro op ee Pressecommuniqué vun der Madamm Ministesch fir Digitalisatioun vum 1. Oktober 2024 mam Titel: „Staatlech Déngschtleeschunge méi no beim Bierger“.

Den Zentrum fir Informatiounstechnologïe vum Staat (CTIE), dee fir myguichet.lu responsabel ass, developéiert de MyGuichet.lu nom Prinzipp vun engem zentralen Hub, deen et de Ministèren, Verwaltungen an aneren ëffentlechen Entitéiten erméiglecht, digital Déngschtleeschunge fir d'Bierger an d'Entreprises unzébiden.

Dës heescht konkret, dass de CTIE reegelméisseg d'Besoin vum de Bierger an de Verwaltungen analyséiert, fir seng Plattform weiderzuentwéckelen an nei geneeresch Funktionalitéiten ze developéieren. Op Basis vun dese sougenannte Building blocks ginn da konkret Onlineservicer fir d'Verwaltungen entwéckelt. Dës geschitt jee weils op Initiativ vun der ëffentlecher Entitéit, déi e konkrete Besoin huet, natierlech a ganz enker Zesummenaarbecht mat den Ekippe vum CTIE.

An deem Sënn stellt d'Enregistrementsverwaltung (Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA) dem Bierger haut schonn op myguichet.lu Informatiounen iwwer d'Héicht vum perséinleche Steierkredit „Bëllegen Akt“ zur Verfügung. All Bierger mat Zougang zu myguichet.lu kann also iwwer dee Wee säi Solde agesinn. Fir Entreprises oder Persounen, déi am perséinlechen Numm an der TVA ageschriwwen sinn (assujettis à la TVA), besteet doriwier eraus d'Méiglechkeet, op myguichet.lu de Solde TVA ze consultéieren an och en Extrait de compte ze generéieren.

Am Kader vun der Transformatioun vun der Steierverwaltung (Administration des contributions directes) si verschidden Theemefelder virgesinn, op deenen zesumme mat verschiddenen Acteure geschafft gëtt. Ee vun dese Felder betrëfft d'Orientéierung vum Client, wéi heeschen d'Zentréiere vun de Prozesser op de Steierzueler an aner Parties prenantes. Dozou gehéiert dann och ënner anerem d'Bereetstellung vu méi Informatiounen op myguichet.lu. Wat elo d'Delaien ubelaangt, ass et nach ze fréi, fir sech dozou ze äusseren, well sech déi verschidde Projeten an eng global Roadmap, déi d'Steierverwaltung amgaangen ass opzesetzen, aschreiwten.

Remboursement par la CNS | Question 1279 (03/10/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)



D'après mes informations, de nombreux citoyens sont obligés de faire face à des délais d'attente excessivement longs pour des interventions ambulatoires dans les hôpitaux du pays, notamment dans les domaines de l'ophtalmologie et de la chirurgie de la main, en raison d'un manque de places disponibles. Cette situation pousse certains patients à se tourner vers des cabinets privés afin d'éviter des attentes prolongées et recevoir les soins nécessaires identiques dans des délais plus raisonnables. Il semble cependant que les interventions réalisées dans ces cabinets privés ne bénéficient pas du remboursement des mêmes frais par la Caisse nationale de santé (CNS), contrairement à celles effectuées dans les hôpitaux ou à l'étranger via une demande de transfert à l'étranger.

Cette disparité entraîne une inégalité de traitement entre les patients, en particulier ceux qui ne peuvent financièrement assumer les coûts des interventions en cabinets privés, et crée une situation de frustration pour ceux qui, bien qu'ayant été traités dans des structures privées pour pallier l'engorgement des hôpitaux, se voient refuser un remboursement de ces frais.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement envisage-t-il d'élargir les critères de remboursement par la CNS pour inclure les interventions réalisées dans des cabinets privés au Luxembourg ?

2) Comment le Gouvernement justifie-t-il la différence de prise en charge entre les interventions réalisées à l'étranger et celles effectuées dans des cabinets privés au Luxembourg, sachant que ces dernières peuvent contribuer à désengorger le système hospitalier luxembourgeois ?

3) De manière générale, les délais de remboursement par la CNS sont régulièrement pointés du doigt. Où en sont les délais de remboursement actuellement ?

Réponse (20/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'accord de coalition prévoit un certain nombre de mesures visant à faire évoluer la pratique de la médecine au Luxembourg. Il s'agit d'adapter le cadre existant pour le rapprocher davantage des besoins de la population, des professionnels de santé et des hôpitaux, dans le respect des critères de qualité et de sécurité.

Dans cet ordre d'idées, une révision de la loi sur le virage ambulatoire et la création de cabinets médicaux de groupe est prévue.

Dans ce même contexte, les modalités de financement des structures et des prestations y dépensées devront être discutées. Le cas échéant, le cadre juridique régissant la prise en charge par l'assurance maladie devra être adapté.

ad 2) La différence qui existe actuellement résulte du cadre juridique qui varie selon l'État sur le territoire duquel le traitement est réalisé.

Chaque État est libre d'organiser son système de santé et de sécurité sociale, et les prestataires établis dans les différents États sont soumis aux lois et règlements qui y sont d'application.

La prise en charge financière des prestations délivrées dans un contexte transfrontalier est régie majoritairement par le règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. Il en résulte qu'un patient assuré luxembourgeois qui dispose de l'autorisation pour se faire traiter dans un autre État

membre et qui y subit un traitement, est remboursé par l'assurance maladie luxembourgeoise, mais selon la législation du lieu de traitement.

Voilà pourquoi il se peut qu'un patient qui a subi en Allemagne dans une structure extrahospitalière une intervention ne pouvant être légalement dispensée en milieu extrahospitalier au Luxembourg, peut néanmoins bénéficier d'un remboursement au Luxembourg, soit selon les tarifs de l'État membre de traitement, soit selon les tarifs applicables au Luxembourg.

Dès que le cadre juridique luxembourgeois, prévu sous le point 1, est adapté, la prise en charge financière au Luxembourg doit suivre en conséquence.

ad 3) Le délai de la prise en charge par la voie du remboursement des mémoires d'honoraires relatifs à des prestations de soins de santé délivrées au Luxembourg est d'environ douze semaines pour les mémoires d'honoraires qui ne remplissent pas les critères permettant une lecture optique.

Les mémoires d'honoraires qui remplissent les critères permettant une lecture optique sont séparés des autres contenant par exemple des annotations manuscrites ou des pièces jointes, lesquelles nécessitent un traitement manuel. Le traitement par lecture optique permet un traitement bien plus rapide, d'environ deux semaines.

Fusion de la Nordstad | Question 1282 (03/10/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

De 25. September 2024 huet de Gemengerot vu Bettenduerf sech géint d'Weiderféiere vun de Verhandlung fir d'Nordstadfusion ausgeschwat. Nieft der Fro vun der Legalitéit vun dësem Vott, stellt sech och d'Fro, wéi d'Verhandlungen elo weiderginn. Laut verschiddene Presseartikelen wëllen déi 4 Gemengen, déi un der Fusioun festhalen, sou schnell wéi méiglech un dësem Projet weiderschaffen.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, folgend Froen un den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung ze stellen:

1. Wat ass de konkreeten Impakt vun der Decisioun vum Bettenduerfer Gemengerot op d'Suite vun de Verhandlungen?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, d'Zesummenaarbecht an d'Verhandlung vun de Gemengen Dikrech, Ierpeldeng un der Sauer, Ettelbréck a Schieren an Zukunft ze ënnerstëtzen (op finanziellem Niveau, a puncto Expertise asw.)?

3. Wéi gedenkt d'Regierung, d'Nordstadfusion bei de Bierger:innen ze promovéieren?

Réponse (05/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. A senger Sëtzung vum 25. September 2024, huet de Gemengerot vu Bettenduerf an engem geheime Vote ofgestëmmt, fir net méi un de weideren Diskussioun fir eng Nordstadfusion deelzehuelen. Dës Deliberatioun ass de 7. Oktober 2024 vum Inneminister annuléiert ginn, well de Gemengerot net ëffentlech ofgestëmmt huet an d'Deliberatioun dofir net am Aklang mam Artikel 19 Alinea 2 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 geholl gouf.

De Gemengerot vu Bettenduerf huet a senger Sëtzung vum 23. Oktober 2024 nach eng Kéier iwwert den nämmeleche Punkt deliberéiert an an engem ëffentleche Vote seng Deliberatioun vum 25. September confirméiert.

Den Inneministère huet doropshin deenen anere Gemenge geroden, fir iwwert d'Weiderféiere vun de Fusiounsbestriewungen zu Véier an hire Gemengeréit ze deliberéieren.

ad 2. De Koalitiounsaccord gesäit generell vir, dass d'Regierung d'Gemengefusioune weiderhi begleet a finanziell ënnerstëtzt: „Le Gouvernement maintiendra son soutien aux fusions de communes qui expriment le désir de s'associer. Ces regroupements se font exclusivement avec le consentement des citoyens concernés, exprimé par référendum. [...] Le Gouvernement s'engage à accroître les aides financières de l'État pour faciliter ces processus de fusion.“

All Fusiounsprozess gëtt op Initiativ vun de Gemenge lancéiert, am Aklang mam Prinzipp vun der Gemengenautonomie. Wéi fir all Fusiounsprojet, gëtt och dëse Fusiounsprozess fir eng Nordstad vun engem Grupp vun Experte begleet, deem seng Aufgab et wäert sinn, d'Gemengen an hirem Fusiounsprozess ze begleeden an ze ënnerstëtzen. Och den Inneministère steet zur Verfügung, fir d'Gemengen an deem Prozess ze begleeden. Dëse Grupp ass amgaang op d'Bee gesat ze ginn, a Concertatioun mam Syvicol.

Ausserdeem hunn de Staat an de Syndicat intercommunal Nordstad (SINO) eng Convention de coopération territoriale ënnerschriwwen, mat där Projeten ënnerstëtzt ginn, déi dozou bäidroen, d'Ziler vum Plan directeur d'aménagement du territoire (PDAT) ëmzesetzen. De Staat finanziéiert an deem Kader konkreet Mesuren a Projeten, mee och Expertisen a verschiddene Beräicher, fir eng regional Zesummenaarbecht an d'Identifikatioun vu Synergien ze facilitéieren.

ad 3. Eng Fusioun soll eng Plus-value fir Bierger schafen, z. B. andeems ënner anerem Synergien um strukturellen, personellen a finanzielle Plang geschaf ginn. Am Kader vun engem konsultative Referendum, dee während engem Fusiounsprozess op Basis vun der Charte européenne de l'autonomie locale an dem Gemengegesetz¹ muss organiséiert ginn, kënnen d'Bierger sech am Prozess aktiv mat abannen.

Den zukünfte Grupp vun Experten an d'Servicer vum Inneministère hunn d'Aufgab, am Aklang mam Prinzipp vun der Gemengenautonomie, de Bierger de Fusiounsprojet méi no nozebréngen an ze promovéieren.

Zousätzlech kënnen de Staat an de SINO entscheiden, ob si am Kader vun der Convention de coopération territoriale ÉTAT-SINO Kommunikatiounsmesurë fir d'Promotioun vun der Nordstadfusion wëllen huelen.

Paquet de mesures dans le domaine de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants | Question 1283 (03/10/2024) de **Mme Paulette Lenert** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le 22 octobre 2021, les ministres de la Sécurité intérieure, de la Justice, de la Santé, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et des Affaires étrangères et européennes avaient présenté un paquet de mesures dans le domaine de la lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants. Se basant sur les domaines d'action identifiés lors des débats parlementaires organisés à ce sujet, le paquet traduisait une approche

¹ Artikel 5 vun der Charte européenne de l'autonomie locale: „Pour toute modification des limites territoriales locales, les collectivités locales concernées doivent être consultées préalablement, éventuellement par voie de référendum là où la loi le permet.“ Artikel 35 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988: „Le conseil communal peut appeler les électeurs à se prononcer par la voie du référendum dans les cas d'intérêt communal et sous les conditions qu'il détermine.“



globale et multidimensionnelle associant des mesures préventives et répressives à court et moyen terme, ainsi que des pistes envisagées à long terme destinées à compléter les projets et mesures déjà en place.

À l'origine le paquet avait comporté un catalogue de 26 mesures différentes relevant de champs de compétence distincts. Vu la multitude d'acteurs et la complexité des sujets, un groupe de suivi interministériel avait été mis en place pour accompagner sa mise en œuvre et dresser régulièrement le bilan de l'avancement des mesures, au minimum sur une base annuelle, tant au Gouvernement en conseil qu'à la Chambre des Députés.

Lors du premier bilan, présenté en octobre 2022, la moitié des 26 mesures prévues dans le paquet avait été réalisée ou se trouvait en cours de réalisation, d'autres mesures étaient en phase d'élaboration, de planification ou de déploiement.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Messieurs les Ministres de la Justice, de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, des Affaires intérieures, des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur :

- 1) Le catalogue de mesures précité est-il maintenu par le Gouvernement ?
- 2) Le groupe de suivi est-il toujours en place ?
- 3) Quel est le bilan actuel de ces différentes mesures ?
- 4) Le cas échéant y a-t-il des mesures qui ont été abandonnées, voire d'autres ont-elles été ajoutées et dans l'affirmative lesquelles ?

Réponse (20/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La lutte contre la drogue et le crime organisé figurent parmi les priorités du Gouvernement. Ainsi, le Gouvernement actuel continue à déployer et soutenir les efforts amorcés avec le « Paquet de mesures sur la problématique de la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg ». De nombreuses mesures ont déjà su être réalisées depuis le lancement du paquet en 2021.

Les travaux sont donc poursuivis par les ministères concernés et s'inscrivent soit dans le paquet de mesures, soit dans les objectifs de l'accord de coalition 2023-2028.

Aucune des mesures n'a été abandonnée.

ad 2) Oui, le groupe de suivi a été réactivé sur demande du Ministre des Affaires intérieures suite à la formation du nouveau Gouvernement. Après considération des priorités des ministères nouvellement constitués et après analyse du programme de Gouvernement, il a été conclu d'un commun accord que les travaux du paquet allaient se poursuivre.

Le groupe de suivi se compose actuellement du Ministère des Affaires intérieures, de représentants de la Police grand-ducale et de l'Administration des douanes et accises. Il est souligné que cette composition a vocation à évoluer en fonction des objectifs et mesures élaborées dans le cadre de la lutte contre les stupéfiants.

ad 3) et 4) En ce qui concerne le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, toutes les mesures ont été mises en œuvre comme prévu :

Depuis le mois de septembre 2023 chaque établissement scolaire de l'enseignement secondaire dispose

d'un coordinateur « Addictions » afin de coordonner la prévention aux addictions et d'implémenter des procédures concrètes d'aide et d'intervention au sein de leur établissement. Des formations spécifiques sont proposées régulièrement par le CePAS afin de faciliter la mise en place de concepts de prévention et d'intervention.

Un guide de prévention des addictions aux substances a été élaboré par le CePAS. Ce guide contient des lignes de conduite et un cadre d'intervention national des acteurs de la communauté scolaire de l'enseignement secondaire pour réagir aux situations de suspicions ou de faits avérés de consommation ou de vente de substances dans les établissements. Le guide fait aussi le point sur la réglementation en vigueur concernant la vente et la consommation de substances.

En ce qui concerne le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, toutes les mesures ont été mises en œuvre comme prévu ou sont en cours de mise en œuvre :

Développement de l'offre de consultations régionales : consultation régionale étendue et mise en place par un acteur conventionné.

Délocalisation/décentralisation des offres et fonctions de la structure Abridago à Luxembourg-ville et création d'une structure intégrée spécifique pour femmes toxicodépendantes : une structure spécifique pour femmes toxicodépendantes sera inaugurée au début de l'année prochaine.

Continuation de la décentralisation nationale des offres d'encadrement pour usagers de drogues : la décentralisation nationale d'offres de consultation et de prise en charge des personnes toxicodépendantes et l'augmentation des capacités de prise en charge ainsi que l'optimisation de l'accès aux offres de consultation au niveau régional ont été poursuivies au nord du pays.

Extension de l'offre TABA – Activités structurantes et occupationnelles pour personnes toxicodépendantes : les capacités des offres occupationnelles pour personnes toxicodépendantes pour éviter l'errance d'usagers de drogues faute d'activité journalière ont été augmentées avec succès dans le cadre du projet TABA II (mesure prévue au Plan d'action national drogues et addictions associées 2020-2024).

Développement des offres de traitement de désintoxication à l'échelle nationale : cette mesure et sa mise en œuvre ont été intégrées dans le plan de santé mentale.

Annexe Stëmm vun der Strooss au nord du pays : les activités de consultation médicale, de restauration, de foyer de jour, de lavage de linge, d'hygiène corporelle et d'ateliers thérapeutiques ont pu être étendues au nord du pays.

Accès universel aux soins : il s'agit de permettre que toute personne vulnérable, indépendamment de son statut, puisse avoir accès aux soins dont elle a besoin, en ayant recours aux mécanismes légaux existants (assurance volontaire définie à l'article 2 du CSS) et en associant les associations non gouvernementales ou caritatives par une convention avec l'État dont la charge financière incomberait à l'État. Cette mesure a été mise en œuvre en collaboration avec sept associations conventionnées.

Bodypackers : le développement d'une capacité nationale suffisante de structures hospitalières spécifiquement aménagées et équipées pour prendre en charge les personnes arrêtées suite à des opérations policières a été assuré en concertation avec le Ministère des Affaires intérieures.

Maison de substitution et offre de substitution bas-seuil à l'Abridago : l'offre de substitution bas-seuil à l'Abridago a été mise en place et la mise en œuvre de la maison de substitution est prévue, mais la recherche d'un bâtiment approprié est toujours en cours (mesure prévue au Plan d'action national drogues et addictions associées 2020-2024).

Offre de thérapies résidentielles pour mineurs/jeunes présentant des troubles de toxicodépendance : des activités en relation avec cette offre commenceront au début de l'année prochaine (mesure prévue au Plan d'action national drogues et addictions associées 2020-2024).

Offre mère-enfant dans un contexte de toxicodépendance : une structure additionnelle a été mise en place au Centre thérapeutique Syrdall Schlass Manternach (CHNP) pour éviter la séparation des jeunes mères toxicodépendantes de leur(s) enfant(s) – (mesure prévue au Plan d'action national drogues et addictions associées 2020-2024).

Service mobile d'intervention d'urgence et services de médecine sociale rattachés à plusieurs structures hospitalières garantissant un service d'urgence : cette mesure a été intégralement intégrée dans le « projet en santé communautaire en faveur des personnes sans-abris » ainsi que dans le projet du « logement encadré régional pour malades psychiatriques chroniques et pour personnes toxicodépendantes ». Ces deux mesures sont d'ailleurs en train d'être mises en œuvre.

En ce qui concerne le Ministère des Affaires intérieures et la Police grand-ducale, il s'agit de :

Recrutement au sein de la Police grand-ducale : un plan de recrutement extraordinaire sur trois ans comprenant le recrutement de 200 policiers B1/C1 pour 2024 a été réalisé et sera poursuivi dans les années à venir.

Plan local de sécurité : cet instrument de gestion politique a été réactivé pour mettre en place un cadre stratégique en matière de sécurité locale par les administrations communales et pour transposer des mesures concrètes. De nouveaux plans locaux de sécurité ont vu le jour dans plusieurs communes (par exemple Esch-sur-Alzette, Differdange, Ettelbruck ou encore la ville de Luxembourg), accompagnés au niveau des comités de prévention.

Comité de prévention communal : en vue de renforcer la coordination entre les autorités locales et le ministère et pour fortifier l'implication du ministère compétent dans la sécurité locale, le règlement grand-ducal du 7 juin 2023 portant modification du règlement grand-ducal du 25 juillet 2018 fixant les modalités de fonctionnement du comité de concertation régional et du comité de prévention communal prévoit désormais que « la convocation est adressée pour information au Ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions » et qu'une « copie du procès-verbal est envoyée au Ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions ».

Visibilité de la police sur le terrain : dès décembre 2021, une restructuration des patrouilles de la police a été réalisée et des agents supplémentaires ont été déployés sur le territoire de la capitale. Ces efforts pour une proximité et une visibilité accrue ont été perpétués et renforcés par le lancement de la phase pilote d'une « unité de police locale », le 1^{er} juillet 2024, dans les villes d'Esch-sur-Alzette et Luxembourg. Une évaluation du projet sera faite après 6 mois.

Bodycams : la base légale a été créée en 2023 et l'équipement nécessaire sera déployé courant 2025.

Vidéosurveillance : sur base de la loi VISUPOL, permettant la prévention, la recherche et la constatation

d'infractions pénales graves dans les lieux accessibles au public, le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit d'identifier les volets de la procédure qui nécessitent une adaptation, notamment celui d'augmenter la durée de validité de l'autorisation ministérielle d'une zone de 3 à 5 ans ou encore de donner un droit d'initiative au bourgmestre, qui pourra directement faire une demande pour une zone VISUPOL, au lieu de passer par la police. Actuellement, des zones VISUPOL se trouvent dans la ville de Luxembourg et des autorisations pour Esch-sur-Alzette et Differdange ont été publiées très récemment.

Garantie d'accès pour le public aux bâtiments privés et publics : l'article 5bis de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, introduit en 2022, prévoit la possibilité d'éloigner par la force, si besoin, une personne qui entrave ou bloque l'entrée ou la sortie accessible au public d'un bâtiment public ou privé de sorte à entraver la liberté de circuler d'autrui. La mesure de « garantie d'accès » actuelle sera complétée par un « Platzverweis » renforcé, tel que prévu dans le programme gouvernemental.

.....

Soumissions publiques | Question 1289
(03/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de leschte Joren ass et ëmmer méi dacks virkomm, datt ëffentlech Entitéiten an hire Beschafungsprozesser 3 bis 5 Referenze vu Projeten an änlecher Gréisstenuerdnung aus de leschten 3-5 Joer verlaangen. E konkret Beispill ass d'Installatioun vun 850 WLAN-Zougangspunkten. Dës Praxis féiert dozou, datt lëtzebuergesch Acteuren, déi eventuell gutt qualifizéiert sinn, fir déi gefuerdert Déngschtleeschungen unzëbidden, automatesch disqualifizéiert ginn, well de lëtzebuergesche Maart ze kleng ass, fir esou vill Referenzen ze sammelen. Dëst steet am Widdersproch zu eisem Zil, lëtzebuergesch Kleng- a Mëttelbetriber ze fërderen, an et ass kloer, datt den ëffentleche Secteur seng Beschafungsstrategien iwwerdenke muss.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Ass d'Ministesch sech bewosst, datt dës Praxis dacks zu enger Benodeelegung vu lëtzebuergesche Betriber féiert, besonnesch am Beräich vun neien Technologien?
2. Wéi gedenkt d'Ministesch dës Problematik entgéintzewierken a méi Chancéglichheet tëscht nationalen an internationale Betriber bei ëffentlechen Ausschreibungen ze garantéieren?
3. Gëtt et Pläng, fir e beschleunegt Verfahren („fast-track scheme“) fir kleng a mëttelgrouss Betriber anzeféieren, fir hinnen d'Participatioun un ëffentlechen Ausschreibungen ze vereinfachen?
4. Wéi eng konkret Moossname kéinte geholl ginn, fir d'Hürde fir lëtzebuergesch Betriber bei ëffentlechen Ausschreibungen ofzebauen, ouni d'Qualitéit vun de Prestatiounen ze compromettéieren?
5. Gëtt et Pläng, fir d'Beschafungsprozesser ze iwwerschaffen, fir d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg ze stäerken an inlännesch Acteuren ze encouragéieren, un ëffentlechen Ausschreibungen deelzehuelen?

Réponse (18/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Beschafungsstrategie vum ëffentleche Secteur.

Ech wéilt fir d'éischt ennersträichen, dass am Moment alles gemaach gëtt, fir den ëffentlechen Invest héichzehalen an all déi fir d'Land noutwendeg Infrastrukturen ze realiséieren. Et ass d'Lëtzebuerg

Wirtschaft a säin Tissu économique, déi dovunner als Éischt profitéieren, ob dat no enger ëffentlecher Ausschreibung ass oder no enger Prozedur ouni Ausschreibung.

D'Gesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwunge vum 8. Abrëll 2018 gesäit d'Méiglechkeet vir, fir Referenzen ze froen. Dat ass besonnesch bei méi groussen Opträg wicteg, fir dass déi ëffentlech Optragsgeber genuch Sécherheet hunn, et engem Betrib zouzetrauen, e Projet ze realiséieren. Domadder wëll ee vermeiden, dass e sech ze vill zoumutt a gläichzäiteg soll d'Qualitéit vun der Aarbecht garantéiert ginn.

Esou kann och als Minimalkritär en Noweis vum Betrib verlaangt ginn, ee gewësse Järlechen Émsaz ze realiséieren. De verlaangten Émsaz soll entspriechend dem Gesetz iwwert d'ëffentlech Ausschreiwunge pro Joer maximal dem Duebele vun der geschater Valeur vum betreffenen Optrag entspriechen. Dat ass e relativ niddrege Seuil. Deen erlaabt et kleng Betriber, bei groussen Ausschreiwunge kënnen matzemaachen, esouguer wann dës Kritär maximal ausgereizt gëtt.

Esou Minimalkritäre si wicteg, well domadder vermidde gëtt, Betriber op groussen Opträg erëmzefannen, déi bei Problemer direkt riskéieren, a finanziell Engpäss ze kommen. Esou Minimalkritäre ginn also och am Interêt vun de Betriber festgeluecht.

Jonk Betriber, déi nach net laang genuch bestinn, fir all d'Minimalkritären ze erfëllen, hunn dem Gesetz no aner Méiglechkeeten, fir der Beweisaascht nozekommen.

Esou kann de Bauhär, am Fall wou hien e verlaangte Järlechen Émsaz fir déi lescht 3 Joer gefrot huet, bei enger nei gegrënnter Gesellschaft doropper verzichten an zum Beispill just den aktuellen Émsaz froen. Den Artikel 31 (3) 2. Abschnitt vum Gesetz léisst do eng gewëss Fräiheet fir de Bauhär, fir kënnen selwer anzeschätzen, wat engem Betrib zouzetrauen ass.

Jonk a méi kleng Betriber kënnen sech doriwwer eraus och zesummeschléissen, fir sech u gréisseren Opträg ze bedeelegen.

D'Gesetzgebung iwwert d'ëffentlech Ausschreiwung erlaabt dëst ausdrécklech, ouni eng spezifesch Form virzeschreiwen. E Betrib kann deemno, zum Beispill, iwwert de Wee vun enger „association momentanée“ mat engem anere Betrib eng gemeinsam Offer erareeche oder sech als Sous-traitant vun engem Soumissionnaire um Chantier bedeelegen.

Dat uewe genannten Ausschreiwungsgesetz vum 8. Abrëll 2018, an déi aktuell europäesch Direktiven an dëser Matière hunn als ee vun de fundamentale Prinzippien, dass d'Entreprises an der EU, onofhängeg vum Land, an deem se etabléiert sinn, déi selwecht Chancen hunn, fir bei enger ëffentlecher Ausschreiwung matzemaachen. Deemno gëllen déi selwecht Reegelen, egal ob et sech ëm eng national oder auslännesch Entreprise handelt.

D'Gesetzgebung ennerstëzt des Weideren, dass d'Projeten a méi kleng Lousen ennerdeelt ginn. Esou kréie méi Betriber eng Méiglechkeet, sech u gréissere Projeten ze bedeelegen.

Esou ass et hei am Land eng gängeg Praxis, am Kontext vu Bauprojeten, d'Aarbechten éischter no Handwierk a Lousen auszeschreiwe wéi als „entreprise générale“. Esou kann eng gréisser Unzuel u kleng Betriber bei Ausschreiwunge matmaachen, déi op ee spezifesch Handwierk limitéiert sinn. Gläichzäiteg huet den ëffentlechen Optragsgeber doduerch och méi Chancen, dass esou méi Betriber eng Offer ofginn. Eng méi grouss Konkurrenz ass och am Sënn vun den ëffentleche Finanzen.

Duerch dës Praxis ass de Lëtzebuerg Maart ganz gutt accessible fir kleng a mëttelgrouss Lëtzebuerg Betriber. D'Zuelen, déi am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 0115 vum 15. Dezember 2023 geliiwert gi sinn, bestätegen esou, dass tëscht 2018 an 2023 déi héchst Betrag duerch Aarbechten an Déngschter vun de Projete vun der Stroossebauverwaltung an der Verwaltung fir ëffentlech Bauten zum gréissten Deel u Lëtzebuerg Betriber ausbezuelgt gi sinn.

Et gëtt natierlech och Bauprojeten, wou aus technesche Grënn wéi der Interoperabilitéit, net kann op Lousen zeréckgegraff ginn, wouduerch et vereenzelt méi grouss Ausschreiwunge gëtt, bei deenen also net all Handwierk eenzel ausgeschreiwwe gëtt.

Duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 29. Mee 2024 ass de Seuil, bis bei deen eng ëffentlech Entitéit en Optrag net brauch auszeschreiwen, vu 60.000 Euro HTVA op 79.000 Euro HTVA gehéicht ginn. Dat erméiglecht méi Kontrakter ouni vill administrativen Opwand ze verginn. Heivunner profitéiere besonnesch kleng a mëttelgrouss national Betriber.

Tëscht 79.000 Euro HTVA an aktuell 139.832 Euro HTVA brauch eng ëffentlech Entitéit och net zwéngend ëffentlech auszeschreiwen, mee se kann direkt bei 3 verschiddeenen Entreprises Offeren ufroen. Och bei dëser Prozedur ass deemno den Opwand fir d'Betriber minimal, während trotzdem e Minimum u Konkurrenz séchergestallt gëtt.

Bei ëffentlechen Ausschreiwunge kann op den DUME (Document unique sur les marchés publics) zeréckgegraff ginn, deen et de Betriber erméiglecht, hir Offer eranzeginn ouni direkt all administrativ Dokumenter bäizeleeën.

Den DUME ass en Dokument, duerch dat de Betrib certifiéiert, dass hien all Konditiounen erfëllt, fir bei der betraffener Ausschreiwung kënnen matzemaachen. Eréischt wann et sech sollt bei der Evaluatioun vun der Offer erausstellen, dass de Betrib déi beschten Offer ofginn huet, muss dësen déi néideg Dokumenter erareeche.

Dat bedeit, dass e Betrib, wann hie seng Offer ofgëtt, sech just brauch ëm d'Offer selwer ze këmmere, a keng Zäit mam Zesummestelle vun engem Dossier verléiert. Ee Betrib, dee keng Aussicht huet, d'Ausschreiwung ze gewannen, muss deemno iwwerhaupt keen Dossier mat sengen administrativen Dokumenter zesummestellen.

Och wa versicht gëtt, d'Hürden op engem Maximum fir d'Lëtzebuerg Betriber ofzebauen, esou kann och eng auslännesch Entreprise eventuell vum Ofbau vun esou Hürde profitéieren, well d'Gläichbehandlung vu Betriber ee vun de Prinzippien vum europäesche Banemaart ass.

.....

Exportation de déchets plastiques vers des pays non membres de l'OCDE | Question 1293
(04/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Le Parlement européen vient de voter l'interdiction d'exporter des déchets plastiques vers des pays non membres de l'OCDE, ceci pour éviter que faute d'installations nécessaires « à les gérer de manière écologiquement rationnelle », ces déchets ne soient brûlés ou enfouis ».

Cette décision législative vise à responsabiliser les producteurs européens de matière plastique pour s'engager de manière plus volontariste vers le recyclage et le réemploi.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement :

1) Quelle est actuellement la quantité de matière plastique exportée vers d'autres pays et quels sont ces pays ?

2) Qu'advient-il de ces déchets ?

3) Quelle est la part de ces déchets réexportée vers des pays non OCDE sachant que notamment la Belgique exporte une quantité importante de déchets plastiques vers ces pays ?

4) Quelles seront les conséquences pour notre pays à la suite du vote prémentionné du Parlement européen ?

Réponse (11/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En 2022, les quantités suivantes de déchets plastiques² ont été exportées par le Luxembourg vers d'autres pays :

- Belgique : 2.775 tonnes
- Allemagne : 11.195 tonnes
- France : 6.502 tonnes
- Italie : 17 tonnes
- Pays-Bas : 3.767 tonnes

ad 2) En règle générale, les déchets plastiques sont triés au Luxembourg puis exportés vers les pays énumérés ci-dessus pour y être recyclés, valorisés ou réexportés.

L'Administration de l'environnement (AEV) est informée de toutes les installations de traitement des déchets qui recyclent les déchets plastiques provenant des emballages collectés au Luxembourg dans les sacs bleus, sous la responsabilité de l'association Valorlux. Valorlux établit un rapport annuel répertoriant ces installations et ce rapport indique les quantités de déchets collectés qui ont été recyclés ou éventuellement soumis à une valorisation énergétique. Un résumé de ce rapport est publié sur le site de Valorlux (factsheet 2022)[↑].

À partir de l'année 2025, une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs sera mise en place pour les déchets d'emballage non ménagers. Cette filière sera par la suite également chargée de communiquer les installations finales de recyclage des déchets d'emballages plastiques non ménagers.

En ce qui concerne les déchets plastiques qui ne sont pas des déchets d'emballages, l'AEV dispose uniquement de données sur la première installation en dehors du Luxembourg qui accepte ces déchets. Ces informations sont communiquées à travers les rapports annuels des installations de tri des déchets ainsi que des collecteurs de déchets au Luxembourg. Si la première installation à l'étranger effectue un stockage intermédiaire pour regrouper différentes fractions de déchets en vue de les acheminer vers une autre installation de recyclage, cette dernière n'est pas spécifiquement renseignée. Il est cependant à noter que la plupart de ces déchets plastiques sont des déchets industriels (environ 30 % de tous les déchets générés) de haute qualité, généralement réintroduits directement dans la production de nouvelles matières premières.

ad 3) Pour les raisons sus-évoquées, la part des déchets réexportés vers des pays non OCDE n'est pas connue.

ad 4) Le Luxembourg soutient une interdiction d'exporter des déchets plastiques vers des pays

² La définition des déchets plastiques est celle utilisée pour le rapportage sous le règlement modifié (CE) n° 2150/2002 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2002 relatif aux statistiques sur les déchets.

non membres de l'OCDE ainsi que la mise en place de nouvelles filières de recyclage et de valorisation au sein de l'UE. Étant donné que nos déchets plastiques sont efficacement triés à la base, leur recyclage ultérieur est facilité. Nous ne nous attendons donc pas à des conséquences tangibles pour le Luxembourg.

Boues des stations d'épuration | Question 1294 (04/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Un audit récent sur les boues des stations d'épuration réalisé en Belgique montre que les PFAS (perfluoroalkylées) sont omniprésents.

1) Comment sont utilisées les boues au Luxembourg et dans quelles quantités ?

2) Est-ce que les PFAS qui sont des substances chimiques très persistantes sont tracées dans nos stations d'épuration et quelles sont le cas échéant les valeurs constatées ?

3) Quelles sont les conditions que doivent remplir ces boues pour être épandues sur des surfaces agricoles et le cas échéant, pour quelles cultures ?

4) Quelles sont les quantités de boues utilisées par l'agriculture au Luxembourg ?

5) Quel est l'état d'avancement des projets de législation européenne tant pour les eaux rejetées dans les rivières que pour les boues servant d'engrais ?

Réponse (13/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les communes sont tenues d'assurer la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux urbaines résiduaires. Les boues épuratoires sont le principal résidu généré par une station d'épuration et de ce fait, les communes ont également la responsabilité d'assurer le traitement des boues épuratoires. Constitué principalement de matière organique, les boues épuratoires sont également chargées avec des métaux, de résidus de médicaments ou de microplastiques, ce qui limite leur utilisation pour certaines activités.

D'après le dernier rapport de l'administration de l'environnement publié en septembre 2024³ concernant les déchets spécifiques des stations d'épuration, la quantité de boues épuratoires produite en 2022 au Luxembourg est de 10.676 tMS (tonnes de matière sèche). La quantité de boues d'épuration qui a été incinérée, compostée ou directement valorisée en 2022 s'élève à 12.520 tMS. La différence entre les quantités indiquées pour la production propre et pour la valorisation résulte principalement des quantités stockées (quantités de 2021 valorisées en 2022).

L'utilisation des boues se répartit comme suit pour l'année 2022. [↑]

ad 2) À ce stade, les PFAS ne sont pas analysés de façon systématique dans les eaux usées transitant par les stations d'épuration. Néanmoins la présence de certains PFAS (PFBA, PFOA, PFBS et PFOS) est analysée dans le cadre des études de faisabilité pour la mise en place potentielle d'une 4^e étape épuratoire. Vu que ces études sont toujours en cours une appréciation définitive n'est à ce stade pas possible.

³ <https://download.data.public.lu/resources/waste-and-ressources-sewage-sludge/20240918-155421/klarschlammjahresbericht2022.pdf>

ad 3) Les conditions d'épandage de boues d'épuration sur terres agricoles sont définies par le règlement grand-ducal du 23 décembre 2014 relatif aux boues d'épuration. Il en ressort que les concentrations en métaux lourds des boues d'épuration ne doivent pas dépasser les valeurs limites fixées en annexe du règlement grand-ducal. L'usage des boues d'épuration en zones sensibles (p. ex. zones de protection des eaux potables ou encore zones de protection naturelles) ainsi que dans une zone inférieure à 30 mètres des lisières forestières est interdit. L'usage des boues est par ailleurs limité à 3 tonnes de matière sèche par an et par hectare et les boues non traitées doivent être incorporées ou injectées dans les sols.

L'usage de boues traitées sur des prairies et cultures maraîchères et fruitières est en principe possible s'il est procédé au pâturage ou à la récolte des cultures fourragères avant l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'épandage. En pratique, l'usage de boues traitées se limite aux cultures arables et les boues sont épandues avant que les cultures ne soient semées. Ce fait s'explique par une condition supplémentaire prévue dans le cadre d'une aide agro-environnementale pour l'instauration d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement qui stipule que l'usage de boues dans certaines cultures n'est pas permis.

ad 4) Voir tableau reproduit sub 1. [↑]

ad 5) En matière de législation européenne concernant le traitement des eaux urbaines résiduaires, la Commission européenne a présenté fin 2022 un texte pour la refonte de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (directive 91/271/CEE). Négocié en 2023, un texte final a été adopté par le Conseil des ministres de l'Environnement ainsi que par le Parlement européen. La nouvelle directive devrait être publiée d'ici la fin de l'année.

Le texte de la nouvelle directive contient notamment des dispositions concernant la valorisation des boues et des ressources. La directive encourage ainsi les États membres à valoriser les ressources telles le phosphore et de prendre les mesures nécessaires pour que la gestion des boues soit conforme à la hiérarchie des déchets prévue à l'article 4 de la directive 2008/98/CE.

D'après le nouveau texte européen la gestion des boues reposera notamment sur les priorités suivantes :

- a) maximiser la prévention ;
- b) encourager la réutilisation, le recyclage et d'autres valorisations des ressources, en particulier le phosphore et l'azote, en tenant compte des options de valorisation nationales ou locales ; et
- c) réduire au minimum les effets néfastes sur l'environnement et la santé humaine.

Groupe d'intervention pénitentiaire | Question 1295 (04/10/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les agents pénitentiaires membres du Groupe d'intervention pénitentiaire (GRIP) s'exposent à des risques particulièrement élevés lors de leurs interventions, à savoir pendant les révoltes au Centre pénitentiaire de Schrassig en 2020 et à Dreibern en 2022, ainsi que lors d'émeutes. Leur équipement comprend des vêtements de protection et des armes de défense non pénétrantes, telles que des balles de paintball ou des sprays au poivre. Selon la direction de l'Administration pénitentiaire en 2020, ce matériel avait coûté 48.683 euros, bien que la livraison complète n'ait pas encore été réalisée à cette date.

Les équipes GRIP sont composées de plusieurs membres travaillant en équipes afin de maintenir une proportionnalité de quatre agents pour un détenu.

Cependant, l'Association des agents pénitentiaires (AAP) s'exprime régulièrement en public pour dénoncer en général un manque de personnel en matière de recrutement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre estime-t-elle que l'effectif global des équipes GRIP devrait être augmenté ? Si oui, dans quelle mesure ?

2) L'utilisation des armes de défense non pénétrantes nécessite une formation adéquate pour éviter tout incident. Les agents du GRIP doivent-ils suivre une telle formation avant d'utiliser ces armes ?

3) Quelles sont les modalités d'intervention de ces agents ? Existe-t-il des instructions claires et précises afin de prévenir leur responsabilité personnelle ?

4) Combien d'incidents nécessitant l'intervention du GRIP ont eu lieu au cours des cinq dernières années ?

Réponse (29/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) L'Administration pénitentiaire compte actuellement deux groupes d'intervention (GRIP) créés au sein des centres pénitentiaires fermés, c'est-à-dire au Centre pénitentiaire de Luxembourg et au Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff. Les directions respectives des centres sont chargées de la gestion et de l'organisation de ces équipes dont les effectifs et les affectations au sein du centre peuvent varier.

Au Centre pénitentiaire de Luxembourg, le GRIP est composé de 19 agents et il n'est pas prévu au vu du nombre d'interventions d'augmenter l'effectif du groupe.

Le GRIP du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff compte 27 agents dont 3 suivent encore la formation spéciale destinée à cette fin. Le nombre croissant d'interventions et l'organisation interne du centre pénitentiaire pourraient cependant rendre nécessaire l'augmentation de l'effectif actuel à moyen terme.

ad 2) En effet, une formation adéquate constitue la condition préalable à l'utilisation d'armes de défense non pénétrantes et les agents du GRIP doivent obligatoirement suivre une formation spéciale.

ad 3) La loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'Administration pénitentiaire définit le champ d'action de l'administration en tant que telle et clarifie plus particulièrement les limites à l'intérieur desquelles les agents pénitentiaires peuvent exercer leurs missions telles que définies à l'article 42, paragraphe 1^{er}, de la loi précitée et qui consistent à surveiller et encadrer les détenus, assurer le bon déroulement de la détention, veiller au respect de l'intégrité physique des détenus, du personnel et des tierces personnes présentes, veiller à la sécurité et à la sûreté du centre pénitentiaire auquel ils sont affectés.

L'article 43, paragraphe 2, dispose que les agents pénitentiaires du groupe d'intervention sont spécialement formés à l'usage des moyens de contrainte physiques. Ils interviennent dans des situations lors desquelles les missions susmentionnées ne peuvent plus être réalisées par les autres agents pénitentiaires non membres de ce groupe.

Les centres pénitentiaires disposent chacun d'un recueil d'instructions de service régissant l'organisation interne des services et dressant le cadre précis à l'intérieur duquel les agents sont amenés à exercer leurs fonctions. Une instruction de service spécifique règle notamment l'intervention des agents du GRIP.

ad 4) Depuis l'ouverture du Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff le 5 décembre 2022, le GRIP a

effectué 60 interventions alors que le Centre pénitentiaire de Luxembourg comptabilise en tout 131 interventions au cours des cinq dernières années réparties de la manière suivante : 24 en 2020, 32 en 2021, 44 en 2022, 19 en 2023 et 12 en 2024.

.....
« European Judicial Organised Crime Network » | Question 1296 (04/10/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Eurojust, l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale, apporte un soutien sur mesure aux procureurs et aux juges de l'ensemble de l'Union européenne, ainsi qu'au-delà. Désormais, un nouveau réseau européen (EJOcn), composé de procureurs spécialisés, vise à lutter contre le trafic de stupéfiants, le blanchiment d'argent, la traite des êtres humains, la cybercriminalité, et plus généralement contre la criminalité organisée. Ce réseau renforce la coordination entre procureurs et juges spécialisés afin de démanteler les structures illégales transfrontalières. La lutte contre le trafic de stupéfiants se concentrera dans un premier temps sur le transit par les ports européens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Sur quelle base le nouveau réseau prévoit-il d'améliorer la flexibilité et la rapidité des interventions des enquêteurs ?

– Quelle est l'implication du Luxembourg dans l'EJOcn ? Combien de représentants luxembourgeois en feront partie ?

– Quelles sont les missions de l'EJOcn ? Qu'en est-il de son fonctionnement interne et de son ancrage institutionnel et organisationnel ?

– Par quels moyens le réseau prévoit-il de lutter contre les différentes infractions évoquées ?

Réponse (05/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

L'ampleur de la menace et la dimension globale de la lutte contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée exigent une réponse solide tant au niveau national qu'au sein de l'UE ainsi qu'au niveau mondial pour garantir la sécurité de nos citoyens. Souvent, les instruments classiques de coopération judiciaire se révèlent trop lents pour démanteler efficacement les réseaux de criminalité organisée, qui nécessitent une approche transfrontalière rapide, flexible et adaptée à l'évolution constante du crime.

Pour renforcer la résilience des plateformes logistiques, démanteler les réseaux criminels, intensifier les efforts de prévention ainsi que pour renforcer la coopération avec les partenaires internationaux, la Commission européenne avait proposé en date du 18 octobre 2023 une feuille de route de l'UE en matière de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée (« EU Roadmap »), en définissant dix-sept mesures ciblées et concrètes, divisée en quatre axes prioritaires.

Le réseau judiciaire européen en matière de lutte contre la criminalité organisée (EJOcn) a été créé dans le cadre de la mise en œuvre d'une de ces mesures par l'adoption au mois de juin 2024 de « Conclusions du Conseil sur la création d'un réseau judiciaire européen en matière de criminalité organisée ». Ce nouveau réseau vise à fournir une plateforme d'expertise spécialisée à l'appui des autorités judiciaires dans le domaine de la criminalité organisée. Il facilitera et renforcera avant tout la coopération entre les autorités judiciaires compétentes chargées de lutter contre le trafic de

drogue et la criminalité organisée et garantira ainsi que les ressources sont mises en commun de manière efficace, tout en évitant de faire double emploi de structures et compétences existantes.

Le réseau EJOcn se concentrera sur des sujets stratégiques, l'échange d'expertise et de bonnes pratiques ainsi que l'échange sur les tendances et évolutions générales. Les discussions porteront, dans une première phase, prioritairement sur la criminalité organisée en matière de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Le Luxembourg sera représenté au sein du réseau qui réunira des experts nationaux chargés des enquêtes pénales, principalement des membres du parquet et, s'il y a lieu selon le contexte national, des juges d'instruction ou des agents des services répressifs. Eurojust fournira le soutien logistique et opérationnel nécessaire à l'accomplissement des tâches du réseau.

Une première réunion du réseau EJOcn a eu lieu fin septembre 2024 dans les locaux d'Eurojust. Cette première réunion a été dédiée aux fonctions, aux tâches et à la composition du réseau. Les membres du réseau ont également commencé à identifier les défis rencontrés dans la lutte contre la criminalité organisée transfrontalière.

Un programme de travail sur deux ans sera élaboré afin de guider et structurer les travaux futurs du réseau. La présidence du réseau est assurée par la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

.....
Institut de formation pénitentiaire | Question 1297 (04/10/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'Institut de formation pénitentiaire (IFP) assure et supervise la formation spécialisée pendant le stage ainsi que la formation continue du personnel de l'Administration pénitentiaire. Le personnel de l'Administration pénitentiaire devrait être recruté de manière régulière. La diversité des postes et des missions sur le terrain constitue l'un des principaux arguments pour rejoindre cette administration.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quelles sont les formations dispensées par l'IFP ? Combien d'heures de cours sont dispensées en moyenne ?

2) Ces formations sont-elles spécifiques aux différents métiers au sein de l'Administration pénitentiaire ? Si oui, quelles variantes d'une même formation existent ?

3) Combien d'agents pénitentiaires ont été recrutés au cours des dernières cinq années ?

4) Madame la Ministre peut-elle fournir un tableau récapitulatif de ce recrutement par centre (Uerschterhaff, CPL, CPG) ? Ce tableau pourrait-il inclure une distinction par genre parmi les recrutés ?

5) Alors que le travail sur le terrain se distingue des autres emplois dans la fonction publique par sa diversité, quelles sont les possibilités de revalorisation des carrières au sein de l'Administration pénitentiaire ? Comment les différentes carrières peuvent-elles évoluer au sein de l'administration ?

Réponse (29/10/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) L'institut de formation pénitentiaire (IFP) est en charge de la formation spéciale ainsi que de la formation continue auprès de l'Administration pénitentiaire.

La formation spéciale s'adresse principalement aux fonctionnaires-stagiaires, ainsi qu'aux agents

récemment recrutés. Elle consiste à fournir aux agents les connaissances de base indispensables à l'accomplissement de leurs missions et leur permet de se familiariser avec les activités spécifiques de l'Administration pénitentiaire.

Les cours dispensés lors de la formation spéciale sont les suivants :

- Droits de l'homme
- Organisation judiciaire
- Code pénal et code de procédure pénale
- Probation
- Loi organique et l'organigramme de l'administration
- Techniques professionnelles et mesures préventives contre les accidents
- Législation sociale
- Professionnelles Handeln
- Gestion de la comptabilité et du budget
- Self defense
- Grundlagen der Psychologie
- Sozialarbeit im Strafvollzug
- Traitement pénologique
- Histoire des prisons
- Radicalisation
- Principes pour la sauvegarde de traces de stupéfiants
- Gestion du greffe CPL
- Gestion du greffe CPG
- Protection des données
- Légitime défense
- Protection de la jeunesse
- Fouilles
- Déescalation psychologique
- Service santé et bien-être au travail
- Gel au poivre (à partir de 2025)

Le nombre de classes de la formation spéciale varie en fonction des effectifs du recrutement.

Pour ce qui est de la formation spéciale, en moyenne, 110 heures de cours sont organisées.

Les cours dispensés dans le cadre de la formation continue sont les suivants :

- Contexte socioculturel et prise en charge des détenus issus d'origines différentes
- Stressbewältigung
- Umgang mit Macht und Gewalt
- Radicalisation en milieu pénitentiaire
- Gestion des conflits dans le milieu pénitentiaire
- Justice restaurative
- Premiers secours
- Combattre un feu naissant
- Motivierende Gesprächsführung im Justizvollzug
- Légitime défense
- Self defense
- Gel au poivre (à partir de 2025)

La durée des cours varie entre 4 et 18 heures, en fonction la complexité des sujets et de la matière.

En moyenne, 300 heures de cours de formation continue sont organisées par année.

ad 2) Un certain nombre de formations sont spécifiques et ne sont dispensées qu'à différents corps de métiers au sein de l'Administration pénitentiaire. À cet effet, il convient de noter que les formations relatives à la gestion des conflits, à la justice restaurative, au self defense et à la conduite motivante d'entretiens peuvent être dispensées séparément afin de s'adapter au mieux aux besoins spécifiques des différents groupes de traitement du personnel de l'Administration pénitentiaire.

Tous les autres cours sont en principe accessibles à l'ensemble du personnel de l'Administration pénitentiaire. Les agents pénitentiaires, les agents techniques, mais également les membres des directions et services de coordination peuvent assister aux cours ainsi dispensés.

La formation au sujet du « Contexte socioculturel et prise en charge des détenus issus d'origines différentes » est organisée selon les différentes populations représentées au sein du milieu carcéral.

Finalement, il convient de souligner que certains services disposent de crédits propres dans le but de prévoir des formations spécifiques sur mesure à l'image du service psycho-social et socio-éducatif.

ad 3) Depuis 2019, l'Administration pénitentiaire a procédé au recrutement de 326 agents pénitentiaires. Il importe de noter qu'à partir du 1^{er} novembre 2024, elle occupera un total de 354 nouveaux agents pénitentiaires suite à un nouveau recrutement de 28 agents.

ad 4) Tableau ⁴

ad 5) Les possibilités de revalorisation des carrières au sein de l'Administration pénitentiaire ne diffèrent pas de celles des autres emplois dans la fonction publique. Pour la carrière de l'agent pénitentiaire, qui constitue un sous-groupe à attributions particulières dans la catégorie de traitement D, groupe de traitement D1, les avancements en traitement et grades se font conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 12 de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État. Les agents des autres carrières avancent conformément aux dispositions de cette même loi.

En outre, en cas de vacance d'un poste à responsabilités particulières au sein de l'Administration pénitentiaire, les agents qui remplissent les conditions requises ont la possibilité de poser leur candidature pour accéder à un tel poste, défini dans l'organigramme de l'administration et approuvé par le ministre de tutelle. L'agent titulaire d'un poste à responsabilités particulières bénéficie de la majoration d'échelon prévue aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée précitée du 25 mars 2015.

.....

Leçons tirées de l'épidémie de fièvre catarrhale | Question 1298 (04/10/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le 3 septembre 2023, un premier foyer de la fièvre catarrhale de sérotype 3 a été déclaré aux Pays-Bas près d'Amsterdam. Le virus s'est propagé rapidement à travers les Pays-Bas, entraînant la mort de 51.819 moutons et de 7.735 bovins en 2023.⁴ Le 12 octobre 2023, un premier cas a été confirmé en Allemagne.

Au printemps 2024, le Ministère néerlandais de l'Agriculture a annoncé avoir accordé une autorisation d'utilisation à un premier vaccin. Peu après, deux vaccins supplémentaires ont été approuvés. Les vaccins ont été utilisés aux Pays-Bas à partir du début de mai. Le 7 juin 2024, le Bundesministerium für Ernährung und Landwirtschaft allemand a communiqué son autorisation pour l'utilisation des trois vaccins⁵.

Dans plusieurs interviews avec des agriculteurs luxembourgeois affectés par l'épidémie de fièvre catarrhale, les personnes concernées ont fait part de leur impression que les vaccins arrivaient trop tard au Luxembourg, et ne devenaient disponibles qu'en pleine flambée de l'épidémie.

En réponse à la question parlementaire n° 1108 au sujet de la campagne vaccinale contre la fièvre catarrhale, Madame la Ministre de l'Agriculture a donné plusieurs raisons expliquant la mise à disposition

tardive du vaccin : la procédure d'autorisation au niveau national, ainsi que des procédures administratives et financières qui étaient à respecter.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir plus de détails au sujet des procédures qui ont dû être parcourues afin d'aboutir à la mise à disposition du vaccin ? Quand les procédures ont-elles été lancées et combien de temps ont-elles pris ? Madame la Ministre peut-elle confirmer que les premiers vaccins ont été commandés au mois de mai 2024 ?

2) De manière générale, quelles leçons Madame la Ministre tire-t-elle du processus menant à la mise à disposition du vaccin contre la fièvre catarrhale au Luxembourg ? Madame la Ministre a-t-elle fait voire compte-t-elle entreprendre une analyse des actions prises dans ce contexte et des améliorations procédurales ou administratives qui s'imposent, afin d'améliorer, le cas échéant, les pratiques de surveillance, le temps de réponse, ainsi que les stratégies de prévention ?

3) Comment Madame la Ministre estime-t-elle que les démarches pourraient être optimisées afin d'accélérer l'autorisation pour mettre à disposition les vaccins plus précocement dans une situation d'explosion de cas dans les pays voisins ?

4) Madame la Ministre estime-t-elle que les échanges avec les autorités compétentes des pays voisins pourraient être optimisés ou systématisés afin d'améliorer le temps de réponse en cas d'épidémies menaçant les exploitations agricoles ? Dans l'affirmative, de quelle manière est-ce que la vigilance épidémiologique régionale pourrait être améliorée ?

Réponse (05/11/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) 23 mai 2024 : demande au fournisseur de transmettre le dossier technique pour évaluation du dossier en vue d'obtenir une autorisation temporaire d'utilisation du vaccin étant donné que le vaccin n'est pas encore autorisé par l'Agence européenne des médicaments.

Demande d'une offre pour 50.000 doses de vaccin avec option pour une commande de 50.000 doses.

2 juillet 2024 : réception de l'arrêté avec l'autorisation du vaccin Bultavo 3 par le Ministère de la Santé. Préparation de la proposition d'engagement pour marchés publics pour la première commande.

3 juillet 2024 - 19 juillet 2024 : en attente d'informations à nous transmettre par le fournisseur (rappel régulier).

19 juillet 2024 : commande de 50.000 doses de vaccin Bultavo 3.

8 août 2024 : livraison de la première commande de vaccin.

Suite à l'urgence, lancement de la procédure d'urgence – pas de délais à respecter de la part de l'ordonnateur pour la commande de vaccins supplémentaires.

14 août 2024 : lancement de cette procédure de demandes de dépassement du budget d'engagement (budget insuffisant) et de paiement auprès du Ministère des Finances.

Durant le mois d'août, 190.000 doses de vaccin supplémentaires ont été commandées et livrées.

ad 2) Vu qu'il y a eu, lors de cette commande du vaccin Bultavo, des délais à différents niveaux, nous allons appliquer la procédure d'urgence pour les commandes

⁴ <https://blauwtongvaccin.nl/>
⁵ Ständige Impfkommission Veterinärmedizin, Aktualisierte Stellungnahme zur Impfung empfindlicher Wiederkäuer gegen BTV-3

de vaccins à venir et essayer d'entamer différentes étapes en parallèle tout en respectant les procédures budgétaires prévues.

Ainsi, nous avons lancé les procédures pour commander du vaccin contre 2 autres maladies qui risquent d'atteindre les frontières du Luxembourg dans le futur puisqu'elles progressent actuellement à partir du Sud et de l'Est de la France, à savoir la fièvre catarrhale ovine de sérotype 8 et la maladie hémorragique épidémiologique.

ad 3) En supplément de cette procédure d'urgence, nous allons mettre en place un accord-cadre avec différentes firmes sur plusieurs années qui nous permettra de commander les vaccins nécessaires dès que la situation sanitaire le demande.

ad 4) Les fonctionnaires de l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire sont en contact permanent avec leurs homologues des pays voisins, soit directement soit lors des réunions mensuelles qui sont organisées au sujet de la santé animale au niveau européen. Les différents pays s'informent ainsi mutuellement sur l'évolution des maladies animales et des mesures prises dans leurs pays respectifs.

.....

Aménagements raisonnables des salles de classe | Question 1299 (04/10/2024) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

Fir all Schüler:inne beschtméiglech enseignéieren ze kënnen, si jee no hire Besoine verschidden Encadrement an Equipementer noutwendeg. A verschiddene Situatiounen kann d'Ausstattung vum Kllassesall och e wichtege Facteur fir d'Sécherheet vun alle Kanner an der Klass duerstellen, besonnesch wa Schüler:inne mat grave Verhalensopfällegkeeten an enger Klass sinn. Fir Kanner mat spezifesch Besoine gëtt et d'Méiglechkeet vun den Aménagements raisonnables, dorënner och d'Upassung vum Unterecht am Kllassesall.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

– Wéi eng Upassung vum Kllassesall si bei engem Aménagement raisonnable méiglech? Wéi ass den Of-laf, fir esou Equipementer oder Ënnerstëtzen an place ze setzen?

– Huet den Educationminister Recommandatiounen formuléiert, fir den Equipement vum Kllassesall generell méiglechst inklusiv ze gestalten? Wa jo, wéi eng?

– Wéi verhält et sech mat der Responsabilitéit, wann e:ng Schüler:in an der Prozedur ass, am Kader vun engem potentielle Besoin spécifique en Diagnostic ze kréien a sech oder anerer verletzt, well de Kllassesall net u seng Besoinen ugepasst ass?

Réponse (08/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Generell gëtt schonns direkt, wann eng Schoul oder ee Lycée soll gebaut ginn, gekuckt, d'Kllassesall esou ze konzipéieren an ze amenagéieren, datt se inklusiv an accessibel sinn, d'Sécherheet vun alle Schüler garantéieren a Réckzuchsméiglechkeete fir d'Schüler bidden.

Esouwuel an der Grondschoul ewéi och am Lycée ass et méiglech, iwwert Aménagements raisonnables d'Léierëmfeld vu Schüler mat spezifesch Besoinen unzupassen. Dës Upassung baséieren op den individuelle Besoine vun de Schüler. Nieft der Upassung vum didaktesch Material (wéi z. B. Vergrößerung vun Texten, Notzung vun audiovisuellem Support oder informateschem Material) an der pädagogescher

Differenzéierung ass et hei méiglech, de Raum an den zäitliche Verlaf vum Unterecht (méi Zäit fir eng Aufgab oder en Test, Ënnerdeelung vun den Aufgaben, méi Pausen asw.) unzupassen.

Speziell Material, dat gebraucht gëtt, fir de Kllassesall ze amenagéieren, kann iwwer verschidde Weeër finanziert ginn. An de Grondschoule sinn et am Prinzip d'Gemengen, déi dat néidegt Material zur Verfügung stellen. D'Lycéeën hunn hir Dotatioun, mat där si speziell Material kafen oder ersetze kënnen. Fir déi spezialiséiert Kompetenzzentren an d'Équipes de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) besteet d'Méiglechkeet, eng Demande beim Service national de l'éducation inclusive (SNEI) eranzerechen, fir speziell Equipement, sougenannt Equipements spéciaux, finanziert ze kréien.

Betreffend d'Fro vun der Responsabilitéit, wann e Schüler sech oder een anere Schüler verletzt, gëllen déi allgemeng Reegelen vun der Responsabilitéit civile (Artikelen 1382, 1383 an 1384 vum Code civil), esouwéi déi méiglech Responsabilitéit vum Staat, fir Virfall, déi ënnert der Surveillance vun engem Enseignant geschitt sinn (Dispositiounen vun der Loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques), an d'Méiglechkeet, de Virfall als Accident scolaire ze deklaréieren mat gegebenefalls enger Indemnisation vun den Domagan (kierperlechen oder materielle Schued) duerch d'Association d'assurance accident (ewéi vun den Dispositiounen vum Règlement grand-ducal modifié du 17 décembre 2010 concernant l'assurance accident dans le cadre de l'enseignement précoce, préscolaire, scolaire et universitaire virgesinn).

.....

Accessibilité au brevet de technicien supérieur pour les personnes en situation de handicap | Question 1300 (04/10/2024) de Mme Francine Cloeser (LSAP)

De Brevet de technicien supérieur (BTS) ass eng Formation vun zwee Joer, déi spezifesch berufflech Qualifikatiounen vun engem héijen Niveau vermëttelen an op den Aarbechtsmaart virbereede soll. E riicht sech u jiddereen mat enger Première oder engem equivalenten Diplom.

An der Fonction publique gëtt Fonctionnairen an Employéë mat BTS an der B1-Carrière eng Primm vun 10 Punkten attribuéiert, wann de BTS en direkte Lien mat de Missiounen vum jeeweilige Posten huet. Ab dem sechsten Dénsgschtoer ass d'Primm 15 Punkten. Mengen Informatiounen no gëtt et Leit, déi opgrond vun hirem Handicap kee BTS hei am Land maache konnten.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Ministesch fir Fuerschung an Héichschoul esouwéi dem Här Minister fir d'Fonction publique folgend Froe stellen:

– Sinn all d'BTSen hei am Land fir Leit mat Handicap accessibel? Wéi gëtt séchergestallt, datt jiddereen mat Handicap, deen d'Viraussetzungen erfüllt, e BTS maache kann? Wéi eng Amenagementen sinn am Kader vun engem BTS méiglech?

– Wéi eng Moosname wëll d'Regierung an Zukunft huelen, fir d'Accessibilitéit an Inklusioun vun de BTSen ze verbesseren?

– Sinn der Regierung Fäll bekannt, an deene Persounen opgrond vun hirem Handicap kee BTS hei am Land maache konnten an dowéinst an d'Ausland gaange sinn? Wa jo, wéi vill esou Fäll gouf et an deene leschte fënnf Joer? Wa jo, wéi eng Kategorie vun Amenagementen konnten net geleescht ginn, fir hinnen e BTS zu Lëtzebuerg ze erméiglechen?

– Wéi eng Krittäre gi fir d'Unerkennung vun engem BTS aus dem Ausland ugewant?

– Gëtt d'Primm fir de BTS an der Fonction publique och fir equivalent Diplomer aus dem Ausland attribuéiert? Wann net, firwat net? Wann net, gedenkt d'Regierung dat ze änneren?

– Wéi vill Persounen mam Statut vum Salarié handicapé an der Fonction publique kréien aktuell d'Primm vun BTS attribuéiert?

Réponse (23/10/2024) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

De Brevet de technicien supérieur (BTS) stellt am Lëtzebuurger Héichschoulsystem eng héich spezialiséiert berufflech Qualifikatioun duer, déi d'Absolvente gezielt an direkt op den Aarbechtsmaart virbereet. De BTS ass awer och ee vollwärtig unerkannten Héichschoulsdiplom, deen den europäesche Standarden a Qualifikationskrittären, wéi se am Bologna-Prozess festgehalte sinn, entsprécht.

Déi am Prinzip zweejäreg Formation, déi zum sougenannte Cycle court um Héichschoulsystem gehéiert, ass generell accessibel fir Titulairé vun engem Lëtzebuurger Secondairesdiplom, deen Accès zu Héichschulstudie gëtt, oder vun engem auslänneschen, als equivalent unerkannten Diplom. Och besteet ënner gewësse Konditiounen d'Méiglechkeet vun engem Accès iwwer d'Validation des acquis de l'expérience (VAE). Am Sënn vum sougenannte Stufemodell dréit de BTS dozou bäi, enger ganzer Reijonke Leit Accès zu Héichschulstudien ze ginn an et hinnen ze erméiglechen, en éischten Héichschoulsdiplom ze kréien.

Fir sécherzestellen, dass Kandidaten, déi déi allgemeng Viraussetzungen erfüllen, mee déi duerch eng physisch oder psychesch Beanträchtegung risquéieren, an hirer Progressioun am Kader vun dese Formationen gehemmt ze sinn oder Schwierigkeeten ze hunn, fir am Kader vun den Evaluationsmodalitéiten hir Kenntniss a Kompetenzen geltend ze maachen, gouf am Héichschulgesetz vum 21. Juli 2023 (Loi du 21 juillet 2023 ayant pour objet l'organisation de l'enseignement supérieur) d'Méiglechkeet vu sougenannten Aménagements raisonnables am Kader vun BTS verankert.

Par analogie mat de Bestëmmungen, déi um Niveau vum Enseignement secondaire an och um Niveau vum de Studiengang op der Universitéit Lëtzebuerg gëllen, gëtt am uewe genannte Gesetz eng eenheetlech Prozedur definéiert, déi et engem concernéierte BTS-Student erlaabt, Amenagementen unzefroen. D'Decisiounen gi vun enger am selwechte Gesetz instituierter Commission des aménagements raisonnables geholl, déi fir all d'BTS-Programmer zoustänneg ass. Déi méiglech Amenagementen sinn am Artikel 17 vum Gesetz definéiert a gi vun engem Amenagement vun Kllassesall oder enger adaptierter Presentatioun vun de Questionnairen iwwer technologesch oder mënschlech Hëllef bis zu enger Verlängerung vun der accordéierter Zäit am Kader vun den Epreuen oder vum ganze Studiengang.

Et sief nach bemierkt, dass laut der Gesetzgebung, déi virum Akraaftriiede vum Héichschulgesetz vum 2023 applikabel war, d'Decisioun, fir Amenagementen am Kader vun BTS ze akkordéieren, beim Direkter vun concernéierte Lycée lounge.

Et kann an einzelnen, rare Fäll virkommen, dass e Student, trotz alle Beméiungen an de méiglechen Amenagementen, d'Acquis d'apprentissage, wéi se am Studieprogramm festgehalte sinn, net erreeche kann.

An dësem Kontext kann een och bemierken, dass, wann e Student während sengem BTS-Studium Aménagemententer accordéiert krut, dëst weeder um Diplom nach um Supplément au diplôme vermierkt ass.

Wat d'akadeemesch Unerkennung vu vergläichbaren auslänneschen Diplomer ubelaangt, sief präziséiert, dass effektiv eng ganz Rei Länner och Formatiounen ubidden, déi zum Cycle court vun hirem Héichschoulsystem gehéieren, an déi ganz ënnerschiddlech Denominatiounen droen. Wann déi Diplomer am concernéierte Land vun den zoustännegen Autoritéiten als Héichschouldiplom um Niveau 5 vum europäesche Qualifikationskader uerkannt sinn an och vun enger unerkannter oder akkreditéierter Institutioun ausgestallt goufen, kënnen si, wann den Demandeur déi allgemeng Konditiounen erfëllt, zu Lëtzebuerg an de Registre des titres ageschriwwen an dem Niveau 5 vum Cadre luxembourgeois des qualifications (CLQ) alignéiert ginn.

Wat d'Primm fir de BTS an de Meeschterbréif an der Fonction publique betrëfft, ass ze soen, dass d'Gehältergesetz am Moment virgesäit, dass den Agent e „brevet de maîtrise“ oder e „brevet de technicien supérieur“ muss hunn. De Minister fir d'Fonction publique ass awer amgaangen e Gesetzesprojet auszuschaffen, deen dat op equivalent Diplomer ausweit.

Vun 143 Agenten an der B1-Karriär, déi de Statut vum Salarié handicapé hunn, sinn der aktuell zwee, déi esou eng Primm kréien.

.....

Élèves à besoins spécifiques | Question 1301
(04/10/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Fir d'Réntree 2018/2019 haten déi éischt Centres socio-thérapeutiques (CST) hir Dieren opgemaach. Dës Zentren encadréieren Schüler:inne mat grave Verhalensopfällegeeften tëschent 4 an 12 Joer mam Zil si erëm an d'Schoul anzeglidderen. Op der Grondlag vum Diagnostic an der Recommandatioun vum Centre de compétences pour le développement socio-émotionnel (CDSE), decidéieren d'Commission nationale d'inclusion (CNI) an déi legal Erzieungsberechtigt zezusammen, ob d'Betreiung an engem CST sënnavoll ass.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler:innen hunn opgrond vu Verhalensproblemer e „besoin spécifique“ a wéi ass hir Verdeelung no Altersgrupp a Geschlecht?
2. Wéi vill Schüler:inne sinn déi lescht 5 Joer vum CDSE ënnerstëtzt ginn a wéi ass hir Verdeelung no Altersgrupp a Geschlecht?
3. Wéi vill Schüler:inne sinn déi lescht 5 Joer an engem CST encadréiert ginn a wéi ass hir Verdeelung no Altersgrupp a Geschlecht?
4. Wéi ass d'Rolverdeelung an d'Zesummenaarbecht tëschent dem CDSE an den CST?
5. Wéi gesäit de Suivi vu Schüler:innen aus, déi en CST verloossen?
6. Wéi eng Diagnosticke gi bei Schüler:inne mat grave Verhalensopfällegeeften gemaach?
7. Kann den Här Minister eng Evaluatioun vum Dispositif CST presentéieren?
8. Wéi eng Moosname sinn en place, fir systematesch Donnéeën ze erhiewen, fir den Dispositif evaluéieren ze kënnen?
9. Wéi gesäit den Här Minister d'Zukunft vum Dispositif CST?

Réponse (13/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Aktuell sinn eng 425 Schüler beim Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE) gemellt. Den Duerchschnittsalter vun dëse Schüler läit knapp iwwer 11 Joer an ëm déi 17,2 % si Meedercher.

ad 2. Wann een déi nei Demandé fir d'Mise en place vun enger Ënnerstëtzung fir e Schüler kuckt, déi den CDSE an deene leschte fënnf Joer kritt huet, erschlësse sech folgend Zuelen. ↑

ad 3. Tablo ↑

ad 4. D'Rolverdeelung an d'Zesummenaarbecht vun deene verschiddenen Acteure sinn an engem Accordcadre festgehalen. De CDSE huet de Lead während der Admissiounsprozedur vum Schüler an ass och responsabel fir d'Beschoulung vum Schüler, déi duerch Enseignanté vum CDSE assuréiert gëtt, esouwéi fir d'Preparatioun vun der Reintegratioun/Reorientatioun vum Schüler no sengem Openthalt am CST.

Déi edukativ Prise en charge während dem Openthalt am CST gëtt duerch eng multidisziplinär Equipe (Psychologen, Psychotherapeuten, Psychomotoriker, Erzieher asw.) vun engem Prestataire aus der Aide à l'enfance et à la famille (AEF) assuréiert.

D'Koordinatioun gëtt vum CDSE gemaach an et fanne reegelméisseg Echangingen tëschent deene verschiddenen Acteure statt.

ad 5. Schüler, déi en CST verloossen, ginn individuell, hire Besoinen ugepasst, begleet. Hei kann et zu enger Reintegratioun a seng ursprénglech Schoul oder awer an eng nei Schoul kommen. Jee no Besoin vum Schüler kënnen, zousätzlech zum Appui pédagogique duerch d'Enseignant, eng Ënnerstëtzung duerch en I-EBS, eng ESEB, oder a Form vun enger ambulanter Prise en charge an der Klass duerch den CDSE oder en anere Kompetenzzentrum en place gesat ginn.

Wann d'Mesure CST clôturéiert ass, kann et awer och zu enger Reorientatioun vum Schüler an eng senger Besoinen ugepasste Schoulform, z. B. an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum, kommen. An Eenzelfall kann de Suivi och aus enger ganzheetlecher Prise en charge am Ausland bestoen.

Des Weidere kënnen de Schüler a säin Ëmfeld, während oder no der Betreiung am CST, verschidden Hëllef vu ONE notzen.

ad 6. An dëse Situatiounen gëtt an der Reegel vum CDSE e Rendez-vous bei engem Kannerpsychiater recommandéiert. Doriwwer eraus erweidert de CDSE den Diagnostic mat Hëllef vu pädagogeschen a psychologeschen Instrumenter.

ad 7. Et gi reegelméisseg Plattformen tëschent Vertrieder vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) an de Prestataire, déi um Terrain intervenéieren, organiséiert, fir iwwer méiglech Upassung vum Dispositif CST ze diskutéieren.

ad 8. Hei ass et esou, datt een op Outilen zeréckgräift wéi den digitale Schülerdossier. Unhand vun dësem Outil gi reegelméisseg Donnéeën gezunn, déi hëlfefen, den Dispositif de prise en charge fir Schüler mat spezifische Besoinen evaluéieren ze kënnen.

ad 9. Et ass eng Prioritéit vum MENJE, fir an deenen nächste Joren den Dispositif CST weider auszebauen. Zweek zousätzlech CST wäerten am Laf vum Schouljoer 2024/2025 dobäikommen. D'Zil ass et weiderhin, een CST pro Joer opzemaachen.

.....

Cadeau officiel offert au Pape François | Question 1302
(04/10/2024) **Mme Liz Braz** (LSAP)

Lors de la visite de Sa Sainteté le Pape François au Luxembourg, Son Altesse Royale le Grand-Duc, en tant que Chef d'État, a offert comme cadeau officiel une gravure du XVIII^e siècle réalisée par Jean-Georges Weiser.

À ce sujet, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Monsieur le Premier ministre peut-il m'indiquer la valeur estimée de la gravure de Jean-Georges Weiser offerte au pape ?

2) Existe-t-il, à l'instar de ce qui est prévu pour les membres du Gouvernement, un registre des cadeaux échangés lors des visites d'État, tant pour les présents offerts au Grand-Duc que pour ceux remis aux chefs d'État invités ?

3) Y a-t-il des règles financières encadrant la valeur des cadeaux officiels offerts par le Chef de l'État lors des visites d'État ?

4) Dans l'affirmative, Monsieur le Premier ministre peut-il mettre ce registre des cadeaux à la disposition de la Chambre ?

5) Dans le cas contraire, est-il envisagé de créer un tel registre pour les cadeaux échangés par la Maison grand-ducale, en précisant la valeur des présents, afin d'assurer une transparence vis-à-vis des contribuables ?

Réponse (04/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Une expertise indépendante a fixé la valeur à assurer de ladite gravure à 3.000 euros.

En prenant en compte tous les frais (restauration de la gravure, confection d'une boîte) le cadeau officiel revient à 4.500 euros.

ad 2) En l'état actuel, le corps de règles en place au niveau du Gouvernement ne prévoit ni d'obligation d'inscrire les cadeaux reçus des chefs d'État, ni à fortiori d'inscrire ceux offerts à des chefs d'État.

De même, il n'existe pas d'obligation pour les membres du Gouvernement d'inscrire les cadeaux issus de personnes ou entités publiques nationales ou étrangères. En effet, une estimation de la valeur d'un cadeau s'avère souvent laborieuse et approximative. De plus, il est préférable de ne pas attribuer de valeurs aux cadeaux offerts par des dignitaires étrangers, afin d'éviter des comparaisons inopportunes.

ad 3) Non.

ad 4) n. a.

ad 5) Les cadeaux officiels offerts lors de visites d'État par le Grand-Duc sont imputés au budget de la Maison du Grand-Duc.

.....

Archives de l'Administration du cadastre | Question 1303
(07/10/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Depuis 2015, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à agir contre l'antisémitisme par différentes mesures. Outre un monument et une motion votée par la Chambre a été créée la Fondation pour la mémoire de la Shoah. Celle-ci a commandité en 2019 une thèse de doctorat sur la spoliation des biens juifs dans notre pays. Plus encore, en 2021, un accord a été conclu entre l'État et le Consistoire israélite pour intégrer la recherche historique sur la Shoah et la spoliation des biens juifs au Luxembourg dans la lutte contre l'antisémitisme.

Les historiens engagés dans ces travaux de mémoire constatent cependant que la loi du 17 août 2018 sur l'archivage constitue souvent un frein et une barrière à

ces recherches. Ainsi, il serait impossible pour un chercheur de retracer dans les archives de l'Administration du cadastre les mutations immobilières imposées par l'occupant nazi entre 1940 et 1944.

Or, la loi sur l'archivage a prévu un certain nombre de dispositions archivistiques qui concernent l'ensemble des institutions et administrations de l'État productrices d'archives publiques, surtout celles qui ne déposent pas leurs archives aux Archives nationales, ce qui est le cas de l'Administration du cadastre. En effet, selon l'article 5 (1) de la loi, un régime d'archivage autonome peut être accordé à tout producteur ou détenteur d'archives publiques.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Culture :

- 1) Existe-t-il un tel régime d'archivage autonome pour ladite administration ?
- 2) L'inventaire en est-il accessible pour une consultation en ligne via le moteur de recherche des ANLux comme le prévoit la loi à l'article 5 ?
- 3) Quel est le délai de communication pour la recherche sur la propriété d'immeubles ?

Réponse (08/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

ad 1) D'après l'article 5 de la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage, « le Ministre ayant dans ses attributions les Archives nationales, dénommé ci-après "le ministre", peut, après avoir demandé l'avis du directeur des Archives nationales, accorder un régime d'archivage autonome à tout producteur ou détenteur d'archives publiques qui en fait la demande ».

À ce jour aucun producteur public n'a sollicité un régime d'archivage autonome. Les archives publiques de l'Administration du cadastre et de la topographie (ACT) sont donc soumises au régime général d'archivage.

S'agissant de données vivantes, il a été établi dans le tableau de tri des documents et des archives de l'ACT arrêté en date du 12 juin 2020 entre l'ACT et les Archives nationales de Luxembourg (ANLux) que la durée d'utilité administrative de la documentation cadastrale n'est pas encore échue. Il s'en suit que l'ACT conserve et gère elle-même ses archives tel que prévu par la loi du 17 août 2018 relative à l'archivage.

ad 2) Comme précisé ci-dessus, l'ACT est soumise au régime général d'archivage, de sorte que l'article 5 de la loi du 17 août 2018 qui s'applique uniquement au régime d'archivage autonome n'est pas applicable. Une consultation en ligne via le moteur de recherche des ANLux n'est donc pas prévue.

ad 3) En général, une telle recherche est effectuée par l'ACT dans un délai de quelques jours si la recherche sur l'origine de la propriété pour une parcelle peut être faite directement dans le système de la publicité foncière. Ce délai est prolongé jusqu'à deux semaines si la recherche sur l'origine de la propriété pour une parcelle nécessite la consultation des archives manuscrites allant jusqu'à l'année 1824. La digitalisation de la documentation cadastrale et son intégration dans le système de la publicité foncière a seulement eu lieu à partir de l'année 1970.

Mesures de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg | Question 1304 (07/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

L'Aéroport de Luxembourg est le seul aéroport international au Luxembourg et la porte d'entrée de la Grande Région avec plus de 100 destinations de vols sans escale et 13 compagnies aériennes desservant le site.

Afin d'assurer la sûreté des passagers, certaines mesures de sécurité, restrictions, voire interdictions sont appliquées.

Grâce aux nouvelles technologies scanographiques de balayage à vues multiples, les agents de sécurité peuvent analyser les bagages sous plusieurs angles afin de déterminer si un objet est dissimulé ou déguisé. Ainsi, des voyageurs qui prenaient l'avion au 2^e respectivement 3^e trimestre de l'année en cours n'avaient plus forcément besoin, en passant les contrôles de sécurité de certains aéroports dans l'UE, de sortir de leurs bagages de cabine leurs ordinateurs ou tablettes, ni leurs flacons de shampooing, parfum et autres tubes de crème. Un règlement d'exécution de la Commission européenne, publié au Journal officiel le 31 juillet, a temporairement mis fin à ce progrès, faisant perdre une partie de l'intérêt de ces scanners dernière génération.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Quelles sont les consignes pour les agents affectés au contrôle de sécurité par rapport aux vêtements que les passagers doivent enlever pour passer le scanner de sécurité ?
- 2) Y a-t-il des réflexions pour abolir la capacité maximale de 100 millilitres s'appliquant aux contenants individuels de liquides, aérosols et gels emportés en bagages de cabine ?
- 3) De même, y a-t-il des réflexions pour ne plus exiger des passagers de retirer l'ordinateur portable du bagage de cabine ?
- 4) L'Aéroport de Luxembourg dispose-t-il de scanners dernière génération ? Dans la négative, l'aéroport envisage-t-il l'acquisition desdits scanners une fois que la Commission européenne revient sur sa décision temporaire ?

Réponse (30/10/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

L'honorable Députée s'enquiert dans sa question parlementaire sur le contrôle de sécurité à l'Aéroport de Luxembourg.

ad 1) Avant l'inspection, les passagers doivent obligatoirement retirer leurs manteaux, vestes, vestes de costumes, gilets, ainsi que leurs ceintures. De plus, ils doivent vider leurs poches de tout objet métallique.

ad 2) Les règles qui s'appliquent au transport des liquides, aérosols et gels peuvent uniquement être suspendues quand la Commission européenne autorise de nouveau l'utilisation des machines EDS (Explosive Detection System) de dernière génération et quand l'aéroport est équipé d'un tel équipement.

ad 3) Les règles qui s'appliquent à l'inspection des objets électroniques peuvent uniquement être allégées quand l'aéroport dispose des machines EDS de dernière génération qui permettent d'inspecter les appareils électroniques sans les retirer du bagage.

ad 4) Comme la majorité des aéroports européens, l'Aéroport de Luxembourg ne dispose à l'heure actuelle pas encore d'équipement EDS. Nonobstant, lux-Airport travaille effectivement déjà depuis plusieurs mois sur le nouveau concept des lignes d'inspection pour les passagers qui inclut des machines EDS de dernière génération ainsi que des scanners pour les passagers en remplacement des portiques de détection de métaux. Malheureusement, la problématique actuelle au niveau de l'interdiction de l'utilisation de cet équipement EDS de dernière génération ne freine pas uniquement l'Aéroport de Luxembourg dans ses efforts d'acquiescer ce nouveau matériel, mais tous les aéroports européens.

Espaces de verdure et de plantations | Question 1306 (07/10/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain prévoit que jusqu'à 25 % de terrains d'un PAP « nouveau quartier » doivent être cédés à la commune pour les travaux de voirie et d'équipements publics nécessaires à la viabilité du PAP. Ces travaux comprennent notamment la réalisation d'espaces de verdure et de plantations.

Dans ce contexte, je me permets de poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

– Quel pourcentage des terrains des PAP « nouveau quartier » cédés pour les travaux de voirie et d'équipements publics est actuellement utilisé pour la réalisation d'espaces de verdure et de plantations (dans la mesure du possible, données ventilées par commune) ?

Réponse (23/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Le Ministère des Affaires intérieures ne dispose pas de statistiques ventilées par commune concernant le pourcentage de terrains cédés dans le cadre de l'exécution de plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » qui seraient actuellement affectés à la réalisation d'espaces de verdure et de plantations.

En effet, les dossiers de plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » renseignent uniquement les fonds réservés à la voirie et aux équipements publics nécessaires à la viabilité du plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».

Le paquet de mesures du Gouvernement ayant trait à la simplification administrative prévoit dans sa mesure 32^e la digitalisation des procédures d'adoption des plans d'aménagement général et particulier qui permettra à l'avenir au Ministère des Affaires intérieures de procéder à la collecte de données structurantes relatives aux plans d'aménagement particulier « nouveau quartier ». Parmi ces données structurantes figurera également le pourcentage de terrains utilisés pour la réalisation d'espaces de verdure et de plantations.

Biotopes et couvert boisé | Question 1307 (07/10/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Récemment, Monsieur le Ministre de l'Environnement a annoncé des modifications des règles de protection de la nature en milieu urbain. En effet, il propose de supprimer le statut de protection des « biotopes susceptibles de se développer promptement », estimant que cette mesure mènerait à « un degré d'acceptation sensiblement plus élevé de la part des propriétaires lors de l'implantation spontanée de tels biotopes alors qu'ils ne devront plus craindre l'obligation de mesures compensatoires ».

Par ailleurs, Monsieur le Ministre a annoncé que dans les communes où le taux de couvert boisé à l'intérieur du périmètre urbanisé est d'au moins 20 %, des mesures individuelles d'atténuation (dénommées mesures CEF) pour les espèces inféodées aux biotopes pionniers ne seront plus nécessaires.

En effet, par le biais du Pacte Nature, mis en place par le Gouvernement précédent, l'État dispose de données par rapport au couvert boisé dans chaque commune.

⁶ <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2024/06/19-gloden-meisch-wilmes/19062024-conference-de-presse-annexes.pdf>



Le Plan national concernant la protection de la nature 2022-2030 quant à lui prévoit que le Luxembourg dispose d'un minimum de 10 % de couvert boisé urbain dans toutes les villes, villages et banlieues d'ici 2050, ce qui correspond à l'atteinte de 5,6 % d'ici 2030.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0940, Monsieur le Ministre a expliqué que « selon les informations actuellement disponibles, 40,5 % des communes ont un taux de couvert boisé au-dessus de 20 % ».

Dans ce contexte, je me permets poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

1) Comment s'articulent « les informations actuellement disponibles » ? Quelle est la nature et l'envergure des informations éventuellement faisant défaut à cet égard ?

Par la suite, Monsieur le Ministre a précisé qu'il ne dispose pas d'une synthèse cartographique et statistique par rapport aux biotopes protégés dans les zones urbanisées ou destinées à être urbanisées à l'heure actuelle. Néanmoins, l'Administration de la nature et des forêts réaliserait actuellement une étude de faisabilité pour synthétiser et harmoniser les informations relatives à ces cartographies des biotopes et habitats protégés sis en milieu urbain, mises à disposition par certaines communes.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes :

2) Quels sont les paramètres de l'étude de faisabilité ? Combien de communes sont considérées dans cette étude et comment la sélection a-t-elle été faite ?

3) Quand les résultats de cette étude seront-ils disponibles ?

Réponse (22/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les termes « les informations actuellement disponibles » se réfèrent au fait qu'au moment de la réalisation de l'analyse par mes services, pour 79 communes la délimitation de leur Plan d'aménagement général (PAG) était digitalement disponible sous forme vectorielle. La délimitation digitale sous forme vectorielle est nécessaire pour déterminer le couvert boisé urbain de chaque commune.

Il est prévu de digitaliser pour toutes les communes restantes leur délimitation sous forme vectorielle dans les mois à venir. À ce moment, plus aucune information ne fera défaut.

ad 2) L'étude de faisabilité vise à analyser si les cartographies de biotopes en milieu urbain réalisées par les communes correspondant aux exigences techniques et méthodologiques permettant une intégration dans la base de données du cadastre des biotopes de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) ainsi que l'affichage sur geoportail.lu.

Pour réaliser cette étude de faisabilité, un appel à participation a été lancé auprès des communes engagées dans le Pacte Nature les invitant à soumettre leurs cartographies à l'ANF. À ce jour, huit communes ont répondu à cet appel et pour sept de ces huit communes le jeu de données a été analysé. Vu l'hétérogénéité des différents jeux de données, une assistance assurée par l'ANF aux communes dans leurs démarches d'amélioration de leurs jeux de données respectifs reste nécessaire. Dorénavant, une guidance claire est disponible établissant les spécifications techniques et méthodologiques nécessaires pour toute nouvelle cartographie de biotopes en milieu urbain.

ad 3) À l'heure actuelle l'étude est toujours en cours et comme l'avancement de cette étude de faisabilité est

tributaire de la participation des communes, aucune date ne saurait être avancée quant à disponibilité des résultats finaux.

Ambiance de travail à l'administration communale de Contern | Question 1308 (07/10/2024) de Mme Djuna Bernard | M. Meris Sehovic (déi gréng)

Mëtt September hunn d'Gewerkschaft OGBL an d'Oppositionsparteien aus der Gemeng Conter, hir Suergen a Froen iwwert dat schlecht Aarbechtsklima an der Verwaltung vun dëser Gemeng ëffentlech thematiséiert. D'Gewerkschaft huet erklärt, dass ze vill Leeschtungsdruck souwéi ze wéineg Wäertschätzung an Ënnerstëtzung zu Frustratioun, Gesondheetsproblemer an enger héijer Fluktuatioun beim Personal géife féieren. Laut eisen Informatiounen hätt d'Personalfluktuatioun (Pensiounen net mat agerechent) bei de Gemengebeamt:innen tëscht de Joren 2017 an 2024 bei 59 % geleeen.

An dësem Kontext erlabe mer eis, follgend Froen un den Här Inneminister ze stellen:

1. Wéi ass dem Här Minister seng Vue op dës Situatioun?

2. Sinn den Inneministère oder den Här Minister offiziell iwwert d'Virwërf vum schlechten Aarbechtsklima an der Gemeng Conter informéiert ginn? Ass den Inneministère oder den Här Minister a Kontakt mam Schäfferot?

3. Wa jo, goufe Moosnamen ergraff, fir sécherstellen, datt d'legal Obligatiounen an der Personalgestioun vun de Gemengenadministratiounen agehale ginn? Wann nee, gedenkt den Här Minister, nach an dëser Situatioun ze intervenéieren?

4. Wéi eng spezifesch Richtlinnen a Recommendationen gëtt et fir Gemengenadministratiounen, fir eng gutt Personalgestioun an e gutt Aarbechtsklima ze assuréieren?

Réponse (28/10/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. bis 3. An Zwëschenzäit ass den Inneministère vun der Madame Buergermeeschter vun der Gemeng Contern an engem Syndikat kontaktéiert ginn. Eng Entrevue huet mat der Madame Buergermeeschter stattfonnt. Eng weider Entrevue mat dem Collège échevinal a mam Syndikat wäert an nächster Zäit stattfannen.

ad 4. Den Inneminister ass generell der Meenung, dass eng effizient Gestiou vum Gemengepersonal an e positivt Aarbechtsklima essentiel wichteg si fir en optimaalt Fonctionnement vun enger Gemengeverwaltung am Interesse vun hire Bierger ze garantéieren.

An dësem Zesammenhang ass et wichteg ze betounen, datt d'Gesetz dem Inneministère keng Kompetenz fir d'Personalverwaltung vun de Gemengen attribuëiert. Den Artikel 57 vum geännerte Gemengegesetz seet, datt d'Leedung an d'Surveillance vum Personal dem Schäfferot a senger Qualitéit als Chef vun der Verwaltung ënnerläit. Den Artikel 37 vum geännerte Gesetz vum 24. Dezember 1985 leet de generelle Statut vun de Gemengebeamte fest, deem d'Rechter vum Gemengebeamten definéiert. Laut deem Artikel kann ee Gemengebeamten, dee mengt, datt seng Rechter benodelegt goufen, sech un de Schäfferot wenden. Falls d'Äntwert vum Schäfferot him keng Zefriddenheet bréngt, ass et him fräigestallt, den Inneministère ze kontaktéieren. An esou engem Fall, nodeems den Inneministère d'Gemengenautoritéite gefrot huet, Stellung ze huelen zu de Reprochë vum Gemengebeamten, mécht den Inneministère eng

juristisch Analys vun der Situatioun a schéckt seng Conclusiounen un déi betraffe Parteien.

Enquête de la CSSF dans l'affaire Caritas | Question 1310 (07/10/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans le cadre du détournement de fonds auprès de Caritas, la CSSF réalise une enquête au sujet du rôle des banques dans la disparition de 61 millions d'euros. L'objet de l'enquête est de déterminer si les procédures et réglementations ont été respectées par les banques, voire si le tissu réglementaire existant est suffisant pour éviter un tel scandale dans le futur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– La CSSF a-t-elle terminé son enquête ? Quelles sont ses conclusions ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'un ajustement réglementaire s'impose ?

– Si oui, à quel niveau ?

Réponse (31/10/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de se prononcer au sujet d'investigations menées en toute indépendance par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Conformément à sa loi organique, la CSSF présentera, le moment venu et si applicable, toutes suggestions susceptibles d'améliorer l'environnement législatif et réglementaire du secteur financier. Il va de soi que le Gouvernement partagera ces informations avec la Chambre des Députés.

Procédure d'arbitrage investisseur-État | Question 1312 (08/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An de leschte Joren ass d'Unzuel vun Investor-Staat-Schiedsverfare weltwäit staark geklommen. Lëtzebuerg ass als internationale Finanzzentrum besonnesch exposéiert fir esou Verfaren. Rezent gouf bekannt, datt de russesch-israeeleschen Oligarch Mikhail Fridman eng Fuerderung vu 16 Milliarden Dollar géint Lëtzebuerg agereecht huet wéinst dem Afréiere vu sengem Verméigen am Kader vun den EU-Sanktioune géint Russland.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Aussenugeleeënheiten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Investor-Staat-Schiedsverfare sinn aktuell géint Lëtzebuerg amgaang, a wéi héich sinn déi bis elo ugefale Verfuereuskäschten?

2. Wat ass de Gesamtbetrag vun den Entschiedungszommen, déi an dës Verfaren vun Investoren gefuerdert ginn?

3. Gëtt et nach weider Verfaren vun Investoren virun internationale Schidsgeriichter géint Lëtzebuerg, déi net op Basis vun engem Investitiounsschutzoffkommens, mee op Basis vun engem Vertrag zustane kommen sinn?

4. Wéi vill Absichtserklärung vun Investoren huet d'Regierung kritt, an deenen dës eng Schidsgerichts-klo géint Lëtzebuerg ukënnegen?

5. Wéi eng Iwwerleeungen a Pläng huet d'Regierung, fir déi bestoend lëtzebuergesch Investitiounsschutzoffkommens ze reforméieren oder ze kënnegen?

6. Wéi positionéiert sech d'Regierung an den EU-Verhandlungen bezüglech der Inklusioun vun

Investitiounsschutzkapitele mat Investor-Staat-Schiedsbäileeung an neie Fräihandelskommessen?

Réponse (11/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Ausser der Affär mat engem russeschen Oligarch ass keen anert Schiedsverfare géint Lëtzebuerg amgaang.

An der aktueller Phas vun der Prozedur sinn nach keng formell Verfuerekskäschte vun engem Tribunal decidéiert ginn.

ad 2. De gefrote Schuedenersatz an der virgenannter Affär läit bei ongeféier 16 Milliarden USD.

ad 3. Esou e Fall ass momentan net bekannt.

ad 4. Keng.

ad 5. Et gött zurzäit kee Bedarf, déi besteeënd Ofkommessen ze kënnegen, déi ëmsou méi dem Schutz och vu Lëtzebuerg Investisseuren a gläichem Mooss zougutkommen. Esou eng Kënnegung wär egal wéi net immediat, mee Transititionsphase missten agehale ginn.

Am Kader vun der Union économique belgo-luxembourgeoise gouf en neien Investitiounsschutzvertrag-Modell mat der Belsch ausgeschafft, an 2023 en Accord fonnt. Dëse Modell déngt als Basis fir all nei Verhandlungen. Eent vun der Ziler vun dëser Revisioun war d'Moderniséierung vun de Klauselen iwwer Investor-Staat-Schiedsverfahren.

ad 6. Lëtzebuerg ënnerstëtz d'Verhandlung vu modernen Investitiounsschutzklauselen an internationalen EU-Ofkommessen.

Évaluation de lois dans le domaine de la finance | Question **1313** (08/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Évaluatioun vu Gesetzer ass e wichtegt Instrument, fir d'Effektivitéit an d'Effizienz vun eise Gesetzer ze iwwerpréieren an ze verbessern. An Däitschland gött et zum Beispill eng Prozedur, fir Steirgesetzer ze evaluéieren. Zu Lëtzebuerg hu mir eng Traditioun, fir Motiounen ze stëmmen, déi d'Regierung dozou opfuere, Gesetzer no enger gewësser Zäit ze evaluéieren. Virun dësem Hannergrond stellen sech Froen iwwer eis Praxis bei Gesetzer, déi de Budget oder steierlech Froen impaktéieren.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir Finanzen dës Froen stellen:

1. Wéi eng Gesetzer aus dem Finanzberäich goufen an de leschte 5 Joer evaluéiert a wéi eng Resultater hunn dës Evaluatiounen bruecht?

2. Gött et eng systematesch Prozedur, fir Finanz- a Steirgesetzer no enger gewësser Zäit ze evaluéieren? Wa jo, wéi gesäit dës aus?

3. Wéi eng Krittere ginn ugewannt fir ze entscheeden, ob e Gesetz am Finanzberäich evaluéiert soll ginn?

4. Gött et Pläng, fir d'Evaluatiounspraxis am Finanzberäich ze verstärken oder ze verbessern? Wa jo, wéi gesinn dës Pläng aus?

5. Wéi gött d'Transparenz vun den Evaluatiounsresultater am Finanzberäich séchergestallt? Ginn d'Resultater der Effentlechkeet zougänglech gemaach?

Réponse (06/11/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Zanter dem Gesetz vum 12. Juli 2014 iwwer d'Koordinatioun an d'Gouvernance vun den effentleche

Finanzen evaluéiert den nationale Rot fir effentlech Finanzen (CNFP) déi makroekonomesch a budgetär Previsiounen vun den effentleche Verwaltungen a reegelméisseg Ofstänn. Et sief et drop higewisen, dass d'OECD am Mee dëst Joer mat enger Etüd iwwer d'Gestioun vun den effentleche Finanzen chargéiert gouf mam Objektiv, fir d'Gestioun vum Budget besser mat de politeschen Zilsetzungen ofzestëmmen.

D'Lëtzebuergesche Gesetzgebung zum Finanzsecteur reflektéiert gréisstendeels europäesch Texter, deenen hir Evaluatiounen direkt vum EU-Kalenner diktiert ginn. Aner Evaluatiounen, notament vun de Finanzgesetzter, déi keen EU-Ursprung hunn, awer och am Beräich vun der Steirgesetzgebung, gi gemaach no de Prioritéiten, déi sech d'Regierung am Koalitiounsofkomme gesat huet an och op Basis vu Retouren, déi mir vum Terrain kréien. Donieft sinn déi sougenannte Impakt-Fichen (Fiche d'évaluation d'impact), déi d'Gesetzgebung am Allgemenge begleeten, zesumme mam Nohaltegekeetscheck, zousätzlech Instrumenter, fir den Impakt vun Texter, och am Beräich vun der nohalteger Entwécklung, ze bewäerten. D'Digitaliséierung vun de Steirverwaltungen an och vu steierlechen Donnéeën wäert et mëttelfristeg erlaben, d'Afféiere vun neie steierleche Moossname besser ze evaluéieren.

Nouvelle ambassade et bureau de coopération au Proche-Orient | Question **1314** (08/10/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Rezent huet de Minister fir auswärtig Ugeleeënheiten an Aussenhandel an Aussicht gestallt, eng Ambassade an Israel an e Kooperatiounsbüro zu Ramallah opzemaachen. Dobäi gouf et déi lescht Wochen dramatesch Eskalatiounen vu Gewalt am Noen Osten, notament israeelesch Ugrëff op de Süde vum Libanon a Beirut. Ausserdeem huet den israeelesche Premier Minister als Reaktioun op déi iranesch Attacke gesot, den Iran hätt e grouse Feeler gemaach, e géing dofir bezuelen. Dëst weist net op eng Deseskalatioun am Noen Osten hin.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheiten an Aussenhandel folgend Froen stellen:

1. Wat ass, no de rezenten Ausschreidungen an der Region, dem Här Minister seng aktuell Positioun zum Opmaache vun neien diplomatesche Missiounen am Noen Osten? Wéi begrënt den Här Minister dës Positioun?

2. Am Fall wou d'Regierung bis dato nach keng Decisioun getraff hätt, eng Ambassade respektiv e Kooperatiounsbüro an der Region opzemaachen, wéini ass mat enger Decisioun ze rechnen? Wéi eng Facteure spille bei dëser Decisioun eng ausschlaggebend Roll?

3. Wéi kommentéiert den Här Minister déi rezent Aussoe vum President Macron, fir Waffeliwwerungen un Israel ze stoppen?

4. Wéi eng Entrevuen hu bis ewell stattfonnt an hu Positiounen vu verschidde Länner geännert? Wéi vill Länner hunn op dem Här Minister säin Appell virun der UNO reagéiert?

Réponse (06/11/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Zum aktuellen Zäitpunkt huet de Ministère Reflexiounen an déi Richtung ugestouss, ouni eng ofschléissend Decisioun getraff ze hunn.

ad 2. Den Här Minister Bettel hat an der Petitiounskommissioun vun der Chamber am Juni annoncéiert,

dass e bis Enn des Joers dem Regierungsrat eng Propos wäert virleeën. Facteuren, déi op dës Decisioun awierken, sinn d'Situatioun um Terrain an d'Wichtigkeet vun engem Cessez-le-feu, déi regional Situatioun, d'Perspektive fir e renforcéierten Dialog mat souwuel Israel wéi och mat der Palästinensescher Autoritéit, an d'konkreet Contributioun zu engem laangfristige Friden am Sënn vun der Zweek-Staate-Léisung.

ad 3. De Ministère kommentéiert keng Decisiounen vun anere Regierunge par rapport zu Waffeliwwerungen.

ad 4. De Ministère steet aktuell an enkem Kontakt mat ville Länner am Bezuch op dës Fro. D'Annonce, dass e Land wëlles huet de Staat Palästina bilateral unzeerkennen, ass eng souverän Decisioun, déi de jeeweilige Staate virbehalen ass.

Propos du pape concernant l'avortement | Question **1315** (08/10/2024) de **Mme Taina Bofferding** | **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

Récemment, une crise diplomatique a éclaté entre la Belgique et le Vatican à la suite des déclarations du Pape François, qui a qualifié l'avortement de « meurtre » et les médecins pratiquant des interruptions volontaires de grossesse de « assassins à gages ». Le Premier ministre belge a fermement rejeté ces propos, invoquant le respect de la législation belge et de la liberté des femmes à disposer de leur corps.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Comment le Gouvernement luxembourgeois réagit-il face aux propos du pape concernant l'avortement et au différend diplomatique qui en a résulté avec la Belgique ?

2) Le Luxembourg entend-il réitérer sa position sur le droit à l'avortement, notamment dans ses relations bilatérales avec le Vatican, et envisager de clarifier sa position sur cette question au niveau international ?

Réponse (14/11/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Il n'appartient pas au Gouvernement de commenter les propos tenus par le pape dans le cadre de sa visite en Belgique.

ad 2) Le Gouvernement reste attaché aux principes en la matière prescrits par la législation luxembourgeoise sur l'avortement. Conformément au programme gouvernemental, le Gouvernement prévoit d'abolir le délai de réflexion de trois jours entre la consultation légale et l'acte d'IVG.

Ventes de terrains communaux sur le marché privé | Question **1316** (08/10/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

An der Zeitung „Lëtzebuergesche Wort“ vum 14. September 2024 hat d'Gemeng Esch-Sauer eng Annonce, déi de Public iwwer d'Méiglechkeet informéiert huet, Bauterrainen an hirem neie Quartier „Schmitzgaart“ zu Heischent kënnen ze kafen. E Joer virdrun, hat d'Gemeng Esch-Sauer schonn eng änlech Annonce an der Zeitung. De 27. Januar 2020 huet de Logementsministère iwwer den éischte Spuetestéich fir d'Infrastrukturarbechte fir de Projet „Schmitzgaart“ informéiert, deen an Zesummenarbecht tëschent der Gemeng zesumme mat der SNHBM sollt réaliséiert ginn. An den Terrains-Verkaafsconditiounen bestëmmt d'Gemeng



beispillsweis d'Dauer an där ee spéiderhin a senger Immobilie muss wunnen, ier een se, unni eng Strof mussen ze bezuelen, erëm verkafen dierf. D'Konditioun reegelen zwar e spéidert Virkafsrecht fir d'Gemeng am Fall vun enger Vente, den nationale Konsens dierf jo awer dora bestoen ëffentlech Terrainen, déi am Bauperimeeter leien, net méi an déi privat Vente ze ginn.

An deem Kontext, hätt ech vum Här Finanzminister a vum Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung gär Äntwerten op folgend Froen:

1. Ass de Minister a Kenntnis vu weidere Gemengen, déi hir Terrainen um private Marché verkafen, fir Wunnengen ze bauen?

2. Firwat sinn d'Terrainen net un en ëffentleche Promoteur, ewéi d'SNHBM oder de Fonds du logement, verkaf ginn? Firwat huet d'SNHBM net de ganze Projet iwwerhollt?

3. Falls d'Gemeng net vun hirem Virkafsrecht gebrauch mécht, dierf de Verkeefer vun der Immobilie dës Wunneng dann erëm um private Marché weiderverkafen? Ass d'Regierung der Meenung, dass dat am Sënn vun der ëffentlecher Wunnengsbaustrategie ass?

Réponse (25/10/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Op Grond vun der schwiegerer Situatioun am Wunnengsbau an den héijen Immobiliepräisser, entscheeden sech verschidde Gemengen dofir, Bauplazen ze verkafen, fir datt op dësen Terraine Wunnenge gebaut kënnen ginn. Entsprechend dem Prinzip vun der Gemengenautonomie, steet et dem Gemengerot fräi, iwwert de Verkaf vun engem Gemengenterrain ze deliberéieren, soulaang dësen Terrain net am Domaine public vun der Gemeng läit an d'Immobilientransaktioun engem lokalen oder kommunalen Interessi Rechnung dréit, an dëst gemäss dem Artikel 28 vum ëmgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988.

Et ass de Gemenge staark ugeroden, éischer d'Méiglechkeet vun enger Emphyteos ze notzen, wéi d'Terrainen um private Marché ze verkafen. Géif de Gemengerot sech awer fir de Verkaf vun engem Gemengenterrain entscheeden, sou gëtt de Gemenge recommandéiert, ee Virkafsrecht virzugesinn.

Fir d'Joer 2024, krut den Inneminister am Kader vun der Transmission obligatoire 19 Deliberatiounen iwwert de Verkaf vu Gemengenterrainen erageschéckt. Ënnert deenen 19 Venten, handelt et sech bei 4 Dossieren ëm de Verkaf vu Bauplazen um private Marché.

ad 2. D'SNHBM huet all déi Terrainen iwwerhollt, déi d'Gemeng Esch-Sauer hir ugebueden huet. D'Gemeng huet der SNHBM net de ganze Projet ugebueden.

ad 3. Den Artikel 9 vum ëmgeännerte Gesetz vum 7. August 2023 iwwer de Logement abordable gesäit d'Reckkafsrecht vun de Promoteurs publics (dat sinn och d'Gemengen) vir op de Wunnengen an der Vente abordable an an der Vente à coût modéré, während der gesamter Lafzäit vun der Emphyteos. E Promoteur public kéint sech och duerch en anere Promoteur public ersetze loossen, deen dann an senger Plaz géif d'Reckkafsrecht exercéieren.

Wann eng Gemeng awer decidéiert, sech net an de gesetzleche Kader vum Logement abordable ze setzen, spillen déi Bestëmmungen net, an déi initial ëffentlech Bauplaze vun der Gemeng bleiwen der ëffentlecher Wunnengsbaustrategie net erhalen. Hei sinn d'Gemengen an hirem Verantwortung.

Plurinationalitéit | Question 1317 (08/10/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Vill Leit am Grand-Duché hu méi wéi eng Nationalitéit.

An dësem Zesammenhang géif ech der Madamm Justizminister gäre folgend Froen stellen:

1. Kéint d'Madamm Minister eng detailléiert Opstellung vun der Zuel vu Leit iwweren, déi aktuell am Grand-Duché mat duebeler, dräifacher, véierfacher Nationalitéit oder méi liewen? Wéi huet sech dës Zuel an de leschte Joren entwéckelt?

2. Gesäit d'Regierung eventuell rechtlech Problemer bei véierfacher oder fënnfacher Nationalitéit? Wa jo, wéi eng Problemer sinn dat?

3. Sinn der Regierung Fäll vu Mëssbrauch vun der Nationalitéitsprozedur bekannt, bei deenen d'Nationalitéit nëmme fir perséinlech oder finanziell Virdeeler ugefrot gouf?

Réponse (06/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. an 2. Am Fall vun enger Plurinationalitéit spillt den Artikel 83 vum aktuellen Nationalitéitgesetz, deen ee fundamentale Prinzip virgesäit:

„Sous réserve des conventions internationales et lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg, toute personne possédant, outre la nationalité luxembourgeoise, une ou plusieurs autres nationalités, est considérée par les autorités publiques luxembourgeoises comme possédant exclusivement la qualité de Luxembourgeois.“

Deemno gesäit de Justizministère hei bei enger Plurinationalitéit keng rechtlech Problemer a féiert keng Statistiken iwwert d'Zuel vun de Leit, déi nieft der Lëtzebuerger Nationalitéit aktuell am Grand-Duché mat enger duebeler, dräifacher oder véierfacher Nationalitéit liewen.

Et sief awer gären op zousätzlech Donnéeën vum Statoc higewisen, déi ëffentlech asiichtbar sinn.

ad 3. Déi verschidde Konditiounen, ënner deenen et méiglech ass déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien an déi musse vum Demandeur erfëllt ginn, stinn am Nationalitéitgesetz. D'Anhale vun dëse Konditiounen gëtt kontrolléiert an d'Gesetz gesäit Mesuren am Fall vu Mëssbräich vir.

De Legislatuer verlaangt keng spezifesch Motivatiounsgrënn bei der Demande.

Plan d'action national « Prostitution » | Question 1318 (08/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le Gouvernement luxembourgeois a développé une stratégie en matière d'encadrement de la prostitution au Luxembourg, qui se décline en plusieurs axes prioritaires réunis dans un Plan d'action national (PAN) « Prostitution », et mis en vigueur par la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant ; 1) le Code de procédure pénale 2) le Code pénal.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle me fournir un bilan du PAN « Prostitution » depuis sa finalisation ?

2) Est-il possible de fournir un bilan financier, ventilant les différentes dépenses liées au PAN « Prostitution » ?

3) La ministre dispose-t-elle de chiffres de prostituées ayant réussi à quitter le milieu de la prostitution ?

4) Dans l'affirmative, peut-on constater une augmentation du nombre d'abandons depuis la mise en vigueur du plan d'action ?

5) Depuis la mise en vigueur de la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles, combien de plaintes ont été enregistrées en liaison avec ces infractions ? Dans combien de cas des sanctions ont été exprimées ?

6) Quelles sont les cas échéant les nouvelles mesures que le Gouvernement envisage pour lutter contre le proxénétisme et la traite des humains ?

Réponse (08/11/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

La question parlementaire n° 1318 prend référence au Plan d'action national « Prostitution » (par la suite « PAN ») adopté en 2016, et son bilan réalisé en interne et adopté en décembre 2021 au moment de la pandémie de la Covid-19 par la plateforme « Prostitution »⁷, organe informel instauré en 2012 et qui a été le précurseur de l'actuel Comité « Prostitution »⁸. L'honorable Député se renseigne également sur la stratégie d'EXIT et sur les effets de la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Un dernier aspect est celui de la démarche gouvernementale future dans la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains. Du fait que la question se recoupe en grande partie avec les questions parlementaires n° 1195⁹ du 16 septembre 2024 et n° 0400¹⁰ du 28 février 2024, un renvoi y est fait pour certains éléments de réponse à la présente question.¹¹

ad 1) Pour le bilan du PAN « Prostitution » et sur ses suites, il est renvoyé aux réponses aux sous-questions 1, 2 et 4 de la question parlementaire n° 1195.

ad 2) Concernant le bilan financier, il importe d'abord de rappeler qu'au moment de son adoption en 2016, ni le PAN, ni le budget de l'État ne prévoyaient de ligne budgétaire spécifique pour financer sa mise en œuvre, ce qui, en rétrospective, rend une évaluation financière difficile. C'est une des leçons à tirer pour le futur dans le cadre d'une éventuelle adaptation ou de la formulation d'un nouveau plan d'action national.

Une autre difficulté réside dans la formulation très générale de ses quatre axes prioritaires, à savoir le renforcement du cadre législatif de la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains, le renforcement de l'encadrement social, psychosocial et médical, le renforcement des actions de prévention, d'information et de sensibilisation et l'éducation sexuelle et affective. Ainsi, des mesures législatives renforçant le code pénal en matière de lutte contre la traite des êtres humains ou la constitution d'un comité spécialisé telles que prévues au premier axe n'ont pas forcément un impact budgétaire chiffrable, alors que ces mesures ont toutefois contribué à former le modèle luxembourgeois d'un

⁷ Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, Ministère de la Justice, Parquet général, Police grand-ducale, dropIn, HIV-Berodung, Direction des affaires sociales de la Ville de Luxembourg

⁸ La création formelle du Comité « Prostitution » est basée sur l'article premier de la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et par le règlement grand-ducal du 22 mars 2023 afférent

⁹ <https://www.chd.lu/fr/question/27503>

¹⁰ <https://www.chd.lu/fr/question/26564>

¹¹ La réponse à la question parlementaire n° 1195 fournit par ailleurs des renseignements supplémentaires concernant le Comité « Prostitution » qui a été instauré par l'article 1^{er} de la loi précitée, le recours au régime de l'assurance maladie volontaire, le travail de rue (« streetwork ») ou encore sur les poursuites judiciaires.

point de vue légal tout en créant un organe de consultation pluridisciplinaire unique ayant comme mission de suivre l'évolution du phénomène de la prostitution sur le territoire luxembourgeois.

Concernant les ressources humaines déployées dans le cadre de la lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains, il est renvoyé à la réponse à la sous-question 13 de la question n° 1195 qui souligne que « dix personnes sont spécifiquement en charge des enquêtes relatives à la traite des êtres humains et au proxénétisme au sein de la section criminalité organisée du Service de police judiciaire. Il convient cependant de noter que tout policier dispose de connaissances de base lui permettant de détecter d'éventuels cas de traite des êtres humains ou de proxénétisme. Les ressources financières consacrées à ces enquêtes sont difficiles à chiffrer. Elles comprennent notamment la rémunération des enquêteurs, gérée par le Centre de gestion du personnel et de l'organisation de l'État, le coût de leur formation, ou encore l'acquisition du matériel nécessaire à la conduite des enquêtes. »

Certains éléments se laissent pourtant chiffrer. La stratégie d'EXIT et le travail de rue (« streetwork ») représentent deux missions du deuxième axe qui sont implémentées par le Service dropIn de la Croix-Rouge luxembourgeoise, service conventionné avec le Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité, dont le budget général et les ressources humaines totales depuis 2016 sont repris au tableau suivant, avec une spécification des dépenses relatives à l'EXIT et au travail de rue.[†]

Autre poste financier concerne la campagne d'information et de sensibilisation nationale¹² de grande envergure en matière de lutte contre la traite des êtres humains, lancée en 2016. Cette campagne a pu se faire grâce au concours financier du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité grave. Il s'agissait d'une campagne médiatique audiovisuelle comprenant notamment des spots à la radio, des projections en salle cinéma et une campagne d'affiches ciblées sur les différents aspects de la traite. Elle a également marqué une présence Internet par la création du site www.stoptraite.lu et une présence sur les médias sociaux tels que Facebook, page qui est alimentée régulièrement. Les frais déboursés pour la campagne de base s'élevaient à environ 100.000 euros.

Le clip vidéo ainsi que les spots sont jusqu'à ce jour utilisés régulièrement dans le cadre des formations dispensées par des membres du comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains auprès de l'INAP et de différents acteurs clés.

Le site www.stoptraite.lu est régulièrement mis à jour. Notamment pendant le couvre-feu en mars 2020, un pop-up a été créé afin d'informer toutes les victimes potentielles qu'elles peuvent toujours contacter les services d'assistance et la police en cas de besoin, malgré les mesures en place.

En octobre 2019, le Luxembourg, ensemble avec 23 autres pays européens, a rejoint l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains (campagne d'affichage et sur les

réseaux sociaux) ayant eu pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

Les frais déboursés liés à cette campagne, ainsi que l'élaboration d'une brochure à destination des victimes potentielles s'élevaient à environ 12.500 euros.

Le comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains dispose d'un budget annuel à hauteur de 15.000 euros pour des frais liés à des publications et campagnes.

ad 3) et 4) Concernant le nombre de prostitué·es ayant quitté le milieu de la prostitution dans le cadre de la stratégie d'EXIT, il est renvoyé aux réponses aux sous-questions 8 et 11 de la question parlementaire 1195 qui esquisse également les circonstances et les difficultés du processus, ainsi que l'approche adoptée par le dropIn pour réformer la stratégie d'EXIT pour la rendre plus adaptée au contexte actuel.

ad 5) La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a introduit les articles 382-6, 382-7 et 382-8 du Code pénal. Suivant les autorités judiciaires, aucun procès-verbal n'a été dressé du chef d'infraction à ces articles. Il s'ensuit qu'il n'y a eu ni poursuites, ni condamnations en la matière.

ad 6) Le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains, présidé par le Ministère de la Justice, est chargé de la coordination des activités de prévention et de l'évaluation de la traite. La sensibilisation du grand public par l'information et la formation reste un pilier essentiel de l'approche gouvernementale, tel qu'exposé dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0400 du 28 février 2024.

Quant aux dernières mesures prises, il y a lieu de citer la campagne de sensibilisation menée par les services d'assistance à l'occasion de la Journée européenne de lutte contre la traite des êtres humains le 18 octobre et la communication sur les réseaux sociaux y afférente. Concernant les mesures en cours, on pourra citer entre autres les initiatives suivantes :

- refonte du site d'information www.stoptraite.lu afin de le rendre plus accessible aux victimes potentielles ;
- élaboration d'un avant-projet de loi concernant la protection des victimes et témoins ;
- poursuite des formations à destination de tous les acteurs clés ;
- poursuite des travaux au niveau du Benelux avec préparation de la présidence luxembourgeoise en 2025 ;
- élaboration d'un nouvel plan d'action national ;
- refonte de la feuille de route.

Par cette approche globale, le Gouvernement entend renforcer à la fois la détection et la sensibilisation des victimes et de victimes potentielles, leur entourage et le grand public et la formation des acteurs·trices clés en charge de leur détection et/ou de leur identification.

Hôpital de Wiltz | Question 1319 (09/10/2024) de M. André Bauler | M. Gilles Baum (DP)

Och wa mam Projet Schlaskkéier zu Woolsz déi ambulante Behandlungen solle verstärkt ginn, héiert een ëmmer méi dacks, datt d'Offer um Standuert vun der Klinik lues a lues geschwächt gëtt. Sou sollen an Zukunft kaum nach chirurgesch Agrëff do getäteg ginn. Och den Noutdëngscht funktionéiert scho länger Zäit net méi während den Nuetsstonnen, sou datt d'Leit

aus der Nordregioun mussen op Ettelbréck fueren oder gefouert ginn.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

1. Stëmmt et, datt eng Rei Dokteren an der Weeltzer Klinik, déi an d'Pensioun ginn, net méi ersat ginn? Huet d'Zuel vun de Spezialisten um Site Woolsz ofgeholl? Wa jo, soll se nach weider reduzéiert ginn?
2. Wéi huet sech d'Zuel vun de systemateschen Analysen – Ultraschall, EKG a Röntgen – an der Poliklinik zu Woolsz an zu Ettelbréck entwéckelt? Gëtt reegelméisseg gepréift, ob all déi Analysen noutwendeg sinn?
3. Wéi gesäit d'Zukunft vun der Weeltzer Klinik aus? Wat gëtt ënnerholl, fir de Standuert Woolsz vum Centre Hospitalier du Nord (CHdN) nees méi attraktiv ze maachen an domat de Standuert Ettelbréck ze entlaaschten an de Leit wäit Deplacementer ze erspueeren?
4. Wat gedenkt d'Madamm Ministesch ze ënnerhuelen, fir d'Poliklinik zu Ettelbréck ze entlaaschten? Kéint dat net duerch eng Permanence vun den Hausdoktere gemaach gi fir ze vermeiden, datt déi krank Leit weider an d'Poliklinik oder an d'Maison médicale fuere mussen, fir dann do ënner Ëmstänn stonnelaang ze waarden?
5. Kéint d'Madamm Ministesch sech fir d'Aféierung vun enger „Tournante“ vun de lokalen Hausdokteren (z. B. Clierf a Woolsz; Èlwen an Housen; Réiden a Groussbus an Heischent) an den Owsesstonnen asetzen, dëst fir d'Maison médicale ze entlaaschten an de Leit aus dem Éislek entgéintzekommen?

Réponse (12/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Effektiv ass um Site Woolsz een Dokter an d'Pensioun gaangen. Am Kader vun der Policlinique non programmée um Site Woolsz bleiwe souwuel Urgentisten an Internisten vun 8.00 bis 18.00 Auer verfügbar. Doniewent si Spezialiste reegelméisseg a bei Bedarf disponibel, fir souwuel ambulatoresch wéi stationär Patiente bei Bedarf ze suivéieren. An der Nuecht si souwuel een Internist an ee Geriater an der Astreinte zeréckruffbar.

ad 2. Fir radiologesch Ënnersichungen, déi ionisierend Strahlung benotzen, hunn d'Radiologen eng gesetzlech Verpflichtung, all Indikatiounen ze begrënnen. ECG an Ultraschall-Ënnersichungen gehéieren zu der Standardënnersichung vum Dokter. Radiologesch Ënnersichungen gi vum Radiolog op Basis vun den Indikatiounen vun der Ordonnance validéiert. Follgend Aktivitéitsdonnéeë[†] goufen eis vum CHdN matgedeelt.

ad 3. Déi net programméiert Aktivitéit an der Poliklinik zu Woolsz bleift bestoen an d'Aktivitéit vun der ambulante Chirurgie gëtt weider ausgebaut an der Urologie an der Chirurgie vasculaire souwuel an den aktuelle Gebailechkeete vun der Weeltzer Klinik wéi och duerno iwwerdroen an den zukünftege Projet „Schlaskkéier“. De Service d'imagerie médicale huet en IRM bäikritt, an den Osteodensitometrie-Apparat kënnt och op Woolsz. Weider besti Projete fir eng gerontopsychiatresch Statioun an och eng Dagesklinik an der Jugendpsychiatrie.

Deemno besteet d'Aktivitéit zu Woolsz an enger internistescher-chirurgescher ambulante Versuergung, mat Dageschirurgie. Doniewent wäert eng Spezialiséierung an der Altersgesondheet (geriatriesch Reducatioun a Gerontopsychiatrie) zu Woolsz virgehale ginn an eng jugendpsychiatresch dagesklinesch Offer wäert dobäikommen.

¹² Comme points clés implémentés et retenus par l'évaluation, il y a lieu de citer l'adoption de la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles, la mise sur pied de la stratégie d'EXIT par le Service dropIn, la création formelle du Comité « Prostitution » par la loi du 28 février 2018 précitée et le règlement grand-ducal du 22 mars 2023 afférent, les formations en matière de « la traite des êtres humains » et les cours d'approfondissement « Approche et accompagnement des victimes de la traite des êtres humains » ainsi que la campagne d'information et de sensibilisation en matière de traite des êtres humains.

ad 4. Ewéi am Accord de coalition festgehalten, stellen d'Dokteschpraxissen d'Basis vun enger medezinescher Versuergung duer. D'Regierung ënnerstëtzt Moosnamen, fir d'Nidderloosung vu Generalisten a Spezialisten an Dokteschpraxisse méi attraktiv ze maachen. Dës Reflexioun ëmfaasst och d'Froen iwwer d'Erweiterung vu Permanenzen, déi vun de Generaliste geleescht ginn.

ad 5. Diskussiounen mat den Acteuren sinn amgaangen, fir d'Qualitéit an d'Zougängelechkeet vun de medezineschen Servicer am Land ze verbesseren. Dëst betrëfft wéi an der Fro virdu beschriwwen d'Erweiterung vun den Öffnungszäiten a vun de gemeinsamen Dokteschpraxissen (Cabinets médicaux). Et muss ee bedenken, dass eng Erweiterung vun den Öffnungszäiten ee Méibedarf un Doktere mat sech bréngt. Souwuel de Konzept vu Maison médicale an och vu gemeinsame Praxissen erlaabt eng Zesummenaarbecht vun den Dokteren, fir eng ausgeglache Léisung ze fannen, déi souwuel d'Patienten wéi och d'Doktere berécksiichtegt.

Personnes disparues | Question 1320 (09/10/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An de leschte Méint ass et ëmmer nees zu Vermëssmeldungen komm. Et schéngt, wéi wann d'Zuel vun dësen Meldungen a leschter Zäit eropgaange wier.

An deem Kader wollt mir dem Här Innenminister folgend Froen stellen:

1. Wéi huet sech d'Zuel vun de Vermëssmeldungen a rezenter Vergaangenheet entwéckelt?
2. Wat sinn déi verschidden Ursachen, déi zu Vermëssmeldungen féieren?
3. Wéi deelen sech d'Vermëssmeldungen, jee no Alter a Geschlecht op?

Réponse (04/11/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministère des Affaires intérieures

ad 1. D'Police stellt eng Hausse vun de Vermëssmeldungen fest.

Et ass ze bemerken, dass net all Vermëssmeldung effentlech gemaach gëtt. De Choix vun enger effentlecher Vermëssmeldung gëtt au cas par cas tëscht Police a Parquet gekuckt.

ad 2. Bei den Ursachen muss tëschent den Erwuessemen an de Mannerjärege ënnerscheet ginn.

Bei den Erwuessemen sinn d'Grënn vum Verschwanne, déi zu Vermëssmeldungen féieren, gréisstendeels eng Suizidgeföhr, eng Fuite aus dem Centre hospitalier neuro-psychiatrique (CHNP), oder op Drogen zeréckzuféieren.

Bei Mannerjärege ginn déi meeschte Meldungen vu Foyere gemaach. Meeschtens ass d'Ursach, dass déi Jonk an dës Strukturen net zurecht kommen.

Vermëssmeldungen betreffend Kanner, déi vun doheem fortgelaaf sinn, hu meeschtens familiär Konflikter als Ursach.

ad 3. Laut den interne Statistiken vum Service de police judiciaire, deelen sech d'Vermëssmeldungen fir Joer 2024 folgendermoossen op. ↑

Utilisation d'antibiotiques | Question 1322 (09/10/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

Schätzungsweis stierwen an deenen nächste 25 Joer weltwäit geschätzt 39 Milliounen Mënschen u resistente

Pathogeneen. Dëst wäert eng Erausforderung fir all d'Gesondheetssystemer op der Welt ginn. Nieft dem humanmedezineschen Asaz vun Antibiotiquen spillt och de veterinärmedezinesche Gebrauch eng Roll an dëser Entwécklung. Eng nei EU-Veruerdnung ([EU]2019/6) ass uganks 2022 a Kraaft getrueden a reegelt säitdem d'Veterinärmedikamentegesetz an der Europäescher Unioun. Eng Komponent vun dëser Veruerdnung ziilt dorop eraus, genee ze erfassen, wéi vill Antibiotiquen an den eenzele Länner vun der Europäescher Unioun agesat ginn. Zu deem Zweck huet d'Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmittelverwaltung zesumme mam CTIE eng „Antibiotika-Datenbank“ entwéckelt, déi säit 2023 am Asaz ass. Zu Lëtzebuerg gëtt et iwwerdeems och e Plan national antibiotiques, deen sech mat der Problematik vun den antimikrobiellen Resistenzen an der Human- wéi an der Veterinärmedezinn ausermeesetzt, an dëst aus verschiddene Bléckwénkelen. An deem Zesammenhang ass och de Rapport vun dësem Plang am Juli 2024 erauskomm.

Den Dr. Julien Darmian, Leeder vun der Abteilung „Gesondheetswiesen“ bei der Direction de la santé a Kopresident vum Comité national antibiotiques, huet sech an engem Presseartikel (<https://www.wort.lu/politik/warum-antibiotika-an-wirksamkeit-verlieren-und-was-luxemburg-dagegen-tut/20709247.html>) beonrouegt gewisen iwwer de massenhafte Gebrauch vun Antibiotiquen am veterinärmedezineschen Beräich. Dës Gebrauch géif him no zu Tonnen Antibiotiquen an der Ëmwelt féieren, wat d'Proliferatioun vu resistente Bakterien erméigleche géing.

An deem Kontext géife mir gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Am Rapport vum Juli 2024 sinn am veterinärmedezineschen Beräich just d'Verkafszuelen vun Antibiotiquen opgeléist. Leien dem Landwirtschaftsministère oder dem Gesondheetministère schonn d'Donnéen an d'Auswärtung fir 2023 vir, wat de reellen Asaz vun Antibiotiquen hei zu Lëtzebuerg a landwirtschaftleche Betriber betrëfft? Wa jo, wat ass dobäi erauskomm a) am Verglach zu eisen Nopeschlänner (FR, BE, DE) a b) am Verglach zu de Lëtzebuurger Verkaufszuelen? Gëtt et Contrainten, déi berücksichtegt musse gi bei der Interpretatioun vun de Resultater? Wa jo, wéi eng? Wann nach keng Auswärtung virleien, bis wéini kann ee mat dësen Zuelen an Informatiounen rechnen?
2. Gëtt an den Ae vun der Regierung e realistesch Bild vun der Situatioun gezechent, wa gesot gëtt, duerch de veterinärmedezinesche Gebrauch vun Antibiotiquen wieren „Tonnen“ dovunner an der Ëmwelt? Spigelt dëst d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg erëm? Wa jo, op wéi engen Donnéen an Analyse baséiert d'Regierung dës Ausso?
3. Awéiwäit spillt den Asaz vun Antibiotiquen an der Humanmedezinn hei zu Lëtzebuerg eng Roll bei der Proliferatioun vu resistente Bakterien an der Ëmwelt?
4. Wat ass fir d'Zukunft hei zu Lëtzebuerg geplangt, fir méi Donnéen erfassen ze kënnen, wat d'Presenz vun Antibiotiquen a resistente Pathogeneen an der Ëmwelt betrëfft?
5. Ass am Kader vum One-Health-Prinzip ugeduecht, eng grouss gemeinsam Datebank hei zu Lëtzebuerg unzeleeën, fir Donnéen betreffend antimikrobiell Resistenzen an d'Presenz vu resistente Pathogeneen tëscht Veterinärmedezinn, Humanmedezinn an Ëmwelt méi einfach kënnen ze analyséieren an ze vergläichen? Wann nee, firwat net?

Réponse (13/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. D'Donnéen vum 2023 iwwer d'Benetzung vun Antibiotiquen bei Ranner, Schwäim a Geflügel goufen den 30. September 2024 un d'Europäesch Medikamenten-agence (EMA) geschéckt. D'Lëtzebuurger Division de la pharmacie et des médicaments huet matgedeelt, dass d'EMA dës Informatiounen an engem Rapport verëffentleche wäert, zesumme mat engem Verglach zu anere Länner, dee fir Mëtt 2025 geplangt ass. Déi aktuell Erausforderung sinn haaptsächlech mam Zougang op d'Union Product Database (UPD) verbonnen, déi an d'MyGuichet-Plattform integréiert misste ginn. Dës Integratioun géing den Déierendokteren erméiglechen, déi benetzten Antibiotiquen méi einfach anzedroen. Ouni eng komplett Léschung vun de veterinär Medikamenten müssen d'Déierendokteren dës Informatiounen aktuell manuell aginn, wat Feeler mat sech bréngt, déi dono manuell mussen verbessert ginn.

ad 2. De Gebrauch vun Antibiotiquen am humanen a veterinärmedezineschen Beräich ass d'Haaptursach vun den Antibiotik-Resistenzen an hire Gebrauch huet en negativen Impakt op eis Ëmwelt.

Dëst ass säit Joren eng Suerg vun der Santé publique. Zu Lëtzebuerg huet de „Plan national antibiotiques“ als generell Objektiv d'Entsteeung, d'Entwécklung an d'Iwwerdroe vun Antibio-Resistenzen zu Lëtzebuerg ze reduzéieren.

2022 representéiert de Verkauf vun Antibiotiquen zu Lëtzebuerg 1,4 Tonne vu Wirkstoff, dovunner waren 1,3 Tonnen (dëst entsprécht 25,1 mg/PCU¹³) fir Notzdéieren (Déiere geziicht fir d'Produktioun vu Liewensmüttelen) bestëmmt. Lëtzebuerg ass domat dat 6. Land mat dem mannste Verkauf (a mg/PCU) vun den 31 Länner, déi um Projet ESVAC (European Surveillance of Veterinary Antimicrobial Consumption) deelgeholl hunn. Säit 2013 geet de Verkauf vun Antibiotiquen fir de Veterinär-Beräich erof, dës weist op e staarken Engagement vum Secteur an dësem Beräich.

Op Basis vun de Konzentratiounen vun Antibiotiquen, déi vum Waasserwirtschaftsamt an den Uewerflächengewässer gemooss ginn an och deelweis am Rapport Plan national antibiotiques publizéiert sinn, kann d'Waasserwirtschaftsamt keng Ausso maachen, aus wat fir enger Spart dës Antibiotiquen kommen. Et sief och ugemierkt, datt keng Frachte berechent goufen – et handelt sech hei reng ëm Konzentratiounen.

ad 3. Am communautaire Beräich (Officines de ville), läit 2022 d'Consumptioun vun Antibiotiquen zu Lëtzebuerg bei 17,6 DDJ¹⁴/1.000 Awunner/Dag, wat ënnert der europäescher Moyenne vu 17,8 DDJ/1.000 Awunner/Dag läit. Am Spidolsberäich, läit d'Consumptioun vun Antibiotiquen zu Lëtzebuerg 2022 bei 1,4 DDJ/1.000 Awunner/Dag, wat och ënnert der europäescher Moyenne (1,6 DDJ/1.000 Awunner/Dag) ass.

Den direkten Impakt vun dësem Asaz op d'Proliferatioun vu resistente Bakterien an der Ëmwelt ass net direkt analyséiert. A Frankräich, huet d'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail an engem Rapport ënnerstrach, dass „les principales sources de contamination de l'environnement par des antibiotiques sont liées aux activités humaines : rejets d'eaux usées traitées et épandages de boues des stations d'épuration et d'effluents d'élevage“¹⁵. De Rapport notéiert, dass, obwuel resistent Bakterien an der Ëmwelt schwéier iwwerliewen, d'Resistenzgene länger bleiwe

¹³ Population Correction Unit

¹⁴ Dose définie journalière

¹⁵ Antibiorésistance et environnement État et causes possibles de la contamination des milieux en France : <https://www.anses.fr/fr/content/un-premier-etat-des-connaissances-sur-lantibiorésistance-et-lesantibiotiques-dans-:-:text=Les%20principales%20sources%20de%20contamination,d'effluents%20d%27%C3%A9levage>

kënnen, entweder ausserhalb vun den Zellen oder an anere Bakterien.

ad 4. An Zukunft wäerten, wéi am Rapport Plan national antibiotiques beschriwwen, méi Donnéeën erfaasst musse ginn, wat Konzentratioune vun Antibiotiquen an den Uewerflächegewässer ugeet. D'Direktiv fir „substances prioritaires“, déi aktuell op EU-Niveau diskutéiert gëtt, gesäit vir, dass dräi Antibiotiquen eng Ëmweltqualitëtsnorm kréien an deemno och musse routinneméisseg an den Uewerflächegewässer gemooss ginn. D'Iwwerarbechtung vun der Grondwaasserdirektiv gesäit och eng routinneméisseg Analys vun engem Antibiotique vir. Donieft wäerte weiderhin eng Rei vun aneren Antibiotiquen am Kader vun der „liste de vigilance“ an 2 Flëss hei am Land gemooss ginn.

Wat déi resistent Pathogeneen ugeet, wäerten an Zukunft op Basis vun der uewen erwäanter Direktiv och warscheinlech Indikatoren fir Antibiotikaresistenz am Uewerflächegewässer an am Grondwaasser analyséiert musse ginn. Déi nei Ofwaasserdirektiv, déi aktuell och a Verhandlungen op EU-Niveau ass, wäert eng Iwwerwaachung vun den Antibiotikaresistenzen am Ofwaasser vorschreiwien.

Béid Surveillancë kënnen awer eréischt gestart ginn, nodeems béid Direktive gestëmmt sinn a wann d'EU-Kommissioun eng europawäit etabléiert Method a Lëscht vun Indikatoren festgeluecht huet.

ad 5. D'Aarbechte fir d'Opstellung vun esou enger Plattform sinn an der Diskussioun.

Campagne anti-littering concernant les sachets de nicotine | Question 1323 (09/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Umweltministerium, Wasserwirtschaftsamt und Valorlux haben eine sogenannte „Anti-Littering-Kampagne“ gegen das achtlose Wegwerfen von Zigarettenstummeln im öffentlichen Raum gestartet.

Dabei wird darauf hingewiesen, dass diese Praxis nicht nur unschön ist, sondern auch Reinigungskosten verursacht und negative Auswirkungen auf die Umwelt hat. Rezent gesellen sich zu den Zigarettenstummeln nun die unachtsam ausgespuckten Nikotinbeutel, die neuste Erfindung der Tabakindustrie.

Deshalb unsere Frage an den Minister für Umwelt, Klima und Biodiversität:

1. Ist sich das Umweltministerium dieser Problematik bewusst?
2. Sind diese achtlos ausgespuckten Beutel auf ihre Auswirkungen auf die Umwelt untersucht worden?
3. Sollten diese genauso gesundheitsschädlichen wie unnützen Säckchen nun reguliert, jedoch nicht verboten, werden, wie wird das Umweltministerium darauf reagieren?
4. Wurde eine Nikotinbelastung in unseren Abwässern festgestellt?

Réponse (13/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

- ad 1. Ja.
- ad 2. Die vom Umweltamt, dem Wasserwirtschaftsamt und Valorlux ASBL initiierte „Anti-Littering-Kampagne“ gegen das achtlose Wegwerfen von Zigarettenstummeln im öffentlichen Raum basiert auf Artikel 8 der Richtlinie (EU) 2019/904 sowie auf Artikel 8 des nationalen Gesetzes vom 9. Juni 2022 (Loi relative à la

réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement).

Seit 2023 sind Tabakproduzenten über das Gesetz vom 9. Juni im Rahmen der erweiterten Herstellerverantwortung verpflichtet, durch Präventionsmaßnahmen das achtlose Wegwerfen von Zigarettenfiltern (Littering) zu reduzieren und Sensibilisierungskampagnen bezüglich des Impakts auf die Umwelt von den genannten Zigarettenfiltern zu finanzieren. Diese Verpflichtungen übernimmt Valorlux ASBL im Rahmen einer erweiterten Produzentenverantwortung.

Da Nikotinbeutel nicht vom Gesetz vom 9. Juni 2022 betroffen sind und somit nicht unter dessen Geltungsbereich fallen, sind diese nicht Teil der Kampagnen, und die spezifischen Umweltauswirkungen von ausgespuckten Nikotinbeuteln wurden bislang nicht untersucht.

Das Umweltministerium weist darauf hin, dass jede Form von Littering im öffentlichen Raum verboten ist und entsprechend sanktioniert werden kann.

ad 3. Die Regulierung der Nikotinbeutel ist Gegenstand des Gesetzesprojektes 8333 im Rahmen dessen diese in gleichem Masse wie der Verkauf, Konsum und Werbung von Zigaretten geregelt werden.

ad 4. Nikotin wird als Substanz nicht routinemäßig im Wasser in Luxemburg gemessen (weder Abwasser noch Oberflächengewässer) und es gibt aktuell auch keine EU weit geltende Umweltqualitätsnorm für diese Substanz.

Responsabilité des huissiers de justice lors de l'accomplissement de leurs missions | Question 1324 (09/10/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1010, huet d'Madamm Justizminister zefriddstellend geäntwert, trotzdem stellen sech awer och nach eng Rei Froen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Zu der Äntwert op déi 3. Fro: „D'Entscheidung ass net zum Gesetz festgeluecht. Si gëtt vum jeeweiligen Huissier festgeluecht a läit an der Moyenne bei 13,75 Euro.“
Op wat engem Règlement ass dës Entscheidung baséiert?
2. Zu der Äntwert op déi 4. Fro: „Et ass net d'Aufgab vun den Zeien, Fotoen oder Videoen op privatem Terrain oder an der Wunneng ze maachen.“
An esou engem Fall, ass dat zoulässeg, datt Zeie Fotoen oder Videoen op privatem Terrain oder an enger Wunneng kënnen maachen?
3. Zu der Äntwert op déi 5. Fro: „Et gëtt keng spezifesch Reegelung, déi den Ëmfang vun de Schied begrenzt. Hei applizéieren sech gegebenefalls déi generell Reegele vun der Responsabilité civile.“
Ëm wat fir eng Reegel vun der Responsabilité civile geet et hei? Wéi gëtt den Ëmfang vun de Schied geschätzt a chiffriert?

Réponse (11/11/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice

ad 1. D'Modalitéite vun der Entscheedegung sinn haut net ausdrécklech an engem Règlement präziséiert. Et ass virgesinn, dësse Punkt per Gesetz oder Règlement explizitt ze klären.

ad 2. Bei der Fro vun der Zoulässegkeet vu Fotoen oder Videoen, déi en Zeien an enger privater Wunneng oder op engem privaten Terrain mécht, applizéiere sech déi generell Reegele vum Schutz vum

Privatliewen a vum Dateschutz, esou wéi si notament am Gesetz vum 11. August 1982 iwwer de Schutz vum Privatliewen (Loi du 11 août 1982 concernant la protection de la vie privée), am europäesche Règlement iwwer den Dateschutz (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données), wéi och an den nationale Gesetzer iwwer den Dateschutz (hauptsächlech d'Loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données), portant modification du Code du travail et de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État) stinn.

ad 3. Et geet hei ëm den Artikel 1382 a follgend vum Code civil. Wann d'Parteien sech net eens sinn, wat den Ëmfang an de Montant vun de Schied betrëfft, mussen dës vum Geriicht festgeluecht ginn, gegebenefalls op Basis vun enger Expertise.

Vide-greniers privés | Question 1325 (09/10/2024) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Wa Privatleit zu Lëtzebuerg wëlle gréisser Bestänn un Haushaltsgéigestänn verkafen, kënnen si ausser dem Onlinehandel just op e Floumaart zeréckgräifen. Dëst ass awer mat der Noutwennegkeet verbonnen, datt esou en Event an hirer Géigend organiséiert gëtt, datt si eng Plaz kréien, datt si mam Auto bäikommen a sou weider. Dacks fält och Standgeld un, wat zu engem méi gerénge Benefice op dem Verkaf féiert.

A verschiddene Länner, notament de Vereenegte Staaten, kënnen d'Leit esou Verkeef duerch sougenannte „Garage Sales“ oder „Yard Sales“ och flexibel bei sech doheem organiséieren.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Ekonomeminister gär dës Froe stellen:

1. Sinn dës Evenementer och zu Lëtzebuerg rechtlech méiglech?
2. Falls jo, ënnert wéi enge Konditiounen?
3. Falls net, wéi eng Grënn géifen dogéint schwätzen?

Réponse (06/11/2024) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Eng Privatpersoun kann doheem e Vide-grenier oder private Floumaart organiséieren, fir den eegene Bestand vun hiren Occasiounsgéigestänn ze verkafen. Dofir ass keng Autorisatioun vum Wirtschaftsministère néideg.

Persounen, déi professionell d'Occasiounsgéigestänn vun anere Leit verkafen, an dobäi eng Kommissioun huelen, brauchen eng Autorisatioun.

Organisation des cycles de gardes des pharmacies luxembourgeoises | Question 1326 (10/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0843, Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale avait confirmé « que des réflexions quant à

d'éventuels changements dans l'organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises sont actuellement menées par le syndicat des pharmaciens luxembourgeois ».

Selon Madame la Ministre, ces réflexions seraient menées en étroite collaboration avec le Ministère de la Santé et toute modification éventuelle du système actuel serait soumise à discussion.

– Comme ces discussions avec Madame la Ministre ont récemment été poursuivies, nous aimerions savoir de Madame la Ministre quelle est sa position quant à une réduction respectivement un changement des cycles de garde équivalent à une réduction du service public ?

– Quelle est sa position quant à une révision de la rémunération des gardes de nos pharmacies et plus précisément de celles des pharmacies ayant le moins de passages dû à la densité de la population moins grande autour de leur implantation ?

Réponse (11/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Étant donné que les discussions relatives à d'éventuels changements dans l'organisation des cycles de garde des pharmacies luxembourgeoises n'ont pas encore définitivement abouti, il n'est pas possible de prendre position à ce stade par rapport aux modifications éventuelles du système actuel ainsi que de la rémunération de celui-ci.

Demande pour un titre de séjour d'un artiste iranien | Question 1328 (10/10/2024) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Rezent ass zu Lëtzebuerg eng administrativ Decisioun iwwert den Non-renouvellement vun engem Titre de séjour vun engem iranesche Konschtphotograf geholl ginn, deen an der Zivillgesellschaft – a besonnesch an der Lëtzebuurger Kulturzeen – eng Partie grondleeënd Froen opgeworf huet.

De Kulturminister huet eegenen Aussoen no an der Press eng éischte Käier vun där Decisioun gelies.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Inneminister dës Fro stellen:

1. Wéi oft kënn d'Commission consultative pour travailleurs indépendants zesummen?

2. Wéi vill Demandë leien der Commission consultative am Duerchschnëtt vir? Wéi vill Demandë si positiv respektiv negativ aviséiert ginn?

3. Ass et an der Vergaangeneit schonns virkomm, dass de Minister den Avis net suivéiert huet?

4. Wat ass d'Definitiou vun enger ekonomescher Valeur am Kontext vu kënschtlerscher Aarbecht? Op wéi eng Krittäre gëtt sech hei baséiert respektiv wéini erfëllt eng Persoun dës Krittären?

5. Wat ass mat der „intégration dans le contexte économique national ou local“ gemeint?

6. Firwat ass de Kulturministère vun der Commission consultative net ëm seng Aschätzung gefrot ginn, obwohl de betreffende Règlement grand-ducal vum 5. September 2008 déi Méiglechkeet virgesäit?

7. Firwat gouf déi Pist vun Direkter vun der Kulturfabrik (Kufa) net zeréckbehalen, dem iranesche Kënschtler e Certificat à durée déterminée iwwert 6 Méint ze gi mat der Aussicht op en Openthalt an enger Kënschtlerresidenz zu Buerglënster?

Réponse (06/11/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Kommissioun kënn eemol de Mount zesummen.

ad 2. Et ginn eng Dosen Dossiere pro Commissioun aviséiert. Dëst sinn esouwuel éischt Demanden, Demandé fir e Renouvellement, bei deenen d'Commission saiséiert gëtt weinst der Komplexitéit vum Dossier, wéi och e Recours gracieux an Dossieren, an deenen d'Commission een Avis ofginn hat.

Wat elo nëmmen déi 161 éischt Demandë betrëfft, déi zanter dem 1. Januar 2022 deposéiert goufen, sinn der 101 negativ aviséiert ginn an 33 positiv. 27 Demandë sinn nach en cours de traitement.

ad 3. Nee.

ad 4. a 5. Bei béide Froen verweisen ech op d'Travaux parlementaires am Kader vum Immigrationsgesetz vum 2008. Do steet am Commentaire des articles vum Art. 51 Follgendes:

„Pour pouvoir séjourner sur le territoire luxembourgeois aux fins d'exercer une activité professionnelle indépendante, le ressortissant d'un pays devra s'y faire autoriser par le ministre. Outre les conditions à remplir en vertu de l'article 34 pour l'entrée et le séjour sur le territoire, la personne concernée devra respecter les obligations légales et réglementaires spéciales concernant l'accès à l'activité professionnelle qu'elle entend exercer. Elle devra disposer de la capacité financière nécessaire pour entamer cette activité. Finalement l'intérêt de l'activité sera apprécié en termes d'utilité économique, sociale ou culturelle. Cette disposition vise à établir un équilibre entre les aspirations des ressortissants étrangers qui désirent exercer une activité indépendante et les intérêts économiques, sociaux et culturels du pays. Le paragraphe (2) apporte certaines précisions par rapport aux mandataires de sociétés qui sollicitent une autorisation de séjour.

L'examen de la demande en obtention d'une autorisation de séjour pour travailleur indépendant est effectué par la commission consultative qui vérifiera si les conditions prévues pour la délivrance de l'autorisation sont remplies dans le chef du requérant. L'avis de la commission précède obligatoirement la décision du ministre.“

ad 6. Eng éischt Analys vun der Direction générale de l'immigration huet erginn, dass den Här bei senger geplangter Aktivitéit als Indépendant net genuch verdénge géif, fir zu Lëtzebuerg ze liewen. Domat war eng Haaptkonditioun fir den Titre de séjour „travailleur indépendant“ net erfëllt.

ad 7. De Contrat à durée déterminée mat der Kulturfabrik ASBL huet e Bruttoloun vun 1.300 Euro de Mount virgesinn a louch deemno ënner der Grenz vum Montant vum soziale Mindestloun. D'Konditioun fir e Renouvellement vum Titre de séjour „travailleur salarié“ waren deemno net erfëllt.

Port de l'écharpe tricolore | Question 1329 (10/10/2024) de **M. Gusty Graas** | **M. Guy Arendt** (DP)

Eis ass zu Ouere komm, datt a verschiddene Gemengen d'Membere vun de Schäfferéit hir Schärp net nimm e offizielle Geleeënheeten, d. h. do, wou se als Verrieder vun der Autorité étatique fungéieren, mee och bei deenen ënnerschiddlechste Geleeënheeten undoen, sou z. B. bei Aweigungen an hirer Gemeng.

An deem Kader wollte mir dem Här Inneminister follgend Froen stellen:

1. Gëtt et präzis Reegelen, déi de Gebrauch vun der Schärp reegelen?

2. Wann net, denkt den Här Minister un eng eventuell Aschränkung vum Gebrauch vun der Schärp, fir eng

iwwerdriwwen an net ugemiessen Nutzung ze vermeiden?

Réponse (08/11/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Et gëtt keng legal Basis, déi d'Droe vun der Schärp vum Buergermeeschter a vun de Schäfteen detailléiert reegelt.

ad 2. Den Inneministère wäert sech mat de Verrieder vum Gemengesyndikat Syvicol concertéiere fir ze analyséieren, ob sou e Besoin besteet. Sollt dës Concertatioun zu der Conclusioun féieren, datt e reelle Besoin besteet, wier et opportoun, Recommandatiounen auszeschaffen, wat d'Droe vun der Schärp ugeet.

Projet d'élargissement de l'autoroute A4 | Question 1330 (11/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De Finanzminister huet a senger Budgetsried widderholl, dass d'Autobunnen A3 souwéi d'A6 op dräi Spueren ausgebaut ginn. Laanscht d'Autobunn A4 vun Esch an d'Stad wäert d'Schnelltraminlinn gebaut ginn. Vun engem Ausbau op dräi Spueren vun der A4 ass aktuell nëischt annoncéiert ginn, och net am nationale Mobilitéitsplang 2035.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Gedenkt d'Regierung, d'Autobunn A4 vun Esch an d'Stad op dräi Spueren auszubauen? Falls nee, firwat net? Falls jo, kann d'Ministesch Detailler heizou liwweren?

Réponse (08/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte freet a senger parlamentarescher Fro, ob d'Regierung gedenkt, d'Autobunn (A4) vun Esch an d'Stad op dräi Spueren auszubauen.

Wat den dräispueregen Ausbau vun den Autobunnen ubelaangt, verweisen ech op de Koalitiounsaccord (Säit 201), ënnert dem Kapitel „Mobilité/Routes“:

„Les autoroutes les plus fréquentées seront examinées en vue d'un élargissement à trois voies par sens de circulation, dont une voie spéciale réservée aux transports en commun, respectivement au covoiturage.

[...] Au-delà, la capacité des routes sera augmentée grâce à une utilisation flexible des bandes côtières.“

Entsprechend dem Koalitiounsaccord ënnersiche meng Servicer momentan dat gesamt Autobunnsnetz am Hibleck op eng Gesamtstrategie, wat säin Ausbau betrëfft. Dës Gesamtstrategie soll den zukünftegen Entwécklungen am Land an an der Groussregioun Rechnung droen, fir an Zukunft den Zouwuess vun de Beweegunge kënnen opzehuelen, dat am Aklang mam nationale Mobilitéitsplang PNM 2035 a dem Strategiepabeier Modu 2.0.

Um Planungshorizont 2035 gesäit de PNM 2035 eng substanzuell Stärkung vum effentlechen Transport an der aktiver Mobilitéit vir. Dëst soll dozou féieren, dass déi verbleiwend Mobilitéitsdemande vun engem moderat wuessenden Automobillverkéier opgeholl ka ginn. Dobäi sollen d'Haaptverkéiersachse gestärkt ginn, dat awer och ënnert dem Gesiichtspunkt vun der Unzuel vun den transportéierte Persoune géint iwwer der Unzuel vun den zirkuléierenden Autoen.

Wat elo speziell den Ausbau vun der Escher Autobunn (A4) ubelaangt, si follgend Elementer ze beuechten:

Déi virleidend Konzepter weisen eng Steigerung vun der Mobilitéitsnofro op dem Korridor vun der Escher

Autobunn (A4) aus. Am Moment gëtt analyséiert, awéiwäit dës Nofro duerch ee méi héijen Takt vum séieren Tram, duerch eng Prioriséierung vum Covoirage a vu Bussen, duerch eng drëtt Spuer respektiv duerch eng Kombinatioun vun dëse Moosname kann dauerhaft ofgedeckt ginn. Zil ass et, déi Uertschafte ronderëm d'Autobunn ze entlaaschten, ouni awer de Stau just vun der A4 op de Contournement vun der Stad Lëtzebuerg oder op hir Afallstroossen ze verlagere, an ouni duerch eng méi attraktiv A4 nach zousätzleche Verkéier duerch d'Stied an d'Uertschafte laanscht déi franséisch Grenz unzezéien.

Vun dësen Analysen ofgesinn ass et sënnvoll, noutwenneg Ouvragen iwwert a laanscht eng Autobunn vu vireran esou ze dimensionéieren, dass se enger zukünftiger Verbreederung Rechnung droen. Dëst gëtt am Ausland esou praktikéiert, an och op den aktuelle Stroosseprojeten op der A4. Dës ëmfaassen de Reamenagement vun der Autobunn (A4) bis op Féiz, mat den Echangeure Leideleng-Nord a Leideleng-Süd. Den Echangeur Steebrécken ass, wéi der sécherlech wësst, am Bau. Dës Projete sinn ausserdeem och ugepasst un de Verlaf vum séieren Tram, tëschent der Stad a Biele.

All dës Elementer maachen, dass elo schonns déi aktuell Planungen an de Kontext vun der zukünftiger Mobilitéit gesat ginn an déi zukünftige Besoinen antizipéiert ginn, fir dass all Realisatiounsprojete an den Ensembl passt.

.....
Plateforme govjobs.lu | Question 1331
(10/10/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op der Plattform „govjobs.lu“ ginn Aarbechtsplaze fir den ëffentlechen Déngscht publizéiert, ënnert anere dem déi fir d'„mobilité interne“, also wann ee Staatsbedéngscheten sech op eng aner Verwaltung oder Ministère wëll mellen. Fir ee faire Rekrutementsprozess ze garantéieren, deen all Zweifel vu Favoritismus ausschléisst, ass et wichteg, dass souwuel extern souwéi intern Kandidat:innen hir Chance kréien, fir sech kënnen ze bewerben an ze bewiesen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Huet de Minister Statistiken, opgeléicht pro Joer zënter 2017, zu der Dauer, wéi laang d'Annoncen op govjobs.lu publizéiert ginn (Duerchschnëtt, Median, Maximum, Minimum)? Wéi erkläert sech, dass et ënnerschiddlech Delaie fir de Recrutement interne gëtt?

2. Wéi vill Beamten hunn an de leschte 5 Joren, opgeschlësselt pro Joer, vum Recrutement interne Gebrauch gemaach?

3. Wéi vill Persounen, déi iwwert de Recrutement interne de Poste gewiesselt hunn, sinn an de leschte 5 Joren (opgeschlësselt pro Joer) bannent dem nämmelechste Ministère gewiesselt?

4. Wéi vill extern Kandidat:innen goufen an de leschte 5 Joren, opgeschlësselt pro Joer, agestallt?

5. Wéi gëtt de Scoring vun de Kandidate gemaach, éiert eng Kandidat:inlech bei déi zoustänneg Verwaltung weidergeschéckt gëtt?

6. Op der Plattform govjobs.lu vum CGPO fënn en aktuell keng Statistiken, wéi zum Beispill zu den uewendriwwer gefroten Donnéeën. Wëll d'Regierung esou Statistiken publizéieren a falls nee, firwat net?

Réponse (12/11/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Ech hu keng Statistiken, déi oplëschten, wéi laang eng Annonce op der Plattform GovJobs

publizéiert gëtt. Et sinn d'Ministèren an d'Verwaltungen, déi de Posten ausschreiwen, déi aleng decidéieren, wéi laang de Posten op der Plattform publizéiert soll ginn. De Poste muss awer e Minimum vu 5 Schaffdeeg verëffentlecht ginn, esou wéi den Artikel 752 vum Gesetz iwwert de Changement d'administration (Loi modifiée du 25 mars 2015 fixant les conditions et modalités selon lesquelles le fonctionnaire de l'État peut changer d'administration) et virschreift: „Tout poste vacant à occuper par le biais du recrutement interne doit être publié par la voie appropriée pendant au moins cinq jours ouvrables.“

ad 2. Den Tableau[†] heidreänner rekapituléiert d'Unzuel vun den agerechte Kandidaturen an d'Unzuel vun den effektive Changementer an eng aner Administration.

Dës Zuele sinn awer och am Rapport d'activité vum Ministère fir d'Fonction publique ze fannen.

ad 3. Dës Fro vum honorabelen Deputéierte schéngt mir net ganz kloer ze sinn. Wann domat gemengt ass, wéi vill Beamten a Beamtinnen tëschent Verwaltung gewiesselt hunn, déi deem selwechte Ministère ënnerstinn, da kann ech déi Informatiounen net liwweren, well keng esou Statistiken gefouert ginn. Wann d'Fro ass, wéi vill Beamten a Beamtinnen innerhalb vun deene jeeweilige Ministère gewiesselt hunn, dann ass et kee Changement d'administration, dee per Arrêté festgehal gëtt, mee dann ass et e Changement d'affectation, dee weeder dem Ministère fir d'Fonction publique, nach dem CGPO matgedeelt gëtt.

ad 4. De „recrutement interne“ betrëfft just Beamten a Beamtinnen, also Leit, déi scho beim Staat oder bei enger Gemeng schaffen.

ad 5. De CGPO mécht kee Scoring, ma kontrolléiert just d'Recevabilitéit vun der Kandidatur, dat heescht:

- Ass de Kandidat oder d'Kandidatin Fonctionnaire?
- Postuléiert de Kandidat oder d'Kandidatin a sengem oder hirem Groupe de traitement?
- Ass d'Nationalitéit déi, déi och vum Gesetz fir dee Poste virgeschriwwen ass?
- Ass d'Kandidatur am Delai erakomm?

Wann dës 4 Konditiounen erfëllt sinn, gëtt den Dossier un de Ministère oder d'Verwaltung weidergeschéckt, déi dann hir Selektioun maachen.

ad 6. Op der Plattform GovJobs sinn effektiv keng Statistiken zum Rekrutement ze fannen. Am Rapport d'activité vum Ministère fir d'Fonction publique fënn den honorabelen Deputéierten awer allerhand Zuelen zu dësem Thema, notamment (ëmmer vun de leschten 3 Joer):

- Unzuel u Kandidature fir Fonctionnaires-, Employés- a „mobilité interne“-Posten;
- Unzuel u Kandidaten a Kandidatinnen, déi sech fir d'„épreuve d'aptitude générale“ aschreiwen, opgeléicht no Groupe de traitement;
- Unzuel u Kandidaten a Kandidatinnen, déi un der „épreuve d'aptitude générale“ deelhuefen, opgeléicht no Groupe de traitement
- Unzuel vun de publizéierte Posten;
- Unzuel u Kontrakter, déi gemaach gi sinn (CDI, CDD, Avenanten a Resiliatiounen).

.....
Charte européenne des langues régionales ou minoritaires | Question 1332 (10/10/2024) de **M. Fred Keup | M. Tom Weidig** (ADR)

Lëtzebuerg huet déi „Europäesch Charta vun de Regional- oder Minoritéitesproochen“ ënnerschriwwen a ratifizéiert a muss sech dowéinst och dorun halen. Dës Charta beschützt Sproochen, déi

„herkömmlicherweise in einem bestimmten Gebiet eines Staates von Angehörigen dieses Staates gebraucht werden, die eine Gruppe bilden, deren Zahl kleiner ist als die der übrigen Bevölkerung des Staates“ an déi „sich von der (den) Amtssprache(n) dieses Staates unterscheiden“.

Zanter 2021 erfëllt Lëtzebuergesch den éischte Punkt, an deem Sënn, dass et nëmme vun 48,9 % als Hauptsprooch benotzt gëtt, wéi een am Dokument „Linguistic diversity on the rise“ vum Statec noliese kann (<https://statistiques.public.lu/dam-assets/recensement/publication8/docs/rp08-diversity-linguistic-en.pdf>). Zweetens ass Lëtzebuergesch de facto keng Amtssprooch zu Lëtzebuerg, och wann et sou am Sproochgesetz vun 1984 steet. Fir Amtssprooch ze sinn, misst et och vum Staat fir Gesetzer, Reglementer, Kommunikatioun a vu Gerichter benotzt ginn. Den Duden definéiert „Amtssprooch“ ganz einfach als Sprooch vun de Gesetzer. Dat ass jo ewidenterweis zu Lëtzebuerg nëmme Franséisch.

An deem Zesammenhang géife mir dem Här Kulturminister gäre folgend Froe stellen:

1. Firwat huet Lëtzebuerg déi lëtzebuergesch Sprooch nach net als Minoritéitesprooch beim Charta-Ausschoss gemellt?

2. Wat mécht d'Regierung, fir d'Charta och fir Lëtzebuergesch ëmzesetzen? Dozou gehéiert zum Beispill (no Artikel 10,1 b), dass „allgemein verwendete Verwaltungsbestimmungen und -formulare für die Bevölkerung in den Regional- oder Minderheitensprachen oder zweisprachig zur Verfügung“ gestallt ginn, wat jo fir Lëtzebuergesch, wann iwwerhaupt, just onzouräichend de Fall ass?

Réponse (11/11/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

De Rapport explicatif vun der Europäescher Charta vun de Regional- oder Minoritéitesproochen hält kloer fest, wat mat den Definitiounen vun de Regional- a Minoritéitesproochen a mat der Charta am Ganze gemengt ass:

- D'Bestëmmung vun der Charta ass et, fir déi linguistesche Diversitéit an d'Méisproochegkeet an Europa oprechtzerhalen, ouni Konkurrenzdenken oder Antagonismen tëscht offiziellen a regionale respektiv minoritäre Sproochen ze schafen.

- D'Hauptuleies vun der Charta ass et, fir menacéiert regional oder minoritär Sproochen als europäesch Kulturierwen ze schützen an ze férdere. Eng Gemeinsamkeet vun deene Sproochen ass hir méi oder manner grouss Prekaritéit, well se duerch d'Indifferenz vum Ëmfeld oder duerch eng staatlech Assimilatiounspolitik a Gefor sinn.

- Beim Konzept vun der Sprooch, wéi d'Charta se benotzt, geet et virun allem ëm déi kulturell Funktioun vun der Sprooch, dat heescht ëm hir lieweg Uwendung, ouni dass vum der Charta individuell oder kollektiv Rechter geschaf geifefen oder dass et dobäi ëm linguistesche Minoritéite géing.

Bezunn op Lëtzebuerg ass et e Fakt, dass d'Méisproochegkeet e fundamental wichtegt Element fir d'Land ass, mat dräi offiziellen, gläichberechtigte Sproochen, iwwerdeems d'Lëtzebuergesch duerch d'Verfassung, Gesetzer a cibléiert politesch Mesuren e spezifesch Status anhëlt. Ma de Gebrauch vun den dräi Sproochen ass iwwer Gesetz geregelt.

Et geet och aus deem vun den honorabelen Deputéierte genannte Statec-Dokument ervir, dass d'Lëtzebuergesch bei Wäitem déi éischt an Hauptsprooch am Land ass („Le Luxembourgeois est de loin la première langue principale.“), wat net op eng Menace oder Prekaritéit schlësse léisst.

Datt d'Charta sech net op d'Lëtzebuerger Sprooch applizéiert, gëtt och reegelméisseg vum Komitee vun der Charta bestätegt. Den Europarat huet 1992 verlaangt, datt all Land a sengem Ratifizierungsdokument all „regionale oder Minderheitensprachen“ ugëtt, déi op sengem Territoire ënner d'Applikatioun vun der Charta falen. Dem Lëtzebuerger Ratifizierungsgesetz vum 8. Abrëll 2005 no gëtt et zu Lëtzebuerg keng.

Ech recommandéieren den Auteure vun de Froen, den deemolegen Exposé des motifs vum „projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires“ ze liesen. Ech erlabe mer, just déi zwee lescht Sätz ze zitieren: „[...] La situation luxembourgeoise est ainsi totalement différente de celle de certains de nos pays voisins où se maintiennent même plusieurs langues minoritaires et où la ratification de la Charte a donné lieu à de vives polémiques et débats controversés souvent biaisés.

Le Luxembourg, dans un acte de solidarité, peut de son côté ratifier cette Charte sans autre retard et exiger le respect des engagements y contenus, alors qu'il ne se trouve pas affecté par le problème.”

Et sief drun erënnert, datt de Kulturministère amgaangen ass, den Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch vum 14. Dezember 2022 mat senge 50 Mesuren ëmzesetzen. Den Aktiounsplang geet op enger Säit iwwer munnech Mesuren vun der Charta fir Minoritéitsproochen eraus, op där anerer Säit dréit en dem Lëtzebuerger Kontext mat der natierlecher Méisproochekkeet Rechnung.

Virus de Marburg | Question 1333 (10/10/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Les États-Unis ont émis récemment un avis déconseillant aux citoyens américains de se rendre au Rwanda. En cause : le virus de Marburg, qui provoque une fièvre hémorragique virale sévère similaire au virus Ebola. Cette maladie grave, souvent mortelle chez l'être humain, et qui se propage d'une personne à l'autre par contact avec des fluides corporels, a été détectée au Rwanda fin septembre.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que le Gouvernement suit l'évolution de la situation ? Comment évalue-t-il les risques pour le Luxembourg ?

2) Comment s'organisent les efforts de coordination entre le Luxembourg et l'Union européenne pour éviter la propagation d'une maladie de ce type ?

3) Est-ce que le Luxembourg a l'intention de suivre les États-Unis dans leur décision de déconseiller les voyages au Rwanda ?

Réponse (28/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé suit de près l'évolution de la situation au Rwanda et dans la région de l'Afrique de l'Est.

À ce stade, le risque de propagation du virus au Luxembourg est considéré comme faible.

Cela s'explique par la faible probabilité d'exposition au virus de Marburg (MVD) en raison du nombre limité de cas signalés par le Rwanda et du mode de transmission. En effet, la transmission du virus de personne à personne nécessite un contact direct avec des sécrétions corporelles provenant d'une personne symptomatique.

Les mesures de contrôle mises en place par le Gouvernement rwandais dans divers cadres (hôpitaux, écoles, lieux de culte, réunions, funérailles) devraient réduire encore davantage ce risque.

ad 2) Le Luxembourg collabore étroitement avec l'Union européenne et ses agences sanitaires, telles que le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin d'assurer une réponse coordonnée à toute menace sanitaire.

Des mécanismes de partage d'informations et des protocoles de réponse rapide sont en place pour faciliter l'échange d'informations en temps réel entre les pays. Cela permet de coordonner les réponses et de prendre les mesures appropriées pour contrôler ou atténuer les risques, renforçant ainsi la surveillance des maladies infectieuses. Ces efforts incluent également une vigilance accrue aux frontières européennes et une coopération avec les compagnies aériennes.

Les cas suspects (personnes présentant des manifestations cliniques compatibles avec le MVD et ayant des liens épidémiologiques) doivent être isolés et testés. De plus, les cas suspects ou confirmés doivent être signalés immédiatement via le Système d'alerte précoce et de réaction (EWRS) de l'Union européenne. Le traçage rapide des contacts et l'application stricte des protocoles de prévention et de contrôle des infections sont essentiels pour limiter la propagation du virus.

ad 3) Le Luxembourg n'a, à ce jour, pas émis de recommandations similaires, étant donné qu'il n'existe pas de vols directs vers le Rwanda.

En ce qui concerne les mesures de voyage, aucune restriction de voyage n'est actuellement recommandée dans le cadre de cette épidémie pour les citoyens de l'UE/EEE se rendant au Rwanda. Le Gouvernement rwandais a mis en place un dépistage à la sortie à l'Aéroport de Kigali lors du départ du pays, comprenant un questionnaire de santé, des contrôles de santé et de température, conformément aux directives de l'OMS.

L'aéroport, la compagnie aérienne nationale et la douane aéroportuaire ont été informés afin de sensibiliser leur personnel et de signaler tout cas suspect à l'inspection sanitaire.

L'évaluation des risques est basée sur les informations concernant l'épidémie fournies par le Ministère de la Santé du Rwanda. Des mises à jour quotidiennes sont publiées notamment le nombre de tests effectués, les cas et les décès. Nous continuons de suivre de très près l'évolution de la situation et nous adapterons nos mesures en fonction des risques et en accord avec les recommandations de l'ECDC et de l'OMS.

Simplification administrative dans le cadre d'une allocation spéciale pour enfant vivant avec un handicap | Question 1334 (10/10/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)

La Caisse pour l'avenir des enfants (CAE) accorde une allocation spéciale pour enfant vivant avec un handicap, en supplément de l'allocation familiale, dont l'objectif est de compenser les charges supplémentaires occasionnées par le handicap de l'enfant, comme c'est le cas pour un enfant atteint de mucoviscidose. D'après mes informations, la CAE oblige cependant les parents d'enfants atteints d'un tel handicap à faire remplir à intervalles régulières par un médecin le même formulaire de demande en vue d'obtenir cette allocation spéciale. Ce formulaire a pour objectif d'attester à nouveau du handicap résultant de la mucoviscidose – alors que la maladie en question est incurable. De même, le formulaire de demande de prise en charge des

médicaments nécessaires dans le cadre du traitement d'une maladie rare est également à compléter à intervalles régulières – même dans le cas d'une maladie incurable comme la mucoviscidose.

Cette situation entraîne des contraintes supplémentaires pour les personnes qui s'occupent au quotidien d'enfants atteints de maladies rares.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Le Gouvernement est-il informé de cette situation ? Comment évalue-t-il la situation ?

– Dans son accord de coalition, le Gouvernement a décidé de mettre l'accent sur la simplification administrative. Où en sont les plans du Gouvernement pour mettre en œuvre cette simplification administrative dans le domaine de la santé et de la famille, tout en protégeant les données sensibles des patients ?

Réponse (13/11/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Selon la législation en vigueur, l'estimation du taux de déficience permanent pour l'octroi de l'allocation spéciale supplémentaire doit être établie par rapport à un enfant sain du même âge. Ainsi, il s'agit de réévaluer si la maladie ou le handicap est invalidant à raison d'au moins 50 % par rapport aux capacités physiques ou psychiques d'un enfant sain du même âge. L'appréciation sur le taux d'handicap peut évoluer avec l'âge de l'enfant, son développement, la pathologie à l'origine des troubles, etc. C'est pour cette raison que la Caisse pour l'avenir des enfants demande des réexamens médicaux périodiques, en général tous les 3 à 5 ans. Dans le cadre des travaux visant à introduire la notion de « handicap » dans le droit luxembourgeois, une adaptation de ces dispositions pourrait être envisagée.

Une refonte des formulaires de demande de prise en charge des médicaments nécessaires dans le cadre du traitement d'une maladie rare, ayant pour objectif une seule introduction de la demande en cas de maladie rare/chronique est en cours d'analyse dans le cadre du Plan national maladies rares.

Le Gouvernement a élaboré un projet de loi relatif à la mise en œuvre du principe « once only » visant à simplifier les procédures administratives. La Direction de la santé suit de près le développement de ce projet de loi déposé le 12 juin 2024. De nombreux projets sont en cours que ce soit dans les établissements hospitaliers ou les réseaux de soins pour intégrer des outils digitaux facilitant la vie des patients et le recueil d'information pour une meilleure prise en charge (monitoring en réanimation, système de suivi des glycémies chez le patient diabétique insulinodépendant, système d'appel en cas de chute à domicile).

La digitalisation de certaines démarches notamment en lien avec la CNS (ex. tiers payant et paiement immédiat direct), mais aussi la révision de certaines procédures (ex. l'extension du temps de validité du titre de prise en charge pour médicaments dans le cadre d'une pathologie chronique) participent à la simplification administrative tout en garantissant, par l'utilisation de moyens sécurisés, la protection des données sensibles. Enfin, le Dossier de soins partagé (DSP) constitue un outil privilégié pour l'échange d'informations.

Nouilles instantanées coréennes | Question 1335 (10/10/2024) de Mme Françoise Kemp (CSV)

Les nouilles instantanées sont depuis de nombreuses années très appréciées des consommateurs, surtout par les étudiants attirés par le prix généralement avantageux. Certaines variantes, notamment les nouilles instantanées épicées de la marque sud-coréenne Samyang Buldak, semblent cependant poser un risque pour la santé. Le Danemark a pris récemment la décision d'interdire ces nouilles en raison de leur niveau d'épices trop élevé et le risque d'intoxication lié.

D'après mes informations, ces produits sont disponibles dans certains de nos supermarchés et même dans des points de vente qui se situent à proximité d'établissements scolaires, ce qui pourrait inciter des jeunes consommateurs à les acheter.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Est-ce que le Gouvernement est informé de la dangerosité de ces produits ? Quelle est son appréciation de la situation ?

2) Est-ce que le Gouvernement a l'intention de suivre la décision du Danemark visant l'interdiction de ces produits ?

3) De manière générale, de quelle manière se coordonne ce type d'avertissement au niveau européen sur un produit donné lorsque l'avertissement est émis par un membre de l'Union européenne ?

Réponse (11/11/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) suit les dossiers de produits à teneur élevée en capsaïcine et communique sur son site Internet pour informer les consommateurs. Un avertissement général concernant des denrées alimentaires très épicées peut être consulté depuis février 2024 sur notre site Internet.

Vigilance : Défis liés à la consommation d'aliments extrêmement piquants (« Hot Chip Challenge ») – Sécurité alimentaire – Luxembourg (public.lu) : <https://securitealimentaire.public.lu/fr/consommateur/Conseil-Consommateur/capsaicine.html>

Le risque le plus élevé est lié au « challenge » qui incite une population à risque à ingérer, en une dose, des quantités très élevées en capsaïcine qui peut entraîner un risque pour la santé. La probabilité d'apparition d'effets indésirables sur la santé suite à l'ingestion de quantités aiguës en capsaïcine dépend du profil des capsaïcinoïdes dans la matrice alimentaire ainsi que certains facteurs qui influencent la perception de l'intensité du piquant chez les consommateurs. Il faut s'attendre à ce qu'une certaine quantité ingérée provoque un effet indésirable plus prononcé si elle est prise en une dose unique (par exemple via une seule chips de maïs très épicée), car dans ce cas, des contre-mesures conscientes basées sur les propres signaux d'avertissement du corps après la consommation ne sont possibles que dans une mesure limitée par rapport à la même quantité consommée sur une certaine période de temps comme par exemple pour des nouilles. Les produits en vente actuellement sur le marché qui sont très épicés contiennent une mention sur l'étiquetage pour prévenir le consommateur du caractère épicé et ces produits ne sont pas consommés en une seule dose.

ad 2) Chaque État membre décide sur les mesures adéquates à prendre sur son territoire. À noter que pour ces produits, il y a des variantes coréennes ainsi que des variantes pour le marché européen, qui sont

moins pimentées selon l'exploitant du secteur alimentaire responsable du produit. Il n'est pas pertinent d'extrapoler l'évaluation des risques réalisée par le Danemark (basée sur le produit de la variété coréenne) à une évaluation des risques de la variété européenne.

L'analyse de risque doit s'effectuer sur le produit en question pour juger le risque et les mesures adéquates à prendre, conformément à l'article 6 du règlement (CE) 178/2002.

En général, on se base sur les opinions de l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments). En cas d'absence de données toxicologiques suffisantes, l'ALVA consulte également les publications des agences de risque d'autres États membres. Concernant le risque lié à la capsaïcine, le BfR (Bundesinstitut für Risikobewertung) a publié une prise de position en date du 21 juin 2024.

Hohe Capsaicin-Gehalte können gesundheitliche Risiken bergen (bund.de) : <https://www.bfr.bund.de/cm/343/hohe-capsaicin-gehalte-koennen-gesundheitliche-risiken-bergen.pdf>

Des campagnes de contrôles sont prévues pour suivre l'évolution de ce type de produits. L'ALVA prendra les décisions nécessaires en cas de présence de produits sur le marché dont l'évaluation de risque révélerait un risque de sécurité alimentaire.

ad 3) Dans le cadre des outils de sécurité alimentaire, le système d'alerte rapide sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (RASFF), géré par la Commission européenne, a été mis en place pour faciliter l'échange d'informations entre les États membres. Le RASFF permet aux autorités de sécurité alimentaire de réagir rapidement en cas de risques pour la santé publique liés à la chaîne alimentaire. La Commission européenne joue le rôle d'intermédiaire entre les États membres et les pays tiers. Le fondement juridique du RASFF repose sur l'article 50 du règlement CE n° 178/2002. Sa gestion est régie par le règlement d'exécution (UE) 2019/1715 de la Commission, établissant les règles de fonctionnement du système de gestion de l'information sur les contrôles officiels et ses composantes.

Lorsqu'un État membre dispose d'informations sur l'existence d'un risque direct ou indirect pour la santé lié à une denrée alimentaire ou à un aliment pour animaux, et susceptible de concerner au moins un autre État membre ou pays tiers via la traçabilité ascendante ou descendante, il les transmet à la Commission européenne via le système d'alerte rapide RASFF. La Commission européenne transmet immédiatement cette information aux membres du réseau concerné.

Au Luxembourg, le point de contact national pour le système d'alerte rapide est l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA). En pratique, les notifications du RASFF sont envoyées par message électronique par la Commission européenne à tous les points de contact concernés par la notification de l'Union européenne. Ces derniers se chargent ensuite de la coordination et de la gestion des notifications à l'échelle nationale.

Bien que l'accès au RASFF soit exclusivement réservé aux autorités des pays membres, à la Commission européenne et à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), une base de données interactive et consultable en ligne, appelée RASFF Window, offre un accès public aux informations résumées concernant les notifications RASFF les plus récemment transmises et permet de rechercher des informations sur toute notification émise dans le passé.

L'ALVA continue à suivre l'évolution de la notification de nouvelles via le système d'alerte rapide.

Police locale | Question 1336 (10/10/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans un très récent article paru au « Paperjam » et au « Luxemburger Wort », le Ministre des Affaires intérieures a expliqué que la police locale avait eu un impact positif sur la sécurité dans les villes de Luxembourg et Esch. Selon lui, la présence des policiers sur le terrain dans ces deux communes concernées a engendré une réaction favorable des citoyens et a contribué à l'amélioration de la sécurité. Concernant la détention préventive, à laquelle le Ministre des Affaires intérieures fait référence dans les articles de presse, les statistiques européennes et nationales sont claires : le Luxembourg est un des pays présentant le taux le plus élevé de personnes placées en détention préventive.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) À quel niveau la sécurité s'est-elle améliorée ? Sur quels critères objectifs et tangibles le ministre base-t-il son évaluation relative à l'amélioration de la sécurité dans les deux villes pilotes ? Quels outils ont été mis en place pour mesurer cet impact positif tant au niveau de la sécurité pénale ainsi que du sentiment de sécurité ?

2) Monsieur le Ministre estime-t-il, dans le respect de la séparation des pouvoirs, que les critères actuellement en vigueur pour la détention préventive sont insuffisants ? Un renforcement de cette mesure permettant un recours plus systématique à cette privation de liberté serait-il une option envisageable ? Quels seraient les critères à réformer et à ajouter ?

3) Madame la Ministre de la Justice partage-t-elle la déclaration de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures dans l'article paru au « Paperjam » selon laquelle « les gens remis dans les mains du juge d'instruction se retrouvent rapidement dans la rue » ?

Réponse (11/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) L'honorable Député fait référence à une interview qui a été accordée par le Ministère des Affaires intérieures au « Paperjam » au début du mois d'octobre et qui a été relayée par le « Luxemburger Wort ». À la question de savoir si un premier bilan du projet-pilote d'unité de police locale à Luxembourg-ville et à Esch-sur-Alzette pourrait être dressé, il a été répondu que le retour d'expérience du personnel de la police et des citoyens était positif, notamment en termes d'amélioration de la sécurité. Pour parvenir à ce résultat, le principe dit des 4P a trouvé application : personnel, présence, proximité, prévention.

L'unité de police locale est la réponse à une demande de longue date de la population et des décideurs locaux d'accroître la présence et la visibilité de la police sur le terrain et un des éléments clé du renforcement du sentiment de sécurité.

Une étude réalisée par l'Inspection générale de la police à la demande de mon prédécesseur et présentée en commission parlementaire au mois de juin 2024 a confirmé que les patrouilles préventives étaient jusqu'à présent négligées et qu'il existait un flagrant déséquilibre entre la mission de prévention et la mission d'intervention.

Il est à noter qu'avec satisfaction que les retours reçus de la part des policiers sont aussi positifs, de même que pour les citoyens et les élus locaux au sujet du projet-pilote de police locale. Un bilan sera présenté à la fin de l'année en cours à la Chambre des Députés.

ad 2) La lutte contre le trafic de drogue constitue une des priorités politiques du Gouvernement. Celle-ci suppose la mise à disposition des moyens matériels et légaux adéquats aux autorités compétentes. Des réflexions sont en cours sur de nouveaux moyens juridiques à mettre en place. Une extension de la détention préventive n'est actuellement pas en cours de discussion.

ad 3) Garantir la sécurité des citoyens et donc renforcer la lutte contre la criminalité organisée est une priorité de ce Gouvernement. Cette priorité politique est partagée et poursuivie de manière conséquente par le Ministre des Affaires intérieures et par la Ministre de la Justice qui veillent à mettre à disposition des autorités de poursuite tous les moyens nécessaires à cet effet. Dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs il n'appartient pas à la Ministre de la Justice de commenter les décisions des autorités judiciaires dans le cadre d'affaires individuelles.

Outrage à agent | Question 1337 (10/10/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

L'accord de coalition prévoit d'évaluer et d'éventuellement étendre les procédures pénales concernant l'outrage à agent. Depuis 2019, le nombre de cas d'outrages à agents a considérablement augmenté passant de 177 cas en 2019 à 292 en 2023.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Comment Monsieur le Ministre explique-t-il l'augmentation de ces situations ?
- 2) Les peines et procédures existantes relatives au refus d'obtempérer ont-elles déjà été examinées et existe-t-il des pistes concrètes d'amélioration ?
- 3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les peines actuelles ne sont pas assez dissuasives ?
- 4) Quel taux de peines est-il envisagé d'introduire ?

Réponse (08/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Tout outrage envers des agents est inacceptable au sein d'une société basée sur des valeurs comme le respect à l'égard d'autrui.

ad 2) à 4) Le Code pénal luxembourgeois a érigé en délit punissable d'une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 251 euros à 2.000 euros le fait d'outrager par paroles, faits, gestes, menaces, écrits ou dessins un policier dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Il a de même érigé en délit assorti d'une peine de prison de huit jours à deux ans la rébellion simple commise à l'égard d'un policier. La rébellion aggravée commise avec armes ou par plusieurs personnes est sanctionnée plus sévèrement.

Conformément à l'accord de coalition 2023-2028, il est prévu que concernant l'outrage à agents, les procédures pénales soient évaluées et éventuellement étendues, notamment aux agents du secteur des transports publics, comme les agents d'accompagnement des trains et les chefs de surveillance de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL).

Dans ce contexte, le Ministère de la Justice envisage d'adapter l'article 269 du Code pénal dans le cadre de la réforme générale du Code pénal actuellement en préparation. Cette adaptation viserait à inclure explicitement les personnes participant à une mission de transport public, afin de leur offrir le même niveau de

protection que celui accordé aux autres agents publics à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les bodycams, dont l'introduction figure parmi les priorités du Gouvernement et qui se concrétisera au cours de l'année 2025, offrira un moyen aux policiers pour se prémunir contre des outrages et attaques physiques. Dans des situations dégradées, la bodycam peut être utilisée à différentes finalités, notamment comme moyen de désescalade et d'apaisement de l'agressivité aussi bien verbale que physique. Le fait d'être filmé peut inciter les personnes à contenir leurs paroles et se calmer et peut donc prévenir les agressions contre les policiers. Outre le caractère dissuasif escompté, la faculté de disposer a posteriori d'images et de sons enregistrés permettra de saisir le déroulement exact du fait et d'apprécier de façon objective sa gravité.

Contrairement à l'outrage et la rébellion prémentionnés, le refus d'obtempérer est une simple contravention prévue dans le Code de la route. Cette contravention vise le cas où un usager de la route ne suit pas les injonctions données par les agents chargés du contrôle de la circulation et n'entraîne qu'un avertissement taxé de 145 euros et la perte de 2 points sur le permis de conduire.

À titre de comparaison, en France, le refus d'obtempérer est constitutif d'un délit punissable d'une peine d'emprisonnement de 2, respectivement de 5 ans, s'il a été commis dans des circonstances exposant directement autrui à un risque de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente.

Le Gouvernement est en train d'analyser une revendication soulevée par les syndicats de police visant à aggraver la sanction encourue en cas de refus d'obtempérer.

Primes aux policiers | Question 1338 (10/10/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Actuellement, les policiers des groupes de traitement C1 et C2 reçoivent des primes aux montants supérieurs à celles des policiers du groupe de traitement B1. Plus concrètement, les policiers des groupes de traitements C1 et C2 touchent une prime de régime militaire (dotée de 35 points indiciaires) et une prime d'astreinte (à 22 points) alors que leurs collègues du groupe de traitement B1 n'ont droit à seulement 27 points indiciaires – 15 points indiciaires découlant de la prime de régime militaire et 12 points indiciaires de la prime d'astreinte.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

– Les agents des trois groupes de traitement font le même travail, ils travaillent ensemble en équipe et font des patrouilles et des interventions ensemble. Quelle est la raison des différences de montants des primes selon les groupes de traitement ? Est-il envisagé d'harmoniser les montants des primes, comme le demande également le syndicat national de la Police grand-ducale ?

Réponse (08/11/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

La question de l'honorable Député Dan Biancalana pointe du doigt une situation qui avait été thématiquée dans le détail dans une étude publiée sur le site Internet du Gouvernement le 23 novembre 2022 intitulée « Les accessoires de la rémunération dans la Fonction publique de l'État ».

On peut constater qu'il existe une grande disparité des régimes des primes et indemnités introduites au fil des années au sein de la fonction publique, que ce soit en comparant les agents d'une administration par rapport à une autre ou les agents relevant d'une carrière par rapport à une autre.

Dans le cadre du dialogue social, le Ministre de la Fonction publique est ouvert à des discussions qui mèneraient à rétablir la cohérence nécessaire au niveau des accessoires de la rémunération dans la fonction publique de l'État.

Apprentissage des langues dans le cadre du pacte citoyen | Question 1339 (10/10/2024) de Mme Joëlle Welfring | Mme Djuna Bernard (déi gréng)

La loi du 23 août 2023 relative au vivre-ensemble interculturel est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Selon la loi, le vivre-ensemble interculturel est un processus participatif, dynamique et continu qui permet à chaque personne qui réside ou travaille au Luxembourg de vivre, de travailler et de décider ensemble. Tel que décrit dans l'article 1^{er} de la loi, il est fondé sur le respect mutuel, la tolérance, la solidarité, la cohésion sociale et la lutte contre le racisme et toute forme de discrimination. Le vivre-ensemble interculturel établit la diversité comme richesse et est un atout pour le développement d'une société interculturelle.

Le Biergerpakt (Pacte citoyen) est un des instruments mis en place par la loi précitée. Il s'adresse à toute personne majeure qui réside ou travaille au Luxembourg. Ses adhérent.e.s ont accès au programme du vivre-ensemble interculturel. L'objectif du Biergerpakt était de remplacer et compléter l'offre du Contrat d'accueil et d'intégration (CAI). Or si le Biergerpakt, par le programme du vivre-ensemble interculturel est amené à offrir de nombreux modules à tout.e.s, certains aspects positifs du CAI semblent ne plus être présents.

Ainsi avec le CAI, les signataires avaient accès à une formation linguistique permettant d'atteindre au moins le niveau A.1.1 du Cadre européen commun de référence pour les langues en luxembourgeois. Le signataire du CAI pouvait choisir parmi les cours conventionnés avec le Ministère de l'Éducation nationale organisés par les communes et les associations et parmi ceux organisés par les lycées et les cours de l'Institut national des langues. De plus, les signataires recevaient des bons leur permettant de s'y inscrire au tarif réduit.

Avec le nouveau pacte citoyen, les adhérent.e.s ont accès à la plateforme Learn Luxembourgish Online du Ministère de l'Éducation nationale, où ils peuvent apprendre le luxembourgeois en ligne gratuitement dans le cadre des formations. Selon nos informations, la plateforme permettrait de faire des exercices en ligne, de faire un test de niveau et de participer à des activités virtuelles et présentielles pour perfectionner le luxembourgeois. Cependant, cette plateforme ne permettrait pas de certifier un niveau selon le Cadre européen commun de référence pour les langues.

Les adhérent.e.s peuvent également demander un code d'activation pour avoir accès à des cours de langue française et allemande gratuits et en ligne.

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- 1) Combien de personnes ont bénéficié de bons permettant l'accès à des cours linguistiques à tarif réduit au cours des années 2021, 2022 et 2023 ?

2) Comment Monsieur le Ministre justifie-t-il le choix d'abolir l'offre de cours linguistiques en présentiel, qui favorisent le vivre-ensemble interculturel en permettant aux adhérent.e.s de rencontrer d'autres apprenant.e.s en langue luxembourgeoise ? Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le choix du virtuel dans l'apprentissage des langues risque d'être incohérent et contre-productif dans ce contexte ?

3) Le passage vers l'apprentissage des langues uniquement en ligne risque d'exclure les personnes n'étant pas habilitées à travailler numériquement, c'est-à-dire les personnes n'ayant pas la capacité à trouver, évaluer, produire et communiquer des informations claires par le biais de l'écriture sur des plateformes numériques. Comment Monsieur le Ministre compte-t-il répondre à ce risque d'exclusion ?

4) Monsieur le Ministre ne craint-il pas, qu'en retirant la possibilité de faire des cours de langue dûment certifiés, certaines personnes et particulièrement les nouveaux.elles résident.e.s soient moins incité.e.s à adhérer au pacte citoyen ?

Réponse (20/11/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Les honorables Députés déduisent du fait que les participants au Pacte citoyen ont accès à des cours en ligne en langue luxembourgeoise via la plateforme LLO (Lëtzebuergesch Léieren Online) qu'il n'y aurait plus d'offres en présentiel à l'avenir. Or, ceci n'est pas le cas, bien au contraire. Le développement de l'offre en cours de langues, notamment de cours de langue luxembourgeoise, figure parmi les priorités du Gouvernement dans ce domaine, tel que prévu dans le programme gouvernemental et en accord avec le plan d'action pour la langue luxembourgeoise.

Il importe de souligner que la plateforme d'apprentissage de langue représente une offre complémentaire aux cours de langues en présentiel, et n'a pas vocation à s'y substituer. En effet, l'introduction de la plateforme précitée n'entraîne aucune répercussion sur l'offre existante, tels que les cours de l'Institut national des langues Luxembourg (INLL) ou les cours proposés par les lycées, les communes ou les associations sans but lucratif sous la coordination du Service de la formation des adultes (SFA) du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE).

Par ailleurs, l'accès à ces cours en présentiel continue à être garanti à toute personne intéressée, dont notamment aux personnes à revenu modeste moyennant des bons à tarif réduit émis par l'Agence nationale pour l'emploi, l'Office national d'inclusion sociale, les offices sociaux ou encore l'Office national de l'accueil. En 2022-23, quelque 22.407 bons ont été émis par les différentes administrations.

La loi du 23 août 2023 relative au vivre ensemble interculturel prévoit une offre linguistique à plusieurs niveaux afin de combiner les avantages d'une plateforme qui permet aux utilisateurs d'apprendre les langues partout dans le monde et à leur propre rythme avec des rencontres en personne, qui permettent d'appliquer la langue apprise dans une situation du quotidien.

Pour répondre aux ambitions du Pacte citoyen, toute une série d'offres et de contenus sont actuellement en cours de révision. Le projet comprend également l'introduction au cours de l'année 2025 de nouveaux formats pour l'apprentissage de la langue luxembourgeoise, basé sur la méthode LieLa (Liechtenstein Languages).

LieLa au Luxembourg est une méthode unique, active et interactive permettant d'acquérir des connaissances

de base dans une nouvelle langue en quelques semaines, en se concentrant exclusivement sur l'utilisation orale de la langue à apprendre. Le projet est basé sur une coopération entre le MENJE, l'INLL, le SFA et Liechtenstein Languages.

Plans de délocalisation de SES vers l'Inde | Question 1340 (10/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Selon un article paru récemment dans le « Luxemburger Wort » et selon les informations dont dispose l'OGB-L, l'entreprise SES envisagerait de délocaliser des emplois vers l'Inde. Le syndicat vient d'interpeler le Premier ministre pour prise de position, comme une telle délocalisation pourrait avoir des répercussions négatives pour les salariés actuellement basés au Luxembourg. Ceci rappelle les inquiétudes qui ont déjà été manifestées lors de l'annonce de la fusion SES-Intelsat en avril 2024. Par ailleurs, la délocalisation vers l'Inde pourrait soulever des questions sur la stratégie économique nationale.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

– Le Gouvernement a-t-il été informé des plans de délocalisation de SES vers l'Inde ?

– Quelle en est la position du Gouvernement luxembourgeois ?

– Le site luxembourgeois de SES sera-t-il impacté par cette décision menant vers une délocalisation ? Le cas échéant, de quelle manière ?

– Quelles actions le Gouvernement envisage-t-il pour éviter des effets négatifs sur les salariés du site luxembourgeois ?

Réponse (17/10/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Il appartient à SES de communiquer sur sa stratégie, y inclus l'ouverture de bureaux en-dehors de son siège social.

En tant qu'actionnaire public représenté au conseil d'administration de SES SA, le Gouvernement en est informé.

Le Gouvernement souligne son attachement au développement à long terme et à la croissance de SES en tant qu'acteur phare de l'écosystème spatial au Luxembourg. Son siège social à Betzdorf et le nombre élevé d'employés spécialisés au Luxembourg ont toujours été et continueront à constituer un pilier fondamental de son succès.

Voilà pourquoi le Gouvernement reste engagé pour promouvoir le siège luxembourgeois de SES et son centre d'opérations à Betzdorf comme pierre angulaire de ses activités. A la demande du Gouvernement qui soutient SES dans ses efforts de faire face à un environnement global des services satellitaires en évolution profonde, la direction de SES a confirmé que le siège social au Luxembourg n'est pas remis en question et restera un des lieux de travail les plus importants de la société.

Intervention du Ministère de la Culture auprès des autorités de l'immigration | Question 1341 (10/10/2024) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Ces derniers jours, le refus de la demande de prolongation du titre de séjour d'un jeune artiste iranien a fait l'objet de l'actualité politique. Alors que nous avons déjà abordé le cas dans le cadre de notre question parlementaire n° 1309, des informations révélées dans la presse depuis lors appellent des questions additionnelles. Ainsi, dans une interview, l'artiste iranien indique que le Ministère de la Culture était au courant de sa demande dès le mois de juillet. Toujours selon l'artiste, ce dernier aurait prié le ministère de lui délivrer un document certifiant l'attribution d'une résidence d'artiste à Bourglinster, afin d'augmenter ses chances de voir prolonger son titre de séjour. Or, le ministère n'aurait pas donné de suite favorable à cette demande, mais aurait plutôt insisté pour que l'artiste remette ses papiers de séjour afin que son atelier ne soit pas attribué à quelqu'un d'autre. Selon un autre article publié en date d'aujourd'hui, le ministère aurait contacté les autorités en charge de l'immigration suite à cet échange avec l'artiste concerné. Or, Monsieur le Ministre de la Culture a, il y a quelques jours, indiqué avoir pris connaissance du cas par voie de presse.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Le Ministère de la Culture a-t-il contacté les autorités en charge de l'immigration au sujet de la demande du requérant en question ? Dans l'affirmative, à quelle fin cela a-t-il été fait et quel en a été le résultat ? Pourquoi Monsieur le Ministre n'a-t-il pas été au courant de cette démarche ?

2) Pourquoi le ministère n'a-t-il pas donné suite à la demande de certifier l'attribution d'une résidence d'artiste à ladite personne ?

3) Le ministre agira-t-il pour que, à l'avenir, des cas de ce type puissent être résolus dans un sens plus favorable à la scène artistique luxembourgeoise ? Dans l'affirmative, comment entend-il procéder ?

Réponse (31/10/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Avant de répondre aux questions soulevées par l'honorable Députée, il importe de définir le cadre et le contexte de l'interaction entre l'artiste en question et le Ministère de la Culture.

Contrairement aux affirmations de l'honorable Députée, l'artiste en question n'avait pas postulé pour obtenir une résidence d'artiste, mais avait introduit une candidature pour louer un des ateliers de création aux Annexes de Bourglinster. Ces ateliers, proposés à un tarif préférentiel de 3 €/m², sont mis à disposition des artistes résidents par le Ministère de la Culture. L'attribution de ces ateliers se fait sur base d'un appel, dont les candidatures sont évaluées par un jury composé de personnes issues du secteur culturel. Ce jury évalue chaque candidature en fonction de son éligibilité et des critères de sélection. Les artistes retenu/es entrent ensuite en relation contractuelle avec l'État par la signature d'un contrat de bail qui est conclu pour une durée de trois ans, reconductible d'année en année.

Le jury chargé d'examiner les candidatures reçues dans le cadre de cet appel s'est réuni en date du 3 juillet 2024.

Le jury avait positivement avisé la candidature de l'artiste pour lui attribuer l'atelier du premier étage aux Annexes de Bourglinster. Pour compléter son dossier, mes services se sont alors mis en relation avec l'artiste pour l'inviter à soumettre un titre de séjour valable dans les meilleurs délais.

Lors de cet échange, l'artiste a informé mes services qu'une procédure de renouvellement de son titre de séjour était en cours. Afin de pouvoir clôturer le dossier

et d'attribuer l'atelier dans les meilleurs délais à l'artiste concerné, mes agents ont alors pris l'initiative de contacter les services de la Direction générale de l'immigration pour obtenir des renseignements sur les délais de traitement, lesquels n'ont à ce stade pas pu être fournis. L'interaction entre mes services et ceux du Ministère de l'Intérieur s'est limitée à cet échange.

Il y a donc lieu de constater qu'à aucun moment l'obtention d'un titre de séjour n'était conditionnée par la remise à l'artiste ou au Ministère de l'Intérieur d'un document de la part du Ministère de la Culture certifiant l'attribution d'un atelier ou d'une résidence à Bourglinster, mais qu'au contraire, la conclusion d'un contrat de bail entre l'État et l'artiste pour la location d'un atelier de création était soumise à la condition préalable qu'un titre de séjour valide soit présenté.

Selon la procédure et les raisons évoquées dans la réponse aux questions parlementaires n° 1309 et n° 13011, l'artiste n'a malheureusement pas pu présenter de titre de séjour dans les délais impartis et l'atelier en question a dû être attribué à un autre artiste.

En tant que Ministre de la Culture, je tiens à réaffirmer avec force mon engagement indéfectible envers chaque artiste contribuant à l'enrichissement de notre scène culturelle. Chaque dossier d'autorisation de séjour, au-delà des considérations légales et administratives, représente un destin humain et je suis profondément conscient de la dimension personnelle et des parcours individuels qui sous-tendent ces demandes. Mon Ministère continuera à œuvrer pour que les voix créatives, qui sont le reflet de notre diversité et de notre identité collective, soient écoutées et soutenues.

Fuite scolaire | Question 1342 (10/10/2024) de **M. Paul Galles** (CSV)

Mengen Informatiounen no geet ervir, dass ëmmer méi Schüler sech dozou entscheiden, hir schoulesch Ausbildung an engem vun den Nopeschlänner ze maachen anstatt zu Lëtzebuerg.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Educatiounsminister dës Aussoe confirméieren? Wa jo, huet den Educatiounsminister offiziell Zuelen, déi dës Aussoe bestätegen? Huet den Educatiounsminister offiziell Zuele vun deene Schüler, déi och hiren Ofschloss am Ausland maachen?
2. Wéi eng Ursaache gesäit den Educatiounsminister doran, dass Schüler zounemend an d'Ausland an d'Schoul ginn?
3. Wéi eng Mesurë gesäit den Educatiounsministère vir, fir an Zukunft esou eng Fuite vun de lëtzebuergesche Schüler an auslännesch Schoulen ze vermeiden?

Réponse (13/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Opgrond vun der Entwécklung vun der Zuel vun de schoufflichtege Schüler, déi hir Residenz zu Lëtzebuerg hunn an am Ausland beschoult ginn (cf. den Tableau[†] heidrënner), kann ech d'Aussoe vum honorabelen Deputéierten net bestätegen.

Ee Wuert zur Methodologie: Dësen Tableau berout op den Zuele vun deene Jonken, déi der Schoufflicht ënnerleien, souwéi se vum Stateg jeeeweils op den 1. Januar erfaasst sinn; dovunner ofgezu ginn déi Jonk, déi zum selwetchen Zäitpunkt an den nationale Schoul-datebanken (Scolaria a Fichier élèves) figuréieren, an den Europaschoulen I an II oder an enger internationaler Privatschoul zu Lëtzebuerg beschoult ginn.

D'Zuel vun de Schüler, déi am Ausland hiren Ofschloss maachen, läit net vir.

ad 3. Fir ze verhënneren, dass Lëtzebuerger Schüler an eng Schoul an d'Ausland ginn, muss eise Schoulsystem weiderhin de Besoinen an de Realitéite vun der Gesellschaft Rechnung droen, dëst ënnert ane-rem duerch den Ausbau vun der öffentlecher europä-escher Schouloffter.

Protection contre le « phishing » et le « spoofing » | Question 1343 (10/10/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Ëmmer méi heefeg ass an der Press ze liesen, dass vill Leit zu Lëtzebuerg d'Affer vum Spoofing ginn. Call ID Spoofing ass eng Technik, wou d'Nummer, déi um Display vum Ugeruffenen erschénigt, gefälscht gëtt. Dat heescht, d'Nummer, déi ugewise gëtt, ass net déi tatsächlech Nummer vum Urufer. Eng aner gängeg Bedruchsmasch ass Phishing, wou d'Attack dacks mat enger E-Mail oder enger SMS vun enger angeeblecher staatlecher Institutioun oder enger grousser, vertrauenswürdiger Firma ausgeet. D'Zil ass, d'Leit dozou ze bréngen, op ee Link ze klicken an e Formulaire mat perséinlechen Donnéeën auszufüllen, wat de Kriminellen Zougang zu sensibelen Informatiounen gëtt.

Dës Attacke stellen e wichtege Sécherheetsproblem duer, kënnen bedeitend finanziell Schied verursaachen a weisen op d'Komplexitéit vun der Koordinatioun tëschent Banken, Telekommunikatiounsbedreiwere an de staatlechen Autoritéiten hin.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung, dem Här Finanzminister an dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus follgend Froe stellen:

1. Denkt d'Regierung driwwer no, e gemeinsame Service („guichet unique“) ze schafen, deen d'Reklamatiounen vu Bierger am Zesummenhang mat digitaalem Bedruch zentraliséiert, fir esou och méi kohärent Donnéeën ze sammeln, fir sou d'Koordinatioun tëschent Banken, Telekommunikatiounsbedreiwere an den zoustännegen Autoritéiten ze verbesseren?
2. Wéi eng nei Technologien oder Instrumenter plangt d'Regierung anzeféieren oder ze féerden, fir d'Detektioun an d'Preventioun vu Fraude wéi Phishing a Spoofing ze verbesseren?
3. Gëtt et eng gesetzlech Obligatioun fir Banken, hir Clienten am Fall vun enger Sécherheetsdefaillance géint finanziell Verloschter ze schützen an dës ze rembourséieren? Wann dës Obligatioun net besteet, ass d'Regierung gewëllt, e legale Kader an dësem Beräich anzeféieren?
4. Plangt d'Regierung, de gesetzleche Kader unzepassen, fir méi streng Obligatiounen fir Banken an Telekommunikatiounsbedreiwere anzeféieren, sou dass d'Preventioun an d'Detektioun vu Phishing a Spoofing-Attacke verbessert ginn?

Réponse (13/11/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

Et ass an dësem Kontext wichteg drop hinzeweisen, dass zanter Jore kontinuierleech an d'Cybersécherheet investéiert an tëschent de verschiddenen Instanzen zesummege schafft gëtt, wéi dat zum Beispill an den Äntwerten op d'parlamentaresch Froen 0099 vum 13. Dezember 2023, 7703 vum 3. Mäerz 2023 an 8377 vum 10. Oktober 2023 duergeluecht gouf.

Un d'Konsumenten ass et den Appell, allgemeng virsiichteg ze si bei allen Online-Aktivitéiten a sech ze informéieren, zum Beispill iwwer d'Helpline vu BEE SECURE (www.bee-secure.lu) oder um Cybersécherheets-Portal (www.cybersecurity.lu).

Den öffentleche Cybersécherheets-Ekosystem huet 2021 den Anti-Spam an Anti-Phishing-Outil SPAMBEE erausbruecht (<https://www.bee-secure.lu/fr/tool/outil-anti-spam-et-anti-phishing/>). SPAMBEE ass en Outil, mat deem verdächtig E-Mailen einfach un Experte weitergeleet kënnen ginn, fir eng vollstänneg Diagnos ze maachen. All Analys vun engem suspekten E-Mail speist eng Datebank vun Ofsender, déi gespaart solle ginn. Op dës Lëscht kann all SPAMBEE-Benutzer zougräifen. Esou gëtt den Anti-Spam-Filter mat Hëllef vun alle Benotzer verbessert. SPAMBEE ass e Plug-in, deen op de meeschte Browseren an E-Mail-Clients kann installéiert ginn. Wann en installéiert ass, kann ee mat engem Klick verdächtig E-Mailen un Experte weiterleeden, déi d'Daten analyséieren an et kann een och wielen, ob een de Rapport vun der Analys wëll kréien.

Detailer zu de gesetzlechen Obligatiounen fir Banken, wéi och zu der Entwécklung vun gesetzleche Kader op nationalem an EU-Niveau, kënnen an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 0315 vum 9. Februar 2024 nogelies ginn.

Telekommunikatiounsbedreiwere mussen, laut dem Artikel 42 vum Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwer elektronesch Kommunikatiounsnetzwerker a Servicer, adäquat technesch an organisatoresch Moosnamen huele fir d'Gestioun vun der Netzsécherheet. Dës Moosname mussen e Sécherheetsniveau garantéieren, deen dem Risiko ugepasst ass. Fir den Artikel 42 ëmzesetzen, huet den ILR d'Autoritéit, bindend Uweisungen ze ginn, fir e Sécherheetsvirefall ze beheben oder ze verhënneren.

De gesetzleche Kader zu der Netzsécherheet gëtt deemnächst duerch d'Ëmsetzung vun der NIS2 Direktiv un déi nei Erausforderungen ugepasst.

Lutte contre la cybercriminalité | Question 1344 (10/10/2024) de **Mme Liz Braz** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

D'Cyberkriminalitéit ass an de leschte Jore staark geklommen, besonnesch duerch déi staark Hausse vun ënnerschiddleche Bedruchsmaschen, wéi zum Beispill dem Phishing a Spoofingattacken. An deem Kontext ass et wichteg, dass d'Autoritéiten déi néideg Ressourcen hunn, fir dës Bedruchsfäll kënnen nozegoen, mee och, dass detailléiert Statistiken gesammelt kënnen ginn, fir d'Entwécklung vun dësen Phänomeneen ze suivéieren an d'Preventioun méi effikass kënnen unzegoen.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Madamm Ministesch fir Digitaliséierung, der Madamm Justizministeresch an dem Här Inneminister follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung detailléiert Statistiken, opgedeelt no Joer, déi de finanzielle Schued chiffriéieren, deen duerch Phishing a Spoofing verursaacht gouf, inklusiv der Zomm vun de Montanten, déi konnte recuperéiert ginn? Falls dës Statistiken net existéieren, firwat feelen dës, a gesäit d'Regierung vir, e System fir d'Sammele vun dësen Statistiken op Been ze setzen?
2. Wéi vill Plainté goufen zënter 2020 am Zesummenhang mat Phishing a Spoofing agereecht, wéi vill si klasséiert ginn a wéi vill hunn zu Poursuite a Verurteelunge gefouert? Wéi eng Sanktiounen goufen an dës Fäll ausgeschwat?

3. Wéi vill lafend Dossiere betreffend Phishing a Spoofing leien aktuell dem Parquet vir, a wéi vill Dossiere musse Mataarbechter am Duerchschnitt behandelen? Aus wéi vill Leit besteet aktuell den zoustännegge Service? Huet de Parquet genuch Personal, fir sech ëm déi wuessend Unzuel un Dossieren ze këmmere respektiv ass do eng Verstärkung vun den Ekippe geplangt?

4. Plangt d'Regierung, de gesetzleche Kader unzepasen, fir d'Kapazitéiten an d'Ressourcë vun der Police an Ermittlungsautoritéiten ze stäerken, sou datt d'Preventioun, d'Detektioun an d'effektiv Poursuite vun der Cyber-Kriminalitéit optimiséiert kënnen ginn?

Réponse (13/11/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. an 2. D'Unzuel u Cyberattaque sinn an de leschte Jore souwuel zu Lëtzebuerg wéi och a ganz Europa staark geklommen. Wat d'Zuel vun de Fäll vu Phishing zu Lëtzebuerg ugeet, ass dës vu 27 Fäll am Joer 2020 op 1.324 Fäll am Joer 2023 eropgaangen. Fir Spoofing ginn an deem Kontext aktuell keng Statistike gefouert, well et sech hei ëm ee vu ville Moyenen handelt, déi et erméiglechen, méi glafwierdeg bei engem potenziellen Affair eriwwezekommen an z. B. eeben eng sougenannte Phishing-Attacke erfollegräich duerchzuféieren.

D'Zuelen am Zesammenhang mat Phishing-Attacke pro Joer zu Lëtzebuerg sinn heidrënner ze fannen. ↑

Bei bal all de Fäll fir d'Period tëschent de Joren 2020 an 2024 handelt et sech ëm Affären, bei deenen den Auteur onbekannt ass. Et ass bis elo hei zu Lëtzebuerg nach net zu enger Verurteilung fir déi Zort Infraktioun komm. Grond dofir ass, dass d'Auteurs vun dësen Attacke gréisstendeels aus dem Ausland agéieren a mat Hëllef vun technesche Moyenen, déi verhënnere, dass een se kéint identifizéieren. Doduerch sinn d'Enquëten extreem komplex a laangwiereg, well d'Justizautoritéiten op d'Zesummenaarbecht aus dem Ausland ugewise sinn.

De Moment gëtt intensiv un der Ëmsetzung vun der E-evidence Directive geschafft, déi de Justizautoritéiten op EU-Niveau an deem Kader d'Aarbecht wäert vereinfachen.

Säitens der Police gi keng eenzel a spezifesche automatiséiert Statistiken zu de Phenomeener vu Phishing a Spoofing geféiert. Sämtlech Kommissariater an d'Sektione „Criminalitéit générale“ a „Cybercrime“ vum SPJ kënnen esou Plainten entgéinnehuelen respektiv traitéieren. An den Datebanken zu judiciäire Faiten ass keng spezifesche Ënnerdeeling vun den Escroquerië virgesinn, kohärent mam Code pénal, dee keen Ënnerscheed mécht.

ad 3. Aktuell këmmere sech beim Parquet Lëtzebuerg eng Ekip vum 3 a beim Parquet Dikrech eng Ekip vum 2 Leit ëm Cyberdossieren. Et ass evident, datt de Parquet allgemeng méi Personal brauch, an dofir gouf mam Gesetz vum 24. Juli 2024 eng ganz wichteg Etapp fir eng Rekrutierungsoffensiv an der Magistratur geholl. Dëst Gesetz schafft 94 zousätzlech Posten an der Magistratur an de Joren 2024/2025 bis 2026/2027 an 20 zousätzlech Attachéposten. Weider Projeten, fir méi Posten a fir d'Rekrutementer an der Magistratur ze féieren, sinn och schonns um Instanzewege bzw. an der Maach.

ad 4. Fir d'Regierung ass e moderne Police-Corps eng Prioritéit. Eng modern Police baséiert op 3 Pilieren:

- Genuch Leit
- Modern Material
- Adequat Infrastrukturen

Op deenen 3 Achse gëtt konsequent geschafft.

Wat d'Personal ugeet, erënnert den Inneministère drun, dass de 24. Abrëll vun dësem Joer 170 nei Polizisten a Polizistinnen hiren Eed ofgeluecht hunn. Doduerch konnt d'Police zënter Laangem reell verstärkt ginn: No Ofzuch vun enner anerem de pensionsbedingten Departé bedeit dat en Netto-Plus vu ronn 90 Polizisten. Ronn een Drëttel vun deenen 90 Beamten ass an de Service de police judiciaire affectéiert ginn.

Op ee Joer gekuckt, presentéiert sech d'Personalevolution am Service de police judiciaire folgendermoossen: Zënter November 2023 si 54 Leit bäikomm: 29 Polizisten a 25 Zivilisten, dorënner och Leit fir d'Beräicher vun der Finanz- a vun der Cyberkriminalitéit. Dëse Recrutement ass esou am Koalitionsaccord virgesinn: „La police judiciaire sera renforcée, notamment dans la lutte contre la criminalité économique et financière.“

De generelle Recrutement gëtt virugefouert, an dat nach méi konsequent: Kuerz no der Ernennung vum Inneministère ass d'Zuel vu Kandidate pro Kontingent/Promotioun vun 160 op 200 eropgesat ginn. An dësem Kontext sief och un déi nei Informatiouns- a Sensibilisatiouncampagne fir C1- a B1-Posten erënnert, déi virun e puer Wochen ugelaft ass.

Niewent dem generelle Recrutement gëtt och ganz gezielt rekrutéiert, well a ganz spezifesche Beräicher héich spezialiséiert Personal gebraucht gëtt: zum Beispill, wéi méi wäit uewe scho geschriwwen, an de Beräicher vun der Finanz- a vun der Cyberkriminalitéit. Aktuell ginn d'Besoinen a Saachen Digitalisatioun evaluéiert.

D'Regierung ass deemno amgaangen, d'Police an d'Lag ze versetzen, mat der permanenter Evolutioun vun der Kriminalitéit kënnen Schrëtt ze halen, sou wéi et am Koalitionsaccord virgesinn ass: „Le Gouvernement mettra à disposition des entités de poursuite nationales les ressources personnelles et matérielles requises pour lutter contre la cybercriminalité.“

.....

Indemnités et subventions liées au loup | Question 1345 (11/10/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le Gouvernement luxembourgeois a récemment changé de position par rapport au statut de protection du loup, ayant voté en faveur de l'affaiblissement de la protection du loup au niveau européen.

Selon le rapport récent de la Commission européenne sur le loup, « la meilleure façon de réduire les pertes de bétail dues aux attaques de loups est d'appliquer des mesures efficaces et adaptées pour prévenir les déprédations causées par les loups ».

De même, dans un communiqué de presse de 300 organisations de la société civile et de protection des animaux, défendant la nécessité de maintenir une protection élevée du loup, les signataires ont plaidé pour le maintien et le renforcement des « efforts visant à promouvoir la coexistence entre les loups et les communautés locales, en mettant l'accent sur les mesures de prévention visant à réduire la déprédation des animaux d'élevage et en améliorant les systèmes d'indemnisation ».

Au Luxembourg, les propriétaires d'animaux d'élevage, de chiens de chasse et de chiens de protection de troupeaux, sont indemnisés pour les dégâts causés à leurs animaux par un loup. Ainsi, si le loup est identifié comme auteur d'une attaque, le ministère indemnise 100 % de la valeur vénale de l'animal tué et 100 % des frais de vétérinaire. Cette indemnisation est de 75 % si le loup ne peut pas être exclu comme l'auteur de

l'attaque. Les animaux d'élevage qui se sont évadés ou égarés à cause de la présence d'un loup sont également indemnisés à hauteur de 100 %.

Les propriétaires d'animaux d'élevage peuvent aussi se voir accorder une subvention financière pour la mise en place de dispositifs de prévention d'attaques de loups (clôtures, chiens de protection) sous certaines conditions. Ainsi sont par exemple subventionnés à hauteur de 75 % le coût d'achat et la mise en place de clôtures électriques pour les propriétaires ou détenteurs de moutons ou de chèvres, sous condition qu'il existe au moins une preuve évidente ou trois indices confirmés de présence du loup dans un rayon de 10 kilomètres autour du pâturage concerné.

Les montants d'indemnisation, de subvention ainsi que les procédures pour constater les dégâts et établir un lien avec le loup sont réglés par le règlement grand-ducal du 30 août 2023 concernant l'indemnisation des dégâts matériels commis par certaines espèces animales protégées et les subventions pour les mesures préventives y relatives.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre va-t-il revoir à la hausse les montants d'indemnisation pour les dégâts causés aux animaux par un loup ou envisage-t-il de modifier les modalités y liées ? Dans l'affirmative, quelles modifications sont envisagées ?

2) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une subvention à la hauteur de 100 % des clôtures électriques serait opportune afin de promouvoir davantage la coexistence entre le loup et les agriculteurs/trices ? Les montants et les modalités par rapport aux subventions financières pour la mise en place de dispositifs de prévention d'attaques de loup seront-ils modifiés, et dans l'affirmative, comment ?

3) Monsieur le Ministre estime-t-il que les procédures pour constater les dégâts et établir un lien avec le loup demeurent adaptés aux besoins des propriétaires d'animaux d'élevage ou envisage-t-il des modifications, et le cas échéant, lesquelles ?

La loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit quelques dérogations spécifiques par rapport à la protection des espèces animales protégées particulièrement, dont notamment les espèces d'intérêt communautaire listées dans l'annexe 4, y inclus le loup. Il est notamment interdit de mettre à mort intentionnellement des individus de telles espèces, de les piéger et de les capturer. Des dérogations peuvent cependant être délivrées pour des motifs divers, tels que la prévention de dommages importants aux cultures et à l'élevage ou encore l'intérêt de la santé et de la sécurité publique.

4) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les délais actuels pour la délivrance des dérogations dans ce contexte ? Monsieur le Ministre envisage-t-il d'apporter des modifications dans la procédure pour la délivrance des dérogations ?

Réponse (11/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le taux d'indemnisation pour les dégâts causés à un animal d'élevage par le loup s'élève actuellement à 100 % de la valeur des dégâts. Ce taux ne saurait dès lors être revu à la hausse. Quant à la valeur des dégâts, celle-ci est définie par l'Administration des services techniques de l'agriculture en fonction notamment de l'espèce, de la race et du sexe de l'animal d'élevage tué par le loup.

ad 2) Le taux de 75 % pour la subvention de clôtures de protection découle d'un processus de consultation

avec les parties prenantes concernées et a été défini dans le cadre du Plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg¹⁶. Ce plan d'action a été élaboré par un groupe de pilotage de 18 personnes représentant le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (MECB), l'Administration de la nature et des forêts (ANF), le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture (MAAV), l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA), l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), le Musée national d'histoire naturelle (MNHN), la Chambre d'Agriculture, CONVIS, le Daachverband vun de Lëtzebuurger Schof- a Geessenziichter, l'Association pour une chasse écologiquement responsable, le Lëtzebuurger Privatbësch, la Fédération St-Hubert des chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg (FSHCL), natur&mwelt et le Mouvement écologique.

Pour ce qui est du taux de 75 %, le plan susmentionné relève notamment que les clôtures subventionnées contribuent non seulement à une meilleure protection contre le loup mais également, à une protection contre les chiens errants eux aussi régulièrement à l'origine d'attaques sur des animaux d'élevage, notamment des brebis. La protection contre les chiens ne relevant pas de la responsabilité de l'État, une participation de l'éleveur à hauteur de 25 % aux frais de mise en place des clôtures avait été jugée raisonnable.

ad 3) Oui, les procédures sont adaptées et aucune modification ne s'impose.

ad 4) Pour l'heure, aucune demande de dérogation relative au loup n'a été introduite. Aucune modification de procédure ne s'impose.

.....

Égalité des genres dans le sport | Question **1346** (11/10/2024) de **Mme Taina Bofferding** (LSAP)

Trotz ville Fortschritter am Beräich vun der Chancgläichheet sinn d'Diskrepanzen am Sport besonnesch sichtbar. Frae gi manner oft vu Veräiner agestellt. Den Zuele vum Stateg no maachen d'Frae just 16 % vun de bezuelten Trainieren a 15 % vun de bezuelte Sportler aus. Och am aktive Veräinsliewe sinn d'Frae mat 36 % vun den aktive Memberen ennerrepresentéiert. Am Fussball si just 9 % vun den aktive Membere Fraen.

De Code du travail gesäit vir, dass den Employeur Fraen a Männer de selwechte Loun fir déi selwechte Aarbecht ausbezilt. Nom Art. 15 vun der Verfassung setzt de Staat sech aktiv fir d'Eliminatioon vun den Hindernisser an, déi am Beräich vun der Gläichheet tëschen Fraen a Männer kënnen bestoen. Dëse Verfassungsprinzip steet iwwer der Autonomie vum Lëtzebuurger Sport.

An deem Zusammenhang wëll ech der Madamm Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit an dem Här Sportminister dës Froe stellen:

1. Mat Bléck op d'Absicht vun der Regierung, d'On-gläichheeten tëschen de Geschlechter ze behiewen, wéi wëll d'Regierung d'Federatiounen encouragéieren, fir d'Diskrepanzen am Sport ze bekämpfen?

2. Wéi steet d'Regierung zur Optioun, d'Subsiden am Sport un Egalitéitskrittären ze knäppen?

3. Wéi eng Programmer wëll d'Regierung op d'Bee setzen, fir d'Gläichstellung am Sport ze ennerstëtzen?

4. Wéini ass an deem Hibleck mat der Strategie ze rechnen, déi scho vum Här Sportminister ugekënnegt gouf?

Réponse (12/11/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

¹⁶ Plan d'action et de gestion relatif au loup au Luxembourg

ad 1. D'Regierung ass sech de besteeënden Diskrepanzen tëschen de Geschlechter am Sport bewosst a gesäit d'Federatiounen als essenziellen Acteur an der Promotioun vun der Gläichstellung. Fir dës Inegalitéiten ze bekämpfen, ass eng enk Zesummenaarbecht mat dem Mouvement sportif virgesinn.

ad 2. D'Regierung ass der Meenung, datt d'Gläichstellung vun de Geschlechter eng fundamental Roll an der Sportspolitik spillt. D'Iddi, fir d'Sportsubside mat spezifeschen Egalitéitskrittären ze verbannen, gëtt zur Zäit analyséiert.

ad 3. Mam Regierungsaccord vun 2023 ass d'Egalitéit am Sport eng politesch Prioritéit vum Ministère vun der Gläichstellung an der Diversitéit (MEGA) an dem Sportsministère ginn.

Fir dëser Missioun gerecht ze ginn, hunn esouwuel de Sportsministère wéi och de MEGA eng Ekip en place gesat, déi den Dossier vun der „Egalitéit am Sport“ traitéiert a weider opbaut.

Zesummen hunn si en éischte wichtege Baustee vun den Aktivitéite geluecht, mat der grouss ugeluechter medialer Sportskampagne „Equality moves“, déi an Zesummenaarbecht vum MEGA mam Sportsministère am Kader vun den Olympesche Spiller an der Europameeschterschaft 2024 am Fussball op d'Bee gestallt gouf.¹⁷ Den Haaptmessage vun dëser Campagne ass, dass de Sport kann e Motor si fir d'Gläichstellung, virausgesat, mir iwwerwanne gewëssen Hürden, déi et ze identifiziéiere gëllt.

Am Kontext vun dëser Campagne huet och de 5. November 2024 eng grouss Konferenz iwwer de Sujet vun de verschidde „Inegalitéiten am Sport“ an der Coque stattfont, déi genee wéi d'Campagne an Zesummenaarbecht tëschen MEGA, Sportsministère an der INAPS konnt op d'Bee gestallt ginn.

ad 4. Déi ugekënnegt Strategie ass am Moment an enger intensiver Entwécklungsphas mam Zil, enner anerem mëttelfristeg e Plan d'action „Gläichstellung am Sport“ opzestellen. An deem Kontext hu béid Ministère sech scho formell ausgetosch a gemeinsam Pisten diskutéiert.

.....

Intégration de la littérature luxembourgeoise dans les programmes scolaires | Question **1347** (11/10/2024) de **M. Tom Weidig** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den éischten nationale Kulturentwécklungsplang gouf am Optrag vum Kulturministère ausgeschafft an 2018 virgestallt. 62 „Recommandatiounen“ ginn an deem Dokument détailléiert ausformuléiert. Si si kloer ëmress, maache sech iwwer hir eegen Ëmsetzung Gedanken a mentionéieren och méiglech Problemer a Risiken, déi hir Ëmsetzung jeeeweils implizéiere kéint. De KEP gëtt an deem Kontext Beispiller aus anere Länner oder aus anere Beräicher vun der Politick. Net vergiess gëtt an deem Dokument d'Bestriewen, d'Lëtzebuurger Literatur an de Schoule méi present ze maachen: „La transmission, la découverte et l'appropriation de la culture font partie des missions de l'éducation. La langue et la culture luxembourgeoises font elles aussi partie intégrante de cette diversité et méritent une place plus importante au sein de l'éducation artistique et culturelle. Dans cette optique, une convention pourrait être mise en place entre les établissements scolaires et les bibliothèques et éditeurs afin de mieux intégrer la littérature luxembourgeoise dans l'enseignement scolaire.“

An deem Zusammenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Kulturminister preziséieren, ob et mëttlerweil esou Konventiounen gëtt an ob de Staat sech an deem Beräich agesat huet? Wa jo, mat wéi enge Resultater?

2. Zënter dem Ufank vum Schouljoer 2021/2022 hunn d'4^e-Schüler vum Secondaire classique a Secondaire général e Lëtzebuergesch-Cours, deen dräi Haaptelementer enthält: d'Lëtzebuurger Sprooch, allgemeng Kenntniser vum Land a vun der Gesellschaft a Lëtzebuurger Kultur. Leien dem Här Schoulminister Informatiounen vir, ob am Kader vun deem Cours och Lëtzebuurger Auteuren an de Klasse behandelt goufen? Wa jo, wéi eng Auteuren a wéi eng Wierker?

Réponse (14/11/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Sou wéi et am Zitat steet, ass d'Opstelle vun enger Konventioun eng Méiglechkeet, fir d'Lëtzebuurger Literatur méi an d'Schoulen ze bréngen. Bis elo goufen awer virun allem aner Weeër gesicht, fir de Schüler d'Lëtzebuurger Literatur, a virun allem d'Literatur op Lëtzebuergesch, méi nozebréngen.

Am Lëtzebuergesch-Fach op der 4^e kréien d'Schüler en allgemengen Iwwerbléck iwwer d'Lëtzebuurger Gesellschaft, Geschicht, Sprooch a Kultur, mat besonneschem Fokus op d'Literatur. Dobäi geet et net just ëm d'Wëssensverméttlung; virun allem setzen d'Schüler sech an der Diskussioun an duerch d'Liese vun Texter kritesch mat Lëtzebuerg a gesellschaftsrelevanten Theemen ausernee. Dëst erméiglecht et de Schüler, Theeme wéi d'Migratioun, d'Méisproochegkeet, d'Diversitéit oder och d'Identitéit ze reflektéieren. Doduerch leescht d'Fach e Bäitrag fir de Schüler hir Allgemengbildung, hiert kritescht Denken an hir Perséinlechkeetsentwécklung.

Duerch d'Liese vun Texter léieren d'Schüler d'Lëtzebuurger Literatur kennen a se gi motivéiert, fir sech souwuel am private wéi och am schoulesche Beräich weider dermat ze beschäftegen.

Fir de Léierpersounen Ureegungen ze ginn, wat se am Lëtzebuergesch-Fach kéinte behandelen, goufen am Kader vun der Aféierung vum neie Lëtzebuergesch-Cours op der 4^e verschidde nei Materialien ausgeschafft, déi sech op de curriculare Programm bezéien. Besonnesch déi räichhaltig lëtzebuergesch-sproocheg Literatur eegent sech als Ouverture, fir historesch, gesellschaftlech a kulturell Aspekter vu Lëtzebuerg ze diskutéieren. Materialien, déi fir dësen Zweck zur Verfügung stinn, sinn:

– de Reader „Lëtzebuergesch fir 4C a 4G“. Dëst Online-Dokument gëtt reegelméisseg adaptéiert an aktualiséiert, fir ëmmer erëm nei literaresch Entdeckungen ze erméiglechen. Den Opbau vum 91 Säite laangen Dokument ëmraissst d'Lëtzebuurger Literatur vu Klassiker wéi der „Heemecht“ bis hin zum rezenten Text „Zeechen“ vum Samuel Hamen. Dobäi baut d'Dokument op dräi thematesche Saiten op. Déi éischt ass „Typesch Lëtzebuerg? Traditionen, Geschichten, Mentalitéiten“, hei féinnt een ë. a. Texter vum Michel Lentz, Michel Rodange, Jean-Paul Jacobs, Lucien Blau, Guy Rewenig, Josiane Kartheiser an nach villen aneren. An der zweeter grousser Sail vum Reader geet et ëm „Sprooch a Sproochen“, mat ë. a. Texter vum Antoine Meyer a vum Dicks oder och der legendärer „Heemechtsprooch“, der Chambersried vum Caspar Mathias Spoo. Als drëttesch Schwéierpunkt ginn d'Lieser encouragéiert, fir „Literatur op Lëtzebuergesch [ze] entdecken“, dëst mat Erzielungen an Ufankskapitele vu bekannte Romaner. Hei féinnt ee Wierker vum Jhemp Hoscheit, dem Claudine Muno, dem Josy Braun, dem Cathy Clement, dem Tulio Forgiarini a weideren Auteuren an Auteurinnen.

¹⁷ <https://www.equalitymoves.lu/en/>

De Reader weist deemno déi grouss Panoplie vu lëtzebuergeschsproochegen Auteuren an doriwwer eraus gouf all Text un déi aktuell Orthografie ugepasst, fir och ëmmer implizitt d'Rechtschreiwung vum Lëtzebuergesche mat ze weisen.

– Mam Michel Rodange sengem „Reenert“ huet den Educatiounsministère am Joer 2022 dat bekanntst Wierk vun der Lëtzebuenger Literatur an enger Neiplo erausbruecht. Déi nei Ausgab gouf esou konzipéiert, datt se och fir de Schoulgebrauch gutt kann agesat ginn. Nieft Wuerterklärungen vun deels vereezte Lëtzebuenger Begrëffer fënnt een am Buch och e literaresche Commentaire, deen de „Reenert“ an der Weltliteratur situéiert, souwéi och historesch a soziokulturell Erklärungen.

– Mat den „Allerhand“-Bicher huet den Educatiounsministère am Joer 2022 eng nei Serie gestart, an där jugendrelevant Geschichten nei editéiert a fir de Schoulgebrauch opbereet ginn. An dëser Serie si méttlerweil fënnf Wierker publizéiert ginn (Cathy Clement – „Aleng“, Claudine Muno – „Speck“, Jhemp Hoscheit – „Perl oder Pica“, Jean-Paul Jacobs – „De Jean-Paul ríft de Roger un“, Tania Naskandy – „Am Bësch“), déi och vu pedagogeschen Dossiere begleet ginn, fir d'Schaffen an der Klass ze férdere. Dëst Joer gëtt op de Walfer Bicherdeeg dann och dat neist Wierk (Nico Helming – „f@king love & death sou niewebäi“) virgestallt.

– Op de Walfer Bicherdeeg gëtt och déi nei Geschichtesammlung „FLOTT“ offiziell virgestallt. Dëst Liesbuch riicht sech net u Jugendlecher aus dem Lycée, mee et ënnersträcht dem Educatiounsministère seng Beméiungen, fir déi lëtzebuergeschsproocheg Literatur am ganze Schoulparcours ze férdere. Dëst nei Buch riicht sech u Schüler aus dem Cycle 3, fir hinne Spaass an der lëtzebuergescher Sprooch an um Liesen op Lëtzebuergesch ze maachen. Am Schouljoer 2024/25 wäert da mam „FLOTT 2“ den Nofolger fir de Cycle 4 erauskommen.

– Mee net nëmme d'Liese vun der lëtzebuergeschsproocheger Literatur an d'Vermëttlung vun historeschem, sozialem a kulturellem Wëssen iwwer Lëtzebuerg gëtt zanter e puer Joer intensiv geféiert. Mam 2022 agefouerte Kanner- a Jugendliteraturpräis encouragéiert den Educatiounsministère all Joer och jonk Nowuessschréiftsteller, fir selwer aktiv op Lëtzebuergesch ze schreiwen. Ofwiessend ginn Texter fir d'Grondschoul a fir de 4^e-Reader gesicht. Op de Walfer Bicherdeeg ass de Startschoss fir déi 3. Edition mam Thema „Dat Iwwernatierlecht“.

Rapport sur les impacts néfastes de la production d'acier pour les droits humains et l'environnement | Question 1348 (14/10/2024) de M. Franz Fayot (LSAP)

Fin avril 2024, plusieurs acteurs internationaux de la société civile ont présenté un rapport sur les impacts néfastes de la production d'acier pour les droits humains et l'environnement, nommé « The Real Cost of Steel ». Ce rapport porte attention au racisme environnemental systémique – c'est-à-dire que certaines communautés vivant dans des « zones sacrifiées » souffrent disproportionnellement d'un manque de protection de santé et de sécurité. Le rapport rappelle également la disparition forcée de défenseurs de droits humains et de l'environnement, et souligne le manque de consultation des populations concernées par l'industrie de l'acier ainsi que le manque d'évaluations d'impact. En outre, les auteurs constatent que les cadres réglementaires sont actuellement inadéquats et que les actions de la communauté internationale sont

insuffisantes afin de prévenir ces répercussions au futur.

C'est la raison pour laquelle les auteurs formulent, entre autres, des recommandations pour les États de résidences des sociétés. À cet égard le rapport demande notamment l'introduction de normes obligatoires de diligence raisonnable pour les entreprises – y compris quant à leurs activités dans les régions sujettes aux conflits ou instables – des actions concrètes s'attaquant aux causes profondes de l'impunité et des obstacles à l'accès à la justice environnementale, la facilitation du dialogue entre les entreprises, les communautés locales et les parties prenantes concernées, ainsi que la mise en place de mécanismes garantissant une protection judiciaire efficace pour prévenir et réparer les violations des droits humains résultant de l'extraction des ressources naturelles.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Est-ce que le Gouvernement a entrepris des mesures spécifiques en réaction à ce rapport ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ?

2) Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux constats présentés et aux recommandations formulées par le rapport en question ?

Réponse (14/11/2024) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'accord de coalition actuel prévoit que le Gouvernement luxembourgeois encourage le respect des droits de l'homme et une production durable par des mesures concrètes dans le monde entier. Ainsi, le Luxembourg a voté en faveur de la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, qui doit désormais être transposée en droit national.

Le Gouvernement luxembourgeois suit de près les accusations auxquelles le rapport mentionné fait référence. Le Gouvernement est en échange direct avec les parties prenantes concernées.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois s'engage sans réserve en faveur de la mise en œuvre des lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme et des lignes directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour la conduite responsable des affaires. Le Luxembourg encourage toutes les entreprises opérant au Luxembourg ou depuis le Luxembourg à prendre les mesures nécessaires afin que celles-ci, ainsi que leurs filiales, respectent pleinement les normes sécuritaires, sociales et environnementales en vigueur dans les pays où elles mènent leurs activités. Le Luxembourg encourage par ailleurs les entreprises luxembourgeoises à signer le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme », déclarant ainsi leur volonté et leur détermination de faire appliquer les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme dans leur organisation et dans leur chaîne de valeur.

Procédure simplifiée pour déclarer le personnel travaillant dans les ménages à la sécurité sociale | Question 1349 (14/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

La procédure simplifiée pour déclarer le personnel travaillant dans les ménages à la sécurité sociale vise à lui garantir la protection sociale à laquelle il a droit. Cette procédure a permis d'augmenter le nombre de salariés déclarés en bonne et due forme.

Or, ce chiffre stagne depuis des années et est même en régression en 2022 et 2023.

1) Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale dispose-t-elle d'explications pour cette régression ?

2) Existe-t-il des estimations sur le nombre de salariés travaillant dans les ménages qui ne sont pas déclarés à la sécurité sociale ?

3) Combien d'amendes ont été prononcées ces cinq dernières années pour non-respect du devoir de déclarer le personnel travaillant dans les ménages ?

4) Madame la Ministre entend-elle relancer les campagnes en vue de garantir à toute personne qui travaille son droit à la sécurité sociale ?

Réponse (20/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Tout d'abord il faut rappeler que d'après l'article 1^{er} du Code de la sécurité sociale, toute personne exerçant au Grand-Duché de Luxembourg contre rémunération une activité professionnelle pour le compte d'autrui, ce qui est également le cas pour le personnel visé par la procédure simplifiée, doit être assurée obligatoirement à la sécurité sociale.

ad 1) Selon les informations obtenues par le Centre commun de la sécurité sociale (CCSS), le nombre d'assurés y affiliés a effectivement connu une légère régression les dernières années. Il est à souligner qu'au niveau procédural il n'y a pas eu de changement rendant l'accès à la procédure plus difficile. Bien au contraire, au terme de l'année 2023, le CCSS a mis en place une voie de déclaration additionnelle, via myguichet.lu, pour faire les démarches d'affiliation ou de désaffiliation dans ce contexte. En l'absence de chiffres concernant le nombre de personnes occupées dans les ménages qui ne sont pas affiliées à la sécurité sociale, il n'est pas possible de se prononcer sur les causes de cette régression.

ad 2) Comme évoqué ci-dessus, le CCSS ne possède pas de données à ce sujet.

ad 3) Au courant des 5 dernières années, le CCSS n'a sanctionné aucun ménage privé pour non-respect des obligations de déclaration en matière de sécurité sociale.

ad 4) Les informations relatives à la déclaration du personnel selon la procédure simplifiée ont été mises à jour au début de l'année et sont consultables sur la page Engager du personnel – Employeurs – CCSS (Centre commun de la sécurité sociale) – Luxembourg[†]. Sur cette page le lien direct vers la procédure myguichet est également inséré. À toutes fins utiles, voici le lien en question : Engager du personnel dans un ménage privé – Guichet.lu – Luxembourg[†].

Système du bonus-malus en matière d'accidents du travail | Question 1350 (14/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Le système du bonus-malus en matière d'accidents du travail trouve son origine dans la réforme de l'assurance accident et le règlement grand-ducal du 8 février 2018.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment a évolué le système du bonus-malus dans le cadre de l'assurance accident depuis sa mise en vigueur ?

2) Combien d'entreprises profitent depuis, année par année, d'une réduction de leur cotisation pour de bons résultats en matière d'accidents du travail et combien voient leur cotisation augmenter par le malus ?

3) Comment ont évolué les cotisations des entreprises par rapport aux cotisations qu'ils ont payées avant la réforme de l'assurance accident ?

4) Madame la Ministre entend-elle apporter des modifications à cette législation et le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (18/11/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Suite à la réforme de 2010, l'assurance accident est financée solidairement par un taux de cotisation unique, quel que soit le risque d'accident inhérent à l'activité des cotisants. Afin d'inciter ces derniers à investir davantage dans la prévention des accidents ainsi que dans la sécurité, la santé et le bien-être au travail en général, le législateur a introduit avec l'article 158 du Code de la sécurité sociale la base légale pour un système bonus-malus. Par ce système, le taux de cotisation de chaque cotisant peut être diminué ou augmenté via un facteur de multiplication individuel appelé facteur bonus-malus.

Conformément à l'article 6 du règlement grand-ducal modifié du 8 février 2016, déterminant le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'assurance accident, le facteur bonus-malus a été appliqué à partir de l'exercice 2019. Le taux de cotisation de base (taux de cotisation unique fixé annuellement par le conseil d'administration de l'AAA) est multiplié pour chaque cotisant par un facteur bonus-malus individuel déterminé pour l'exercice à venir. Ce facteur est fonction de l'accidentologie du cotisant pendant une période d'observation de 12 mois. Il n'est cependant tenu compte ni des accidents de trajet ni des maladies professionnelles.

Cinq facteurs bonus-malus différents sont définis dans le règlement grand-ducal. En 2022, afin de récompenser davantage les cotisants sans accidents, le législateur a décidé d'augmenter le bonus de 5 % à partir du 01/01/2023. [†]

ad 2) Le nombre de cotisants par facteur bonus-malus et selon l'exercice est repris dans le tableau [†] suivant.

La grande majorité des cotisants bénéficie d'un bonus. Le nombre de cotisants avec un malus a légèrement diminué de 2,5 % en 2019 à 2,0 % en 2023 tout en restant stable en 2024.

ad 3) Avant la réforme de l'assurance accident de 2010, les cotisants étaient répartis dans 21 classes de risques, dont chacune disposait de son propre taux de cotisation qui variait entre 0,45 % (entreprises du secteur tertiaire) et un taux maximum légal fixé à 6,00 % (les entreprises proches du taux maximum, respectivement celles qui le dépassaient en réalité, étaient celles à risques élevés comme les secteurs de la construction, de la toiture ou encore du secteur tertiaire). Toutes les entreprises appartenant à une classe de risques avaient le même taux de cotisation. Les taux de chaque classe de risques étaient refixés annuellement sur base d'un coefficient de risque représentant le rapport entre les dépenses et les revenus cotisables au cours d'une période d'observation fixée à 7 années (chiffrent ainsi la « dangerosité » relative des activités relevant des diverses classes).

Le graphique [†] suivant représente l'évolution du taux de cotisation moyen entre 2001 et 2010.

Avec la réforme de 2010, le Gouvernement a décidé d'introduire un taux de cotisation unique afin de réorganiser la solidarité entre les différents secteurs

économiques au Luxembourg, alors que les entreprises présentant le plus de risques (et donc un taux de cotisation plus élevé) ne se retrouvaient pas nécessairement dans les secteurs économiques les plus performants. Ce taux de cotisation unique avait en outre pour conséquence d'augmenter la transparence du mode de financement et la simplification administrative.

Le graphique [†] suivant reprend l'évolution du taux de cotisation depuis la réforme.

En bleu, on voit l'évolution du taux de cotisation unique. À partir de la mise en vigueur du système bonus-malus en 2019, chaque entreprise se voit attribuer un taux individuel. Les points verts indiquent les taux des entreprises avec un bonus, les points rouges celles avec un malus et les points bleus correspondent aux entreprises « neutres », donc celles n'ayant ni bonus, ni malus et se voient donc attribuer le taux de base. Pour l'exercice 2024, avec un taux de base de 0,7 %, le taux de cotisation effectif d'un cotisant varie ainsi entre 0,595 % (bonus) et 1,05 % (malus maximal).

Depuis l'introduction du taux de cotisation unique, celui-ci a pu être progressivement diminué de 1,15 % en 2011 à 0,70 % en 2024. Cette diminution résulte de plusieurs facteurs :

- Amélioration des mesures de prévention dans les entreprises,
- Tertiairisation de l'économie luxembourgeoise,
- Augmentation progressive du nombre de cotisants avec, en parallèle, le nombre d'accidents du travail qui a diminué voire est resté stable

ad 4) L'article 158 du Code de la sécurité sociale prévoit que le taux de cotisation de base peut être augmenté (malus) ou diminué (bonus) jusqu'à concurrence de 50 %. Avec la volonté, d'une part, de pénaliser plus fortement « les mauvaises élèves » et, d'autre part, de maintenir un équilibre budgétaire, un système asymétrique (50 % malus et 10 % bonus) avait été retenu en 2016.

L'augmentation du bonus de 5 % en 2023 a créé un léger déséquilibre dans le système. En effet, la réduction du taux de cotisation accordée aux cotisants bénéficiant d'un bonus est plus importante que les fonds récupérés auprès des cotisants avec un malus. L'évolution favorable de l'économie luxembourgeoise a cependant permis d'équilibrer le budget de l'assurance accident. Or, les simulations montrent que toute modification substantielle de la base de calcul augmenterait davantage ce déséquilibre, ce qui au final aurait pour effet, afin de garantir l'équilibre budgétaire de l'assurance accident, d'augmenter le taux de cotisation de base. Au vu de ce qui précède et au vu du peu de cotisants affichant un malus, aucun changement de la granularité du système bonus-malus n'est prévu pour le moment.

Réforme des règles de transfert dans le football | Question 1351 (14/10/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Den Europäesche Geriichtshaff zu Lëtzebuerg huet an engem Urteel (Arrêt Dialla) festgestallt, datt d'Transfert-Reegele vun der FIFA (Weltverband vun Fussball) deelweis net konform zum europäesche Recht sinn – dat, well dës Reegelen de fräie Persounen- an Déngschtleeschtingsverkéier, grad wéi d'Konkurrenzrecht géife verletzen.

An deem Kontext wéilte mir dem Här Sportminister folgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Konsequenze vun dësem Urteel allgemeng um internationale Plang a méi speziell fir de Lëtzebuerg Fussball?

2. Sinn och aner Sportarte vun dësem Urteel betraff?

Réponse (06/11/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. D'Urteel am Fall Diarra huet, no Récksprooch mat der FLF, momentan keng Konsequenze fir de Lëtzebuerg Fussball. Op internationalem Plang versicht d'FIFA elo no enger Léisung ze sichen.

ad 2. Et ass, Stand haut, nach ze fréi ze soen, wéi eng Konsequenzen d'Urteel, wat sech op eng spezifesch Situatioun am Profifussball bezitt, an Zukunft wäert hunn. Dëst ass natierlech och ofhängeg vun de jee-weilege Regularien an de verschiddene Sportarten, sou dass ee keng pauschal Ausso dozou ka maachen.

Prévention des mariages forcés | Question 1352 (14/10/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 3987 vum 30. März 2021 huet den honorabelen Deputéierte Goergen d'Problematik vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg ugeschwat. Hien huet enner anerem drop higewisen, dass et zu Lëtzebuerg aktuell nach net genuch Méiglechkeete gëtt, fir Mënsche virun Zwangsa Kannerbestietnesser ze schützen. D'Äntwert vun der Regierung huet zwar op verschidde bestoend Moossname verweisen, awer et bleift d'Fro, ob dës Efforten duerginn, fir dësem komplexen an dacks verstoppte Problem entgéintzewierken.

Doriwwer eraus huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a sengem Rapport vun 2022 op d'Risiko vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg opmierksam gemaach. Dëst ennersträicht d'Drénglechkeet, datt mir als Gesellschaft a politesch Verantwortlecher dës Problematik méi Opmierksamkeet widmen an effektiv Léisungen entwéckelen. Et ass wichteg, datt mir all eis Institutiounen – vun der Schoul iwwer d'Asylservicer bis hin zu eise Gerichter – besser equipéieren, fir dës Fäll ze erkennen, ze verhënnere an d'Affer adequat ze schützen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng Preventiounsmechanisme gëtt et aktuell an de Lëtzebuerg Schoulen, fir Schüler:innen iwwer Zwangsbestietnesser an hir Rechter opzeklären?

2. Wéi ginn d'Enseignant an d'Schoulpersonal geschoult, fir potenziell Fäll vun Zwangsbestietnesser ze erkennen an adequat ze reagieren?

3. Wéi eng spezifesch Ennerstëtzung kréie Schüler:innen, déi Affer oder potenziell Affer vun Zwangsbestietnesser sinn?

Réponse (19/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 3. Am Lycée kënnen d'Schüler op d'Offer vum Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) a vum Service socio-éducatif (SSE) zeréckgräifen. Hei sti Psychologen, Assistants sociaux, Sozialpädagogen an Erzéier zur Verfügung, fir si an hire perséinlechen oder familiäre Situatiounen ze begleeten an hinnen zur Sait ze stoen. Dës Offer géllt och fir Schüler aus de Classes d'accueil, déi grad érischt an d'Land komm sinn. Iwwer de Service de l'intégration et de l'accueil scolaires (SIA) gi Médiateurs interculturels an der Schoul agesat fir déi Schüler, déi d'Sproche vum Land nach net beherrschen.

D'Mataarbechter vun deenen uewe genannte Servicer sinn ausgebild an der Präventioun an an der Interventioun ronderëm d'Thematike vu mentaler

Gesondheet, Sucht, Gewalt a Mobbing, affektiver a sexueller Gesondheet an dem Konsum vun den digitale Medien. Des Weideren ass et hir Aufgab, fir Elteren- a Familjenaarbecht ze maachen, jee no Besoin vun deene Jonken. Si schaffen och enk mat externen Hëllefsservicer zesummen, wéi ënner anerem de Service vun der Aide à l'enfance, dem Pouvoir judiciaire, der Police grand-ducale an de Servicer fir Fraen an Nout.

Des Weideren ass 2023 per Gesetz d'Funktioon vum Délégué à la protection des élèves (DPE) an de Lycéeën agefouert ginn. Den DPE schafft Hand an Hand mat allen Acteuren aus der Schoulcommunitéit, Erwuessener wéi och Schüler, a setzt sech fir d'Promotioun vun de Kannerrechter an. Den DPE bitt Ënnerstëtzung beim Traitement vu Situatiounen, an deenen de Jugendschutz gefäerdet ass souwéi och eng Berodung a Begleedung bei Plainten a Signalementen.

Wat déi legal Instrumenter betrëfft, déi de Schülerrinnen a Schüler zur Verfügung stinn, verweisen ech op déi gemeinsam Äntwert vun der Justizministesch an der Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit op d'parlamentaresch Fro Nr. 1354. Doriwwer eraus fannen d'Schüler um Referenzsite violence.lu wichteg Informatiounen iwwer de legale Kader an iwwer déi verschidden Hëllefsservicer.

ad 2. Am IFEN gëtt et weeder am Stage nach an der Formation continue am Moment Angeboter, déi sech explizit an exklusiv mat deem Thema beschäftegen. Allerdéngs gëtt et eng ganz Rei vu Formatiounen, déi indirekt mat deem Thema zesummenhängen, well se dat edukativt Personal an d'Enseignanté sensibiliséieren an hinnen hëlfechen, Verdachtsfäll eventuell ze erkennen.

Formatioune wéi „La maltraitance et si on en parle, ... ?“, „Jugendschutz“, „Einführung in das Fach VieSo“, „Ech sinn de Chef vu mengem Kierper!“ a Formatiounen am Zesummenhang mat sexueller Bildung sinn esou Beispiller. An de leschten dräi Joer hu ronn 400 Enseignantent u sou Formatiounen deelgeholl.

Demandeurs d'asile victimes de mariages forcés | Question 1353 (14/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 3987 vum 30. Mäerz 2021 huet den honorabelen Deputéierte Goergen d'Problematik vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg ugeschwat. Hien huet ënner anerem drop higewisen, dass et zu Lëtzebuerg aktuell nach net genuch Méiglechkeete gëtt, fir Mënsche virun Zwangs- a Kannerbestietnesser ze schützen. D'Äntwert vun der Regierung huet zwar op verschidde bestoend Moosname verwisen, awer et bleift d'Fro, ob dës Efforten duerginn, fir dësem komplexen an dacks verstoppte Problem entgéintzewierken.

Doriwwer eraus huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a sengem Rapport vun 2022 op d'Risiko vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg opmierksam gemaach. Dëst ënnersträicht d'Drénglechkeet, datt mir als Gesellschaft a politesch Verantwortlecher dëser Problematik méi Opmierksamkeet widmen an effektiv Léisungen entwéckelen. Et ass wichtig, datt mir all eis Institutiounen – vun der Schoul iwwer d'Asylservicer bis hin zu eise Geriichter – besser equipéieren, fir dës Fäll ze erkennen, ze verhënneren an d'Affer adequat ze schützen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moosname ginn et, fir jonk Fraen a Meedercher, déi Asyl zu Lëtzebuerg ufroen, virun

Zwangsbestietnesser an anere Forme vu sexueller Gewalt ze schützen?

2. Wéi gëtt d'Personal vun den Immigratiounsservicer geschoult, fir Fäll vun Zwangsbestietnesser ze erkennen an adequat dorop ze reagéieren?

3. Wéi vill Asyldemandé goufen an de leschten 3 Joer op Grond vun Zwangsbestietnesser oder der Gefor vu Genitalverstümmelung gestallt, a wéi vill dovou goufen ugeholl respektiv ofgeleent?

Réponse (29/10/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Mat der Ratifikatioun vun der Istanbul-Konvention vum Conseil de l'Europe, déi éischt international juristesche bannent Konvention am Beräich vun der Prävention a Bekämpfung vun der Gewalt fondéiert op de Sexe an op de Genre géigeniwwer Fraen a Meedercher a vun der haislecher Gewalt, am Joer 2018, huet Lëtzebuerg sech engagéiert géint, all Forme vu Gewalt géigeniwwer Fraen a Meedercher virzegoen, dorënner déi verschidde Forme vu sexueller Gewalt, d'weiblech Genitalverstümmelung an d'Zwangsbestietnesser.

Zu Lëtzebuerg gëllt d'Istanbul-Konvention säitdem an éischter Linn als eng Ligne de conduite, déi d'Regierung an hirem Handele guidéiert, fir den Dispositiv zum Schutz vun Affer vu Gewalt, an hirer Diversitéit, weider auszebauen, notament d'Incriminatioun vun Doten, wéi zum Beispill d'Verbuet vu weibleche Genitalverstümmelungen (Artikel 409bis, Code pénal) an Zwangsbestietnesser (Artikel 389, Code pénal), Präventionsaarbecht, d'Prise en Charge vun Affer a Sanktioun vun Täter.

De Referenzsite „violence.lu“ ass hei e weidere wichtige Outil, fir eng nidderschwellig Informatiounsvermittlung unzebidden an iwwer de legale Kader, deen zu Lëtzebuerg en vigueur ass, an déi verschidden disponibel Hëllefsservicer ze informéieren.

Op Basis vun de Recommandatioune vun der Evaluatiounsvisitt vum GREVIO (Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du Conseil de l'Europe) iwwer d'Ëmsetzung vun der Istanbul-Konvention um nationale Plang aus dem Joer 2023 an dem Wonsch vun der Regierung, den nationale System weider ze stärken, sinn an deem Kontext zwee konkret Projeten am Regierungsprogramm festgehale ginn:

- d'Ausschaffe vun enger Strategie, fir de Kampf géint geschlechtsbaséiert Gewalt ze stärken;
- den Opbau vun enger nationaler Ulaftell fir Affer vu Gewalt;

zwo Moosnamen, déi den nationalen Dispositiv stärken, fir Fraen a Meedercher, gradewéi Männer a Jongen, indépendant vun hirem legale Status, an an hirer ganzer Diversitéit, virun Zwangsbestietnesser an anere Forme vu sexueller a physischer Gewalt ze schützen.

ad 2. D'Personal vun der Direction générale de l'immigration ass speziell forméiert fir den Ëmgang mat vulnerabele Persounen. D'Agente suivéieren ënner anerem Formatiounen zum Thema Mënschenhandel, haislech a geschlechtsspezifesch Gewalt, wouduerch Fäll vun den Zwangsbestietnesser kënnen erkannt ginn. Dës Formatioune gi vum Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité respektiv vun der Europäescher Agence fir Asyl organiséiert.

ad 3. Dës Informatiounen sinn net disponibel, well et opgrond vun der Komplexitéit an der Villschichtegkeet vun den Asyldemanden net méiglech ass, d'Verfollungsgrënn statistesch ze erfassen.

Nombre de cas de mariages forcés au Luxembourg | Question 1354 (14/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 3987 vum 30. Mäerz 2021 huet den honorabelen Deputéierte Goergen d'Problematik vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg ugeschwat. Hien huet ënner anerem drop higewisen, dass et zu Lëtzebuerg aktuell nach net genuch Méiglechkeete gëtt, fir Mënsche virun Zwangs- a Kannerbestietnesser ze schützen. D'Äntwert vun der Regierung huet zwar op verschidde bestoend Moosname verwisen, awer et bleift d'Fro, ob dës Efforten duerginn, fir dësem komplexen an dacks verstoppte Problem entgéintzewierken.

Doriwwer eraus huet den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) a sengem Rapport vun 2022 op d'Risiko vun Zwangsbestietnesser zu Lëtzebuerg opmierksam gemaach. Dëst ënnersträicht d'Drénglechkeet, datt mir als Gesellschaft a politesch Verantwortlecher dëser Problematik méi Opmierksamkeet widmen an effektiv Léisungen entwéckelen. Et ass wichtig, datt mir all eis Institutiounen – vun der Schoul iwwer d'Asylservicer bis hin zu eise Geriichter – besser equipéieren, fir dës Fäll ze erkennen, ze verhënneren an d'Affer adequat ze schützen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun Zwangsbestietnesser goufen an de leschten 3 Joer zu Lëtzebuerg entdeckt a juristesche verfollegt?

2. Wéi vill Bestietnesser mat Mannerjärege (ënner 16 Joer oder tëscht 16 an 18 Joer) goufen an de leschten 3 Joer zu Lëtzebuerg registréiert?

3. Wéi eng legal Instrumenter gëtt et aktuell, fir Affer vun Zwangsbestietnesser ze schützen, a gëtt et Pläng, fir dës ze verbesseren?

Réponse (13/11/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministere de la Justice | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Laut de Justizautoritéite goufen an de leschten dräi Joer keng Zwangsbestietnesser entdeckt. Et gouf an deem Zäitraum och keng Plainte deposéiert op Basis vum Artikel 389¹⁸ vum Code pénal.

ad 2. Laut de Justizautoritéite goufen an de leschten dräi Joer keng Bestietnesser vu Mannerjärege registréiert. Et gouf och keng zivill Prozedur op Basis vum Artikel 180¹⁹ vum Code civil registréiert.

ad 3. Zwangsbestietnesser sinn e graven Ugrëff op d'Mënscherechter an duerch verschidden international Norme verbueden, ewéi zum Beispill dem Artikel 16 vun der internationaler Mënscherechtskonvention, dee virgesäit, dass e Bestietnes just aus fräiem Wëlle ka geschloss ginn. Et ass op Basis vun deenen Normen, wou deemools d'Verbuet vum d'Zwangsbestietnes duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2014 an eis national Gesetzgebung agefouert gouf. Dëst war eng éischt wichtig

¹⁸ Art. 389. Celui qui, par des violences ou des menaces, a contraint quelqu'un à contracter un mariage ou un partenariat, est puni d'un emprisonnement d'un an à quatre ans et d'une amende de 20.000 euros à 40.000 euros, ou d'une de ces peines seulement. La tentative du délit est punie d'un emprisonnement d'un an à deux ans et d'une amende de 10.000 euros à 20.000 euros, ou d'une de ces peines seulement.

¹⁹ Art. 180. Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux conjoints, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les conjoints, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre ou par le procureur d'État. L'exercice d'une contrainte sur les conjoints ou sur l'un d'eux, y compris par crainte révérencielle envers un ascendant, constitue un cas de nullité du mariage. Lorsqu'il y a erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux conjoints qui a été induit en erreur.

Etapp, fir d'Affer vun Zwangsbestietnesser besser ze schützen, och wann d'national Gesetzgebung scho virum Gesetz vun 2014 Zwangsbestietnesser huet kënn bestrofen. Dann awer duerch d'Uwendung vun den Artikelen aus dem Code de procédure pénale iwwert d'Belästegung, d'Vergewaltegung, d'Entféierung, d'Kierperverletzung asw.

Mat der Ratifikatioun am Joer 2018 vun der Istanbul Konventioun vum Conseil de l'Europe, déi éischt international juristesch bannent Konventioun am Beräich vun der Präventioun a Bekämpfung vun der Gewalt fondéiert op de Sexe an op de Genre géigeniwwer Fraen a vun der haislecher Gewalt, huet Lëtzebuerg sech engagéiert, géint all Forme vu Gewalt géigeniwwer Frae virzegoen, dorënner déi verschidde Forme vu sexueller Gewalt an och d'Zwangsbestietnesser.

Zu Lëtzebuerg gëllt d'Istanbul Konventioun säitdem an éischter Linn als eng Ligne de conduite, déi d'Regierung an hirem Handele guidéiert, fir den Dispositif zum Schutz vun Affer vu Gewalt, an hirer Diversitéit, weider auszubauen, besonnesch, wat d'Incriminatioun vun Doten ugeet, wéi zum Beispill de Verbuet vu weibliche Genitalverstümmelungen (Artikel 409bis, Code pénal) an Zwangsbestietnesser (Artikel 389, Code pénal), awer och d'Präventiounsaarbecht an d'Prise en charge vun Affer an d'Sanktioun vun Täter.

De Referenzsite „violence.lu“ ass hei e wichtege Outil, fir eng nidderschwellig Informatiounsvermittlung unzébieden an iwwert de legale Kader, deen zu Lëtzebuerg en vigueur ass, an déi verschidde disponibel Hëllefsservicer ze informéieren.

Op Basis vun de Recommandatiounen vun der Evaluatiounsvisite vum GREVIO (Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du Conseil de l'Europe) iwwer d'Ëmsetzung vun der Istanbul Konventioun um nationale Plang aus dem Joer 2023 an dem Wonsch vun der Regierung, den nationale System weider auszubauen, sinn zwee konkret Projeten am Regierungsprogramm festgehale ginn:

- d'Ausschaffe vun enger Strategie, fir de Kampf géint geschlechtsbaséiert Gewalt ze stäerken;
- den Opbau vun enger nationaler Ulafstell fir Affer vun Gewalt.

Dëst sinn zwou Moossnamen, déi den nationalen Dispositif stäerken, fir Fraen a Meedercher, grad wéi och Männer a Jongen, onofhängeg vun hirem legale Status an an hirer ganzer Diversitéit virun Zwangsbestietnesser an anere Forme vu sexueller a physischer Gewalt ze schützen.

Eng weider positiv Entwécklung um legislative Plang sinn d'europäesch Direktiven iwwert de Kampf géint d'Gewalt géint Fraen²⁰ an de Kampf géint de Mënschenhandel²¹, wou Lëtzebuerg aktuell amgaangen ass, un der Ëmsetzung ze schaffen. Sou gesäit besonnesch d'Direktiv iwwer de Mënschenhandel vir, dass Zwangsbestietnesser als eng Form vun Ausbeutung an d'Definitioun vum Mënschenhandel bäigefügt soll ginn.

Prise en charge des élèves à besoins spécifiques | Question 1356 (14/10/2024) de Mme Francine Cloesener (LSAP)

²⁰ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ-L_202401385 Directive (UE) 2024/1385 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

²¹ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401712 Directive (UE) 2024/1712 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 modifiant la directive 2011/36/UE concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes

Dem Rapport d'évaluation iwwert d'Prise en charge des élèves à besoins spécifiques vun 2022 no, gi manner wéi 1 % vun alle Schüler:innen hei zu Lëtzebuerg an engem Kompetenzzenter oder am Ausland scolariséiert. Generell kommunizéiert den Educationministère just punktuell méi detailléiert Zuelen zu de Schüler:innen, déi en Dossier bei der nationaler Inklusivkommissioun (CNI) hunn esouwéi iwwert d'Personal, dat an dësem Beräich schafft. Dobäi spillt déi systematesch Erhiewung vun Donnéeën eng immens wichtige Roll, fir den Enseignement vun alle Kanner ze verbesseren.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Schüler:innen hunn aktuell en Dossier bei der CNI?
2. Wéi vill Schüler:inne ginn aktuell vu wéi engem Kompetenzzenter oder enger Antenn vun engem Kompetenzzenter beschoult oder begleet?
3. Wéi vill Schüler:inne sinn aktuell am Ausland scolariséiert oder encadréiert?
4. Wéi vill Schüler:inne mat Besoin spécifique ginn aktuell ganz an der Reegelschoul beschoult, wéi vill deels an der Reegelschoul an deels enzwousch anescht a profitéiere vun enger spezialisierter ambulanter Interventioun, a wéi vill ganz ausserhalb vun der Reegelschoul?
5. Wéi vill Schüler:innen hunn eng Eent-zu-eent-Betreiung an der Reegelschoul?
6. Wéi vill Schüler:inne sinn op der Waardelëscht vun engem Kompetenzzenter? Ëm wéi eng Kompetenzzentren handelt et sech?
7. Wéi vill spezialiséiert Enseignanté fir Schüler:inne mat spezifesch Besoinen (I-EBS) gëtt et aktuell a wéi vill I-EBS si fir dës Rentrée nei rekrutéiert ginn? Ass et méiglech, dës Donnéeë ventiléiert no Etablissement, an deem d'I-EBS schaffen, unzeginn?
8. Wéi vill Assistent:inne fir Schüler:inne mat spezifesch Besoinen (A-EBS) gëtt et aktuell a wéi vill A-EBS si fir dës Rentrée rekrutéiert ginn? Ass et méiglech, dës Donnéeë ventiléiert no Etablissement, an deem d'A-EBS schaffen, unzeginn?
9. Wéi eng Donnéeë ginn am Beräich vun der Inklusioun systematesch dokumentéiert an opbereet? Zanter wéini ginn dës Donnéeë jeeeweils dokumentéiert?
10. Wéi fonctionéieren aktuell d'Zesummenaarbecht an den Austausch tëschent de Kompetenzzentren? Wéi eng Prozedure sinn do virgesinn?

Réponse (19/11/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. bis 5. Aktuell hunn 3.509 Schüler:innen a Schüler en Dossier bei der nationaler Inklusivkommissioun (CNI). Fir 3.361 vun dëse Schüler ass eng spezialiséiert Prise en charge duerch ee Kompetenzzentrum festgehale ginn.

Ënner de Begrëff vun der spezialisierter Prise en charge falen niift der spezialisierter Beschoulung an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum an der ambulanter Prise en charge vum Schüler a senger Klass vun der Grondschoul oder dem Lycée duerch ee Kompetenzzentrum, zanter der Reform vun 2023 och déi spezialiséiert Léieratelieren an d'Reeducatiounsaan Therapiemessuren, déi vun de Kompetenzzentren ugebued ginn.

Aktuell ass fir 964 Schüler eng spezialiséiert Beschoulung an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum festgehale ginn a fir 1.213 Schüler eng ambulant Prise en charge duerch ee Kompetenzzentrum an der Klass vun hirer Reegelschoul (Grondschoul a Lycée).

Fir 54 Schüler huet d'CNI eng Beschoulung am Ausland festgehale.

Doriwwer eraus kréien aktuell ronn 5.000 Schüler eng ambulant Prise en charge duerch ee Member vun enger Équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs spécifiques (ESEB) an der Reegelschoul (Grondschoul a Lycée).

Genau Zuelen doriwwer, wéi eng Schüler eng Eent-zu-eent-Betreiung an der Reegelschoul kréien, gëtt et net, well fir all Schüler d'Mesuren individuell op hir Besoinen ugepasst ginn a reegelméisseg evaluéiert an adaptéiert ginn.

ad 6. Wéi schonns an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 0663 erwäant, wiisst den Dispositif fir Schüler mat spezifesch Besoinen kontinuierlech mat de Besoinen, déi vun deene jeeeweilegen Instanzen identifizéiert ginn, fir esou der Demande kënn gerecht ze ginn. Dat huet dozou gefouert, dass schonns an deene leschte Jore kontinuierlech nei Poste geschaf goufen, dass méi Personal agestellt gouf an zousätzlech Annexen a Klasse vun de Kompetenzzentren opgaange sinn.

Och an deenen nächste Jore wäert weiderhin an den Dispositif fir Schüler mat spezifesch Besoinen investéiert ginn; dëst souwuel, wat déi personell Ressourcé wéi och d'Infrastrukture betrëfft. Awer och un der Entwécklung an Implementéierung vun innovativen pädagogesche Konzepter gëtt geschafft, fir den heterogeene Besoinen vun de Schüler an hirem Ëmfeld méiglechst effizient kënn gerecht ze ginn.

ad 7. Aktuell gëtt et 158 spezialiséiert Enseignanté fir Schüler mat spezifesch Besoinen (I-EBS), vun deenen der 23 fir d'Rentrée 2024/2025 rekrutéiert goufen. Am folgendem Tableau[†] gesäit een, a wéi enge Schoulen déi 158 I-EBS affektéiert sinn, woubäi d'Affektatiounen vun den I-EBS, déi fir d'Rentrée 2024/2025 rekrutéiert goufen, mat engem Stärche markéiert sinn.

ad 8. D'Rekrutéierung vun den Assistenten fir Schüler mat spezifesch Besoinen (A-EBS) huet dëst Schouljoer ugefaangen a bis zur d'Rentrée 2026/2027 sollen 150 A-EBS rekrutéiert ginn. Fir d'Schouljoer 2024/2025 goufen ewell 50 A-EBS rekrutéiert, déi all bis Mëtt Januar 2025 an hirer jeeeweileger Schoul ufänke wäerten. A folgendem Tableau[†] sinn d'Schoulen opgelëscht, an deenen dës A-EBS intervenéiere resp. intervenéiere wäerten.

ad 9. Am Beräich vun der Inklusioun sinn nach ëmmer Donnéeën iwwert d'Schüler mat spezifesch Besoinen gesammelt ginn, déi eng spezialiséiert Prise en charge krut hunn.

Fir d'Donnéeën iwwert den Dispositif de prise en charge fir Schüler mat spezifesch Besoinen besser a méi systematesch opbereeden ze kënnen, gräift een haut op Outilen wéi den digitale Schülerdossier zeréck, deen et erlaabt, e kontinuierleche Suivi vun den Donnéeën ze hunn.

Aktuell schaffen och innerhalb vum Ministère de Service national de l'éducation inclusive (SNEI) an de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) un engem Dashboard, deen an Zukunft d'Publikatioun vun Zuelen aus dem Beräich vun der schoulescher Inklusioun vereinfache wäert.

ad 10. Den Austausch an d'Zesummenaarbecht tëschent de Kompetenzzentren fënnt op verschidde Niveaue statt.

Fir d'alleréischte schaffen d'Kompetenzzentren direkt um Terrain mateneen, wann si zum Beispill ee spezialiséierten Diagnostic erstellen oder eng spezialiséiert

Prise en charge bei engem Schüler assuréieren. Fir d'Wichtigkeet vum Austausch tëschent den Agenten nach eemol ze ënnersträchen, goufen am Gesetz vum 23. Juli 2024, dat d'Tächë vum edukativen a psychosoziale Personal reegelt, spezifesch Concertationsstonne virgesinn.

Dann ass et esou, datt d'Kompetenzzentren, nieft der Aarbecht um Terrain, och Verrieder a verschiddene Kommissiounen hunn, wéi zum Beispill a sämtlechen Inklusiounskommissiounen (CI) an de Regionaldirektiounen an an de Lycéeën, der nationaler Inklusiounskommissioun (CNI) oder der Kommissioun fir raisonnabel Amenagement (CAR). Des Weideren hu si Verrieder an enger Rei Aarbechtsgruppen, déi vum Collège des directeurs vun de Kompetenzzentren oder awer vum Ministère an d'Liewe geruff gi sinn. Dëst erméiglecht ee reegelméisseg Austausch tëschent de Kompetenzzentren a férdert eng besser Zesummenaarbecht.

.....

Journée de commémoration nationale | Question 1357 (14/10/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den nationale Commemoratiounsdag erënnert un d'Nazi-Ënnerdréckung an hei zu Lëtzebuerg un de Kampf vum Lëtzebuerg Vollek während der Besetzung am Zweete Weltkrich. D'Wichtigkeet vun dësem Dag, dem Patrimoine an der Erënnerung gëtt vun alle Parteien an innerhalb vun der Gesellschaft oft widderholl an accentuéiert, och esouguer vun der extreem rietser Front, déi während dem Krich nach eng aner Positioun ageholl huet. Zousätzlech weisen déi rezent Walen am noen Ausland an den domat zesummenhängende Rietsdreck an der Gesellschaft, wéi wichtig et ass, hei net nozeloossen. Opbauend op der Wichtigkeet vun dësem Dag, stelle mir eis als Partei e puer Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froen stellen:

1. Gëtt et iwwerleeungen, wéi am noen Ausland (zum Beispill an der Belsch) an elo, wou den 10. Oktober als Dag festgehalé ginn ass, deen Dag als offizielle Feierdag ze deklaréieren? Falls net, aus wéi enge Grënn ass dat net de Fall?

2. Gëtt et säitens dem Ministère fir Educatioun aktuell Instruktiounen, wéi dës Erënnerungen an de Cours sollen agebaut ginn? Wéi stellt de Ministère d'Sensibiliséierung an eise Schoule sécher?

Réponse (12/11/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass aktuell net geplangt, den 10. Oktober als offizielle Feierdag ze deklaréieren. Den nationale Commemoratiounsdag fënnit all Joer op engem Sonndeg statt.

ad 2. Den Zweete Weltkrich an d'Besetzung vu Lëtzebuerg spillen eng wichteg Roll am Geschichtsunterricht.

Fir den Enseignement fondamental hält de Plan d'études am Domaine de développement et d'apprentissage Les sciences humaines et naturelles de Kompetenzberäich Le temps fest. Am Kontext vun den Aktivitéiten, déi sech an dëse Kompetenzberäich aglidderen, sammelen d'Schüler ënnert anerem éischt Kenntniss an der Geschicht. Am Cycle 4 (fir gewéinlech am Cycle 4.2) gëtt an dësem Kontext explizitt den Zweete Weltkrich als ee vun de sechs obligatoreschen Haaptsubjete genannt. Am Geschichtsbuch die Zeitmaschine fir de Cycle 4 ass an

dësem Zesummenhang ee ganz Kapitel dem Zweete Weltkrich gewidmet. Zentral an dësem Kapitel ass ënnert anerem den Afloss vum Zweete Weltkrich op Lëtzebuerg a seng Bevëlkerung. Dese gëtt unhand vu ville Fotoen a konkreete Beispiller altersgerecht verdäitlecht.

Am Kader vum Éveil aux sciences ginn awer scho virum Cycle 4 mat de Schüler Sujeten aus der Aktualitéit behandelt. Dës kontextgebundene Aktivitéiten erlaben et dem Enseignant, de Schüler hire Vecu mat an den Unterrecht anzebannen an esou geziilt Sujeten, wéi beispillsweis de Commemoratiounsdag opzeschaffen.

Heinieft ginn am Enseignement fondamental, ënnert anerem am Kader vun der Vermëttlung vun den transversale Kompetenzen, och d'Wärter vun der Demokratie, der Toleranz an engem friddlechen Zesummeliewe vermëttelt an ëmmer erëm thematiséiert.

Am Enseignement secondaire général gëtt dëse Sujet op der 5G traitéiert; d'Buch Entdecken und Verstehen, dat vu Lëtzebuergesche Geschichtsprofessoren ausgeschafft gouf, leet de Schwéierpunkt op d'Lëtzebuergesche Geschicht. Behandelt ginn notamment déi nazionalsozialistesch Propaganda, d'Judeverfolgung, d'Resistenz an d'Collaboratioun oder d'Ardenneoffensiv. Op der 4G ginn d'Konsequenze vun den zwee Weltkriecher op d'Geschicht vun eisem Land analyséiert.

Am Enseignement secondaire classique schreien déi aktuell Programmen den Titulair vir, d'Geschicht vu Lëtzebuerg ze traitéieren, andeems se hinnen awer e gewësse Spillraum loossen, a wéi engem Ëmfang si dat maachen. Et soll e Lien gemaach ginn tëscht der Weltgeschicht, der Geschicht vun Europa an der Geschicht vu Lëtzebuerg („les savoirs mettent en relation l'histoire du monde, l'histoire de l'Europe et l'histoire du Luxembourg“); et geet net drëms, en „nationale Roman“ ze erzielen, mee d'Geschicht vu Lëtzebuerg méi systematesch ze behandelen, andeems een de politeschen, kulturellen a soziale Raum berücksichtegt, an deen eist Land sech afüügt.

Nieft de Schoulprogrammen selwer steet d'Geschicht vu Lëtzebuerg am Zweete Weltkrich och am Mëttelpunkt vun enger wichteger Rei vun Initiativen a pedagogeschen Offeren, déi den Zentrum fir politesche Bildung (ZpB) fir d'Schoulpublikum an d'Liewe geruff huet an déi ech hei kuerz wéilt opzielen:

– all Joer organiséiert den ZpB am Kader vum internationalen Gedenkdag fir d'Affer vum Holocaust (Journée de la Mémoire de l'Holocauste) Projektiounen vu Filmer a Büneliesungen, déi fir Schüler gradewéi fir d'Weiterbildung vun den Enseignantë geduecht sinn;

– dat fréiert Klouschter vun der Pafemillen (Cinqfontaines), wou bal 300 Judden internéiert goufen, ier si am Zweete Weltkrich deportéiert goufen, ass haut eng Gedenkplaz fir d'Erënnerung un d'Affer vun der Shoah souwéi e Lieu d'apprentissage et de rencontre mat enger Offer vu politescher Bildung. An Zesummenaarbecht mam Service national de la jeunesse (SNJ) bitt den ZpB Visite-guidéiert fir Gruppe vu Schüler ab dem Cycle 4.2 vun der Grondschoul un. Dës Visite kënnen ergänzt ginn duerch Atelierien, déi ë. a. Theeme vun der Diskriminatioun a vun der Erënnerung (Memoire) behandelen;

– am Kader vun Partenariat tëscht dem ZpB an dem United States Holocaust Memorial Museum dokumentéiert d'Wanderausstellung State of Deception d'Methoden vun der Nazi-propaganda an ënnersicht, op wéi eng Manéier d'Nazi-propaganda déi däitsch Gesellschaft gepräagt huet. Dës Ausstellung gëtt de Lycéeën gratis zur Verfügung gestallt;

– den ZpB huet och eng gewëssen Unzuel pedagogeschen Offeren ausgeschafft, déi sech un Enseignantinnen an Educateuren richten. Sou sinn z. B. e

pedagogeschen Dossier iwwert d'Erënnerung (Mémoire) am Allgemengen (inklusive un den Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg) gradewéi en Dossier, deen d'Publikatioun La Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg begleet, déi vum Comité fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich ausgeschafft gouf, disponibel fir all Multiplicateur, deen dëst Thema mat deene Jonke behandelé wëll;

– d'50 Faces-Box gouf als didaktescht Hëllefsmittel entworf a presentéiert 50 Krichsbiografien. Dës Këscht erlaabt et, verschidden Theemen am Zesummenhang mat der Erfahrung vum Zweete Weltkrich aus enger Lëtzebuergescher Perspektiv unzegoen: Occupation, Ongerechtegkeet, Diktatur a Genozid. Si mécht och d'Debatt op iwwer déi verschidde „Mémoires“ a gouf a Kooperatioun mam Nationale Musée fir Militärgeschicht (Musée national d'histoire militaire) a mam Nationale Musée fir Resistenz a Mënscherechter (Musée national de la résistance et des droits humains) produziéiert.

2020 huet de Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale eng Brochure a véier Sproochen (LU, DE, FR, EN) iwwert „Den 2. Weltkrich zu Lëtzebuerg“ erausginn. Dës Publikatioun ass mat Hëllef vu Spezialisten an der Geschicht erschafft ginn an adresséiert sech virun allem un Schülerinnen a Schüler aus dem Fondamental an dem Secondaire. Dës Brochure, déi den 2. Weltkrich zu Lëtzebuerg mat all senge Facetten thematiséiert (Occupation, Resistenz, Shoah, Zwangsrekrutierung, Collaboratioun etc.) gëtt reegelméisseg u Schoulen a Lycéeën verdeelt. Niewent der Brochure gëtt et och nach e Guide pédagogique, deen vum ZpB elaboréiert gouf an sech virun allem un d'Enseignantë riiht.

De Comité mémoire schafft och enk mat Schoulen a Lycéeën zesummen. Am Kader vun der Journée de commémoration nationale, organiséiert de Comité mémoire déi lescht Joren eng Rencontre culturelle zum Thema vun der Mémoire. Dës Rencontre, déi ganz dacks an engem Lycée stattfënnit, bënnt Schülerinnen a Schüler aktiv an de Prozess vun der Gedenkaarbecht mat an erlaabt hinnen, zesumme mat hirem Léierpersonal, en edukativen an ofwiesslungsräiche Programm zesummen ze stellen. Do doniewent huet den Aarbechtsgrupp „Pédagogie et sensibilisation“ vum Comité mémoire och de Projet vun der „Rucksackbibliothék. Vun de Schoule fir d'Schoulen“ an d'Liewe geruff. Dank Dokumenter a pedagogeschen Aktivitéiten kënnen Schülerinnen a Schüler sech hei am Laf vun engem Schouljoer méi mam Sujet vum 2. Weltkrich auserneesetzen an hir Kenntniss un déi nächst Grupp weiderrechen.

.....

Suites données à l'actualisation de la liste rouge des oiseaux nicheurs au Luxembourg | Question 1358 (14/10/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

La Centrale ornithologique de nature&environnement vient de publier une mise à jour de la liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg. Selon les chiffres les plus récents de l'avifaune luxembourgeoise, 14 espèces ont disparu au niveau national, 7 sont en danger critique d'extinction, 8 sont en danger, 13 sont classées vulnérables et 24 espèces figurent sur la liste de préalerte.

Cette actualisation démontre le déclin continu de maintes espèces d'oiseaux autrefois courantes, ce déclin étant principalement dû à la détérioration des habitats ainsi qu'à la crise climatique. À titre d'exemple, la disparition du Rôle des genêts peut être liée à la disparition de son habitat, les prairies humides riches en insectes.

Par contre, les expert.e.s ont confirmé qu'une stabilisation est constatée pour certaines populations d'espèces bénéficiant de programmes de conservation spécifiques.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quelles conclusions Monsieur le Ministre tire-t-il de cette nouvelle évaluation de l'état de conservation des oiseaux nicheurs au Luxembourg ?

2) De manière générale, quelles suites Monsieur le Ministre entend-il donner aux conclusions de l'évaluation ?

3) L'actualisation de la liste rouge impactera-t-elle les priorités du Gouvernement luxembourgeois dans la mise en œuvre du Plan national de la protection de la nature et dans l'affirmative, de quelle manière ?

Selon une étude scientifique réalisée à l'initiative de l'Observatoire de l'environnement, qui a traité de la conciliation de la promotion de la biodiversité avec les intérêts légitimes des agriculteurs.trices, des mesures de protection de la nature sont nécessaires sur au moins 25 % de la surface agricole pour enrayer la perte de biodiversité.

Dans ce contexte, il est à noter que les aides en faveur de la biodiversité en milieu rural sont fixées par le règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 relatif aux aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural, préparé en grande partie par le Gouvernement précédent.

4) Les services de Monsieur le Ministre collaborent-ils actuellement avec les services du Ministère de l'Agriculture afin de mettre en place des mesures additionnelles voire de renforcer des mesures existantes afin d'enrayer la perte des populations des oiseaux nicheurs au Luxembourg sur les surfaces agricoles ? Dans l'affirmative, de quelles mesures s'agit-il ?

Réponse (19/11/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'actualisation de la liste rouge des oiseaux nicheurs évalue le risque de disparition des espèces visées, il ne s'agit pas d'une évaluation de l'état de conservation. Les termes « état de conservation » sont des termes consacrés qui se réfèrent à l'évaluation obligatoire réalisée par les États membres de l'Union européenne dans le cadre des directives dites « nature » pour tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

Ceci dit, la situation de l'avifaune au Luxembourg reste préoccupante. Bien que certaines espèces montrent des signes de stabilisation (comme p. ex. pour le Milan royal, la Cigogne noire ou encore pour le Grand corbeau), le Luxembourg n'a pas été épargné du déclin régional d'un certain nombre d'espèces et ce malgré les mesures prises en leur faveur. De nombreuses espèces évaluées comme éteintes ou aux effectifs en fort déclin sont des espèces du milieu ouvert (comme p. ex. le Bruant proyer, le Tarier des prés, le Râle des genêts ainsi que le Pipit farlouse). Leur déclin est principalement attribué à l'état de conservation médiocre de leur habitat, y inclus les champs et prés. Ces derniers sont souvent exploités de manière trop intensive ou, au contraire, abandonnés voire embroussaillés et ne sont par conséquent plus adaptés aux besoins de ces espèces. En plus de la dégradation ou de la perte d'habitats, le changement climatique vient s'ajouter comme pression qui pèse sur les populations des oiseaux nicheurs.

Il convient cependant de relever que la désignation de zones protégées européennes et nationales ainsi que

la mise en œuvre accrue de programmes de conservation, commencent à porter leurs fruits. Les effectifs d'espèces bénéficiant de projets de protection ciblés se sont ainsi améliorés par rapport à la liste rouge publiée en 2019. Tel est le cas p. ex. pour l'Alouette lulu, la Chevêche d'Athéna ou encore la Cigogne blanche.

ad 2) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité continue à soutenir et à encourager les projets en faveur de la conservation des espèces concernées de l'avifaune et à prendre les mesures telles que prévues dans le 3^e Plan national concernant la protection de la nature (PNPN3) et les plans d'actions y repris. Dans ce contexte, un groupe d'experts des oiseaux du milieu ouvert est actuellement en cours d'être instauré et aura pour mission de coordonner l'élaboration, la révision et l'implémentation des plans d'actions relatifs aux espèces visées et d'assurer la bonne mise en œuvre des mesures de conservation et de restauration in situ.

Par ailleurs, un projet de conservation des espèces d'oiseaux des milieux urbains a été lancé en printemps de cette année en coopération avec la Centrale ornithologique avec pour objectif d'améliorer notamment leurs conditions de nidification et de nourriture.

À préciser encore que le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquels l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives sera adapté une fois que les résultats de l'évaluation pour la période 2019-2024 de l'état de conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire (directive « Habitats-Faune-Flore » (92/43/EEC)) et de l'évaluation des statuts et tendances des populations d'oiseaux sauvages (directive « Oiseaux » (2009/147/EC)) seront disponibles.

Il importe finalement de relever que le projet de loi 8449 portant e. a. modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles comporte des mesures de simplification qui ont vocation à faciliter et à accélérer les projets de restauration d'habitats et de biotopes en zone verte.

ad 3) Les priorités du PNPN3 ont été établies en tenant compte de la situation préoccupante des populations d'oiseaux notamment des milieux ouverts et humides, qui s'était déjà dessinée avant l'actualisation récente de la liste rouge à travers les divers monitorings en cours. La conservation des oiseaux est considérée comme une priorité et les efforts de restauration seront poursuivis de manière conséquente.

ad 4) Oui, mes services collaborent avec les services du Ministère de l'Agriculture sur plusieurs mesures.

Une mesure à relever concerne l'amélioration du régime des « contrats de biodiversité » figurant dans le règlement grand-ducal du 24 juillet 2024 relatif aux aides en faveur de la sauvegarde de la biodiversité en milieu rural. Cette mesure vise à adapter les programmes existants voire, à introduire de nouveaux programmes plus ciblés afin d'augmenter l'effet positif de chaque contrat sur la faune et la flore en milieu agricole.

À titre d'exemple on peut citer notamment :

- les programmes concrets de restauration pour les biotopes les plus menacés, comme les prairies maigres de fauche et les pelouses sèches – habitats de nombreuses espèces d'oiseaux figurant sur la liste rouge ;
- la création et l'entretien d'éléments de structure (haies, murgiers, haies mortes, ...);
- la restriction de l'application de certains produits vermicifuges pour le bétail ;

– le programme visant la création de labours en friche pour les oiseaux du milieu champêtre.

Il importe de relever que les surfaces couvertes par des « contrats biodiversité » sont en constante augmentation.

Par ailleurs, la collaboration et l'échange de connaissances entre les stations biologiques et les conseillers agricoles continuent à être favorisés dans le cadre de la « stratégie pour la conservation des prairies à haute diversité biologique » grâce à des workshops et des réunions communes autour du sujet de la restauration des prairies. L'effet de ces efforts se reflète aussi au niveau des surfaces sous « contrat biodiversité ».

Des collaborations similaires sont prévues pour d'autres sujets transversaux, concernant notamment l'efficacité des mesures agro-environnementales pour la sauvegarde de la faune sauvage y compris les oiseaux champêtres.

À échelle régionale, le projet pour la sauvegarde de la Perdrix grise (en tant qu'espèce phare) évolue dans le sud-est du pays.

Finalement et comme évoqué ci-dessus, un groupe d'experts des oiseaux du milieu ouvert sera chargé de faire avancer la mise en œuvre des mesures spécifiques pour ces espèces et leurs habitats. Des représentants des services du Ministère de l'Agriculture feront partie de ce groupe.

Droits de visite pour parents sous surveillance | Question 1359 (15/10/2024) de M. Dan Hardy (ADR)

Am Kader vun der Jugendschutzgesetzgebung gëtt et reegelméisseg Fäll, wou Gerichter Besuchsreegele fir Elteren ënner Opsicht festleeën, fir d'Wuel vun de betraffene Kanner ze schützen. Eng zentral Roll schéngt dobäi den „Service Treff-Punkt“ vun der Institution AITIA ze spillen. Dëse Service ass, wéi eis zu Ouere komm ass, oft iwwerlaascht, a verschidde Fäll weisen op laang Waardezäiten a méiglech Mängel an der Kommunikatioun tëscht de betraffene Verwaltungen hin.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Familljeminister an der Madamm Justizminister follgend Froe stellen:

1. Wéi eng spezifesch Roll spillt AITIA, besonnesch hiren Service Treff-Punkt, bei der Ëmsetzung vu geriichtlech ugeuerdente Besuchsreegele fir Elteren ënner Opsicht?
2. Wéi dréit den Service Treff-Punkt zur Kommunikatioun tëscht de betraffene Familljen an de Justizautoritéite bäi?
3. Wéi gëtt d'Zesammenaarbecht tëscht AITIA, der Justiz an anere relevante Verwaltungen organiséiert, fir sécherzestellen, datt geriichtlech Decisiounen a punkto Besuchsreegele fristgerecht an optimal ëmgesat ginn?
4. Gëtt et konkret Ofstëmmungsverfahren tëscht AITIA, der Justiz an dem Educationnsministère, fir d'Ëmsetzung vun dësen Opsichtsvisitten ze garantéieren?
5. Wéi laang ass déi duerchschnëttlech Waardezäit fir Familljen, déi geriichtlech ugeuerdent Visitten ënner Opsicht beim Service Treff-Punkt musse maachen?
6. Wéi eng Moosname ginn ënnerholl, fir sécherzestellen, datt et net zu onerwaarte Verzögerunge kënnst a datt genuch Kapazitéiten zur Verfügung stinn?
7. Wéi eng konkret Schutzmoosname ginn am Service Treff-Punkt vun AITIA agefouert fir sécherzestellen, datt Kanner an Eltere wärend dëse Visitten an engem gesécherten an uerdentlechen Ëmfeld sinn?

8. Wéi dacks ginn dës Schutzmoosname kontrolléiert a verbessert, fir den héchsten Ufuerderunge vum Jugendschutz gerecht ze ginn?

9. Wéi gëtt déi kommunikativ Ofstëmmung tëscht AITIA, den Elteren, de Kanner an de Geriichter organiséiert fir sécherstellen, datt all Parteien zu all Moment iwwert den aktuelle Stand vun de Visitten informéiert sinn?

10. Gëtt et Mechanismen, déi sécherstellen, datt d'Familljen transparent a rechtzäiteg iwwer hir Rechter an iwwer d'Prozeduren an der Institutioon AITIA opgekläert ginn?

11. Steet beim Service Treff-Punkt genuch qualifizéiert Personal zur Verfügung, fir déi gerichtlech ugeuerdent Visitten ënner Opsicht auszuféieren?

12. Wéi eng spezifesch Formatioune maachen d'Mataarbechter, fir déi besonnesch psychologesch an emotional Eraufuerderunge vun dëse Visitten ze meeschteren?

13. Gëtt et Indicen, déi noweisen, datt de Service Treff-Punkt oder vergläichbar Servicer zu Lëtzebuerg iwwerlaascht sinn? Wa jo: Wéi gedenkt d'Regierung dës Iwwerlaaschtung unzegoen?

14. Gëtt et eng reegelméisseg Evaluatioun vun de Prozeduren, fir Visitten ënner Opsicht auszuféieren? Wa jo, wéi eng Reforme ginn ugestriift, fir dës Prozeduren nach méi effikass a kannerfrëndlech ze gestalten?

15. Wéi eng Réckmeldunge leien der Regierung vun de Famillje vir, déi iwwer den Service Treff-Punkt be-
treit goufen? Gëtt et Reklamatiounen oder Verbesserungsvorschlägen?

16. Ginn aus dëse Réckmeldunge konkret Demarchen ofgeleet, fir d'Situatioun fir d'Kanner an d'Elteren ze verbessern?

Réponse (19/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. D'Haaptroll, an domadder d'Haaptmissioun vum Service Treff-Punkt, besteet doran, encadréiert gerichtlech ugeuerdent Visitten tëscht Kanner an hirem besuchsberechtigten Elterendeel virzebereeden, duerchzuféieren an ze evaluéieren.

ad 2. Fir d'Kommunikatioun tëscht de betraffene Familljen an de Justizautoritéiten ze garantéieren, erstellt de Service iwwert de Prozess vun der Berodung souwéi de Verlaf vun de gerichtlech ugeuerdente Visitten e Rapport un de Riichter, deen d'Mesure ugeuerdent huet. De Service tauscht sech konform zu senger konzeptuell verankerter Haltung (zentréiert op den Interêt vum Kand) a reegelméisseg Ofstänn mam Kanneraffekot aus. D'Elteren an de Kanneraffekot kréien eng Kopie vum Rapport un de Juge aux affaires familiales.

ad 3. D'Geriicht freet an deene meeschte Fäll virun enger geplangter Audience e Rapport vum Service iwwert de Prozess vun der Berodung souwéi de Verlaf vun de gerichtlech ugeuerdente Visitten un. Am Fall, wou während der Kollaboratioun am Sënn vun de Kanner an hiren Elteren däitlech gëtt, datt eng aner Mesure adaptéiert wier, awer keng nei Audience viru Geriicht méi geplangt ass, sensibiliséiert de Service d'Elteren dofir, esou zäitno wéi méiglech mat Hëllef vun hiren Affekoten eng nei Audience viru Geriicht unzefroen, fir datt de gesamte Prozess sou fristgerecht wéi méiglech ëmgesat ka ginn. Allgemeng ass ze soen, datt d'Geriichter mat hirer Aarbechtsrelatioun mam Service Treff-Punkt zefridde sinn.

ad 4. Et gi konzeptuell an organisatoresch Ofstëmmungsverfaren tëscht dem Institut étatique d'aide à l'enfance et à la jeunesse (AITIA) an dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE), fir d'Ëmsetzung vun den Opsichtsvisitten ze garantéieren. Des Weidere fanne bei Bedarf Reuniounen tëscht dem Service an dem Juge aux affaires familiales statt, fir punktuell Problemer ze beschwätzen.

ad 5. Famillje ginn iwwert den Office national de l'enfance (ONE) an de Service orientéiert. Noddeems eng Famill duerch den ONE an de Service orientéiert gouf, gëtt bannent enger Woch Kontakt mat der Famill opgeholl, fir d'Opsichtsvisitten ze plangen.

ad 6. Fir dem weideren héije Besoin gerecht ze ginn, plangt AITIA, an Zesummenaarbecht mam MENJE, d'Ouverture vun zwee weidere Sitten am Süden an am Norde vum Land.

ad 7. De Service huet intern Prozeduren (mat kloer definéierten Handlungsschrëtt a Schutzmoosnamen an ënnerschiddlechen Zenarien) souwéi e geschoult Personal, déi zu engem gesécherten Ëmfeld fir d'Kanner an hir Eltere baidroen.

ad 8. Fir de gesellschaftlechen Entwécklungen, an domadder de sech verännerende Besoinen an Ufuerderunge vun de Familljen, dem Jugendschutz souwéi nei gewonnenen Erkenntnisser gerecht kënnen ze ginn, gëtt d'Konzept a reegelméisseg Ofstänn an Zesummenaarbecht mam Service Qualité vun AITIA a mam MENJE evaluéiert an iwwerschaaft.

ad 9. De Service verfaasst iwwert de Prozess vun der Berodung souwéi de Verlaf vun de gerichtlech ugeuerdente Visitten e Rapport. D'Eltere kréien eng Kopie vum Rapport un de Juge aux affaires familiales. Parallell dozou gëtt a reegelméisseg Entretiene mat den Elteren an de Kanner déi weider Prise en charge beschwat, fir kënnen sécherstellen, datt esouwuel d'Eltere wéi och d'Kanner um aktuelle Stand sinn.

ad 10. Mat Hëllef vum Accord de collaboration ginn d'Elteren iwwert de Fonctionnement, d'Rahmenbedingungen vun der Begleedung, déi intern Prozedure vum Service, an hir domadder verbonne Rechter opgekläert. Donieft kréien d'Kanner altersgerecht d'Offer an d'Prise en charge vum Personal vum Service erkläert.

ad 11. D'Equipe vum Service besteet aus psychosozialen Fachpersonal aus ënnerschiddleche Beruffsgruppen (Assistant social, Psychologue, Éducateur diplômé, Criminologue, Éducateur gradué). Déi ënnerschiddlech fachlech Kenntnisser an Erfarunge vun der multiprofessioneller Equipe si fir d'Ubidd vum enger méiglechst breetgefächerter Begleedung relevant.

ad 12. All neie Mataarbechter gëtt am Fachberäich vun der Traumapädagogik esouwéi der sicherheitsorientierter Praxis (SOP) duerch de Service Qualité vun AITIA forméiert. Donieft hu Mataarbechter d'Méiglechkeet, am Kader vun der Weiterbildung u weidere Formatiounen deelzehuelen, z. B. am Beräich vun der Gesprächsféierung, der nonverbaler Kommunikatioun, dem Stressmanagement.

ad 13. Wéi am Regierungsprogramm virgesinn, plangt d'Regierung den Ausbau vun den ambulante Mesuren. E weidere vergläichbare Service gëtt et schonns, weiderer sinn a Planung.

ad 14. Am Kader vun der Evaluatioun vum Konzept ginn d'Prozedure vum Service a reegelméisseg Ofstänn mam MENJE esouwéi mam Service Qualité vun AITIA evaluéiert.

ad 15. All Famill huet d'Méiglechkeet, sech un de Service Qualité vun der Direction générale Aide à

l'enfance et à la famille vum MENJE ze wenden, fir eventuell Reklamatiounen oder Verbesserungsproposen zum Oflaf vun der Hëllefsmesure ze ginn. An der Weiterentwécklung vun der Demarche Qualité schafft de Service Qualité vun AITIA a Collaboratioun mat senger Servicer a mat Ofstëmmung vum MENJE aktuell un der Mise en place vun engem eegene Beschwerdemanagement fir Elteren a Kanner.

ad 16. Dës Réckmeldunge ginn zesumme mat de betraffene Familljen a Servicer beschwat. Bei Bedarf gëtt d'Prestatioun den individuelle Besoinen vum Kand oder der Famill ugepasst.

Délais d'attente pour examens IRM | Question 1360 (15/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Suite aux délais d'attente excessifs pour des examens IRM, le précédent Gouvernement et la CNS avaient donné le feu vert à l'acquisition de quatre IRM supplémentaires et à un élargissement des plages disponibles pour les examens.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment se sont répercutées ces mesures sur les délais d'attente pour examens IRM par rapport aux délais des années précédentes.

2) Quelle a été l'évolution du nombre des examens IRM depuis la mise en place des nouvelles machines ?

Réponse (18/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les délais d'attente ont été gérés dans un cadre d'augmentation du nombre d'appareils disponibles, d'augmentation des examens demandés et d'efforts des prestataires, radiologues et ATM de radiologie, permettant un élargissement significatif des plages horaires disponibles. La prise de rendez-vous a également été facilitée sur certains sites grâce à un système de réservation en ligne, réduisant ainsi les attentes téléphoniques lors des appels aux centres d'appels et permettant l'optimisation de l'attribution des rendez-vous en fonction des urgences et indications fournies dans les ordonnances médicales.

Les demandes d'examen sont généralement transmises aux services de radiologie pour validation de l'indication et attribution d'un rendez-vous. Le délai enregistré correspond à la période entre la date de planification de l'examen par le secrétariat et la date effective de réalisation de celui-ci. Il n'existe à ce stade toutefois pas de granularité en fonction des organes examinés ni de l'indication de l'examen ou les contraintes spécifiques au patient.

Il est important de souligner qu'un délai d'attente dépend de l'indication de l'examen. Certains examens doivent être programmés avec un délai de quelques jours, d'autres avec un délai de plusieurs semaines, comme par exemple en cas de pathologies traumatiques (résorption d'un hématome, etc.) ou pour des contrôles sous traitement. Par ailleurs, la durée de l'examen doit également être prise en considération, variant de 15 à 45 minutes selon l'organe examiné et l'indication.

Les examens urgents sont pris en charge sur chaque site dans des délais rapprochés et les examens pour les patients hospitalisés sont ajoutés quotidiennement à ceux des patients ambulatoires programmés.

L'Observatoire national de la santé a entrepris l'analyse des données collectées dans les services d'imagerie médicale des établissements hospitaliers. Ces données, portant sur les délais de rendez-vous pour

les examens IRM, sont recueillies selon une méthodologie commune établie par l'Observatoire national de la santé en collaboration avec le LIH et la FHL. Aucune donnée antérieure à 2022 n'est disponible à l'observatoire.

Ainsi :

- Entre 2022 et 2023, une augmentation importante du nombre d'exams planifiés en ambulatoire a été observée sans impact sur les délais d'attente.
- Durant la même période, la proportion d'exams IRM réalisés au-delà d'un délai de 60 jours, ainsi que les délais d'attente médians (pour les exams planifiés en ambulatoire), sont restés stables.

Il est à noter qu'un rapport complet et détaillé sera fourni par l'Observatoire national de la santé avant la fin de l'année 2024.

Dans l'attente de ce rapport officiel, des suivis ont été établis avec les différents services d'imagerie, confirmant que les délais de rendez-vous varient actuellement entre 1 jour et 3 mois selon l'indication, comme mentionné précédemment.

ad 2) Ces chiffres correspondent au nombre d'exams IRM réalisés opposables et remboursés par la CNS. ↑

.....

COP29 à Baku | Question 1361 (15/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Entscheidung, fir d'COP29 zu Baku am Aserbaidjan ofzehalen, ass eng, déi déif beréiert. Dëst gëtt als eng „COP vum Fridden“ bezeechent, während d'Verhandlungen tëschent Armenien an Aserbaidjan zum Stëllstand kommen sinn an armeenesch Gefaangener weiderhin onrechtméisseg vum Aserbaidjan festgehale ginn. Dës Situatioun ass besonnesch besuergneserreegend am Kontext vun den Ereegnisser vum September 2023, wou iwwer 100.000 Armeenier aus Bergkarabach verdrifwe goufen.

Zousätzlech ass et wichteg ze bemerken, datt Membere vum Lëtzebuurger Parlament vu Baku op eng schwaarz Lëscht gesat goufen, als Reaktioun op hir Stëmm an der parlamentarescher Versammlung vum Europarot (PACE). Dës Aktioun vum Aserbaidjan géint demokratesch gewielte Verrieder ass en direkten Ugrëff op eis parlamentaresch Fräiheeten a stellt eng zousätzlech Erausforderung fir eis diplomatesch Bezéiungen duer.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Aussenugeleeënheeten a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'Lëtzebuurger Regierung vis-à-vis vun der Entscheedung, d'COP29 zu Baku ofzehalen, am Hibleck op d'Situatioun vun den armeenesche Gefaangenen, dem Blockage vun de Friddensgespréicher, an elo och d'Blacklisting vu Lëtzebuurger Parlamentarier?
2. Wéi eng konkreet diplomatesch Initiative plangt d'Regierung am Virfeld vun der COP29, fir d'Fräiilosung vun allen armeenesche Gefaangenen, d'Reprise vun de Verhandlungen tëschent Armenien an Aserbaidjan an d'Ophiewe vun de Sanktiounen géint eis Parlamentarier ze fuerderen?
3. Wéi gedenkt d'Regierung den Equiliber ze fannen tëschent eiser traditioneller Ënnerstëtzung fir Armenien, dem Schutz vun eise parlamentareschen Institutiounen an eiser Verantwortung als Acteur an der internationaler Klimapolitik am Kader vun der COP29?
4. Plangt d'Regierung, dëst Thema op EU-Niveau unzeschwätzen, fir eng gemeinsam europäesch

Positioun ze fanne bezüglech der Participatioun un der COP29 zu Baku am Kontext vun der aktueller politescher Situatioun a speziell dem Blacklisting vun EU-Parlamentarier?

5. Wéi eng Konsequenze kéinten déi rezent Aktiounen vum Aserbaidjan op eis bilateral Bezéiungen hunn a wéi gedenkt d'Regierung dorop ze reagieren, besonnesch am Hibleck op d'Participatioun un der COP29?

Réponse (13/11/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

D'Entscheidung, déi 29. Klimakonferenz vun de Vereenten Natiounen (COP29) am Joer 2024 zu Baku ofzehalen, gouf den 11. Dezember 2023 eestëmmege vun alle Participanten ënnerstëtzt, nodeems Armenien de 7. Dezember 2023 op der COP28 ugekënnegt hat, am Kader vun den Normaliséierungsefforte mam Aserbaidjan, seng Kandidatur am regionale Grupp vun den osteuropäesche Länner zeréckzeseien an d'Kandidatur vu sengem Konkurrent ze ënnerstëtzen. D'Klimakonferenz vun de Vereenten Natiounen sinn een eezegaartegen a wichtege Forum, fir d'international Verhandlung fir d'Bekämpfung vum Klimawandel virunzedeiwen. Ewéi hir Virgänger, bitt d'COP29 alle Länner eng Méiglechkeet, hir Bedenken a Virschléi am Beräich vum Klimaschutz auszedecken. D'Bedeelung vun alle Participanten, dorënner och Lëtzebuerg, ass entscheidend, fir bei der globaler Fro vum Klimaschutz virunzedeien. An där Hisiicht wäert de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit, Serge Wilmes, d'Lëtzebuurger Regierung op der COP29 zu Baku verrieden.

D'Bedenken, déi an der parlamentarescher Fro ernimmt ginn, sinn an den Ae vun der Regierung legitim an et ass der Regierung dohier wichteg, virun an no der COP29 den Dialog mam Aserbaidjan doriwier weiderzeféieren. De Friddensprozess tëscht Armenien an Aserbaidjan, abegräff d'Situatioun vun den armeenesche Gefaangenen esouwéi d'Menscherechttssituatioun am Aserbaidjan goufen am Hibleck op d'COP29 op allen Niveauen géigeniwwer dem Aserbaidjan opbruecht. D'Regierung ass der Opfaassung, dass béid Parteien keng Efforte sollte scheien, fir den Normaliséierungsprozess virun, während an no der COP29 decisiv virunzedeiwen. De Vizepremierminister a Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel, Xavier Bettel, huet no senger Visitt vum 9. an 10. September 2024 an Armenien den Dialog mat béide Parteien oprechterhalen a si dozou opgeruff, d'Geleeënheet vun der COP29 ze notzen, fir mat entscheidende Schrëtt een dauerhafte Fridden an der Region ze sécheren. An deem Zesummenhang huet de Vizepremierminister a Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel, Xavier Bettel, d'Kommissiounspresidentin Ursula von der Leyen, an hirer Roll als Delegatiounschefin vun der Europäescher Unioun fir d'COP29, schréftlech dozou opgeruff, hir Bedeelung un der Konferenz ze notzen, fir ee positiven Impakt op d'Friddensforten tëscht béide Parteien auszeüben. D'COP29 bitt och eng gutt Geleeënheet, fir op d'Menscherechttssituatioun am Aserbaidjan opmierksam ze maachen. Et ass der Regierung ënnert anerem wichteg, dass d'Zivilgesellschaft, dorënner och Klima- a Menschenrechtsaktivisten, ouni Aschränkungen un der COP29 deelhuele kënnen.

D'Regierung ass zudeem zudéifst besuergt iwwer d'Areesverbuet, dat den Aserbaidjan géint 76 Membere vun der parlamentarescher Assemblée vum Europarot erlooss huet. Zesumme mat 13 anere Memberstaate vum Europarot huet Lëtzebuerg dës

Aktioun géint demokratesch gewielte Verrieder am Ministerkomitee vum Europarot staark verurteilt an den Aserbaidjan dozou opgeruff, seng Entscheedung réckgängeg ze maachen.

.....

Gestion locative sociale dans le cadre de l'affaire Caritas | Question 1362 (15/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1113 vum 20. August 2024 huet de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwer d'Situatioun vun der Gestion locative sociale (GLS) informéiert. De Minister huet bestätegt, datt e Moratoire op de Loyere besteet an datt d'Proprietären informéiert goufen. Zousätzlech gouf matgedeelt, datt déi nei Struktur „HUT – Hëllef um Terrain“ d'GLS wéilt weiderféieren an datt de Ministère eng nei Konventioun mat dëser Struktur preparéiert.

Säit dëser Äntwert ass elo e gewëssen Zäitraum vergaangen. D'Situatioun vun der GLS ass awer weiderhi fir vill Bierger, souwuel Proprietäre wéi och Locataire, vu grousser Bedeitung. Et ass wichteg ze verstoen, wéi de Ministère dës komplex Transitioun geréiert a wéi d'Rechter an Interëte vun alle Bedeelte geschützt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wunnengsbau a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Decisiounen huet de Ministère zënter der leschter Äntwert a Bezuch op d'GLS geholl?
2. Wéi gesäit de geplangten Oflaf vun der staatlecher Garantie fir d'Loyeren aus a wéini kënnen d'Proprietäre mat enger Bezuelung rechnen?
3. Wéi genee soll den Transfert vun de Kontrakter tëscht der Caritas an der neier Struktur „HUT“ oflafen, besonnesch well d'Proprietären an d'Locataire aktuell Verträge mat der Caritas hunn?
4. Wéi eng Moosnamen hëlt de Ministère fir sécherzestellen, datt d'Rechter an Interëte vu Proprietären a Locataire während dëser Iwwergangsperiod geschützt sinn?
5. Wéi eng Zäitschinn ass fir dësen Transfertprozess virgesinn a wéini kann een domat rechnen, datt de System nees vollstänneg funktionéiert?

Réponse (18/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Max Hahn**, Ministere de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. „HUT – Hëllef um Terrain“ huet eng Convention mam Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung ugefrot, déi aktuell an der Ënnerschrëftsprozedur ass. Domadder féiert HUT – Hëllef um Terrain d'Aarbecht vun der Caritas am Kader vun der Gestion locative sociale weider. Domadder ass den Iwwergang vun de Wunnenge vun der Caritas bei HUT – Hëllef um Terrain garantéiert.

ad 2. Dat ofgeännert Gesetz vum 7. August 2023 iwwer d'Aides individuelles au logement gesäit am Art. 3 vir, dass eng Garantie locative just kann ausgestallt ginn, wann et sech ëm eng Wunneng handelt, déi um private Marché gelount gëtt.

Am Kader vun der GLS sinn also do keng Garantien ausgestallt ginn.

ad 3. Dem Ministère sengen Informatiounen no, sinn d'Proprietären eenzel vun HUT kontaktéiert ginn. Déi Kontrakter, déi mat der Caritas ënnerschriwwen gi waren, gi quasi integral vun HUT iwwerholl.

ad 4. D'Konvention reegelt de Kader, an deem de konventionéierte Partner, d'Proprietären an de Locataire sech beweegen dierfen.

ad 5. Aktuell funktionéiert de System scho vollstänneg. Aktuell mussen just Kontrakter tëschen den implizéierte Parteien adaptéiert ginn, wat awer keen Afloss op d'Fonctionnement vun dem System Gestion locative sociale huet.

Date d'expiration de médicaments | Question 1363 (15/10/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent Etuden hu gewisen, datt déi meescht Medikamenter, besonnesch déi op Basis vu Paracetamol an Ibuprofen, hir Wierksamkeit wäit iwwer dat eraus behalen, wat als Oflafdatum op der Verpackung uginn ass. Eng Etude vun der UFC-Que choisit am September 2024 huet souguer bewisen, datt Medikamenter, déi der Beschrëftung no zënter iwwer 30 Joer ofgelaf wieren, nach ëmmer genuch aktiv Substanz enthalen, fir therapeutesch wirksam ze sinn.

Dës Situatioun werft eng Rei vu Froen op, souwuel am Hibleck op d'Verschwendung vu Ressourcen, d'Ëmweltbelaaschtung duerch d'Entsuerge vun nach funktionsfäege Medikamenter, wéi och déi gesondheetlech Auswierkungen. D'Ewechegeheie vu Medikamenter, déi nach gebraucht kéinte ginn, féiert zu onnéidege Käschte fir d'Patienten an d'Gesondheitsversécherung. Ausserdeem kéint dës zu enger kënschtlecher Erhéijung vun der Nofro féieren an esou d'Versuerungsenkpass verstärken.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert de Minister d'aktuell Regulatiounen zu den Oflafdatumen vu Medikamenter zu Lëtzebuerg am Vergläich mat anere Länner, wéi zum Beispill den USA?
2. Plangt d'Ministesch eng Etude duerchzuféieren, fir d'Risiken a potenziell Virdeeler vun enger Verlängerung vun den Oflafdatumen vu Medikamenter ze ënnersichen?
3. Gëtt et Iwwerleeungen, fir d'Krittären zur Festleeung vun Oflafdatumen ze iwwerschaffen, fir méi Flexibilitéit ze erméiglechen an dobäi d'Sécherheet vun de Patienten ze garantéieren?
4. Wéi eng Moosname kéinten ëmgesezt ginn, fir d'Verschwendung vu Medikamenter ze reduzéieren an eng méi nohalteg Approche an der Medikamenterversuerung ze féieren?
5. Wäert d'Ministesch en Dialog mat der Pharmaindustrie an Experten aus dem Gesondheitsberäich ufänken, fir innovativ Léisungen ze fannen, déi souwuel d'Sécherheet wéi och d'Nohaltegkeet verbesseren?

Réponse (19/11/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Haltbarkeetsdauer vun engem Medikament gëtt vum Hiersteller op Basis vu Stabilitéitsstudie bestëmmt. D'Donnéee ginn un déi zoustänneg Autoritéiten am Kader vum Dossier fir d'Zouloossung um Maart agereecht, deen eng Entscheedung iwwer den Oflafdatum an d'Lagerungsbedéngungen enthält. D'Haltbarkeetsdauer hänkt vun der pharmazeutescher Form (Tabletten, Injektionsléisungen, ...) an de Lagerungsbedéngungen (Temperatur, Fiichtegkeet, Beliichtungsexpositioun, ...) of. Si gëtt duerch déi international Ufuerderung vum ICH (International Council on Harmonisation of Technical Requirements for Registration of Pharmaceuticals for Human

Use) an der WHO definéiert, net Land fir Land, mee fir ganz klimatesch Zonen.

An den USA, fir d'Käschte vun der Arméi beim Erhale vu bestëmmte pharmazeutesche Lagerbestänn ze reduzéieren, féieren den Departement of Defense (DoD) an d'Food and Drug Administration (FDA) eng gemeinsam Initiativ duerch. Dëse Programm evaluéiert d'Laangzäitwierksamkeet vu pharmazeutesche Produkter, déi vum DoD an anere Regierungsagencë stockéiert ginn. Am Kader vun dësem Programm ginn d'Sécherheet an d'Stabilitéit vun de Medikamenter iwwer laang Perioden a kontrolléierte Lagerungsbedéngunge getest. Wéinst de Käschte vun den Tester ass de Programm an den USA haaptsächlech fir grouss Lagerbestänn vu Medikamenter a medezinneschem Material entwéckelt, déi ënner kontrolléierte Lagerungsbedéngunge gehale ginn, mat Ausnam vu biologesche Produkter wéi Vaccinen, Serumen a Narungsprodukter.

ad 2. D'Duerchféierung vun esou enger Etude presentéiert eng ganz Rei Erausforderungen.

Tatsächlech huet d'FDA an den USA d'Méiglechkeet vun engem Programm fir d'Verlängerung vun de Verfallsdatumen ausserhalb vum militäresche Kader getest, mee huet misse verzichte wéinst den organisatoreschen Aspekter (Quantitéiten u Batches, déi behandelt mussen ginn, Finanzéierung), Ressourcëproblemer, Aspekter betreffend d'Qualitéit (Ufuerderunge vun de gudden Fabrikatiounspraktike fir d'Analysen, d'Lagerung, d'Re-Etikettéierung, d'Féierung vu Suivi- a Kontrollregëstere fir d'gelagert Material, Inspektiounen zur Geneemegung vun den Arichtungen asw.) a virun allem wéinst de juristeschen Iwwerleeungen, déi mat der Verantwortung am Fall vu Qualitéitsmängel bei de betraffene Medikamenter verbonne sinn. Deemno ass et momentan net virgesinn, esou eng Etude zu Lëtzebuerg duerchzuféieren.

ad 3. Wéi schonn an der Äntwert op déi éischt Fro präziséiert, baséieren d'Krittäre fir d'Festleeë vu Verfallsdatumen vu Medikamenter sech op international Norme vum ICH (International Council on Harmonisation of Technical Requirements for Registration of Pharmaceuticals for Human Use) an der WHO (World Health Organization). D'Iwwerschaffe vun de Krittären ass fir de Moment, souwäit mir wëssen, net virgesinn.

ad 4. D'Reduzéierung vun der Verschwendung vu Medikamenter implizéiert e gudden Ëmgang vun de Prescriptiounen an eng ugepasste Verdeelung an den Apdikten, souwéi e bewossten Akaf vun de Patienten. Et si momentan keng ganzheetlech Sensibiliséierungscampagnë geplangt.

ad 5. E reegelméisseg Austausch fënnt tëscht dem Ministère an der Pharmaindustrie statt iwwer Theemen, déi déi reglementaresch Iwwerwaachung vum Liewenszyklus vu Medikamenter betreffen, souwéi iwwer d'Erausforderung betreffend d'Zougängelechkeet an d'Disponibilitéit vu sécheren, wirksamen an nohaltege Medikamenter.

Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille | Question 1364 (15/10/2024) de **M. Dan Hardy** (ADR)

De „Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille“ besteet laut Gesetz vum 16. Dezember 2008 „relative à l'aide à l'enfance et à la famille“ aus 16 Memberen, déi vun der Regierung fir eng Mandatsdauer vu 5 Joer (erneierbar) ernannt ginn. D'Lëscht vun dësen 16 Memberen ass awer net ëffentlech zugänglech, oder gëtt op d'mannst net routineméisseg publizéiert. Eis ass an deem Kontext zu Ouere komm, datt

verschidde Leit vergeeblech Demarchë beim „Office national de l'enfance“ ënnerholl hunn, fir un d'Nimm vun dësen 16 Memberen ze kommen.

An deem Zesummenhang hunn ech follgend Froen un den Här Familljeminister:

1. Kann den Här Minister d'Nimm vun de 16 Memberen vum Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille matdeelen?
2. Wann nee: Aus wéi enge Grënn ass d'Lëscht mat de 16 Memberen vum dësem Gremium net ëffentlech zugänglech?

Réponse (19/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Zesummesetzung vum Conseil supérieur de l'aide à l'enfance et à la famille ass ëffentlech zugänglech a gëtt um Site vum Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg publizéiert. Déi aktuellst Zesummesetzung ass ënnert follgendem Link zugänglech:

<https://legilux.public.lu/eli/etat/adm/amin/2024/11/07/b4451/jo>

Nouvelle découverte archéologique à Mamer | Question 1365 (15/10/2024) de **Mme Francine Closerer** (LSAP)

Bei Ausgruewungen zu Mamer ass eng weider interessant Decouverte aus der Réimerzäit gemaach ginn; dës Kéier handelt et sech ëm Këschte voller Kiischtekären, déi 2.000 Joer al sinn, an déi d'Archeologe virun e Rätsel stellen. Doriwier eraus gouf eng Decouverte gemaach, déi fir d'Wëssenschaft besonnesch wichteg ass: eng Zort Pëtzen, déi matenee verbonne sinn. Dës Pëtze goufe fir eng handwierklech Aktivitéit genotzt, wou an der Groussregioun fir d'réimesch Zäit nach keng Vergläicher fonnt gi sinn. Doduerch, datt et op der Plaz esou naass ass, ass um Site och aussergewéinlech vill Organik erhale bliwwen, notament iwwer 700 Schongfragmenter aus der réimescher Zäit.

Dës Site zu Mamer ass fir Archeologen deemno aussergewéinlech interessant a wäertvoll.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Kulturminister dës Froe stellen:

- Ass de Minister der Meenung, datt dësen archeologesche Patrimoine valoriséiert soll ginn?
- Wa jo, envisagéiert d'Regierung, den Terrain ze kafen, fir dësen aussergewéinleche Patrimoine ze erhalen, an de Site och pedagogesch an touristesch ze notzen?

Réponse (31/10/2024) de **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

Wéi an de meeschte Fäll vu präventiver Archeologie, ass et net virgesinn, datt den archeologesche Site zu Mamer klasséiert a valoriséiert gëtt. Zwar handelt et sech hei ëm ganz interessant Fondstécker, déi eng ganz Rei Froen opwerfen a wëssenschaftlech dokumentéiert mussen ginn, mä no den Ausgruewunge soll de geplangte Bau op där Plaz realiséiert, an déi mentionéiert Objete weider studéiert ginn. Den INRA (Institut national de recherches archéologiques) ass mat dëser Virgoensweis averstanen.

Transport de détenus | Question 1366 (15/10/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Actuellement, le transport des détenus est assuré par la Police grand-ducale. L'accord de coalition prévoit de céder cette tâche aux agents pénitentiaires, afin de



décharger la police. Le Syndicat national de la Police grand-ducale est aussi en faveur de ce changement.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

- Quel est l'état d'avancement du projet ? Quels sont les changements concrets devant être mis en place tant au niveau institutionnel qu'organisationnel ? De quelle manière les délégations du personnel concernées sont-elles impliquées dans ces changements ?

- Comment les attributions et les missions des agents pénitentiaires vont-elles évoluer ? Dans ce sens, est-ce qu'une revalorisation de la carrière des agents pénitentiaires est prévue ?

- Est-il prévu de procéder à un changement au niveau du recrutement actuel ?

- Les agents pénitentiaires devront-ils suivre des formations et des formations continues spécifiques liées à leurs éventuelles nouvelles missions ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

- Est-il prévu de leur attribuer une prime de risque spécifique ?

- Quel impact un tel changement aura-t-il sur les missions actuelles de l'unité de garde et d'appui opérationnel ?

Réponse (18/11/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Depuis la réforme de l'administration pénitentiaire en 2018, l'Unité de garde et d'appui opérationnel de la Police grand-ducale (UGAO) est, entre autres, chargée de l'extraction des personnes détenues aux centres pénitentiaires de Luxembourg et d'Uerschterhaff, des transfèrements entre ces centres pénitentiaires, ainsi que de la garde des détenus lors d'une comparution en justice ou à l'occasion d'une visite médicale.

À titre d'illustration, l'UGAO a effectué 1.838 transports au cours de la période se situant entre avril 2023 et mars 2024 à la demande des autorités judiciaires.

Le transport des détenus est en cours d'analyse au sein du Ministère de la Justice et du Ministère des Affaires intérieures. Des consultations ont eu lieu avec tous les acteurs concernés qui ont pu confirmer que le système actuel fonctionne bien, mais que le transport des détenus mobilise d'importantes ressources en personnel.

Ainsi, afin de pallier la surcharge de travail qui pèse sur les agents de police en charge du transport des détenus et permettre à l'UGAO de s'investir davantage dans d'autres missions pour lesquelles elle est également sollicitée, il a été retenu que dans un premier temps la recherche de solutions alternatives pour réduire le nombre de transports serait à privilégier.

Congé d'allaitement | Question **1367** (16/10/2024) de **M. Ben Polidori** (LSAP)

Den Niercongé erlaabt et Mammen, nees schaffen ze goen a gläichzäiteg och hiert Kand ze nieren. De Code du travail gesäit pro Aarbechtdag zwou Nierpause vu jeeeweils 45 Minutte vir, déi a verschiddene Fäll kënnen an enger Paus vun 90 Minutten zesummegeholl ginn.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Niercongé hunn Enseignanteë mat enger voller Tâche am Enseignement fondamental an am Enseignement secondaire?

2. Wat sinn d'Modalitéite vum Niercongé am Enseignement?

3. Gëtt et opgrond vum Stonneplang Contrainten, wéini eng Enseignante hiren Niercongé huele kann? Wa jo, wéi eng Contraintë wieren dat?

4. Wéi a vu wiem gëtt de Remplacement organiséiert, wann eng Enseignante während enger Schoulstonn Niercongé huet?

5. Wéi vill Enseignanteën hunn an deene leschte fënnef Joer en Niercongé gefrot?

Réponse (08/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Den Niercongé am Enseignement berout op den allgemenge gesetzleche Bestëmmungen, sou wéi se an den Artikelen L. 336-2 an L. 336-3 vum Code du travail festgehal sinn.

ad 1. Am Enseignement fondamental gradewéi och am Enseignement secondaire ass fir Enseignante mat enger voller Tâche een Niercongé vu fënnef Leçone pro Woch virgesinn.

ad 2. an 3. Den Niercongé ënnerläit folgende Modalitéiten:

- Fir Enseignanteën, déi ee Service à temps partiel assuréieren, gëtt den Niercongé proportional zum Degré de tâche accordéiert.

- Eng Interventioun während der éischter Leçon vum Dag gëtt no Récksprooch mam Agent evitéiert.

- Enseignanteën, déi allaitéieren, brauche keng Iwwerstonnen ze halen.

ad 4. Am Enseignement fondamental gëtt de Remplacement vum zoustännege Regionaldirekter organiséiert, am Enseignement secondaire vum zoustännege Lycéesdirekter.

ad 5. Den Tableau[†] heidrënner weist d'Zuel vun den Enseignanteën, déi an de leschte fënnef Joer een Niercongé accordéiert kruten.

Mesures de sécurité dans les écoles | Question **1369** (16/10/2024) de **Mme Barbara Agostino** | **Mme Mandy Minella** (DP)

De 17. Oktober 2024 koum et am Atert-Lycée zu Réiden zu enger Policeinterventioun opgrond vun engem Amokalarm, deem ausgeléist gouf, well eng verdächtig Persoun am Lycéesgebai gesi ginn ass.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Gëtt et an all Lycée zu Lëtzebuerg Sécherheits- a Schutzprozedure fir de Fall vun engem Amokalarm?

2. Gëtt et och an de Primärschoulen a Maison-relais en esou Prozeduren?

3. Gëtt zu dese Prozeduren an all Schoul oder Maison relais eng obligatoresch Formatioun ugebueden? Wéi oft gëtt des Formatioun ugebueden?

4. Plangt den Här Minister, des Formatioun obligatoresch ze maachen, eventuell schonn als Deel vun de Bachelor-Etuden?

5. Wat gesinn des Sécherheits- a Schutzprozedure vir?

Réponse (19/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1., 2. a 5. Enseignement fondamental

Säitens de Regionaldirektioun goufen Efforte gemaach, de Sujet vun engem méiglechen Amoklaf mat de Gemengen – déi laut Gesetz fir d'Infrastrukture vun de Schoulgebaier zoustännege sinn – ze thematiséieren.

D'Ëmsetzung vu verschiddene Mesuren, wéi beispillsweis den Alarmknäppchen, en automatescht Zougoo vu den Dieren, gradewéi d'Kontroll vum Zougang zu de Schoule goufen hei an d'A gefaasst.

Donieft gouf vum Kriseninterventiounsteam (KIT) ee Classeur ausgeschafft, an deem sech ee Kapitel mat engem méiglechen Amoklaf befaasst, an den Enseignanten ënnert anerem erkläert, wéi si sech an esou engem Fall ze verhalten hunn.

Enseignement secondaire

Fir de Beräich vum Enseignement secondaire gëtt et an alle Lycéeë Sécherheits- a Schutzprozeduren. Dës gesi vir, datt d'Personal an d'Schüler sech sollen a gëeegente Raim aspären, sech un d'Instruktiounen vum Schoulpersonal halen an ofwaarden, bis d'Police op der Fall ass.

Am Fall, wou d'Raimlechkeeten ongeeegent sinn, solle Personal a Schüler d'Schoul verloossen.

Maisons relais

Fir d'Betreiungs- a Bildungsservicer (Maisons relais) läit d'Verantwortung fir d'Sécherheet a fir déi entsprecheend Prozedure beim Gestionnaire.

ad 3. a 4.

Enseignement fondamental an Enseignement secondaire

Grad am Beräich vun der Informatioun a vun der Formatioun huet de Sujet vum Amok an de leschte Joren eng ëmmer méi grouss Plaz ageholl.

Esou bitt d'Police reegelméisseg Formatiounen an deem Beräich un, déi vun de Lycéeë kënnen an Usproch geholl ginn. Eleng fir d'Joer 2024 hu bis elo Formatiounen an aacht Schoule stattfonnt, dräi stinn der nach op.

D'Police ass och ëmmer erëm am Collège des directeurs vum Enseignement secondaire present, dëst fir d'lescht de 24. Januar 2024. Vertrieeder vum Service national de prévention de la police a vum Service psychologique de la police hu bei där Geleeënheet d'Formatioun virgestallt, déi d'Police dem Schoulpersonal ubitt.

Och den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) huet an de leschte Jore Formatiounen souwuel zum Thema Amok ugebueden (zum Beispill „Amokalarm – zweckmäßiges Verhalten in der Klasse“) wéi och zum Thema Santé mentale, déi en Deelberäich vun der Preventioun an der Sécherheet duerstellt (zum Beispill „Premiers secours en santé mentale“).

Dës Formatiounen sinn och fir d'Enseignanten aus dem Enseignement fondamental zougängelech. Si sinn allerdéngs net obligatoresch.

Maisons relais

Och fir d'Personal vun de Betreiungs- a Bildungsservicer gëtt et keng obligatoresch Formatiounen am Beräich vum Amok.

Consuls honoraires | Question **1370** (16/10/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Am Joer 2022 huet déi grouss Enquête mam Titel „Shadow Diplomats“, geleet vum „International Consortium of Investigative Journalists a ProPublica“, opgedeckt, datt op d'mannst 500 aktuell a fréier Honorarkonsul:innen a Strofnoten oder strofrectlech Ermëttlung verweckelt sinn. Zu de Strofnoten hu beispillsweis Drogen- a Waffenhandel, Mord, Sexualstrofdoten a Bedruch gehéiert. Einzelner sollen och Ënnerstëtzer vu korrupte Regimier wéi Nordkorea, Syrien oder der Hisbollah gewiescht sinn. A Reaktioun op déi

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

Entdeckungen hu verschidde Länner Konsequenze gëzinn.

An deem Kontext wëilt ech dem Här Minister fir auswärtig Ugeleeënheeten an Aussenhandel follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Honorarkonsul:inne vun anere Länner sinn zu Lëtzebuerg? Ëm wéi eng Länner handelt et sech?
2. Suivéiert d'Regierung d'Aktivitéite vun auslänneschen Honorarkonsul:innen hei zu Lëtzebuerg? Wa jo, wéi gesäit dee Suivi aus?
3. Goufen Honorarkonsul:inne vun anere Länner hei zu Lëtzebuerg an der ernimmter Enquête vun 2022 genannt? Wa jo, ëm wien handelt et sech a wéi eng Konsequenze goufe geholl?
4. Huet d'Lëtzebuerg Regierung no der ernimmter Enquête vun 2022 zousätzlech Moosnamen ergraff, fir d'Funktioun vun den Honorarkonsul:inne méi transparent ze gestalten? Wa jo, wéi eng ?

Réponse (14/11/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Aktuell si 64 Honorarkonsul:inne vun anere Länner zu Lëtzebuerg genannt. Detailler kënnen am Annuaire „Représentations consulaires d'États étrangers au Grand-Duché de Luxembourg“ consultéiert ginn.

ad 2. Virun der Nominatioun vun engem Honorarkonsul:in gëtt en Avis beim staatlechen Noriichtendéngscht (SRE) zu där Persoun ugefrot, an dat no Kapitel 2 vum Gesetz vum 15. Juni 2004 betreffend d'Organisatioun vum Geheimdéngscht.

Wann auslännesch Honorarkonsul:inne bis genannt sinn, d. h., wa se den Exequatur vum Groussherzog

kritt hunn, ass et un de jeeweilige Länner, de Suivi vun hiren Honorarkonsul:innen ze assuréieren.

Am Fall vun engem Incident, huet d'Lëtzebuerg Regierung awer d'Méiglechkeet, dem Groussherzog ze roden, d'Exequatur vun deem/där Honorarkonsul:in zeréckzezéien.

Et gëtt hei erënnert, datt, anescht wéi Diplomaten, Honorarkonsul:innen hei zu Lëtzebuerg kee Recht op Privileegien an Immunitéiten hunn.

ad 3. Bei der ernimmter Enquête goufen, souwäit de Ministère fir auswärtig an europäesch Ugeleeënheeten, Verdeedegung, Entwécklungszesummenaarbecht an Aussenhandel au courant ass, keng Honorarkonsul:inne vun anere Länner hei zu Lëtzebuerg genannt.

ad 4. D'Lëtzebuerg Regierung baséiert sech an dem Kontext strikt op d'Wiener Konventioun iwwert konsularsch Bezéiunge vun 1963.

.....
Mesures de sécurité dans les écoles | Question 1371 (16/10/2024) de **Mme Liz Braz** | **Mme Francine Closerer** (LSAP)

Den Incident am Réidener Lycée huet e gréisseren Asaz vun der Police erfuerdert. An deem Fall gouf et eng Entwarnung. Trotzdem muss ee bei esou Meldungen ëmmer vum Eeschtfall ausgoen.

An deem Kontext wëlte mir dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend follgend Froe stellen:

1. Awéiwäit ginn Enseignanten an anert Schoulpersonal vum Fondamental a vum Secondaire an hirer Grondausbildung fir Amokleef sensibiliséiert?

2. Wéi eng Méiglechkeete gëtt et, fir dëst Personal eng Formation continue mat Bezuch op Amokleef ze maachen? Am Fall, wou esou Weiterbildungen an der Formation continue méiglech sinn, handelt et sech ëm fräiwëlleg oder obligatoresch Formatiounen?

3. Gëtt et eenheetlech Reegele fir Gebaier vum Enseignement secondaire a vum Enseignement fondamental, wat d'Sécherheet vun de Klassen am Fall vun engem Amoklaf ugeet?

4. Ass de Ministère au courant iwwer aner Zwëschefälle, bei deene Schüler:inne mat „Waffen“ an d'Schoul komm sinn?

Réponse (19/11/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. An hirer Grondausbildung ginn d'Enseignantë vum Enseignement fondamental a vum Enseignement secondaire aktuell net op de Sujet vum Amok sensibiliséiert. Grad am Beräich vun der Weiterbildung huet dee Sujet awer an de leschte Joren eng ëmmer méi grous Plaz ageholl: Ech verweisen hei op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1369.

ad 3. Och hei verweisen ech op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1369.

ad 4. Den Artikel 43 vum Schoulgesetz vum 2004 (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) gesäit de „port d'armes“ als eng vun den Infraktiounen vir, déi zu engem Schoulverweis kënnen féieren. Effektiv gouf et an de leschte Joren e puer där Fäll, unni datt allerdéngs eng Relatioun zu engem Amoklaf bestan hätt.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799